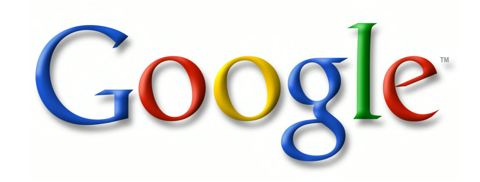





STANFORD UNIVERSITY LIBRARY
1969











LE CHÂTEAU DE HABSBOURG,





HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE

DEPUIS

LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'AU RÈGNE

DE

FERDINAND I,

EMPEREUR D'AUTRICHE;

EN SIX ÉPOQUES.

AVEC PORTRAITS ET GRAVURES, TABLES GÉNÉALOGIQUES, CHRONOLOGIQUES, ET CARTES GÉOGRAPHIQUES.

PAR

LE CHEV. CHARLES DE COECKELBERGHE DE DUTZELE,

CONSEILLER DE S. M.



TOME QUATRIÈME.



VIENNE.

CHEZ CHARLES GEROLD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

PLACE ST. ÉTIENNE.

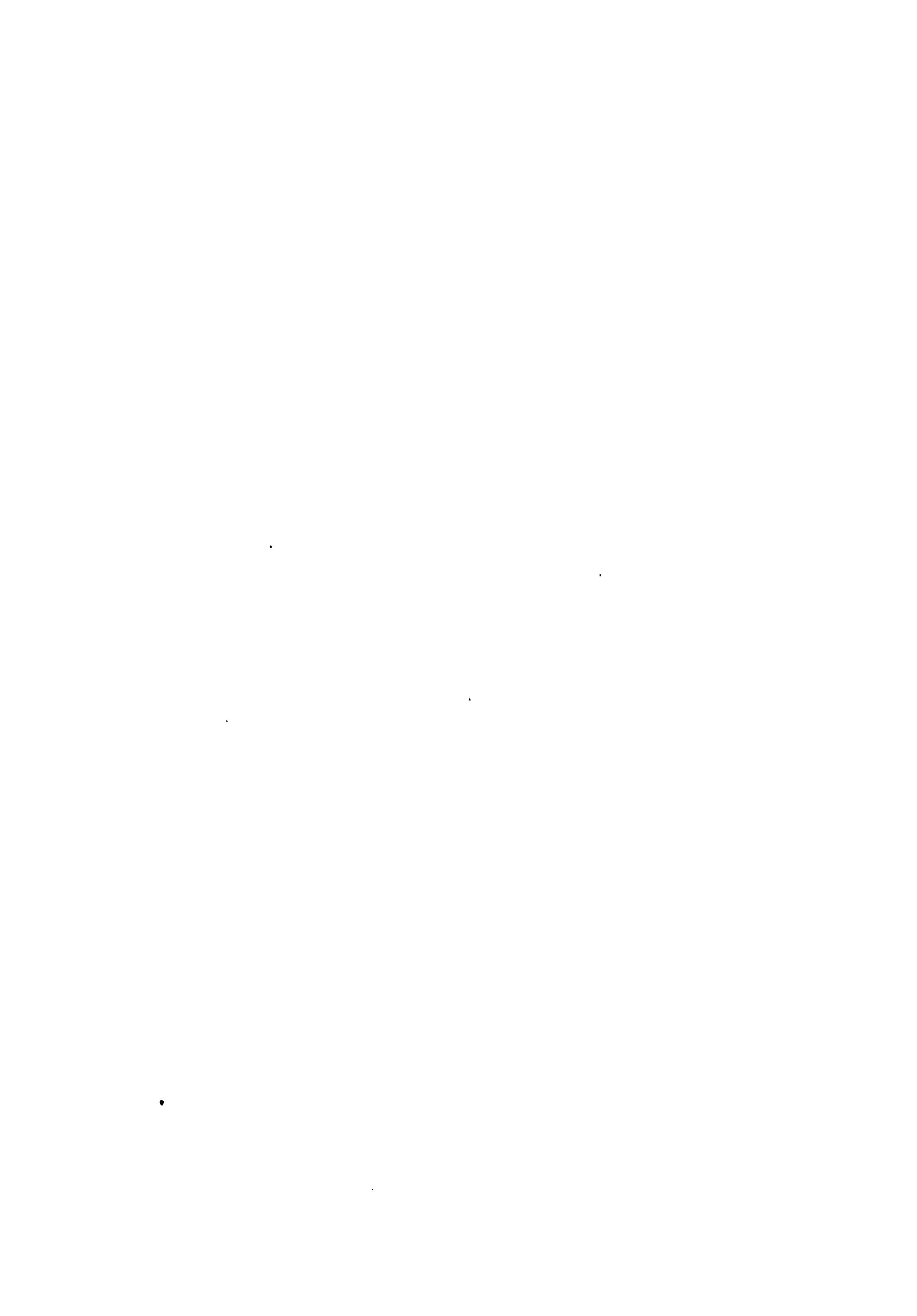
1845.

HISTOIRE

DE

L'EMPIRE D'AUTRICHE.

CONTINUATION DE LA QUATRIÈME ÉPOQUE.



SUITE DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA QUATRIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE VII.

Page

Albert V (IIème dans la série des rois des Romains), roi de Hongrie et de Bohème, duc d'Autriche. Erneste-de-Fer, duc de Styrie. Frédéric IV, surnommé à-la-poche-vide, comte de Tyrol,
de 1411 à 1439 1

CHAPITRE VIII.

Ladislas-Posthume d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème,
de 1439 à 1457 127

CHAPITRE IX ET DERNIER.

Frédéric V (IIIème de ce nom dans la série des empereurs), archiduc d'Autriche, duc de Styrie et Albert VI son frère. Sigismond, comte de Tyrol,
de 1457 à 1493 187

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE I.

Page

Maximilien I, Empereur romain et archiduc d'Autriche, de 1493 à 1519 311

LA SUITE DE LA TABLE DE LA Vème ÉPOQUE AU VOLUME PROCHAIN.

CHAPITRE VII.

Albert V (IIème dans la série des rois des Romains[1]), roi de Hongrie et de Bohème, duc d'Autriche. Erneste-de-Fer, duc de Styrie. Frédéric IV, surnommé à-la-poche-vide, comte de Tyrol.
De 1411 à 1439.

Pendant le temps que les ducs Erneste et Léopold se disputaient la tutelle de leur neveu *Albert V* et l'administration de l'Autriche, *Frédéric IV*, *comte de Tyrol*, s'était vu enveloppé dans une guerre, dont les résultats ne furent pas heureux pour lui. Les habitants du canton d'Appenzel en Helvétie étaient en partie soumis à la domination de l'abbaye de Saint-Gall, et en partie à celle de l'Empire. Ces montagnards s'élevèrent, l'an 1400, contre les impôts dont les surchargeaient les préfets de l'abbé Cunon, et se liguèrent pour s'opposer par la force des armes à cet abus. Les bourgeois de Saint-Gall, qui avaient à se plaindre d'une égale oppression, se joignirent aux Appenzelois. Ces communes firent alliance avec le canton de Schwitz; et celui de Glaris permit à ses habitants d'aller servir, comme volontaires, sous les drapeaux des Appenzelois. Les villes souabes, alliées de l'abbaye de Saint-Gall, déclarèrent la guerre à ces derniers. Mais leur armée ayant été défaite, le 14 mai 1403, elles abandonnèrent la cause de l'abbé et firent, l'année suivante, la paix avec Appenzel. L'abbé Cunon sollicita avec instance l'appui du duc Frédéric d'Autriche qui, après bien des difficultés, consentit à le secourir. Au mois de

[1]) Il ne porta que ce titre, n'ayant pas été couronné empereur.

juin 1405, ce prince se mit en marche du Tyrol et passa le mont Arlberg. À Arbon, sur le lac de Constance, son préfet en Alsace, le comte Jean de Lupfen, le comte Guillaume de Montfort, seigneur de Brégenz, le comte Hartman de Thierstein, le margrave de Bade-Hochberg, l'évêque Marquard de Constance, tous les barons et chevaliers de l'Helvétie autrichienne, comme aussi les troupes des villes de cette contrée, vinrent se joindre à lui. La colonne principale de l'armée côtoya le lac, puis marcha dans le Rhinthal vers Gaiss, sur les derrières de la position près de Speicher, pour pénétrer dans le canton d'Appenzel. Un petit corps de 1200 Autrichiens se porta le 17 juin par Altstetten sur la hauteur dite *am Stoss*. Là, cette troupe fut enveloppée par les Appenzelois et leurs alliés, vaincue après un long combat, et culbutée du haut de la montagne dans le Rhinthal. Le Duc s'était avancé avec la cavalerie jusqu'aux murs de Saint-Gall. Il trouva la ville bien défendue. Ne pouvant donc rien entreprendre contre cette place avec ses cavaliers, il reprit le chemin d'Arbon pour y attendre le rapport de ce que son infanterie avait effectué dans cet intervalle. Mais 400 hommes des troupes de Saint-Gall ayant devancé Frédéric sur le mont Hauptlisberg, lui coupèrent le passage. La troupe de cavaliers fut obligée de se faire jour, les armes à la main. Le comte de Thierstein et un grand nombre de chevaliers furent tués; la bannière de la ville de Schafhouse tomba au pouvoir des guerriers de Saint-Gall, qui poursuivirent le Duc jusqu'à Arbon.

Frédéric, qui dans l'entrefaite avait reçu l'avis de la défaite de son infanterie, essaya alors de vaincre les Appenzelois par une ruse de guerre. Il fit répandre le bruit qu'il allait dans peu de jours continuer sa retraite en Tyrol. On fit aussi en apparence toutes les dispositions nécessaires à une marche prochaine. Mais au lieu de se

diriger sur le Tyrol, il détacha un corps qui, après avoir passé le lac, marcha dans le Rhinthal vers le village de Thal, d'où ces troupes devaient gravir par la Wolfshalde les hauteurs d'Appenzel, forcer les habitants à la soumission, ou du moins ravager leur pays. Mais les Appenzelois, qui avaient été prévenus des plans de Frédéric, surprirent eux-mêmes les Autrichiens et les mirent en fuite. Le Duc, dégoûté de cette guerre malheureuse, reprit le chemin du Tyrol, après avoir nommé le comte Frédéric de Toggenbourg capitaine de Turgovie.

La ville de Saint-Gall et les Appenzelois prolongèrent leur ligue pour neuf ans. Beaucoup de villes et de Nobles du voisinage, pour détourner le ravage de leurs terres, recherchèrent l'amitié de la Confédération. Les bourgeois d'Appenzel, voulant se montrer reconnaissants envers leur capitaine, le comte Rodolphe de Werdenberg, entreprirent encore en automne une expédition, pour lui faire recouvrer ses possessions dont il avait été dépouillé par l'Autriche. Ils occupèrent par convention plusieurs châteaux, d'autres furent conquis par la force et saccagés. Les habitants du Rhinthal jurèrent ensuite aux Appenzelois amitié et bonne intelligence. La ville de Sargans fut brûlée. On enleva également aux Autrichiens le château de Werdenberg qui fut rendu au comte Rodolphe. Le 14 novembre, les montagnards d'Appenzel et de Saint-Gall envahirent la Turgovie, battirent à Zilschlacht les troupes de Turgovie, de Constance et de Bischöfszell, conquirent et incendièrent la ville de Burglen. Enfin encore au milieu de l'hiver, les Confédérés marchèrent par Toggenbourg et Garster, et après avoir passé la rivière de Linth, ils occupèrent la basse Marche, située sur le lac de Zurich, et appartenante à l'Autriche, comme aussi le Waegi-Thal, et donnèrent ces deux districts en propriété à la ville de Schwitz, leur alliée.

Appenzel et Saint-Gall commencèrent, sous la conduite du comte Rodolphe de Werdenberg, la campagne de 1406 par une expédition contre le comte Guillaume de Montfort, seigneur de Brégenz. Cette ville, il est vrai, résista à l'attaque des Helvétiens; mais ils forcèrent le peuple qui habitait la forêt dite *Bregenzerwald*, à se soumettre à leurs lois. Après la retraite de l'ennemi, le comte Guillaume tenta de rétablir sa domination dans cette contrée. Mais il ne fit que s'attirer par là de nouvelles disgrâces; car les Appenzelois, ayant passé le Rhin une seconde fois, lui dévastèrent sa forteresse de Fussach, entrèrent ensuite dans le comté autrichien de Feldkirch, prirent les deux châteaux de Hohenembs, incendièrent Montfort, saccagèrent le château de Tosters et forcèrent les habitants du mont dit *Estner-Berg* et de la Valgovie (*Wallgau*) à prêter le serment fédératif. De là ils marchèrent le long de l'Jll dans le comté autrichien de Pludentz, dans le pays de Montafun et le Praetigau, et y brûlèrent tous les châteaux. Après cela ils pénétrèrent par le mont Arlberg en Tyrol, et défirent un corps de troupes autrichiennes près de Landeck et un autre près d'Ymst. Mais sur la nouvelle que le ban et l'arrière-ban des pays antérieurs de l'Autriche étaient rassemblés au lac de Constance près de Brégenz pour attaquer leur territoire, et qu'en même temps la Noblesse du Tyrol formait une confédération [1]) pour la défense du pays et contre tous les gens de la campagne qui se joindraient aux séditieux, les Appenzelois se hâtèrent de reprendre le chemin de leurs foyers. Là, ils contraignirent l'abbé Cunon, qui s'était réfugié à Wyl, de revenir à Saint-Gall et d'implorer pour lui-même et pour son abbaye la protection de cette ville et du pays d'Appenzel.

[1]) Cette confédération, appelée *la Ligue de l'éléphant*, était composée de quarante-neuf Tyroliens nobles.

En 1407 un corps de troupes autrichiennes, venu de Souabe, passa le Rhin près de Schafhouse, et alla camper à peu de distance de Frauenfeld. Les Appenzelois sollicitèrent le secours des Confédérés. Les troupes de Schwitz et d'Uri investirent effectivement la ville de Kybourg. Mais les autres cantons suisses s'opposèrent à toute intervention dans une guerre étrangère, et Schwitz et Uri furent obligés de rappeler leur milice. Dans l'intervalle la Noblesse de Souabe s'était coalisée pour mettre un terme aux courses des Appenzelois, qui menaçaient déjà aussi d'envahir les pays ultérieurs du Rhin. Le 13 janvier 1408, un corps souabe de 8000 hommes surprit les Appenzelois qui assiégeaient Brégenz, et les mit en fuite avec perte de toutes leurs machines de guerre.

Au mois de mars 1408, le roi Robert, les seigneurs et chevaliers de la ligue souabe, et les plénipotentiaires d'Appenzel et de Saint-Gall s'assemblèrent à Constance, dans la vue de conclure la paix. Après que Robert eut bien examiné, pendant plusieurs semaines, l'état des choses, il prononça la dissolution de la ligue appenzeloise. Les Appenzelois apprirent avec un vif ressentiment cette décision. Mais comme ils n'étaient pas sûrs de l'appui de la Confédération, ils se soumirent à l'arrêt. Avec l'Autriche ils firent une trêve de deux ans, pendant laquelle on leur permit de garder le Rhinthal. Après l'expiration de cette trêve (1410), le duc Frédéric marcha en Souabe pour reconquérir le Rhinthal. Le comte Herman de Sulz, à la tête de 7000 hommes, ouvrit la campagne. Mais les bourgeois de Rheineck mirent le feu à leur ville et au château, et allèrent s'établir avec leurs femmes et leurs enfants dans le pays d'Appenzel. Le comte de Sulz campa alors pendant trois semaines devant Altstetten, et y attendit le duc Frédéric, qui le rejoignit enfin avec un corps de 12,000 hommes. Cette grande force devait attaquer,

le lendemain, la petite ville, occupée par les Appenzelois; mais on la trouva entièrement abandonnée, tant par les défenseurs que par les habitants. Frédéric ordonna, pour punir ces obstinés, de raser la place. Le 24 novembre 1411, Appenzel fut admis dans la Confédération helvétique, mais seulement comme membre subordonné, et non pas avec tous les droits des huit autres cantons. À cette époque la paix, que l'Autriche avait conclue pour vingt ans avec les Confédérés suisses, touchait à sa fin. Mais le 28 mars 1412, un nouveau traité de paix pour *cinquante ans* fut signé entre l'Autriche et les huit anciens endroits des Confédérés, ainsi qu'avec leurs nouveaux alliés de Soleure et d'Appenzel, qui furent confirmés dans toutes leurs conquêtes. Le 8 juin de la même année, cet acte de pacification fut publié dans toutes les contrées de l'Helvétie et des pays autrichiens antérieurs.

Le duc Frédéric IV eut ensuite à vider par les armes une querelle sérieuse avec le plus puissant de ses vassaux. Henri de Rottenbourg, capitaine du pays et grand-maître de Tyrol, possédait beaucoup de places, de terres et de châteaux forts en cette contrée, surtout dans le canton de l'Adige *(Etschland)*, comme aussi de vastes domaines en Bavière, sur l'Inn et la Salza, outre plusieurs fiefs dans le pays de Salzbourg et dans les évêchés de Frinsingue et de Chiemsée. Sa famille s'était toujours distinguée par sa présomptueuse arrogance envers les Souverains du pays. Henri, suivant l'exemple de ses aïeux, entretenait, de même que l'évêque de Trente, Georges de Liechtenstein, des intelligences avec tous les autres seigneurs turbulents du Tyrol. Il violait la paix publique selon ses caprices, et bravait toutes les lois. C'était lui qui, au commencement de 1410, induisit l'évêque Georges à s'opposer aux ordres du Duc et à fouler ses propres sujets. Les bourgeois de Trente, réduits au désespoir,

se révoltèrent alors de nouveau, chassèrent leur évêque, et choisirent ensuite le chevalier Rodolphe de Bellinzona pour leur capitaine. Henri de Rottenbourg prit aussitôt les armes, enleva Trente par surprise, brûla une partie de la ville, fit décapiter le chevalier Rodolphe et força les bourgeois à la soumission. Frédéric IV, irrité de ces actes de violence, marcha avec un corps d'armée sur Trente. Rottenbourg et l'évêque, pour échapper à la vengeance du Duc, s'enfuirent, le premier en Bavière, et l'autre à Vienne. La ville de Trente et tout l'évêché furent occupés par les troupes ducales.

Le roi Robert étant venu à mourir à cette époque, Henri de Rottenbourg résolut de profiter de la confusion de l'Empire qui se trouvait sans chef, ainsi que de la discorde qui régnait entre les ducs d'Autriche, pour faire passer le pays de Tyrol sous la domination de la Bavière. Sur l'invitation du traître, les ducs Étienne d'Ingolstadt, Erneste et Guillaume de Munich, se hâtèrent d'attaquer le Tyrol. Ils pénétrèrent par Kuefstein et Rattenberg dans ce pays, et assiégèrent pendant sept semaines le château de Matzen, sans pouvoir s'en emparer. Frédéric rassembla son armée près de Tratzberg. Mais l'évêque Georges de Passau moyenna une trêve pour deux ans. Les Bavarois s'en retournèrent chez eux et abandonnèrent Henri de Rottenbourg à son sort. On enleva ses forteresses, et lui-même fut fait prisonnier vers la fin de l'année 1410. L'arrêt, prononcé par le Duc à Inspruck, le 14 novembre 1410, condamna le vassal criminel à la perte de six de ses châteaux. Après que Henri eut assuré par plusieurs actes au Duc sa fidélité pour l'avenir et donné des garanties pour l'accomplissement de sa promesse, il fut remis en liberté, le 13 février 1411. Peu de semaines après, la mort délivra le Tyrol de cet indigne vassal, dernier rejeton d'une famille jadis si puissante.

Dans le temps où Henri de Rottenbourg envahit avec les troupes bavaroises le Tyrol, l'évêque Georges ne tarda pas à retourner à Trente. Mais la trêve des princes et la captivité de Henri firent bientôt évanouir ses perfides espérances. Le 9 décembre 1410, il déposa humblement à Inspruck le gouvernement temporel de l'évêché de Trente entre les mains du duc Frédéric. Il fut obligé de nommer un coadjuteur ecclésiastique pour exercer à sa place les fonctions sacerdotales, et on lui assigna sur les revenus de l'évêché une petite rente annuelle, sous la condition qu'il la dépenserait hors du pays, tranquillement chez ses parents. Georges se retira à Nicolsbourg en Moravie. Mais la haine et la soif de la vengeance portèrent, dès le 10 août 1411, ce prélat à prononcer l'excommunication contre Frédéric, à déposer son coadjuteur et vicaire-général dans l'évêché, et à défendre aux vassaux trentins d'obéir au Duc. Il accusa aussi ce prince auprès du pape Jean XXIII de l'avoir expulsé de son siège épiscopal. Quelques chevaliers, qui excitèrent alors effectivement des troubles dans le pays de Trente, furent réduits par le duc Frédéric et dépouillés de leurs châteaux. Après l'expiration de la trêve de deux ans, le duc Étienne de Bavière-Ingolstadt fit, l'an 1413, une invasion en Tyrol, et ravagea le pays jusqu'à Hall. L'évêque d'Augsbourg cependant parvint à faire conclure un nouvel armistice; le duc Étienne mourut bientôt après, et son fils et successeur, Louis-le-Barbu, conclut avec Frédéric IV un traité d'amitié et d'alliance.

Pendant que le roi de Hongrie était absent en Bohème (1400), pour soutenir son frère Venceslas, déchu du trône d'Allemagne, le pape Boniface IX avait tout préparé pour faire perdre à Sigismond lui-même celui de Hongrie. Une partie des mécontents de ce royaume avaient destiné la couronne au roi *Uladislas* de *Pologne* et une

autre au duc *Albert IV* d'*Autriche*. Mais une troisième faction, beaucoup plus nombreuse et plus active que les deux autres, et à laquelle appartenaient presque tout le clergé et la majorité des magnats, voulait élever sur le trône *Ladislas* de *Naples*, qui en 1399 avait enfin gagné le dessus sur son adversaire Louis II d'Anjou. Le 26 avril 1401, le roi Sigismond fut assailli par les conjurés dans la Diète à Bude, et faillit de tomber sous les coups de ces furieux. Ce Souverain ne dut la vie qu'à l'intercession de Nicolas Gara, qui avait été démis par Sigismond de sa dignité de Palatin, et était par conséquent d'intelligence avec les conjurés. Le Roi fut d'abord enfermé à Visségrade; plus tard on le remit à Gara pour être gardé dans son château de Siklos. La Diète manda incontinent au pape Boniface IX et à Ladislas de Naples le coup d'État fait par elle, et invita ce dernier à venir recevoir la couronne. Comme les partisans de Ladislas craignaient la vengeance du roi de Bohême et qu'ils prévoyaient aussi que le roi Uladislas de Pologne et le duc d'Autriche chercheraient à s'emparer du trône de Hongrie, on ordonna une levée en masse, et résolut de chasser du pays tous les Polonais, Bohèmes et Autrichiens.

Le roi Ladislas fut encore retenu pendant quelque temps à Naples par la guerre qu'il avait à soutenir contre les partisans de Louis d'Anjou, et par son second mariage avec la princesse Marie de Chypre. Ce retard fut d'autant plus fâcheux pour lui, que dans l'intervalle ses adhérents en Hongrie s'étaient désunis entre eux. Uladislas de Pologne et Albert IV d'Autriche, chacun appelé par son parti, armèrent sérieusement pour attaquer la Hongrie. Peu de temps après, le premier menaça les frontières septentrionales de ce royaume, et l'autre marcha dans les comitats d'Oedenbourg et de Wieselbourg. Au mois de septembre, le roi Venceslas fit entrer des troupes bo-

hèmes et moraves en Hongrie, où elles occupèrent Presbourg, Saint-Georges et Tyrnau. Avec elles parut le margrave Josse de Moravie, qui se fit rendre foi et hommage par les villes et les Nobles de cette contrée. Un gentilhomme polonais, Stibor, enrôla dans les comitats de Trentschin et de Neutra des troupes pour Sigismond. Le ban de Machow, Jean de Maroth, surprit aussi les possessions des ennemis du Roi, situées dans le voisinage de son banat, et les dévasta de fond en comble. Enfin Nicolas Gara, qui avait été rétabli dans sa dignité de Palatin, se laissa persuader par le comte Herman de Cilly à rendre la liberté au roi Sigismond. On y mit pour conditions que ce prince épouserait une fille, et le palatin une proche parente du comte de Cilly, et que le roi Venceslas donnerait au palatin Gara une pension annuelle de mille ducats. Au commencement de septembre, le Roi fut libre, et se mit à la tête des troupes du palatin et du comte de Cilly. Une amnistie générale que le Roi jura dans l'assemblée des magnats à Pápá, le 27 octobre 1401, pacifia la Hongrie. Le Roi reprit, presque sans résistance possession du royaume. Bientôt après, les fiançailles de ce Souverain avec Barbe de Cilly, à peine âgée de neuf ans, furent célébrées à Bude.

Cependant, malgré le rétablissement de Sigismond sur le trône, le roi Ladislas de Naples, qui avait encore de nombreux partisans dans les provinces méridionales de la Hongrie, débarqua dans les premiers jours du mois d'août 1403 à Zara en Dalmatie. Il fut couronné roi de Hongrie par le cardinal-légat Angelus, après qu'il eut reconnu la suzeraineté papale. Toute la Dalmatie et Croatie s'étaient déjà soumises aux lois de Ladislas lorsque Sigismond arriva, comme il a déjà été rapporté, à Presbourg au mois de juin de la même année. Ce prince protesta par un édit, émané le 9 août dans cette ville, contre

les intrigues du pape Boniface IX en faveur de l'usurpateur. Ensuite il assiégea Strigonie, et après la réduction de cette forteresse, il fit prisonnier l'archevêque Jean, qui était son plus grand ennemi. Enfin il entra avec sa nombreuse armée à Bude. Dans cette ville le perfide capitaine du château, Bénoit Makra, avait également élevé l'étendard de la révolte; mais il avait été battu et fait prisonnier par le comte Stibor. Par le conseil du palatin Gara, le roi Sigismond publia une amnistie générale pour tous les rebelles qui poseraient les armes encore dans le cours de ce mois. La Hongrie jusqu'à la Drave se soumit sans délai. Ladislas retourna sur la fin d'octobre à Naples.

Lorsque le calme fut rétabli dans le royaume, Sigismond chercha à régler les désordres que la révolte, les dilapidations de Ladislas et même l'amnistie générale accordée par le Roi, avaient portés sur une grande partie de la propriété foncière des Nobles. Au mois de mars 1404, il fit attaquer les rebelles en Transylvanie qui, après plusieurs combats, cherchèrent un refuge en Pologne. Le 6 avril, dans la Diète de Presbourg, il supprima pour le temps que dureraient les troubles, toute dépendance de la Hongrie du Siège apostolique, par la raison qu'elle seule avait allumé la rebellion et occasionné tant de malheurs au royaume. Le 21 août suivant, le Roi fit publier plusieurs ordonnances très-importantes pour l'administration du royaume de Hongrie. Il fut défendu, sous des peines sévères, de violer la paix publique. Les limites de la juridiction spirituelle et temporelle furent fixées sur une base solide. Sigismond avait combattu et en partie comprimé la nuisible influence du haut clergé sur les affaires de l'État, comme aussi celle plus préjudiciable encore qu'exerçait la Cour de Rome sur les évêques et prélats du royaume. Sigismond fut moins heureux dans

la tentative qu'il fit, pour briser la puissance des grands barons du royaume, qui s'était immensément accrue pendant les troubles intérieurs. L'établissement des *Bandéries* (*Banderien*)[1] eut la suite, que dans les conspirations qui avaient lieu fréquemment, les magnats qui se soulevaient contre le roi, parvenaient à former une armée avec beaucoup plus de célérité que le gouvernement même. Les *compagnies* de plusieurs prélats avaient récemment combattu pour l'usurpateur Ladislas; en sorte que la force armée ne gisait point dans les mains du roi; par conséquent il n'était pas à même de maintenir la tranquillité intérieure, lorsque des mécontents puissants entreprenaient de la troubler, ni de défendre efficacement les frontières du royaume contre les ennemis du dehors, puisqu'il dépendait pour la plus grande partie du caprice et de la bonne volontë des Grands à quel nombre de combattants l'armée pouvait être portée, et à quel prix ils voulaient vendre leurs troupes au Souverain. Pour mettre fin à cet état de choses, Sigismond prit la résolution d'opposer une digue aux usurpations de la Noblesse et des prélats en favorisant, autant que possible, les villes et le tiers-état, et d'accroître en même temps amplement le pouvoir souverain, en liant les citoyans des villes étroitement aux intérêts de la Couronne. À ces fins, il convoqua, au mois d'avril 1405, une assemblée générale à Pesth, où furent mandés les députés de toutes les villes royales, bourgs et villages. L'édit du 15 avril, qui plaçait les villes libres royales au rang des États du royaume, augmentait le nombre de ces cités, réglait leur administration intérieure, fixait exactement leurs droits et franchises, comme aussi leurs impôts et prestations, est un monument impérissable du gouvernement de Sigismond. Les villes firent le premier usage

[1]) On appelait ainsi les compagnies ou corps d'hommes d'armes qui étaient à la solde des Nobles et des prélats, et dépendaient entièrement d'eux.

de leur nouveau droit en adoptant les lois, émanées du Souverain (le 31 août 1404), qui organisaient leur administration municipale. Cet édit fut d'abord confirmé dans les congrégations générales de la Noblesse, qu'on tint dans chaque comitat en particulier. Une grande Diète, assemblée au mois d'août à Bude, sanctionna ensuite encore une fois ces statuts, et acheva ainsi la pacification intérieure du royaume. Au commencement de l'année suivante (1406), le roi Sigismond consomma son mariage avec la comtesse Barbe de Cilly. Le Roi nomma son beau-père, le comte Herman de Cilly ban de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, et lui vendit de vastes domaines de la Couronne.

Après la mort du roi Robert, la majeure partie des princes ecclésiastiques et séculiers furent d'accord sur ce point, que le trône royal d'Allemagne était effectivement vacant. Peu d'entre eux pensaient encore au roi déposé *Venceslas*, qui n'était plus roi des Romains qu'à Prague pour les gens de sa Cour. La plupart des princes d'Allemagne se rencontrèrent aussi dans l'opinion, qu'il fallait prendre le chef de l'Empire dans la Maison de Luxembourg. Mais les effets du schisme de l'Église, qui durait toujours, se manifestèrent dans une séparation des princes électeurs, et dans la différence de la personne que chaque parti cherchait à placer sur le trône. Les électeurs Jean de Mayence et Frédéric de Cologne, qui avaient été attachés au pape Alexandre V, et qui après sa mort l'étaient à Jean XXIII, son successeur, se montraient inclinés à élire *Josse* de *Moravie*. Les électeurs Guernard, archevêque de Trèves et le comte palatin Louis, partisans du pape Grégoire XII, voulaient au contraire élever le roi Sigismond de Hongrie à l'Empire. Le 1 septembre 1410, les quatre électeurs rhénans: Mayence, Trèves, Cologne et Palatinat, s'assemblèrent à Francfort, pour

procéder à l'élection d'un roi des Romains. Mais ces princes se désunirent à un tel point qu'un raccommodement devint impossible. Aucun autre électeur n'avait comparu, et ne s'était pas même fait représenter par des ambassadeurs. Malgré tout cela, l'archevêque de Trèves et le comte palatin se réunirent de nouveau, le 20 du même mois, et ayant reconnu, contre tout droit, le burgrave Frédéric de Nuremberg, présent comme envoyé de Sigismond, aussi en qualité de représentant de l'électeur de Brandebourg, ils élurent *Sigismond roi des Romains*, notifièrent cette élection par les circulaires usitées à toute l'Allemagne, et quittèrent bientôt après Francfort. Quelques jours plus tard, on vit arriver dans cette même ville des envoyés du roi Venceslas, qui avait alors effectivement déposé le titre de roi des Romains et chargé, en qualité d'électeur de Bohème, ses plénipotentiaires d'accéder aux suffrages de la majorité dans la nouvelle élection. Vers le même temps parurent aussi à Francfort les envoyés du margrave Josse de Moravie, possesseur et par conséquent électeur de Brandebourg, ainsi que les ambassadeurs de l'électeur de Saxe. Ces trois plénipotentiaires et les électeurs de Mayence et de Cologne élurent, le 1 octobre 1410, le margrave *Josse* de *Moravie* roi des Romains. Cette double élection menaçait de plonger l'Allemagne dans une guerre civile générale; heureusement Josse mourut trois mois après son élection (8 janvier 1411). Comme ce prince, qui était fils du frère de l'empereur Charles IV, et par conséquent cousin germain de Sigismond, ne laissait point des descendants mâles, le margraviat de Moravie et le comté de Glatz retournèrent au roi Venceslas de Bohème, et la Marche de Brandebourg, qui avait été engagée à Josse, au roi Sigismond de Hongrie. La possession hypothécaire du duché de Luxembourg passa, conformément au traité conclu l'an 1409, au duc Antoine de Bourgogne, époux

Élisabeth de Goerlitz. Venceslas alors se réconcilia avec son frère Sigismond. Il consentit à ce que ce dernier fût proclamé *roi de Germanie*, mais il se réserva le titre de *roi romain* jusqu'à l'époque où son frère, conformément à sa promesse, l'aurait aidé à obtenir la couronne impériale. Par la nouvelle élection qui eut lieu à Francfort, le 21 juillet 1411, les électeurs de Mayence et de Cologne en personne, et les ministres plénipotentiaires des électorats de Bohème, de Saxe et de Brandebourg, confirmèrent enfin le choix qu'avaient fait Trèves et le Palatinat de Sigismond, qui réunit de cette manière tous les suffrages. Avant l'élection, ce prince avait promis qu'il reconnaîtrait Jean XXIII, ou son successeur, pour chef légitime de l'Église, et que ce serait ce pontife qu'il confirmerait en cette qualité; qu'il chercherait à réunir de nouveau à l'Empire germanique les pays en Allemagne et en Italie qui en avaient été détachés. Les électeurs rhénans obtinrent différents privilèges et prérogatives.

Un des premiers soins du nouveau roi des Romains fut de prendre toutes les mesures nécessaires, pour mettre fin au schisme qui désolait l'Église. Le concile de Pise, auquel avaient assisté un nombre extraordinaire de cardinaux, d'évêques, de députés de toutes les universités catholiques, comme aussi les ambassadeurs de tous les rois et princes, avait, il est vrai, déposé le 5 juin 1409 *Grégoire XII* et *Bénoît XIII;* mais cela n'empêcha point que plusieurs États de la chrétienté ne continuassent d'adhérer à ces deux papes. Comme de cette manière le schisme subsistait toujours, le roi Sigismond, persuadé qu'on ne viendrait à bout de l'éteindre que dans un concile général, où les évêques de toutes les nations se réuniraient, somma le pape Jean XXIII d'en convoquer un. Mais le pontife avait une répugnance extrême à satisfaire le Roi sur ce point. Cependant il s'y détermina, parce

qu'il entrevoyait encore plus de danger à irriter le monarque par un refus. Il envoya deux cardinaux au roi Sigismond, pour convenir avec lui du lieu où s'assemblerait le concile. Contre la volonté du pape, qui prétendait que le concile se tînt en Italie dans une ville de sa dépendance, les légats consentirent, en octobre 1413 à Lodi, qu'il fût convoqué à Constance que Sigismond avait désignée pour cette grande assemblée. Vainement Jean XXIII s'efforçà d'engager le Roi à permettre que le concile s'assemblât dans une ville de Lombardie. Il se vit obligé de céder, et il convoqua alors, de son côté, le 9 décembre 1413, le concile à Constance pour le 1 novembre 1414. Le roi Sigismond invita ensuite les deux antipapes Grégoire XII et Benoît XIII à se trouver dans la dite ville au temps fixé pour l'assemblée. Le roi des Romains avait entrepris dans l'entrefaite un voyage en Italie, où régnaient le désordre et la confusion. En Lombardie une infinité de petits tyrans s'étaient, après la mort de Jean-Galéas, duc de Milan († le 3 septembre 1402), emparés de la souveraineté dans différentes villes. Les fils de ce conquérant, Jean-Marie, duc de Milan, et Philippe-Marie, comte de Pavie, étaient des instruments débiles dans les mains des chefs de différentes troupes de guerriers qui se combattaient les unes les autres et réduisaient, par le partage, le massacre et l'incendie, le malheureux peuple au désespoir. D'un autre côté, le roi Ladislas de Naples s'était rendu maître de Rome et de tous les pays jusqu'à Florence. Le pape Jean XXIII l'avait appelé d'abord, à l'exemple de ses prédécesseurs, pour le défendre, et s'était donné un maître dangereux. Le pape Jean XXIII, qui craignait de voir sa puissance spirituelle ébranlée par le prochain concile de Constance, fut obligé d'entrer, par rapport à son domaine terrestre, en négociation avec Ladislas, qui exigea pour condition de la paix que toutes les villes con-

quises lui fussent laissées comme fiefs de l'Église. Le pontife ayant souscrit à cette condition, Ladislas se retira jusqu'à Perugia; mais il songeait déjà à rompre les traités conclus par un nouveau parjure lorsqu'une maladie l'obligea de se faire transporter à Naples, où il mourut le 6 août 1414. Sa soeur Jeanne II, depuis 1406 veuve du duc *Guillaume* d'*Autriche*, lui succéda dans le gouvernement de Naples. Le roi des Romains Sigismond ne put aller se faire couronner en Allemagne, parce qu'il était alors enveloppé dans une guerre contre Venise. Cette République s'était engagée, l'an 1381, à payer une espèce de tribut au roi Louis de Hongrie, et elle refusait maintenant de s'acquitter de cette obligation. Elle cherchait aussi, comme elle l'avait fait autrefois, à s'affermir en Dalmatie; en vue de quoi elle avait acheté 1409 de Ladislas de Naples, prétendant de la couronne de Hongrie, la ville de Zara, capitale de Dalmatie, ainsi que les prétendus droits de ce prince sur les pays littoraux de cette contrée. Pour faire comprendre comment les Vénitiens osèrent braver ainsi le roi Sigismond, qui portait alors la double couronne d'Allemagne et de Hongrie, je dois reprendre plus haut l'histoire de Venise.

Cet État libre, qui était fort déchu après la guerre de Chioggia (1378-1381), s'était rapidement relevé sous le dogat d'*Antoine Veniero* (1382-1400), successeur de Michel Morosini mort de la peste, quatre mois après son avénement. Veniero fut assez prudent pour ne pas s'immiscer dans la querelle des papes Clément VII et Urbain VI; mais il profita des démêlés qui s'étaient élevés entre les princes de Padoue et de Vérone, pour s'emparer de l'importante île de Corfou. Ensuite il conquit, sous différents prétextes, et en partie acheta les villes de Durazzo, d'Alasseo, d'Argos et de Napoli di Romania. Plus tard (1388), le Doge se joignit à Galéas

Visconti de Milan contre Carrare de Padoue, et occupa de nouveau, vers la fin de la même année, le territoire trévisan, après que les deux princes ligués eurent brisé la puissance des Padouans. La république de Venise, ayant ainsi recouvré tout ce qu'elle avait perdu, songea à se débarrasser du duc de Milan, son puissant voisin. Par cette raison elle soutint le jeune Carrare, qui se remit en possession de Padoue, mais se trouvait trop affaibli pour être un rival de Venise. Sous le gouvernement de *Michel Steno* (1400-1414), qui remplaça Veniero sur le Siège ducal, la République accrut encore davantage ses domaines sur la terre ferme. La veuve de Galéas Visconti, qui avait pris la tutelle de ses deux fils mineurs, gouverna si tyranniquement qu'une révolution éclata dans Milan. La duchesse, ayant été obligée de s'enfuir à Monza, sollicita l'assistance de Venise, et promit en retour de lui céder Vicence, Feltre et Belluno. Le sénat accepta cet accord, et fit occuper ces trois villes qu'il réunit à la République. Mais immédiatement après, Carrare de Padoue et ses alliés déclarèrent la guerre à Venise, parce que ce prince avait des prétentions fondées sur les susdites trois places. L'armée vénitienne, forte de 30,000 hommes et commandée par Malatesta, fit des progrès si brillants, que dès le mois de février 1405 le margrave d'Este, allié de Carrare, se vit forcé à une paix honteuse, par laquelle il dut céder la Polésine à Venise. Néanmoins Carrare continua la guerre. L'issue en fut très-funeste pour lui et sa famille; car Vérone et Padoue furent conquises par les Vénitiens, et Carrare et ses deux fils, qui se trouvaient dans cette dernière ville, tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Tous les trois furent exécutés; et comme le prince de Padoue avait encore laissé deux autres fils, qui demeuraient avec leur mère à Florence, le sénat vénitien ne rougit point de mettre la tête de ces trois

infortunés à prix. Dans la même année (1405), des difficultés surgirent en Albanie, sur la côte duquel pays les Vénitiens ne conservèrent que Scutari, Dulciano et les salines. Mais cette perte fut richement compensée par l'acquisition de Lépante et de Patras, qui leur furent cédés dans les années 1407 et 1408.

Ce fut dans ce temps-là que le roi Ladislas de Naples vendit à Venise la ville de Zara pour la somme de 100,000 florins. Cette place fut bien fortifiée, et les Vénitiens prirent peu après aussi possession de quelques petites îles dans le voisinage de la côte de Dalmatie. L'année 1409, Parme et Reggio tombèrent également entre les mains de la République; mais elle céda ces deux villes au margrave de Ferrare, en échange de Guastalle, de Casal-Maggiore et de Bersello ou Brescello. Le refus qu'avait fait Venise d'acquitter la redevance annuelle dont elle s'était chargée envers la Hongrie, et surtout l'occupation de Zara enveloppa, comme il était facile à prévoir, la République dans une guerre avec le roi Sigismond. On combattit avec des succès variés depuis le mois de décembre 1411 jusqu'au 28 avril 1413, où l'on conclut à Trieste une trêve de cinq ans. La république de Venise paya 200,000 ducats, et chacune des parties belligérantes conserva ce qu'elle avait conquis pendant cette guerre, ou possédait déjà auparavant.

Dès que Sigismond fut débarassé de cette guerre, il songea à remplir la promesse qu'il avait faite aux princes électeurs de réduire les Visconti sous les lois de l'Empire. Pour cet effet il se rendit à Salzbourg où, dans une entrevue qu'il eut avec les ducs Frédéric et Erneste d'Autriche, ainsi qu'avec les ducs Henri, Guillaume et Louis de Bavière, il accommoda, le 24 juin 1414, quelques différends qui s'étaient élevés entre l'Autriche et la Bavière. Ensuite il partit pour le Tyrol italien, où il passa le reste

de l'été. Le duc Frédéric IV d'Autriche, comte de Tyrol, avait comme gendre du roi Robert constamment soutenu celui-ci contre la Maison de Luxembourg, et s'était attiré par là depuis longtemps la haine de Sigismond. La mort de la duchesse Élisabeth (1409), et celle de son père Robert (1410) avaient, à la vérité, rompu les noeuds qui liaient le duc Frédéric à la famille des comtes palatins du Rhin; mais cela n'avait aucunement diminué l'aversion que Sigismond avait pour le prince autrichien. Frédéric avait reçu le Roi avec tous les honneurs possibles en Tyrol. Cependant ce fut précisément dans une fête qu'on donna au monarque à Inspruck, que naquit une nouvelle source d'inimitié entre ces deux princes. Une jeune fille bourgeoise fut déshonorée par un étranger de distinction, sans qu'elle sût désigner exactement l'individu criminel. On prétend que le Duc accusa le Roi de cette action, mais que celui-ci signala Frédéric lui-même comme le coupable et quitta Inspruck dans la plus violente colère. Les États d'Allemagne, de même que les Suisses, à qui Sigismond avait demandé du secours contre les Visconti, ayant refusé de lui fournir des troupes auxiliaires, ce Souverain, qui se voyait sans forces militaires au delà des Alpes, invita Philippe-Marie Visconti à une entrevue. Elle eut lieu à Cantario, au mois d'octobre 1414. Le Roi demanda l'entrée libre dans Milan, pour y recevoir la couronne de Fer. Mais le Milanais y mit des conditions si humiliantes pour le Roi que ce monarque, après avoir en vain tout tenté pour engager Philippe Visconti à la soumission, prit le parti de retourner en Allemagne. Il arriva, le 4 novembre, à Aix-la-Chapelle où l'électeur Didier de Cologne, en présence des électeurs de Trèves, du Palatinat et de Saxe, puis de plusieurs autres comtes et Nobles de l'Empire, le couronna, ainsi que son épouse Barbe. D'Aix-la-Chapelle

Sigismond se rendit à Constance. Je dois encore remarquer que le duc Philippe-Marie de Milan, bien qu'il eût en Italie même obstinément rejeté les propositions d'accommodement fort avantageuses que lui avait faites le roi Sigismond, avait bientôt après changé de sentiment. Il délégua, au commencement de 1415, Mainfroi della Croce, qui dans une assemblée royale publique, tenue le 15 février à Constance, exprima au Roi la soumission du Duc et lui prêta, au nom de son maître, foi et hommage.

Le pape Jean XXIII, après avoir fait prendre par le cardinal Isolani possession de Rome et des autres villes de l'Église, déjà évacuées par les troupes napolitaines, partit au commencement d'octobre 1414 de Bologne, où il avait eu jusqu'alors son Siège, pour aller ouvrir en personne le concile de Constance. À son passage par le Tyrol, à Meran, il fit la connaissance du Souverain de ce pays, le duc Frédéric IV, gagna son amitié et fit avec lui un traité d'alliance, par lequel le prince autrichien s'obligeait à veiller sur la sûreté personnelle du pontife pendant son séjour à Constance. Jean XXIII, de son côté, nomma Frédéric Général en chef et conseiller intime du Siège apostolique, avec un traitement annuel de 6000 florins d'or. Le roi Sigismond lui-même avait déjà antérieurement autorisé le pape à se choisir un des plus puissants princes de l'Empire pour protecteur. Le Duc accompagna le pontife jusqu'au lac de Constance avec six cents cavaliers. Le 28 octobre, Jean XXIII fit son entrée solennelle dans Constance. Un nombre prodigieux de prélats, de docteurs, de princes, de Nobles et les ambassadeurs de tous les pays, se réunirent dans cette petite ville. Le roi Sigismond y arriva le 25 décembre. Au mois de janvier 1415, parurent les ministres plénipotentiaires des antipapes Bénoit XIII et Grégoire XII. Après un long refus, Jean XXIII fit expédier, le 7 mars, une bulle dans laquelle il pro-

mit de se démettre de la dignité pontificale aussitôt que ses deux adversaires en auraient fait autant. Mais s'étant peu après répenti de la parole qu'il avait donnée, il forma le projet de quitter secrètement Constance, dans l'espoir que sa fuite amenerait infailliblement la dissolution du concile. Il chercha à mettre dans ses intérêts le duc Frédéric d'Autriche qui avait, comme il savait, sujet d'être fort mécontent du roi Sigismond. En effet ce monarque, pour donner aux princes et prélats assemblés à Constance une idée de sa puissance, exigea que le duc Frédéric, comme Souverain de la plus grande partie des pays environnants, se fît solennellement investir par lui à Constance. Mais Frédéric refusa de se soumettre à cette cérémonie, attendu que les ducs d'Autriche, d'après le privilège frédéricien, devaient être investis sur leur propre territoire. Comme *comte de Tyrol* Frédéric avait, aux termes des conventions conclues avec Marguerite Maultache en 1359 et 1363 et sanctionnées, le 8 février 1364, par l'empereur Charles IV, également la prérogative de ne pas se faire investir hors des limites du comté. Il avait été statué de plus que, si le Roi, après en avoir été trois fois réquis par le comte, ne venait en Tyrol pour lui donner l'investiture, celle-ci serait censée avoir été effectivement accomplie. Néanmoins, comme Sigismond se plaignait hautement du procédé de Frédéric, et paraissait regarder le refus de ce prince comme une offense faite à la majesté royale, le Duc était venu, le 4 février, à Constance pour apaiser le Roi.

Bientôt après le bruit se répandit dans Constance que le pape Jean XXIII, las de la contrainte qui pesait sur lui, avait l'intention de s'y soustraire par la fuite, et que le duc Frédéric d'Autriche voulait lui en procurer les moyens. Mais le pape dissipa les craintes du Roi, en lui promettant qu'il ne partirait qu'après que le concile serait

entièrement terminé. Le lendemain (20 mars), le duc Frédéric et le comte Herman de Cilly, beau-frère du Roi, donnèrent dans les environs de Constance un tournoi magnifique, auquel assistèrent presque tous les habitants de la ville. Jean XXIII profita de ce moment pour sortir de Constance, déguisé en palefrenier, et se rendit à Schafhouse. Le duc Frédéric suivit immédiatement le pontife dans cette ville pour le protéger. Le margrave Bernard de Bade, Jean-l'Intrépide, duc de Bourgogne, puis Jean de Nassau, électeur de Mayence, s'étaient joints à Frédéric d'Autriche pour donner au pontife fugitif un asyle dans leurs États.

Cet événement causa d'abord une grande consternation dans l'assemblée de Constance. On croyait assez généralement que l'absence du pape mettrait aussitôt fin au concile. Toute la ville était en rumeur; la populace pilla la demeure de Jean XXIII. Plusieurs centaines d'Autrichiens et d'Italiens s'enfuirent de la ville. Cependant le roi Sigismond apaisa enfin les esprits et obtint, le 26 mars, des Pères un décret, portant que le concile ne serait dissous qu'après avoir parfaitement atteint son but. Le pape Jean XXIII avait, le jour de son arrivée à Schafhouse (21 mars), adressé au concile et au roi Sigismond une bulle par laquelle il déclarait, que le duc Frédéric d'Autriche n'avait eu aucune connaissance de son départ subit, et que du reste cet éloignement ne levait aucunement la promesse qu'il avait faite de résigner sa dignité pour la pacification de l'Église, et que c'était au contraire pour remplir cet engagement qu'il avait voulu être en pleine liberté. Une députation de trois cardinaux se rendit auprès du pape Jean, pour le sommer de revenir à Constance; mais le pontife s'en excusa sous prétexte que l'air de cette ville ne lui faisait pas bien. Il séjourna au mois d'avril alternativement à Lauffenbourg, à

Fribourg, Brisac et Neuenbourg-sur-le-Rhin, poussé d'un endroit à l'autre par la crainte de tomber entre les mains de ses ennemis. Par le secours du duc de Bourgogne il espérait s'échapper en Italie. Mais ce plan n'ayant pas réussi, Jean retourna, sous la protection du duc Frédéric, à Fribourg. Tous les efforts du roi Sigismond et du concile pour persuader le pape à confirmer son abdication, échouèrent contre la fermeté inébranlable du pontife.

Le Roi avait cité le duc Frédéric devant son tribunal, afin de répondre à l'accusation portée contre lui d'avoir favorisé la fuite du pape Jean. Le prince autrichien, il est vrai, ne comparut point, mais il envoya sa justification par écrit, qui toutefois ne fut pas acceptée. Le duc Frédéric ne s'étant pas présenté, au jour fixé, fut mis par le Roi au ban de l'Empire, et excommunié par le concile. Sigismond dégagea les sujets de Frédéric de leur serment de fidélité, et ordonna aux vassaux et aux villes impériales en Souabe, sur le lac de Constance, et en Helvétie, d'exécuter la sentence de ban contre les pays du duc Frédéric. Les comtes de Lupfen, de Nellenbourg, Hugues Werdenberg, Toggenbourg, Thengen et plusieurs autres, les évêques de Chur et de Constance, Augsbourg, Ulm, Memmingen, Ravensbourg, Lindau, et plusieurs autres villes, comme aussi une infinité de chevaliers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de sujets infidèles du Duc, prirent les armes pour dépouiller l'Autriche, haïe à cause de sa grandeur. En Souabe l'armée impériale, forte d'environ 30,000 hommes, se concentra sous les ordres du burgrave Frédéric de Nuremberg. Elle entra en Hégovie *(Hegau)*, ou comté de Nellenbourg, passa ensuite le Rhin, marcha en Turgovie, où elle conquit Stein-sur-le-Rhin, Diessenhofen, Frauenfeld, et fit prêter par les Turgoviens foi et hommage au Roi et à

l'Empire. Le comte de Toggenbourg, à qui l'Autriche avait engagé le comté de Sargans, Gastern et Windek, prit possession de ces domaines, à titre de fiefs hypothécaires de l'Empire. Le comte et l'évêque de Chur assiégèrent la ville de Feldkirch, qui se défendit avec beaucoup de courage et de succès. L'électeur palatin Louis, à qui le Roi avait engagé, l'an 1413, la préfecture impériale en Alsace, bien qu'il fût parent du duc Frédéric, n'en réduisit pas moins plusieurs endroits de ce pays appartenants à l'Autriche. La ville de Schafhouse, pour acquérir son *immédiateté*, se soumit volontairement au burgrave de Nuremberg qui s'approchait pour l'assiéger.

Les Confédérés suisses refusèrent leur assistance pour l'exécution de la sentence de ban, prononcée contre le duc Frédéric, parce qu'ils avaient, peu d'années avant, signé une trêve de cinquante ans avec ce prince. Mais Sigismond les dégagea par lettres royaux du 15 avril des obligations que leur imposait ce traité, et leur assura d'avance tous les pays qu'ils enleveraient à la Maison de Habsbourg. Il dispensa les quatre villes forestières, de même que Zug et Glaris, de tous les devoirs qu'ils avaient encore envers le Duc, et adjugea à ces villes, comme propriété, tous les endroits et pays qui leur avaient été engagés par Habsbourg. Oui, le concile contraignit à la fin, par la menace d'excommunication, les Confédérés à la guerre contre le duc Frédéric. Alors les Bernois avec la milice de Soleure, de Neufchâtel et de Biel, se mirent en mouvement et conquirent dans l'Argovie, voisine de leur canton, les villes de Zofingue, d'Aarbourg, Aargau, Bruck, Lenzberg, le château de Habsbourg, manoir des ancêtres des princes autrichiens, Wartbourg, Trostbourg, Hallwyl et plusieurs autres places fortes. Les Lucernois enlevèrent la ville de Sursée, le bailliage

dans le Wagen-Thal, Reichensée, Meyenberg et Villeringue. Les Zurichois, renforcés par les troupes des villes forestières, s'emparèrent de Dillikon, de Mellingue-sur-la-Reuss, de Bremgarten et du bailliage de Knonau. Le 25 avril ils commencèrent le siège de Bade, où ils furent rejoints par les Bernois. Cette ville était vaillamment défendue par le gouverneur Burcard de Mansberg qui, après une longue et vigoureuse résistance, se retira dans la citadelle de Stein. Excepté Bade, tous ces pays, qui depuis deux siècles et demi étaient soumis à la domination de Habsbourg, tombèrent en peu de semaines au pouvoir des Confédérés.

Pendant que les nombreux ennemis du duc Frédéric partageaient ainsi ses dépouilles, il était resté à Fribourg, ville du Brisgau, dans une inconcevable inaction. Cependant quelque fâcheuse et difficile que fût la position de ce prince, elle n'était encore aucunement désespérée, et demandait seulement une ferme et énergique résolution. Le Tyrol, fidèle à son Souverain, était prêt à se lever en masse pour la défense de son prince. Les villes sur le Danube et les cités forestières au Rhin étaient tout dévouées à Frédéric. Les habitants de la Forêt-Noire (*Schwarzwald*) armaient pour leur duc. La forteresse de Feldkirch se défendait avec un courage héroïque. Le duc Louis-le-Barbu de Bavière-Ingolstadt et le margrave Bernard de Bade étaient également attachés à Frédéric. Les ducs de Bourgogne et de Lorraine paraissaient disposés à le soutenir. Il pouvait aussi réclamer l'assistance de son frère Erneste, duc de Styrie, et de son cousin Albert V d'Autriche. Il y avait en outre encore plus de cent soixante nobles chevaliers en Souabe et en Helvétie qui s'étaient réunis pour défendre la cause du prince opprimé. Quant aux secours en argent, le pape Jean XXIII ne les lui aurait bien certainement pas refusés. Malgré

tout cela Frédéric, cédant aux prières d'amis bien intentionnés, mais inintelligents, et selon d'autres aux remontrances de deux ecclésiastiques français, délégués par le concile, se laissa persuader à se soumettre au jugement du roi Sigismond et à avoir recours à la clémence de ce Souverain. Le Duc ayant obtenu, sur les pressantes instances de Louis de Bavière-Ingolstadt et de plusieurs autres princes, un sauf-conduit pour se rendre à Constance, s'humilia le 5 mai en présence des princes et prélats, devant le Roi qui lui pardonna sous la condition, qu'il lui remettrait toutes ses autres possessions en Tyrol, en Souabe, dans le Brisgau et en Alsace, jusqu'à ce qu'il lui plût d'en investir le Duc. Il imposa en outre à Frédéric la pénible obligation de livrer le pape Jean entre les mains de Sigismond à Constance, et de rester lui-même comme ôtage dans cette ville, jusqu'à ce qu'on fût parvenu à se saisir de la personne du pontife. Le duc Louis de Bavière et le burgrave Frédéric de Nuremberg se portèrent pour garants de Frédéric IV, par rapport à l'accomplissement de ces conditions. Ce prince fut obligé de délier lui-même ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté. Des commissaires royaux prirent possession de ses domaines en Turgovie, en Alsace dans le Brisgau et en Souabe. Mais en *Tyrol* le duc Erneste, frère de Frédéric, les États et le peuple se liguèrent, le 22 juin 1415 à Botzen, pour opposer une vigoureuse résistance. En même temps les Tyroliens inaugurèrent Erneste comme régent jusqu'à l'époque où son frère recouvrerait sa liberté. Le capitaine du pays, Pierre de Spauer et l'évêque Ulric de Brixen étaient alors à la tête des États. Le 10 juillet, le duc Erneste confirma, à Inspruck, les privilèges du pays. En septembre il fit une convention et un pacte d'amitié avec l'évêque de Chur.

Le roi des Romains avait, après la soumission de

Frédéric IV, ordonné aux Confédérés suisses de suspendre les hostilités contre les places appartenantes au Duc. Mais les Helvétiens n'eurent aucun égard à cet ordre royal, et continuèrent le siège du château de Stein près de Bade. Cette forteresse se rendit, le 17 mai, aux Confédérés qui la livrèrent aux flammes, le 21 du même mois. Sigismond distribua alors aux Confédérés les possessions habsbourgeoises conquises par eux, moyennant de grandes sommes qu'ils s'obligèrent à lui payer. Il donna, à titre d'hypothèque, l'intendance ou préfecture (*Landvogtey*) de la haute et basse Souabe et le château de Ravensberg avec ses dépendances au sénéchal Jean de Waldbourg, pour la somme de 14,200 florins d'or, et celle de la haute Alsace au comte Jean de Lupfen, pour 8000 florins même argent. Les villes habsbourgeoises de Schafhouse, de Rodolfszell et de Diessenhofen devinrent villes libres impériales, moyennant de fortes sommes d'argent qu'elles payèrent au roi des Romains. Les autres pays antérieurs autrichiens furent déclarés dévolus à l'Empire.

Le burgrave Frédéric de Nuremberg et les archevêques de Besançon et de Riga, avec cent soldats, allèrent chercher le pape Jean XXIII à Fribourg et le conduisirent à Rodolfszell. Le 14 mai 1415, le pontife fut suspendu de sa dignité, et après avoir été convaincu de nombreux et graves délits, formellement destitué par le concile. Jean XXIII fut étroitement gardé d'abord au château de Gottlieben, non loin de Constance, plus tard dans celui de Heidelberg et enfin à Mannheim. En 1418 on le transféra en Italie, pour passer le reste de ses jours en prison. À Mantoue, il acheta son élargissement pour une somme de 30,000 florins d'or, et se rendit à Gènes. L'année suivante, il se soumit volontairement au pape Martin V, et fut de nouveau élevé par ce pontife à la

dignité de cardinal et d'évêque de Frascati; mais il cessa de vivre peu de mois après (22 novembre 1419).

Le pape Grégoire XII s'étant convaincu par la sévérité dont le concile avait usé envers Jean XXIII, que toute résistance de sa part serait vaine, se démit le 4 juillet 1415 volontairement du pontificat. Les Pères furent tellement satisfaits de sa soumission qu'ils le confirmèrent dans ses premières dignités de cardinal et d'évêque de Porto, et le nommèrent cardinal-légat dans la Marche d'Ancône. Il mourut le 18 octobre 1417.

Afin d'engager aussi l'obstiné Bénoit XIII, qui avait toujours refusé de comparaître à Constance où il avait été cité à différentes reprises, à se démettre de sa dignité, le roi Sigismond entreprit, au mois de juillet 1415, un voyage à Narbonne. Ce monarque était accompagné de quatorze députés du concile, parmi lesquels se trouvaient quatre évêques; et 4000 cavaliers formaient son escorte. En septembre il eut une entrevue avec Bénoit et le roi Ferdinand d'Aragon, protecteur de ce pontife. Les deux rois s'efforcèrent en vain de vaincre l'entêtement de Bénoit, qui finit même par s'enfuir en novembre à Collioure et de là plus loin à Peniscola dans le royaume de Valence, et il fit dresser une protestation, par laquelle il rejetait le concile de Constance et tous ses décrets, comme illégaux et non valables. Le roi d'Aragon, mécontent de tant d'opiniâtreté, abandonna le parti de Bénoit, accéda par le concordat, signé à Narbonne le 13 décembre, au concile de Constance. Bientôt après les rois de Portugal, de Navarre, d'Écosse et de Castille suivirent cet exemple.

Sigismond se rendit, au mois de janvier 1416, par Lyon, en Savoye, et éleva le 19 février à Chambéry le comte Amédée VIII à la dignité ducale. Sur les pressantes instances du roi Charles VI de France, Sigismond se rendit à Paris, et continua au mois d'avril son voyage

pour l'Angleterre, dans la bonne intention de ménager la paix entre ce royaume et la France. Mais à la Cour du roi Henri V, il se trouva mis dans de dangereux embarras d'où il ne put se tirer qu'en contractant au mois d'août à Canterbury avec ce Souverain un traité d'alliance contre la France. En octobre Sigismond aborda à Calais; mais ce ne fut que le 27 janvier de l'année suivante qu'il revint à Constance.

Pendant la longue absence du roi Sigismond, l'électeur palatin Louis, comme lieutenant de ce monarque, avait géré le protectorat du concile à Constance. Les Pères assemblés dans cette ville avaient, indépendamment de la paix de l'Église, objet principal de leur mission, pris aussi à tâche de combattre ces ennemis de la Foi qui depuis quelques années seulement s'étaient élevés en Bohème. Le docteur en Théologie et recteur de l'université de Prague Jean Huss et son ami, maître Jerôme de Prague, s'étaient dans le commencement bornés à choisir la discipline déchue de l'Église, l'opulence et le luxe du clergé pour sujets de leurs discours publics. Mais après qu'ils furent parvenus à faire partager leurs opinions à une grande partie des ecclésiastiques, des professeurs et des étudiants de Prague, ils étendirent bientôt leurs attaques aussi sur tous les objets de religion contre lesquels s'était élevé Viclef, dont les dogmes avaient déjà également été rejetés par l'Église et condamnés comme hétérodoxes (1382). Les nouveaux sectaires en Bohème déclarèrent la suprématie des papes superflue et nuisible. Ils blâmèrent les riches revenus que le Siège apostolique tirait de tous les pays; les abus qui s'étaient glissés dans l'administration des églises; la vie immorale que menaient beaucoup de personnes du haut et du bas clergé. Ils déclamèrent aussi contre l'inutilité des couvents, contre les moines et les religieuses, inactifs pour le monde, qui vivaient dans ces

communautés. Enfin ils avaient encore rejeté plusieurs autres usages religieux et articles de la Foi catholique, comme p. e. les messes pour les morts, les indulgences, la vénération des images, la confession auriculaire, le carême et ainsi du reste.

Au mois de septembre 1411, le pape Jean avait publié une indulgence plénière pour tous ceux qui l'assisteraient dans la guerre contre le roi Ladislas de Naples, excommunié par lui. Jean Huss attaqua, en juin 1412, par une véhémente disputation ce trafic des indulgences; et son ami Jerôme alla même jusqu'à brûler publiquement la bulle papale relative à cet objet. Comme les étudiants de Prague commirent dans cette occasion différents excès, le magistrat de la vieille ville fit arrêter trois d'entre eux et leur couper la tête dans la prison, malgré les pressantes prières de leurs amis. Dès que le pape Jean eut été informé de ces événements, il excommunia Huss, et mit la ville de Prague en interdit. Le nouvel archevêque Conrad ordonna alors à Jean Huss de quitter la capitale, et défendit de tenir le service divin jusqu'au moment où l'hérésiarque se serait éloigné de Prague. Il s'éleva de nouveau un grand tumulte qui coûta la vie à plusieurs personnes. Enfin Jean Huss se retira à Hussinecs, lieu de sa naissance, dont le propriétaire lui accorda sa protection. Du fond de sa retraite Huss continua à répandre ses erreurs par des écrits et des prédications. Pendant que toutes ces scènes sanglantes et scandaleuses se passaient à Prague, le roi Venceslas siégeait inactif dans un de ses châteaux, et ne songeait pas à empêcher des désordres qui menaçaient le pays de grands malheurs.

Dès que le concile de Constance eut été convoqué, Jean Huss y fut cité pour rendre compte de sa conduite. Le roi de Bohème s'intéressa avec beaucoup d'énergie en faveur de Huss; et bien que Sigismond eût déjà promis,

par l'édit de Lodi du 30 octobre 1413, à tous les partis protection et sûreté dans Constance, Venceslas obtint encore pour Jean Huss un sauf-conduit particulier, dont l'acte fut signé par Sigismond à Spire, le 18 octobre 1414. Par ce document le Roi déclarait qu'il avait pris Jean Huss sous sa protection et celle de l'Empire, et ordonnait en conséquence qu'on le laissât passer, s'arrêter et s'en retourner librement. Huss était revenu à Prague, où toutefois on lui refusa l'accès au synode que tenait précisément dans ce temps-là l'archevêque de cette ville. Le 11 octobre, Jean Huss était à Cracowitz, où il attendit le sauf-conduit royal et les trois Nobles bohèmes, destinés à l'accompagner. Le 8 novembre 1414 il arriva à Constance. Jean Huss croyait si fermément être dans la bonne voie, qu'il se présenta devant le pape Jean XXIII avec toute la confiance d'un homme qui n'a rien à se reprocher, persuadé qu'il lui serait facile de justifier ses opinions et sa conduite. Le pontife le reçut avec bonté, lui donna l'absolution de l'anathème qu'il avait prononcé contre lui, et l'assura de sa protection. Seulement il lui défendit de répandre ses principes religieux, soit par des discours, soit par des écrits. Mais Jean Huss, ayant eu l'imprudence d'expliquer publiquement dans son hôtellerie les thèses de Viclef, et écrit deux sermons hétérodoxes qui plus tard parurent imprimés, fut arrêté le 28 novembre par ordre du concile. Le roi Sigismond, qui dans ce temps-là n'était pas encore de retour de son couronnement à Aix-la-Chapelle, protesta, le 10 décembre, contre une infraction si manifeste de la foi publique. Jean de Chlum, l'un des compagnons de voyage de Huss et son ami zélé, fit afficher sur les portes de toutes les églises de Constance un écrit, dans lequel cette arrestation était représentée comme un acte de violence perfide. Les seigneurs bohèmes qui avaient accompagné Huss, s'adressèrent par écrit au Roi et au pape pour de-

mander que le recteur Jean fût relâché, et qu'on lui permît de se justifier librement, aux termes du sauf-conduit royal. Sigismond lui-même écrivit à ses envoyés à Constance, qu'ils eussent à délivrer Huss de sa prison de gré ou même par la force. Le Roi, étant enfin arrivé à Constance, fit tous ses efforts pour procurer la liberté à Jean Huss. Mais ses peines furent inutiles; et lorsque ce prince, courroucé de cette obstination du clergé, se disposa à quitter Constance, les Pères lui déclarèrent qu'ils dissoudraient sur-le-champ le concile et s'éloigneraient tous de la ville, s'il les empêchait davantage d'exercer la justice. Les théologiens ayant réussi à persuader le Roi qu'il n'était pas permis de tenir parole à un hérétique, il déclara, le 1 janvier 1415, que le concile avait la liberté de juger tous les hérétiques convaincus. Durant six mois Jean Huss fut retenu en prison. Dans le commencement il avait été gardé par les propres gens du pape; mais plus tard il fut consigné dans différents monastères de la ville. Après la fuite de Jean XXIII, l'évêque de Constance fit conduire l'hérésiarque dans la forteresse de Gottlieben en Turgovie. Au mois de juin 1415, il fut ramené à Constance, où le couvent des Franciscains devint sa demeure, et l'on commença les premiers interrogatoires. Jean Huss refusa de rétracter et d'abjurer ses erreurs. En conséquence, il fut condamné à mort, le 6 juillet 1415; et après qu'on eut immolé sous ses yeux ses livres aux flammes, il fut lui-même brûlé vif. Cet homme remarquable souffrit son supplice sans se plaindre, et avec la fermeté du plus entêté stoïcien.

La nouvelle de l'exécution de Jean Huss causa une grande agitation en Bohème. Le 26 juillet, le concile donna aux Bohèmes communication de toute la procédure, et enjoignit en même temps à l'archevêque Conrad de poursuivre avec la plus grande sévérité les adhérents de ce sectaire. La Noblesse tint alors une Diète et adressa, le

2 septembre, au concile un rescrit plein d'amers reproches, dans lequel on protestait que Huss était mort innocent, et qu'il ne s'était montré aucune trace d'hérésie en Bohème. Jerôme de Prague, l'ami de Huss, qui pendant l'absence de ce dernier avait continué ses prédications avec un fanatisme toujours croissant, ayant été instruit de l'emprisonnement de son maître, était parti, au mois d'avril 1415, sans sauf-conduit pour Constance. N'ayant pu délivrer Huss, il chercha à se sauver lui-même, en retournant promptement en Bohème. Mais il fut pris en chemin, le 25 avril, dans les environs de Hirschau en Haut-Palatinat, et livré au concile à Constance, le 13 du mois suivant. La fin tragique de son maître et les souffrances d'une longue captivité ébranlèrent tellement le courage de Jerôme qu'il abjura, le 23 septembre, publiquement ses opinions religieuses, et reconnut Huss et Viclef pour hérétiques. Néanmoins, comme on doutait de la sincérité de sa rétractation, il fut encore retenu prisonnier et subit plusieurs nouveaux interrogatoires. Le résultat de cette inquisition fut que Jerôme, soit qu'il eût honte de sa première faiblesse, soit que son zèle fanatique pour sa doctrine l'emportât sur toute autre considération, désavoua, le 26 mars 1416, dans une audience publique que lui accorda le concile, sa première renonciation à ses principes, et déclara vouloir rester fidèle jusqu'à son dernier soupir aux opinions de Huss et de Viclef. En conséquence le concile le condamna, le 30 mars, à mort comme hérétique, et le fit brûler le même jour, malgré l'opposition de Gaspard de Schlick, chancelier de Sigismond, qui protesta au nom de son maître contre cette cruelle sentence. Vers le même temps, l'archevêque Jean de Mayence et le burgrave Frédéric de Nuremberg raccommodèrent le roi Sigismond avec son frère Venceslas qui, regardant le supplice de Jean Huss, ordonné par le roi des Romains, comme un attentat sur son autorité, se

préparait déjà à venger cet homme, qu'il aurait fait périr lui-même si on l'avait prévenu.

Cependant le duc Frédéric IV d'Autriche se trouvait dans une situation pénible et bien embarrassante. Comme il n'avait pu remettre son comté de Tyrol à la disposition du roi des Romains, le duc Erneste et les États de ce pays étant résolus de défendre ce dernier contre et envers chacun, l'évêque de Trente, à qui le Roi avait promis de lui faire rendre les domaines dont Frédéric IV l'avait dépouillé, se plaignit avec véhémence de cette opposition qui l'empêchait de rentrer en jouissance de ses biens. Par conséquent le concile prononça, le 21 novembre 1415, un arrêt qui ordonnait au duc Frédéric de restituer d'ici à trente jours à l'évêque la ville de Trente avec toutes les terres qui avaient été enlevées à ce diocèse, et de le dédommager en outre des pertes qu'il avait essuyées, sous peine d'encourir l'anathème de l'Église et d'être déclaré déchu de tous ses fiefs. Par un surcroît de disgrâce, Frédéric reçut l'avis que le duc Erneste de Styrie avait défendu à Pierre de Spauer, capitaine des cantons de l'Adige, et au comte Jean de Thierstein à Trente de remettre au duc son frère les trésors, gardés chez eux, et qu'en outre Erneste avait effectivement l'intention de s'approprier le Tyrol, et était soutenu en cela par la Noblesse du pays. Ces nouvelles fâcheuses engagèrent le duc Frédéric à se soustraire, le 30 mars 1416, au dur traitement qu'on lui faisait éprouver depuis environ un an, et de s'enfuir par Feldkirch et le mont Arlberg en Tyrol. Il fut reçu avec les plus grandes démonstrations de joie par ses fidèles sujets: les bourgeois et les gens de la campagne furent prêts à tout sacrifier pour les droits de leur Souverain. Mais la Noblesse ne partageait point ces sentiments de loyauté. L'évêque Ulric de Brixen et le capitaine du pays, Pierre de Spauer, convoquèrent une Diète à Brixen. Les

Nobles formèrent une ligue, dont le but apparent était de défendre le pays, et de réconcilier les ducs Frédéric et Erneste, mais qui manifesta bientôt ses vues hostiles contre le premier de ces princes. Frédéric IV se vit réduit à errer, déguisé, dans les alpes plusieurs mois. Le comte palatin Louis, l'archevêque Éverard de Salzbourg, l'évêque de Frisingue, et même celui de Chur qui, naguère encore l'ennemi mortel de Frédéric, avait été fait prisonnier par les Autrichiens, prirent la défense de ce prince malheureux. Ils cherchèrent à ramener le duc Erneste à des sentiments plus équitables. Dans le même temps (en juin 1416), le duc Albert V d'Autriche, incité probablement par le roi Sigismond, avait aussi formé des prétentions sur la Styrie et sommé les États de cette province à reconnaître la légitimité de ses droits; ce qui donna de grandes inquiétudes au duc Erneste. Cependant Albert V, par égard à la position si dangereuse où se trouvait sa Maison, laissa reposer pendant plusieurs années cette contestation. Erneste, de son côté, conclut, le 22 juillet 1416 à Botzen, une trêve d'un an avec son frère Frédéric. On continua les négociations qui eurent un résultat fort heureux. Par le traité de paix qui fut signé le 4 octobre 1416 dans la forteresse salzbourgeoise de Kropfsberg, et le 17 janvier 1417 à Inspruck, Erneste renonça à toute prétention sur le Tyrol, et promit à son frère de le secourir contre tous ses ennemis. L'arrangement entre Erneste et Albert V au sujet de la Styrie ne se fit que le 28 octobre 1423.

Le concile de Constance cependant continuait à faire le procès au prince Frédéric. Le 3 mars 1417, il fut déclaré déchu de sa dignité, excommunié une seconde fois et mis au ban de l'Empire, à cause de sa fuite et de son refus de comparaître sur les citations réitérées qui lui avaient été faites. Le roi Sigismond continua sans relâche à satisfaire à la fois et sa vengeance et son avidité. Il somma

par des édits, en date du 3 et 23 avril 1417, les possesseurs des fiefs et hypothèques autrichiens de s'en faire investir de nouveau par lui et l'Empire. Ensuite il vendit au plus offrant tous les autres domaines qui restaient encore à Frédéric. Il établit, le 27 mai 1417, le margrave Bernard de Bade préfet ou gouverneur royal dans le Brisgau, dans la Forêt-Noire et les pays autrichiens du Rhin. Plus tard, au mois de mars 1420, il autorisa le margrave Bernard à racheter à son profit le château de Zaringue, résidence primitive de sa famille, avec l'Orténavie *(Ortenau)*, engagés par l'Autriche. Au comte de Toggenbourg Sigismond offrit la ville de Feldkirch et la Valgovie *(Wallgau)* pour la somme de 3000 florins. Mais le duc Erneste donna lui-même ce pays en nantissement au comte, uniquement pourque celui-ci demeurât l'obligé de l'Autriche. Comme les habitants de Feldkirch continuaient encore alors à opposer de la résistance, le Roi chargea Zurich et l'évêque de Constance d'aider le comte de Toggenbourg à réduire cette ville obstinée. Toutefois Feldkirch ne succomba qu'après un siège très-vigoureux, et resta alors au pouvoir de Toggenbourg. Le 20 octobre 1417, Sigismond engagea à la ville de Constance le bailliage de Winterthur et la prévôté de Frauenfeld. Il exigea des villes de Lauffenbourg, de Waldshut, de Fribourg et de plusieurs autres, qui étaient demeurées fidèles à l'Autriche, qu'elles lui prêtassent foi et hommage. Il se préparait déjà à marcher avec un corps de troupes vers l'Adige et à exécuter aussi le ban de l'Empire en Tyrol. Mais le duc Frédéric arma pour défendre vigoureusement ce pays. Il se rendit aussi en toute diligence à Vienne auprès du duc Albert V, qui à la vérité refusa d'intervenir à main armée dans cette lutte dangereuse, mais avança du moins de l'argent à son cousin pour ses préparatifs de guerre. Frédéric trouva un soutien beaucoup plus efficace dans son frère Erneste qui, ré-

volté de tant d'outrages, de tant de persécutions envers un prince imprudent et malheureux, se présenta aux portes de Constance, à la tête de mille cavaliers et d'une nombreuse infanterie; il entra dans la ville avec une bonne escorte, et se plaignit du procédé illégal suivi à l'égard de son frère. Il reprocha au roi Sigismond d'avoir sordidement vendu aux cantons suisses les domaines habsbourgeoises en Helvétie, et protesta avec une énergie menaçante contre l'injuste spoliation de la Maison de Habsbourg-Autriche, comme étant une infraction manifeste de tous les privilèges et traités d'État existants, attendu que le duc Frédéric IV n'était que l'administrateur temporaire des provinces ravies, mais n'avait pas seul la propriété et la souveraineté de ces pays, qui appartenaient à toute la famille. Un pareil langage dans la bouche d'un prince dont on connaissait le courage intrépide, et qui avait avec lui des forces militaires imposantes, intimida tellement le roi Sigismond, qu'il consentit à entrer en négociation.

En Tyrol, les États avaient de nouveau prêté serment de fidélité au duc Frédéric, qui avait confirmé leurs privilèges. La Noblesse jura de rester fidèle au Duc, de défendre le pays contre toute attaque et de maintenir la bonne intelligence entre Erneste et Frédéric. Mais le duc avait des raisons fondées pour ne pas trop se fier à la Noblesse et aux prélats; en revanche les villes et les bourgeois, dont il avait favorisé les métiers et professions, et puissamment protégé le commerce contre les Nobles rapaces, puis les paysans, qui lui devaient leur prospérité civile, étaient attachés à leur prince avec un amour reconnaissant. La Noblesse, au contraire, semblait par la ligue qu'elle avait formée, à ce qu'elle disait, en faveur du Duc, mais à son insu et sans son assentiment, vouloir atteindre quelques buts secrets. Il a déjà été parlé plus haut de la *ligue de l'éléphant*, faite l'an 1406

par quarante-neuf Tyroliens nobles pour la défense du pays contre les Appenzelois. Les chefs de cette confédération étaient l'évêque Ulric de Brixen, le comte Ulric de Metsch, Pierre de Spauer et Jean de Freudenberg. Les Wolkenstein, Starkenberg (Starhemberg), Schlandersberg et plusieurs autres étaient parmi les premiers membres de cette ligue. En février 1407, le fameux Henri de Rottenbourg avait tenu une grande assemblée de Nobles à Botzen, et formé une ligue offensive et défensive beaucoup plus étendue pour dix ans. Le Duc demanda la dissolution de cette ligue; mais la Noblesse refusa obstinément d'y consentir. Frédéric par conséquent se vit obligé de combattre les fondateurs et les chefs de cette union. Les députés des États du pays cherchèrent en vain à moyenner un accommodement entre le Duc et la Noblesse. Encore en 1417 plusieurs châteaux des chevaliers de la ligue furent assiégés et conquis. Dans cette même année mourut le chef principal de la ligue des Nobles, l'évêque Ulric de Brixen, et Frédéric se vit ainsi délivré de son ennemi le plus opiniâtre et le plus dangereux.

Le concile de Constance avait enfin, le 26 juillet 1417, déposé le pape Bénoit XIII, qui s'obstinait à ne pas vouloir comparaître en personne, ni à envoyer des plénipotentiaires. Ce pontife mourut l'an 1421 à Peniscola. Un chanoine de Barcelone fut assez présomptueux pour lui succéder sous le nom de Clément VIII; mais il ne trouva que peu de partisans. Le schisme de l'Église, qui durait depuis près de 40 ans, fut entièrement terminé lorsque le roi Alphonse d'Aragon reconnut le pape Martin V. Clément VIII renonça en 1429 au titre qu'il avait pris, et devint évêque de Majorque.

Le concile ayant, le 11 novembre 1417, élevé Othon Colonna sur le Siège apostolique sous le nom de Martin V, ce pontife notifia, le 17 du même mois, son exaltation

au duc Frédéric, bien que ce prince fût encore proscrit par l'Église. Sigismond envoya au Duc un sauf-conduit à Pludenz ou Tetnang. Le 7 mars 1418, les négociations entre le Roi et le Duc commencèrent à Moersbourg. Ces princes eurent ensemble une entrevue dans le voisinage du couvent de Munsterlingue. Comme Frédéric insistait sur la restitution de l'Argovie, le Roi se rendit en personne à Zurich, pour engager les Confédérés à rendre au Duc le pays qu'il réclamait. Ce voyage n'ayant pas eu le résultat désiré, le duc Frédéric, pour avoir enfin la paix, signa, le 6 mai à Constance, une convention, par laquelle il promettait de restituer à l'évêque de Trente ses domaines, et au comte de Lupfen Burgstall et Moelten que celui-ci lui avait hypothéqués, comme aussi toutes les terres en Alsace que les fidèles Autrichiens de la Forêt-Noire avaient enlevées à ce seigneur. Le Duc s'engagea aussi à laisser aux Confédérés suisses toutes les possessions autrichiennes qu'ils avaient conquises, et au Roi ce qu'il avait réuni de ces domaines à l'Empire ou déjà concédé à d'autres. Il s'obligea en outre à payer à ce Souverain une amende de 70,000 florins, et enfin à recevoir de lui l'investiture de tous ses autres pays. Sigismond, de son côté, consentit à rendre aux ducs d'Autriche toutes leurs terres en Alsace, dans le Sundgau et le Brisgau, à condition toutefois que le Duc retirerait à ses propres frais les villes engagées par le Roi. Ce monarque accorda à Frédéric une diminution de 20,000 florins sur la somme que ce prince avait à payer. Après que le Duc eut encore promis de ne faire la guerre à aucun prince, seigneur ou ville, qui avait aidé à exécuter le ban de l'Empire, de ne pas rompre la paix de cinquante ans conclue avec la Confédération helvétique, et enfin de restituer aux seigneurs tyroliens qui s'étaient révoltés contre lui, comme Henri de Schlandersberg, Oswald de Wol-

kenstein et autres, leurs châteaux et domaines, on leva, le 8 mai, la sentence de ban et d'excommunication prononcée contre Frédéric, qui reçut publiquement et avec grande pompe à Constance l'investiture de ses États.

Les trois villes forestières au Rhin, Fribourg dans le Brisgau, Neuenbourg et Frisac rentrèrent sous la puissance de l'Autriche. La ville de Fribourg dans l'Uechtland ayant été protégée contre toute attaque par Berne, avec qui elle avait fait une alliance de sûreté, avait été conservée à l'Autriche. D'autres villes, au contraire, comme Radolfszell, Diessenhofen et Schafhouse, qui en vertu du traité de Constance auraient dû retourner à l'Autriche, refusèrent de faire hommage au duc Frédéric. Ce prince s'en plaignit au roi des Romains et réclama l'interposition de son autorité. Mais ce Souverain, loin de faire justice au prince autrichien, le contraignit à signer un acte, par lequel il promettait de laisser toutes les villes, sises sur son territoire, qui avaient été déclarées libres et impériales, en jouissance de leurs privilèges, en cas qu'elles ne voulussent pas y renoncer de bon gré et se soumettre de nouveau aux lois de l'Autriche. Par conséquent les trois cités nommées ci-dessus devinrent villes libres de l'Empire. Frédéric IV ne se pressa point de racheter les terres helvétiques engagées, soit parce qu'il commençait déjà à aimer tant l'argent comptant qu'il ne voulait pas le dépenser pour des biens qu'il n'était pas sûr de conserver, soit parce que les habitants de ces cantons montraient de la répugnance à vivre sous la domination autrichienne. En sorte que Cunégonde de Toggenbourg, mariée au comte Guillaume de Montfort-Brégenz, resta en possession du comte de Kybourg, et le comte Frédéric de Toggenbourg en celle de Garster et de Sargans. Le roi Sigismond accorda, l'an 1424, aux Zurichois la permission de racheter de Toggenbourg pour leur compte

Kybourg, Windeck et Garster. Il confirma au comte de Toggenbourg la possession hypothécaire de Sargans, de Laar (Langenberg) et de Fribourg, avec tout le pays qui s'étend depuis le lac de Constance, en montant le Rhin et la forêt de Brégenz, jusqu'au Praetigau. La seigneurie de Badenweiler était rentrée sous la domination de l'Autriche. Mais le comte Jean de Fribourg, dont le père, Conrad, avait vendu cette terre à Léopold IV l'an 1398, s'appuyant sur deux lettres royaux de 1417 et 1418, qui autorisaient le comte Conrad à retirer cette seigneurie de l'Autriche, aussi contre la volonté de cette Puissance, prit occupation de la dite terre et attaqua même, à l'aide des Bernois et des Soleurois, différentes possessions autrichiennes en Alsace. Malgré toutes les négociations qui eurent lieu à cet égard, l'Autriche ne put recouvrer la seigneurie de Badenweiler, qui après la mort du comte Jean échut par héritage à la Maison de Hochberg.

Le roi Sigismond, qui avait toujours besoin d'argent, avait dès le mois de juillet 1411 hypothéqué la Marche de Brandebourg à Frédéric VI, comte de Zollern, burgrave de Nuremberg, pour la somme de 100,000 ducats, et déclaré ce prince suprême administrateur de ce pays. Le roi Venceslas avait, comme chef de la Maison de Luxembourg, donné, le 15 décembre de la même année, son assentiment à cette convention. Les deux rois s'étaient expressément réservé le droit de retrait. Mais la Noblesse brandebourgeoise refusa de reconnaître le burgrave pour seigneur hypothécaire, et on fut obligé d'avoir recours aux armes pour la forcer à la soumission. Bientôt après, le burgrave Frédéric prêta de nouveau au roi Sigismond 50,000 ducats, et en 1415 il lui en avança même 250,000 pour son voyage en France. Comme Frédéric n'avait [illegible] lui-même toutes ces sommes, ce prince, pour être en [illegible] les payer, rendit aux bourgeois de Nuremberg le

château de leur ville et renonça à tous les droits qu'il avait dans cette commune. Pour toute la susdite somme de 400,000 ducats qu'il avait reçue, le roi Sigismond céda, le 30 avril 1415, au burgrave de Nuremberg la Marche de Brandebourg et les dignités d'électeur et d'archichambellan de l'Empire, attachées à ce margraviat, se réservant toutefois de nouveau le droit de réméré, tant pour lui-même que pour son frère Venceslas et leurs descendants mâles. Le roi Venceslas et tous les autres électeurs ayant approuvé ce grand changement, le roi Sigismond, qui se trouvait encore à Constance, investit, le 18 avril 1417, le nouvel électeur de la Marche de Brandebourg. Cependant par ces concessions on porta de plusieurs manières préjudice aux droits et prétentions de la Maison d'*Autriche*; car le 10 février 1364, il avait été fait un pacte de confraternité entre l'empereur Charles IV et les ducs d'Autriche Rodolphe IV, Albert III et Léopold III; et le 15 mai 1366 à Znaim, le monarque avait effectivement donné aux deux derniers de ces princes l'investiture préalable de la Bohème et de tous les pays qui à cette époque appartenaient à la Maison de Luxembourg. Le 2 octobre 1373, le 28 mai et 29 juin de l'année suivante, la Marche de Brandebourg avait été incorporée à perpétuité au royaume de Bohème. Le roi Sigismond avait, le 16 août 1402, et le roi Venceslas, le 3 novembre 1404, renouvelé la convention d'hérédité avec l'Autriche, et confirmé aux ducs le droit de succession sur le royaume de Bohème et par conséquent aussi sur la souveraineté de tous les pays réunis à ce royaume par des traités d'État. Ainsi la séparation du Brandebourg de la Bohème, faite sans le consentement des ducs d'Autriche, n'était pas au fond un acte légal. Mais quelque justes que fussent les prétentions de ces princes, ils se trouvaient alors dans des rapports qui ne leur permettaient point de les faire valoir. Le duc Albert V

espérait devenir le gendre et l'héritier du roi Sigismond. Le duc Frédéric IV de Tyrol était de toutes parts tellement pressé, qu'il perdait de vue le pays lointain de Brandebourg. Erneste de Styrie enfin était beaucoup trop faible pour maintenir les droits de sa Maison contre le roi des Romains; en sorte que tous les trois princes autrichiens se trouvaient hors d'état de s'opposer à la vente illégitime de l'électorat de Brandebourg, dont les burgraves de Nuremberg restèrent possesseurs.

Après la paix conclue, l'an 1418, avec Sigismond, le duc Frédéric d'Autriche était fort embarassé de remplir les obligations pécuniaires qu'il avait contractées envers le roi des Romains. Le duc Albert V vint de nouveau à son secours en lui avançant des sommes considérables. En revanche Frédéric lui donna, le 14 septembre 1418, en nantissement pour la somme de 36,000 ducats qu'il lui avait prêtée, tout l'Innthal inférieur avec les villes d'Inspruck et de Hall, quelques châteaux et bailliages dans les vallées dites *Wipp-* et *Eisackthal*, ainsi que les péages près de Lueg et sur la rivière de Thoell.

L'évêque de Trente était à peine réintégré dans ses possessions qu'il commença, sur la fin de 1418, à exciter de nouveaux troubles. Il se ligua avec Pierre de Spauer et Paris de Lodron pour faire la guerre au Duc. Mais ce prince, secondé par les Vénitiens, avec lesquels il avait fait alliance, conquit en peu de temps une grande partie du territoire de ses adversaires. En 1419, pendant que Frédéric IV se trouvait à la Cour du roi Sigismond, la duchesse Anne entama des négociations, et conclut, le 5 avril, une trêve jusqu'à la Pentecôte. Tandis qu'on était encore occupé à arranger différents points qui concernaient les partisans de l'évêque Georges, la mort enleva ce prélat turbulent (20 août). Le Chapitre de Trente choisit pour son successeur le doyen Jean d'Isnina, à qui

toutefois le pape Martin V refusa plus tard la confirmation. En attendant, le duc Frédéric nomma Jean administrateur de l'évêché (11 août 1420). Le même jour, ce prélat donna au duc Frédéric l'investiture de tous ses domaines et fiefs, dépendants de l'évêché, qui pour la plus grande partie avaient autrefois appartenu à Rottenbourg et à ses partisans. Quelques jours après, Jean annulla les arrêts du concile de Constance par lesquels celui-ci avait concédé au diocèse de Trente des prétentions et des réclamations contre le Duc. Le pape nomma dans la suite évêque de Trente le prince Alexandre de Masovie, frère de Cimburge, épouse du duc Erneste, qui cependant ne prit possession de sa nouvelle dignité que dans l'année 1424. Ce prélat leva aussi, le 15 juin 1424, l'excommunication prononcée jadis par l'évêque Georges contre le duc Frédéric, et investit ce prince de ses fiefs. La paix traitée avec l'évêque de Trente défunt ne s'étant pas étendue sur ses compagnons de révolte, Pierre de Spauer, Paris de Lodron et plusieurs autres, on travailla à terminer cette odieuse affaire. Enfin, après de longues négociations, Pierre de Spauer se soumit, et ayant été légalement jugé et fait réparation pour ses forfaitures, il obtint son pardon. La Diète à Botzen dressa alors un excellent code de police et de procédure qui fut publié, le 8 janvier 1420. Paris de Lodron, qui persistait obstinément dans sa rebellion, fut expulsé de ses possessions; cependant dans la suite il fut compris dans l'amnistie générale accordée par Frédéric. Les Nobles, qui pour la plus grande partie se sentaient coupables et craignaient la juste vengeance de leur prince, renouvelèrent l'ancienne ligue suspecte qu'avait déjà rejetée Frédéric. Les Starkenberg, les Metsch, les Arco, les Lodron, les Wolkenstein, les Schlandersberg, les Spauer, les Brandis et plusieurs autres, s'associèrent pour braver la volonté

du Duc et la paix publique, nouvellement ordonnée par ce Souverain. Frédéric prit les armes. Il commença la punition des séditieux par la destruction du château de Hochgalsaun, appartenant à la famille de Schlandersberg. Mais Bertoud, qui occupait alors le siège épiscopal de Brixen, engagea le Duc à remettre l'arrangement de cette affaire à une Diète générale. Cette assemblée fut tenue à Meran vers le milieu de novembre 1423. Le 30 du même mois, la ligue des Nobles fut déclarée dissoute et anéantie par les États du pays. En revanche, le Duc accorda plein pardon à tous ceux qui avaient été membres de cette confédération. Les seuls Ulric et Guillaume de Starkenberg, qui avaient été les moteurs principaux de la révolte, furent exclus de l'amnistie. Le Duc les dépouilla en 1424 de leurs possessions, et s'empara de leurs châteaux. L'invincible forteresse de Greifenstein résista pendant longtemps aux attaques de ses ennemis. Le duc Erneste de Bavière, il est vrai, moyenna une trêve avec Guillaume de Starkenberg qui défendait la place assiégée, et les plénipotentiaires du comité des États se rendirent au château, afin d'en obtenir la remise par la voie des négociations; mais Guillaume fit indignement précipiter ces commissaires du haut des rochers. Le blocus de la forteresse ayant alors été renouvelé avec la plus grande rigueur, Guillaume de Starkenberg se sauva enfin par la fuite, et la garnison, réduite à l'extrémité par la faim, se rendit à Frédéric.

Les frères Starkenberg fugitifs cherchèrent du secours auprès du roi des Romains. Au rapport de quelques auteurs, ce Souverain se serait montré fort disposé à soutenir les rebelles contre le duc Frédéric qu'il haïssait encore toujours. Il aurait même déjà ordonné en juillet 1423 au maréchal de l'Empire de Pappenheim d'assembler une armée, pour punir le duc Frédéric, comme perturbateur de la paix

publique, pour s'emparer du Tyrol et incorporer ce pays à l'Empire germanique. Quelques fussent les intentions du Roi, il est de fait que ce Souverain, qui se trouvait alors lui-même dans des circonstances fort difficiles, loin de former une entreprise contre le Tyrol, se réconcilia, dans une entrevue qu'il eut avec Frédéric dans le comitat d'Oedenbourg (17 février 1425), entièrement avec ce prince. Le Roi promit au Duc de lui rendre tous les domaines qu'il s'était encore réservés tant pour lui-même que pour l'Empire. Il réitéra en outre l'autorisation qu'il avait déjà donnée à Frédéric de racheter les possessions en Souabe et en Alsace engagées par le Roi à différents seigneurs. Mais tout ce que les Confédérés suisses avaient enlevé en terres et en endroits, resta perdu à jamais pour l'Autriche. Il paraît aussi que Sigismond ne tint pas parole non plus, relativement aux propriétés autrichiennes qu'il avait réunies à l'Empire; car le pape Martin V exhorta, le 5 mars 1427, par une lettre fort énergique datée de Rome, le roi Sigismond à rester fidèle à ses engagements, et à rendre au duc Frédéric toutes les villes, villages et châteaux dont on l'avait dépouillé au temps du concile de Constance. Dans l'intérieur de son pays, le duc Frédéric, malgré tous les efforts qu'il fit pour maintenir la paix, ne put jouir d'un repos durable. En 1426 il eut des démêlés avec les Spauer, 1427 avec les Wolkenstein, 1429 avec Paris de Lodron, et en 1431 et 1435 avec l'évêque Alexandre de Trente. Cependant toutes ces querelles furent, sans conduire à des guerres sérieuses, pour la plupart terminées juridiquement.

Dans l'année 1436 (30 avril), mourut à Feldkirch le comte Frédéric de Toggenbourg. Il n'avait pas laissé d'enfants légitimes pour hériter la grande masse de ses possessions, qui s'étendaient depuis les confins du Tyrol jusque vers Zurich. Parmi ces domaines se trouvaient

encore plusieurs terres habsbourgeoises, qui avaient été engagées par l'Autriche elle-même, ou que le roi Sigismond avait cédées au comte, avec réserve du droit de retrait. Comme le comte Frédéric était mort intestat, son épouse Élisabeth, née comtesse de Metsch, et plusieurs parents collatéraux des familles des comtes de Thierstein, de Sax, de Montfort-Brégenz, de Montfort-Tettnang, de Metsch; des barons Raron, Hoewen, Razuns, Brandis et Aarbourg, formèrent des prétentions sur l'héritage du défunt. Une déclaration verbale, donnée en 1433 par le comte Frédéric, semblait désigner la comtesse Élisabeth pour son héritière, tandis qu'une autre de l'année 1435 paraissait appeler le baron de Brandis à cette succession. Toutefois rien n'avait encore été définitivement et légalement réglé à cet égard, lorsque la mort enleva subitement le comte. Depuis le dépouillement de la Maison d'Autriche, les villes de la Suisse brûlaient du désir d'accroître leurs territoires; elles firent, après la mort du comte Frédéric de Toggenbourg, des prétentions sur différents domaines du défunt. Zurich revendiqua Windeck, en vertu du droit de rachat que le Roi lui avait concédé, l'an 1424. Schwitz et Glaris réclamèrent, en vertu de pactes existants depuis longtemps, la Marche supérieure, dont les Schwitzois prirent aussitôt occupation. Le duc Frédéric IV d'Autriche s'étant mis en possession de Feldkirch, de Sargans, de Freudenberg, de Nydberg, de Windeck et de Wesen, après avoir remboursé la somme de 22,000 florins argent d'Empire, pour laquelle ces domaines avaient été engagés, les Zurichois coupèrent aux terres redevenues autrichiennes le transport de vivres et cherchèrent par tous les moyens possibles à soulever le peuple contre ce prince. Bientôt l'esprit de révolte se manifesta de différentes manières, ce qui engagea le Duc à céder, en

décembre 1436, moyennant la restitution qu'on lui fit de la somme hypothécaire, la ville et le territoire de Sargans au comte Henri de Werdenberg, fils de ce comte Jean de qui l'Autriche avait acquis 1396 la susdite seigneurie. Le Duc s'était réservé Freudenthal, Nydberg et Wallenberg, pour s'assurer la communication avec Garster; mais immédiatement après, toute la contrée conclut, en dépit du duc Frédéric et du comte Henri, une alliance perpétuelle de sûreté avec la ville de Zurich. Vers le même temps les pays de Garster, d'Utznach et de Toggenbourg, formèrent une égale union avec Schwitz et Glaris. Mais encore avant la fin de l'année 1436 émana du Roi un décret, par lequel ce monarque déclarait tous les fiefs masculins qu'avait possédés la Maison de Toggenbourg, vacants et dévolus à l'Empire d'Allemagne, et donnait à Gaspard de Schlick, vice-chancelier de l'Empire, l'investiture de Toggenbourg, d'Utznach et d'autres pays.

En 1437 les troubles devinrent plus sérieux. Les villes, que l'intérêt n'avait pas tardé à diviser, armèrent et se mirent à exercer des actes de violence les unes envers les autres. Au mois de mai, les Zurichois occupèrent à main armée le pays de Sargans, conquirent et brûlèrent les châteaux autrichiens de Nydberg et de Freudenberg. Les habitants de Schwitz et de Glaris étaient sous les armes, prêts à combattre les Zurichois. Mais la trêve conclue, par l'entremise du concile de Bâle, jusqu'à la S. Martin 1437, empêcha les hostilités d'éclater. Le duc Frédéric d'Autriche, il est vrai, s'était déjà préparé à la guerre, et avait obtenu à cet effet une contribution extraordinaire de la part des États du Tyrol; mais ce prince, qui avait perdu toute sa vigueur, se conduisit dans cette affaire, où le bon droit était si évidemment de son côté, avec fort peu d'énergie; car il ne tira point raison des violences commises dans le pays de Sargans par les

Zurichois. L'hiver se passa en négociations avec Schwitz et Glaris, ensuite desquelles Frédéric engagea, le 2 mars 1438, à ces deux villes le château de Windeck, le pays de Garster, le mont Ambden, les endroits nommés Wesen et Wallenstadt, et le bailliage de Schennis, pour la somme de 3000 florins argent d'Empire, réservant toutefois à la Maison d'Autriche la faculté de racheter ces domaines pour la somme qu'il en avait reçue.

Telle était la situation des affaires en Helvétie lorsque le duc *Frédéric IV* termina, le 24 juin 1439, sa pénible carrière. Il n'eut point d'enfants de sa première épouse *Élisabeth*, fille de l'empereur Robert. La seconde, *Anne* de Brunswick, lui donna deux fils et deux filles, dont le seul *Sigismond* survécut à son père. Frédéric IV est moins connu dans l'histoire par ses hauts faits que par ses infortunes, qu'il s'attira pour la plus grande partie lui-même par la conduite impolitique qu'il tint pendant le concile de Constance. Cependant dans les dernières années de sa vie, il chercha à réparer autant que possible le tort qu'il avait causé à sa Maison, à qui son imprudence avait fait perdre tant de beaux et riches domaines. Du moment qu'il fut réintégré dans son comté de Tyrol, il ne s'appliqua plus qu'au gouvernement intérieur du pays; par une économie bien réglée, par de nouveaux péages et impôts, comme aussi par la confiscation des biens de vassaux rebelles, il amassa dans la suite de grands trésors. Le surnom *à-la-poche-vide* que ses ennemis lui avaient appliqué dans le temps de sa disgrâce où, abandonné de tout le monde, il était dénué de ressources pécuniaires, il le démentit complètement vers la fin de ses jours; car il racheta un grand nombre de terres engagées, bâtit une nouvelle résidence à Inspruck, après avoir fait décorer l'ancien château ducal du *toit d'or* connu, et laissa à son fils un trésor fort considérable en or, en argent, en dia-

mants et en effets précieux. Le duc *Erneste-de-Fer*, Souverain de *Styrie*, de *Carinthie* et de *Carniole*, qui résidait à *Gratz*, avait après la mort de son frère aîné Léopold IV, abandonné de plein gré à son frère, Frédéric de Tyrol, le gouvernement des pays antérieurs autrichiens en Souabe, en Alsace et en Helvétie. Mais en revanche il chercha à conserver de l'influence dans l'administration de l'Autriche. Dans cette vue il réclama la régence de ce pays pendant la minorité d'Albert V. Mais les États de l'Autriche, ne voulant pas qu'Erneste qu'ils regardaient comme un étranger, se mît à la tête du gouvernement, demandèrent que le jeune prince fût déclaré majeur. Ils choisirent pour arbitre dans cette affaire le roi Sigismond. Ce Souverain décida en septembre 1411, que le duc Erneste n'aurait point part à la tutelle d'Albert, et chargea quelques-uns d'entre les Nobles les plus distingués de l'Autriche d'aider le jeune duc de leurs conseils dans l'administration du pays, ce qui mortifia beaucoup le duc Erneste. Il se démit, il est vrai, le 30 octobre 1411, de la tutelle, mais il se vengea des seigneurs autrichiens qui par leurs représentations avaient amené ce tour des choses, en ravageant les terres qu'ils possédaient en Styrie.

Le duc Erneste avait en 1410 perdu son épouse *Marguerite* de Poméranie. Le profond chagrin que lui causa cet événement, lui fit entreprendre un voyage à la terre sainte. Peu de temps après son retour d'Asie, il se rendit à Cracovie, dans le dessein d'exciter le roi Uladislas contre Sigismond. Là, il vit la charmante *Cimburge*, fille du duc Ziemovits de Masovie et d'Alexandrine, soeur du roi Uladislas de Pologne, et se maria avec elle. Cette princesse est la mère première de tous les Souverains de la Maison de Habsbourg qui ont régné plus tard en Autriche [1]).

[1]) C'est d'elle, dit-on, que les princes de la Maison d'Autriche tiennent cette lèvre épaisse et avancée qui les caractérisent.

En 1414 le duc Erneste fut solennellement inauguré par les Carinthiens dans la plaine dite *Zollfeld*, entre Clagenfort et Saint-Guy. Ce prince, surnommé *de-Fer* à cause de sa fermeté inflexible, mourut à Bruck-sur-la-Mur, le 10 juin 1424. Son épouse Cimburge, renommée par sa force extraordinaire [1]), lui avait donné dix enfants, dont les suivants seulement survécurent à leur père: deux filles, *Marguerite* et *Cathérine*, épouses de l'électeur Frédéric II de Saxe et de Charles II, margrave de Bade, et trois fils: *Frédéric V*, *Erneste* (+ 1432) et *Albert VI* (+ 1463), dont le premier continua la lignée autrichienne.

Frédéric IV de Tyrol géra la tutelle de son neveu, Frédéric V, qui à la mort de son père n'était âgé que de neuf ans, comme aussi la régence en Styrie, en Carinthie et en Carniole, durant la minorité du jeune duc. Après que Frédéric V eut enfin pris, l'an 1435, les rênes du gouvernement dans les provinces intérieures de l'Autriche, il alla par dévotion à Jérusalem, et avide de s'instruire, il continua son pélerinage à travers une grande partie de contrées habitées par les Turcs. Dans l'année 1436, le comte régnant de Gorice Henri IV, dont le frère et corégent Jean-Meinard était déjà mort l'an 1430, sans laisser d'enfants, confirma au duc Frédéric V le traité de succession, conclu depuis fort longtemps avec l'Autriche.

Albert V, de bonne heure orphelin, négligé par ses parents qui se disputaient l'administration de l'Autriche, était heureusement pour lui entouré d'hommes intègres et éclairés qui prirent à tâche de former son coeur et son esprit d'une manière digne de la haute destinée à laquelle il était appelé et qui, lorsqu'il se chargea du fardeau du gouvernement, guidèrent aussi de leurs avis et de leurs conseils le prince adolescent. Ses principaux instituteurs

[1]) On rapporte que cette princesse enfonçait un clou avec sa main.

furent Reinpert de Walsée et le pasteur Blank de Garster, dont le premier fut nommé, d'après la décision prononcée par le roi des Romains en septembre 1411, tuteur du jeune duc et administrateur de l'Autriche. Le roi Sigismond, qui avait fiancé Albert V à sa fille *Élisabeth*, âgée de trois ans, déclara, au mois de juin 1412, son futur gendre majeur. Il l'investit immédiatement après dans le bourg de Seefeld non-seulement de l'Autriche au-dessus et au-dessous de l'Ens, mais encore de toutes les autres possessions de la Maison d'Autriche. Albert V prit alors effectivement le gouvernail. Reinpert de Walsée devint son grand-maître, et Blank son chancelier.

L'Autriche était en proie au plus grand désordre, suite naturelle de l'anarchie qu'avait amenée, depuis la mort d'Albert IV (1404), la discorde entre les princes de la famille ducale. Pour rétablir le bon ordre et faire renaître l'ancienne prospérité dans le pays, il fallut tantôt user de ménagement et de douceur, tantôt déployer une inexorable sévérité. On employa l'un et l'autre avec un sage discernement. Les séditieux, les brigands et voleurs, furent poursuivis sans relâche et exterminés. Déjà en peu de temps la sûreté des chemins et le crédit public retournèrent en Autriche, et l'agriculture et le commerce y fleurirent de nouveau. Les esprits agités se calmèrent, et l'on y vit revivre partout l'ordre et la tranquillité. La nation reconnaissante de l'amélioration de son sort, naguère si malheureux, bénissait et son Souverain et ses ministres. Comme les actes publics et les faits d'armes d'Albert V sont étroitement liés à l'histoire d'Allemagne, et que par conséquent ils s'y trouvent consignés en ordre chronologique, je n'alléguerai ici qu'une convention politique fort importante pour l'Autriche ; c'est le lien conjugal qui unit le duc Albert V à *Élisabeth*, déclarée héritière de *Hongrie*, de *Bohème* et de *Moravie* par le testament que son

père Sigismond avait fait avec l'intervention des États de la Hongrie, vers la S. Michel 1421. Ce mariage fut consommé à Vienne, le 26 avril 1422. Les cinq villes moraves, Brunn, Znaim, Iglau, Budwitz et Pohorlitz, furent engagées au Duc pour dot de la princesse. Enfin le 4 octobre 1423, le roi Sigismond céda à son gendre toute la *Moravie;* en sorte qu'avec la main de sa fille et héritière, ce monarque avait transmis aussi la *succession* de tous ses royaumes et pays au duc Albert V d'Autriche.

Ce prince, qui avait envoyé quelques prélats autrichiens et professeurs de l'université de Vienne à Constance, pour assister aux séances du concile, protesta énergiquement contre le traitement inexcusable qu'on avait fait à son oncle, Frédéric de Tyrol. Il démontra au roi Sigismond que, d'après les anciens statuts de la Maison, un partage réel des États autrichiens n'avait jamais eu lieu, et que ce monarque lui-même avait confirmé cette loi de famille par l'investiture qu'il lui avait donnée à Seefeld, l'an 1412, de tous les pays habsbourgeois. Il ne se borna pas à ces représentations; mais il soutint son oncle par des avances considérables, la belle perspective que lui offrait Sigismond, ne lui permettant point de faire des démarches décisives en faveur de son malheureux parent.

Le pape Martin V avait, le 24 janvier 1418, confirmé Sigismond comme roi des Romains légitimement élu, et fait placer par deux cardinaux une couronne sur la tête de ce prince. Le 22 avril de la même année, le pontife prononça la clôture du concile, qui avait duré trois ans et demi. Les mesures rigoureuses, prises contre l'hérésie des Hussites, eurent les suites les plus fâcheuses. L'exécution de Jean Huss et de Jerôme de Prague avait excité au dernier point l'indignation de leurs sectateurs en Bohème, qui croyaient que la déviation de ces deux hommes des articles de foi de la religion catholique avait seule-

ment été prise pour prétexte, afin de satisfaire la haine des Allemands contre les Bohèmes. Un nouveau motif d'animosité entre les deux partis donna encore la doctrine de la communion sous les deux espèces, répandue depuis 1414 par le prédicateur praguois *Jacques de Mies*. La plupart des Hussites adoptèrent avec empressement cette novation, et reçurent de l'usage qu'ils firent du calice le nom de *Calistins*. L'archevêque Conrad de Prague chercha en vain, par l'excommunication et l'interdit, à mettre une digue à cette hérésie. Sur son rapport, le concile de Constance défendit, le 15 juin 1415, aux laïques l'usage du vin dans la communion, et condamna comme hérétiques tous les propagateurs et adhérents de cette doctrine. Ce décret, qui fut regardé par les Hussites comme un attentat sur leur liberté de conscience, les rendit d'autant plus furieux, qu'ils avaient appris vers le même temps le supplice de leur chef. La plainte que les États de Bohème adressèrent, le 2 septembre 1415, au concile, était conçue en termes très-véhéments. L'évêque de Leitomischel, qu'on avait envoyé comme légat en Bohème pour apaiser les esprits, put à peine sauver sa vie par la fuite. Le 30 décembre, les États du royaume dressèrent un second act de griefs contre le concile, et y mirent de côté tout ménagement. Ils firent remettre, au commencement de 1416, cet écrit aux Pères dans une séance publique. Le 5 mai 1416, le concile cita les principaux partisans de la nouvelle doctrine à comparaître devant son tribunal à Constance, afin de répondre à l'accusation d'hérésie formée contre eux. Dans cette sommation étaient, entre autres, expressément dénommés Czenko de Wartenberg, burgrave de Prague, Laczko de Krawarcs, gouverneur de Moravie, et tous les Grands qui avaient signé les représentations des États. Ces seigneurs, craignant de voir les bûchers se rallumer pour eux, se

gardèrent bien d'entreprendre ce périlleux voyage. Par conséquent le concile fulmina, le 14 septembre 1416, l'anathème contre tous les sectateurs de Jean Huss.

Le peuple bohème était divisé en partis; l'un vénérait Huss comme martyr de la Foi, et l'autre était attaché au concile. D'innombrables excès et assassinats furent alors commis à Prague et dans toute la Bohème. Dès le commencement de novembre 1415, le chevalier Jean de Herzman-Miestitz avait surpris et pillé le riche couvent d'Oppatowitz, et égorgé toute la communauté. *Nicolas* de *Hussinecs (Hussinetz)*, seigneur de la terre où Huss était né, résolut de venger sa mort et de défendre la croyance produite par les dogmes réunis de cet hérésiarque et de Jean de Mies. Le 16 avril 1417, Nicolas, accompagné d'une grande masse de peuple, se rendit auprès du roi Venceslas, et demanda pour sa secte plusieurs églises de Prague, afin de pouvoir librement exercer leur culte. Venceslas apaisa la multitude par des promesses; mais après qu'elle se fut dispersée, le Roi bannit Nicolas de la capitale et le menaça de le faire pendre, s'il osait jamais se présenter encore comme orateur des Hussites. Ces derniers, qui après cet acte de sévérité ne se croyaient plus sûrs à Prague, se rassemblèrent de toutes parts sur le mont *Hradistie*, qu'ils appelèrent leur *Tabor*, c'est-à-dire leur camp, dans le cercle de Bechin, et y tinrent leur service divin, sous la direction de Nicolas. Des pasteurs hussitiens administrèrent au peuple le pain et le vin, et prêchèrent contre l'orgueil et l'avidité du clergé catholique. Encore dans le cours de l'année 1417, l'université de Prague se déclara pour la communion sous les deux espèces. Le roi Venceslas, craignant que sa sûreté personnelle ne fût compromise, se retira au château de Trocznick. Cependant, sur les pressantes représentations de la Noblesse, il revint au Vissehrad, sa résidence, et

il se laissa même persuader à céder effectivement aux Hussites quelques églises dans Prague. Cet acte de tolérance, auquel les Hussites étaient bien loin de s'attendre, fut en grande partie cause que la secte de Huss s'accrut avec une rapidité incroyable. Nombre de seigneurs bohèmes embrassèrent la nouvelle doctrine. En même temps, le désordre augmenta dans Prague au point que Venceslas se sauva une seconde fois au château de Kundratitz. Le roi des Romains, qui était fort mécontent de la tiédeur de son frère Venceslas dans la poursuite des hérétiques, le somma par une lettre qu'il lui écrivit de Constance, en septembre 1417, de comprimer avec rigueur les *Utraquistes* [1]), et de protéger efficacement les Catholiques. Sigismond lui-même adressa aux Bohèmes un rescrit menaçant, dans lequel il leur laissait le choix entre le retour à l'ancien ordre de l'Église, ou la guerre avec tous les chrétiens catholiques. Ce sont proprement ces deux écrits qui firent éclater la guerre de religion. Le 21 février 1418, le concile de Constance publia vingt-quatre articles d'inquisition contre les Hussites, et le jour suivant, le pape Martin V anathématisa de nouveau les hérétiques, cita les professeurs de l'université de Prague devant le tribunal du sacré collège à Rome, et ordonna de brûler tous les livres et écrits hussitiens. Toutefois, ne voulant pas pousser les choses à l'extrémité, le souverain pontife fit expédier, au mois de mars, un bref dans lequel il exhortait avec douceur les Bohèmes apostasiés à rentrer au sein de l'Église. Avec cet écrit le cardinal-légat de Raguse, Jean-Dominique, parut en Bohème. Mais au lieu de chercher à ramener les esprits égarés par la bonté et la persuasion, ce prélat fit brûler à Schlan un prédicateur et un bourgeois, le premier pour avoir donné et le

[1]) On donnait aussi ce nom aux Hussites, parce qu'ils recevaient la communion sous les deux espèces *(sub utrâque specie)*.

second pour avoir reçu la communion sous les deux espèces. Cette extrême sévérité ne fit qu'exaspérer les Hussites, dont l'audace croissait chaque jour. À Prague ils tinrent des processions publiques avec le calice. Le roi Venceslas ordonna au magistrat de faire cesser ces promenades scandaleuses. Mais cette défense occasionna de nouvelles scènes sanglantes.

Le roi Venceslas avait fait jusque-là tout ce qu'il avait pu, pour procurer à ses sujets la liberté de religion. Le 16 janvier 1419, les ambassadeurs qu'il avait envoyés au roi Sigismond, trouvèrent ce monarque près de Linz en haute Autriche, et le prièrent d'employer ses bons offices pour faire lever l'excommunication lancée sur les Hussites, contredisant bien expressément l'assertion que ces derniers étaient des hérétiques et répandaient de fausses doctrines. Sigismond répondit qu'ayant mandé les barons de Bohème à Skalitz pour le 9 du moi de mars, Venceslas eût à y envoyer aussi des plénipotentiaires, afin qu'ils y abjurassent, au nom de tous les Bohèmes, leurs erreurs, et se soumissent à l'Église catholique. Immédiatement après, Venceslas fit partir une seconde ambassade pour Vienne et inviter le roi Sigismond à une Diète dans la ville de Prague. Sur ces entrefaites, le téméraire chevalier *Jean Ziska de Trocznov* s'était mis à la tête du parti hussitien. Venceslas lui-même donna l'impulsion aux premières entreprises de Ziska; car lorsque celui-ci se plaignit du supplice qu'on avait fait subir aux deux hérésiarques à Constance, le roi de Bohème lui répondit que pour lui il ne savait aucun moyen de venger cette offense, mais que, si Ziska en connaissait un, il lui permettait de l'employer. En conséquence, ce chef hardi et entreprenant, sous prétexte que les Catholiques avaient insulté une procession des Hussites en lui jetant des pierres, excita, le 30 juillet 1419, une émeute dans Prague.

Il commença par faire pendre le curé de S. Étienne, parce qu'il avait défendu aux Hussites l'entrée dans cette église. Ensuite la populace furieuse assaillit l'hôtel de ville de la *Neustadt* (ville neuve de Prague), et précipita treize sénateurs par la fenêtre dans la rue, où ils furent cruellement égorgés. Le roi Venceslas, qui se trouvait encore au château de Kundratitz, entra, à la nouvelle de cet horrible événement, dans une si violente colère qu'il résolut d'exterminer tous les Hussites; mais il en fut empêché par une attaque d'apoplexie qui en peu de jours mit fin à son existence (16 août 1419).

Venceslas et tous les autres princes de sa Maison n'ayant pas laissé des descendants mâles, le roi Sigismond, alors seul rejeton de cette famille naguère encore si nombreuse, était l'héritier naturel des pays de Bohème, de Moravie, de Silésie et de Lusace, vacants par la mort de son frère Venceslas. Cependant les Hussites, échauffés par Ziska, jurèrent de refuser la couronne à un prince couvert du sang de leurs premiers instituteurs. Ces sectaires fanatiques, se croyant maintenant affranchis de toute souveraineté, songeaient à venger complètement la mort de leurs docteurs sur les Catholiques. À peine Venceslas eut-il fermé les yeux, qu'ils se mirent à piller et à saccager les églises et les couvents, l'absence du roi Sigismond, qui était retenu sur les frontières éloignées de Hongrie par la guerre contre les Turcs, laissant le champ libre aux téméraires entreprises des Hussites.

Dès le commencement du mois de novembre, Ziska et Nicolas de Hussinecs furent maîtres de la plus grande partie de Prague avec le Vissehrad. Seulement la partie de la ville appelée *Kleinseite* (petit côté) et le château royal (*le Hradschin*) restèrent au pouvoir des troupes que la reine douairière Sophie avait fait enrôler à la hâte. Les villes de Pilsen, de Klattau et plusieurs autres furent

invitées par les Praguois à venir à leur secours. A la vérité le général Pierre de Sternberg se porta à la rencontre des bandes séditieuses, pour arrêter leur marche; mais elles s'ouvrirent près Knin le chemin par force. Les Praguois pénétrèrent, le 5 novembre, par le pont de la Moldave, dans le Petit-Côté et s'emparèrent de la plus grande partie de ce quartier. Pendant cette attaque, qui dura cinq jours, un grand nombre de palais et de maisons bourgeoises furent incendiés par les deux partis hostiles. Les Hussites réunis commencèrent alors le siège du Hradschin. Mais la reine Sophie ménagea une trêve de cinq mois, ensuite de laquelle les Hussites évacuèrent le Vissehrad et obtinrent en retour le libre exercice de leur culte pour le temps de l'armistice. Ziska quitta alors Prague avec ses paysans hussitiens, qui furent appelés *Taborites* du nom de leur camp principal. Il se fortifia dans la ville de Pilsen, pilla et dévasta les couvents d'alentour, et saccagea les villages et les châteaux des Catholiques. Ces derniers se revanchèrent amplement des cruautés commises par leurs antagonistes; témoin ce qui arriva à Kuttenberg, où les mineurs jetèrent vifs dans leurs puits seize cents Hussites qui étaient tombés entre leurs mains, et les y laissèrent mourir de faim.

Le roi Sigismond étant enfin arrivé en Moravie (15 décembre 1419), manda les États de Bohème, n'osant se rendre dans la capitale de ce royaume. Dans la Diète, tenue à Brunn, les députés de la ville de Prague reconnurent, le 29 décembre, Sigismond pour leur roi. Ils lui demandèrent pardon des excès qui avaient été commis, et le prièrent d'accorder la liberté de conscience à leur pays, promettant en retour de satisfaire à toutes les autres demandes du Roi. Sigismond ordonna, sous des peines sévères, aux Praguois de cesser sur-le-champ leurs armements, et de s'abstenir de toute insulte envers les religieux catholi-

ques. En même temps tous les fonctionnaires hussitiens en Bohème et en Moravie, ainsi que tout le magistrat de Brunn, furent déposés et remplacés par des Catholiques. Les habitants de Prague, intimidés par cet acte de rigueur, se soumirent aux ordres du Roi. Le calme paraissait rétabli, et il est probable qu'on serait venu à bout par des mesures conciliatoires de maintenir l'ordre et la paix dans le royaume. Mais Sigismond, désespéré de voir chaque jour le règne de l'erreur s'accroître, traita les sectaires bohèmes avec la même cruauté qu'il avait traité ses ennemis. Il envoya aux officiers royaux, burgraves, châtelains et magistrats, l'ordre de poursuivre tous ceux qui recevraient la communion à la manière des Hussites ou l'administreraient aux autres. Pendant son séjour à Breslau (1420), où il reçut l'hommage des Silésiens, il condamna au bûcher un Hussite praguois, nommé Jean Krassa, qui avait tenu publiquement des discours outrageants pour le Roi.

Cependant, quelques fussent les efforts de Sigismond pour soumettre les Hussites à l'Église catholique, apostolique et romain, il se convainquit enfin que les armes seules étaient en état de dompter ces sectaires obstinés. Afin de donner plus de force aux foudres de la guerre, il employa celles de l'Église. Le 17 mars 1420, l'évêque Ferdinand de Lucques, légat romain, publia à Breslau un bref qui ordonnait la croisade contre les sectaires de la Bohème. La guerre étant par là déclarée, les Hussites se réunirent pour opposer la plus vigoureuse résistance. Ils répandirent parmi le peuple l'absurde prédiction, que le jour du dernier jugement allait bientôt arriver, et que les villes hussitiennes seules échapperaient à la destruction générale. À partir de ce moment, tous les gens credules et craintifs se pressèrent vers les cités où ils espéraient sauver leur vie; au moyen de quoi le nombre des Hussites fut immensément

augmenté. Les habitants de Prague, qui par la conduite qu'avait tenue Sigismond à Breslau, pouvaient aisement prévoir leur propre destinée, s'engagèrent, le 3 avril 1420, entre eux par les plus forts serments à maintenir leur religion avec sacrifice de leur fortune et même de la vie. On remit les préparatifs pour la défense de la ville aux soins de quatre capitaines. Czenko de Wartenberg, burgrave du Hradschin, qui adhérait également au hussitisme, entra, au mois d'avril, publiquement dans la ligue praguoise, et lui livra le château confié à sa garde. Les fortifications de Prague furent réparées avec la plus grande activité, et on commença de nouveau le siège du Vissehrad. En même temps, les bourgeois de Prague firent un appel à tous les Bohèmes, pour les engager à ne pas reconnaître Sigismond pour leur Souverain.

Pendant ce temps-là, Ziska, l'un des principaux moteurs de cette rebellion, avait été assiégé dans Pilsen par les troupes royales, sous les ordres de Venceslas de Lessina. Il rendit la place par capitulation, et retourna avec ses adhérents au mont *Tabor*, où les Hussites avaient depuis peu jeté les fondements d'une ville. Ziska entoura la place de fortifications très-solides. Il donna à ses gens des armes, et apprit à cette bande de grossiers villageois à en faire usage. Il parvint aussi à se former une cavalerie, en surprenant et en faisant prisonnier (6 avril) près de Wotitz un corps de cavaliers du Roi, dont il distribua les armes et les chevaux aux siens. Ziska conquit dans le cours de ce printemps encore plusieurs châteaux et couvents fortifiés de cette contrée, et répandit la terreur parmi les Catholiques du pays. Les Hussites du cercle de Koeniggraetz, qui du mont *Oreb*, lieu de leur rassemblement, avaient pris le nom d'*Orébites*, marchèrent, au commencement du mois de mai, à Prague et leur chef, Krussina de Lichtenbourg, fut nommé commandant d'armes de la ca-

pitale; ce qui aigrit tellement Czenko de Wartenberg qui avait demandé cette place pour lui-même, qu'il se rangea de nouveau du côté du Roi, et ferma aux Hussites le château de Hradschin.

Le roi Sigismond somma les princes d'Allemagne de l'aider à réprimer la révolte des Bohèmes, et déclara l'expédition contre les Hussites guerre de religion. Les électeurs de Mayence, de Cologne, de Trèves, du Palatinat et de Brandebourg, les ducs Albert V d'Autriche, Erneste de Styrie, Guillaume, Erneste, Henri et Louis de Bavière, les margraves Frédéric et Guillaume de Misnie, le landgrave Frédéric de Thuringe, et plusieurs évêques, comtes et seigneurs, arrivèrent dans l'été 1420 avec leurs troupes en Bohème. Albert V d'Autriche dévasta, dans son passage par la Moravie, plusieurs places hussitiennes et fit périr leurs prêtres par le feu. Sigismond, ayant réuni ses forces, détacha mille cavaliers qui s'avancèrent jusque dans les environs de Prague, tant pour partager l'attention des rebelles que pour les empêcher d'entreprendre une attaque contre les deux châteaux (Vissehrad et Hradschin) qui étaient encore occupés par les troupes royales. La populace de Prague, après avoir en vain tenté l'assaut du Hradschin, avait, dans les premiers jours de mai, brûlé plusieurs monastères et églises, et immolé à sa rage une infinité de religieux catholiques. Mais la garnison du Vissehrad, profitant de la confusion générale, fit une sortie vigoureuse et renversa les retranchements des Praguois, qui perdirent alors tout à coup le courage. Ils députèrent vers le Roi qui était arrivé à Kuttenberg, et implorèrent leur pardon. Le monarque exigea, que les habitants de Prague déposassent sur-le-champ toutes leurs armes dans les deux châteaux de la ville. Les Praguois refusèrent d'acquiescer à cette demande et appelèrent les Taborites à leur secours. Ziska accourut avec ses gens; il assaillit

et brûla sur son chemin la ville de Beneschau, parce qu'elle avait fermé ses portes aux Hussites. Le 19 mai, Ziska fut surpris dans la nuit près de Borzicz-sur-la-Sazawa par trois bandes royales; mais il se fit jour et arriva le lendemain à Prague. Alors les Hussites renouvelèrent leur union, et chassèrent tous les Catholiques de la ville. Le roi Sigismond s'étant approché de Prague, marcha sur Vissehrad et jeta un transport de vivres dans le Hradschin, assiégé par les Hussites. Le 14 juin, ces derniers évacuèrent le Petit-Côté. Vers le milieu du mois suivant, le margrave Frédéric de Misnie essaya de prendre d'assaut le mont Witkov où les Hussites s'étaient retranchés, tandis que plusieurs fortes colonnes attaquaient la ville; mais toutes furent repoussées. Depuis cette journée, le Witkov porte le nom de *Mont-Ziska (Ziska-Berg)*.

Les Allemands, qui étaient déjà las de cette guerre et résolus à s'en retourner chez eux, accusèrent les conseillers bohèmes du Roi et les Catholiques de cette nation qui servaient dans l'armée, d'être secrètement d'intelligence avec les Hussites. Le duc Erneste de Styrie pressa le Roi de tenter, sans tarder plus longtemps, un assaut général sur Prague; mais ses représentations n'ayant pas été écoutées, le prince autrichien reprit avec ses troupes le chemin de son pays. Comme de leur côté les Bohèmes qui se trouvaient dans la suite du Roi, se plaignaient hautement de la dévastation de leur patrie par les Allemands, Sigismond se vit de toutes parts engagé à se prêter à un accommodement avec les Hussites. Les Grands de Bohème se chargèrent avec son consentement d'entamer des négociations avec les habitants de Prague. Mais les conditions outrées, faites par ces derniers, rendirent toute réconciliation impossible. Dans les soi-disant *quatre articles* ils demandaient non-seulement qu'on tolerât la com-

munion sous les deux espèces, mais encore la pleine liberté de répandre leur doctrine par des prêches publiques. Ils exigeaient en outre que les ecclésiastiques renonçassent à toute puissance séculière et à tous les biens terrestres; que toutes les actions que les lois de religion désignaient comme péchés mortels, fussent effectivement punies de mort, et que chaque Hussite fût autorisé à poursuivre les pêcheurs et leur ôter la vie. Le roi Sigismond se fit couronner, le 28 juillet, dans l'église du Hradschin, par l'archevêque Conrad. Le 30 du même mois, ce prince leva le siège de Prague, et se retira avec ses troupes à Kuttenberg, les Grands de Bohème lui ayant itérativement promis de ménager une réconciliation entre les partis hostiles. L'armée royale marqua son passage par de grandes cruautés. Partout les châteaux et les villages des Hussites furent détruits de fond en comble. Les princes allemands quittèrent le plus tôt possible ce pays désolé, et retournèrent dans leurs États.

Les Taborites agirent alors en maîtres dans la capitale de Bohème. Quelqu'extravagants qu'eussent été les articles soumis comme conditions de paix par les Praguois à Sigismond, les Taborites, encore bien plus insensés, ne voulurent cependant pas s'en contenter; ce qui fut cause que ces deux partis hussitiens se désunirent entre eux. Les Taborites établirent pour principes de leur doctrine douze articles, dont le premier commandait la destruction de tous les couvents, des églises superflues, des images des Saints, des vases, ornements etc. Le magistrat de la ville vieille de Prague *(Altstadt)*, n'ayant pas voulu adopter des préceptes aussi barbares, fut expulsé de Prague; on saccagea la plupart des couvents dans la capitale et dans la contrée environnante, et égorgea impitoyablement les moines et les religieuses. Les effets précieux qu'on avait trouvés dans les églises, furent envoyés à la monnaie. Mais

lorsque Ziska voulut étendre aussi sa fureur sur les églises et les raser, les habitants de Prague s'y opposèrent avec une telle énergie, que cet homme sacrilège abandonna enfin Prague, le 22 août 1420. Après leur retraite, les Taborites se répandirent dans la campagne, détruisirent les églises et les monastères, maltraitèrent les prêtres, les moines et les religieuses, de la manière la plus cruelle, et ravagèrent les terres des Catholiques et des seigneurs royalistes. À Prachatitz, Ziska fit brûler neuf cents personnes dans l'église du lieu.

Pendant ce temps-là, les Praguois et les Orébites, commandés par Nicolas de Hussinecs et Krussina de Lichtenbourg, assiégeaient depuis le 15 septembre de nouveau le Vissehrad, qui se défendit pendant six mois avec la plus intrépide valeur. Le roi Sigismond, qui avait fait un court voyage en Moravie et en Hongrie, pour régler la marche des troupes fraiches qui devaient venir de ces pays, revint vers la fin de septembre à Kuttenberg, où il voulait attendre encore pendant quelque temps, si les Grands de Bohème viendraient effectivement à bout de moyenner un accord entre lui et les Praguois, ainsi qu'ils l'avaient promis. Mais les seigneurs, qui avaient arraché en leur faveur au Roi une donation de tous les biens appartenants aux églises et couvents détruits par les Hussites, n'eurent pas plutôt en mains la signature du monarque, qu'ils lui déclarèrent ne pouvoir rien obtenir des Praguois ni par la bonté, ni par la force. Le Roi, justement courroucé, dévasta par le fer et le feu les possessions de la Noblesse.

Environ dans le même temps, des députés de la ville de Prague vinrent trouver le roi Sigismond à Beraun, et lui offrirent de nouveau de rentrer sous son obéissance, s'il voulait leur accorder les quatre articles, et leur remettre le Vissehrad pour garantie. Le Roi ne daigna pas faire une réponse à cette demande présomptueuse et marcha, à

la tête de 20,000 hommes qu'il était parvenu à rassembler, tout droit sur Prague. Mais les Hussites, qui avaient été instruits du projet de Sigismond, et étaient par conséquent prêts à le recevoir, le vainquirent et l'obligèrent à se retirer jusqu'à Kuttenberg. La forteresse de Vissehrad se rendit et fut détruite par les Praguois. Sigismond se vengea de cette défaite en ravageant les terres appartenantes aux habitants de Prague ou à des familles du parti hussitien. Vers le même temps mourut Nicolas de Hussinecs d'une chûte de cheval, et Ziska fut élu général en chef des Taborites. Les Praguois envoyèrent une ambassade au roi Uladislas de Pologne, pour lui offrir la couronne de Bohème. Une partie de ces députés furent faits prisonniers sur les frontières de la Silésie. Quelques-uns moururent par la main du bourreau, et on conduisit les autres à Brunn, et plus tard à Trentschin. Le roi de Pologne refusa, sur les pressantes représentations de Sigismond, les offres des rebelles, et promit même à ce monarque des troupes auxiliaires polonaises, sous la condition que toute la Silésie lui fût cédée.

Dès le mois de janvier 1421, le roi Sigismond, ayant réuni de nouvelles forces, pénétra en Bohème, où les Catholiques venaient de vaincre les Hussites près de Saatz. L'approche de l'armée royale obligea Ziska, qui s'était emparé de Kundratitz, de Crasicov et de plusieurs couvents, à lever, le 3 février, le siège de Tachov qu'il avait commencé; mais le mois suivant, il repoussa Sigismond jusqu'en Moravie; après quoi les Hussites, sous ce chef habile, assiégèrent Pilsen qui, après s'être défendu pendant quatre semaines, finit par se ranger volontairement du côté des rebelles. Ziska conquit ensuite Kommotau et Kadann (16 mars), et bientôt après la ville de Wodnian. Mais tandis qu'il faisait le siège du château de Raby, Ziska, qui avait déjà perdu un oeil dans son enfance, fut aussi

privé de l'autre par un coup de flèche (le 29 mars 1420). Cet accident funeste n'interrompit que pendant peu de temps l'activité guerrière de cet homme courageux et entreprenant. Dès le mois d'avril il enleva Beraun. Le 18 du même mois, Boehmisch-Brod se rendit aux Hussites, et Kuttenberg suivit cet exemple, peu de jours après. Les villes de Chrudim, de Leitmeritz, de Leitomischel, de Laun, de Schlan, de Kollin, de Kaurzim, de Czaslau et plusieurs autres, effrayées des terribles dévastations dont chaque conquête de Ziska était suivie, se soumirent également. Enfin la garnison royale du Hradschin, n'ayant plus aucun espoir d'être secourue, se rendit, le 7 juin, aux habitants de Prague.

En Moravie, les sectaires se rassemblèrent près de Strasnitz dans le village de Nekodumitz sur une île de la Morave. Ils nommèrent ce lieu Neuf-Tabor (*Neu-Tabor*). Ils repoussèrent les troupes de l'évêque d'Olmutz et de la Noblesse qui avaient attaqué cette île. Ces fanatiques surpassaient encore les Hussites en opinions et principes absurdes et extravagants. Ils s'appelaient *Adamites*, et leur secte se répandit bientôt aussi en Bohème. Ziska surprit le village de Klokot, leur siège principal, les fit prisonniers, livra aux flammes leurs prêtres et plus de cinquante Adamites qui refusaient d'abjurer leur doctrine.

Les États de Bohème et de Moravie se réunirent, au mois de juin, à Czaslau pour aviser aux moyens de rétablir l'ordre et la tranquillité. Dans cette Diète les quatre articles de Prague furent adoptés d'une voix unanime (7 juillet 1421). Mais les Bohèmes seuls y ajoutèrent encore deux articles, par lesquels ils déclaraient Sigismond déchu du trône et conféraient le gouvernement par intérim à vingt-un députés, qui furent choisis en partie dans la Noblesse et en partie parmi les magistrats et les bourgeois. Le Roi

fit faire des propositions d'accommodement par les seigneurs de Sternberg et de Czastalowitz; mais les États, pour toute réponse, renouvelèrent leurs griefs, en réclamèrent le redressement, et persistèrent à demander qu'on leur accordât les quatre articles de Prague; en sorte que les deux commissaires royaux ne purent venir à bout d'effectuer un rapprochement. L'évêque Conrad de Prague avait, il est vrai, donné son adhésion aux quatre articles de Prague, mais il s'était rangé du côté du parti des Hussites le plus modéré. Les habitants de la capitale formaient la majorité de cette fraction, à laquelle se joignirent aussi beaucoup de Nobles, possessionnaires dans le pays. Ce parti se distingua dès ce moment par le nom de *Calistins*. Les États de Bohème envoyèrent des ambassadeurs au prince Vitolde *(Wittold)* de Lithuanie, pour lui offrir la couronne du royaume. Les Taborites, au contraire, ne voulaient point de roi du tout, mais une liberté illimitée. Ils rejetaient aussi les images et les statues des Saints, ainsi que les habits et autres objets ecclésiastiques. Comme de cette manière ils différaient, sur ces deux points d'opinion avec les Praguois, l'animosité entre les deux partis prit chaque jour de plus fortes racines, et cette discorde amena dans la suite la ruine de l'un et de l'autre parti. Mais quant à présent le danger qui les menaçait de dehors, les tint par nécessité réunis pour leur défense commune.

Sigismond ayant instamment sollicité les princes d'Allemagne d'entreprendre une seconde campagne en Bohème, une nombreuse armée germanique s'avança vers les frontières de ce royaume. Les Helvétiens aussi, tant la Noblesse que les villes et Confédérés, fournirent d'après la matricule de l'Empire leurs contingents pour cette expédition, et un grand nombre de volontaires se rangèrent encore sous leurs drapeaux. Un corps de 20,000 Silésiens,

sous la conduite de l'évêque Conrad de Breslau, avait fait, au mois de juillet 1421, une invasion par Nachod et Troppau en Bohème et commis les plus cruels ravages dans ce pays. Déjà une armée hussitienne s'était rassemblée près de Koeniggraetz, pour arrêter les progrès des Silésiens, lorsque des députés de ces derniers apparurent dans cette ville, proposèrent une trêve et promirent de faire dorénavant cause commune avec les Bohèmes. Les Hussites de Prague, qui avaient conquis la ville de Billin, et détruit beaucoup de monastères dans ces cantons, commencèrent le siège de Brix. Le margrave Frédéric de Misnie étant entré, conjointement avec le duc Guillaume de Brunswick, en Bohème vers la fin du mois de juillet, dégagea, le 5 août, cette place par une brillante victoire. Les Praguois eurent 2000 hommes de tués, et 600 furent faits prisonniers. Le corps des Hussites dans cette contrée s'étant dispersé, le margrave Frédéric se rendit maître de Kadann et de Kommotau, et assiégea Billin. Les Praguois marchèrent au secours de cette ville. Mais ils s'arrêtèrent à Schlan, ayant appris qu'un nouveau corps ennemi venait de franchir la frontière. Dans l'entrefaite, les bourgeois de Pilsen avaient rompu le traité qu'ils s'étaient vu forcés de conclure avec Ziska, et s'étaient emparés de vive force de la ville de Rokyczana, attachée au parti hussitien.

Le 21 août, la principale force germanique entra en Bohème. Les chroniques font monter le nombre des Allemands qui par la promesse d'une indulgence plénière, et par l'espoir de partager les dépouilles des Bohèmes, se laissèrent persuader à prendre part à cette croisade, à 200,000 hommes. Cependant, quelque nombreuse que fût cette armée, elle échoua dans son entreprise, faute d'ordre, de discipline et surtout d'un habile Général en chef. Car Sigismond, qui devait la commander et amener en-

core des troupes de la Hongrie, était retenu dans ce royaume que les Turcs menaçaient d'envahir; et lorsqu'il eut enfin conclu une trêve avec eux, la campagne en Bohème avait déjà pris, comme l'on va voir, une fin peu honorable pour les Allemands. Les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne assiégeaient déjà depuis plusieurs semaines la ville de Saatz qui était défendue par 6000 Hussites. Six assauts entrepris contre la place avaient été repoussés. La disette de vivres croissait chaque jour dans le camp des troupes allemandes qui, s'étant mis à ravager au long et au large la contrée environnante, avaient ainsi détruit elles-mêmes leurs moyens de subsistance. En sorte qu'à l'approche de Ziska, qui s'avançait pour dégager la place assiégée, les Allemands n'attendirent pas son arrivée pour lever le siège, mais se mirent de tous les côtés en marche pour retourner dans leurs foyers.

Au mois d'octobre de la même année (1421), on vit arriver à Prague des ambassadeurs du prince de Lithuanie, qui s'excusa d'accepter pour lui le trône de Bohème qu'on lui avait offert, et proposa son frère Sigismond-Coributt pour roi aux Bohêmes. Mais dès le mois suivant, le roi des Romains s'avança, avec une armée de 80,000 hommes, formée de troupes hongroises, serbiennes, moraves et d'auxiliaires autrichiens, par la Moravie vers la Bohème. Un corps autrichien conquit et dévasta les forteresses de Geyspitz et de Benissowitz. Une troupe de Hongrois surprit Policzka, ville frontière de Bohème, et en massacra la garnison. Mais un autre corps, qui assiégeait Ostrau sur la Morave, fut obligé à la retraite. Avec la force principale de 60,000 hommes, Sigismond arriva à Beraun où les États de Moravie lui prêtèrent un nouveau serment de fidélité, rejetèrent les quatre articles de Prague, et renoncèrent à toute communauté avec les Hussites bohèmes. Ensuite le Roi continua sa marche par

Iglau. Ziska avec ses Taborites marcha au secours de Prague. À l'approche de Sigismond, qui s'était déjà avancé par Humpoletz jusqu'à Ledetsch sur la Sazawa, dans le cercle de Czaslau, les Praguois s'enfuirent partout. Mais Ziska, après avoir fait occuper la ville de Czaslau, prit, le 11 décembre, une position sur la montagne dite Tourkank (Gang) près Kuttenberg, et l'entoura d'une barricade de chars. Le Roi enleva, le 20 du même mois, à l'aide des mineurs et des bourgeois, la ville de Kuttenberg et enveloppa les Hussites de tous les côtés. Cependant leur chef aveugle perça, dans la nuit du 25 décembre, sans grande perte au travers de l'armée royale, et marcha par Kollin à Gitschin et Trautenau. Ayant reçu quelque renfort, il prit, le 1 janvier 1422, une nouvelle position près du village de Nebowid, peu distant de Kollin, où il attendit résolument l'attaque de ses ennemis. Mais le froid rigoureux et la disette contraignirent le roi Sigismond à suspendre ses opérations. Avant de se mettre en marche vers la Moravie pour y prendre les quartiers d'hiver, il fit incendier et piller Kuttenberg par les Hongrois et les Serbiens, pour priver les Hussites des ressources qu'ils trouveraient dans cette ville, en cas qu'ils s'en rendissent maîtres. L'événement justifia sa prévision. Car Ziska, ayant atteint Sigismond dans sa marche, le défit totalement dans une contrée marécageuse, non loin de Deutschbrod (8 janvier). Le Roi perdit une grande partie de ses troupes, sept drapeaux et six cents chariots de bagage. Avec le reste de son armée il se jeta dans Iglau. La cavalerie hongroise couvrit résolument la retraite. Mais lorsqu'elle voulut passer la Sazawa qui était gelée, la glace se rompit, et une grande partie des cavaliers trouvèrent la mort dans la rivière. Ensuite Ziska prit Deutschbrod d'assaut, et vengea la destruction de Kuttenberg sur les bourgeois innocents qui furent tous passés au fil de

l'épée; ensuite on mit le feu à la ville. Après cette expédition barbare, Ziska parcourut avec un corps de troupes légères la Moravie et une partie de l'*Autriche*. Lorsque ce chef intrépide retourna à Prague, il laissa sur le Danube son général Procope Holy, qui pénétra aussi en *Styrie*, et vint près Judenbourg aux prises avec les Autrichiens. Les Taborites, qui assiégeaient Kremsier, se retirèrent à l'approche de l'évêque d'Olmutz qui vint au secours de la ville menacée.

Au mois de mars, le roi Sigismond convoqua une Diète à Ratisbonne; après quoi il assista aux noces de sa fille et du duc *Albert d'Autriche* qui furent célébrées à Vienne, le mois suivant. Dans la seconde quinzaine de juin, la Diète fut ouverte non pas, comme le Roi l'avait ordonné, dans la ville de Ratisbonne, mais à Nuremberg, où les princes avaient absolument voulu qu'on tînt cette assemblée. Les États d'Allemagne consentirent à donner des troupes au Roi pour une nouvelle expédition contre les Hussites. On dressa à Nuremberg la matricule de l'Empire ou le rôle des contingents que chaque prince d'Allemagne était obligé de fournir. L'électeur Frédéric de Brandebourg fut nommé Général en chef de l'armée germanique, et on lui remit la bannière consacrée par le pape. L'armée devait être rassemblée au 1 novembre. Mais la plus grande partie des troupes auxiliaires promises ne parurent point; en sorte que la campagne projetée dut être remise à un autre temps.

Cependant le prince *Coribut*, appelé au trône de Bohème par les habitants de Prague, était arrivé, le 17 mai 1422, dans cette capitale, à la tête de 5000 Lithuaniens (le 17 mai 1422). Les Praguois invitèrent toutes les villes à envoyer des députés pour assister au couronnement du prince lithuanien. Mais Ziska et les Taborites refusèrent de reconnaître Coribut pour roi. La majorité

de la Noblesse bohème demeura fidèle à Sigismond. Ce prince avait, l'année précédente, trouvé moyen de mettre la couronne et autres insignes royaux de Bohème, qui étaient déposés dans la chapelle de S. Venceslas à Prague, en sûreté à Carlstein, château fort assis sur un rocher. Mais encore dans le cours de la même année (1421), ces objets précieux furent transportés avec quelques joyaux de la couronne qu'on gardait depuis Charles IV à Carlstein, au château de *Visségrade* en Hongrie, où étaient conservés la couronne et les autres ornements qui servent au sacre des rois [1]). Comme cette translation du trésor royal avait été tenue fort secrète, les Hussites espéraient le trouver encore à Carlstein [2]); c'est pourquoi Coribut forma, avec 24,000 Praguois et Lithuaniens, le siège de ce château. Mais après avoir fait, pendant six mois, les plus grands efforts pour se rendre

[1]) *Visségrade* (en allemand *Plintenburg* ou *Blindenburg*) est un château bâti sur une montagne escarpée, dont le pied est baigné par le Danube. Sa position répond au lieu que l'itinéraire d'Antonin nomme *felicis Locus*. La ville s'étend depuis le bas de la colline jusqu'au fleuve. Plusieurs rois de Hongrie y ont fait leur résidence; ils y avaient un palais plus remarquable par son immensité que par le goût avec lequel il était construit. Charles-Robert ou Carobert en préférait le séjour à celui de ses autres maisons de plaisance. Les précautions qu'on avait prises pour la sûreté de la couronne de S. Étienne, sont un monument du respect des Hongrois pour elle. Deux Grands du royaume *(sanctae regni coronae conservatores)*, choisis par la Diète, veillaient sur ce précieux dépôt. Ils faisaient serment de ne le remettre qu'à la nation assemblée pour le couronnement d'un roi. La garnison et le gouverneur lui-même leur obéissaient. La couronne était placée dans la partie la plus inaccessible du château. Ce lieu était environné de fortes murailles; on ne permettait pas aux étrangers d'approcher de la porte, et les conservateurs même ne pouvaient y entrer que lorsque le devoir de leur charge les y appelait.

[2]) On transféra, en décembre 1423, ces joyaux du royaume à Bude, et les insignes impériaux d'Allemagne, qui se trouvaient parmi les premiers, furent envoyés, en février 1424 à Nuremberg où ils restèrent déposés jusqu'à nos jours.

maître de la place, il fut obligé de se retirer avec une perte considérable. Le 11 janvier 1423, le roi Sigismond donna à l'électeur Frédéric de Saxe plein pouvoir pour entrer en négociation avec les Hussites, et peu de mois après il conclut une alliance défensive et offensive avec le roi Uladislas de Pologne, qui promit de lui fournir 30,000 hommes de troupes auxiliaires, et rappela aussi le prince Coribut de la Bohème.

Déjà pendant le temps que les Praguois faisaient le siége de Carlstein, un prêtre hussitien, nommé *Jean de Zelau*, avait excité des troubles dans la capitale. Le magistrat de la ville vieille (*Altstadt*) le fit exécuter avec douze autres émeutiers. Le peuple irrité de cette extrême sévérité, se souleva; il pilla premièrement les juifs, puis les professeurs, les conseillers du magistrat, et coupa la tête à cinq d'entre eux. Outre cela, Jean Bzdinka avait fait avec un corps de Taborites une invasion dans la ville de Prague; mais il en avait été chassé par les bourgeois et les Lithuaniens. Ziska, il est vrai, fit excuser par des envoyés particuliers auprès des Praguois cet acte arbitraire de son lieutenant; mais en même temps il exigea qu'ils renvoyassent Coribut du pays, et ne songeassent plus jamais à donner un roi à la Bohème. Les bourgeois de Prague, qui étaient alors encore fort attachés à Coribut, firent aux envoyés de Ziska un brusque refus. Toutefois le prince Coribut, ne voulant pas désobéir aux ordres du roi Uladislas, se mit en chemin pour retourner en Lithuanie.

Ziska commença en 1423 la guerre civile. Il ravagea d'abord les terres des Nobles qui tenaient le parti des Praguois. Il remporta, le 23 avril, près de Horcitz (cercle de Bidschov) la victoire sur un corps de troupes de la Noblesse et des Praguois, commandé par Czenko de Wartenberg. Ensuite il prit d'assaut la forteresse de Ko-

zogedy et fit faire main basse sur la garnison. Il se rendit aussi maître de Koeniggraetz et mit, le 4 août, en fuite une troupe de Praguois dans le voisinage de la capitale. Enfin Ziska marcha sur Czaslau qui lui ouvrit volontairement les portes. Il se vit bientôt assiégé dans cette ville par les Praguois; mais comme Ziska avait eu soin de bien fortifier la place, ils furent obligés de renoncer à leur entreprise.

Après la retraite des Praguois, Ziska envahit la Moravie, que le duc Albert V d'Autriche et l'évêque Jean d'Olmutz s'efforçaient précisément alors de purger des sectaires bohèmes. À l'approche de Ziska le prince autrichien, qui n'avait pas des forces suffisantes pour se mesurer avec un tel adversaire, retourna promptement en Autriche. Ziska pilla Eibenschutz sur l'Iglave; mais son attaque sur Iglau fut repoussée. Ayant été renforcé par quelques seigneurs moraves, qui s'étaient déclarés pour lui, il s'avança vers l'Autriche. Après avoir enlevé le bourg de Bulkau en basse Autriche et fait périr tous les habitants de cet endroit, il pénétra jusqu'à Stockerau et Marcheck, et dévasta tout le pays sur la rive gauche du Danube. Mais le duc Albert, qui dans l'intervalle avait reçu des renforts de la Hongrie, s'étant mis en marche contre ces ravageurs, Ziska se retira en Moravie. Pendant que ce dernier faisait le siège de Kremsier, il fut surpris, dans une nuit, par l'évêque d'Olmutz, qui venait d'enlever plusieurs forteresses aux Hussites. Mais nonobstant la grande perte que les Taborites essuyèrent dans ce combat, ils restèrent néanmoins maîtres du champ de bataille. Ziska laissa un corps de troupes, sous les ordres de Procope, en Moravie; lui-même retourna en Bohème, et incendia en chemin la ville de Muglitz. Il dirigea sa marche vers Koeniggraetz, que les Nobles avaient reconquis pendant son absence. Les Nobles et les Praguois,

étant allés à sa rencontre pour l'attaquer, furent vaincus près de Kalitz (cercle de Kaurzim), le 6 janvier 1424. Malgré cette victoire Ziska, dont les forces étaient fort affaiblies par les nombreux combats, et par la nécessité de détacher à chaque instant des troupes de son armée, jugea à propos de se retirer dans le cercle de Pilsen. Ce ne fut qu'après s'être bien renforcé et avoir battu les Praguois près de Maleschau, derrière Kuttenberg (8 juin 1424), que cet habile capitaine marcha vers la capitale de Bohème. Un corps de troupes considérable sortit de la ville, pour le forcer à la retraite. Ziska, voulant éviter d'en venir aux prises avec les Praguois, qui lui étaient fort supérieurs en nombre, résolut de passer de la rive gauche de l'Elbe, le long de laquelle il avait pris son chemin, sur la rive opposée. S'étant dirigé dans ce dessein sur Kosteletz, il battit, en traversant le fleuve, les troupes praguoises qui le suivaient de près avec une chaleur imprudente (3 septembre 1424).

Cependant le prince Coribut, étant revenu en Bohème, accompagné de 4000 Lithuaniens, avait été salué roi par les habitants de Prague. Il prit toutes les mesures nécessaires pour résister à Ziska, qui parut bientôt après (11 septembre) devant la capitale, et se prépara à un assaut général. Mais la révolte qui vint à éclater parmi ses propres soldats, l'empêcha d'exécuter ses projets de vengeance. Néanmoins les Praguois, se sentant trop faibles pour se tirer à main armée de la position dangereuse où ils se trouvaient, prirent le parti de céder. Par conséquent ils demandèrent la paix. Le 14 septembre, il fut conclu entre eux et Ziska un traité dont la principale condition était, que les deux partis continueraient dès à présent la guerre contre le roi Sigismond avec toute la vigueur possible, et ne feraient la paix que d'un commun consentement.

Le roi Sigismond avait, le 4 octobre 1423 à Bude, conféré à son gendre Albert d'Autriche, à son épouse Élisabeth et à leurs descendants, tout le margraviat de *Moravie*, se réservant toutefois le droit de retour, en cas qu'Albert et Élisabeth mourussent sans postérité, comme aussi la faculté de racheter cette province, si le roi lui-même venait encore à avoir des héritiers mâles.

Les princes électeurs d'Allemagne, qui s'étaient assemblés en janvier 1424 à Bingen, avaient formé une union qui pouvait avoir des suites dangereuses pour le roi Sigismond. Ils accusèrent ce monarque d'une grande tiédeur dans l'extirpation de l'hérésie hussitienne, et convinrent entre eux de lui retirer toute assistance de la part de l'Empire dans cette guerre. Sigismond, voulant faire voir que c'était à tort qu'on lui reprochait de manquer d'activité, se rendit en toute diligence à Cracovie auprès du roi Uladislas, qui lui promit un secours de 5000 cavaliers choisis contre les Hussites. Peu de temps après son retour à Bude (au mois d'avril), arrivèrent dans cette ville les évêques de Wurzbourg et de Spire, délégués par la ligue des électeurs, pour notifier au Roi les décisions des princes à Bingen. Sigismond menaça de punir les électeurs, comme coupables de lèse-majesté. La nouvelle de la réapparition de Coribut en Bohème étant en même temps parvenue à Bude, Sigismond ne douta point, que le prince lithuanien n'eût entrepris ce voyage avec l'intelligence secrète du roi de Pologne. Comme par conséquent le duc Albert V ne pouvait avoir grande confiance dans la fidélité des 5000 cavaliers polonais, qui étaient déjà arrivés près d'Olmutz, il les renvoya sur-le-champ dans leur patrie. Le roi de Pologne fut accusé dans le conseil d'État à Bude, comme parjure et promoteur des troubles hussitiens. Pendant que Ziska en était encore aux prises avec les Praguois, le duc Albert con-

tinua la guerre en Moravie avec beaucoup de bonheur, et conquit rapidement Maehrisch-Krumau (Krumlov), Wisowitze, Lundenbourg et plusieurs autres endroits. Mais le traité de paix que les Hussites avaient conclu (14 septembre), engagea le Duc à se rendre en toute diligence à Bude, pour demander des renforts au Roi.

Le crédit de Ziska était monté au plus haut degré par ses victoires; il semblait que le sort futur de la Bohème reposait alors entièrement dans ses mains. Le roi Sigismond, n'entrevoyant aucune possibilité de réduire par la force cet adversaire redoutable, entra au mois de septembre en négociation avec lui. Il lui offrit la place de gouverneur de la Bohème, et de commandant en chef de l'armée avec de gros appointements. Ziska aurait probablement accepté ces propositions, et il se montrait disposé à rétablir la paix aux conditions qu'on lui offrait; mais il était au terme de sa carrière. Une bande de Taborites avait de nouveau envahi la Moravie. Le corps autrichien, qui était campé près d'Olmutz, ayant été renforcé par des troupes auxiliaires de Hongrie, sous les ordres des comtes Étienne et Georges de Rozgon de Presbourg, emporta d'assaut le château fort de Divitzka et se rendit maître des villes d'Ostrau et de Hradisch. Le reste des Hussites fut chassé du pays avec grande perte par le duc Albert. Pour venger cette défaite, Ziska avait rassemblé toutes ses forces militaires, et il s'était déjà mis en marche vers la Moravie. Mais il fut attaqué d'une maladie près de la ville de Przibislav (cercle de Czaslau) qu'il venait d'investir et mourut, le 12 octobre 1424, au château de Ronnov, situé dans le voisinage.

Après la mort de leur chef, les Hussites se divisèrent en quatre partis ou sectes. Une partie des *Taborites* choisirent pour capitaine *Procope Holy,* autrement nommé *le grand* [1]) ami affidé de Ziska; mais une fraction de

[1]) On l'appelait aussi le rasé *(Procopius rasus)*, parce qu'il était prêtre.

ces sectaires ne voulait avoir aucun chef suprême, parce que personne, disaient-ils, n'était digne de remplacer leur Général défunt; et comme s'ils avaient perdu leur père, ils prirent le nom d'Orphelins, *Orphanites*, et élurent plusieurs chefs égaux en pouvoir, parmi lesquels *Procope le petit* était le plus distingué. Outre ces deux partis, les *Praguois* ou *Calistins* sous Coribut et les furieux *Orébites* de Hynko Krussina de Lichtenbourg formaient deux sectes particulières. Chaque fois que la Bohème était menacée par des ennemis extérieurs, les quatre partis hussitiens réunissaient leurs forces pour la défense de leur pays. En tout autre temps ils se mélaient rarement ensemble dans leurs expéditions. Chaque parti se choisissait une autre contrée pour théâtre de ses brigandages. Les Hussites s'étaient rendu si redoutables par leur valeur guerrière, qu'une frayeur générale se répandit en Allemagne. Vainement le pape Martin V fit prêcher en 1425 une croisade contre ces hérétiques. Aucun prince, aucun État, n'eut le courage de se mesurer avec eux. Le roi Sigismond lui-même montra dans le dernier temps une inaction si suspecte, qu'on l'accusait hautement d'une prédilection secrète pour le hussitisme. Les Taborites avaient, peu de temps après la mort de Ziska, conquis et dévasté Przibislav. Ensuite ils s'avancèrent, conjointement avec les Praguois, en Moravie. Ils prirent Eibenschutz, Lundenbourg et plusieurs autres places, et pénétrèrent en Autriche, où ils conquirent et saccagèrent la ville frontière de Roetz. Dans les premiers jours de l'année suivante (1425), les envahisseurs retournèrent en Bohème, et enlevèrent la ville catholique de Nimbourg-sur-l'Elbe. Pendant ce temps-là les Orphanites et Orébites ravageaient la Silésie, la Lusace et la Misnie. L'électeur Frédéric de Saxe, pour réprimer cette irruption dans son pays héréditaire, la Misnie, fit marcher un nombreux corps

d'armée en Bohême. Les Hussites ayant assiégé Dux, occupé par les Misniens, le commandant évacua pendant la nuit cette ville, qui fut prise le lendemain matin et dévastée par les sectaires. Mais ce corps hussitien fut surpris dans le voisinage de la même place par les Saxons et mis en fuite, après un combat sanglant. En revanche les Misniens, ayant tenté de dégager Brix dont les Hussites avaient commencé le siège, furent repoussés avec perte de 4000 hommes, parmi lesquels se trouvaient huit comtes. En automne, des bandes de Taborites et d'Orphanites envahirent l'Autriche. Ils firent des courses jusqu'à Crems, enlevèrent Zwettel et vainquirent, le 5 novembre, le duc Albert qui les avait poursuivis jusqu'à cette dernière ville. Ils menacèrent ensuite les frontières de la Hongrie, pour la défense desquelles le roi Sigismond se porta avec un corps de troupes à Skalitz sur la Morave. Mais ces Taborites et Orphanites reprirent le chemin de la Bohême, dans la vue de profiter des dissentions intestines qui venaient d'éclater à Prague. Ils mirent, le 6 décembre, le siège devant cette capitale, sans toutefois pouvoir s'en rendre maîtres, Procope Holy étant parvenu, avec assez de peine, à réconcilier les partis ennemis.

Une Diète avait été convoquée à Vienne, le 9 février 1426; mais la plupart des princes d'Allemagne n'ayant pas comparu, on n'y prit aucune résolution. Une seconde Diète, ouverte le 8 mai à Nuremberg, accorda enfin 6000 lances fournies [1]) pour la guerre contre les Bohêmes. Coribut, de son côté, avait aussi tenu une assemblée générale à Prague, dans le dessein de réunir

[1]) Lance fournie se disait d'un homme d'armes avec toute son accompagnement, qui consistait en un chevalier et quatre à cinq valets et chevaux. Chez les Français cette suite était composée, dans le XVème siècle, de trois archers, d'un coutillier et d'un autre valet.

les différents dogmes des quatre sectes hussitiennes. Ses peines furent inutiles; cependant tous les partis s'engagèrent entre eux à chasser les Saxons entièrement du pays. Les Hussites conquirent, au mois de mai, Boehmisch-Leippa, Toeplitz, Billin (cercle de Leitmeritz) et plusieurs autres villes engagées par le roi Sigismond à l'électeur Frédéric; après quoi ils assiégèrent Aussig. Le commandant misnien ayant envoyé un messager au prince Frédéric pour lui demander de prompts secours, une armée de 30,000 hommes, composée de Thuringiens, de Misniens, de Franconiens et de Saxons électoraux, franchit les montagnes de la Bohème, et attaqua les Hussites dans leur camp retranché près d'Aussig. Le combat dura jusque bien avant dans la nuit, et se termina par la défaite totale des Allemands, qui laissèrent 12,000 morts sur le champ de bataille. Les Hussites, qui n'avaient perdu que 3000 hommes, conquirent 4000 chariots chargés de bagage et de munitions. La nuit suivante, ils emportèrent Aussig d'assaut et détruisirent la ville, dont ils avaient massacré tous les habitants.

Cet événement funeste causa une consternation générale en Allemagne. La Diète de Nuremberg se sépara sans avoir pris aucune mesure, pour prévenir les dangers dont l'Empire était menacé. Ce fut un grand bonheur pour l'Allemagne, que de sanglantes discordes intérieures empêchèrent alors de nouveau les Hussites de poursuivre leurs victoires. Les Taborites assiégèrent l'ami de Coribut, Boczko Podiebrad, dans le château de ce nom depuis le 6 août jusqu'au commencement de novembre. Lorsqu'ils levèrent enfin le siège, Boczko se mit à leur poursuite, et les ayant atteints à peu de distance de Nimbourg, il les attaqua vigoureusement. Mais il perdit la bataille et la vie (25 novembre).

Au commencement de 1427, le duc Albert V, qui

dans l'été de l'année précédente avait en vain assiégé la forteresse de Lundenbourg en Moravie, investit Eibenschutz; mais Procope Holy étant venu au secours de la place, le prince se retira en Autriche. Procope conquit alors Kamenitz, ravagea l'Autriche jusqu'au Danube, s'empara encore une fois de Roetz et s'en retourna ensuite, chargé des dépouilles de ce pays. Pendant ce temps-là Procope le petit avait, avec une troupe de Taborites et d'Orphanites, dévasté la Lusace, conquis et brûlé un grand nombre de villes et égorgé les habitants de ces communes. Après cela les deux sectes se réunirent et pillèrent, au mois d'avril, la Silésie. Pendant ces événements, les Praguois et les Taborites en Bohème s'étaient de nouveau brouillés. Ces derniers furent expulsés de la capitale. Ils tentèrent, le 24 mars, de prendre la ville d'assaut; mais ils furent repoussés et vaincus par les Praguois. Les Taborites s'emparèrent, le mois suivant, de la ville de Schlan, et s'étant ensuite réunis avec les Orphanites, ils soumirent Leitmeritz, Kaurzim et autres places attachées au parti praguois, incendièrent une infinité d'endroits ouverts, et parurent de nouveau devant Prague, dont ils commencèrent aussitôt le siège. Cependant le bruit qui se répandit, que toute l'Allemagne se préparait à une attaque générale contre la Bohème, mit promptement fin à la guerre civile, et tous les partis hussitiens se réunirent pour se sauver du danger dont ils étaient menacés. D'un autre côté, Coribut, qui n'aspirait qu'à conserver la couronne qu'il avait usurpée, avait dès l'année précédente offert à Martin V de ramener le royaume de Bohème à l'obéissance du pape et à la réunion avec l'Église catholique, si le pontife voulait le confirmer dans sa dignité royale. Il paraît que Martin V, mû par le désir de terminer la lutte terrible qui désolait la Bohème et les pays adjacents, écouta ces propositions; car

il chargea le roi de Pologne et le grand-prince de Lithuanie, de ménager, s'il était possible, un accommodement avec Coribut et les sectaires bohèmes. Mais ces derniers n'eurent pas plutôt appris que Coribut était entré en négociation avec la Cour de Rome, qu'ils l'arrêtèrent, comme un traître, et le bannirent du pays, après qu'il eut renoncé à tous les droits sur le trône de Bohème (le 9 septembre 1427).

Dans l'assemblée des États à Francfort, au mois d'avril de la même année, les efforts réunis du roi Sigismond et du pape Martin parvinrent enfin à faire décréter une nouvelle expédition contre les Hussites, qu'on se proposa cette fois-ci d'exterminer entièrement. On convint de diviser les forces de l'Empire en quatre corps d'armée, et de pénétrer de quatre côtés en Bohème. Le premier corps, commandé par l'électeur Othon de Trèves, était composé des troupes des pays rhénans, de l'Alsace, de l'Helvétie, de la Souabe, de la Franconie et de la Bavière. Les Saxons électoraux, les Thuringiens, les Misniens et la milice des villes anséatiques, formaient la division de l'électeur Frédéric de Saxe. L'électeur de Brandebourg devait réunir sous son commandement ses propres troupes et les Silésiens. Enfin, les ducs Albert et Frédéric d'Autriche étaient chargés de mettre sur pied le quatrième corps d'armée, auquel devaient se joindre les Salzbourgeois. Cette division était destinée à marcher par la Moravie en Bohème, tandis que les trois autres colonnes s'avanceraient en même temps du côté de la Saxe et de la Franconie. La plus grande partie de l'armée germanique se rassembla près de Nuremberg, au mois de juin 1428. Mais les princes, qui la commandaient, n'ayant pu s'accorder sur le plan d'opérations, il s'ensuivit que les trois premières divisions, qui sans les Silésiens comptaient, à ce qu'on prétend, quatre-vingt mille cavaliers et autant

de fantassins, se rencontrèrent séparément avec l'ennemi. Le roi Sigismond, qui était fort occupé en Valachie et en Serbie à mettre ces pays à couvert d'une invasion des Turcs, ne faisait de son côté en Hongrie aucunes dispositions pour soutenir efficacement les entreprises des troupes de l'Empire. Celles-ci consistaient pour la plus grande partie en gens misérables, ramassés et nul armés. Le corps saxon entra le premier et seul, le 18 juin, par Kommotau en Bohème, et entreprit le siège de Mies (cercle de Pilsen). Mais Procope le grand ayant réuni l'armée des Taborites, des Orphanites et des Praguois, marcha au secours de la place; les Saxons, sans attendre l'attaque des Bohèmes, levèrent le siège et prirent la fuite. Les deux autres corps, sous la conduite des électeurs de Brandebourg et de Trèves, qui avaient pénétré beaucoup plus tard en Bohème, prirent l'épouvante en voyant venir à leur rencontre les fuyards saxons. Le désordre de ces derniers se communiqua aux deux autres corps, qui se hâtèrent de gagner les frontières de la Bohème. Les Silésiens avaient les derniers envahi ce royaume. Ils assiégèrent Nachod. Les Praguois accoururent au secours de cette ville. Les Silésiens se retirèrent vers le comté de Glatz; mais les Hussites les ayant poursuivis avec une chaleur imprudente, les Silésiens se retournèrent et les mirent en fuite avec grande perte; sur quoi les Silésiens assiégèrent Nachod pour la seconde fois. Tous les habitants de Prague, qui étaient en état de porter les armes, se mirent, vers la fin du mois d'août, en marche contre les Silésiens. Ceux-ci n'attendirent point l'arrivée de l'ennemi, brûlèrent le faubourg de Nachod, et reprirent le chemin de leur pays. À la fin de cette campagne, Procope s'empara encore de la ville royaliste de Kollin, après trois mois de siège.

Au mois de janvier 1428, les Praguois, les Taborites

et les Orphanites tinrent une assemblée ecclésiastique à Prague, pour se réunir, s'il était possible, sur leurs opinions divergentes. Mais ils se séparèrent bientôt, aigris les uns contre les autres plus que jamais. Les Orphanites et les Taborites parcoururent successivement la Lusace, la Silésie et la Moravie, brûlèrent un grand nombre de villes, pillèrent ou rançonnèrent plusieurs autres places, détruisirent beaucoup de couvents, massacrèrent tous les prêtres catholiques qui leur tombaient entre les mains, et firent partout les plus horribles ravages. Le 17 mai 1428, les Orphanites ayant été battus à l'assaut de Brunn, s'en retournèrent en Bohème, bien que Procope avec les Taborites fût accouru en Moravie pour les soutenir. Procope alors se dirigea vers la Hongrie, et mit le feu aux faubourgs de Presbourg. Ensuite il s'avança en Autriche jusqu'à Closterneubourg, peu distant de Vienne. Ne pouvant franchir le Danube, faute de ponts, il ravagea le pays de l'autre rive avec sa cruauté ordinaire.

Au mois de février 1429, les Hussites tinrent à Prague une grande Diète, dont les conclusions furent apportées à Presbourg par une ambassade, ayant à sa tête Procope Holy. Le roi Sigismond et le duc Albert d'Autriche vinrent en cette ville, pour accélérer en personne l'oeuvre de pacification. Une trêve fut conclue jusqu'au mois de juin. Les Hussites offrirent de reconnaître Sigismond pour leur roi, si lui-même et les Hongrois voulaient adopter la doctrine hussitienne. Cette prétention extravagante n'ayant pu naturellement conduire qu'à la rupture des négociations, les Taborites et les Orphanites continuèrent en automne leurs brigandages. Procope Holy saccagea avec ses Taborites la Misnie, la Saxe jusqu'à Magdebourg, la Marche de Brandebourg et la Lusace. Au mois de février 1430, une armée de 70,000 Hussites envahirent de nouveau la Saxe, la Misnie et la Franconie.

Quelques bandes hussitiennes dévastèrent aussi la Bavière jusqu'aux portes de Ratisbonne; une autre troupe sous Procope le petit, qui était entrée en Moravie et en Autriche, fut vaincue près de Kostel par le duc Albert, et chassée de ces pays avec grande perte. Enfin une division hussitienne, forte de 10,000 hommes, s'avança, au mois de mai 1430, en Hongrie vers Tyrnau. Le roi Sigismond commanda deux corps de troupes hongroises, pour attaquer les Hussites de deux côtés à la fois dans leur retranchement de chariots. Mais la mésintelligence, qui régnait entre les deux chefs de ces divisions, fit échouer l'entreprise. Jean Matis ayant manqué l'heure où il devait commencer l'attaque, les Hussites se jetèrent avec toutes leurs forces sur l'autre Général, le comte de Stibor, qui fut vaincu, après un combat opiniâtre et sanglant. Six mille Hongrois, mais aussi deux mille Hussites restèrent sur la place dans cette journée. En revanche, le 11 juillet, la Noblesse réunie des comitats de Trentschin, de Neutra et de Presbourg, remporta une victoire sur Procope le petit, qui eut 2000 hommes de tués et fut chassé au delà des frontières de la Hongrie.

Le pape Martin V avait, le 11 janvier 1431, fulminé une nouvelle bulle de croisade sur les Hussites. Après sa mort (20 février), Eugène IV, qui le remplaça le 3 mars dans le pontificat, envoya le cardinal Julien Cesarini en Allemagne, pour engager le roi Sigismond et les États de l'Empire à pousser avec vigueur les armements contre les sectaires. Ce prélat s'acquitta si bien de sa mission, que dès le mois d'août de la même année une armée germanique, forte, à ce qu'on prétend, de 130,000 hommes, parmi lesquels étaient 40,000 cavaliers, avec une bonne artillerie et 9000 chariots, s'avança par la forêt de Bohème (*Boehmer-Wald*). L'électeur Frédéric de Brandebourg commandait en chef cette armée, où se

trouvaient aussi le cardinal-légat Julien, les électeurs de Cologne et de Saxe, les ducs Albert et Christophe de Bavière, le comte palatin Jean, les landgraves Frédéric de Thuringe et Louis de Hesse, les princes d'Anhalt, les évêques de Bamberg, de Wurzbourg et d'Eichstaedt, et plusieurs comtes, Nobles et chevaliers. Le duc Albert V d'Autriche pénétra en Moravie, pour soutenir de ce côté les entreprises de la grande armée, qui commença ses opérations par le siège de Tachau. Mais les Hussites s'étant approchés pour dégager la place, les Allemands se retirèrent derrière Tauss. L'armée hussitienne, qui comptait 50,000 fantassins et 5000 chevaux, et était commandée par Procope Holy, s'avança vers cette ville. Le nom de ce chef redoutable imprimait alors tant de terreur, qu'à la seule nouvelle de son approche l'armée germanique, bien qu'infiniment supérieure à celle de Procope, se débanda et se dispersa entièrement. Les Hussites poursuivirent vivement les fuyards, en tuèrent plus de 10,000 et firent un butin immense. Cet événement malheureux engagea le duc Albert d'Autriche à lever le siège de Przibislav, ville frontière de Bohème, qu'il avait commencé et à se retirer en Moravie.

Les Hussites, enhardis par ce triomphe facile, envahirent de nouveau les pays voisins, qu'ils ravagèrent à leur manière accoutumée. Le petit Procope s'avança avec les Orphanites par la Moravie en Autriche jusqu'au Danube. Lorsqu'il s'en retourna avec sa rapine, le gouverneur de Moravie, Kragirz, lui livra plusieurs combats près de Brunn. Procope Holy, qui avait pénétré en Silésie, s'était emparé de la ville et du château de Troppau. Mais il fut défait par le comte Hinko de Wurben, qui commandait l'armée de la Noblesse silésienne, près de Ratibor, et repoussé jusqu'en Bohème. Alors les deux Procopes se réunirent pour faire une nouvelle invasion en

Hongrie. Ils pénétrèrent dans ce royaume par Ungrisch-Brod, enlevèrent le château de Likowa et la ville de Modor, et pillèrent le pays entre la Waag et la Gran. Les Hussites renouvelèrent en 1432 et 1433 plus d'une fois leurs irruptions en Autriche et en Hongrie, et envahirent aussi la Marche de Brandebourg. Au mois d'octobre 1433, les deux Procope assiégèrent Pilsen. Tous les assauts ayant été repoussés, ils voulurent réduire la place par la faim. Pendant le blocus, une partie des Taborites entreprirent une course dans le Haut-Palatinat et la Bavière; mais ils furent surpris et anéantis par les troupes de ce dernier pays.

L'issue pitoyable qu'avaient eue toutes les expéditions entreprises contre les Hussites, fit croire au pape, au Roi et aux princes, qu'avec les grands défauts qui s'étaient montrés dans l'organisation de leurs armées, dans le plan et l'exécution des opérations, et dans la manière de combattre de leurs guerriers, défauts qu'ils n'avaient pas su lever radicalement, ils ne parviendraient jamais à soumettre ces sectaires par la force des armes. La voie de la douceur et de la condescendance leur parut maintenant être la seule, par laquelle les Bohêmes pussent être ramenés à l'obéissance du Roi et au giron de l'Église. Martin V avait déjà désigné, le 1 février 1431, un concile à Bâle, dont le but principal était d'effectuer un accommodement avec les Hussites. Son successeur Eugène IV confirma la convocation de cette assemblée, qui fut effectivement ouverte, en juillet de la même année. Vers la fin du mois suivant, le roi Sigismond invita les Hussites à envoyer des députés à Bâle, et leur signifia, que l'électeur de Brandebourg, son lieutenant pendant son absence en Italie, leur ferait des propositions, tendantes à mettre fin à cette longue et cruelle guerre de religion. Les Hussites, qui se souvenaient en-

core trop bien des événements qui avaient eu lieu au concile de Constance, rejetèrent l'invitation du Roi, comme aussi une seconde sommation qui leur fut adressée par le concile même, le 5 octobre 1431. Ce ne fut qu'après de longues négociations à Egre et après qu'on leur eut solennellement promis un sauf-conduit, qu'ils consentirent, vers la fin de l'année 1432, à envoyer des députés à Bâle.

Cependant, tandis que le pape Eugène IV et le Roi disposaient tout pour leur réconciliation avec les Hussites, ces deux chefs de la chrétienté étaient eux-mêmes fort mal d'accord. Les pères de l'Église, assemblés à Bâle, ayant manifesté l'intention de réformer entièrement tous les abus qui s'étaient glissés dans la hiérarchie et la discipline ecclésiastique, Eugène IV, dans la crainte que ces prélats ne cherchassent à se soustraire à son influence, et à restreindre l'autorité, la puissance et les revenus du Siège apostolique, publia, le 12 novembre et 18 décembre 1431, des bulles par lesquelles il suspendait pour dix-huit mois le concile, et le transférait à Bologne. Mais les Pères réunis dans la ville de Bâle ne se laissèrent point ébranler dans leur haute destination. Ils déclarèrent, dès le 14 décembre 1431, le concile général ouvert, et désignèrent l'extirpation de l'hérésie, le rétablissement de la paix entre les princes chrétiens et la réforme de l'Église, comme les premiers et principaux objets de leurs délibérations. Le 15 février 1432, les pères de l'Église, qui, de même que le roi Sigismond, avaient protesté contre les susdits bulles du pape, déclarèrent, comme ils l'avaient déjà décrété à Constance, que le concile général, qui représentait toute la chrétienté, était au-dessus du pape, et que ce pontife n'avait ni le droit de dissoudre leur assemblée, ni même celui de la transférer, et qu'il devait se conformer à leurs décisions. Encouragé par la protection du roi des Romains, et par l'adhésion du clergé de France,

le concile cita, le 7 mai 1432, le pape à paraître d'ici à trois mois dans la ville de Bâle. Ensuite les Pères le menacèrent de le suspendre et de le déposer de sa dignité, s'il persistait à ne vouloir reconnaître leur assemblée. Enfin Eugène IV confirma le concile de Bâle par une bulle, émanée le 15 décembre 1433.

Les troubles qui agitaient l'Allemagne et l'Église empêchèrent longtemps Sigismond de se faire couronner en Lombardie et à Rome, suivant l'usage des empereurs. Quoique ce double couronnement fût une cérémonie fort inutile, attendu que Sigismond était depuis vingt ans assis sur le trône de Germanie, ce prince résolut de passer en Italie, à l'exemple de la plupart de ses prédécesseurs. Il se mit effectivement en route vers ce pays, dans le cours du mois d'août 1431, sans inviter les princes d'Allemagne à l'accompagner, et sans même leur faire part de son voyage.

Avant de suivre le roi Sigismond dans son expédition transalpine, j'ai encore à rapporter les principaux événements qui eurent lieu en Italie depuis la mort du roi Ladislas de Naples (1414). Ce prince n'ayant pas laissé d'enfants, Jeanne II, sa soeur, lui succéda. Elle choisit, après la mort du duc Guillaume d'Autriche à qui, comme nous savons, elle avait été mariée, pour époux Jacques de Bourbon, comte de la Manche. Mais ce prince ayant cherché à s'emparer de l'autorité souveraine qui appartenait à la reine son épouse, il s'ensuivit une lutte domestique qui dura plusieurs années. À la fin Jacques se vit réduit à s'enfuir en France, où il renonça à la couronne et au monde. Il entra dans un couvent des Franciscains, et termina sa carrière comme religieux l'an 1438. La reine Jeanne destina en 1420 Alphonse d'Aragon, et 1423 Louis III, de la branche cadette de la Maison d'Anjou, pour son héritier. Le premier se maintint contre le dernier, par où Naples et la Sicile furent de nouveau réunies.

En *Lombardie* le duc Philippe-Marie Visconti s'efforçait, pendant ce temps-là, de s'emparer de toutes les villes que son père avait un jour possédées. Son armée, sous la conduite du général Carmagnola, avait conquis en 1416 le pays supérieur entre le Tésin, l'Adda et les Alpes, avec les forteresses de Trezzo et de Castell d'Adda. Ensuite le duc fit arrêter le seigneur de Lodi, Jean Vignati, dans une entrevue amicale à Milan. Ce prince et son fils, qui avait été pris à l'assaut de Lodi, furent décapités à Milan, le 16 août 1416. L'année d'après, Philippe envoya son général Carmagnola dans la basse Lombardie, pour y réduire les petits Souverains de différentes villes. Il conquit Plaisance; mais ce ne fut qu'en 1418 qu'il put se rendre maître de la citadelle de cette ville. Les Beccaria, chefs de Pavie, furent faits prisonniers et exécutés, dans le cours de la même année. Lottieri Rusca céda Come et ne se réserva que Locarne et Lugano avec le titre de comte. Les ducs de Savoye et de Milan avaient confié la garde des vallées d'Ossola à Carmagnola; mais ce Général en fut chassé 1418 par les Suisses. Il fit alors des courses sur le territoire de Rusca jusqu'aux bords de la Trosa. Enfin cet actif et habile capitaine pénétra dans la rivière de Gènes, pour soumettre cette République à l'autorité du duc de Milan.

Les *Florentins* conclurent en 1419 un traité d'amitié avec le duc de Milan. Lorsque les Génois virent en 1420 aussi leur territoire dévasté par les troupes milanaises, et leur île de Corse vivement attaquée par Alphonse V d'Aragon, ils vendirent la ville de Livorne aux Florentins. Bientôt après, les Génois se laissèrent tellement aller au découragement, qu'ils se mirent sous la protection du duc de Milan aux mêmes conditions, sous lesquelles ils avaient reconnu, vingt ans auparavant, le pouvoir suprême de la France. Leur constitution et leur liberté intérieure devaient demeurer intactes.

Venise, où *Thomas Mocenigo* avait remplacé le doge Michel Steno, mort en 1413, restait spectatrice indifférente de tous ces événements. Poussée par une jalousie assez petite, cette République n'aspirait qu'à tirer avantage des embarras du roi Sigismond, son ancien ennemi, qui avait alors à combattre les Hussites en Bohème et les Turcs sur les frontières de la Hongrie. L'État vénitien était alors entré dans sa plus brillante période. La trêve conclue avec le roi Sigismond étant expirée (1418), Venise arma avec la plus grande vigueur, attendu que toutes les tentatives qu'on avait faites pour obtenir une paix équitable, étaient restées sans effet. Sigismond, de son côté, fit concentrer en Frioul ses troupes, qu'il renforça d'un corps de 8000 hommes. Les Vénitiens, commandés par Philippe Arcelli, commencèrent les hostilités par une attaque subite contre Serravalle, dont toutefois ils furent rechassés par les Hongrois. Les Vénitiens attaquèrent alors le patriarche d'Aquilée, l'allié de Sigismond, et conquirent Serravalle, Pordenone, Cividale, Sacile et Porto Gruaro, et ravagèrent la contrée d'Udine et d'Aquilée. Le margrave Frédéric de Brandebourg chercha à effectuer la paix entre Sigismond et Venise; mais ce monarque ayant demandé 6000 ducats pour le renouvellement de la trêve, les négociations furent rompues.

Au printemps 1419, les Vénitiens s'emparèrent des villes de Feltre et de Belluno que les Hongrois tenaient occupées depuis six ans. En Dalmatie les Vénitiens bombardèrent Trau et Spalatro, soumirent Almissa et Cattaro, et contraignirent les Ragusains à leur céder les îles de Brazzo, de Lesina et de Curzola. En 1420 les Vénitiens chassèrent le comte Frédéric d'Ortenbourg, gouverneur impérial en Frioul, et conquirent, le 7 mai, Udine, capitale de cette contrée, puis le reste du pays, ainsi que la partie de l'Istrie qui appartenait au patriarche d'Aqui-

lée. Le comte Henri IV de Gorice fit, le 13 novembre, tant en son nom qu'en celui de son frère Jean-Meinard, publiquement sur la place de S. Marc, hommage au doge *François Foscarini*, successeur de Thomas Mocenigo, pour les domaines en Frioul qu'il avait jusque-là tenus en fief d'Aquilée. Le Frioul resta réuni à Venise jusqu'à la dissolution de cette République. En Dalmatie la ville de Trau fut emportée d'assaut par les Vénitiens, et Spalatro se rendit par capitulation (21 et 28 juin 1420). L'année suivante, les Vénitiens continuèrent la guerre contre les vassaux hongrois en Istrie, en Dalmatie et en Albanie, et firent des conquêtes considérables. Cet état de guerre entre Venise et la Hongrie dura encore longtemps, et ne fut interrompu que par une trêve de deux ans (1428-1430).

Quelques années après, Florence fut enveloppée dans une guerre avec le duc Philippe de Milan, parce que ce prince avait manqué aux engagements qu'il avait pris dans le traité de 1419. Les Florentins ayant éprouvé six défaites dans l'espace de deux années (1423-1425), ils cherchèrent dans leur détresse du secours auprès du roi Sigismond et du pape, sans en trouver. Mais les Vénitiens furent enfin éveillés de leur assoupissement par la puissance toujours croissante du duc de Milan. François Carmagnola, le favori le plus affidé et général en chef de Philippe, était subitement tombé en disgrâce auprès de ce prince, et avait été injurieusement traité par lui. Il jura de se venger, et ayant quitté la Lombardie, où ses riches possessions furent aussitôt confisquées, il s'enfuit en Savoye. Après avoir découvert au duc Amédée les vastes plans de conquête qu'avait formés Philippe, il se rendit en toute hâte, au mois de février 1425, à Venise pour instruire aussi le sénat des vues secrètes du duc de Milan sur Vérone, Vicence, Padoue et Trévise, et pour exciter la Seigneurie (*Signoria*) à faire la guerre à ce voisin dange-

reux. À la vérité le dernier traité de paix entre Milan et Venise avait encore à durer cinq ans; mais les instances des Florentins furent si pressantes, Carmagnola peignit les sentiments de Philippe avec tant de vérité et le seigneur de Mantoue, Jean-François Gonzague, sollicita la protection de Venise avec une telle anxiété, que le sénat se décida enfin pour la guerre. Florence, Sienne, le margrave Jean-Jacques de Ferrare, le duc Amédée VIII de Savoye et le roi Alphonse V d'Aragon, se liguèrent avec Venise. Le 27 janvier 1426, on déclara la guerre au duc Philippe de Milan. Dans l'entrefaite, le roi Sigismond s'était montré de toute manière l'ami du duc de Milan. En été 1425, il fit menacer le Frioul par 6000 Hongrois. Ensuite il autorisa Jean Huniade à marcher avec un corps de volontaires hongrois au secours de Philippe. Le 6 juillet 1426, il donna à Visségrade au duc l'investiture solennelle de Milan.

L'ouverture de la campagne contre le duc Philippe suivit de près la déclaration de guerre. Carmagnola, qui commandait l'armée principale de Venise, enleva, le 27 mars 1426, la ville de Brescia par surprise; mais la citadelle ne se rendit qu'au mois de novembre, après que l'armée milanaise, venue au secours de la place, eut été repoussée par les assiégeants. Les troupes milanaises, sous les ordres d'Argus della Pergola, avaient au commancement des hostilités évacué la Romagne, et restitué Immola et Forli à l'Église. Par reconnaissance le pape Martin V fit ménager, au congrès tenu à Ferrare, la réconciliation entre les parties belligérantes. Effectivement la paix fut signée, le 26 décembre 1426. Venise conserva Brescia et son territoire; le duc Philippe promit en outre de céder huit châteaux de frontière à la République, et de lui permettre de construire une tête de pont fortifiée sur la rive droite de l'Oglio. Florence récouvra les châteaux que le

général Pergola avait conquis dans cette campagne. Philippe abandonna au duc de Savoye plusieurs villages, dont ce prince avait déjà pris possession.

Cependant les Nobles de Milan sentirent leur honneur blessé par la paix désavantageuse que le duc avait conclue, sans avoir livré un combat décisif. Ils lui promirent tout soutien possible pour la continuation de la guerre. Philippe, voulant tirer parti de la bonne volonté de ses vassaux, au lieu de remettre les châteaux sur la frontière à Venise, conformément au traité de paix, commença, au printemps 1427, de nouveau les hostilités. Il fit avancer un corps de troupes, sous Nicolas Picinino et Argus della Pergola, vers le territoire mantouan, et armer une flotte qui descendit le Pô. Les Milanais s'emparèrent de Casalmaggiore et firent ensuite le siège de Brescello. Mais l'amiral vénitien François Bambo défit, le 21 mai, la flotte milanaise près de Crémone, et à la vue de l'armée ennemie, postée sur la rive droite du Pô. Le général Carmagnola, rétabli d'une indisposition, arriva alors à l'armée vénitienne. Il remporta plusieurs avantages sur les Milanais, et conquit Bina et Castel-maggiore. Vers le milieu du mois d'octobre, cet habile capitaine attira plusieurs Généraux milanais avec les corps de troupes qu'ils commandaient, dans les marais de l'Oglio près du village de Macalo, et battit l'armée ennemie complètement. Mais les soudoyers de Carmagnola relâchèrent dans la nuit après la bataille la plus grande partie des 8000 prisonniers, avec lesquels ils avaient autrefois servi sous les mêmes drapeaux. Le Général lui-même, pour faire le généreux, renvoya le reste, le jour suivant. La seigneurie de Venise regarda ce procédé comme une trahison d'État, et résolut dès lors en secret d'immoler Carmagnola à la vengeance, sitôt qu'elle n'aurait plus besoin de ses services. Le gouvernement vénitien envoya alors à ce Général l'ordre de profiter sans délai de

la victoire qu'il venait de remporter et de pénétrer jusqu'aux portes de Milan. Mais Carmagnola, sous plusieurs prétextes, ne fit rien de ce qui lui avait été ordonné; par où la Seigneurie fut encore fortifiée dans le soupçon, que Carmagnola cherchait à se réconcilier avec son ancien maître. Ce Général termina la campagne par la conquête de Montechiaro, d'Orci et de Pontoglio, ainsi que par la défaite d'un corps de Picinino dans le voisinage de ce dernier château.

Les pertes considérables que Philippe avait essuyées, ainsi que la mort d'Argus della Pergola et de plusieurs autres de ses Généraux, lui firent désirer de mettre fin à cette guerre. Il conclut d'abord une paix séparée avec le duc de Savoye, auquel il abandonna la ville de Vercelli, conquise par ce prince, et dont il épousa la fille Marie. Ensuite il acheta la paix du roi Alphonse d'Aragon, en lui donnant les villes de Lerici et de Porto Venere, pour garantie de la promesse qu'il lui fit d'engager les Génois à lui céder l'île de Corse. Enfin par l'entremise du pape Martin V, la paix fut aussi conclue, le 28 avril 1428 à Ferrare, avec les Vénitiens, qui conservèrent Brescia, Bergame et une partie du territoire crémonais. En sorte que la république de Venise avait alors neuf belles provinces sur la terre ferme en Italie; mais ce ne fut guère pour son avantage; car ces possessions l'enveloppèrent dans plusieurs guerres et engloutirent des sommes énormes, qui furent soustraites à la force navale. Par là Venise perdit sa prépondérance sur la mer, sans toutefois devenir une Puissance continentale considérable.

Dans le traité de Ferrare, Philippe promit aux Florentins de ne plus jamais s'ingérer dans les affaires de la Toscane et de l'État ecclésiastique. Quant aux princes de Ferrare, de Mantoue et de Montferrat, ainsi que les autres membres moins importants de la ligue, ils sortirent de la

lutte, sans obtenir aucun dédommagement pour les sacrifices que leur avait coûtés cette guerre. Le roi Sigismond conclut en été 1428 une trêve de deux ans avec les Vénitiens.

Par les difficultés qui surgirent dans l'accomplissement du traité de Milan, par la révolte de la ville de Bologne contre le pape, et par la mort de Martin V, le protecteur zélé de Philippe-Marie Visconti, les conjonctures s'embrouillèrent de plus en plus dans le nord de l'Italie. Une guerre éclata entre Lucques et Florence. Le duc de Milan s'en méla aussi, et bientôt Florence se vit obligée de solliciter de nouveau l'appui de Venise. En 1431 il se forma contre Milan une nouvelle ligue qui, excepté la Savoye, consistait dans les mêmes Puissances que la précédente. La guerre ne tarda pas à commencer. Elle eut une malheureuse issue pour Venise; car Carmagnola fut vaincu, le 17 mai 1431 près Soncino, par François Sforce, général de Philippe; et la flotte milanaise défit, le 23 du mois suivant, celle de Venise totalement. Les Vénitiens perdirent vingt-huit galères, quarante-deux vaisseaux de transport, et eurent deux mille cinq cents morts. Un grand nombre de prisonniers et un butin immense tombèrent entre les mains des vainqueurs. L'amiral Trevisani fut banni à perpétuité de Venise; et comme Carmagnola, qu'on était habitué à voir sortir vainqueur de presque chaque combat, n'avait éprouvé que des revers dans cette campagne, et s'était laissé surprendre en quelques rencontres par les stratagèmes de l'ennemi, la Seigneurie n'eut alors plus aucun doute, que ce Général ne fût la cause de tous ces malheurs. Elle l'appela d'abord à Venise, sous prétexte de se concerter avec lui sur le rétablissement de la paix. Il fut arrêté au milieu du sénat, appliqué à la question et décapité (le 5 mai 1432) sur la place de S. Marc, après qu'il eût fait, à ce qu'on prétend, l'aveu de sa perfidie.

Ce fut à cette époque que le roi Sigismond arriva en Lombardie, où il avait été invité à se rendre par Philippe-Marie Visconti. Ce duc lui avait promis son assistance, pour forcer toute l'Italie à reconnaître la souveraineté de ce monarque. Le duc de Milan avait aussi conclu, le 2 avril 1428, avec le roi des Romains une alliance contre Venise, et s'était engagé à lui remettre les villes d'Asti et de Gènes, pour gage de sa fidélité, à lui payer un subside de 5000 ducats par mois, et à lui fournir des troupes, des vivres et des vaisseaux. Mais Philippe ne tint qu'en partie sa parole. Il évita par défiance une entrevue personnelle avec le Roi, et s'enferma dans son château d'Abbiate-Grasso. Il est vrai qu'il avait tout ordonné pour l'entrée pompeuse de Sigismond à Milan (22 novembre 1431), et que ce Souverain fut couronné de la couronne de Fer par l'archevêque du lieu; mais le duc avait défendu qu'on laissât entrer le Roi dans la citadelle. Lorsque Sigismond voulut continuer sa marche vers Rome, Philippe lui refusa l'escorte qu'il avait promise. Par conséquent le Roi, qui n'avait avec lui que mille cavaliers de différentes nations, et était presqu'entièrement dépourvu d'argent, se rendit d'abord à Plaisance, puis à Parme et arriva, le 8 octobre 1432, à Sienne. Le pape Eugène IV, Vénitien de naissance, qui ne pardonnait pas à Sigismond de faire la guerre à sa ville natale, chercha par tous les moyens possibles à l'empêcher de poursuivre son voyage. Le Roi resta presqu'une année entière à Sienne, n'ayant pas assez de forces pour s'ouvrir par les armes le chemin de Rome, et étant toutefois retenu dans la première ville par la honte de retourner en Allemagne, avant d'avoir atteint le but de son expédition. Il s'adressa alors aux princes de l'Empire, pour qu'ils lui envoyassent des troupes; mais ils ne lui accordèrent pas le moindre secours. En dépit de cette position fâcheuse, la fermeté de Sigismond porta en-

fin Eugène IV à céder. Cependant il exigea avant toutes choses, que le Roi rétablît la paix en Italie.

La guerre en Lombardie fut continuée en 1432 avec fort peu de vigueur. Jean François Gonzague qui avait, le 6 mai, acheté de Sigismond le titre de *margrave de Mantoue* pour la somme de 12,000 florins d'or, commandait l'armée principale de Venise. Il conquit les châteaux de Bardolano, de Romonengo et de Soncino, puis le val Camonica. Un autre corps vénitien, sous les ordres de Cornaro, avait pénétré par le val Camonica dans la Valteline, et s'était emparé du pays depuis le lac de Come jusqu'à Bormio. Mais Cornaro fut vaincu et fait prisonnier par Jacques Picinino, dans les environs de Delebio. Encore dans la même année, Gonzague occupa avec une autre division de troupes vénitiennes la Valteline pour la seconde fois. Le 7 avril 1433, les plénipotentiaires de Sigismond prêtèrent en son nom au pape dans Rome le serment d'obédience. Eugène IV, invita alors lui-même le Roi à se rendre dans cette capitale. Les margraves d'Este et de Saluce moyennèrent à Ferrare la paix des Florentins et des Vénitiens avec Milan. Le traité fut signé le 26 avril 1433. Ces États se rendirent réciproquement toutes les conquêtes, faites par eux dans la dernière guerre. Sigismond termina en outre les différends qui s'étaient élevés entre Florence et Sienne. Ensuite il conclut une nouvelle trêve de cinq ans avec la république de Venise, qui promit de bonifier au Roi les frais de son voyage d'Italie, et lui fit effectivement compter à Rome la somme de 10,000 ducats. Le calme étant ainsi rétabli en Lombardie et en Toscane, Sigismond se mit en chemin pour Rome où il fut reçu, le 21 mai, avec grande pompe par le pape. Le 31 du même mois, Eugène IV lui posa sur la tête la couronne impériale dans l'église S. Pierre. Au mois d'août, l'Empereur quitta

Rome, et se rendit par Mantoue, les alpes tridentines et le Tyrol, à Bâle où il arriva le 18 octobre 1433.

Sur l'invitation réitérée des pères de l'Église, une députation hussitienne, ayant à sa tête Procope Holy, était arrivée à Bâle (le 6 janvier 1433), et y avait été reçue avec une bienveillance apparente par le cardinal Julien et les Pères du concile. Le 16 du même mois, les députés bohèmes soumirent au concile les quatre articles de Prague, déjà connus, qui devaient être regardés comme la confession de Foi des Hussites. On négocia pendant quatre mois, au bout desquels les délégués bohèmes retournèrent dans leur pays, sans avoir rien effectué. Une députation du concile les suivit bientôt après à Prague, où elle devait continuer les négociations avec les États de la Bohème et de la Moravie. Les Calistins, ou le parti le plus modéré des Hussites étaient depuis longtemps las du désordre et de la désolation auxquels leur patrie était en proie, et ne désiraient que le repos et la paix. Ils voyaient, avec autant d'indignation que la Noblesse catholique, l'autorité suprême dans les mains du cruel Procope Holy dont rien ne pouvait assouvir la rapacité. Tous les propriétaires de biens-fonds ressentaient avec douleur l'abrutissement de leurs sujets qui, séduits par Procope, au lieu de cultiver les terres, parcouraient les pays voisins, pillant et massacrant les habitants de ces contrées. Comme les fanatiques Taborites et Orphanites ne voulaient pas céder, ni même se prêter à aucun accommodement avec le concile, il s'éleva de nouveau entre les Hussites des dissentions fort sérieuses qui, mises adroitement à profit par les envoyés de Bâle, amenèrent enfin la pacification tant désirée. Les Calistins firent partir de nouveaux ambassadeurs pour Bâle. On se montra traitable de part et d'autre. Le concile accorda aux Bohèmes la communion sous les deux espèces. Ensuite une seconde

ambassade du concile se rendit à Prague, où elle signa enfin, le 30 novembre 1433, la convention connue sous le nom de *Compacts* (en allemand *Compactaten*). Le 25 décembre de la même année, le pape Eugène confirma cette transaction. Dans la Diète ouverte à Prague, le 2 janvier 1434, les Hussites modérés acceptèrent les Compacts. Ils jurèrent les articles de cet accord et promirent l'obéissance à l'Église romaine. Les *Taborites* et les *Orphanites*, au contraire, n'avaient voulu consentir à aucun rapprochement; ils rejetèrent entièrement les Compacts, et refusèrent expressément de reconnaître le pape pour chef de l'Église. Les Calistins se joignirent alors à leurs concitoyens catholiques contre ces irréconciliables perturbateurs du repos public. Les États de la Bohème avaient nommé le chevalier Swihovsky de Riesenbourg, gouverneur-général du royaume, et lui avaient adjoint les seigneurs de Neuhaus, de Placzek, de Sternberg et de Kollowrat, en qualité de conseillers suprêmes. Ces officiers rassemblèrent à la hâte une armée. Ils attaquèrent, sur la fin d'avril, le petit Procope dans la ville neuve de Prague, et le chassèrent avec ses troupes (le 6 mai), après un rude combat. Procope Holy, qui depuis environ dix mois tenait Pilsen bloqué, ayant été informé de ce qui s'était passé dans la capitale, prit la résolution de livrer sans retard la dernière bataille décisive. Il leva promptement le siège de Pilsen, après avoir brûlé son camp avec tous ses propres malades et blessés. Dans sa marche vers Prague, il fut rejoint par les autres chefs des Taborites et des Orphanites, qui avec leurs bandes marquèrent leur passage par la dévastation de toutes les places catholiques et des endroits habités par les Calistins. Procope Holy assit enfin son camp près de Lipan, entre Kaurzim et Boehmisch-Brod, et l'entoura d'un retranchement de chariots. L'armée de la Noblesse, des Praguois, des

Pilsenois et des autres Calistins, prit, le 28 mai, sa position dans le voisinage de Hrzeb. Le 30 mai 1434, les Taborites et les Orphanites éprouvèrent une défaite totale. Attirés en pleine campagne par les habiles manoeuvres du général en chef, Meinard de Neuhaus, ils y furent vaincus; et lorsqu'ils se replièrent sur leur camp, les troupes royales y pénétrèrent en même temps qu'eux; sur quoi la cavalerie hussitienne, commandée par Czapek, qui croyait déjà tout perdu, s'enfuit à Collin. Les chefs supérieurs, Procope Holy et Procope le petit, et 9000 Hussites furent tués dans le combat. Les Pilsenois brûlèrent dans des granges mille Hussites qui leur étaient tombés entre les mains. La Noblesse réduisit ses prisonniers à l'esclavage.

Les bandes hussitiennes dispersées se jetèrent dans Collin, Boehmisch-Brod et autres places fortifiées. À la vérité ces deux villes se rendirent aux troupes royales; mais Collin fut occupé de nouveau par Bedrzich, lorsqu'il revint bientôt après de Silésie avec une bande de Taborites. Ulric de Rosenberg assiégea Lomnicze, battit complètement le corps hussitien qui était venu de Tabor au secours de la place, réduisit cette ville et en rasa les fortifications. Après la chûte de Lomnicze, les Taborites évacuèrent Collin de nouveau. Alors les vaincus se soumirent partout; ils rendirent, en partie après une résistance courageuse, leurs forteresses et même *Tabor*, leur siège principal, et promirent de se tenir tranquilles. Toutefois au printemps 1435, la Noblesse se vit de nouveau obligée de prendre les armes, pour exterminer quelques troupes de brigands taborites. Henri Ptaczek conquit et rasa le château d'Ostromecz. Ulric de Rosenberg prit Przebenitz, et anéantit plusieurs bandes hussitiennes.

À peine Sigismond eut-il reçu à Ulm la nouvelle des victoires des Catholiques et des Calistins, qu'il fit

partir (en juin 1434) des commissaires pour Prague, afin de négocier avec les États du royaume par rapport à leur soumission. Ils furent favorablement accueillis en Bohème. Au mois d'août, une députation des États arriva à Ratisbonne, félicita l'Empereur d'avoir heureusement terminé son expédition romaine, et lui fit part de la convention conclue avec le concile de Bâle. Cependant la reconnaissance formelle de Sigismond comme roi de Bohème, resta réservée jusqu'à la prochaine assemblée générale des États. L'Empereur retourna, au mois d'octobre, de Ratisbonne en Hongrie.

La Diète de Prague, en février 1435, fixa les conditions sous lesquelles le royaume de Bohème voulait reconnaître Sigismond pour son roi. Les principales étaient: que l'Empereur approuverait, d'après les Compacts, les articles de Prague et tolérerait des prêtres hussitiens à sa Cour; qu'il permettrait les prêches bohèmes, comme les allemandes; qu'il rétablirait l'université de Prague sur l'ancien pied; qu'il ne forcerait pas les Hussites à la réédification des couvents détruits pendant les troubles; qu'il confirmerait au royaume tous les anciens privilèges; qu'il ferait battre de la bonne monnaie; qu'il protégerait particulièrement l'exploitation des mines; qu'il éloignerait pour jamais les étrangers des hautes charges et dignités du royaume, comme aussi des emplois dans la magistrature et dans les tribunaux; qu'il accorderait une amnistie générale et ainsi du reste. Les négociations furent continuées par les députés bohèmes à la Cour de l'Empereur dans les villes de Brunn et d'Albe-Royale. Gaspard de Schlick, chancelier de Sigismond, dirigea les conférences avec beaucoup de circonspection. Le 18 juillet 1435, le synode de toutes les sectes hussitiennes à Beraun avait adopté les Compacts. La Diète de Prague se déclara, le 21 septembre, de noveau prête à reconnaître Sigis-

mond pour roi de Bohème, du moment qu'il aurait souscrit aux conditions qui lui avaient été soumises. Au mois de janvier 1436 à Albe-Royale, Sigismond accorda toutes les demandes des Bohèmes et fit aux envoyés plénipotentiaires de riches présents. Dans le cours du mois de mars, la Diète de Bohème élut, avec l'autorisation du Roi, le Calistin Jean Rokoczana pour archevêque de Prague.

Au mois de juin on tint une grande assemblée à Iglau. L'empereur Sigismond et le duc Albert d'Autriche, son gendre, les députés bohèmes et moraves, et les plénipotentiaires du concile se réunirent dans cette ville. Le 5 juillet 1436, l'Empereur fit expédier, et remit aux États de la Bohème et de la Moravie les actes par lesquels il acceptait et sanctionnait, de son côté, les Compacts, et les conditions d'accommodement ci-dessus mentionnées; il jura, de même que le duc Albert, de le tenir strictement et fermement. Sigismond fit aussi aux Bohèmes plusieurs nouvelles concessions; il permit, entre autres, aux possesseurs de biens ecclésiastiques de conserver ces domaines jusqu'à ce qu'ils fussent rachetés, et décréta qu'aucune ville ne serait contrainte à recevoir de nouveau les moines et religieuses qui en avaient été expulsés. Les envoyés du concile confirmèrent encore une fois les Compacts; et le légat romain, l'évêque Philippe de Coutances, leva alors l'excommunication, prononcée contre les Bohèmes. Le 23 août, l'Empereur et le duc Albert firent leur entrée publique dans la capitale de Bohème. Le 26 du même mois, les Grands du royaume, la Chevalerie, les bourgeois de Prague et les députés des villes, inaugurèrent Sigismond comme leur roi légitime.

Pour gagner les Hussites, l'Empereur conféra, le 18 novembre, à leur siège principal, *Tabor*, le titre et les droits de ville libre royale. Il ne restait plus alors à

réduire que l'obstiné Jean Rohacs de Duba et la ville de Koeniggraetz. Cette cité et le château fort de Sion, non loin de Kuttenberg, dans lequel ce chevalier s'était renfermé, furent assiégés par la Noblesse bohème. Koeniggraetz se rendit après une longue résistance par capitulation, au mois de février 1437. Sion fut emporté d'assaut, le mois suivant, et le chevalier de Rohacs et ses gens subirent le supplice de la potence. Ainsi finit la guerre hussitienne, qui désola pendant environ vingt ans la Bohème et les pays limitrophes, et teignit de tant de sang allemand le sol de ces contrées.

Pendant que la guerre civile en Bohème, les affaires de l'Église, le concile de Bâle, les négociations avec les papes Martin V et Eugène IV, enfin l'expédition romaine donnaient à Sigismond des occupations si multipliées, deux cas de droit d'hérédité réclamèrent également une partie de son attention. La branche *ascanienne* de la Maison de *Saxe* s'étant éteinte, en novembre 1422, par la mort du duc Albert III de Saxe-Wittenberg qui n'avait pas laissé d'enfants, l'électorat de Saxe était devenu vacant. Le duc Éric V de Saxe-Lauenbourg prétendit, comme le plus proche agnat, à la succession, que réclamait aussi le duc Frédéric I de Brandebourg pour son fils Jean, qui était marié avec Barbe, fille de Rodolphe III, avant-dernier électeur de Saxe.

L'électeur palatin Louis, de son côté, postula l'électorat de Saxe pour Robert, son fils aîné, sans toutefois produire aucun titre de droit; et les ducs de Brunswick-Lunebourg demandèrent à entrer en possession des États et dignités de la famille de Saxe-Wittenberg, en vertu d'un pacte de confraternité fait depuis longtemps avec cette Maison. Mais le roi Sigismond écarta toutes ces réclamations et demandes plus ou moins fondées, et jugea à propos de traiter la Saxe électorale comme un fief va-

cant de l'Empire germanique. En conséquence, il en investit par un acte, passé le 6 janvier 1423, Frédéric-le-Belliqueux, margrave de Misnie. L'électeur de Brandebourg renonça à ses prétentions, moyennant une forte somme d'argent qu'on s'engagea à lui payer. Le duc de Brunswick-Lunebourg et le comte palatin se désistèrent également de toute sollicitation ultérieure. Mais le duc Éric V, qui en 1427 avait obtenu l'intercession du pape Martin V, et plus tard l'entremise sérieuse du concile de Bâle, continua, mais en vain, ses réclamations jusqu'à sa mort (1435). Son frère et successeur Bernard abandonna enfin des prétentions qu'il ne pouvait plus espérer de faire valoir. Frédéric-le-Belliqueux fut, dès le 18 janvier 1424, introduit dans le collège des princes électeurs et reçut, le 1 août de l'année suivante, de Sigismond à Bude l'investiture qui fut confirmée par un diplôme royal, expédié le 14 du même mois.

Le duc de la basse Bavière-Straubingen et comte de Hollande, Jean II, étant mort le 6 janvier 1425, les pays de Hollande, de Zélande, de Frise et de Hainaut, passèrent à la Maison de Bourgogne [1]). Comme héritiers de

[1]) *Guillaume VI,* duc de la basse Bavière et comte de Hollande, petit-fils de l'empereur Louis, mourut le 31 mai 1417. Sa fille Jacqueline était son unique héritière. Elle entra en possession des États de son père. Mais le prince Jean de la basse Bavière et évêque de Liège, aspirait également au gouvernement. Jacqueline, ayant perdu son premier époux, le dauphin Jean de France, se remaria en 1418 avec Jean de Brabant, son cousin. L'évêque Jean, qui avait quitté l'état ecclésiastique, épousa Élisabeth de Goerlitz et de Luxembourg, nièce du roi Sigismond, veuve du duc Antoine de Bourgogne, et belle-mère du duc Jean de Brabant précité. Le roi Sigismond et le pape Martin V confirmèrent ce mariage et les droits du duc Jean non-seulement sur la basse Bavière, dont il prit possession sans difficulté, mais encore sur la Hollande. Il en résulta une guerre entre les ducs de la basse Bavière et de Brabant; mais elle fut terminée, le 13 février 1419, par la convention de Woudrighem. Ce traité mit le duc Jean de la basse Bavière en possession d'une partie de la Hollande, et lui assura le droit d'hériter le reste, en cas que Jacque-

la basse Bavière se présentèrent les cousins de Jean, les ducs de la haute Bavière, Louis-le-Barbu d'Ingolstadt, Henri de Landshut, Erneste et Guillaume de Munich. Je dois encore faire remarquer ici que, le duc Étienne d'Ingolstadt étant venu à mourir l'an 1413, son fils Louis-le-Barbu lui succéda au gouvernement. Comme c'était un prince turbulent et ambitieux, les ducs de Landshut et de Munich, les comtes palatins Louis et Jean, et l'électeur Frédéric de Brandebourg, conclurent en 1415 une alliance contre lui, et lui firent la guerre jusqu'en 1422. Sous le faux prétexte que son père Étienne avait été fort raccourci dans le partage des États de la haute Bavière, fait en 1392, Louis-le-Barbu était le premier entré hostilement sur le territoire de ses cousins. On avait fréquemment porté des plaintes contre lui dans différentes Diètes, et l'enquête ordonnée par le Roi au sujet de ces démêlés durait encore toujours. En septembre 1422, le Roi lui-même avait envoyé une déclaration de guerre à Louis,

line mourût sans postérité. En 1421 Jacqueline quitta brusquement son époux, prince imbécille, fit dissoudre son union par l'antipape Benoît XII, et s'unit, l'an 1422, en Angleterre avec Humfred, duc de Glocester, frère du roi Henri V. Le duc Jean II de la basse Bavière avait cédé la succession de la partie de la Hollande qui lui appartenait, au duc Philippe-le-Bon de Bourgogne. Il est vrai qu'après la mort du premier de ces princes (1425), Jean de Brabant entra en possession de la Hollande; mais comme il n'avait point d'enfants, son plus proche parent, Philippe-le-Bon prit le gouvernement effectif du comté. Jacqueline, qui depuis son divorce combattait contre Philippe de Bourgogne, contre Jean II de Bavière et contre Jean de Brabant, pour la possession de la Hollande, continua résolument la guerre, qui toutefois finit en 1426 d'une manière fort désavantageuse pour cette princesse. Le pape Martin V annulla, l'an 1427, le troisième mariage de Jacqueline. Humfred, son époux, se sépara d'elle avec joie, et contracta une autre union. Le 17 avril 1427, mourut aussi le second époux de Jacqueline, Jean de Brabant. Cette princesse céda, le 3 juillet 1428, au duc Philippe de Bourgogne l'administration, et après qu'elle eut secrètement épousé, l'an 1433, de Borselen, gouverneur du Hainaut, aussi la souveraineté de ses États. Jacqueline mourut le 8 octobre 1436.

parce qu'il ne voulait pas garder la paix publique, ordonnée par ce monarque. Mais au mois d'octobre à Ratisbonne, Louis se soumit au Roi, lui demanda pardon à genoux et promit de cesser les hostilités.

Aussitôt après que les ducs de la haute Bavière eurent postulé le pays vacant de la basse Bavière, et sans qu'ils possédassent encore une pouce de terre dans cette contrée, ils se disputèrent déjà sur la manière dont on en ferait le partage. Mais le duc Albert V d'Autriche aussi formait des prétentions sur la basse Bavière, parce qu'il était neveu du duc Jean II, et notamment fils de Jeanne, soeur unique de ce prince. Il avait fait des démarches à cet égard auprès des États de la basse Bavière dans la Diète, tenue vers la fin de septembre 1425. C'était sur ces différentes prétentions relativement à la basse Bavière, que le roi des Romains devait à présent décider par voie de justice. Le partage fait en 1255 par les ducs Henri et Louis II, fils d'Othon-l'Illustre, de l'héritage paternel, avait séparé à jamais la haute et la basse Bavière en deux États particuliers. Le traité principal de Pavie (1329), et toutes les autres conventions conclues postérieurement entre les princes du Palatinat et de la haute Bavière, n'avaient aucun rapport à la basse Bavière. Par conséquent les princes de la haute Bavière n'avaient nul droit positif sur le pays vacant. Il est vrai que dans un cas semblable, en 1340, après la mort du duc Jean de la basse Bavière encore mineur, l'empereur Louis n'avait pas reconnu les prétentions des cousins du jeune prince défunt, Frédéric et Léopold, fils d'Othon-le-Hardi, duc d'Autriche, époux d'Élisabeth, fille d'Étienne de Bavière, et s'était lui-même porté héritier du pays; mais un acte arbitraire de l'autorité suprême ne pouvait être regardé comme une loi pour des temps futurs. Guillaume et Albert, fils de l'empereur Louis, devinrent

après la mort de leur père, Souverains indépendants de la basse Bavière et de Hollande; et par conséquent le droit de succession restait naturellement à leurs descendants, aussi en ligne féminine, comme il fut en effet adjugé à Jacqueline de Hollande, qui ne perdit les États dont elle avait hérité de son père que par sa propre faute, vers la fin de sa carrière.

Sigismond accorda, le 10 mars 1426 à Vienne, aux ducs de la haute Bavière, Henri, Erneste et Guillaume, et quelques mois après (3 octobre) à Louis-le-Barbu d'Ingolstadt aussi des lettres royaux, par lesquelles les droits et prétentions que ces princes pouvaient avoir sur la basse Bavière leur furent réservés. Il fit expédier, le même jour (10 mars), au duc Albert V d'Autriche, pour sûreté de ses droits, un diplôme entièrement conforme à celui qu'il avait donné aux princes bavarois. Peu de jours après (21 mars), Sigismond déclara, d'accord avec Albert d'Autriche, la basse Bavière fief dévolu à l'Empire, et le retira pour lui-même comme sa propriété, sa vie durant, et puis pour ses descendants mâles. À défaut de ces derniers, il transporta le droit de succession à sa fille Elisabeth, et à la postérité de cette princesse, et en second lieu à son époux, le duc Albert V d'Autriche lui-même et à ses héritiers. En même temps le Roi nomma ce prince son gouverneur dans la basse Bavière.

Les ducs de la haute Bavière prièrent alors le Roi d'établir un tribunal de princes, pour faire examiner cette affaire de succession, et Sigismond chargea de ce soin l'électeur de Mayence. Les États de la basse Bavière prêtèrent foi et hommage aux quatre ducs de la haute Bavière; mais ce ne fut qu'éventuellement et temporairement jusqu'à la décision du Roi. Ce Souverain se trouvait alors dans des rapports politiques fort difficiles, attendu qu'il était de toutes parts entouré d'ennemis, ayant à com-

battre au Nord contre les Hussites, à l'Orient contre les Turcs, n'étant pas en bonne intelligence avec la Pologne, et se voyant dangereusement menacé par Venise, du côté de la Dalmatie. C'est pourquoi il jugea à propos de ne pas faire valoir pour le moment ses propres droits, comme roi d'Allemagne et seigneur suzerain, ni les prétentions de son gendre Albert sur la basse Bavière. En conséquence il décida, le 29 avril 1429 à Presbourg, que sauf les droits du duc Albert V d'Autriche et de ses descendants, le pays de basse Bavière était conféré, par voie de grâce, de la part de l'Empire aux quatre ducs de la haute Bavière, et que ces princes le partageraient en autant de portions égales, pour les posséder héréditairement. Cette répartition se fit par le traité du 24 juin de la même année.

La seconde race de la Maison de Bourgogne possédait en ce temps-là, outre le duché de Bourgogne, le comté du même nom, puis l'Arbois, la Flandre, Malines, Anvers, Namur, le Brabant, le Limbourg, la Hollande, la Zélande, le Hainaut et la Frise. Depuis plusieurs siècles la plus grande partie de ces pays étaient des fiefs mouvants de l'Empire germanique. Mais le duc Philippe refusa de faire hommage au roi d'Allemagne, comme aussi d'en recevoir l'investiture, et par conséquent de le reconnaître pour suzerain. Dans la Diète d'Ulm l'an 1434, l'empereur Sigismond avait déjà tout disposé pour faire la guerre à Philippe; il s'était allié contre ce prince avec le roi Charles VI de France, et avait bientôt après effectivement déclaré la guerre à la Bourgogne. Mais comme il ne pouvait espérer une assistance efficace ni de la part des princes d'Allemagne, ni de la part du roi de France, la guerre projetée n'eut pas lieu.

Sigismond avait déjà formellement transporté à son gendre, le duc *Albert V d'Autriche*, la succession de la *Hongrie*, et destiné également à ce prince, comme étant

son unique héritier, celle de *Bohème*, Mais *Barbe de Cilly*, seconde épouse de Sigismond, qui avait été couronnée reine de Bohème, le 11 février 1437, avait formé le projet de placer, après la mort prochaine de l'Empereur, les couronnes des deux royaumes sur sa propre tête. Cette princesse ambitieuse, qui avait empoisonné les jours de son époux par ses dérèglements, ses intrigues et conspirations [1]), se reposait sur le grand nombre de châteaux forts qu'elle tenait occupés en Hongrie, à titre d'hypothèque pour sûreté de sa dot et de son douaire; elle pouvait en outre compter sur le puissant soutien de son frère Frédéric et de son neveu Ulric, comtes de Cilly. Elle se montra très-favorable envers les Hussites, et par la promesse d'une parfaite liberté de conscience, elle gagna les principaux et les plus puissants seigneurs de cette secte pour ses plans ambitieux. Elle voulait épouser le jeune roi Uladislas III de *Pologne*, et réunir ainsi sous son sceptre les trois royaumes. Des ambassadeurs polonais étaient arrivés à Prague et avaient demandé que, comme Sigismond ni son gendre Albert n'avaient point d'héritiers mâles, l'Empereur voulût bien adopter le roi Uladislas et son frère Casimir pour fils, puis marier ces deux princes aux deux filles du duc Albert d'Autriche, Anne et Élisabeth, et leur assurer ainsi la succession des royaumes de Hongrie et de Bohème. Barbe sut persuader son époux à ne point donner une réponse positive aux envoyés de Pologne; en revanche la matrône de cinquante-six ans fit offrir sa main à Uladislas, qui en avait à peine treize. Comme les Hussites croyaient avoir tout à craindre de la répugnance connue du duc Albert pour leur secte, en cas que ce prince parvînt au gouvernement, leurs chefs Henri Ptaczek, Alexis de Sternberg et Georges Podiebrad, entrèrent volontiers en correspondance secrète avec l'impératrice.

[1]) Bonfini dans son *histoire de Hongrie. Dec. III, Lib. VII.*

Sigismond, qui était dangereusement malade, fut instruit par le duc Albert des desseins de son épouse, et chercha à les déjouer par une prompte résolution. Au mois de novembre 1437, il témoigna un vif désir de voir encore une fois avant de mourir sa fille Élisabeth. Il se mit effectivement en route avec l'impératrice, pour se rendre par la Moravie à Vienne. A Znaim il trouva Albert et Élisabeth qui étaient venus à sa rencontre. La maladie du monarque empira au point qu'il ne put continuer son voyage. Sentant qu'il n'avait plus que peu de jours à vivre, il fit arrêter son épouse, et après avoir découvert aux seigneurs bohèmes et hongrois qui l'avaient accompagnés jusqu'à Znaim, les plans de l'impératrice, il désigna encore une fois son gendre Albert pour héritier des royaumes de *Hongrie* et de *Bohème*. Les Grands des deux royaumes, présents dans la dite ville, promirent à l'Empereur de se conformer à ses dernières volontés, et reconnurent Albert et Élisabeth pour leurs futurs Souverains. Le chancelier Gaspard de Schlick reçut l'ordre de se rendre, sitôt que l'Empereur aurait cessé de vivre, en toute diligence à Prague, afin d'engager les États de la Bohème à reconnaître aussi Albert pour leur roi. Sigismond mourut le 9 décembre 1437, dans la soixante-neuvième année de son âge, après avoir régné cinquante-trois ans sur la Hongrie, vingt-sept sur l'Allemagne, dix-sept sur la Bohème, et après avoir porté pendant cinq ans le titre d'Empereur romain. Ses restes furent transportés au Grand-Waradin et déposés dans le caveau des rois de Hongrie. L'impératrice fut obligée de suivre, comme prisonnière, le corps inanimé de son époux dans cette ville, et ne devait, d'après les dernières volontés de ce Souverain, être remise en liberté, que lorsque Albert V d'Autriche se trouverait affermi sur les trônes de Hongrie et de Bohème.

Des annalistes contemporains nous dépeignent l'am-

pereur Sigismond comme un prince bon, poli, affable et facile à réconcilier. D'après leur témoignage, il estimait les classes industrielles du peuple, les bourgeois et les paysans, selon qu'ils le méritaient. Il leur procura effectivement différents droits et franchises. Il gagna aussi beaucoup de coeurs par sa grâcieuse libéralité; et un demi-siècle après sa mort, le souvenir des bienfaits reçus de ce Souverain vivait encore dans maints esprits reconnaissants. Néanmoins Sigismond sut égaler et même encore surpasser les farouches Hussites en cruauté. Il enfreignit plus d'une fois l'amnistie solennellement accordée aux rebelles hongrois, et fit exécuter leurs chefs sans forme de procès; il souffrit que, malgré son sauf-conduit, Jean Huss fût emprisonné et brûlé; son insatiable et injuste vengeance persécuta le duc Frédéric IV d'Autriche jusqu'à ce que ce prince fut entièrement écrasé. Mais ce qui est assez particulier, c'est que dans le même temps où il s'efforçait d'anéantir une branche de la Maison de Habsbourg, il augmentait l'éclat d'une autre branche de cette illustre famille par le mariage de sa fille Élisabeth, héritière de deux beaux royaumes, avec un prince autrichien. Sigismond jouissait dans l'Europe d'une estime mêlée de crainte: les princes qui se faisaient la guerre le reconnaissaient pour médiateur, parce qu'ils craignaient de l'avoir pour ennemi. Le roi Sigismond, prince fort religieux, demeura toujours fidèlement attaché à l'Église. On attribua à son activité le mérite d'avoir fait cesser le grand schisme d'Occident. Mais cette gloire est due plutôt aux Pères assemblés à Constance, qui combattirent avec fermeté et persévérance l'opposition de trois antipapes, et furent vainqueurs de tous les obstacles. On fait aussi un mérite à Sigismond d'avoir terminé la guerre des Hussites. Cependant ce ne fut qu'après avoir sacrifié pendant seize ans le sang de ses peuples et les trésors de la moitié

de l'Europe à son imprudente obstination, qu'il vint à bout, par une condescendance forcée, de mettre fin à une lutte qu'il aurait peut-être évitée s'il s'était montré moins difficile d'abord au commencement.

Les affaires de finances dans ses royaumes n'étaient jamais en ordre. Sigismond était libéral, souvent outre mesure, et quelque fois envers des gens indignes qui abusaient de ses bonnes grâces. Une prodigalité irréfléchie, une dilapidation ruineuse des domaines de la couronne et une pénurie absolue se succédaient constamment. C'est aussi par cette raison qu'il augmentait fréquemment les impôts existants et inventait de nouvelles espèces de contributions, qu'il altérait les monnaies, engageait et vendait des biens de l'État, des villes et même des provinces entières à ceux qui lui prêtèrent de l'argent, ou pouvaient payer le prix d'achat; qu'il sacrifiait, en un mot, pour des sommes peu considérables, sa gloire et l'honneur de son vaste Empire. Sous le gouvernement de Sigismond les royaumes soumis à ses lois perdirent des provinces plus ou moins importantes, en partie par le fer de l'ennemi et en partie par des traités, des ventes, des engagements etc.; c'est ainsi que la Bourgogne, le Brabant, le Limbourg, la Hollande, s'étaient détachés du Corps germanique; c'est ainsi que la Marche de Brandebourg avait été séparée du royaume de Bohème et vendue à la Maison de Zollern; que la Lusace avait été hypothéquée à Jean de Polenz, et le pays de Zips en Hongrie à Uladislas de Pologne, et que le margraviat de Moravie, un annexe du royaume de Bohème, avait été cédée au duc Albert d'Autriche; c'est enfin ainsi que les pays de Halics, de Vlodimir, de Vollhynie et de Podolie étaient devenus domaines de la Pologne. La Dalmatie, à cette époque, était temporairement au pouvoir des Vénitiens. La dépendance de la Moldavie du royaume de Hongrie

avait cessé, et celle de la Bosnie, de la Serbie et de la Valachie avait été fort ébranlée. Les princes de ces pays recherchaient tantôt l'alliance des sultans turcs, tantôt celle des rois de Hongrie. Sur le côté oriental des provinces de ce royaume, les Ottomans étendaient de plus en plus leur puissance. Il était à craindre qu'après la chûte prochaine de l'Empire grec le torrent furieux ne se dirigeât contre la Hongrie, et n'emportât aussi ce boulevard de la chrétienté occidentale et principalement de l'Allemagne.

Le duc *Albert V* d'*Autriche* fut élu d'une voix unanime *roi de Hongrie* par les États, le 18 décembre 1437. Il reçut à Albe-Royale la couronne de S. Étienne en même temps que son épouse *Élisabeth*, le 1 janvier de l'année suivante. L'impératrice Barbe fut remise en liberté, et les États de Hongrie lui assignèrent plusieurs châteaux et une pension de 12,000 ducats. La ville de Melnik fut destinée pour lieu de sa résidence. Les princes électeurs s'assemblèrent à Francfort pour donner un chef à l'Empire. Tous les suffrages se réunirent en faveur d'*Albert*, qui fut aussi proclamé *roi des Romains*, le 18 mars 1438. On envoya des ambassadeurs à Vienne pour inviter Albert à venir prendre possession de l'Empire. Ce prince, qui trouvait que l'administration des deux royaumes qu'il avait hérités était déjà un assez pésant fardeau, hésita d'abord à accepter la couronne qu'on lui avait déférée. Cependant, à la persuasion de Frédéric IV de Tyrol, son cousin, il consentit, le 29 avril 1438, à monter sur le trône impérial, après avoir demandé et reçu l'approbation des États de la Hongrie, auxquels Albert, comme on prétend, avait dû promettre, avant de recevoir la couronne de ce royaume, de refuser celle de l'Empire. Les événements qui survinrent bientôt après en Bohème, furent cause qu'Albert ne put assister en personne à la Diète qu'il avait déjà convoquée en Nuremberg, le 5 mai de la même année, ni se faire couronner à Aix-la-Chapelle.

Le chancelier, comte Gaspard de Schlick, avait fait part aux États de la Bohème des dernières intentions de l'empereur Sigismond, et les avait conjurés, dans un discours entraînant, de confirmer le choix qu'avait fait le monarque défunt d'Albert pour le remplacer sur le trône de leur pays. Les États catholiques reconnurent en effet dans la Diète de Prague, le 27 décembre 1437, Albert V d'Autriche pour roi de Bohème. Mais les Calistins, ligués avec l'impératrice Barbe, refusèrent d'abord leur consentement, et plus tard ils proposèrent une capitulation, qui leur aurait non-seulement assuré les droits qui leur avaient été concédés dans le traité de 30 novembre 1433, mais leur aurait encore octroyé de nouvelles franchises. Albert, qui était un zélé catholique, n'ayant pas voulu avoir tant de condescendance pour des sectaires, les Calistins élurent dans une assemblée tenue à Tabor, le 6 mai 1438, le prince *Casimir*, frère du roi Uladislas de Pologne, et seulement âgé de treize ans, roi de Bohème. Mais le même jour, le parti catholique proclama le roi des Romains, Albert II, *roi de Bohème* aussi. Uladislas accepta le trône pour son frère, malgré toutes les représentations que lui firent Albert et les États de Hongrie pour l'en détourner. Mais Albert partit aussitôt avec un corps de troupes pour la Bohème. Il fut reçu à Iglau tant par la principale Noblesse catholique que par les orateurs des Calistins. Ces derniers lui offrirent encore une fois de le reconnaître pour leur Souverain, s'il voulait consenter aux conditions qui lui avaient déjà été soumises antérieurement. Albert rejeta leur demande, et marcha sur Prague où il fut couronné, le 29 juin 1438.

Le roi de Pologne avait envoyé les vayvodes de Posen et de Sendomir avec 6000 cavaliers au secours des Calistins. Le chef utraquiste, Georges Ptaczek (appelé aussi Ptarsko de Lippa), faisait une guerre de brigandage

contre les possessions de la Noblesse catholique. Le roi Albert, sans attendre les renforts qui étaient en route, marcha avec une force peu considérable contre les bandes de Calistins et de Polonais. Mais ceux-ci évitèrent tout combat partiel, et se concentrèrent dans la position près de Tabor qu'ils retranchèrent fortement. Le Général calistin fit aussi fortifier Collin, Koeniggraetz, Czaslau et plusieurs places sur les frontières de la Moravie, de la Hongrie et de l'Autriche. Sur ces entrefaites, le roi des Romains avait reçu des secours de la Hongrie, de l'Autriche, ainsi que de l'Allemagne. À la tête des troupes de l'Empire se trouvaient l'électeur Frédéric de Saxe, le margrave Albert de Brandebourg et plusieurs autres princes. Au mois d'août, l'armée royale s'était déjà accrue au nombre de 30,000 combattants, tandis que les Calistins et les Polonais près de Tabor n'avaient que 14,000 hommes sous les armes. Le roi Albert s'avança vers Tabor; mais à son approche l'ennemi perdit courage, abandonna son camp et se jeta dans la ville, qui fut aussitôt étroitement bloquée par les troupes royales. La place se rendit par capitulation après six semaines de siège. En novembre le roi Albert reçut à Breslau l'hommage des Silésiens, et à Goerlitz celui des Lusaciens.

Par l'entremise du pape Eugène IV et du concile de Bâle, des négociations furent entamées entre les rois Albert et Uladislas. On conclut une trêve et tint en janvier 1439 à Breslau un congrès, auquel Albert assista en personne. Mais Uladislas ayant insisté opiniâtrément sur les prétendus droits de son frère, tout ce qu'on put effectuer ce fut de prolonger la suspension d'armes pour un temps indéterminé. Albert avait, avant son départ pour la Silésie, confié au comte Ulric de Cilly le gouvernement de la Bohème. Ce seigneur déloyal forma le perfide projet de s'ériger lui-même en Souverain du royaume. Il trahit

ses vues ambitieuses par là, qu'il se fit prêter à lui-même serment de fidélité par les troupes nouvellement enrôlées; qu'il remplit de ses propres soldats toutes les places fortes, et qu'il employa les revenus du royaume à s'acheter des partisans. Dès que le roi Albert fut informé de la conduite de ce ministre infidèle, il lui ôta sa dignité, le bannit de la Bohème, et nomma Ulric de Rosenberg et Meinard de Neuhaus gouverneurs du royaume. Ces nouveaux ministres ménagèrent une trêve avec les Calistins. Cependant Henri Ptaczek continua encore dans l'année 1439 ses dévastations sur les terres de la Noblesse catholique. On découvrit aussi des associations séditieuses dans Prague. L'impératrice Barbe avait pris part en secret tant aux complots criminels de son neveu, le comte de Cilly, qu'aux nouveaux troubles des Calistins. Elle en était même revenue à son ancien plan, et avait offert au jeune roi de Pologne sa main et avec celle-ci ses prétendus droits à la possession du royaume de Hongrie. Les infâmes intrigues de cette princesse ayant été découvertes, le roi Albert la fit arrêter à Presbourg, et confisqua ses biens en Hongrie. Mais elle parvint bientôt après à s'enfuir en Pologne, et s'efforça d'exciter de plus en plus le roi Uladislas de Pologne contre Albert.

Pendant ce temps-là, l'assemblée des États de l'Allemagne, convoquée par Albert, avait été ouverte à Nuremberg, au mois de juin 1438. Le Roi fit présenter par ses plénipotentiaires un projet de loi sur une paix publique générale et l'entière abolition du droit manuaire *(Faustrecht)*. La jurisprudence allemande devait être réglée d'après des principes conformes à la droite raison, et on devait principalement mettre des bornes à l'autorité absolue qu'exerçaient les tribunaux secrets de la Westphalie, connus sous le nom de *Heilige Vehme*. Albert voulait aussi établir un tribunal d'*Austrègues*, ou tribunal suprême de l'empire

d'Allemagne [1]), diviser ce pays en cercles, améliorer les monnaies et les mettre sur un pied égal dans les différentes provinces de l'Empire. Mais les opinions des princes et États, comme aussi leurs demandes et prétentions, différaient tant les unes des autres, que ni cette Diète, ni celle qui s'assembla également à Nuremberg, le 1 octobre de l'année suivante, ne purent les accorder. En sorte que toutes ces excellentes propositions du roi Albert restèrent infructueuses; et les événements importants par lesquels le concile de Bâle occupait exclusivement l'attention de toute l'Europe, les firent bientôt oublier.

Le pape Eugène IV n'avait reconnu que forcément le concile de Bâle pour légitime. Mais lorsque les Pères commencèrent, dans les années 1435 et 1436, à réformer par leurs décrets les annates et autres revenus du Siège apostolique, la forme d'élection des papes, les devoirs et attributs de ces pontifes, le nombre, les qualités et les droits des cardinaux; lorsqu'il vit que le concile travaillait sérieusement à la réunion de l'Église grecque avec l'Église latine, Eugène IV mit tout en oeuvre pour maintenir son autorité et détruire la puissance du concile. L'empereur Jean VI Paléologue et le patriarche de Constantinople avaient fait les premiers des offres de réconciliation au concile de Bâle. Mais tout le monde savait que ces démarches n'avaient eu lieu que par nécessité et contre la volonté de la majeure partie du clergé et du peuple grecs qui, animés d'un zèle aveugle de religion, détestaient peut-être moins les Mahométans que les chrétiens catholiques. Des ambassadeurs byzantins étaient arrivés à Bâle, le 1 octobre 1437. On y attendait aussi l'empereur Jean et le patriarche. Mais le pape Eugène sut si bien persuader la Cour de Constantinople, qu'elle insista à ne vouloir négocier que

[1]) Cette Cour de justice devait décider sans appel les contestations qui s'élevaient entre les États souverains de l'Empire germanique.

directement avec le chef de l'Église romaine. Le concile ayant cité Eugène IV devant son tribunal, le pape, pour toute réponse, indiqua par une bulle du 18 septembre 1437 un autre concile à Ferrare. Les prélats italiens obéirent; mais les évêques des autres nations, assemblés à Bâle, déclarèrent, le 1 octobre, le pape Eugène coupable de désobéissance et ordonnèrent de continuer la procédure contre le pontife. Le 12 octobre, la bulle relative à la translation du concile en Italie fut déclarée nulle et de nul effet. En revanche Eugène IV décréta, le 30 décembre, l'entière dissolution du concile de Bâle.

La nouvelle assemblée ecclésiastique à Ferrare fut ouverte, le 8 janvier 1438. Vers la fin du même mois, Eugène IV arriva dans cette ville. Mais le concile de Bâle n'en continuait pas moins de tenir ses sessions. Il protesta formellement contre sa dissolution et suspendit, le 24 janvier, le pape de toute juridiction spirituelle et temporelle; sur quoi Eugène IV excommunia tous ceux qui resteraient à Bâle pour y continuer le concile. Chaque parti alors chercha à mettre dans ses intérêts les électeurs d'Allemagne, qui à cette époque étaient réunis à Francfort pour élire un roi des Romains. Mais ces princes déclarèrent vouloir garder la plus stricte neutralité et firent, pour la maintenir, un pacte fédératif, deux jours après l'élection (20 octobre 1437). Les princes électeurs, et le roi Albert aussi, offrirent à différentes reprises leur médiation au concile, mais toujours inutilement. Les efforts que firent les deux Diètes de Nuremberg pour amener un rapprochement, n'eurent pas un meilleur résultat. Enfin, lorsqu'on vit que rien n'était en état de faire céder le concile de Bâle, le roi Albert, les princes, les comtes, les seigneurs et les chevaliers de l'Empire, accédèrent aussi à la ligue des électeurs. Au congrès, tenu en mars 1439 à Mayence, et où furent présents des plénipotentiaires de

tous les Souverains et pays de l'Europe, la continuation d'une neutralité médiatrice fut résolue par les États d'Allemagne, et on rejeta la suspension du pape, prononcée par le concile de Bâle. En revanche différents décrets de ce concile, tendants à redresser les griefs ecclésiastiques de l'empire d'Allemagne, furent adoptés le 26 mars; toutefois avec réserve des modifications à y ajouter, afin qu'ils pussent aussi convenir à la nation allemande. Par là les taxes ordinaires qu'on payait auparavant au Siège romain, se trouvèrent réduites à peu de chose, et les soi-disant *provisions* ne furent accordées que jusqu'à la convocation d'un concile général.

L'empereur Jean-Paléologue et le patriarche de Constantinople étant arrivés, au mois de mars 1438, à Ferrare, le pape fit aussitôt ouvrir les disputes entre les théologiens des deux partis, au moyen desquelles on croyait venir à bout de réunir les deux Églises. En janvier 1439, Eugène IV transféra son assemblée ecclésiastique à Florence, à cause de la peste qui menaçait Ferrare. Le 6 juillet, une union apparente entre les *Latins* et les *Grecs* fut conclue dans la première de ces villes, et on signa un traité relativement à cet objet. Le lendemain, cet événement fut publié par une bulle du pape. Mais la haine inextinguible que se portaient réciproquement les deux partis, et la destruction de l'Empire grec qui eut lieu peu de temps après, furent cause que cette réunion précipitée n'eut point des suites ultérieures. Avec la mort des fondateurs de cette prétendue union, leur ouvrage s'écroula d'ailleurs aussi.

Pendant qu'Eugène IV continuait avec la plus grande activité son concile à Florence, celui de Bâle portait des coups décisifs contre ce pape. Il cita encore une fois Eugène devant son tribunal, le 16 mai 1439, et comme le pontife ne comparut point et refusa même d'envoyer des

plénipotentiaires à Bâle, les Pères assemblés dans cette ville le déclarèrent déchu du pontificat. Ensuite ils nommèrent trente-trois électeurs qui, le 5 novembre, proclamèrent pape le ci-devant duc Amédée VIII de Savoye, qui avait quitté le gouvernement, pour vivre dans la solitude à Ripaille sur le lac de Genève. Le concile confirma ce choix, le 17 novembre. Amédée se laissa persuader à accepter la nouvelle dignité, et prit le nom de *Félix V*.

Le roi Albert, retenu dans des contrées lointaines par des expéditions militaires d'assez grande importance, ne prit guère part à ces événements, qui firent naître un nouveau schisme dans l'Église. Son gouvernement en Hongrie, quoique à peine commencé, avait déjà été troublé par plusieurs revers. Peu de temps après le couronnement, les Allemands, employés dans la magistrature à Bude, avaient été expulsés et leurs maisons brûlées par les indigènes du royaume. La Transylvanie, déjà désolée par une révolte des paysans, qui n'avait pu être apaisée qu'en leur accordant le droit de libre émigration, fut, en été 1438, ravagée par les Turcs qui, après avoir saccagé Mediasch, enlevé Schaessbourg par surprise et en vain assiégé Hermanstadt, se retirèrent par le défilé de Terzbourg, emmenant avec eux 70,000 prisonniers.

Dans l'année 1439, le sultan Amurat II, fils de Mahomet I, entra avec une nombreuse armée en Serbie, dévasta ce pays, assiégea Semendria, la résidence du prince Georges, son beau-père, et réduisit celui-ci à une telle extrémité, qu'il s'enfuit par Raguse et Scardone en Hongrie, pour implorer l'assistance du roi Albert. Ce Souverain fit aussitôt les préparatifs nécessaires pour marcher au secours de son allié. Dans la Diète, assemblée à Bude, les États du royaume assurèrent, le 24 mai 1439, à la reine Élisabeth, et comme elle n'avait pas encore de fils, à ses futurs enfants mâles ou, à défaut de

tels, à ses filles la succession au trône de Hongrie, en cas que le Roi son époux vînt à mourir. Mais Albert fut obligé de signer, le 29 mai, une capitulation dont les conditions concernaient les principes de la constitution du pays. Le Roi avait espéré s'assurer par cette condescendance un soutien efficace de la part de la Noblesse dans la guerre contre les Turcs. Mais l'aversion qu'avaient la plupart des magnats pour le prince Georges, qui professait la religion orientale, mit de grands obstacles aux armements du Roi, qui ne put rassembler qu'une armée de 14,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient même beaucoup de mercénaires enrôlés et de soldats allemands. Avec ce peu de troupes Albert marcha, au mois d'août, courageusement à la rencontre de l'armée ottomane, forte de 150,000 hommes. Le Roi passa la Teisse, et assit son camp sur les bords du Danube, limitrophe de la Serbie. Sur ces entrefaites, le sultan s'était rendu maître de Semendria, après deux mois de siège, et avait fait crever les yeux à Étienne, fils du prince Georges, qui avait été pris dans cette ville, comme aussi à son frère Grégoire, qui se trouvait déjà comme ôtage à la Cour ottomane. Ensuite le sultan s'empara de Novoberdo, riche ville de montagne, força le roi Étienne de Bosnie à augmenter de 5000 ducats le tribut annuel qu'il payait à la Turquie, et étendit sa domination jusqu'à l'Albanie. Le roi Albert se proposait de passer le Danube pour reprendre Semendria; mais une épidémie dévastatrice se répandit dans le camp des Hongrois, et amena la dissolution de cette armée. Albert lui-même fut atteint de cette maladie. Dès qu'il reconnut son état, il se mit en chemin pour Vienne; il désirait ardemment embrasser encore une fois sa famille, avant de s'en séparer pour toujours. Mais le sort le priva même de cette triste consolation. Il expira, le 27 octobre 1439, à l'âge de qua-

rante-deux ans, dans le village de Nesmely *(Nesmil)*, non loin de Comorn, laissant la Reine enceinte. Il avait employé ses derniers moments à la confection d'un testament, dans lequel il conférait, en cas que son épouse accouchât d'un fils, la tutelle de ce prince aux ducs Frédéric V et Albert VI pour l'*Autriche*, et à différents comtes par rapport à la *Hongrie*, à la *Bohème* et à la *Moravie*. Le roi Albert laissa deux filles, *Anne*, fiancée au duc Guillaume de Saxe, et *Élisabeth*, qui épousa dans la suite le roi Casimir de Pologne.

La perte d'un si excellent prince fut également sentie et regrettée par tous les États et provinces de l'Allemagne. Les pays autrichiens particulièrement avaient tout lieu d'être satisfaits de son gouvernement actif et énergique; car il détruisit les châteaux des brigands, sévit contre les malfaiteurs avec toute la sévérité que les circonstances du temps avaient rendu nécessaire, et rétablit par ce moyen la tranquillité publique et la sûreté générale dans le pays. Albert avait régné trop peu de temps sur l'Allemagne pour que les fruits que la nation attendait de son intelligence, de son amour pour la justice, de son courage et de son activité, pussent effectivement parvenir à maturité. Mais les sages propositions que ce Souverain avait faites aux États dans les deux Diètes à Nuremberg (1438), justifiaient l'espérance qu'avaient conçue les peuples d'Allemagne de jouir d'un sort heureux sous le règne de ce Souverain. Le roi Albert II possédait, outre une grande fermeté d'âme, de propres forces militaires suffisantes, pour vaincre tous les obstacles que les princes et États de l'Empire auraient pu opposer aux plans qu'il avait formés pour le bien de toute la nation germanique.

Ce monarque, qui sut unir dès sa plus tendre jeunesse l'esprit au courage, et la prudence à l'amour de la gloire, honora doublement son règne et par ses ver-

tus privées et par la sagesse de son administration. Général habile, intrépide au milieu des plus grands périls, il dompta les Moraves et les Bohèmes, et sut contenir dans leurs limites les Polonais, accoutumés aux incursions. Par l'exercice fréquent des troupes, par une sévère discipline militaire et par son propre exemple, Albert II donna à l'armée de son pays héréditaire toute la perfection dont elle était susceptible, et augmenta beaucoup le renom des armes autrichiennes.

Albert II avait la taille haute et bien prise. La beauté de sa figure était encore relevée par un port majestueux et par une noble simplicité dans ses vêtements, dans ses armes et dans sa parure. Il était pieux, juste, libéral, affable, doux, aimable; quoique son air sérieux lui fît donner le surnom de *Grave*, à côté de celui de *Magnanime* que tous les historiens lui attribuent à cause de son esprit élevé et de ses nobles actions.

CHAPITRE VIII.

Ladislas-Posthume d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême.
De 1439 à 1457.

Les trois couronnes que le roi Albert II avait portées n'étaient pas héréditaires; il n'appartenait qu'aux électeurs et aux États d'en disposer. Quant au duché d'*Autriche*, comme c'était un fief masculin, il n'y avait qu'un prince qui pût en être investi. Le monarque défunt avait laissé trois proches parents: *Frédéric V*, duc de *Styrie*, de *Carinthie* et de *Carniole*, et *Albert VI*, tous deux fils d'*Erneste-de-Fer*, ainsi que *Sigismond*, fils de *Frédéric IV*, comte de *Tyrol*, mort peu de mois avant le roi Albert II, son frère. Les États de l'Autriche s'étant assemblés à Vienne, le 15 novembre 1439, décidèrent que si la reine *Élisabeth* mettait au monde un fils, le duc *Frédéric V* de *Styrie*, l'aîné de la Maison, administrerait l'*Autriche* en qualité de tuteur du prince, jusqu'à sa majorité; mais que si elle accouchait d'une fille, *Frédéric* avec son frère *Albert* et leur cousin *Sigismond* de *Tyrol*, prendraient conjointement possession de l'*Autriche*, conformément à l'ordre de succession établi dans leur Maison. Le 1 décembre, le duc Frédéric signa à Bertholsdorf des reversales, par lesquelles il s'engageait à se conformer exactement à la décision des États. Peu de jours après (le 6 décembre), *Frédéric* arriva à Vienne, accompagné de son frère *Albert VI* et du comte *Ulric* de *Cilly*, cousin de la reine Élisabeth. L'arrêté de la Diète

ci-dessus mentionné fut publié, et les États prêtèrent l'hommage éventuel aux deux ducs.

Les États de *Bohème* consentirent, au mois de janvier 1440, à attendre la délivrance de la reine Élisabeth; mais en *Hongrie* diverses factions s'élevèrent pour disposer du trône de ce royaume. Le respect que les principaux seigneurs avaient conservé pour la mémoire du bon et sage roi Albert, voulait qu'on différât l'élection. „Attendons, disaient-ils, que la Reine ait mis au jour le dépôt précieux qu'elle porte dans son sein; si c'est un fils, il sera élevé par nous, et sucera avec le lait l'amour de la patrie. Formé par nos leçons, instruit par nos exemples, il saura respecter les privilèges de la Noblesse et les lois constitutionnelles de la Nation. Si, au contraire, nous offrons la couronne à un prince voisin, il voudra, en régnant sur nous, faire régner des lois étrangères.“ Cet avis aurait prévalu peut-être, si l'évêque de Vesprim, Simon Rozgon, dont Élisabeth s'était attiré le mécontentement, et le Ban de Szereny, Jean Corvin, si connu sous le nom de *Huniade* [1]), qui avait vaillamment combattu les Turcs, et était en grand crédit auprès des Hongrois, ne s'y étaient opposés. „Je respecte autant que vous, dit-il, les mânes d'Albert, mais j'aime encore plus ma patrie. Voyez de combien de périls elle est menacée; les Ottomans couvrent déjà ses frontières; déjà ils ravagent nos terres; tandis que nous délibérons tranquillement sur le choix d'un Souverain, les troubles et la faiblesse d'une régence leur ouvriront un passage jusqu'au centre de la Hongrie. Nous avons besoin d'un prince actif et laborieux pour nous gou-

[1]) Jean, fils naturel de l'empereur Sigismond, né d'Élisabeth de Morsimai l'an 1393, reçut le nom de *Corvin* ou du lieu de sa naissance, le village de *Hollos* (village des corbeaux), ou de l'événement avec le corbeau qui vola à la mère l'anneau de l'Empereur, et fut abattu par l'oncle. Sigismond donna a l'enfant le bourg de *Hunyad*, dont le nom passa a ce dernier.

verner, brave et intrépide pour nous défendre.“ Ce discours entraîna la plupart des esprits; on résolut d'offrir avec la main d'Élisabeth la couronne à *Uladislas*, *roi de Pologne*. Cependant il fut convenu que cette offre serait nulle, et que toute négociation relative à cette affaire viendrait à cesser, si dans l'intervalle la Reine donnait le jour à un prince. On contraignit Élisabeth à se prêter à cet arrangement. Mais cette princesse avait retiré son consentement par un manifeste du 12 février 1440, et était accouchée, quelques jours après (22 février), d'un fils qui fut appelé *Ladislas-Posthume*. Quoique la naissance de ce prince rendît tout traité avec la Pologne superflu et inutile, Uladislas n'en accepta pas moins, le 8 mars à Cracovie, la couronne de Hongrie, et conclut le lendemain avec les ambassadeurs de ce royaume une convention, qui fixait son mariage avec la reine Élisabeth. Le sort du prince nouveau-né inquiétait les Hongrois. Afin d'étouffer dans leur naissance les factions qui commençaient à fermenter, on convint d'employer tous les moyens possibles pour assurer à Ladislas-Posthume la couronne de Bohème. Mais il fut en même temps arrêté, que la Hongrie passerait aux enfants qui naîtraient de la nouvelle union d'Élisabeth, et que seulement au défaut de tels héritiers, Ladislas monterait, après la mort de son beau-père, sur le trône de ce royaume. La reine Élisabeth, qui ne voulait plus rien savoir de l'hymen projeté, nomma par un acte du 10 avril 1440 le duc Albert VI de Styrie tuteur de son fils pour l'*Autriche*. Le comte Ulric de Cilly, cousin de la Reine, était arrivé avec quelques troupes en Hongrie, pour soutenir les intérêts d'Élisabeth et de son fils. La Croatie, la Dalmatie, pour autant que ce dernier pays n'était pas occupé par les Vénitiens, restèrent dévouées à la Reine. Mais les despotes de Serbie et de Bosnie prirent le parti d'Uladislas de Pologne. Éli-

sabeth, qui était une princesse intelligente et d'un caractère déterminé, s'y prit si adroitement, que les magnats qui lui étaient attachés couronnèrent, le 15 mai 1440 à Albe-Royale, le prince Ladislas, qui n'était pas encore âgé de trois mois, et la proclamèrent elle-même régente du royaume. La Reine s'assura l'assistance du duc Albert de Styrie par une convention qu'elle conclut avec ce prince à Raab, le 31 mai 1440. Mais ayant appris que le roi Uladislas avait déjà franchi avec une armée nombreuse les limites de la Hongrie, Élisabeth perdit le courage et l'espoir de se maintenir en possession du royaume contre un adversaire si puissant. Elle s'empara de la couronne de S. Étienne, déposée à Visségrade, et s'enfuit avec ce dépôt sacré et son fils à Presbourg. Dans le cours du mois d'août, elle se rendit à Vienne auprès du duc *Frédéric V d'Autriche-Styrie* qui avait été élu, le 2 février 1440, *roi des Romains* d'une voix unanime. Élisabeth livra la couronne sainte à ce monarque, et lui remit plus tard aussi la ville d'Oedenbourg et plusieurs autres places pour sûreté des sommes qu'elle avait reçues de lui à titre d'emprunt. Uladislas, étant arrivé à Bude, fut reconnu pour roi de Hongrie par la plus grande partie du royaume. La Diète du 21 juin le confirma dans cette dignité. Un seul obstacle s'opposait au sacre d'Uladislas. La reine Élisabeth avait en sa puissance la couronne sainte, objet d'une vénération superstitieuse en Hongrie. Comme on n'esperait pas pouvoir de longtemps recouvrer ce précieux diadème, les Grands eurent recours au seul expédient qui leur restât pour en imposer au peuple. Ils ouvrirent la châsse où étaient renfermés les restes vénérables de S. Étienne, et prenant la couronne dont sa tête était ornée, ils la posèrent sur celle d'Uladislas (le 17 juillet 1440).

La Hongrie se vit exposée aux périls d'une guerre

intestine dans un temps, où les Turcs se disposaient à envahir le royaume. À la vérité le comte de Cilly fut bloqué dans Raab et fait prisonnier dans la fuite; mais le général de la Reine, Jean Giskra de Brandeis, et guerrier célèbre, qui était maître de Cassovie, dont il avait fait sa place d'armes, occupait la haute Hongrie pour le jeune roi. Ladislas de Gara souleva presque toute l'Esclavonie et une partie de la Hongrie méridionale contre Uladislas. Mais il fut vaincu près de Battaszegg, dans le comitat de Tolna, par Jean Huniade. Les troupes que le roi des Romains avait fait passer en Hongrie, prirent part à ces combats.

Au commencement de l'année 1442, un corps de troupes ottomanes, sous les ordres de Mezeth-Begd, était venu fondre par la Valachie sur la Transylvanie, et ravagea ce pays de la manière la plus cruelle. Jean Huniade, qu'Uladislas avait nommé premier Ban de Transylvanie [1]) et confirmé aussi dans la dignité de Ban de Szereny et de Temeswar, avait en 1441 heureusement repoussé les invasions que les Turcs avaient faites par la Serbie. Il est vrai que son avant-garde fut anéantie, le 18 mars, près du village de Szent-Imreth, par la faute d'un chef qui attaqua l'ennemi avec une chaleur imprudente; mais ayant considérablement renforcé son armée, il marcha au secours d'Hermanstadt dont le pacha, enorgueilli par sa victoire, avait entrepris le siège. Ce Général ottoman fut vaincu et tué; vingt mille des siens restèrent sur la place, et le reste de son armée fut poursuivi au delà de la Tour rouge jusqu'à bien avant en Valachie. Le prince de ce pays, Drakul, et les vayvodes Élie et Étienne de Moldavie se hâtèrent de faire hommage au roi de Hongrie. Pour venger cette défaite, le sultan Amurat II envoya le prince Saladin avec 80,000 hommes par Nicopolis en Transyl-

[1]) Nicolas d'Ujlak avait été nommé second Ban par le même Souverain.

vanie. Un envoyé turc demanda la remise de la forteresse de Belgrade, comme le prix auquel Amurat voulait accorder la paix à la Hongrie. Uladislas différa de donner une réponse décisive. En attendant l'armée turque s'avançait toujours par le défilé qu'on appelle *Porte de Fer;* dans cette marche pénible et dangereuse, elle se vit inopinément assaillie et séparée par Huniade; la partie de derrière de l'armée fut rejetée au delà du Danube, et la partie de devant, qui était déjà entrée en Transylvanie, entièrement exterminée. La destruction de ces deux corps de troupes ottomanes empêcha le sultan Amurat de continuer dans cette année ses attaques contre la Hongrie.

La reine Élisabeth revint en hiver 1440-1441 à Strigonie. Le comte Frédéric de Cilly, qui avait d'abord voulu ménager un accommodement, pénétra, au mois de février 1441, en Croatie, battit Banfy, général d'Uladislas, près de Szamobor, et s'avança sur Albe-Royale. Mais peu de temps après, les comtes de Cilly conclurent une trêve avec le roi Uladislas.

Pour mettre fin aux troubles qui déchiraient la Hongrie, le pape Eugène envoya, au mois de juin 1442, le cardinal Julien dans ce royaume. Le légat romain parvint à faire conclure, à Raab, un traité d'accommodement aux conditions suivantes: Uladislas devait déposer le titre de roi de Hongrie et n'administrer le royaume qu'en qualité de régent, durant la minorité de Ladislas; il fut toutefois stipulé que, si ce jeune prince mourait sans laisser d'enfants, Uladislas serait héritier du trône de Hongrie. L'alliance de famille, qui avait déjà été proposée l'an 1437, de la part de la Pologne à l'empereur Sigismond, fut alors définitivement fixée. La main d'*Anne*, fille aînée d'Élisabeth, fut promise au roi de Pologne, et celle d'*Élisabeth*, deuxième princesse, à Casimir, frère de ce monarque. On régla en outre que,

pour dédommager Uladislas de ses frais, le pays de *Zips*, déjà engagé à la Pologne, lui serait entièrement cédé et réuni à ce royaume. Le pays de Halics, la Podolie et la Moldavie, devaient aussi rester pour toujours à la Pologne. Enfin il fut stipulé, que pour la sûreté de la dot de 200,000 ducats on remettrait en attendant au Roi la Silésie. Uladislas eut, le 28 novembre 1442, une entrevue avec Élisabeth dans la ville de Raab. Le régent traita la Reine avec la plus grande distinction. Le 16 décembre, le traité de paix conclu fut publié. Uladislas retourna à Bude. Mais Élisabeth cessa de vivre dès le 19 (selon d'autres le 20 ou 24) du même mois à Raab. Le peuple, qui n'admet point d'événements naturels, accusa Uladislas de l'avoir fait empoisonner. En vain ce prince parut regretter Élisabeth, et prodigua à sa mémoire tous les éloges qu'avait mérités son courage. Cette douleur, ou vraie ou simulée, ne fit qu'affermir la nation dans sa croyance. La conduite d'Uladislas semblait justifier ce soupçon; car à peine la nouvelle de la mort d'Élisabeth s'était-elle répandue, qu'il déclara le traité de paix, conclu peu de temps auparavant, de nul effet, prit le titre de *roi de Hongrie* et se maintint jusqu'à sa fin en possession de la dignité qu'il s'était arrogée. Le commandant de la forteresse de Raab remit cette place aux troupes autrichiennes, et Giskra recommença aussitôt les hostilités dans la haute Hongrie. Cependant la Hongrie étant de nouveau menacée par les Turcs, on convoqua, à la sollicitation du cardinal Julien, une Diète à Bude qui fut ouverte, le 2 février 1443. On conclut une trêve de deux ans avec le roi Frédéric et les autres défenseurs du jeune Ladislas, afin de pouvoir diriger toutes les forces réunies de la Hongrie contre les Ottomans. Giskra refusa pendant longtemps de reconnaître cette convention, et n'y accéda que le 1 septembre de la même année.

En *Bohème* le parti des Calistins vint à bout d'engager les États, assemblés à Prague le 23 mai 1440, à élire un nouveau roi, sans avoir égard au prince Ladislas. Les électeurs désignés offrirent d'abord le trône au duc Albert de Bavière-Munich. Mais ce prince, qui ne voulait pas dépouiller le royal orphelin de son héritage, ayant refusé la couronne, ils la déférèrent au roi des Romains. Il fut convenu que, si Frédéric ne l'acceptait pas, les ambassadeurs prieraient ce monarque de se charger au moins de la régence du royaume jusqu'à ce que Ladislas fût parvenu à l'âge de majorité. En effet Frédéric, non moins généreux que le prince bavarois, refusa le trône qu'on lui offrait, et signifia aux envoyés, que la Bohème eût à garder à son légitime roi héréditaire Ladislas la fidélité qu'elle lui devait, et que les États du royaume pouvaient eux-mêmes régir leur pays jusqu'à la majorité de leur jeune Souverain. En conséquence, les États de Bohème choisirent deux administrateurs du royaume, Meinard de Neuhaus, chef du parti catholique, et Henri Ptaczek, l'orateur du parti calistin. Ces gouverneurs cherchèrent à rétablir l'ordre dans le royaume; ils détruisirent les châteaux des brigands, mais ils ne purent tenir en bride la populace de la capitale, accoutumée aux troubles et aux excès. Dans l'année 1442, une ambassade se rendit auprès du roi Frédéric pour lui demander la remise du prince *Ladislas*. Cette démarche n'ayant pas eu le succès désiré, les États offrirent le gouvernement à l'impératrice Barbe. Mais cette princesse, qui habitait depuis peu Melnik en Bohème, affecté à son douaire, fit de si grandes prétentions que les négociations qu'on avait déjà entamées avec elle, se rompirent peu de temps après. Henri Ptaczek étant mort, le 25 août 1444, on choisit à sa place le calistin *Georges Podiebrud*, qui s'empara bientôt exclusi-

vement de l'autorité suprême; en quoi il fut soutenu par l'impératrice Barbe, cette amie des Utraquistes. En été 1444, des ambassadeurs du roi Frédéric et du pape étaient arrivés à Prague, pour sommer les États de Bohème de renoncer aux Compacts et de se réunir à l'Église catholique romaine. Mais, loin d'obéir à cet ordre, la Diète, où furent présents aussi les États de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace, décréta, le 11 novembre suivant, qu'on demanderait encore une fois au pape la confirmation pure et simple des Compacts, et au Roi la remise de Ladislas. Les députés bohèmes qui furent envoyés à ces fins tant à Rome qu'à Wiener-Neustadt, revinrent à Prague, sans avoir pu rien effectuer. Mais tout aussi infructueuses restèrent les tentatives ultérieures du souverain pontife pour ramener les Utraquistes au rit romain.

La puissance de Georges Podiebrad s'accrut au point que déjà, à cette époque, il portait ses vues sur la couronne de Bohème. Dans la Diète, tenue à Boehmisch-Brod, Meinard de Neuhaus s'opposa avec grande énergie aux propositions qu'on fit pour ravir à Ladislas le trône qui lui appartenait; sur quoi Podiebrad fit surprendre 1448 la ville de Prague et arrêter Neuhaus, son collègue. Les Catholiques prirent les armes. Ils furent renforcés par des troupes misniennes. La guerre civile déchira pendant deux ans la Bohème. On ouvrit enfin des négociations, et le traité conclu, l'an 1450, rendit la liberté à Neuhaus, captif au château de Podiebrad. Mais il mourut à Brzezan, étant en route pour se rendre au château de Carlstein dont il était burgrave. Vers la fin de la même année, Podiebrad, homme habile et courageux, mais plein d'ambition, fit encore une fois redemander le jeune Ladislas. Mais cette démarche n'eut d'autre résultat que l'apparition d'une ambassade royale dans la Diète, assemblée en 1451 à Beneschau. Aenéas-Sylvius, qui

était à la tête de cette mission, sut si bien persuader les États de la Bohème par la force de son éloquence, qu'ils consentirent à laisser Ladislas encore plus longtemps sous la garde de son tuteur, le roi Frédéric, et destinèrent à leur jeune prince une suite brillante, formée des plus nobles jeunes gens du pays, pour accompagner le roi des Romains dans son expédition transalpine. Dans la même année (11 juillet), mourut de la peste à Melnik la fameuse impératrice *Barbe*, à l'âge de soixante-dix ans. Le roi Frédéric, que les affaires embrouillées de la Hongrie et de la Bohéme avaient longtemps empêché de se faire couronner, se rendit enfin en été 1442 à Aix-la-Chapelle où il reçut, le 17 juin, de la main de l'électeur de Cologne la couronne royale de Germanie. Dans la Diète, tenue à Francfort en juillet, le roi des Romains soumit à la déliberation des princes plusieurs objets de grande importance. Ils concernaient, entre autres, la paix publique générale, les saisis-arrêts pour dettes, la limitation des tribunaux secrets, le monnayage etc. Mais après une discussion de plusieurs semaines, on n'avait pris que peu de décisions importantes, qui furent consignées dans le recez de l'Empire qu'on appela la *Réformation de Frédéric III*, que plusieurs appellent *Frédéric IV*.

Les Confédérés suisses envoyèrent aussi une ambassade au roi des Romains à Francfort, et firent prier ce monarque de confirmer leurs droits et franchises. Mais Frédéric n'avait pas oublié de quelle manière perfide les Helvétiens avaient, pendant le concile de Constance, profité de la détresse de Frédéric de Tyrol, son oncle, pour s'approprier tant de pays appartenants à la Maison de Habsbourg. C'est pourquoi il refusa aux Suisses la confirmation qu'ils sollicitaient, pour tant et si longtemps qu'ils n'auraient pas reconnu les droits de la Maison d'Autriche sur l'Argovie. Dès le 17 juin 1442, jour de son couron-

nement à Aix-la-Chapelle, le Roi avait conclu une alliance avec la ville de Zurich pour leur défense réciproque. Les Zurichois étaient, nonobstant l'arrangement fait en novembre 1440, encore toujours en mauvaise intelligence avec les autres Confédérés par rapport à l'héritage du dernier comte de Toggenbourg. Le 17 novembre 1442, les Zurichois cédèrent au Roi le château et comté de Kybourg, rachetés par la Maison de Toggenbourg, à condition que ce monarque leur rembourserait la somme de 16,700 florins pour laquelle ils avaient été hypothéqués. Cette étroite union entre le Roi et Zurich donna de grandes inquiétudes aux Confédérés suisses. Ils tinrent une assemblée à Lucerne. Des envoyés de Frédéric parurent, le 10 septembre, dans cette ville et demandèrent la restitution de l'Argovie. Le 19 du même mois, le Roi, venant d'Alsace, arriva à Zurich. Cette ville lui fit hommage et jura l'alliance faite à Aix-la-Chapelle. Après avoir visité Rapperswyl, Winterthur et Fribourg dans l'Uechtland où il fut inauguré, le 1 octobre 1442, il continua son voyage par Genève en Bourgogne, et eut avec le duc Philippe-le-Bon une entrevue à Besançon. Comme l'Église catholique était encore toujours divisée par les deux conciles de Bâle et de Florence, opposés l'un à l'autre, malgré tous les efforts qu'avaient faits les princes pour mettre un terme à cette malheureuse séparation, Frédéric se rendit en juillet à Bâle, où se trouvait le pape Felix V. Il ne négligea aucuns moyens qu'il crut propres à engager le pontife et les Pères du concile à se montrer plus traitables, et à ne pas prolonger par leur obstination le schisme qui affligeait la chrétienté. Le Roi étant arrivé, le 27 novembre, à Constance, une ambassade des six cantons: Berne, Lucerne, Schwitz, Underwald, Zug et Glaris, qui pendant le séjour de Frédéric à Fribourg avaient de nouveau sollicité la confirma-

tion de leurs droits et franchises et n'avaient reçu qu'une réponse évasive, lui présenta pour la troisième fois la même pétition [1]. Frédéric refusa cette fois-ci péremptoirement la demande des six cantons, et les somma de restituer auparavant à la Maison d'Autriche tous les pays qu'ils lui avaient enlevés pendant le concile de Constance. Après quoi ce Souverain partit pour Inspruck. Le 23 décembre, Kybourg fut remis de la part de Zurich à l'Autriche, et le peuple prêta au préfet ou bailli autrichien, le margrave Guillaume de Bade-Hochberg, serment de fidélité.

La visite du roi des Romains à Zurich avait beaucoup relevé les espérances des bourgeois de cette ville. Mais les ennemis de ces derniers, surtout les habitants de Schwitz et de Glaris qui avaient été en guerre avec les Zurichois l'an 1440, appréhendant les suites fâcheuses qui pouvaient résulter de cette alliance avec l'Autriche pour toute l'Helvétie, sommèrent Zurich d'y renoncer. Quelques cantons, comme aussi la ville de Soleure, s'entremirent, l'an 1443, pour conserver la paix à leur patrie; mais les bourgeois de Schwitz et de Glaris d'une part, et les Zurichois d'autre part, n'ayant pas voulu renoncer, les premiers à leurs prétentions, et les derniers à l'alliance autrichienne, tout espoir de réconciliation s'évanouit. La guerre alors éclata entre Zurich et les autres cantons. On tint au mois de mars 1444 un congrès à Bade dans la vue de réconcilier les partis hostiles. Mais comme Zurich ne voulut pas céder, et que les Confédérés aussi demeuraient fermes dans leur résolution, les hostilités commencèrent bientôt de nouveau. Les Toggenbourgeois et les Appenzelois se déclarèrent alors également contre Zurich. Les Confédérés se rendirent, le 27 mai, maîtres du château de Greiffensée et firent couper la tête au commandant de la place, un che-

[1]) Le canton d'Uri, qui ne possédait aucune partie de l'Argovie, avait déjà reçu à Winterthur la confirmation demandée.

valier de Landenberg, et à toute la garnison. Dans le comté de Sargans, les Autrichiens furent expulsés des châteaux de Freudenberg et de Riedberg. Le 1 juillet, l'armée des Confédérés, forte de 20,000 hommes, commença le siège de Zurich. Les députés de la ville se rendirent en toute diligence à Passau auprès du roi des Romains, qui leur promit une prompte assistance.

Frédéric III avait déjà demandé, l'année précédente, des troupes auxiliaires au roi Charles VII de France. Comme ce prince venait de conclure une trêve de deux ans avec l'Angleterre, une grande partie de ses soudoyers devenaient par là superflus. Par conséquent il fit marcher, sous le commandement du dauphin Louis, une armée de 40,000 hommes, composée de brigands et de vagabonds ramassés dans tous les pays, contre les cantons suisses. Ces bandes portaient le nom d'*Armagnaques*, du nom de leur chef, le comte Jean d'Armagnac. Le dauphin conduisit son armée par le Sundgau et le comté de Montbeillard vers Zurich.

Le baron de Falkenstein avait, au mois de juillet, surpris, pillé et brûlé la ville de Bruck, appartenante aux Bernois. Quatre mille Confédérés assiégeaient maintenant ce seigneur dans son château de Farnsbourg. Le chevalier Jean de Rechberg, qui était parvenu à s'échapper de la forteresse, courut à Montbeillard pour engager le dauphin à accélérer sa marche. La ville de Bâle, menacée par l'armée ennemie, conjura ses alliés de venir promptement à son secours. Effectivement une troupe de 1600 hommes fut détachée du corps qui assiégeait Farnsbourg et se dirigea sur Bâle. Les Suisses voulaient se faire jour au travers de l'armée française qui inondait déjà la contrée de Bâle, et se jeter dans la ville. Ils battirent, le 26 août 1444 près de Brattelen, l'avant-garde des Armagnaques, et repoussèrent près de Muttenz un autre corps de 10,000

Français; mais étant venu à se choquer avec la force principale du dauphin, sur les bords de la Birs près de S. Jacques, ce corps suisse fut anéanti, à vingt hommes près, qui trouvèrent leur salut dans la fuite. Le dauphin, qui avait perdu dans ces combats 6000 de ses meilleurs guerriers, quitta l'Helvétie au mois de septembre, après que ses troupes eurent ravagé le pays aussi loin qu'ils le pouvaient. À Enzisheim en Alsace, ce prince conclut, par la médiation du concile de Bâle, la paix avec les Confédérés (28 octobre 1444).

Après la défaite sur les bords de la Birs, les Confédérés avaient levé les siéges de Farnsbourg et de Zurich. Les margraves Albert de Brandebourg et Jacques de Bade-Hochberg, les comtes de Wartenberg, de Lupfen, de Thengen, de Helfenstein, de Werdenberg-Sargans, le baron de Brandis et plusieurs autres Nobles, déclarèrent la guerre aux Confédérés. Henri de Werdenberg occupa Sargans et Wallenstadt avec quelques milliers d'Autrichiens. Le duc Albert VI approvisionna Rapperswyl, investi par les Confédérés. Le margrave Guillaume de Bade, gouverneur autrichien de l'Alsace et de l'Autriche antérieure, rassembla des troupes et fortifia les frontières, pour défendre ces pays contre une attaque de la part des Suisses.

Dans la campagne de l'année 1445, les Confédérés entreprirent, au commencement de février, une course dévastatrice sur les terres autrichiennes au delà du Rhin, pillèrent et rançonnèrent les châteaux et villages depuis Feldkirch jusqu'au lac de Constance, et ayant conquis Sargans, à leur retour, ils mirent le feu à la place. La tentative, faite par les Zurichois pour enlever la ville de Wyl, ne réussit pas mieux que les expéditions qu'ils entreprirent dans le comté de Toggenbourg et le pays d'Appenzel. Mais au mois de décembre 1445, ils brûlèrent les vaisseaux des Schwitzois près de Pfeffikon, et rem-

portèrent encore plusieurs avantages sur leurs ennemis. Vers la fin de janvier 1446, un corps de 6000 Zurichois et Autrichiens, sous les ordres de Jean de Rechberg, battit la garnison suisse de Wyl en Turgovie. Mais les attaques contre la place même échouèrent, de même que celle qu'un corps autrichien entreprit, du côté de Rheineck, contre le pays d'Appenzel. Le chevalier de Rechberg ayant éprouvé, le 6 mars, une défaite près de Ragatz, non loin de Sargans, les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne se portèrent médiateurs pour mettre fin à cette malheureuse guerre. Le congrès de Constance, où furent présents le duc Albert VI d'Autriche, beaucoup d'évêques, de comtes et Nobles, les envoyés de plusieurs villes impériales et les plénipotentiaires des Confédérés suisses, effectua, le 9 juin 1446, une paix préliminaire. Après de longues négociations à Kaiserstuhl, à Lindau et à Bade en Argovie, le traité fut enfin conclu à Einsiedeln, le 13 juillet 1450, entre Zurich et les Confédérés. Les Zurichois renoncèrent à l'alliance avec l'Autriche. En retour on leur rendit tous les pays qui leur avaient été enlevés.

Quant au différend qui subsistait entre l'Autriche et les Confédérés, surtout au sujet des prétentions autrichiennes sur l'Argovie, on négocia cette affaire dans la ville d'Ulm, où il fut décidé que cette réclamation serait renvoyée à l'arbitrage de l'électeur palatin Louis. Le 25 juin 1448, on fit une convention qui rétablissait les rapports réciproques tels qu'ils étaient avant la guerre. Au reste, il fut convenu que la paix de cinquante ans, conclue le 28 mai 1412, serait maintenue jusqu'à l'expiration du terme stipulé (1462). Les terres toggenbourgeoises restèrent aux légitimes héritiers, et l'Argovie aux Confédérés. Le duc *Sigismond*, *comte de Tyrol*, céda aussi, l'an 1452, aux Zurichois le château et le pays de Kybourg, au lieu du remboursement de la somme de 24,000 florins qu'il avait

empruntée à la ville de Zurich pour payer la solde des troupes. L'année précédente, ce même prince avait engagé le margraviat de Burgau à l'évêque d'Augsbourg pour la somme de 32,000 florins d'or. Il vendit aussi son comté de Friedberg et Zu-der-Scheer à Éverard Truchsess de Waldbourg. En revanche Sigismond acquit d'Élisabeth, épouse du margrave Guillaume de Bade, fille et héritière du comte Guillaume de Montfort défunt, la moitié du comté de Brégenz, échue à cette princesse, et le comté de Hoheneck pour la somme de 35,592 florins.

La paix entre l'Autriche et Bâle se fit à Brisac, le 14 mai 1449. Dans ce traité le duc Sigismond de Tyrol engagea pour 26,000 florins à la ville de Bâle les seigneuries de Ferette, de Landesehr, d'Altkirch, de Maasmunster etc. Comme la ville de *Schwitz* et les droits de ce canton avaient été la cause principale de cette guerre, on donna depuis cette époque en Allemagne à tous les Confédérés helvétiques le nom de *Schweitzer*, Suisses.

Les événements arrivés en Autriche et en Hongrie avaient mis Frédéric III dans l'impossibilité de soutenir efficacement les Zurichois dans la guerre toggenbourgeoise. Le duc *Albert VI*, frère du Roi, se plaignait depuis longtemps d'avoir été raccourci dans le partage des pays patrimoniaux [1424] [1]). Il est vrai que cette dispute de succession avait été terminée en apparence par les traités du 6 mai 1436 et du 3 mars 1440; mais tant à l'ouverture du testament du roi Albert II, qu'à la cérémonie de l'hommage préalable conditionel faite par les Viennois, et lors de la désignation de la tutelle en Autriche pour Ladislas, Albert s'était comporté avec une arrogance qui devait profondément blesser son frère *aîné*. Dans l'entrevue que ces

[1]) Frédéric, comme prince ainé de sa Maison, avait eu la *Styrie*, la *Carinthie* et la *Carniole*, tandis qu'on n'avait assigné qu'un apanage à son frère Albert.

deux princes eurent ensemble à Hainbourg, le 23 août 1440, ils firent une transaction, par laquelle Frédéric abandonna à son frère les villes de Judenbourg, de Léoben, de Windisch-Gratz et de Voitberg, les bourgs de Kappel et de Guttenstein avec plusieurs châteaux, et lui accorda une somme d'argent pour payer ses dettes.

Cependant, peu de temps après le départ du Roi, au printemps 1442, Albert prit les armes, se ligua, le 13 mai, avec son ancien ami, le comte Ulric de Cilly, et pénétra conjointement avec lui en Carinthie, où ils ravagèrent le Lavanthal. Ensuite ils assiégèrent Laibach, capitale de la Carniole. Mais ils furent repoussés avec perte de leur camp, de leurs bagages et munitions de guerre. Alors les troupes d'Albert, ne recevant point leur solde, se débandèrent et parcoururent les pays autrichiens, pillant et dévastant par le fer et le feu ces malheureuses contrées. Le Roi se raccommoda encore une fois avec Albert à Neustadt, le 30 mars 1443. Il conféra au duc, en outre d'une somme d'argent qu'il lui fit compter de nouveau, le gouvernement des pays de l'Autriche antérieure, et se chargea de satisfaire les soudoyers de son frère. Frédéric III s'arrangea aussi avec Ulric de Cilly. Il confirma la dignité princière que l'empereur Sigismond avait conférée 1435 à cette famille. En retour, il fut stipulé que, si la race masculine des Cillyens venait à s'éteindre, leurs propriétés en Allemagne passeraient à la Maison d'Autriche.

La guerre contre les Turcs ayant été résolue dans la Diète de Hongrie, assemblée à Bude au mois de juin 1443, le prince Georges de Serbie et Jean Huniade, vayvode de Transylvanie, enrôlèrent 25,000 mercenaires; Uladislas réunit les troupes royales, les compagnies (banderies) de la Noblesse et les auxiliaires polonais, bohèmes et allemands à l'armée, qui se mit en marche de Bude, vers la fin du mois de juillet. Huniade remporta plusieurs avan-

qu'à l'époque où les Turcs devaient avoir évacué la Serbie, conformément au traité. Mais Huniade s'éleva contre le conseil du légat et la résolution prise par la Diète, avec cette énergie que donne à une âme noble le sentiment de l'équité. Il remontra au Roi, qu'il n'y avait point de pontife qui pût l'affranchir des lois de l'honneur, et reprocha au cardinal Julien, en termes fort mordants, son étrange et perfide procédé. Mais sa conduite démentit ses belles paroles; car il se laissa gagner par la promesse qu'on lui fit de lui céder la Bulgarie, dès qu'on en aurait fait la conquête, et d'ériger ce pays en royaume indépendant. Le prince Georges de Serbie, au contraire, se déclara résolu à tenir le traité auquel il devait le recouvrement de ses États.

Le roi Uladislas, qui se croyait tout puissant, tant qu'Huniade combattait pour lui, rassembla ses forces et marcha par Orsova sur Widdin où il arriva, le 6 octobre 1444. Son armée, quoiqu'à peine forte de 10,000 hommes, conduisait avec elle deux mille chariots chargés de bagage. D'après le plan de la campagne, Uladislas devait attendre ici que l'empereur grec et Georges Scanderbeg, bey d'Épire, son allié, eussent commencé leurs opérations. Mais l'impatience du jeune âge le poussa à continuer sa marche. Comme le grand nombre de chariots qui accompagnait l'armée, l'empêchait de prendre sa route par le mont Hémus, il prit le parti de suivre le cours du Danube vers Silistria, d'où il voulait se diriger, par la partie plus unie de la Valachie et de la Thrace, sur Gallipolis. Huniade rejoignit le Roi avec 5000 hommes qu'il avait amenés de Transylvanie par la Valachie. Le vayvode des Valaques, Drakul, vint à Nicopolis et déconseilla instamment de hasarder, avec une armée qui égalait à peine en force la garde ordinaire du sultan, une entreprise si hardie. On se moqua de son avis; on me-

naça même sa vie et le contraignit de consentir à ce que son fils se joignît avec 4000 hommes aux troupes hongroises. L'armée royale continua de s'avancer. La plupart des forteresses sur le Danube se rendirent sans résistance. D'autres furent emportés d'assaut et leurs garnisons passées au fil de l'épée. On prit et brûla un grand nombre de vaisseaux turcs, tant sur le Danube que sur la rive du Pont-Euxin. Déjà l'armée s'était mise en marche de Varna par Messembria (Misseviria) vers Gallipolis, lorsque la nouvelle inattendue se répandit, que le sultan Amurat était arrivé en Europe et s'avançait à la rencontre des Chrétiens.

Sitôt qu'Amurat II eut appris la rupture de la trêve, il se hâta de faire la paix avec ses ennemis asiatiques, et se mit en marche vers l'Hellespont. Il trouva le détroit couvert de cent et vingt vaisseaux chrétiens; en sorte que le passage en Europe paraissait impossible. Mais les capitaines des galères génoises et vénitiennes se laissèrent gagner par l'or du sultan, et trahirent la cause de leur religion et de l'Europe. Une feinte disette de vivres leur servit de prétexte pour justifier la retraite de leur flotte. Mais les bâtiments de transport firent eux-mêmes passer, pendant la nuit, 40,000 Turcs en Europe; les chefs reçurent pour chaque homme un ducat. Amurat continua, les jours suivants, le débarquement de son armée qui se montait à 100,000 hommes. L'empereur de la Grèce, frappé de terreur à l'approche des forces si formidables, resta dans l'inaction. Le prince Georges, pour empêcher Scanderbeg de s'avancer du côté de l'Albanie, avait fait boucher par de grands abatis toutes les forêts dans les montagnes frontières de la Serbie, et garnir de troupes tous les défilés. Sur l'avis d'Huniade, on décida d'attendre l'ennemi près de Varna et de lui livrer bataille. Le sultan parut, le 6 novembre, dans la plaine de Varna.

Prévoyant que cette action serait décisive, il crut que ses soldats auraient besoin de toutes leurs forces, et leur accorda quatre jours de repos, qu'il employa en même temps à ranger son armée, qui était trois fois plus forte que celle d'Uladislas, en ordre de bataille. L'armée chrétienne consistait presque entièrement en cavalerie, et n'avait que peu d'artillerie. Les Hongrois, les Valaques et les soldats croisés d'Allemagne et de Bohême, formaient la première ligne. Le roi se plaça, comme réserve, dans la seconde ligne avec sa garde polonaise, composée de cinq cents cavaliers. Les Turcs étaient postés en trois masses informes: dans la première se trouvaient les troupes asiatiques, dans la seconde les Spahis européens et dans la troisième les Janissaires, avec le sultan au milieu; derrière eux était placé l'immense bagage. Le 10 novembre, la première ligne des Chrétiens fit une attaque. Les Valaques, qui s'avancèrent à l'aile gauche tournèrent la position des Turcs, atteignirent les derrières de l'ennemi et se jetèrent sur les bagages. Huniade attaqua alors la cavalerie européenne du sultan, et la mit également en fuite, après un combat opiniâtre dans lequel le grand-visir turc avait été tué. Les Janissaires s'étaient fort ébranlés à l'aspect de leur cavalerie qui fuyait et que les Chrétiens poursuivaient vivement. Déjà le sultan allait commander la retraite, lorsque la bravoure imprudente d'Uladislas, qui voulait avec ses cinq cents Polonais lui-même exécuter l'anéantissement de l'armée ottomane, changea la face du combat. Plusieurs historiens attribuent la cause de cette action vraiment téméraire à la jalousie secrète de quelques magnats qui persuadèrent au Roi, qu'Huniade voulait réserver à lui seul tout l'honneur de cette journée, et ne lui laisser que la faible gloire d'être le témoin du succès de ses armes. Quoiqu'il en soit, Uladislas et ses braves Polonais s'élancèrent au travers

des Janissaires, et franchirent les fossés et les chevaux de frise qui entouraient la tente du sultan. Mais ayant été enveloppés par l'immense infanterie turque qui fondit de tous côtés sur eux, ils furent tous massacrés. Le Roi était tombé un des premiers; on lui coupa aussitôt la tête, la plaça sur une perche et promena ce trophée exécrable par tout le camp. Cet événement fait voir qu'une ardeur aveugle et bouillante, qui méprise les conseils de la prudence, nuit souvent plus au succès d'une bataille que la lâcheté même.

La première ligne de l'armée chrétienne et les Valaques, qui avaient pillé les bagages de l'ennemi, étaient revenus dans cet intervalle au camp, afin de se ranger de nouveau pour continuer le combat. Mais la réserve avec le Roi avait disparu, et Huniade seul se doutait de ce qui était arrivé. Il ordonna aux Valaques de charger encore une fois l'ennemi; mais ils refusèrent d'obéir, pillèrent la caisse de guerre et les bagages, et s'enfuirent avec le butin dans leur pays. L'entrée de la nuit empêcha le sultan d'attaquer les barricades de chariots des Chrétiens. Mais, le 11 novembre au matin, il les assaillit avec les Janissaires. La plus grande partie des Hongrois qui étaient restés dans ces retranchements furent hachés en pièces. Le cardinal-légat Julien et les évêques de Strigonie et du Grand-Waradin étaient du nombre. De faibles restes s'enfuirent en Valachie, d'autres se sauvèrent en Macédoine et en Albanie auprès de Scanderbeg. Ce prince, qui avait été longtemps le boulevard de l'Albanie contre les Turcs, comme Huniade celui de la Hongrie, s'était, après avoir vaincu les Serbiens, frayé un chemin par la Bulgarie, et s'avançait rapidement pour se joindre aux Hongrois. Mais ayant rencontré les troupes fuyardes de Varna, qui l'instruisirent du sort déplorable qu'avait éprouvé l'armée chrétienne, il se hâta de rentrer dans ses

limites. Cette défaite de Varna est une des plus terribles que les Chrétiens aient essuyée de la part des Mahométans.

Huniade, qui au lieu de rester auprès de l'armée où sa présence était si nécessaire, s'était mis à la poursuite des pillards valaques, fut arrêté en Valachie par ordre du prince Drakul, fort irrité contre lui. Cette malheureuse bataille avait coûté la vie au Roi et à deux tiers de ses soldats (9 à 10,000 hommes). Mais Amurat II de son côté, avait acheté encore plus cher une victoire dont il n'était redevable qu'aux fautes de ses ennemis; car il avait perdu 30,000 des siens et se trouvait affaibli à un tel point, qu'il lui fut absolument impossible de poursuivre les Chrétiens qui s'étaient échappés.

Le palatin Laurent d'Hedervara contraignit par des menaces sérieuses le vayvode Drakul à remettre Huniade en liberté. Le conseil d'État de la Hongrie, assemblé le 6 février 1445 à Albe-Royale, confia provisoirement l'administration du royaume à quatre barons: Jean Huniade, Ladislas Palotz, Mathias Thalotz et le palatin. Dans la position critique où se trouvait alors le pays, les Hongrois sentirent que tout était perdu, si des dissentions intestines facilitaient les conquêtes du sultan Amurat. En conséquence, le 7 novembre de la même année, on tint à Pesth une assemblée générale des États, qui reconnut *Ladislas-Posthume* pour roi de Hongrie, toutefois sous la condition que le roi Frédéric remettrait incontinent le jeune prince et la couronne de S. Étienne à la nation hongroise, afin que Ladislas pût être élevé suivant la coutume du pays et dans la langue nationale. Le prince devait aussi être couronné de nouveau, pour preuve qu'Uladislas avait régné pendant quatre ans sur la Hongrie, comme roi légitime. Les régents du royaume sollicitèrent aussi le secours du pape et des principales Puissances de

la chrétienté contre les Mahométans. Cependant, le palatin remettait de jour à autre le départ des ambassadeurs, qui devaient apporter au roi Frédéric les décisions de la Diète, jusqu'à ce que ce Souverain, perdant enfin patience, assiégea Guns et menaça Bude.

Enfin le 30 septembre 1445, les envoyés hongrois arrivèrent à Vienne. Mais on ne put s'accorder, bien que de part et d'autre on se fût un peu relâché de ses prétentions; c'est-à-dire, le roi des Romains avait déjà consenti à ce que Ladislas fût élevé en Hongrie et notamment à Presbourg. Toutefois il exigea que cette ville lui fût confiée, afin qu'il pût la faire occuper exclusivement par des troupes allemandes, durant tout le temps que le prince y ferait sa résidence. Frédéric ne pouvait concéder rien de plus aux Hongrois, attendu que les Bohèmes et les Autrichiens avaient demandé leur jeune maître avec autant de droit que la Hongrie, et qu'une préférence donnée à l'une de ces trois nations aurait pu facilement amener une guerre entre elles, ou porter les pays moins favorisés à se soustraire à la souveraineté de Ladislas. La Diète assemblée à Pesth nomma, le 13 juin, *Jean Huniade* gouverneur-général *(Gubernator)* du royaume de Hongrie pendant la minorité de Ladislas.

Sur ces entrefaites, le sultan Amurat avait chassé Dan de la Valachie et rétabli le vayvode Drakul qu'Huniade avait expulsé 1445 de ce pays. Mais déjà au mois d'août Huniade parut aussi en Valachie, battit complètement Drakul, se saisit de sa personne, lui fit couper la tête sur la grande place à Tergovischt, et donna une seconde fois la vayvodie au prince Dan. Une nouvelle ambassade était venu démander à Frédéric la remise de Ladislas et de la couronne; mais ce prince déclara catégoriquement qu'il garderait la couronne et les châteaux hongrois dont il était en possession, jusqu'à ce que les som-

mes avancées à la reine Élisabeth lui auraient été remboursées; sur quoi la guerre fut déclarée au roi des Romains, le 18 octobre. Huniade dévasta avec un corps de 15,000 hommes la Styrie et alla camper, le 27 novembre, devant Wiener-Neustadt. Frédéric avait, au printemps, demandé du secours aux princes d'Allemagne, mais il s'était attiré un refus. Comme de cette manière ses États se trouvaient sans défense, les Hongrois firent des courses jusqu'aux portes de Vienne et à la montagne dite *Rieder-Berg*, rançonnant tous les endroits par où ils passaient. Frédéric, pressé par la nécessité, envoya des commissaires à Huniade, qui exigea comme première condition la restitution de la ville de Raab. Le Roi accéda préalablement à cette demande; mais quant aux autres conditions, et pour ce qui concernait la personne de Ladislas, il fut convenu qu'il en serait délibéré dans un congrès. Huniade retourna en Hongrie avec son armée, qui emmena un grand butin et beaucoup de prisonniers. Le congrès s'assembla en février 1447 à Vienne, mais n'aboutit à aucun résultat.

Nicolas V, qui avait remplacé, le 6 mars, le pape Eugène IV († 1447) sur le trône pontifical, fit beaucoup d'efforts pour réconcilier le roi Frédéric avec les Hongrois. Dans la Diète, tenue au mois de mars 1447 à Bude, *Ladislas* fut de nouveau confirmé comme roi de Hongrie, et des ordres furent données pour continuer les négociations au sujet de la remise de ce prince. Cependant Frédéric avait ordonné à ses vassaux en Styrie, en Carinthie et en Carniole, de se trouver vers le milieu du mois de juillet avec leurs hommes d'armes dans les environs de Furstenfeld. Il voulait, par le rassemblement de ces forces sur les frontières, empêcher une nouvelle invasion de la part des Hongrois qui faisaient déjà des préparatifs à cet effet. Mais encore avant l'ouverture de la campagne

une trêve fut conclue, le 2 juin 1447, entre le roi des Romains et la Hongrie jusqu'au 8 juin 1449. Les places engagées par la reine Élisabeth, savoir: Oedenbourg, Guns, Pernstein, Theben et plusieurs autres furent laissées au roi Frédéric, et celles de Forchenstein d'Eisenstadt etc. au duc Albert, jusqu'au retrait de ces endroits. Le Roi devait évacuer Raab, le 24 juin au plus tard. Quant aux autres réclamations des Hongrois, relatives à la personne de Ladislas et à la couronne, on fixa une nouvelle conférence pour terminer cette affaire. Il fut convenu que, si d'ici à un an on ne parvenait pas à faire un accord, on compromettrait de ce différend entre les mains du pape.

Huniade avait fait en automne 1447 des dispositions préalables pour la prochaine campagne contre les Turcs. Mais le comte Ulric de Cilly, qui par son épouse Cathérine, fille du prince Georges de Serbie, était allié au sultan, avait informé ce dernier des plans d'Huniade. Amurat fit des propositions de paix, qui ne furent pas acceptées. Dans le cours des mois de juillet et d'août, l'armée hongroise se réunit. Le prince Georges de Serbie refusa son assistance, sous prétexte que les forces assemblées étaient beaucoup trop faibles pour se mesurer avec les Ottomans. Mais, comme il avait donné au sultan secrètement avis des armements et projets des Hongrois, Huniade confisqua toutes les propriétés de Georges en Hongrie, et fit en outre ravager la Serbie lorsque les troupes hongroises traversèrent plus tard ce pays. Vers le milieu de septembre, l'armée hongroise se trouva rassemblée près de Szereny et Kewe (Kubin) sur le Danube. Elle comptait 24,000 combattants, parmi lesquels se trouvaient le prince Dan avec 8000 Valaques, puis 2000 soudoyers allemands et bohèmes. Huniade fit passer le Danube à son armée, et la conduisit d'abord vers Sophie, dans la vue d'envahir la

Thrace. Mais ayant été informé de l'approche de l'armée ottomane qui menaçait le flanc droit des Hongrois et pouvait leur couper aussi la retraite, il se dirigea vers la plaine nommée *Amselfelde* (Kossovopolje), qui séparait la Bulgarie de la Serbie, et y occupa un camp retranché.

Le sultan, qui avait franchi avec 15,000 hommes la rivière de Zitnitza, n'osa, malgré la grande supériorité de ses forces, attaquer le camp hongrois. Pour en faire sortir Huniade, il se servit d'une ruse. Il feignit d'être subitement saisi d'une terreur panique, mit le feu à tous les villages des environs, et repassa en toute hâte la Zitnitza. Huniade poursuivit les Turcs au delà du fleuve. Le 17 octobre, il atteignit le camp ennemi; les deux armées vinrent aux prises. La cavalerie ottomane fut défaite par les Hongrois qui, poursuivant l'ennemi avec chaleur, se trouvèrent bientôt sous le feu de l'infanterie et de l'artillerie turque. Ils retournèrent alors sur leurs pas; mais ils furent suivis de près par les Spahis qui en hachèrent une bonne partie. Le combat fut continué jusqu'à l'entrée de la nuit et resta indécis. On tint un conseil de guerre, dans lequel il fut décidé qu'on attaquerait pendant la nuit l'infanterie ottomane et la disperserait par l'effet de l'artillerie. Le plan fut exécuté, mais sans succès; car les Janissaires soutinrent l'attaque sans reculer, et l'armée hongroise se retira à la lueur du jour naissant. Le 19 octobre, Huniade exécuta une conversion qui le mettait à même d'attaquer avec ses forces principales la cavalerie asiatique, postée sur l'aile droite de l'armée. Cette phalange plia en partie; mais on ne put la poursuivre, parce que le sultan avec ses cavaliers thessaliens attaquait déjà les derrières de l'armée chrétienne; en sorte qu'Huniade devait faire face de deux côtés et continuer le combat dans une position fort dangereuse. Le prince Dan, voyant ainsi tourner la chance, passa avec ses Valaques à l'en-

nemi. Cette défection décida du sort de la bataille. Huniade, désespérant de la victoire, retourna vers le soir au camp, et commanda aux Allemands et aux Bohêmes de s'avancer avec leur artillerie et leurs chariots jusqu'à une certaine distance, et d'y attendre l'ordre d'attaquer. Lui-même prit la fuite avec ses guerriers les plus affidés, sacrifiant ainsi à sa propre sûreté la vie de milliers de braves soldats. En effet, dès le lendemain (20 octobre), les Turcs fondirent avec toute leur force sur les retranchements de chars, derrière lesquels les Allemands et les Bohèmes se défendirent jusqu'à ce que le dernier homme fût tombé. 9000 Hongrois, parmi lesquels se trouvait la fleur de la Noblesse, 2000 Allemands et 6000 Valaques, étaient étendus morts sur le champ de bataille. Ces derniers avaient été massacrés par l'ordre d'Amurat, nonobstant la désertion de leur prince, à laquelle il était redevable de la victoire. Dan ne put sauver sa vie que par la promesse de payer un tribut au sultan et de lui fournir des troupes auxiliaires.

Jean Huniade tomba en Serbie au pouvoir du prince Georges, qui avait l'intention de le livrer au sultan. Cependant intimidé par les menaces du conseil d'État de la Hongrie, assemblé à Szegédin, il consentit à relâcher Huniade; mais celui-ci fut obligé de promettre auparavant, que son fils cadet Mathias épouserait Élisabeth, fille du comte Ulric de Cilly, qui du côté de sa mère était petite-fille de Georges, et que tous les biens que ce prince possédait en Hongrie lui seraient restitués. Le conseil d'État approuva, en décembre 1448, ces conditions, et Ladislas, fils aîné d'Huniade, fut envoyé comme ôtage à Semendria. En automne 1449, Huniade et son neveu Thomas Szekély firent la guerre avec des succès variés au général Giskra et à plusieurs autres chefs des troupes bohèmes et moraves, qui étaient toujours en possession

d'une partie de la haute Hongrie et qui, agissant sans cesse au nom du roi Ladislas, ne voulaient ni reconnaître Jean Huniade pour gouverneur du royaume, ni accéder à la trêve conclue entre la Hongrie et le roi Frédéric. L'année suivante, Huniade fit une trêve avec Giskra, qui devait garder la meilleure partie de la haute Hongrie, évacuer le reste moyennant la somme de 10,000 ducats, et épouser une soeur d'Huniade. La Diète de Hongrie confirma cette convention. Au mois d'août 1450, la Diète déclara les promesses que le prince Georges avait arrachées par force à Huniade nulles et de nul effet. Ce dernier, voulant se venger du traitement perfide qu'il avait essuyé en Serbie, fit encore une fois confisquer les biens de Georges en Hongrie, et ravager par une armée les États de ce prince qui, après avoir longtemps attendu le secours que lui avait promis le sultan, offrit enfin de se soumettre, et renvoya Ladislas Huniade avec de riches présents en Hongrie. Le 22 octobre, Jean Huniade vint à bout, sous la médiation du pape, d'effectuer à Presbourg un arrangement avec le roi Frédéric. Les Hongrois laissèrent Ladislas, la couronne et les places engagées, entre les mains du Roi jusqu'à ce que le prince fût parvenu à l'âge de dix-huit ans. Frédéric reconnut Huniade pour gouverneur du royaume, et lui promit assistance contre tous ses ennemis. D'après une assurance, donnée verbalement aux conseillers royaux, Ladislas ne devait, à sa majorité, être remis ni aux Autrichiens, ni aux Bohèmes, mais aux Hongrois. Une partie des magnats n'étaient aucunement contents de cet accord, et soutenaient qu'Huniade ne laissait Ladislas à la Cour de Frédéric, que pour garder plus longtemps la régence du royaume. Le palatin Ladislas de Gara, le second vayvode de Transylvanie, Nicolas d'Ujlak, le comte Ulric de Cilly, le prince Georges de Serbie et Giskra de Brandeis, s'unirent en secret pour

s'opposer aux desseins d'Huniade et délivrer Ladislas le plus tôt possible, afin de gouverner ensuite eux-mêmes le royaume au nom du jeune prince. En mai 1451, Huniade avait déjà rassemblé une armée près de Temeswar, pour envahir la Serbie. Mais le conseil d'État empêcha cette entreprise et fit conclure, au mois d'août, à Semendria un accommodement définitif, par lequel Georges recouvra une partie de ses domaines en Hongrie, et en céda une autre à Huniade, pour le dédommager des frais de la guerre; Élisabeth de Cilly, âgée seulement de dix ans, fut effectivement fiancée à Mathias Huniade. Par l'entremise du prince Georges, on conclut une trêve de trois ans avec *Mahomet II*, qui avait succédé en 1451 à son père Amurat II. Huniade alors tourna ses armes contre Giskra, qui l'avait offensé par le retard que celui-ci mettait à accomplir le mariage arrêté entre lui et la soeur du gouverneur. Le 7 septembre 1451, Huniade livra bataille à Giskra dans le voisinage de Lossonz. Pendant le combat, ses troupes, instiguées par les Grands conjurés contre lui, l'abandonnèrent, et il fut vaincu. Lorsque peu de temps après Huniade se fut avancé avec un nouveau corps de troupes contre ce chef bohème, eut brûlé Altsohl et remporté plusieurs autres avantages, le conseil d'État conclut avec Giskra une trêve, en vertu de laquelle le différend fut soumis à la décision de Ladislas.

Peu de temps auparavant, la déplorable division de l'Église avait enfin été terminée. La répugnance du pape Eugène IV, comme aussi du concile de Bâle, à convoquer une assemblée ecclésiastique générale, et à se rapporter de leur différend à ce que ce tribunal jugerait d'arbitrer, avait jusque-là empêché tout raccommodement. Mais le roi des Romains et les États de l'Allemagne persistèrent fermément dans leur neutralité. La Diète, tenue en 1444 à Nuremberg, fut d'avis qu'on convoquât un concile général,

comme étant un prompt moyen de réunir les deux partis. Le pape avait transféré, l'an 1442, son concile de Florence à Rome, et l'ouverture s'en était faite en 1444. Les rois d'Aragon et de Naples, les républiques de Venise, de Florence, de Sienne, ainsi que plusieurs princes italiens, avaient reconnu ce concile pour le seul légitime. Le pape s'attendait à une égale condescendance de la part du roi des Romains et de l'empire d'Allemagne; mais il fut déçu dans ses espérances. Vers le même temps, Frédéric chargea son secrétaire d'État, Aenéas-Sylvius, des négociations. Mais le pape, loin de se montrer plus traitable, se permit une nouvelle démarche violente: il démit, le 9 février 1445, les archevêques de Trèves et de Cologne, dévoués au concile de Bâle et à l'antipape Félix, de leurs dignités et les remplaça par deux parents du duc de Bourgogne.

Les efforts pleins d'énergie que le roi des Romains fit dans les assemblées tenues par les électeurs, le 21 mars et 1 septembre 1446 à Francfort, portèrent enfin Eugène IV à céder. Les princes s'étaient engagés entre eux de ne reconnaître ce pontife pour pape légitime que sous la condition, qu'il accéderait au décret de Constance qui soumettait le pape à l'autorité supérieure des conciles généraux; qu'il confirmerait par une bulle particulière les arrêtés du concile de Bâle, approuvés par les États de l'Empire; qu'il convoquerait une nouvelle assemblée générale des Pères dans une ville d'Allemagne; et enfin qu'il rétablirait les deux archevêques déposés dans leurs dignités. Le 5 février 1447, Eugène IV reçut, sur son lit de mort, la déclaration d'obédience que les ambassadeurs allemands lui firent au nom des princes; sur quoi le pape leur remit quatre bulles, par lesquelles il satisfaisait toutes les demandes de la Diète de l'Empire, et accordait au roi des Romains et aux autres princes qui avaient

alors reconnu Eugène pour pape légitime, un indult et dispense par rapport aux actes faits en matière ecclésiastique pendant le schisme de l'Église, qui avaient besoin de la confirmation pontificale, comme p. e. élections de prélats, collations de bénéfices, arrêts prononcés dans des causes spirituelles importantes etc. Eugène IV mourut le 22 février 1447, et eut pour successeur *Nicolas V,* élu le 6 du mois suivant. Le nouveau pontife confirma par une bulle, datée le 1 avril, toutes les concessions faites par son prédécesseur. Ensuite il envoya le cardinal Jean de Saint-Ange en Allemagne pour terminer entièrement les affaires. Ce prélat réussit à faire reconnaître par toute l'empire d'Allemagne Nicolas V pour pape légitime. Ce respectable légat, efficacement soutenu par Aenéas-Sylvius que le pape avait nommé évêque de Trieste, vint aussi à bout de conclure, le 17 février 1448, un accord, appelé les *Concordats viennois*, que Frédéric signa au nom de l'Empire germanique. Dans ces conventions, par lesquelles les concordats passés l'année précédente à Rome furent complétés, le Roi fit des concessions qui compensèrent largement ce que le Siège apostolique avait perdu par sa déférence. Le 19 mars 1448, le pape confirma ces concordats, par lesquels il entrait de nouveau en jouissance des annates et d'autres taxes, de la collation des bénéfices, des expectatives etc., toutefois avec certaines modifications.

Le concile de Bâle touchait alors à sa dissolution. Dès le mois de juillet, et puis en décembre 1447, le roi Frédéric avait prévenu cette assemblée de la cessation du sauf-conduit et de la protection qu'il lui avait accordés. Le 18 mai de l'année suivante, il enjoignit à la ville de Bâle, sous peine de ban, de faire sortir de son enceinte les ecclésiastiques qui y étaient assemblés; sur quoi les Pères de l'Église transférèrent, au mois de juin, le siège du concile à Lausanne. L'antipape Félix V séjourna pendant tout

le temps à Genève. Au mois de juillet, les ambassadeurs de France et d'Angleterre et ceux de plusieurs électeurs, tinrent une assemblée à Lyon, et envoyèrent à l'antipape une députation qui vint à bout de l'engager à la soumission. Nicolas V accorda, par une bulle expédiée le 18 janvier 1449, à Félix, au concile de Bâle et à tous leurs adhérents, une amnistie complète. Le 7 avril, Félix se démit de la dignite pontificale et fut nommé par Nicolas cardinal et vicaire permanent du Siège romain en Savoye et dans les pays adjacents. Le concile de Lausanne déclara le trône pontifical vacant, procéda, le 19 avril, pour la forme à une nouvelle élection, et proclama ensuite Nicolas V pape d'une voix unanime. Les jours suivants, ce concile, qui avait duré plus de seize ans, se sépara, et ses membres retournèrent sans bruit dans leurs foyers. Cependant les schismes, qui avaient pendant si longtemps déchiré l'Église, portèrent un coup violent à l'autorité et à la puissance des papes, déjà ébranlées par la translation de la Cour de Rome à Avignon [1]; car, outre qu'une dignité perd de son éclat à mesure qu'elle se partage, on cessa d'avoir la même vénération pour des pontifes dont on disputait et attaquait la légitimité. Les rois profitèrent de ces circonstances pour réclamer peu à peu leurs droits de souveraineté contre les empiétements de la Cour romaine. Les papes, d'un autre côté, sentant le besoin qu'ils avaient de la protection des rois, apprirent à les traiter avec plus de ménagement. Les lumières, qui commencèrent à dissiper les ténèbres qui jusque-là avaient couvert l'Occident, contribuèrent aussi à la décadence de la monarchie papale. Dans ces temps de troubles et de guerres entre le Sacerdoce et l'Empire,

[1]) On avait été jusqu'alors assez généralement d'opinion, que la seule ville de Rome était le véritable Siège de S. Pierre. On regardait donc cette translation comme contraire à la religion. Par conséquent ceux qui pensaient ainsi, ne portaient plus aux papes qui siégeaient à Avignon, le même respect qu'ils avaient eu pour ceux de Rome.

parurent des hommes érudits, tels que *Guillaume de Corsena*, *Marsilius de Padoue* et autres, qui éclaircirent la doctrine des anciens canons, firent connaître l'origine et les abus de la nouvelle puissance des papes, enseignèrent à l'univers les véritables droits de la souveraineté, et lui montrèrent les bornes qui séparent la puissance ecclésiastique de la séculière.

Le roi des Romains ayant entamé, l'an 1450, des négociations avec la Cour de Rome au sujet de son couronnement comme empereur, l'évêque Aenéas-Sylvius et le baron Georges de Wolkersdorf se rendirent dans cette capitale, en qualité d'ambassadeurs. De là ils passèrent à Naples, où l'on arrêta le mariage du roi des Romains avec la princesse *Éléonore*, soeur du roi *Alphonse de Portugal*. Vers la fin d'octobre 1451, Frédéric, accompagné du roi Ladislas de Hongrie et de Bohème, alors seulement âgé de douze ans, se mit en route de Neustadt pour l'Italie. Les États de Bohème avaient, comme il a déjà été dit, consenti au voyage de Ladislas. Mais les Autrichiens et les Hongrois se montrèrent fort mécontents de l'éloignement de leur futur Souverain. Les États de l'Allemagne avaient envoyé à Frédéric mille cavaliers, avec lesquels le duc Albert son frère prit le devant jusqu'aux frontières d'Italie. Les deux rois prirent leur chemin par Gratz, S. Guy, Villach, et passèrent, le premier jour de l'an 1452, près de Venzone-sur-le-Tagliamento les limites de Venise. Ces monarques avaient une suite brillante; mais elle n'était pas armée pour la guerre. Néanmoins, les Florentins, les Génois et le nouveau duc de Milan, *François Sforce* [1]), craignaient d'être traités hostilement par Fré-

[1]) Le duc *Philippe-Marie Visconti* était mort, le 13 août 1447. Par là Milan se trouvait sans Souverain, ce prince étant le dernier rejeton mâle de la famille de Visconti, qui depuis 1277 avait, sous différentes formes et par de fréquentes révolutions, régné sur une grande partie de la Lombardie. La succession n'avait jamais été fixée dans cette famille par des

déric. Ce prince avait refusé à François Sforce l'investiture du duché de Milan qu'il avait sollicitée, attendu que

traités d'État, et ce n'était qu'en vertu d'une nomination de la part du conseil d'État de Milan ou par la force des armes, que chacun des précédents Visconti avait obtenu le gouvernement. Le diplôme, expédié par ordre du roi Venceslas a Prague le 13 octobre 1396, qui érigeait Milan en duché et nommait Jean-Galéas Visconti Souverain de ce pays, concédait expressément la succession aux descendants mâles de ce prince. Ce duché était par conséquent un fief masculin de l'Empire germanique. Mais des descendants et parents de la Maison de Visconti, du côté des femmes, formèrent aussi des prétentions sur ce riche héritage, savoir: le comte *François Sforce*, du chef de son épouse Blanche-Marie, fille naturelle du duc Philippe-Marie; le duc *Charles d'Orléans*, qui se fondait sur ce que dans le contrat de mariage de sa mère Valentine, soeur unique de Philippe, la succession au duché de Milan avait été promise à cette princesse et à ses descendants mâles, en cas d'extinction de la race masculine des Visconti; enfin le roi *Alphonse de Naples* aussi, qui s'appuyait sur un testament, dans lequel Philippe lui aurait transféré le droit de succession sur le duché de Milan. Mais comme le duc n'avait jamais possédé le droit de disposer de Milan, comme d'une propriété libre, il manquait à cet acte testamentaire toute apparence de validité. Tout aussi peu Jean-Galéas avait-il le droit de donner en dot à sa fille Valentine, pour elle et sa descendance, des prétentions qui étaient contraires à l'acte d'investiture. Le roi des Romains Frédéric III, de son côté, voulant faire valoir le droit incontestable qu'avait l'Empire sur le Milanais, envoya en 1447 l'évêque Aenéas-Sylvius et le chancelier, comte Gaspard Schlick, pour prendre possession du duché. Mais comme les Milanais s'étaient mis en tête de rétablir leur ancienne constitution républicaine, et que Frédéric n'avait pas des forces suffisantes pour soutenir avec vigueur ses justes prétentions, les commissaires royaux s'en retournèrent en Allemagne, sans avoir rien effectué. Pendant que les Milanais s'occupaient de l'organisation de leur nouveau gouvernement, plusieurs villes lombardes qui avaient obéi aux lois des Visconti se soulevèrent. Quelques-unes entre ces cités voulaient se transformer en États libres; d'autres se choisirent des chefs avec un pouvoir monarchique. La ville de Pavie se détacha la première de Milan et déféra la souveraineté héréditaire à François Sforce. Celui-ci accepta le titre et l'autorité d'un *comte de Pavie*, au grand mécontentement des Milanais, qui l'avaient nommé Général en chef de leurs troupes dans la guerre qu'ils avaient à soutenir contre les Vénitiens. Mais les Milanais ne pouvaient se passer de ses services contre ces républicains, et se virent par conséquent obligés de contenir leur ressentiment. Les villes de *Lodi*, de *San Columbano* et de *Novare*, furent occupées par les Vénitiens

ce pays était un fief de l'Empire germanique, devenu vacant par la mort de Philippe-Marie Visconti. Le roi Frédéric ne toucha point le territoire milanais, mais il dirigea sa marche par Trévise, Padoue et Ferrare. Là, il fut rejoint, le 17 janvier, par les évêques de Liége, de Ratisbonne et de Gurk, par le margrave Rodolphe de Bade-Hochberg et par plusieurs comtes et chevaliers de Souabe, de Franconie et de Bavière, qui avaient pris leur chemin par le Tyrol. Le 25 du même mois, Frédéric poursuivit sa route par Bologne, Florence et Sienne où il reçut, le 19 février, sa fiancée qui avait, quelques jours auparavant, abordé à Livourne. Le 9 mars Frédéric, qui fut partout accueilli avec des marques d'allégresse, fit avec la princesse *Éléonore* son entrée solennelle dans Rome. Le 25 mars 1452, le pape Nicolas V leur donna la bénédiction nuptiale dans l'église de S. Pierre. Frédéric, regardant les Milanais comme des rebelles, avait dédaigné recevoir à Milan ou à Monza la couronne de Lombardie. Sur sa demande, le pape le couronna, après la cérémonie de mariage, *roi d'Italie*, et le 19 mars le souverain pontife posa sur la tête de Frédéric et de son épouse la *couronne im-*

sans combat. *Parme* et *Tortone* se constituèrent en États libres. *Asti* ouvrit ses portes au général français Renaud de Dresnay, qui prit possession de cette ville pour le duc Charles d'Orléans. Quelque temps après, les Milanais entamèrent en secret, à l'insu de leur général Sforce dont ils voulaient déjà se défaire, des négociations avec les Vénitiens. Mais Sforce, ayant été informé à temps de la démarche des Milanais, les prévint et conclut, le 18 octobre 1448, arbitrairement un traité de paix et d'alliance avec les Vénitiens, auxquels il céda *Crema* et *Ghiara d'Adda* avec leur territoire. Les Milanais se livrèrent à la plus grande fureur contre Sforce. Mais celui-ci, comptant sur la discorde qui régnait parmi le peuple, et assuré de l'appui des Vénitiens, leva alors le masque et commença à traiter hostilement les Milanais. Après avoir pris *Abbiate Grasso, Tortone, Alexandrie* et plusieurs autres places fortes, il mit le siège devant Milan qui se rendit, le 26 février 1450. Toutes les autres villes suivirent cet exemple. Le 25 mars, François Sforce fut proclamé *duc de Milan* avec grande solennité.

périale. Peu de jours après, les nouveaux mariés se rendirent à Naples, pour faire une visite au roi Alphonse, oncle de l'Impératrice. Le 5 avril, le roi conclut avec l'Empereur un traité, par lequel le premier s'engageait à prêter secours à Frédéric pour faire la conquête du duché de Milan. Deux jours après, l'Empereur retourna en toute hâte à Rome, où l'appelait une affaire de la plus grande importance. Le jeune roi *Ladislas*, qui était resté dans cette capitale, avait pendant l'absence de l'Empereur, à l'aide de quelques affidés, envoyés par les mécontents autrichiens, fait des préparatifs pour s'échapper. Mais le complot avait été découvert, par les espions qui entouraient le jeune prince, encore assez à temps pour en empêcher l'exécution. La violation projetée du territoire de l'Église et l'atteinte portée à l'autorité légitime de l'Empereur, excitèrent la colère du pape au point qu'il fulmina une bulle d'excommunication sur les États rebelles de l'Autriche. Le 25 avril, Frédéric se mit en route pour se rendre par Florence, Bologne, Ferrare, à Venise. À Ferrare il éleva le margrave *Borson d'Este* à la dignité de *duc de Modène* et *de Reggio*, de *comte de Rovigo* et *de Commacchio.* L'impératrice Éléonore vint de Manfredonia par mer à Venise. Le 1 juin, Frédéric III continua son voyage par le Frioul, la Carinthie et la Styrie pour retourner à Neustadt.

Pendant l'absence de l'Empereur en Italie, des troubles sérieux avaient éclaté en Autriche. Les peuples de ce pays étaient, comme les Hongrois et les Bohèmes, fort aigris de ce que Frédéric tenait, comme ils s'exprimaient, leur jeune Souverain Ladislas dans une espèce de captivité. Le mécontentement des Autrichiens et des Hongrois s'était encore accru, lorsqu'ils apprirent que Frédéric voulait conduire le prince avec lui en Italie. Un certain chevalier *Ulric Eizinger*, natif de Bavière, avait su

gagner jadis la confiance du roi Albert II, qui l'avait nommé intendant des rentes de la Chambre ducale d'Autriche. Il s'était fait par son administration infidèle une fortune très-considérable, et avait néanmoins joui, non-démasqué, de la faveur d'Albert jusqu'à la mort de ce Souverain. Il était déjà alors un des plus puissants propriétaires, et avait obtenu le titre non mérité de Baron. Comme dans la suite Eizinger croyait avoir sujet de se plaindre du roi Frédéric qui l'avait, à ce qu'il prétendait, lésé dans son droit de propriété, il excita les États de l'Autriche contre ce monarque; en quoi il réussit si bien qu'ils se liguèrent, le 14 octobre 1451 à Martberg, et députèrent quatre de leurs membres à Neustadt, pour demander au Roi qu'il envoyât Ladislas à Vienne. Une seconde assemblée des conjurés, tenue peu de temps après, réitéra cette demande. Mais le Roi avait renvoyé les députés avec un froid et sérieux refus, et était parti pour l'Italie. Le conseil d'État de la Hongrie avait aussi envoyé des députés au Roi pour le prier de remettre le prince aux Hongrois, conformément au traité de Presbourg du 22 octobre 1450. Frédéric fit espérer à ces délégués qu'il remplirait les voeux de la nation hongroise, lorsqu'il serait revenu de Rome.

Le 12 décembre 1451, Ulric Eizinger tint à Vienne une assemblée des Etats de la basse Autriche. Les gouverneurs royaux furent déposés, et l'on établit une nouvelle régence dont Eizinger fut nommé président. Le 9 janvier de l'année suivante, les États de la haute Autriche accédèrent à ces mouvements séditieux. Le comte Ulric de Cilly, s'étant brouillé avec Frédéric III, qui avait refusé de lui céder la ville de Bruck-sur-la-Leitha, qu'il avait réclamée pour dédommagement des frais qu'il avait eus dans l'expédition entreprise, au nom du monarque, contre Pangrace de Skalitz, se mit à la tête des conjurés. Au

mois de février, la Diète de Hongrie s'assembla à Presbourg, où il fut résolu de faire cause commune avec les Autrichiens. Le comte de Cilly parvint à faire conclure une alliance entre les Autrichiens, les Hongrois et les Moraves. Jean Huniade, qui était venu à Vienne avec quelques députés hongrois, signa ce traité le 5 mars. En Bohème les seigneurs de Rosenberg et quelques autres chevaliers furent les seuls qui prirent part à la conspiration. Le duc Louis de Bavière soutenait la ligue par des avances, pour lesquelles toutefois il se fit donner un district de l'Autriche à titre d'hypothèque. Une ambassade, composée de l'évêque Paul d'Erlau et du jurisconsulte autrichien Thomas Angelbeck, était partie pour l'Italie. Ces envoyés arrivèrent à Sienne pendant le séjour du Roi en cette ville. Ils voulaient se rendre auprès du pape à Rome. Mais leur mauvais dessein ayant été découvert, on les poursuivit, les arrêta et leur prit les lettres adressées par les États au souverain pontife. D'autres agents secrets tentèrent plus tard, comme il a déjà été mentionné, d'enlever le jeune Ladislas. Une seconde députation publique qu'on envoya au printemps 1452 en Italie, trouva l'Empereur à Florence; elle demanda en termes menaçants leur jeune Souverain Ladislas, et tenta ensuite de l'enlever par ruse. Ni l'un ni l'autre ne réussit. Le gouverneur du prince, Nicolas de Krottendorf, avait non-seulement induit son royal élève à écrire au pape, pour solliciter son affranchissement de la tutelle et la levée de l'excommunication prononcée contre les Autrichiens, mais il avait aussi prêté la main à l'enlèvement projeté. Krottendorf fut arrêté, et pour punition il resta pendant huit ans privé de la liberté. Les envoyés se rendirent alors directement à Rome, et portèrent au pape leurs plaintes contre l'Empereur. Nicolas V, loin de les écouter, les exhorta sévèrement à la soumission qu'ils

devaient à ce monarque. Le pontife écrivit aussi à Jean Huniade, pour lui défendre d'assister les rebelles autrichiens, retranchés de la communion de l'Eglise. Effectivement Huniade resta pendant les démarches violentes que les conjurés se permirent peu après contre l'Empereur, dans une entière inaction.

À peine Frédéric III fut-il de retour à Neustadt, qu'il fit partout promulguer la bulle du pape qui frappait d'anathème les Autrichiens, s'ils ne remettaient d'ici à quinze jours le gouvernement du pays entre les mains de l'Empereur. Avec les renforts qu'il reçut de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, puis de la part de ses vassaux et du duc Albert, nommé le 14 août préfet impérial de la haute et basse Souabe, Frédéric parvint à rassembler en peu de temps une armée de 10,000 hommes. Mais au lieu de ranger avec ces forces les rebelles au devoir, il repartit les troupes en plusieurs garnisons. Il ne garda à Neustadt que 800 cavaliers et autant de fantassins. Roger de Starhemberg s'était, probablement à l'insu de l'Empereur, rapproché de Vienne sur la rive gauche du Danube et avait, par une attaque contre la tête de pont au Tabor, jeté l'épouvante dans l'esprit des bourgeois de la capitale. Mais après un combat de plusieurs heures, il fut obligé de se retirer à cause de la supériorité des forces ennemies.

Les conjurés appelèrent de la sentence d'excommunication prononcée contre eux à un futur concile, et prirent les armes. Le comte Ulric de Cilly et le baron Eizinger marchèrent, à la tête de 24,000 hommes, parmi lesquels se trouvait aussi Henri de Rosenberg avec 800 fantassins et 200 cavaliers bohèmes, sur Neustadt. Les propositions de raccommodement faites par les ambassadeurs de Bade et de Brandebourg, qui étaient venus à la rencontre des rebelles, furent rejetées. Le 28 août 1452, ces der-

niers assaillirent la ville, chassèrent les Impériaux du faubourg, et ils auraient presqu'en même temps pénétré avec eux dans la porte, si le commandant styrien André Baumkircher ne l'avait défendue avec un courage inébranlable. Le margrave Charles de Bade, l'archevêque de Salzbourg, les évêques de Frisingue et de Ratisbonne, ménagèrent, le 1 septembre, une suspension d'armes. Les conditions furent, que le siège serait levé et l'armée des Autrichiens congédiée sur-le-champ; que les prisonniers de guerre seraient remis en liberté, et qu'on restituerait de part et d'autre le butin fait pendant les hostilités. L'Empereur consentit à ce que le roi Ladislas fût remis au comte Ulric de Cilly. Il fut convenu qu'à la S. Martin prochaine une assemblée générale des États de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bohème, serait convoquée à Vienne, où l'on délibérerait sur l'éducation ultérieure de Ladislas, sur le lieu de sa future résidence, et sur la manière d'administrer le pays; que l'Empereur s'y trouverait présent en personne, ou se ferait représenter par un ministre plénipotentiaire; que l'archevêque de Salzbourg, les évêques de Frisingue, de Ratisbonne et d'Eichstaedt, les margraves Charles de Bade et Albert de Brandebourg, et les ducs Albert, Louis et Othon de Bavière, assisteraient à cette Diète, en qualité de médiateurs, et qu'en cas que leur décision ne rétablît pas la paix, les prétentions de l'Empereur lui resteraient réservées.

Sur ces entrefaites, le gouverneur-général de la Bohème, Georges Podiebrad, s'était mis en marche de Prague, à la tête de 17,000 hommes. Après avoir saccagé les châteaux des seigneurs de Rosenberg et d'autres Grands, ennemis de l'Empereur en Bohème et en Moravie, il s'avança vers le Danube, pour franchir ce fleuve et dégager Neustadt. Mais ayant appris à son arrivée à Corneubourg la convention peu honorable faite avec les insurgés, il reprit

tout en colère aussitôt le chemin de son pays. D'un autre côté, les Nobles en Styrie qui étaient restés fidèles avaient rassemblé un corps frais de 6000 hommes pour secourir l'Empereur, lorsqu'ils apprirent, à leur grand mécontentement, l'accord que ce prince avait fait avec les révoltés; en sorte que, si Frédéric avait tenu ferme encore quelques jours, il ne se serait pas vu réduit à transiger avec les rebelles. Le 4 septembre, Ladislas fut remis entre les mains du comte de Cilly et conduit au château de Bertholdsdorf. Les conjurés avaient promis de ne pas mener le prince à Vienne avant le 11 novembre, jour fixé pour l'assemblée générale. Mais Cilly, qui ne se faisait aucun scrupule de violer sa parole, parut dès le 13 septembre avec le prince dans la capitale. Comme la convention conclue à Neustadt ne s'était faite que verbalement, les conjurés nièrent avec effronterie les stipulations relatives à Ladislas auxquelles ils avaient consenti, et refusèrent aussi de signer le traité qui depuis avait été mis par écrit. Ils proclamèrent Ladislas, âgé de douze ans, Souverain d'Autriche, lui prêtèrent foi et hommage, et se firent donner l'investiture par le jeune monarque.

Une grande députation hongroise arriva à Vienne, pour féliciter Ladislas de son avénement au trône. Elle fut suivie par les délégués de Bohème. Ils demandèrent qu'on envoyât incessamment Ladislas dans leur pays pour y être couronné, après qu'il aurait confirmé les Compacts et leurs autres droits et franchises. Les chefs des rebelles qui s'étaient arrogé la direction du jeune prince, ne tardèrent pas à se désunir, par la raison que leurs vues intéressées se croisaient mutuellement. Mais il etait aussi fort difficile que les voeux des trois nations que Ladislas était appelé à gouverner s'accordassent, attendu que chacune d'elles voulait jouir de la présence de son Souverain et prétendait qu'on regardât les autres pays comme

provinces secondaires. Au lieu d'écarter ces éléments de discorde civile par la douceur et la persuasion, Ulric Eizinger favorisa ouvertement les prétentions des Bohèmes, le comte de Cilly celles des Hongrois, et ces deux traitres accroissaient ainsi de plus en plus la haine réciproque des trois nations. Ulric de Cilly aspirait en outre à la dignité de gouverneur-général de la Hongrie et employait les plus basses intrigues pour perdre Jean Huniade. Mais celui-ci se ligua avec Giskra, et tous deux se mirent dans une posture menaçante pour s'opposer, même à main armée s'il le fallait, aux desseins de cet homme perfide et ambitieux.

Ce fut sous ces fâcheux auspices que se réunit, le 11 novembre, la grande Diète qui devait aplanir toutes les difficultés. Les princes et évêques chargés des négociations dans cette assemblée, ainsi que les envoyés des trois électeurs ecclésiastiques et du duc de Saxe, arrivèrent à Vienne. Mais il s'éleva dès le commencement des disputes si sérieuses, qu'on ne pouvait guère attendre un heureux résultat de cette conférence. Les Bohèmes et les Silésiens, ennuyés d'une altercation qui n'aboutissait à rien, s'en retournèrent tout bonnement chez eux; et ce ne fut qu'après leur départ que Jean Huniade arriva avec les plénipotentiaires de la Hongrie. Le dédommagement, demandé par l'Empereur pour les frais de la tutelle et pour les sommes prêtées à la reine Élisabeth, fut refusé. On n'écouta pas davantage la protestation impériale contre le gouvernement commencé en apparence de Ladislas. La Diète envoya enfin son *ultimatum* à l'Empereur qui refusa d'abord de l'accepter. Cependant, le 26 mars 1453, il consentit à une convention portant, qu'il rendrait la couronne de S. Étienne, mais qu'en retour il recevrait pour ses prétentions, de la part des Hongrois, la somme de 50,000 florins d'or, de la part des Autrichiens 30,000 flo-

rins même monnaie; qu'il garderait pour gage les châteaux qu'il occupait en Hongrie, et qu'on lui remettrait encore ceux de Steyer, de Weiteneck et de Guttenstein en Autriche, jusqu'à l'acquittement des susdites sommes. Cet acte d'accommodement ne fut pas ratifié par Ladislas, ou plutôt par ceux qui gouvernaient sous le nom de ce jeune prince; en sorte que les choses en restèrent là où elles étaient auparavant. Une trêve jusqu'au 11 juin 1453 avait déjà été conclue antérieurement. De nouvelles négociations devaient tout arranger définitivement.

L'empereur Frédéric avait, par un diplôme impérial daté de Neustadt, le 6 janvier 1453, confirmé à perpétuité aux princes de sa Maison et à tous leurs descendants le titre *archiducal*, qu'avait déjà pris *Rodolphe IV* l'an 1359.

Cependant les Hongrois, de même que les Bohèmes, persistaient plus sérieusement que jamais à demander que Ladislas se rendît dans leur pays. Jean Huniade avait déposé sa charge de gouverneur dans les mains de ce jeune monarque qui le nomma capitaine-général de la Hongrie, et comte héréditaire de Bistritz en Transylvanie. En janvier 1453, Ladislas assista à la Diète de Presbourg, et jura de protéger les lois, franchises et droits de la nation hongroise. Il reçut ensuite l'hommage et le serment de fidélité et d'obéissance de la part des États du royaume. Il compta les années de son règne en Hongrie à partir de l'époque où il avait été couronnée, n'étant âgé que de trois mois (15 mai 1440). Le Roi fit expédier à Huniade les diplômes relatifs à ses nouvelles dignités, comme aussi aux propriétés dont il l'avait enrichi, et nomma Ladislas, fils aîné d'Huniade, ban de Croatie et de Dalmatie. Le comte de Cilly ne cachait plus le plan qu'il avait formé de gouverner au nom du jeune roi tous les États de ce prince, et de perdre tous les personnages qui étaient assez signi-

fiants pour l'arrêter dans l'exécution de ses projets. Jean Huniade et Ulric Eizinger furent les premiers objets de ses menées perfides. Le seul avec lequel il n'osa entrer en lice, ce fut Podiebrad, dont la puissance était fort supérieure à la sienne. Il se ligua même, le 26 avril 1453, avec ce redoutable rival dans la vue, à ce qu'il disait, de soutenir par leurs efforts réunis les intérêts de leur jeune maître, et de contribuer autant que possible à la gloire de ce Souverain. Mais, tandis que cet homme astucieux s'assurait l'appui du gouverneur de la Bohème par son zèle hypocrite, il travaillait à corrompre le jeune prince, qui n'avait pas encore atteint l'adolescence, et à lui ôter le goût et l'aptitude pour les affaires du gouvernement. Voulant se ménager un soutien puissant au dehors, il arrangea un mariage entre la princesse *Élisabeth*, soeur de Ladislas, avec le roi Casimir de Pologne. La cérémonie nuptiale eut lieu le 2 février 1454.

Le 16 juillet 1453, Ladislas avait été inauguré à Brunn, en qualité de *margrave de Moravie*. Comme les Bohèmes réclamaient toujours plus véhémentement la présence de leur roi, Cilly assembla en septembre 1453 les États à Crems, pour leur demander les fonds nécessaires au voyage de Prague. Ulric Eizinger parut dans la Diète avec un grand nombre de ses adhérents. Il avait l'intention d'assassiner le comte de Cilly au milieu de l'assemblée; mais ce dernier, s'étant aperçu du dessein de son ennemi, se sauva par la fuite, et le Roi, qu'on parvint sans peine à convaincre des indignités commises par le comte de Cilly, conféra à Eizinger la place que le premier occupait à la Cour, avec toute l'influence sur les affaires de l'État dont le comte avait joui.

Avant son départ pour la Bohème, Ladislas désigna douze hommes choisis dans chacun des quatre états de l'Autriche, pour administrer le pays pendant son

absence. Jean Huniade fut appelé à Vienne, où le Roi le confirma encore une fois dans la dignité de capitaine-général de la Hongrie, et lui donna plein pouvoir pour soigner toutes les affaires militaires, politiques et financielles de ce royaume. Après quoi il se mit en route pour la Bohème. À Iglau le 3 octobre, le Roi jura de maintenir les franchises des Bohèmes, ainsi que les Compacts. Le 27 du même mois à Prague, Jean Huniade, Georges Podiebrad, Ulric Eizinger et plusieurs Grands de Hongrie, de Bohème et d'Autriche, conclurent une union tendante à défendre et à protéger les intérêts de Ladislas. Le jour suivant, ce prince fut couronné par l'archevêque de Strigonie, parce que celui de Prague, Jean Rokyczan, qui était calistin, n'avait pas reçu la confirmation du pape. Ladislas, de son côté, manifestait dans chaque occasion son aversion pour l'archevêque de Prague, comme pour les Utraquistes en général. Aussi fut-ce bien malgré lui qu'il se vit contraint de confirmer Georges Podiebrad, chef des Calistins, dans la dignité de gouverneur de la Bohème. Ce ne fut que vers la fin de l'année 1454, que les Lusaciens et les Silésiens prêtèrent foi et hommage à Ladislas.

Depuis bien de temps les rapides progrès des Turcs, qui se répandaient de plus en plus dans l'Europe orientale, et qui menaçaient de se précipiter bientôt aussi sur l'occident de cette partie de notre hémisphère, attiraient l'attention de tous les États chrétiens. Toute la Grèce était au pouvoir des Turcs et des Vénitiens. Il ne restait de l'ancien empire d'Orient presque plus rien que la seule ville de Constantinople, et même cette capitale se trouvait dans le plus grand danger. L'empereur Frédéric avait, pendant son séjour à Rome, engagé le pape à publier une croisade contre les Mahométans. Mais encore avant que les longues conférences et négociations entamées à cet effet fussent terminées, le sort de *Constantinople* était déjà

décidé. *Mahomet II* eut à peine succédé à Amurat son père (1451), qu'il fit cerner à une certaine distance cette grande et célèbre cité par ses nombreux essaims de guerriers, et coupa à la ville le transport de vivres, tant par terre que par mer. Au commencement du mois d'octobre 1453, le sultan Mahomet campa avec une armée d'environ 300,000 hommes sous les murs de Constantinople. Après un siège de cinquante-six jours, cette capitale fut emportée par les Turcs. Le dernier empereur grec, *Constantin IX Paléologue*, trouva la mort sous les glaives ottomans. Avec la prise de Constantinople finit l'empire d'Orient, 1123 ans après qu'un autre empereur du même nom *(Constantin-le-Grand)* y eut établi sa résidence. Tout ce que les chroniqueurs de ce temps-là, et d'après eux la plupart des historiens même les plus modernes racontent des grandes cruautés commises au prétendu sac de la ville de Constantinople, qui selon ces auteurs fut mise à feu et à sang et livrée au pillage par Mahomet, est contraire à la vérité. Ce fameux guerrier était trop instruit et trop bon politique, pour ruiner une ville dont il avait résolu de faire la métropole de son Empire. Il n'y eut qu'une partie de Constantinople prise d'assaut par les Janissaires. Le vainqueur accorda généreusement une capitulation à l'autre partie et l'observa fidèlement. Quant à la fin tragique d'*Irène* son esclave dont Mahomet était amoureux, et à laquelle il aurait coupé la tête pour complaire à ses Janissaires, il faut être bien peu instruit des usages des Turcs pour croire que les soldats se mêlent de ce qui se passe au sérail du sultan. D'ailleurs, comment peut-on supposer que les Janissaires aient exigé ce sacrifice barbare, au moment où leur maître venait d'entrer triomphant dans une ville conquise par ses armes, et où il remplissait l'univers du bruit de sa rénommée! Au reste, bien que la prise de Constantinople par les Mahométans

fut un événement déplorable, elle procura, d'un autre côté, à une grande partie de l'Europe un avantage réel, en y introduisant de nouvelles lumières. L'étude des belles-lettres, jusqu'alors confinée dans le fond de la Grèce, passa en Italie, et de là se communiqua peu à peu aux autres pays de l'Europe. La Grèce, l'antique patrie des arts, fut plongée à son tour dans les ténèbres de l'ignorance et dans la barbarie où on l'a vue depuis; on entendit des derviches crier: *Allah*, *Allah!* sous les mêmes portiques, où les Socrate et les Platon instruisaient l'univers; et les monuments du génie qui avaient échappé aux ravages du temps, furent détruits par l'ignorance. Après la catastrophe dont nous venons de parler, tous les gens lettrés et instruits de la Grèce se réfugièrent en Italie, et y ouvrirent des écoles pour la Jeunesse, qui commença dès lors à se former le goût pour la littérature grecque et latine. Il arriva de là que les sciences et les arts prirent une face toute nouvelle en Occident, et produisirent même une révolution dans le gouvernement et les moeurs des nations.

La nouvelle de la chûte de Constantinople répandit l'alarme dans toute la chrétienté. On craignait que les Turcs ne continuassent leurs incursions et ne ravageassent la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie. L'empereur Frédéric, pour prévenir ce malheur, invita le pape et les princes chrétiens à prendre de promptes mesures pour arrêter les progrès des Mahométans. Le pontife somma effectivement par une bulle toute la chrétienté de se croiser, et assigna aux princes, pour subvenir aux grandes dépenses de cette guerre, le dixième de tous les revenus des églises et du clergé. Ensuite il fit prêcher une croisade dans tous les pays chrétiens. On convoqua, en avril 1454, une Diète à Ratisbonne, et au mois d'octobre suivant une seconde à Francfort, pour aviser aux moyens de s'opposer aux Turcs. Mais ces assemblées, de même

que celle qui fut tenue, le 2 février 1455, sous la présidence de l'Empereur à Wiener-Neustadt, se séparèrent, sans avoir pris aucune décision sur la grande affaire pour laquelle on s'était réuni. On avait attaqué les Mahométans lorsque, tranquilles en Asie et en Afrique, leur puissance ne pouvait donner ombrage aux Chrétiens, et l'on hésitait de se liguer, lorsqu'on les vit entrer en Europe, dépouiller de ses États le légitime successeur des empereurs orientaux, et à la veille même d'envahir le royaume de S. Étienne et les pays circonvoisins.

Le pape Nicolas V étant mort le 26 mars 1455, *Calixte III* lui succéda, le 8 août de la même année. Les princes d'Allemagne demandèrent à l'Empereur de profiter de ce changement, pour avoir satisfaction de l'atteinte que la Cour de Rome avait portée aux concordats germaniques. Mais Frédéric III, par le conseil d'Aenéas-Sylvius, ne fit aucune démarche à cet effet, et reconnut le nouveau pontife sans condition. Les princes, qui étaient déjà indisposés contre l'Empereur à cause qu'il résidait le plus souvent dans ses États héréditaires, et n'avait pas assisté en personne à plusieurs Diètes de l'Empire, furent tellement indignés de sa déférence pour le pape, qu'ils s'assemblèrent, de leur propre autorité, d'abord à Nuremberg en novembre 1456, puis à Francfort au mois de décembre de l'année suivante, et sommèrent Frédéric III de venir rendre compte de sa conduite. Ils osèrent braver les ordres de leur Souverain qui rappelaient les princes à leur devoir, et le menacèrent de lui mettre à côté un roi des Romains s'il refusait de redresser leurs griefs. L'intention des électeurs était d'élever à cette dignité le duc Albert frère de Frédéric, ou le roi Ladislas. L'Empereur, comme on pense bien, ne se présenta point dans ces assemblées arbitraires, et le pape Calixte ne daigna pas même entrer en négociation avec les électeurs au sujet de leurs plaintes contre le chef de l'Empire.

Le roi Ladislas avait jusqu'alors efficacement soutenu les princes électeurs contre l'Empereur. Les peuples de l'Allemagne, commè le reste de l'Europe chrétienne, fondaient sur la puissance du jeune Souverain de *Hongrie*, de *Bohème* et d'*Autriche* les plus belles espérances. Ils tenaient les vastes dominations de ce monarque pour une barrière infranchissable contre les progrès des Ottomans. Ce jeune roi avait déjà donné plusieurs preuves d'un esprit élevé et d'un caractère énergique, en sorte qu'il paraissait justifier les grandes attentes qu'on avait conçues de son gouvernement.

En automne 1453, un légat du pape était arrivé à Prague et avait invité, au nom du pontife, le roi Ladislas à entreprendre, concurremment avec les autres Puissances chrétiennes, une campagne décisive contre les Turcs. Cette invitation et le bruit qui se répandit en même temps, que le sultan Mahomet II faisait à Adrianople des préparatifs pour envahir la Serbie et la Hongrie, engagèrent Ladislas à ordonner des armements dans ce royaume. Jean Huniade fut chargé de les diriger. La Diète de Hongrie décréta, le 25 janvier 1454, une levée en masse. Il fut réglé qu'on diviserait les forces qu'on parviendrait à rassembler, en deux armées, dont la première agirait offensivement sous les ordres de Jean Huniade, et l'autre resterait en réserve sur les frontières. Bientôt après, on reçut aussi la nouvelle que les Vénitiens avaient conclu, le 18 avril, un traité de paix et de commerce avec le sultan; ce qui augmentait encore les dangers dont la Hongrie se voyait menacée. Le prince Georges de Serbie s'enfuit dans ce royaume, à l'approche de l'armée ottomane. Huniade s'avança, au mois de mai, en Bulgarie jusqu'à Ternowa, et défit plusieurs détachements ennemis. Mais une invasion que les comtes de Cilly firent, au mois de juin, en Croatie, engagea Huniade à se retirer au delà du Da-

nube. Sur ces entrefaites, le général cillyen Wittowitz avait été battu, le 13 juillet, en Croatie, et le comte Frédéric de Cilly, père d'Ulric, était descendu au tombeau. Cependant le sultan Mahomet assiégeait déjà Semendria, capitale de la Serbie. Huniade alors passa une seconde fois le Danube, et s'avança vers cette ville; mais avant qu'il fût arrivé auprès de la place, Mahomet s'était mis en marche avec ses forces principales vers la Bulgarie. Huniade vainquit près de Kruschenaz, sur la Morawa, le corps turc qui était resté en arrière, et brûla Widdin en Bulgarie. Le sultan n'attendit pas les Hongrois, et se retira à Adrianople. Huniade se vit encore une fois arrêté dans sa course victorieuse par Ulric de Cilly, qui avait de nouveau envahi la Croatie, où il enleva de vive force Ostrowitza et encore un autre château.

Par ces guerres, si préjudiciables à la cause générale de la chrétienté, le comte Cilly se montrait le secret allié du sultan Mahomet, avec lequel il était apparenté par son épouse. Ulric avait depuis son éloignement de la Cour de Ladislas, offert ses services à l'Empereur, et plus tard à la république de Venise. Ils furent refusés de l'un et de l'autre côté. En revanche il réussit par son adresse à recouvrer la faveur du roi Ladislas. Ce prince était revenu, en février 1455, de Breslau à Vienne, où l'on trama une conspiration contre Eizinger. Ladislas rappela celui que l'affinité et une longue habitude lui avaient rendu cher, et Eizinger fut obligé de s'enfuir dans ses terres, pour se soustraire à la peine de mort que le comte de Cilly voulait lui faire subir. Au mois d'avril, Cilly entra, comme en triomphe, dans Vienne. Mais, non content d'avoir éloigné un rival redoutable, il voulut culbuter aussi Jean Huniade, et le remplacer dans le gouvernement-général de la Hongrie. Toutes sortes de calomnies furent employées pour perdre Huniade dans l'esprit du Roi; en effet, il vint

à bout de faire accroire à son jeune maître, qu'Huniade ne le pressait tant de se rendre en Hongrie que parce qu'il avait dessein de se saisir de sa personne. Le crédule monarque consentit à la perte d'un homme à qui la Hongrie était redevable de son salut. Sous prétexte d'affaires d'État d'importance, Huniade fut mandé deux fois à Vienne, et une fois à Kittsée, dans lesquels endroits Ulric Cilly lui avait préparé la mort. Mais Huniade, qui avait été prévenu des complots de son ennemi, échappa chaque fois par une sage prévoyance au danger qui le menaçait. Cilly alors fit entrer de nouveau Giskra en Hongrie, pour y former un parti hostile contre Jean Huniade.

La Diète du royaume assemblée à Raab reçut, au mois de juin 1455, l'avis que le sultan Mahomet avait conquis l'importante ville de Novoberdo en Serbie, et menaçait les autres forteresses de ce pays. Un corps de troupes ottomanes était aussi venu fondre sur la Croatie, la Carniole et la Carinthie. Comme la mésintelligence qui régnait entre le Roi et le capitaine-général, empêchait de prendre en Hongrie des mesures énergiques pour arrêter les progrès des Turcs, le pape ménagea, en novembre, un raccommodement entre Ladislas et Huniade. Ce dernier abandonna au Roi tous ses châteaux forts qui pour ce moment n'avaient pas à craindre une attaque ennemie. Toutefois il conserva le commandement en chef des troupes dans la Hongrie méridionale, et la direction de la défense du royaume. Il fut obligé d'envoyer son frère Mathias à la Cour du Roi, en qualité de chambellan, pour garant de sa fidélité. Le banat de Dalmatie, de Croatie et d'Esclavonie, dont Ladislas Huniade était investi depuis 1453, fut conféré au comte Ulric de Cilly.

En février 1456, on ouvrit une Diète à Bude pour se concerter sur la guerre contre les Turcs. Le roi Ladislas, Ulric de Cilly et Jean Huniade assistèrent

à cette assemblée. Le cardinal-légat, Jean de Saint-Ange, promit des troupes auxiliaires de la part de la Bourgogne, et une flotte aragonienne. *Jean Capistran*, religieux de l'ordre de S. François d'Assise [1]), électrisa le peuple par ses discours pleins d'énergie et d'onction. La Diète décréta une contribution générale, le rassemblement de l'armée au mois d'août, la nomination de Jean Huniade à la vayvodie de Transylvanie, et la conclusion d'une trêve avec les troupes bohèmes qui se trouvaient encore en Hongrie. Le 7 avril, l'assemblée des États fut mise en alarme par la nouvelle que le sultan Mahomet se disposait à attaquer *Belgrade*. On poussa les armements avec une plus grande activité; le roi Ladislas devait conduire en personne l'armée contre l'ennemi; mais Cilly le persuada à retourner à Vienne.

Huniade n'avait pas eu le temps de rassembler des forces suffisantes, vu les moyens lents qu'on employait ordinairement en Hongrie pour mettre sur pied une armée. Néanmoins, il se mit en marche avec le peu de troupes réglées qu'il avait pu réunir. Une multitude innombrable de croisés accourut se ranger sous sa bannière. C'étaient des gens ramassés par Capistran, dont chacun s'était armé du premier outil qu'il avait pu trouver, mais tous enflammés d'un enthousiasme qui méprisait les dangers. Tandis que Mahomet s'avançait sur Belgrade, Georges Scanderbeg était parti avec ses troupes de l'Albanie; et la flotte réunie de Sicile et d'Aragon voguait vers l'Hellespont. Mais le sultan se mit peu en peine de ces mouvements des Chrétiens, bien qu'ils menaçassent dangereusement ses derrières. Belgrade n'avait qu'une faible gar-

[1]) Cet homme, animé d'un saint zèle, était venu dès le mois de juin 1451 à Wiener-Neustadt, et avait exhorté avec un succès étonnant les habitants de cette ville, et surtout ceux de Vienne, à la pénitence, à l'amendement de leurs moeurs et à la guerre contre les Mahométans.

nison, commandée par Michel Orszag et Jean Battista; il fallait, pour la renforcer, rompre la ligue que les Turcs avaient déjà formée par terre et par mer autour de cette forteresse. Cet obstacle ne rebuta point Jean Huniade qui fit attaquer, le 14 juillet, du côté de Salankemen par ses vaisseaux la flotte ottomane sur le Danube. Elle fut battue, mise en fuite et laissa à Huniade le chemin libre pour se jeter avec ses troupes dans la ville. Il y fut reçu comme un génie tutélaire. Mahomet, ayant appris, le même jour, que la flotte aragonienne avait débarqué des troupes sur le rivage européen de l'Hellespont, résolut d'accélérer par des efforts redoublés la réduction de Belgrade. Il fit commencer, le 21 juillet, l'assaut général des remparts, déjà brisés par le feu de l'artillerie. L'attaque fut continuée pendant toute la journée avec une extrême impétuosité. La ville et les ouvrages extérieurs du château furent emportés par les Turcs qui passèrent la nuit sur le terrain conquis. Huniade, persuadé de l'inutilité d'une plus longue résistance, avait déjà fait toutes les dispositions pour évacuer la citadelle et opérer sa retraite sur Semlin. Le lendemain à l'aube du jour, le combat fut continué avec la plus grande fureur. Les assiégés se défendirent comme des lions; leur courage semblait accru de moitié, depuis qu'ils avaient Huniade à leur tête. Jamais ce grand capitaine montra tant de bravoure et de prudence qu'à ce siège à jamais mémorable. Enfin, après avoir fait d'inutiles efforts, après avoir vu périr un nombre prodigieux de ses sujets, le vainqueur de Constantinople donna le signal de la retraite. Mais, lorsque les Mahométans se replièrent en désordre sur leurs tranchées, l'intrépide Jean Capistran fit une sortie avec ses croisés, emporta de vive force le camp retranché des Ottomans et les défit complètement. Le sultan lui-même, blessé à la poitrine par un coup de lance, s'enfuit avec les débris de son armée à

Sophie. Vingt-quatre mille Turcs restèrent sur le carreau. Un grand nombre de canons et un butin immense tombèrent entre les mains des vainqueurs. Les Hongrois payèrent bien cher ce brillant succès; la grande quantité de cadavres engendra une maladie contagieuse qui moissonna des milliers de soldats chrétiens. *Jean Huniade* lui-même mourut, victime de cette épidémie, à Semlin le 11 août 1456, entre les bras de son vaillant compagnon d'armes *Jean Capistran*, qui le suivit dans la tombe, dès le 23 octobre de la même année.

La mort de Jean Corvin (Huniade), qui plongeait la Hongrie dans l'affliction et le découragement, fut un triomphe pour Ulric de Cilly, qui se voyait par là délivré de son plus dangereux rival. Au mois de septembre, le Roi et Ulric marchèrent avec une nouvelle armée de croisés en Hongrie. La guerre contre les Turcs devait être continuée sous le commandement de Cilly. Mais craignant que les enfants d'Huniade, qui avaient hérité de l'amour que le peuple avait pour lui, ne s'élevassent au même degré de puissance, Ulric voulait auparavant dépouiller la race de ce héros de tout pouvoir, de sa fortune et l'exterminer, s'il était possible, entièrement. Dans la Diète à Futak, en septembre et en octobre, le roi Ladislas se fit de nouveau prêter foi et hommage par les États; il nomma le comte Ulric capitaine-général de la Hongrie, et moyenna une réconciliation apparente entre ce dernier et les fils d'Huniade, qui avaient déjà évacué tous les châteaux royaux dont leur père avait été en possession.

Le Roi et Ulric Cilly se dirigèrent ensuite avec l'armée croisée vers Belgrade. Le comte avait l'intention de faire arrêter les deux Huniade dans cette ville, et de les livrer au supplice. Dans la joie précipitée qu'il sentait de la réussite espérée de son projet, il le trahit dans une lettre confidentielle qu'il écrivit à son beau-frère, le prince

Georges de Serbie. Mais cette missive ayant été interceptée par les Huniade, ils tinrent un grand conseil de famille dans lequel la mort de l'infâme Cilly fut résolue. Les croisées allemands, arrivés avec le Roi près de Belgrade, n'avaient pas été admis dans la forteresse; en sorte que la place n'était occupée que par les troupes huniadiennes et hongroises. Le jour après l'entrée du Roi dans Belgrade (15 novembre 1456), Ladislas Huniade montra à Cilly la lettre que celui-ci avait écrite au prince Georges; et comme dans la dispute qu'ils eurent ensemble à ce sujet, tous deux mirent les armes à la main, ils en vinrent bientôt au prises. Dans ce combat Ladislas reçut, à la vérité, une blessure; mais Ulric fut renversé et décapité par les serviteurs d'Huniade qui étaient accourus au secours de leur maître.

Le Roi, qui ne paraissait pas être profondément affecté de cet événement, se montra extérieurement satisfait de la justification des Huniade, et apaisa même les croisés allemands qui, pour venger la mort d'Ulric, étaient sur le point d'assaillir la forteresse. Comme d'ailleurs l'approche de l'hiver empêchait toute entreprise ultérieure contre les Ottomans, on congédia l'armée croisée. Au château de Temeswar, le 23 novembre, le Roi promit à la veuve de Jean Huniade de ne jamais venger sur ses fils l'assassinat du comte de Cilly. Mais les ennemis de cette famille surent persuader au jeune monarque, que sa personne était menacée d'un grand danger de la part des Huniade et que, pour assurer sa propre existence, il devait, par la mort de l'assassin de Cilly, le mettre hors d'état de nuire. Le crédule Ladislas fit arrêter, le 14 mars 1457 à Bude, Ladislas Huniade avec son frère Mathias et le lendemain tous les partisans de cette famille. Le 16 mars, Ladislas fut remis au tribunal ordinaire de la ville et périt sous le fer d'un bourreau, dans la soirée du même jour.

Cette justice sévère, faite au mépris de la parole royale, révolta tout le monde. L'oncle et la mère d'Huniade prirent les armes. Plusieurs grand-officiers du royaume et seigneurs puissants se joignirent à eux. Comme leurs troupes faisaient déjà des courses jusqu'à Bude, Ladislas fit venir des troupes de la Bohème et de l'Autriche pour sa sûreté. Le 17 juin, la plupart des amis affidés de la maison d'Huniade, détenus dans Bude, parvinrent à s'échapper. La guerre civile étant près d'éclater, le roi Ladislas, craignant les suites de ces troubles, retourna en toute hâte à Vienne et emmena Mathias Huniade avec lui. Ladislas désirait beaucoup trouver un moyen pour se réconcilier avec la famille d'Huniade qu'il avait tant offensée. La Diète, ouverte le 13 juillet 1457 à Presbourg, avait en effet déjà proposé un accommodement. Mais un nouvel événement sanglant vint troubler la réconciliation. Les frères Michel et Ladislas de Szilagyi, oncles de Mathias Huniade, furent attaqués de guet-apens dans les environs de Belgrade, à l'instigation du prince Georges de Serbie. Michel, il est vrai, se sauva par la fuite, mais Ladislas fut assassiné. Bientôt après, Michel surprit le prince Georges lui-même et le fit prisonnier. Comme il voyait clairement que ses ennemis persistaient dans leur dessein d'extirper toute sa famille, il refusa d'accepter l'accord proposé par les États.

Le comte Ulric étant le dernier de la maison de Cilly, l'héritage de ses vastes domaines donna lieu à de grandes contestations. Ils comprenaient les comtés de Cilly en Styrie et d'Ortenbourg en Carinthie, puis la haute Esclavonie, limitrophe du pays de Cilly, laquelle il possédait à titre de banat héréditaire. Le roi Ladislas confisqua les terres en Esclavonie, comme fiefs masculins vacants de la Hongrie, et il voulait aussi faire valoir son droit d'hérédité sur les autres possessions, en qualité de

petit-fils de Barbe Cilly. L'Empereur, les archiducs Albert et Sigismond, les comtes Jean et Léonard de Gorice et le burgrave Michel de Magdebourg, de leur côté, formèrent des prétentions sur les propriétés cillyennes en Carinthie et en Styrie. L'Empereur prit, en qualité de seigneur suzerain, et en vertu du pacte de succession fait l'an 1443 avec les comtes de Cilly, possession de ce comté; et le chef des troupes cillyennes, Jean de Wittowitz, lui remit la plupart des châteaux du pays. Mais ce même Général, qui avait reçu de l'Empereur le diplôme de baron et la seigneurie de Sternberg en récompense de ses services, se laissa gagner quelque temps après par le roi Ladislas pour trahir l'Empereur. Le 29 avril 1457, il surprit dans la ville de Cilly ce monarque, qui toutefois se sauva dans le château supérieur. Après un siége de huit jours, des troupes styriennes, commandées par André Baumkircher s'avancèrent au secours de l'Empereur, et forcèrent Wittowitz à prendre la fuite. Cependant Frédéric III et Ladislas se disputèrent encore pendant bien des années ce riche héritage. Ulric Eizinger, qui depuis la mort d'Ulric Cilly avait repris sa place auprès du Roi, dirigea les négociations ultérieures, relatives à cet objet.

C'était précisément à cette époque (1457), que le mariage du roi Ladislas avec *Madeleine*, fille du roi Charles VII de France, devait être célébré. L'Empereur, le roi Casimir de Pologne et beaucoup d'autres princes, furent invités à ces fêtes. Comme les Hongrois, les Bohèmes et les Autrichiens demandaient qu'on choisît *leur* capitale pour cette cérémonie, Georges Podiebrad parut à la fin avec une armée aux ponts devant Vienne, et s'étant abouché avec le Roi plusieurs jours de suite, il le contraignit enfin par des menaces à se décider pour la capitale de Bohème. En octobre, Ladislas se rendit à Prague. Mathias Huniade fut obligé de le suivre en Bohème, et

gardé dans la forteresse de Guttenstein. Pendant que les Bohèmes s'apprêtaient à célébrer pompeusement les noces de Ladislas, ce prince mourut, le 23 novembre 1457, à l'âge de dix-huit ans, n'ayant été indisposé que pendant un jour et demi. Beaucoup d'annalistes contemporains accusent Georges Podiebrad et les Utraquistes d'avoir fait empoisonner le Roi, parce qu'il avait plusieurs fois manifesté sa haine contre ces sectaires et l'intention de les extirper. Les historiens de la Bohème ont combattu cette assertion, et attribuent la fin prématurée de Ladislas à la peste. D'autres enfin rapportent qu'elle fut l'ouvrage d'une jeune dame qui, s'étant entièrement livrée à ce jeune prince, avait conçu le dessein hardi de l'épouser, et aima mieux le voir entre les bras de la mort que dans ceux d'une rivale. *Ladislas-Posthume* était remarquable par la beauté de sa personne; il avait tant de grâces et d'amabilité qu'on l'appelait *le délice du monde.* Aussi les peuples de la Hongrie, de la Bohème et de l'Autriche, se disputèrent à l'envi le bonheur de le posséder. La mort de ce prince affligea l'Europe parce que, maître de vastes États, en partie voisins de l'empire des Ottomans sur notre continent, il semblait qu'il fût le plus puissant boulevard de la chrétienté contre ce peuple formidable et conquérant.

CHAPITRE IX et dernier.

Frédéric V (IIIème de ce nom dans la série des empereurs), archiduc d'Autriche, duc de Styrie etc. et Albert VI son frère. Sigismond, comte de Tyrol. De 1457 à 1493.

Ladislas-Posthume étant le dernier prince de la ligne *albertine* ou aînée de la Maison de *Habsbourg*, ses possessions *autrichiennes* passaient aux deux branches cadettes de cette famille, savoir à celle de *Styrie* et de *Tyrol*. L'empereur *Frédéric III* croyait, en qualité d'aîné de la famille, pouvoir prétendre, d'après les statuts de sa Maison qui ordonnaient l'indivisibilité des pays autrichiens, à la possession de *tout l'archiduché d'Autriche*. Mais il ne put venir à bout de réaliser ses vues. L'*archiduc Albert VI*, son frère, arriva le premier à Vienne, se saisit de tout ce que Ladislas avait laissé en biens meubles, et le dissipa, comme à l'ordinaire. Mais, comme il fit en même temps la guerre aux brigands qui s'étaient établis dans les environs de la capitale, il gagna par ce moyen l'affection des bourgeois. Plus tard parut aussi *Sigismond de Tyrol* qui demanda qu'on lui fît hommage. Les archiducs proposèrent qu'on remît à chacun d'eux la troisième partie du pays. Mais comme l'Empereur insistait sur la possession de l'archiduché tout entier, les États renvoyèrent la décision du différend à la Diète, qui devait être ouverte à Vienne, le 4 mai 1458. Jusqu'à cette époque, Eizinger, Walsée, les comtes de Schaumbourg et de Maidberg, puis le magistrat de Vienne, continuèrent de régir la ville et le pays.

On négocia dans cette assemblée pendant huit semaines entières. Enfin, le 31 mai, le magistrat partagea le bourg ou palais à Vienne entre l'Empereur et les archiducs de manière que tous les trois pussent y résider. Le 19 juin, Albert fit entrer par force sa troupe de soudoyers dans la ville, et paraissait vouloir décider la contestation par une entreprise téméraire. L'Empereur se mit en état de défense, et il était à craindre que la ville de Vienne même ne devînt le théâtre d'une lutte sanglante. Heureusement les choses n'en vinrent pas à ce point; car on conclut, dans les derniers jours de juin 1458, une transaction pour trois ans. *L'archiduché d'Autriche* fut partagé. L'Empereur eut la *basse Autriche*, et l'archiduc Albert le *pays au-dessus de l'Ens*. L'archiduc Sigismond ne devait recevoir pour indemnité que la troisième partie des revenus d'État de toute l'Autriche. Frédéric reçut, le 28 juin, le serment de fidélité des États de la basse Autriche, et Albert se fit inaugurer par ceux du pays au dessus de l'Ens. Auquel de ces deux princes la ville de Vienne devait échoir, n'avait pas encore alors été déterminé; mais on résolut de s'en remettre à la décision des États qui seraient convoqués pour cet effet, le 2 février 1459. En conséquence la ville inaugura, le 28 juin, les deux princes à la fois, et il fut convenu que les États et le magistrat continueraient d'administrer cette capitale jusqu'à la nouvelle Diète.

L'archiduc Albert se plaignit hautement d'avoir été fort raccourci dans ce partage. Une entrevue qu'il eut à Wiener-Neustadt avec l'Empereur, au lieu d'amener un rapprochement entre les deux frères, fit naître encore une plus grande animosité. Une guerre domestique aurait infailliblement éclaté, si les États n'étaient venus à bout de ménager, le 21 août 1458 à Neustadt, un accord entre les deux princes. Par ce traité, *Neubourg-sur-*

l'Inn fut assigné à l'Empereur; Albert renonça même à la *basse Autriche* et à la ville de *Vienne.* Il eut en retour le château de *Liechtenstein* et la ville de *Bruck-sur-la-Leitha*, outre la somme de 32,000 livres deniers. Frédéric III prit alors effectivement possession de la ville et du palais archiducal de Vienne. Ensuite il s'arrangea aussi avec l'archiduc *Sigismond,* qui accepta un district de la Carinthie à la place du tiers des revenus de la basse Autriche, lui appartenant en vertu de la convention du mois de juin précédent.

L'Empereur prétendait aussi à la couronne de *Hongrie* qu'avait portée Ladislas son cousin. Comme aspirants au même honneur se présentèrent aussi: le roi Charles VII de France, du chef de sa fille, qui avait été fiancée à Ladislas; le roi Casimir de Pologne, en qualité d'époux d'Élisabeth, soeur de Ladislas, et le duc Guillaume de Saxe qui était marié avec Anne, autre soeur du monarque défunt. Mais, pendant que la Diète, assemblée en janvier 1458 à Pesth, délibérait sur le choix d'un Souverain, Michel Szilagyi parut, à la tête de 20,000 guerriers, et contraignit par des menaces peu déguisées les États à élire, le 24 du même mois, son neveu, le jeune *Mathias Corvin,* second fils de Jean Huniade, pour *roi de Hongrie.* Quelques historiens disent que, les malheurs du jeune Corvin, la gloire de son père et la fin tragique de son frère Ladislas, tout concourant à intéresser les Hongrois en sa faveur, il fut proclamé d'une voix unanime. Comme Mathias entrait seulement dans sa seizième année, Michel se fit nommer gouverneur-général du royaume pour cinq ans. Afin de se ménager un soutien, Szilagyi avait relâché, en décembre, le prince Georges de Serbie.

Immédiatement après la mort du roi Ladislas, Georges Podiebrad avait tiré Mathias Huniade du château de

Guttenstein, où il était détenu. Ce n'était point un penchant généreux, ni l'envie de secourir un infortuné qui lui avait inspiré ce dessein. Le séjour de Prague ne fut pour Mathias qu'une nouvelle prison. Cependant, comme il avait un grand intérêt de ne pas avoir les Hongrois pour ennemis, il élargit Mathias sitôt qu'il eut appris son élévation sur le trône de Hongrie; toutefois il fallut que ce prince rachetât sa liberté par une somme de 60,000 ducats. Le 9 février 1458, Podiebrad fiança sa fille Cunégonde avec le nouveau roi des Hongrois, qui changea le nom de baptême de sa prétendue en celui de *Cathérine*. Une alliance fut conclue entre Mathias et Georges, et ce dernier accompagna le jeune monarque jusqu'à Strasnitz sur les confins de la Hongrie, où Podiebrad reçut la rançon promise.

Mathias Corvin arriva le 16 février à Bude. Ce prince, dont les talents et la force d'esprit avaient devancé la marche lente et tardive des années, prit aussitôt en main les rênes de l'empire, et supprima ainsi la dignité de gouverneur-général que son oncle s'était arrogée, comme étant désormais superflue. Il rejeta aussi les articles de la capitulation, par lesquels la Noblesse s'était affranchie de toutes les charges publiques, et auxquels Michel Szilagyi avait eu la faiblesse de consentir.

Frédéric III, n'ayant pu parvenir à placer sur sa tête la couronne de Hongrie, voulut du moins faire valoir ses droits sur celle de *Bohème*, fondés sur les traités d'État et les pactes de la famille, conclus dès l'an 1364 par l'empereur Charles IV avec la Maison d'Autriche. Mais les archiducs Albert et Sigismond, comme les plus proches parents du feu roi Ladislas-Posthume, ensuite les beaux-frères de ce prince, le roi Casimir de Pologne et le duc Guillaume de Saxe, se mirent également, avec quelque apparence de droit, sur le rang des compétiteurs.

Mais la prétention du roi Charles VII de France était des plus étranges. Il voulait que sa fille Madeleine, par la raison qu'elle avait été la fiancée de Ladislas, fût à présent considérée comme sa veuve et son héritière. Il postula par conséquent la couronne de Bohème pour un de ses fils, ou bien pour un prince auquel il pourrait donner la main de sa fille avec droit et convenance. Au besoin, il se déclara prêt à placer la couronne de Bohème sur sa propre tête; il offrit en ce cas de payer de son trésor particulier toutes les dettes du royaume, et s'engagea à ne point exiger du pays de nouvelles contributions, pendant l'espace de sept ans. Mais les États de la Bohème rejetèrent tous ces prétendants et choisirent, le 2 mars 1458 à Prague, *Georges Podiebrad* pour leur roi. Le 6 mai, le nouveau Souverain de la Bohème fit, en présence des ambassadeurs hongrois et de plusieurs Grands du pays, sa confession de Foi catholique, et jura obéissance au pape et à l'Église catholique romaine. Le couronnement de Georges eut lieu le jour suivant.

La Moravie, la Silésie et la Lusace refusèrent de reconnaître Podiebrad pour leur Souverain. Mais au printemps de la même année, Georges marcha en Moravie, à la tête d'une armée, et soumit toutes les places fortes, qui en partie se défendirent avec beaucoup d'opiniâtreté. Le pape Calixte III reconnut alors Podiebrad pour légitime roi de Bohème. La Silésie persista dans son opposition. Cette province était tombée, sous le gouvernement de Ladislas-Posthume, dans une anarchie complète. Les nombreux petits princes, les barons et les villes de ce pays, se faisaient fréquemment la guerre; quelques-uns d'entre eux étaient presque toujours aux prises avec des seigneurs bohèmes et polonais, et on ravageait de part et d'autre, avec la plus grande animosité, les terres ennemies. Dans l'entrevue qui eut lieu à Brunn, le 1 août 1459, l'empe-

reur Frédéric confirma également Podiebrad comme roi de Bohème. Ces princes conclurent, le jour suivant, une alliance générale contre tous leurs ennemis respectifs, et le 6 août, une union particulière, tendante à faire la conquête de la Hongrie; en quoi Podiebrad promit à l'Empereur son assistance contre son propre futur gendre Mathias. Le 11 novembre de la même année, le roi Georges fit avec toute la Maison de Saxe une convention d'hérédité, qui devait être cimentée par une triple alliance de famille. L'assemblée des princes silésiens à Javer reconnut alors, il est vrai, Podiebrad pour Souverain, mais Breslau, la capitale, ne se soumit pas encore. Cette ville fut assiégée. Elle continua de se défendre jusque vers le milieu de janvier 1460, où elle se rendit par l'intervention du cardinal-légat, l'archevêque de Crète; toutefois il fut stipulé, que cette ville ne prêterait foi et hommage qu'après trois ans révolus.

Dans la Diète, assemblée en été 1458 à Pesth, Mathias confirma les lois et les franchises du royaume; mais il contracta aussi envers les États des obligations qui pesèrent durement sur lui pendant tout le cours de son règne. Encore dans la même année, les Bohèmes et les Polonais, qui occupaient toujours la Hongrie supérieure, furent en partie exterminés, et Giskra leur commandant, avec ce qui lui restait de troupes, sollicita une trêve et un accommodement. Le Roi avait cédé à son oncle Michel le comté de Bistritz en Transylvanie; mais ce vassal exerçait des cruautés si atroces envers les Saxons, qu'une révolte générale éclata. Mathias l'étouffa en faisant arrêter son oncle et en le condamnant à mort, laquelle sentence ne fut révoquée que sur les pressantes instances du cardinal-légat.

Le prince Georges de Serbie étant mort, le 24 décembre 1457, et son fils Lazare l'ayant suivi dans la tombe, peu de temps après, la princesse Hélène, fille de ce der-

nier, fit donation du pays au pape, et pria le pontife de le protéger contre les Mahométans; mais le peuple refusa de se soumettre à la domination papale, et demanda un prince qui fût capable de défendre le pays contre les invasions ennemies dont il était menacé. D'un autre côté, Mahomet considérait la Serbie comme un héritage ottoman, et fondait son droit sur l'union de la princesse Mara, fille de Georges, avec Amurat II son père; ce qui fut cause que les troupes ottomanes se répandirent de plus en plus dans cette contrée.

Cependant un certain nombre de magnats de Hongrie, à la tête desquels se trouvaient le palatin Ladislas de Gara et le vayvode de Transylvanie, Nicolas d'Ujlak, avaient offert, en été 1458, le trône de Hongrie à l'empereur Frédéric III. Le roi Mathias démit les Grands qui s'étaient déclarés pour l'Empereur de leurs dignités. Cette punition n'effraya point les mécontents; car ils proclamèrent, le 17 février 1459 à Neustadt, Frédéric *roi de Hongrie*, et le firent couronner dans la même ville par l'archevêque de Salzbourg, le 4 du mois suivant. Aenéas-Sylvius, qui avait remplacé Calixte III, mort le 3 août 1458, sur le Siège apostolique sous le nom de *Pie II*, envoya, le 24 février 1459, à son légat Jean l'ordre de réprimer les adversaires de Mathias, afin que ce prince ne fût pas empêché de combattre les Mahométans. Mais Frédéric III persista dans sa résolution; il y fut encore fortifié par la victoire de son général Ulric de Graffeneck sur un corps de troupes hongroises, commandé par Simon Nagyi. Le roi Mathias, irrité de ces actes d'hostilité, non moins que du refus que l'Empereur avait fait de restituer la sainte couronne, parut avec des forces imposantes dans les environs de Körmend et y assit son camp. L'armée des Autrichiens et des mécontents de Hongrie l'attaqua dans cette position, mais elle fut mise en fuite. Cette guerre fut in-

terrompue par une trêve que le pape et le roi Podiebrad ménagèrent à Brunn, le 12 août 1459, et dont la durée fut fixée jusqu'au 24 juin de l'année suivante. Vers la fin de janvier, on ouvrit un congrès de pacification dans la ville d'Olmutz; mais l'Empereur fit des prétentions si outrées, qu'il fut impossible d'effectuer un rapprochement. Un deuxième congrès, qui s'assembla dans la même ville en février 1461, ne produisit pas un meilleur résultat.

Les rois Mathias et Georges eurent, en janvier 1461, une entrevue à Trentschin. L'accomplissement du mariage projeté entre Mathias et Catherine Podiebrad fut le premier objet des conférences. Le second point fut la conclusion d'une alliance contre l'Empereur. On voulait, par des efforts réunis, et par une ligue avec les princes mécontents de l'Allemagne, comme aussi avec l'archiduc Albert, contraindre l'Empereur à s'arranger avec le roi Mathias, auquel la plupart des mécontents hongrois s'étaient déjà soumis. Le roi de Hongrie envoya à l'archiduc Albert un secours de 4000 hommes contre l'Empereur. La révolte en Autriche et les intrigues de Georges en Allemagne engagèrent enfin Frédéric III à se prêter à un accord avec Mathias. Au congrès, qui s'assembla dans le cours de juin à Raab, on convint d'une trêve jusqu'au 1 juillet 1462, pendant laquelle la paix fut négociée dans la ville de Gratz.

La peine que Georges Podiebrad s'était aussi donnée pour engager Giskra à un accommodement, avait été infructueuse. Cet officier hardi et opiniâtre ayant embrassé le parti de l'Empereur, Mathias marcha, en juillet 1461, en personne contre les Bohèmes dans la haute Hongrie. Pendant l'absence de ce prince, un grand nombre de seigneurs ecclésiastiques et séculiers mécontents tramèrent une conspiration, tendante à le précipiter du trône et à y placer *Victorin*, fils de Podiebrad. Le roi de Bo-

hème, bien qu'il eût renouvelé, il n'y avait que peu de mois, l'alliance avec Mathias, alimentait toutes ces machinations. Il gagna aussi l'Empereur par la promesse qu'il lui fit de mettre fin à ses démêlés avec son frère l'archiduc Albert. Comme à cette époque la guerre contre les Bohèmes dans la haute Hongrie prit aussi une tournure désavantageuse pour Mathias, ce prince reconnut qu'il fallait avant tout empêcher un rapprochement entre l'Empereur et le roi de Bohème. En conséquence, ses ambassadeurs reçurent ordre de se montrer accommodants envers les plénipotentiaires impériaux et d'accélérer la conclusion de l'arrangement. Le pape et le margrave Albert de Brandebourg conseillèrent également à l'Empereur de s'allier avec Mathias. Par conséquent les préliminaires de la paix furent arrêtés à Gratz. Les conditions stipulaient, que l'Empereur continuerait de porter le titre de *roi de Hongrie*, mais qu'il restituerait la couronne de ce royaume et la ville d'Oedenbourg. En retour, Forchenstein, Kobelsdorf, Eisenstadt, Guns et Rechnitz, restèrent encore à l'Empereur, avec la réserve que la Hongrie aurait la faculté de racheter ces cinq places pour la somme de 40,000 ducats. Frédéric promit de traiter Mathias comme son propre fils. Les deux Souverains s'obligèrent à s'aider réciproquement contre tous les ennemis, le pape excepté. En cas que Mathias mourût sans postérité mâle, la succession au trône de Hongrie restait assurée à l'Empereur et à ses descendants. Les autres articles du traité, qui en partie furent tenus secrets, portaient que, si Catherine, épouse de Mathias, venait à mourir sans laisser d'héritier, ce prince ne se remarierait plus; qu'il renoncerait à toute alliance avec l'archiduc Albert; qu'il payerait pour la couronne et la ville d'Oedenbourg une somme de 60,000 ducats, et enfin que Giskra évacuerait la haute Hongrie sous des conditions

équitables. La grande assemblée des États, tenue au mois de mai à Bude, approuva tous les points du traité qui lui avaient été communiqués, et fixa les contributions qu'on était obligé d'imposer pour se procurer l'argent nécessaire au rachat de la couronne. Giskra eut également 25,000 ducats et les seigneuries de Lissa et de Solyom dans la basse Hongrie; après quoi il évacua la Hongrie supérieure, et promit de servir avec ses Bohèmes l'Empereur contre les Turcs. Comme ces derniers avaient, le 22 juin 1461, conclu la paix avec Scanderbeg et faisaient de grands armements pour envahir la Bosnie, on contracta une alliance contre eux avec le prince Vlad Drakul de Valachie, entama des négociations avec Raguse, Venise et le pape, et assura au roi Étienne Tomassevich de Bosnie l'assistance de la Hongrie.

Les Turcs chassèrent le prince Vlad Drakul de Valachie, qui s'enfuit en Transylvanie. Ils le remplacèrent par son frère Radul que le roi Mathias confirma aussi, en septembre 1462, dans le gouvernement, parce que le peuple lui-même ne voulait plus accepter le cruel Vlad pour Souverain.

Le sultan Mahomet conquit en 1463 toute la Bosnie, assiégea le roi Étienne Tomassevich dans Kliutsch, et le fit prisonnier à la prise de cette place. L'année suivante, Étienne fut décapité à Constantinople. Une Diète tenue à Tolna désigna sept commissaires qui, le 19 juillet 1463, vinrent chercher à Neustadt la sainte couronne, et payèrent la rançon stipulée pour ce précieux diadème. Le même jour, la paix définitive fut signée entre la *Hongrie* et l'*Autriche* aux conditions convenues, l'année précédente à Gratz. Le pape aussi confirma, sur la demande des deux monarques, ce traité de paix qui laissait à Mathias la main libre pour faire la guerre aux Ottomans. Ce prince, qui avait hérité de l'activité et de

l'ardeur martiale du fameux Huniade, son père, marcha sans perdre du temps en Bosnie, défit l'armée turque, la poursuivit jusqu'en Serbie, y délivra 15,000 esclaves chrétiens, et conquit avant la fin de l'année la plupart des places en Bosnie, comme aussi Jaitza, capitale du pays. Emméric de Zapolya fut nommé gouverneur de la Bosnie et ban de Croatie et de Dalmatie. Le 12 septembre, le Roi avait signé à Peterwaradin une alliance avec Venise [1]),

[1]) La paix conclue entre Venise et Milan (1433) n'avait duré que peu d'années. Dès 1437 la République, alliée avec Florence, déclara la guerre à Philippe-Marie qui soutenait les Bolonais, révoltés contre le pape Eugène IV. L'armée des Vénitiens était commandée par François Gonzague, prince de Mantoue, celle des Florentins par François Sforce, et celle des Milanais par le général Picinino. Ce dernier fut vainqueur, et força les Vénitiens à évacuer la ville de Bergame. Les Florentins ne vinrent point au secours de leurs alliés; il en résulta entre les deux nations une froideur, dont Philippe-Marie Visconti sut profiter avec tant de finesse, qu'il contraignit non-seulement Florence à faire une paix séparée, mais qu'il engagea encore le prince de Mantoue à se détacher du parti de Venise. Cette défection mit la République dans un fort grand embarras; et dans la campagne de 1438, le commandant en chef des troupes de terre vénitiennes, Narni Gattamelata, ne réussit que par sa promptitude et par un stratagème à sauver son armée. Ensuite ce Général voulait punir le margrave de Mantoue de sa trahison; mais la flotte de Venise ayant été vaincue par celle de Milan, il se vit obligé de renoncer à son dessein. Dans cette même campagne, les Vénitiens furent forcés d'abandonner les provinces de Vicence et de Vérone aux vainqueurs. Mais, comme ces progrès de Philippe inquiétaient les Florentins, le pape et les Génois, ils se liguèrent en 1439 avec Venise contre le duc de Milan. Les deux partis se combattirent avec des succès variés jusque vers la fin de l'année 1441, où l'on conclut un traité de paix, par lequel les Vénitiens agrandirent leur territoire de Lonato, de Valeggio et de Peschiéra. Après la conclusion de la paix, le sénat parvint à réunir aussi Ravenne à la République, en accusant le prince de ce pays d'ingratitude et de perfidie, et en persuadant les bourgeois de cette ville à le déclarer incapable de gouverner. Mais pendant ces guerres continuelles, qui plongeaient l'État vénitien dans un abime de dettes, il voyait de jour en jour déchoir davantage le crédit et la puissance qu'il avait maintenus sur la mer. Les Égyptiens profitèrent de cet affaiblissement pour expulser les marchands

qui était en guerre avec les Turcs. La République promit d'opérer avec quatorze galères sur la mer, et puis avec

vénitiens de toutes les villes de Syrie, et leur enlever tous les magasins. Après la mort du duc Philippe-Marie, François Sforce contraignit la république de Venise à le reconnaître pour Souverain de tous les États de Visconti, à les lui garantir (en octobre 1448) et même à lui donner des subsides et des troupes auxiliaires, pour faire la conquête de Milan, qui continuait à maintenir sa liberté. François Sforce ayant été reconnu par les Milanais pour leur Souverain (1450), les Vénitiens, qui avaient déjà rompu auparavant tous les traités faits avec ce prince, formèrent une nouvelle ligue contre lui, à laquelle prirent part Bologne, la Savoye, Naples et Perugia, et commencèrent la guerre, qui ne conduisit à aucun résultat important, et fut terminée en 1454 par la paix de Lodi, dans laquelle Sforce fut reconnu pour duc de Milan. Peu de temps après, ce prince érigea la ligue générale d'Italie, qui eut pour suite une paix générale et l'empêchement de toute immixtion étrangère dans les affaires de la péninsule, et rendit enfin le calme à cette contrée. Venise accéda aussitôt à cette confédération, et conclut dans le même temps un traité de commerce avec le sultan Mahomet II, par où elle s'assura le négoce avec le Levant. Le doge François Foscari, qui avait déja demandé deux fois, mais en vain, à se démettre de sa dignité, était tellement affaibli par des malheurs domestiques et son grand âge, qu'on proposa 1457 dans le Conseil des Dix sa déposition, qui fut aussi conclue. Le 20 octobre de la même année, *Pascal Malipierro* (1457-1462) fut élu doge; ce qui affecta tellement Foscari, qu'il mourut encore avant la fin du mois. La déposition d'un doge était un coup d'État, qui dans d'autres temps aurait produit une révolution, ou du moins un soulèvement général. Mais il existait depuis trois ans, c'est-à-dire depuis 1451, à Venise un tribunal devant lequel tout devait se taire. C'était *l'Inquisition d'État*, dont l'origine, les lois et les formes étaient inconnues; elle existait, sans qu'on sût positivement depuis quand, par quelle autorité et à quelle occasion elle fut érigée: on savait seulement qu'elle voyait tout et ne pardonnait rien, et on ne se permettait ni de s'enquérir de sa source, ni d'observer ses actions. Le pouvoir de ce redoutable tribunal était illimité, sa forme arbitraire; et les peines qu'il infligeait, s'exécutaient tantôt en secret, tantôt publiquement. L'Inquisition ne consistait qu'en trois membres qu'on choisissait parmi ceux qui composaient le Conseil des Dix. Cependant, malgré ce tribunal, le Grand-Conseil trouva à propos de donner, un an après la déposition du doge, une loi qui défendait au Conseil des Dix de juger le prince, à moins que ce ne fût pour cause de parjure. Pendant le court dogat de Malipierro il n'arriva rien d'important, hors que la Ré-

ses forces de terre en Morée et en Dalmatie contre les Mahométans.

Le 29 mars 1464, le roi Mathias fut couronné à Albe-Royale, et le 3 du mois suivant, le corps des États entier confirma encore une fois les traités conclus avec l'empereur Frédéric. En automne, le Roi dégagea la forteresse de Jaitza que Mahomet assiégeait, et conquit Srebernik; mais il fut obligé de renoncer, avec perte de son artillerie et de son bagage, au siège de Zwornick qu'il avait entrepris. Les Vénitiens avaient en 1463 reconquis Argos et assiégé Corinthe. Ils cherchèrent à fortifier l'Isthme, et construisirent une longue et haute muraille avec 36 tours. Mais ils n'osèrent pas la défendre contre le sultan qui s'avançait avec des forces considérables, et se retirèrent en 1464 à Napoli di Romania, d'où ils repoussèrent les Ottomans. Le prince d'Épire Scanderbeg aussi avait, sur l'invitation du pape, rompu la paix conclue avec le sultan. Les Vénitiens continuèrent, les annés suivantes, la guerre en Morée avec peu de succès. D'autant plus brillantes furent les victoires que remporta en 1464 et 1465 le célèbre Georges Scanderbeg sur les Ottomans. Mais ce héros étant mort à Alessio, le 17 janvier 1466, les braves Albanois furent attaqués par les Turcs avec des forces supérieures et entièrement anéantis. La plus grande partie de leur pays tomba au pouvoir des Mahométans. La

publique conclut avec le sultan d'Égypte un traité, qui concédait aux marchands un libre commerce dans ses États. Sous le gouvernement de *Christophore Moro* (1462-1471), successeur de Malipierro, les rapports avec le sultan turc devinrent fort critiques, attendu que les Ottomans en Morée s'étendaient de plus en plus. L'amiral Louis Loredano était déjà parti avec une flotte, pour protéger les possessions vénitiennes sur cette péninsule, lorsqu'une guerre éclata 1463 entre le pacha d'Athènes et Venise, au sujet d'un esclave d'Athènes qui s'était enfui à Coron et dont on avait refusé l'extradition, parce qu'il s'était converti à la religion chrétienne.

capitale, Croja, et encore quelques autres places fortes furent occupées par les Vénitiens.

Comme les Puissances européennes, excepté la Hongrie, malgré les fréquentes Diètes et négociations, n'avaient pris aucune mesure pour opposer une digue aux progrès des Mahométans, le pape Pie II convoqua une assemblée générale de tous les Souverains et États chrétiens de l'Europe à Mantoue, et l'ouvrit lui-même, le 21 juin 1459. Il n'y eut que les princes d'Italie qui assistèrent en personne à ce congrès. Tous les autres s'y firent représenter par des ministres plénipotentiaires. L'assemblée, entraînée par l'éloquence irrésistible du savant et zélé pontife, décréta une croisade contre les Mahométans. Mais cette décision, engendrée par un enthousiasme momentané, ne produisit absolument aucun fruit. Les envoyés français élevèrent nombre de difficultés; les Florentins et les Vénitiens retirèrent bientôt leur coopération; les princes allemands seuls promirent, après s'en être longtemps défendus, de fournir un secours de 32,000 hommes à pied et de 10,000 chevaux, qu'ils avaient déjà offerts dans la Diète de Francfort en 1454. Le pape nomma, en janvier 1460, l'empereur Frédéric généralissime de l'armée croisée, fit publier la bulle pour la sainte expédition, et envoya le cardinal Bessarion en Allemagne pour accélérer les armements. Ce prélat se donna, il est vrai, dans la Diète à Nuremberg, au congrès de Worms et dans l'assemblée des États à Vienne, toutes les peines imaginables pour effectuer l'accomplissement des promesses faites au chef de l'Église à Mantoue; mais toutes ces conférences eurent le même sort que les précédentes; c'est-à-dire qu'on discuta, disputa beaucoup et ne conclut rien. Les princes d'Allemagne, aveugles sur les dangers dont ils étaient menacés du côté de l'Orient, étaient alors uniquement occupés à vider, avec toute la cruauté et animosité

qui caractérisait ce siècle, les querelles intestines qui déchiraient leur patrie.

Louis-le-Riche, duc de Bavière-Landshut, fit revivre les anciennes prétentions de sa famille sur la ville impériale de Donauwoerth, et il s'était en 1458 emparé de cette ville par intelligence secrète avec le bourgmestre Gundelwein. Le comte palatin Frédéric s'était en 1451 approprié la dignité électorale et l'héritage de son neveu mineur Philippe, qu'il avait en revanche adopté pour fils et successeur. Mais l'Empereur refusa d'approuver une usurpation si attentatoire aux anciens droits de l'Empire et des princes électeurs. Les voisins du comte palatin Frédéric: l'électeur Thierry de Mayence, le comte palatin Louis de Veldenz et de Deux-Ponts, le comte Ulric de Wurtemberg et plusieurs autres, étaient encore moins disposés à laisser le comte palatin Frédéric en paisible possession de cet accroissement de puissance et de crédit. L'indignation connu de l'Empereur contre cet électeur enhardirent enfin les ennemis de ce dernier à lui faire la guerre. En revanche l'électeur Frédéric fut soutenu par ses alliés, le duc Louis de Bavière et le margrave Albert de Brandebourg. Mais dans une assemblée de princes à Bamberg en janvier 1459, il s'éleva entre Albert et Frédéric une dispute qui amena une rupture entre ces deux princes. Bientôt après, le duc Louis se brouilla avec le margrave aussi.

La Diète, assemblée à Nuremberg en février 1459, déclara le duc Louis de Bavière ennemi de l'Empire, et l'Empereur donna au margrave Albert de Brandebourg le commandement de l'armée destinée à agir contre le prince rebelle. Les deux Diètes, tenues à Nuremberg en juillet et septembre 1459, évincèrent par jugement le duc Louis de la ville de Donauwoerth, qui fut de nouveau confirmée dans son immédiateté. Les différends qui sub-

sistaient entre le duc Louis et l'électeur Frédéric, d'une part, et les autres princes voisins ci-dessus nommés, d'autre part, devaient être décidés arbitralement par l'archiduc Albert d'Autriche et l'évêque d'Eichstaedt. La sentence prononcée par ces princes ayant été défavorable aux ducs Louis et Frédéric, ces derniers refusèrent de s'y conformer. Par conséquent la guerre commença, au mois de janvier 1460, en Bavière et au Rhin. Le duc Louis força, le 24 juin, le margrave Albert à signer une trêve. L'électeur Frédéric défit totalement le nouvel archevêque de Mayence, Thierry d'Isembourg, près de Pfeddersheim (4 juillet) et conclut, peu de jours après, la paix avec ce prélat. Il se réconcilia, le mois suivant, aussi avec le comte de Wurtemberg; mais ce ne fut qu'au mois de juin 1461 qu'on conclut, sous la médiation du margrave Charles de Bade, un arrangement entre l'électeur Frédéric et le comte palatin de Veldenz, puis entre le premier de ces deux princes et le comte de Linange (Leiningen).

Ces troubles intérieurs rendaient vains tous les efforts que faisaient le pape, et le cardinal Bessarion, son légat, pour engager les princes chrétiens à se croiser contre les Mahométans. Dans l'assemblée des États à Vienne, en septembre 1460, les ambassadeurs des princes d'Empire sommèrent l'Empereur de tenir avant toutes choses en personne une Diète au centre de l'Allemagne, afin de terminer toutes les querelles intestines et d'affermir solidement la paix publique, lui déclarant qu'alors seulement ils délibéreraient sur l'expédition turque et y contribueraient volontiers, chacun selon ses moyens. Malheureusement l'Empereur était dans ce temps-là retenu dans ses pays héréditaires, tant par la guerre contre Mathias que par les intrigues de l'archiduc Albert, qui ne cessait d'exciter la Noblesse autrichienne contre son frère. Mais les États

de l'Allemagne n'eurent aucun égard à ces motifs, et se répandirent en plaintes contre Frédéric III, qu'ils accusaient d'être cause que la guerre civile continuait de déchirer l'Empire.

Le roi Georges de Bohème, voulant profiter de ces manifestations hostiles envers l'Empereur pour s'emparer de la couronne d'Allemagne, convoqua, le 2 février 1461, un congrès à Egre, sous prétexte des négociations entamées entre Louis de Bavière et Albert de Brandebourg relativement à leurs différends, dans lesquels Podiebrad avait été choisi pour arbitre. Dans cette assemblée, qui fut fort nombreuse, plusieurs électeurs et États de l'Empire avaient déjà consenti au détrônement de Frédéric et à l'élection de Georges. Mais dans une seconde assemblée de princes, qui eut lieu peu de temps après à Nuremberg, leur désunion et surtout l'opposition déterminée de l'électeur Frédéric II de Brandebourg, firent échouer les plans du roi de Bohème. Les électeurs convinrent de se réunir de nouveau à Francfort, le 31 mai de la même année, et invitèrent l'Empereur à se rendre en cette ville. Ce Souverain, craignant que l'animosité des princes ne les portât à des démarches décisives contre lui, défendit aux électeurs et États d'y assister. Le pape Pie II prit chaudement le parti de l'Empereur et exhorta sérieusement les princes à s'abstenir de tout acte arbitraire et attentatoire à l'autorité des chefs de l'Empire et de l'Église. La ville de Francfort ferma, par ordre de Frédéric, ses portes aux princes qui se rendaient au congrès. Par conséquent cette assemblée n'eut pas lieu; mais on en tint une autre, l'année suivante à Mayence.

L'électeur Thierry de Mayence s'était déjà en 1459 brouillé avec la Cour de Rome, à cause du payement des doubles annates exigé par le Saint-Siège. Les sous-juges pontificaux excommunièrent l'électeur, parce qu'il

avait rejeté cette imposition. Thierry en appela, en février 1461, à la décision d'un concile général. Mais Pie II avait, dans l'assemblée de Mantoue, également prononcé l'anathème contre tout appel. L'électeur de Mayence, bien qu'il fût ainsi doublement frappé des foudres du Vatican, ne perdit pas courage. Il tint, au mois de juin 1461, une assemblée à Mayence, dans la vue de mettre, par ses plaintes, tous les princes d'Allemagne en mouvement contre le Siège apostolique. Mais on vit paraître aussi dans cette ville deux légats romains, qui refutèrent la plupart des griefs de Thierry, et gagnèrent les princes pour le pape. Le 21 août, Pie II démit Thierry, comme rebelle au Saint-Siège, de sa dignité et nomma le chanoine comte Adolphe de Nassau archevêque de Mayence. L'Empereur, qui se laissait conduire par le pape, son ancien favori, donna son consentement à la déposition de Thierry, et confirma Adolphe comme électeur. La majorité des États se déclara, suivant l'exemple de l'Empereur, pour Adolphe. Il n'y eut que l'électeur palatin Frédéric qui s'intéressa, par haine contre l'Empereur, à Thierry et fit alliance avec lui. Mais tous les anciens ennemis de Frédéric, et encore plusieurs seigneurs puissants de l'Allemagne, prirent parti pour Adolphe. Le pape excommunia, le 1 février 1462, encore une fois Thierry, et prononça la même sentence contre tous les aides et partisans de ces princes rebelles. Le 30 mars, l'Empereur fit publier le ban contre les princes proscrits. Mais l'armée d'exécution fut complètement battue par l'électeur palatin près de Seckenheim, le 30 juin de la même année. Le margrave Charles de Bade, l'évêque Georges de Metz, son frère, le comte Ulric de Wurtemberg et beaucoup d'autres chevaliers et Nobles, furent faits prisonniers. Une suspension d'armes fut alors conclue, le 27 juillet à Nuremberg. Un abouchement des princes ennemis devait accélérer la

réconciliation. Adolphe de Nassau proposa pour cette entrevue la ville impériale de Mayence. Thierry et le comte Philippe de Katzenellenbogen étaient déjà arrivés dans cette ville, lorsque Adolphe s'empara de la place par trahison. Mais les deux premiers princes s'enfuirent par-audessus des murs et se sauvèrent à Oppenheim. L'électeur Frédéric fut empêché par un heureux hasard de se rendre à Mayence, et échappa ainsi également au danger.

Après cet événement, les négociations furent rompues. Cependant on les reprit en février 1463, et l'électeur Frédéric signa une trêve (18 avril). Il importait beaucoup à ce prince de se réconcilier avec le pape, afin que son frère Robert, qui avait été élu archevêque de Cologne, fût confirmé dans cette dignité par le pontife. Dans le congrès assemblé à Francfort, on parvint enfin à conclure un accommodement (28 octobre). Adolphe de Nassau resta électeur de Mayence. On assura à Thierry la jouissance à vie de quelques villes et bailliages de l'archevêché. La ville de Mayence, jusque-là ville impériale, fut assujettie pour toujours à l'archevêché. Thierry et l'électeur Frédéric furent absous de l'excommunication, et rentrèrent en grâce auprès de l'Empereur.

Dans le même temps où commença la guerre contre Thierry et Frédéric, des querelles bien plus sérieuses s'élevèrent en *Autriche*. Les Nobles de ce pays avaient fort démérité auprès de l'Empereur. Dans le sentiment de leur culpabilité, ils craignaient ce monarque; et quoiqu'il eût généreusement oublié le passé, ils continuaient d'avoir de l'aversion pour lui. Le mécontentement augmenta, lorsque Frédéric revendiqua les châteaux et biens domaniaux dilapidés sous le gouvernement de Ladislas, et qu'il commença à les retirer à son profit. L'archiduc Albert différait trop de Frédéric par le caractère, pour que ces deux frères pussent s'aimer. Mais lorsque la po-

litique et l'intérêt eurent placé un mur de séparation entre leurs coeurs, l'éloignement s'accrut jusqu'à la haine. À tous les troubles qui s'élevaient dans le pays, l'archiduc Albert ne manquait pas de prendre part.

Ce prince avait, peu de temps avant la transaction conclue à Vienne au mois de juin 1458, fait jeter Ulric Eizinger en prison, parce qu'il voulait passer dans le parti de l'Empereur. Le roi Georges accourut au secours de son ami Ulric. Au commencement d'août 1458, l'avant-garde des Bohèmes pénétra dans l'Autriche septentrionale. Le 15 du même mois, elle s'avança pour attaquer l'archiduc Albert, qui avait pris avec ses troupes position près de Corneubourg. Mais les Bohèmes, après s'être reposés trois jours dans le voisinage du hameau de Léobendorf, prirent en apparence la fuite vers Laa, et brûlèrent tous les endroits qui se trouvaient sur leur route. Ils voulaient par ce moyen animer l'archiduc à une chaude poursuite et l'attirer dans une embuscade, où le roi Georges lui-même s'était déjà posté avec une forte division de son armée. Ce plan n'ayant pas réussi, et Albert s'étant replié sur Vienne, Georges assiégea les villes de Stein et de Crems, sans pouvoir toutefois s'en rendre maître. Ensuite il marcha sur Vienne, et assit son camp près d'Aspern. Le 25 septembre 1458, l'Empereur s'aboucha avec le roi, au pont le plus avancé du Danube. Frédéric témoigna au roi son mécontentement et sa surprise de ce qu'il était entré hostilement dans un pays qui, conformément aux traités, n'appartenait pas à l'archiduc, mais à lui, Frédéric. On conclut une convention, par laquelle Eizinger recouvra la liberté, et le roi reçut une somme de 15,000 florins. Mais les Nobles de l'Autriche septentrionale, aigris au dernier point des ravages affreux faits par les Bohèmes, envahirent alors de leur côté la Moravie, et dévastèrent cette province d'une manière non moins cruelle.

Sous le ministère de Cilly et d'Eizinger, qui tour à tour gouvernèrent l'Autriche au nom de Ladislas, les finances du pays étaient tombées dans un tel délabrement, que le nouveau Souverain ne pouvait subvenir aux plus pressantes nécessités de l'État. Pour augmenter les revenus, on employa deux moyens qui offraient l'un et l'autre de grands inconvénients; c'est-à-dire, on altéra les monnaies, et établit beaucoup de nouveaux impôts et péages. Il en résulta une grande cherté qui fit infiniment souffrir les classes indigentes du peuple. Le découragement et l'indignation se répandirent dans le pays. La Noblesse, toujours prête à nuire à l'Empereur, profita de cette disposition des esprits pour exciter le peuple à la révolte. Le chevalier Conrad Frauenauer ne voulait pas rendre à l'Empereur le château d'Ort [1]), appartenant au Souverain et qui avait été confié jadis à la garde de son frère défunt. Il prit les armes. Frédéric assiégea et reconquit le château. Mais Conrad s'en empara bientôt de nouveau. Pour se venger de l'Empereur, il se mit à la tête d'une bande de brigands, qui rançonnait tout le canton appelé *Marchfeld*, et se faisait payer des taxes régulières pour les transports qui allaient à Vienne. Pendant une année entière Frauenauer exerça sans obstacle cet indigne métier. Le château d'Ort était le point de réunion pour tous les mécontents du pays. Le nombre en augmenta bientôt au point, que Frauenauer fut assez osé pour tenir à Stockerau des assemblées séditieuses des États. Là, des plaintes et doléances furent présentées relativement à tous les malheurs qui accablaient la patrie, malheurs dont la plupart ne devaient pas être attribués à l'empereur Frédéric, qui ne régnait que depuis deux ans sur l'Autriche, mais à l'anarchie qui s'était intro-

[1]) Ce château est en basse Autriche, dans le quartier nommé *Unter-Manhartsberg*.

duite dans le pays sous le gouvernement de Ladislas. Le non-payement des soudoyers licenciés, les monnaies sans valeur, les péages et impôts nouvellement établis; enfin la circonstance que Frédéric aimait mieux résider au milieu de ses fidèles Gratzois et Neustadiens que parmi les Viennois, en partie mal intentionnés; tout cela fut discuté et censuré avec une chaleur fort peu convenable. Une députation des États remit leur cahier des griefs à l'Empereur, et en demanda le redressement. Ces délégués ayant été fort mal reçus par ce Souverain, on tint de nouvelles assemblées à Guntramsdorf et à Waltersdorf, et sollicita enfin l'assistance de Georges de Bohème. Ce prince voulait d'abord terminer à l'amiable le différend entre l'Empereur et la nation. Mais il se comporta dans cette affaire d'une manière si équivoque, que les séditieux crurent pouvoir compter sur son appui. Enhardis par cette perspective, ils commencèrent la guerre de dévastation contre les Nobles qui étaient demeurés fidèles à leur prince.

Le magistrat de Vienne, dévoué à Frédéric, avait maintenu jusqu'alors la tranquillité dans cette ville; à quoi avait beaucoup contribué le séjour qu'y faisaient l'Impératrice et son jeune fils *Maximilien*, né le 22 mars 1459 à Neustadt. Mais l'agitation qui régnait autour des murs de la capitale, se communiqua enfin aussi à la populace de cette ville, ce qui engagea le magistrat à conjurer l'Empereur de se rendre incessamment à Vienne, afin de contenir les malveillans par sa présence.

L'archiduc Albert, qui était d'accord avec les États mécontents, se reposant sur l'appui des rois Georges et Mathias et du duc Louis de Bavière, qui avaient promis de le soutenir contre son frère Frédéric, notifia à l'Empereur que, lors du partage de l'Autriche en 1458, lui, Albert, s'était obligé de protéger aussi les droits et franchises de la basse Autriche, et qu'il était maintenant de son devoir

d'accomplir cette obligation. L'Empereur exhorta son frère à s'abstenir de toute voie de fait, et offrit de terminer les différends qui subsistaient entre lui et les États par une composition amiable. Mais le prince Albert, qui avait déjà résolu de s'approprier la basse Autriche, refusa de se prêter à un accommodement. En été 1461, il se mit en marche avec les troupes qu'il avait rassemblées à Linz, vers la basse Autriche, où il se réunit avec les bandes de rebelles du pays. Il s'empara de la forteresse d'Yps et de la ville de S. Hippolyte. Un corps de 4000 hommes, envoyé par le roi Mathias, s'était déjà joint à l'armée d'Albert, et Louis de Bavière fit également passer des troupes, de l'argent et des munitions à ce prince. Après avoir conquis Tuln et Closterneubourg, l'archiduc alla camper, au commencement du mois d'août, près de Hietzing et d'Inzersdorf dans le voisinage de Vienne. Le roi Georges, qui voyait ses desseins sur le trône d'Allemagne avortés, s'interposa alors comme conciliateur entre l'Empereur et son frère. Des plénipotentiaires bohèmes arrivèrent en Autriche. Les conférences furent ouvertes à Simmering et continuées sans interruption. Malgré cela, l'archiduc Albert, qui avait transféré son camp à Laxembourg, chercha à faire révolter les Viennois. Mais voyant qu'il ne pouvait ébranler leur fidélité, il voulait un beau matin surprendre la ville. Il avait fait occuper le faubourg de Nicolas (aujourd'hui la *Landstrasse*) par ses troupes. Celles-ci s'avancèrent soudainement contre les remparts entre la porte dite *Stubenthor* et celle de la Cour (*Burgthor*). Mais elles furent repoussées par une sortie des bourgeois, alors commandés par Giskra de Brandeis, qui était entré au service de l'Empereur. Les hostilités furent enfin interrompues par une trêve que les ambassadeurs bohèmes moyennèrent entre les deux frères, à Laxembourg le 6 septembre 1461. Cette cessation d'armes

devait durer jusqu'à la Saint-Jean de l'année suivante. Il fut stipulé, que les auxiliaires bavarois et hongrois d'Albert évacueraient la basse Autriche; mais les places fortes conquises par l'archiduc restèrent occupées par les soudoyers de ce prince. Le roi de Bohème fut accepté pour arbitre.

Cependant la trêve conclue à Laxembourg n'apaisa point la sédition en Autriche. La Noblesse turbulente était encore sous les armes, prête à continuer la guerre. Albert tenait des Diètes à S. Hippolyte et à Tuln, et enfreignait l'armistice par l'extorsion illégale de fortes contributions. Mais les généraux de l'Empereur rompirent de leur côté aussi la suspension d'armes, en chassant les troupes d'Albert de plusieurs places qu'elles occupaient. Une assemblée générale des États de l'Autriche fut enfin convoquée à Vienne pour la pacification du pays. Vers le même temps, des émissaires d'Albert se glissèrent dans Vienne, et parvinrent à engager la populace à se soulever. Le 26 juillet 1462, jour de l'ouverture de la Diète, la révolte éclata. Tous les membres du magistrat, connus pour être dévoués à l'Empereur, furent expulsés du sénat et remplacés par d'autres bourgeois, ennemis de ce Souverain. Un certain aventurier, nommé *Wolfgang Holzer*, qui s'était fait un grand parti parmi la plus basse classe du peuple, fut proclamé Quartenier suprême *(oberster Viertelmeister)* par les séditieux et chargé de protéger la ville. On prit pour prétexte de la rebellion les brigandages des mercenaires licenciés, qui avaient auparavant servi en partie sous l'Empereur, en partie dans les troupes de l'archiduc, et cherchaient à se payer eux-mêmes leur solde arriérée par le pillage des contrées autour de la capitale.

L'Empereur accourut, à cette nouvelle, du Murzthal à Neustadt, étant escorté de 4000 cavaliers styriens et carinthiens. Le 21 août, il arriva devant Vienne. Il

fut obligé de négocier pendant trois jours avec le magistrat, avant qu'on lui ouvrît les portes de la ville. Les Viennois y avaient mis la condition que Frédéric renverrait ses troupes. La Diète, ne pouvant prendre au milieu de ces désordres aucune décision, se sépara après quelques délibérations infructueuses.

Le 7 septembre, un brave et loyal bourgeois de Vienne, nommé *Sébastien Ziegelhauser*, avait été élu bourgmestre de la ville; mais la populace lui ôta bientôt cette charge. Holzer vint à bout par les intrigues de ses créatures de se faire nommer bourgmestre. Frédéric descendit à le confirmer dans cette place. Le nouveau chef de la ville et le magistrat prêtèrent alors, il est vrai, serment de fidélité à l'Empereur; mais la fermentation et la défiance réciproque n'en augmentèrent pas moins chaque jour. Les plaintes amères des Viennois, qui devaient être spectateurs inactifs de la dévastation de leurs terres, de leurs maisons de campagne et de leurs vignobles par les bandes de mercenaires, émurent le coeur de Frédéric. Il consentit à payer la somme exigée par ces brigands comme arrérages de leur solde; mais il somma les habitants de Vienne d'y contribuer par une subvention de six mille florins. La bourgeoisie rejeta cette demande, et refusa même de payer la moitié de cette somme dont l'Empereur déclarait vouloir se contenter. Les brigands redoublèrent alors leurs déprédations, et répandirent la terreur jusqu'aux portes de la capitale. L'indignation du peuple s'accrut jusqu'au désespoir. Les partisans secrets de l'archiduc Albert mirent tout en oeuvre pour porter la populace à se révolter.

Dès la seconde quinzaine de septembre, on fit à Vienne ouvertement des préparatifs pour attaquer l'Empereur dans son palais. Le magistrat alla jusqu'à mander ce Souverain à l'hôtel-de-ville où les orateurs de la bour-

geoisie voulaient, à ce qu'on disait, se concerter avec lui sur les affaires de la commune. Frédéric ayant naturellement refusé de faire une démarche, qui aurait à la fois avili sa dignité et mis en danger sa personne, le nouveau bourgmestre Holzer parvint à aigrir la bourgeoisie contre l'Empereur à un tel point qu'elle renonça, le 4 octobre 1462, par écrit à l'obéissance qu'elle lui devait et commença, le 20 du même mois, à l'assiéger dans son propre palais. Les Viennois envoyèrent des députés à l'archiduc Albert, et l'invitèrent à faire cause commune avec eux. Ce prince arriva, le 2 novembre, à Vienne avec un grand nombre de chevaliers et hommes d'armes et avec deux canons d'un fort gros calibre. Il donna aux bourgeois connaissance de l'union qu'il avait conclue pour deux ans avec les États du pays, et déclara formellement la guerre à l'Empereur. Il est vrai qu'on continua les négociations pendant les hostilités, mais les conditions des séditieux étaient telles que l'Empereur ne pouvait les accepter. On exigeait de Frédéric qu'il cédât la basse Autriche à son fils Maximilien, âgé de trois ans, et nommât l'archiduc Albert tuteur du jeune prince et régent du pays.

L'Empereur montra dans cette position critique une grande force d'âme et beaucoup de résolution. Il n'avait auprès de lui que 200 combattants pour défendre le château fortifié. Les vivres qui s'y trouvaient, étaient à peine suffisants pour trois semaines. Le château fut vivement bombardé. Les insurgés s'efforcèrent aussi à s'ouvrir un chemin dans l'intérieur, en minant les murs du palais. On tenta plusieurs assauts. Mais l'Empereur encourageait par son exemple sa petite troupe à une vigoureuse résistance. Il était partout le premier à braver les dangers, et dirigeait lui-même toutes les mesures de défense. Il fut parfaitement secondé dans ses efforts par les chevaliers et soldats qui formaient sa faible garnison. Parmi ces braves

se trouvaient les ***Wurmbrand***, Frédéric et Guillaume de ***Saurau***, les ***Auersperg***, ***Herberstein***, ***Spauer***, ***Rohrbach***, ***Fuchs***, le vaillant Georges, prévôt de Presbourg, les ***Rauheneck***, ***Arnstein*** et le gigantesque ***André Baumkircher***, qui dans cette occasion fut de nouveau le principal appui de son maître.

Les Nobles autrichiens qui étaient restés fidèles à leur Souverain, avaient vers le milieu du mois d'octobre rassemblé des troupes, avec lesquelles ils s'approchèrent de la ville, et déclarèrent la guerre aux séditieux. Des troupes auxiliaires étaient également arrivées de Styrie, de Carinthie et de Carniole, et faisaient déjà des courses jusqu'à la porte dite ***Burgthor***. Le roi de Bohème, à qui l'Empereur avait fait savoir le danger qui le menaçait, fit partir sur-le-champ son fils ***Victorin*** avec quelques troupes pour l'Autriche et le suivit, vers la fin d'octobre, avec un corps plus nombreux. En même temps il engagea tous les États de l'Allemagne à aller promptement au secours de l'Empereur qui, de son côté, fit sommer, par son chancelier, l'évêque de Gurk, la Diète assemblée à Ratisbonne, de venir au plus tôt le dégager. Les princes, il est vrai, publièrent sans retard un mandement pour faire marcher une armée en Autriche. Mais la détresse au château de Vienne avait déjà atteint un degré vraiment effrayant. Le secours de l'Empire ne pouvait en aucun cas arriver assez à temps pour sauver le monarque; il aurait été perdu si l'armée bohème ne se fût enfin approchée. Le prince Victorin avec l'avant-garde de 3000 hommes arriva à Crems, dont les bourgeois prirent aussitôt les armes pour l'Empereur. Ensuite il marcha, en descendant le Danube, à Enzersdorf, traversa le fleuve, et se réunit près de Fischamend avec les troupes de Styrie, de Carinthie et de Carniole. Le 13 novembre, le prince assaillit à trois différentes repri-

ses les faubourgs de Vienne; mais ce fut chaque fois en vain. Le lendemain, le roi Georges entra avec ses forces principales à Corneubourg, et déclara vouloir ménager la paix.

L'archiduc Albert, intimidé par la sommation menaçante du roi de Bohème, leva, le 2 décembre, le siège du château de Vienne. Deux jours après, le prince Victorin conduisit l'Empereur hors du château et l'accompagna à Corneubourg, où l'on conclut un accommodement avec les États, et signa la paix. Albert rendit à l'Empereur les villes et châteaux conquis. Frédéric abandonna à son frére la régence de la basse Autriche pour huit ans, moyennant une somme annuelle de 4000 ducats, que l'archiduc s'obligea à lui payer. Le roi Georges escorta ensuite l'Empereur à Neustadt. Pour se montrer reconnaissant envers ses libérateurs, Frédéric concéda, le 8 décembre à Neustadt, et le 21 du même mois à Brunn, plusieurs privilèges au royaume de Bohème. Il nomma aussi le roi Georges futur tuteur du prince royal Maximilien, et éleva les trois fils du monarque bohème, Victorin et les deux Henri, au rang de princes de l'Empire germanique, de ducs de Munsterberg en Silésie, et de comtes de Glatz. Georges avait acquis ces deux pays, de même que Troppau, Silberberg et Reichenstein, par achat comme propriété héréditaire. Zdenko de Sternberg, qui commandait l'avant-garde bohème sous le prince Victorin, obtint la seigneurie de Weitra pour récompense, et l'Empereur accorda aux Praguois, qui avaient fourni avec beaucoup d'empressement des troupes pour cette expédition, la franchise de péages à Vienne et dans l'Empire germanique.

Les deux parties ne remplirent point les conditions du traité de Corneubourg. L'archiduc Albert ne restitua point à l'Empereur les places fortes qu'il avait enlevées; et par conséquent ce monarque ne lui céda également pas le

gouvernement de la basse Autriche. Néanmoins, Albert se fit inaugurer de nouveau par les habitants de Vienne. Il chercha aussi à mettre les États entièrement dans ses intérêts, et arma de nouveau pour faire la guerre à Frédéric.

L'Empereur, voyant que rien ne pouvait vaincre l'obstination de son frère et des bourgeois de Vienne, qui continuaient à commettre des actes d'hostilité, porta plainte contre eux à la Diète, assemblée à Ratisbonne au mois d'avril 1463. Les États de l'Allemagne mirent l'archiduc Albert et les Viennois au ban de l'Empire. Ce prince en appela au pape; mais le souverain pontife, loin d'écouter ce perturbateur, lança l'excommunication sur lui et sur tous les Autrichiens qui avaient pris une part active au siége du château impérial. D'un autre côté, les habitants de Vienne furent tellement aigris par les souffrances multipliées qu'Albert leur avait causées, qu'ils se conjurèrent pour le faire prisonnier et le livrer à l'Empereur. Holzer était à la tête de cette conspiration. Déjà quatre cents cavaliers impériaux étaient cachés dans la ville, lorsque l'archiduc découvrit le complot. Il fit aussitôt saisir les coupables qui moururent par la main du bourreau (15 avril 1463). Albert avait jusqu'alors opiniâtrement rejeté toutes les propositions d'accommodement. Enfin, sur la persuasion de l'impératrice Élisabeth et de la margrave de Bade sa soeur, il consentit à suspendre les hostilités jusqu'au 29 septembre. Cette trêve fut plus tard prolongée. Mais ni les efforts du pontife romain et du roi de Bohème, ni les Diètes tenues à Tuln et à Neustadt ne purent venir à bout d'effectuer une réconciliation; en sorte que l'Autriche serait probablement devenue le théâtre d'une nouvelle lutte entre ses princes, si la mort subite d'*Albert*, arrivée le 2 décembre 1463, n'avait tiré le pays du labyrinthe de malheurs où il était plongé.

L'archiduc Albert, qui n'était âgé que de quarante-cinq ans lorsqu'il mourut, n'ayant point laissé d'enfants, l'empereur Frédéric son frère recueillit sa succession. La troisième partie de l'*archiduché d'Autriche*, qui après la mort de Ladislas-Posthume aurait dû proprement échoir en partage à *Sigismond de Tyrol*, fut cédée, le 4 juillet 1464, par ce prince, qui était également sans postérité, à l'empereur Frédéric. Sigismond ne se réserva que le droit de dévolution, en cas que l'Empereur vînt à mourir sans laisser d'héritiers mâles. Les habitants de Vienne implorèrent la clémence de leur Souverain offensé, qui leur pardonna leurs fautes qu'ils avaient assez expiées par tous les malheurs dont ils s'étaient vus accablés; tant il est vrai que les griefs qui occasionnent une révolte, quelque fondés qu'ils puissent être, sont souvent un moindre mal que la révolte même. Frédéric leva la sentence de ban prononcée contre eux; ils furent aussi absous par le pape de l'anathème dont il les avait frappés.

Le duc *Sigismond*, à la mort de son père *Frédéric IV* dit *à-la-poche-vide* (24 juin 1439), n'était âgé que de douze ans. Par conséquent le prince aîné de la famille, *Frédéric V*, duc de Styrie, devint tuteur de Sigismond et régent du comté de Tyrol, conformément aux statuts de la Maison de Habsbourg. Le jeune prince eut pour instituteur Aenéas-Sylvius Piccolomini, dans la suite si célèbre, qui était alors chanoine de Trente et curé de Sattelbach, village sur le Talfer (cercle de Botzen). Ayant été élevé à la dignité de roi des Romains, Frédéric sanctionna de nouveau les franchises du Tyrol, et promit à Sigismond de le déclarer majeur et de l'installer dans le gouvernement indépendant de ses États, dès qu'il aurait atteint sa seizième année. Le Roi prit son pupille à la Cour, pour y achever son éducation, et se fit accompagner par lui dans plusieurs voyages. Lorsque Si-

gismond eut accompli sa seizième année, les États du Tyrol demandèrent leur Souverain. Frédéric III n'ayant pas sur-le-champ rempli les voeux des Tyroliens, les États du pays s'assemblèrent à Meran (1444), prirent les armes et chassèrent les gouverneurs royaux. Cependant ils envoyèrent une nouvelle députation au Roi à Nuremberg, où l'on parvint à faire un accord, en vertu duquel Sigismond resta encore pendant deux ans sous la tutelle du roi Frédéric. Après ce terme (1446), le duc Sigismond prit effectivement les rênes du gouvernement en Tyrol. Deux ans après (1448), il épousa la princesse *Éléonore*, fille du roi Jacques d'*Écosse*. Quelle part Sigismond prit à la guerre contre les Confédérés suisses et aux querelles intérieures de l'Autriche, comme aussi de quelle manière ses prétentions sur les pays laissés par Ladislas furent satisfaites, tout cela a été rapporté en temps et lieu.

L'archiduc Sigismond était depuis 1450 en mauvaise intelligence avec Nicolas Cusanus, évêque de Brixen, qui formait des prétentions téméraires sur différents monastères, endroits, péages domaniaux etc., appartenants au comté de Tyrol. Comme il se voyait constamment éconduit avec ses réclamations, il en porta plainte à la Cour de Rome. Il fit traiter hostilement par ses soudoyers le couvent de religieuses de Sonnenbourg, parce que l'archiduc lui refusait la suzeraineté sur ce monastère à laquelle l'évêque prétendait. Sigismond ayant fait surprendre la troupe épiscopale qui fut taillée en pièces, le pape Nicolas V mit tout le Tyrol en interdit. Le pape Pie II ménagea (1459) un accommodement entre l'archiduc et l'évêque; mais cette réconciliation ne fut sincère d'aucun côté. Ce prélat renouvela ses réclamations, et se mit en mesure de recommencer la guerre. L'archiduc, perdant enfin patience, assiégea l'évêque dans le château de Bru-

neck et le fit prisonnier (1460). À peine Nicolas eut-il, par une feinte soumission, recouvré sa liberté, qu'il courut à Rome et demanda vengeance au pape pour l'affront qu'il avait reçu. Le pontife, abusé par le faux rapport que lui fit l'évêque, délia les Confédérés helvétiens et tous les autres alliés de Sigismond des engagements qu'ils avaient pris envers ce prince. Les Suisses saisirent avec empressement l'occasion tant désirée, déclarèrent en septembre 1460 la guerre à l'archiduc, bien que la paix de cinquante ans n'expirât que le 28 mai 1462, et conquirent toute la *Turgovie*. Déjà auparavant (8 août 1460) le pape avait publié le mandement d'interdit contre Sigismond; et comme ce prince en appela à un concile général, Pie II le retrancha entièrement de la communion de l'Église. Ce ne fut que cinq ans après (1465), que Sigismond, sur les pressantes sollicitations de l'Empereur, et après qu'il se fût accommodé avec l'évêque de Brixen, obtint un bref par lequel le pape l'absolvait de l'excommunication.

La guerre suisse dura près de sept ans, et tourna fort au désavantage de l'archiduc Sigismond, qui se vit obligé de consentir, le 27 août 1468, à un accommodement qu'avaient ménagé Louis de Bavière, Rodolphe de Bade et les villes de Bâle et de Nuremberg. Dans cette convention l'archiduc promettait de payer jusqu'au 24 juillet 1469 aux Confédérés une somme de 10,000 florins à laquelle ils évaluaient les frais de la guerre. Les autres différends qui subsistaient entre l'archiduc et les chevaliers du Bouclier de S. Georges (*S. Georgenschild*), furent terminés par le traité conclu, le 8 février 1469. Cependant, comme le prince Sigismond ne pouvait, malgré tout cela, se fier aux Confédérés suisses, il engagea, le 9 mars 1469, le comté de *Ferette*, la *Forêt-Noire*, les *quatre villes forestières sur le Rhin* et les terres au-

trichiennes dans le *Sundgau*, le *Brisgau* et l'*Alsace*, au duc Charles-le-Téméraire de Bourgogne, pour la somme de 80,000 florins d'or. Le margrave Rodolphe de Bade-Hochberg prit, le 28 juin, occupation de ces pays pour la Bourgogne, et reçut le serment de fidélité de la part des habitants.

Lorsque le calme fut rétabli en Allemagne, Frédéric III s'occupa plus activement qu'il ne l'avait fait jusque-là, de deux objets d'une égale importance: le renouvellement de la paix publique légale pour tout l'Empire, et la guerre contre les Ottomans. Effectivement, on tint en juillet et en octobre 1467 une Diète à Nuremberg, pour délibérer sur ces grandes affaires. Afin d'affermir solidement la paix publique perpétuelle, les princes proposèrent de diviser l'Empire germanique en six cercles et d'établir un suprême tribunal aulique à Nuremberg. L'Empereur, il est vrai, appouva ces projets; mais ce nonobstant l'assemblée se sépara sans avoir pris une décision à cet égard. Par un édit public, émané le 20 août de la même année à Neustadt, l'Empereur ordonna la paix publique pour cinq ans. Tous les brigandages, faides et guerres particulières qui auraient lieu pendant ce temps-là dans toute l'étendue de l'Allemagne, devaient, comme crimes de lèse-majesté, encourir le ban de l'Empire. Malheureusement cette loi salutaire fut fort mal observée par les Allemands.

Pour ce qui concerne l'expédition turque tant de fois discutée, cette entreprise si urgente, elle fut empêchée par les nouvelles querelles politiques et religieuses qui s'élevèrent, à cette époque-là, entre le pape *Paul II*, successeur de Pie II, l'Empereur et les rois de Hongrie et de Bohème. Georges Podiebrad, qui d'administrateur de la Bohème en était devenu le Roi, avait lors de son avénement renoncé en apparence à l'Hussitisme. Mais il adhérait encore en secret à cette doctrine; ce qu'il trahit

assez en favorisant les Calistins ou Utraquistes dans chaque occasion. Les États catholiques lui firent, dès l'année 1461, des représentations à cet égard, et le prièrent de prouver plus efficacement que par des paroles son retour à l'Église romaine. Pour les apaiser, Georges exila toutes ces sectes, connues sous les noms d'*Adamites*, de *Picardites* et de *Taborites*, rejetées depuis longtemps par les Calistins eux-mêmes. Mais les Catholiques, peu satisfaits de cette mesure, ayant demandé, l'année suivante, l'abolition des *Compacts*, le Roi crut que, s'il pouvait obtenir du pape la confirmation de ces derniers, et la permission de communier sous les deux espèces, il fermerait par ce moyen la bouche aux mécontents. Les démarches qu'il fit à cette fin ne répondirent point à son attente. Pie II rejeta les Compacts et interdit, sous les peines ecclésiastiques les plus rigoureuses, l'usage du calice. Le légat du pape, Fantinus a Valle, ayant offensé le Roi par des menaces piquantes dans la Diète (en avril 1462), ce Souverain le fit enfermer au château de Podiebrad, d'où il ne sortit qu'au bout de trois mois. Le pape voulant venger l'affront fait à son ambassadeur, déclara en décembre les Compacts abolis; par une seconde bulle du 29 mars 1463, il prononça l'excommunication contre le roi Georges, et en juillet de l'année suivante, il le cita à comparaître devant son trône à Rome. La mort de Pie II (15 août 1464) interrompit pour quelque temps la procédure contre le roi de Bohème; mais la situation de ce prince n'en devint pas meilleure. Comme il manifestait non-seulement de plus en plus sa prédilection pour les Utraquistes, mais qu'il commençait même à persécuter les Catholiques, Paul II, aussi sévère que son prédécesseur, déclara, le 28 juin et 8 décembre 1465, Georges déchu de tous ses titres et dignités. Pilsen, Budweis, Brunn, Olmutz, Goerlitz et plu-

sieurs autres villes en Bohème, en Moravie, en Silésie et en Lusace, publièrent cette bulle pontificale et renoncèrent à l'obéissance de Georges. Le légat romain érigea, en 1466 à Olmutz, une ligue de seigneurs silésiens et moraves contre le Roi. Zdenko de Sternberg se mit à la tête des Bohèmes catholiques, et la guerre civile commença.

Dans le cours de décembre 1466, le pape promulgua encore une fois la bulle d'excommunication, lancée contre Georges, et offrit la couronne de Bohème au roi *Casimir de Pologne.* Ce choix fut approuvé, vers la fin de l'année suivante, par les États catholiques de la Bohème. Mais Casimir, bien qu'il eût en qualité d'époux d'Élisabeth, soeur cadette de Ladislas-Posthume, des prétentions assez fondées sur la couronne de Bohème, fut assez loyal pour ne pas vouloir supplanter Podiebrad, son ami et compagnon d'armes. Il envoya, au contraire, des ambassadeurs en Bohème qui ménagèrent, en décembre 1467, une trêve entre le Roi et les États catholiques.

L'Empereur, qui avait fait prêcher dans ses pays héréditaires, une croisade contre le roi Georges, engagea, conjointement avec le légat romain, les États de l'Allemagne, assemblés à Nuremberg en été 1467, à faire marcher leurs troupes en Bohème, pour exécuter les décrets du pape publiés contre Podiebrad. Déjà deux ans auparavant (1465), Paul II avait aussi sommé le roi de Hongrie de l'aider à humilier Georges. Comme Mathias vivait encore dans un temps où les rois ne refusaient pas impunément aux pontifes de marcher contre les ennemis de l'Église, il déclara être prêt à effectuer le détrônement de son beau-frère [1].

Le roi Georges, de son côté, avait déclaré la guerre

[1]) La reine Catherine, fille de Podiebrad et épouse de Mathias, était morte sans enfants en 1463, et ce prince avait refusé la main d'une fille cadette de Georges que lui avait offerte ce dernier.

à l'empereur Frédéric, parce que ce monarque avait fait publier dans ses États la bulle pontificale, et qu'il avait toléré qu'on refusât à l'ambassadeur bohème l'accès à la Diète de Nuremberg (1466). Après avoir adressé à tous les princes d'Allemagne un manifeste, dans lequel il se plaignait de la conduite hostile de l'Empereur, il commença la guerre contre Frédéric. Le prince Victorin de Bohème pénétra avec une armée dans l'Autriche septentrionale et fit des courses jusqu'au Danube dans le voisinage de Linz; mais un corps de troupes impériales et les gens de la campagne qu'on avait appelés sous les armes, empêchèrent les Bohèmes de passer le fleuve. Le roi Mathias de Hongrie, vivement sollicité par les chefs de l'Église et de l'Empire, avait enfin entrepris d'exécuter la sentence d'excommunication prononcée contre le roi Georges. Le pape avait déjà assuré à Mathias la souveraineté de la Bohème, de la Moravie et de la Silésie; et les États de ces pays députèrent l'évêque d'Olmutz vers lui, avec la déclaration qu'ils l'éliraient pour leur roi. Mathias avait aussi conclu une alliance avec l'Empereur, qui lui promit l'investiture de la Bohème, s'il parvenait à faire la conquête de ce royaume. En retour Mathias nomma de nouveau Frédéric III son successeur au trône de Hongrie, en cas qu'il mourût sans héritiers. Pour subvenir aux frais de la guerre, le pape et l'Empereur s'obligèrent, le premier à payer 50,000 ducats, et le second à céder au roi Mathias tous les revenus de l'Autriche d'une année. La Diète de Hongrie, assemblée au mois de mars 1468 à Erlau, décréta la guerre contre Georges Podiebrad, et la déclaration s'en fit par un manifeste, daté de Presbourg le 8 avril de la même année.

Mathias entra avec une forte armée en Autriche, se réunit avec les troupes impériales, et repoussa le prince Victorin vers la Moravie. Celui-ci alla camper près de

Laa-sur-la-Theya, où Georges le rejoignit avec un corps de troupes assez nombreux. Les deux armées, séparées par la rivière, furent en présence presqu'un mois entier; alors le roi Georges se vit obligé, faute de vivres, de se retirer par Krumau et Trebitsch en Bohème. Mathias pénétra par Znaim dans le margraviat de Moravie. Victorin fut assiégé dans Trebitsch; mais il se fit jour et gagna la frontière de Bohème. Mathias conquit alors les villes de Brunn et d'Olmutz avec la plus grande partie du pays.

L'Empereur, rassuré par les progrès de Mathias en Moravie sur le sort de l'Autriche, mit à profit ce temps de tranquillité apparente, pour s'acquitter du voeu qu'il avait fait, pendant son investissement dans le château de Vienne, d'aller en pélerinage à Rome. Quoique Frédéric, qui était un prince fort religieux, n'eût pas besoin d'autre motif que la piété pour entreprendre ce voyage, la politique cependant y avait part aussi. Il était d'une très-grande importance pour ce monarque de faire avec le pape Paul II une convention, relativement à la croisade contre les Turcs, à l'état des affaires de Bohème et à la future succession de la Maison de Habsbourg-Autriche aux trônes de Hongrie et de Bohème. Le 16 novembre 1468, Frédéric avec une suite de 500 cavaliers partit de Gratz pour Rome, où il arriva le 24 du mois suivant. Mais les négociations avec le pape n'eurent point le résultat que l'Empereur désirait. À l'égard de la guerre turque il fut, à la vérité, résolu que tous les princes de la chrétienté seraient invités à envoyer, jusqu'au 1 novembre 1469, des plénipotentiaires à Rome, pour délibérer ensemble sur cette affaire importante; Paul II autorisa aussi l'Empereur à ériger un Siège épiscopal à Vienne; mais la demande que Frédéric fit au pontife de vouloir bien lui assurer, de même qu'à son fils Maximilien, les trônes de Hongrie et de Bohème, après la mort des rois actuellement régnants, ne fut pas écoutée.

Mathias, qui était déjà mécontent du retard qu'on mettait à lui faire passer les subsides promis par l'Autriche, fut piqué au vif de cette négociation secrète avec le pape. Il s'en vengea en favorisant les troubles qui s'étaient de nouveau élevés en Autriche et en Styrie, où les chevaliers André Baumkircher, ce brave défenseur de Neustadt, Jean de Stubenberg, Jean de Poessing, Nicolas de Liechtenstein, André de Greisseneck et plusieurs autres, avaient déclaré la guerre à l'Empereur, parce qu'ils n'avaient pas reçu la solde arriérée pour leurs services militaires. Ils s'emparèrent, en partie avec l'assistance des Hongrois, des villes de Radkersbourg, de Pettau, de Furstenfeld et de Leibnitz, et brûlèrent plusieurs villages. À la vérité Mathias se réconcilia avec l'Empereur, après le retour de ce prince d'Italie, en mars 1469, et il aida même alors Frédéric à réduire ces vassaux rebelles à l'obéissance; mais il prouva par sa conduite dans les années suivantes, combien son aversion pour l'Empereur s'était enracinée dans son coeur. Le roi de Hongrie était arrivé en février 1469 en Moravie. Le château de Brunn, appelé *Spielberg*, qu'on assiégeait depuis l'année précédente, s'était enfin rendu. Le 13 février, ce prince franchit les frontières de la Bohème, et marcha sur Kuttenberg. Mais dans les vastes défilés des montagnes du cercle de Czaslau, près de Willanow, son armée fut renfermée par le roi Georges, de manière à ne pouvoir se retirer. Mathias, qui se trouvait ainsi entièrement au pouvoir de son ennemi, fit des ouvertures de paix. Les deux rois eurent ensemble une entrevue à Orschitz. Mathias se chargea de réconcilier Georges avec le pape, et fut obligé de remettre au roi de Bohème une caisse remplie de ducats, pour garantie du payement des frais de la guerre; après quoi Georges permit à l'armée hongroise de se retirer librement en Moravie. Au congrès de Strenberg, où furent présents les envoyés de

Rome et de Pologne, les rois de Hongrie et de Bohême conclurent, le 13 avril, une trêve pour un an. Par un article secret, Georges assura à Mathias la succession au royaume de Bohême après sa mort, avec prétérition de ses propres fils. Mathias promit de nouveau de réconcilier le roi de Bohême avec le souverain pontife. En attendant Mathias resta en possession de la Moravie et de la Silésie. Le légat Rodolphe déclara la convention faite avec l'hérétique Georges nulle et de nul effet, et défendit au roi de Hongrie, sous peine d'excommunication, de la tenir. Ce prince variable se laissa persuader à rompre la trêve. Le 3 mai, il fut proclamé roi de Bohême et margrave de Moravie par les États catholiques, et couronné dans la ville d'Olmutz. Il se rendit ensuite à Breslau et y reçut, depuis le 31 mai jusqu'au 18 juin, l'hommage de la plupart des princes silésiens, du magistrat et des bourgeois de Breslau, de l'évêque, du clergé, de la Noblesse du pays et des députés des deux Lusaces.

Le roi Georges fut tellement irrité de l'insigne mauvaise foi de son gendre Mathias, qu'il s'efforça de lui rendre la succession au trône de Bohême impossible à jamais. Il vint effectivement à bout de faire élire dans une assemblée générale des États à Prague, en juillet 1469, pour son successeur le prince *Uladislas*, neveu de Ladislas-Posthume. Le roi Casimir, père du prince élu, ne refusa point la couronne; mais il s'éleva des difficultés sur les conditions et particulièrement sur le mariage d'Uladislas avec Ludmille, fille de Georges, exigé par ce dernier. Pendant ce temps-là, on continuait la guerre en Moravie. Le prince Victorin, qui voulait attaquer Hradisch près Olmutz, tomba le 7 juillet entre les mains des Hongrois. Le prince Henri, son frère, pénétra de nouveau en Silésie et en Lusace, ravagea les terres des Nobles dévoués à Mathias, et soumit plusieurs villes, auxquelles il imposa de

fortes amendes pécuniaires. Il entra ensuite en Moravie et battit, le 2 novembre, le roi Mathias près de Hradisch que ce prince assiégeait, et le força à se retirer vers Skalitz.

Le roi de Hongrie n'ayant que faiblement garni de troupes l'Esclavonie, les Turcs bosniaques en prirent occasion d'envahir l'Autriche intérieure. Hassan Bey, rénégat allemand, alors pacha de Bosnie, avait pénétré avec une armée de 20,000 hommes par la Croatie en Carniole, dans la Marche vénède, en Gorice et en Frioul jusqu'aux confins de l'Italie. Ils dévastèrent ces contrées par le fer, le feu et le pillage. Plus de 18,000 Chrétiens tombèrent sous le glaive meurtrier des Ottomans, qui traînèrent avec eux 15,000 prisonniers et un butin immense. L'Empereur ayant ordonné une levée en masse dans les provinces autrichiennes, toute la Noblesse et plus de 20,000 soldats s'étaient en peu de jours rassemblés sous les ordres d'André de Hohenwart, capitaine du pays de Carinthie. Mais les Turcs, qui avaient déjà repris avec leur proie le chemin de leurs foyers, précipitèrent tellement leur marche, qu'il fut impossible aux Autrichiens de les atteindre.

Cependant la guerre entre Georges et les États catholiques en Bohème continuait toujours. En Silésie, le prince Henri vainquit les révoltés et les Hongrois réunis avec eux. Les rois Georges et Mathias marchèrent avec leurs armées en Moravie, où le premier prit position près de Cremsier et le second dans le voisinage d'Ungrisch-Brod. Dans le cours du mois de juillet 1470, le roi Georges écrivit une lettre à Mathias, dans laquelle il le sommait ou de s'accommoder, ou de se battre en duel avec lui. Le roi de Hongrie refusa le jugement arbitral des princes d'Allemagne que son adversaire lui proposait, tout aussi bien que le combat singulier auquel Georges le provoquait. Ce dernier s'adressa alors aux magnats de Hongrie, et leur fit remettre une longue liste de griefs contre

leur roi, qui firent d'autant plus d'impression sur ces seigneurs, que Mathias avait négligé pour la guerre bohème de combattre les Turcs et exposé par là son propre royaume aux plus grands dangers. D'un autre côté, le roi Casimir de Pologne, bien qu'il fût mal alors avec Georges, qui n'avait pas voulu consentir à ce qu'on couronnât encore de son vivant le prince Uladislas roi de Bohème, avait déjà entamé avec plusieurs Grands de Hongrie, tant ecclésiastiques que séculiers, des négociations secrètes, qui ne tendaient à rien de moins qu'à précipiter le roi Mathias du trône. Les ducs silésiens, outrés de l'oppression despotique de Mathias, qui les avait obligés en 1469 à garantir à la Hongrie le payement de la somme de 400,000 ducats que ce royaume avait dépensée dans la guerre contre Georges, étaient d'intelligence avec le monarque polonais.

Les dangers dont le roi Mathias se voyait de toutes parts menacé, l'engagèrent à conclure, le 20 août 1470 à Brunn, une trêve avec Georges. On ouvrit à Polnau des négociations dont les points principaux étaient: que Mathias succéderait, après la mort de Podiebrad, au trône de Bohème; que le prince Victorin, fils aîné de ce dernier Souverain, deviendrait margrave de Moravie et de Silésie et n'hériterait de la couronne de Bohème qu'en cas que Mathias n'eût point de fils. Le roi de Hongrie se sentit encore plus porté à faire la paix avec Georges, lorsqu'il apprit que l'Empereur avait, le 28 octobre, conclu avec le roi de Pologne une alliance défensive et offensive, qui devait être décidément dirigée contre lui. Pour déconcerter ses ennemis, Mathias n'opposa point d'obstacle aux courses que les Turcs firent par l'Esclavonie et la Croatie dans l'Autriche intérieure. Il excita aussi André Baumkircher et autres chevaliers à persévérer dans leur rebellion. Oui, il engagea même le roi Georges à mettre tout

en usage pour réaliser le projet jadis formé d'enlever à Frédéric III la couronne impériale. Il s'entremit aussi auprès du pape pour qu'il confirmât les *Compacts*, et porta des plaintes violentes contre l'Empereur, contre le roi de Pologne et contre ses propres sujets. Mais Paul II, qui n'avait rien tant à coeur que l'extirpation de l'hérésie en Bohème, se donna toutes les peines possibles pour empêcher un rapprochement entre Georges et Mathias, comme aussi pour réconcilier ce dernier prince avec l'Empereur Frédéric et le roi Casimir.

Les affaires s'embrouillaient de plus en plus. Dans la Diète, qui fut ouverte le 20 janvier 1471 à Prague, l'éloignement qu'avaient les Utraquistes pour Mathias, fit échouer les projets de ce Souverain sur le trône de Bohème. Le congrès, assemblé à Raab, pour raccommoder Georges avec l'Empereur, n'aboutit à aucun résultat. Précisément au temps, où le pape Paul II se montra enfin disposé à recevoir Georges Podiebrad de nouveau au sein de l'Église, ce roi mourut d'hydropisie, le 22 mars 1471. Le chef spirituel des Utraquistes, Jean de Rokyczana, avait, un mois auparavant, précédé Georges dans l'éternité. Les fils du roi défunt héritèrent ses possessions silésiennes; Victorin eut Troppau, et Henri Munsterfeld et Glatz. Victorin échangea bientôt Troppau contre des biens-fonds en Hongrie. Mathias possédait en Silésie encore Schweidnitz, Javer et Breslau, qui étaient des principautés héréditaires immédiates de la couronne de Bohème, et acheta aussi les seigneuries de Neuhaus et de Bolkenhayn.

Quoique le pape eût, par un bref du mois de janvier 1471, sanctionné l'élection de Mathias comme roi de Bohème, ce prince résolut de n'en pas faire usage pour le moment, mais d'attendre une nouvelle élection de la part de la Diète générale qui devait s'assembler à Kuttenberg. Il se rendit par conséquent à Brunn, fit cantonner son ar-

mée en Moravie et envoya une ambassade à la Diète. Cependant il y avait encore d'autres aspirants au trône de Bohème. L'empereur Frédéric le réclamait en vertu des conventions d'hérédité faites jadis entre les princes de sa Maison et les Souverains de la Bohème, et qui avaient été si souvent renouvelées depuis. Le roi Louis XI de France, le duc Albert de Saxe et le duc Louis de Bavière, puis Henri de Munsterberg, fils cadet de Georges, s'efforcèrent également d'obtenir les suffrages des États. Le monarque français s'obligea même, si le choix tombait sur lui, à payer toutes les dettes nationales de la Bohème, et à retirer à ses propres frais les domaines, monopoles et droits engagés de la couronne. Sur ces entrefaites, plusieurs barons et prélats du parti des mécontents étaient arrivés à Kuttenberg. Ils firent tous les efforts possibles, pour indisposer les esprits contre le roi Mathias et accélérer les négociations avec la Pologne. Le roi de Hongrie s'avança avec 3000 cavaliers vers Iglau, dans la vue de contraindre, par une démonstration menaçante, les États à prendre une décision conforme à ses désirs. Mais ce mouvement eut le résultat opposé. Les Bohèmes se plaignirent hautement de ce qu'on violait d'une manière si tyrannique leur liberté d'élection. Ils obligèrent les envoyés de Mathias à quitter Kuttenberg et élurent, le 27 mai, le petit-fils de l'empereur Albert II., *Uladislas de Pologne*, âgé de quinze ans, roi de Bohème. Pour surcroît de disgrâce, presqu'au même moment où cette nouvelle parvint à Mathias, il fut informé que l'évêque Vittetz, à la tête du conseil d'État de la Moravie, venait d'envoyer une ambassade au roi Casimir de Pologne pour l'inviter à détrôner Mathias; que l'Empereur avait, le 23 avril, fait décapiter à Gratz le chef des insurgés styriens, *André Baumkircher*; que les Turcs étaient venu fondre de nouveau sur l'Esclavonie et la Carniole, avaient

commencé à construire une forteresse, *Schabatz*, sur la Save, et ravageaient la Hongrie méridionale. Cependant, quelque difficile que fût la position où se trouvait alors le roi Mathias, il n'en publia pas moins, le 28 mai 1471 à Iglau le bref du pape qui confirmait son élection à Olmutz (3 mai 1469), et franchit les limites de la Bohème; mais il trouva partout une vigoureuse résistance. Les Silésiens déclarèrent qu'ils voulaient attendre l'issue de la lutte entre les deux prétendants au trône, et se soumettraient à celui qui s'y maintiendrait effectivement. Mathias concentra son armée en Moravie à peu de distance de Leipnik, pour fermer au prince Uladislas le chemin de la Bohème.

Les députés de la Diète de Bohème avaient soumis, à Cracovie, au roi élu plusieurs conditions, dont les principales étaient qu'il protégerait les Compacts, exclurait les étrangers de tous les emplois d'État et maintiendrait l'intégrité du royaume de Bohème. Uladislas, après avoir signé cette capitulation, marcha avec 10,000 Polonais par la haute Silésie, où l'aversion pour Mathias et la prédilection pour la dynastie polonaise se manifestaient hautement. Uladislas se dirigea par Glatz sur Prague, où il arriva le 19 août, étant accompagné de six ducs silésiens, appartenants aux familles qui régnaient sur Teschen et sur Ratibor. Comme le siège archiépiscopal de Prague était vacant, et que l'évêque d'Olmutz tenait le parti de Mathias, le jeune roi fut couronné, le 22 août, par trois évêques polonais. Les efforts de Mathias pour mettre les États de l'Allemagne, assemblés au mois de juin à Ratisbonne, dans ses intérêts, restèrent également infructueux. Ce qui plus est, l'empereur Frédéric, qui était présent dans cette Diète, reçut les députés des mécontents hongrois avec une bienveillance distinguée. Le 26 juillet, mourut aussi le plus puissant soutien de Mathias, Paul II, et *Sixte IV* monta, le 9 août, sur le trône pontifical.

La conspiration, qui devait ravir à Mathias la couronne de Hongrie, et la placer sur la tête de Casimir de Pologne, deuxième fils du roi de même nom, était près d'éclater lorsque Mathias arriva, au mois d'août 1471, subitement à Bude. Cette apparition inattendue ébranla le courage des conjurés. Ils prirent la fuite, pour échapper au châtiment qu'ils méritaient. Au commencement de septembre, Mathias tint une Diète à Bude, où les États lui accordèrent sans opposition des troupes et de l'argent pour la guerre qu'il allait avoir avec les Polonais. Le roi de Pologne la déclara le premier. Son fils Casimir se mit, au mois de novembre, en marche par Saros vers Hatvan. Mais n'ayant trouvé que peu de soutien dans le pays, il n'attendit point Mathias, qui s'avançait, pour retourner en Pologne.

Le pape Sixte IV cependant déclara le roi Mathias le véritable défenseur du Saint-Siège et de la Foi catholique, et confirma les droits de ce prince sur la Bohème. Il exhorta en 1472 l'Empereur, le roi de Pologne, les États de la Bohème, de la Moravie et de la Silésie, à s'accommoder avec Mathias. Le pontife excommunia même les évêques polonais qui avaient couronné le prince Uladislas. Il menaça de prononcer une pareille sentence contre Uladislas lui-même et son père, et délia les Bohèmes du serment qu'ils avaient prêté au premier de ces princes. Mathias avait de nombreux partisans parmi la Noblesse catholique de Bohème. Dans la basse Silésie, et surtout à Breslau, comme aussi en Lusace, une grande partie du peuple lui était également attaché. Le roi de Pologne envoya alors des plénipotentiaires à Bude, où l'on signa une trêve d'un an, et convint de plusieurs articles préliminaires. Mais le roi Casimir refusa de ratifier ce traité; et ce ne fut qu'au mois de novembre, que le cardinal-légat Marc Barbo réussit à faire effectivement conclure un armistice.

Pendant cette suspension des hostilités, le roi Mathias employa tous les moyens possibles, pour engager l'Empereur à embrasser sa cause. Dans cette vue il licencia à dessein les corps francs des Frères-bohèmes, appelés *Bratricks*, qui étaient à sa solde, afin que ces troupes irrégulières, dissoutes en bandes de brigands, se répandissent en Autriche. Il laissa aussi le passage libre aux Turcs, qui firent en novembre 1472 une nouvelle irruption dans l'Autriche intérieure et s'avancèrent jusqu'en Gorice et en Frioul. Le légat romain Roborella vint enfin à bout d'obtenir de l'Empereur la promesse qu'il investirait Mathias du royaume de Bohème. Victorin Podiebrad l'avait déjà, par un traité secret, reconnu pour roi de ce pays, et s'était obligé à remettre les villes de Collin, de Pardubitz, de Nimbourg et de plusieurs autres, qui étaient sa propriété, au monarque hongrois.

Le congrès de pacification ouvrit, le 1 février 1473, ses séances dans la ville de Neiss. Mais le roi Mathias, qui observait à Brunn la marche des conférences, s'étant bientôt convaincu que la répugnance des Polonais mettrait un obstacle insurmontable à un accommodement, marcha à la fin d'avril vers la Bohème. Il prit possession de Collin et des autres villes que Victorin lui avait cédées. Déjà ses troupes légères faisaient des courses jusque vers Prague; mais un corps bohème, commandé par le général Jean Jarowitz, emporta Nimbourg d'assaut, et arracha au roi Mathias de nouveau plusieurs châteaux. Cependant ce prince, ayant réussi à prendre pied ferme en Bohème, ouvrit des négociations avec les Praguois, la Noblesse et les États du royaume. Le congrès se réunit à Oppeln; mais Mathias ayant demandé la main de la princesse Hedvige, et pour dot la Moravie, la Silésie et la Lusace, la conférence fut rompue. Cependant, comme le roi Mathias fit ravager une partie de la Pologne par

un corps de 6000 hommes qu'il avait envoyé à Dukla, au delà des Carpathes, les États du pays engagèrent le roi Casimir à renouer les négociations de paix. Les Grands de la Hongrie avaient le même désir, attendu que les bandes ottomanes s'étendaient de plus en plus dans ce royaume, et brulèrent, le 3 février, la ville de Grand-Varadin. Par conséquent les plénipotentiaires de Pologne et de Hongrie assemblés, les premiers à Schremovite et les seconds à Altdorf, conclurent, le 21 du même mois, une soi-disant paix permanente pour la *Pologne*, et une trêve de trois ans pour la *Bohème*. Pendant cette cessation d'armes, les démêlés au sujet de ce dernier royaume devaient être terminés à l'amiable dans un nouveau congrès. Mais dès le commencement du mois de mars, les États de l'Allemagne, assemblés à Nuremberg, reconnurent Uladislas pour roi de Bohème et électeur, nonobstant la promesse que l'Empereur avait faite au pape d'investir Mathias de ce royaume. Frédéric III conclut même, peu de jours après, une alliance offensive avec le roi de Pologne contre le monarque hongrois. On allégua pour motif de cette union, que Mathias avait ravagé les pays de ces princes; qu'il avait laissé le chemin de l'Autriche intérieure ouvert aux Turcs, et accordé à tous les rebelles polonais et autrichiens appui et protection dans ses États. Cette déclaration de l'Empereur fut cause qu'un grand nombre de chevaliers bohèmes et moraves, attachés à Mathias pénétrèrent dans l'Autriche septentrionale, et furent engagés avec la Noblesse de ce pays dans des combats violents qui durèrent trois années entières, sans que l'Empereur ni le roi Uladislas fussent à même de mettre un terme à ces affreux désordres. Frédéric avait confirmé, le 5 juillet à Augsbourg, son alliance avec la Pologne. Le roi Casimir avait rassemblé 16,000 hommes de troupes réglées, en outre d'un grand nombre de Li-

thuaniens et de Tatars, et menaçait la Silésie. Mathias ayant été instruit de la marche des Polonais, se porta, au commencement du mois d'août, avec le corps de réserve, posté près de Trentschin, sur Breslau, se rendit maître de plusieurs places fortes situées sur son chemin, et força les princes silésiens à lui accorder une forte somme d'argent pour l'entretien de ses troupes. Sur la fin de septembre, le roi de Hongrie occupa un camp fortifié près de Breslau. Il fit entrer sa cavalerie légère par Meseritsch en Pologne. Là, un corps hongrois fut défait près d'Ohlau, le 12 octobre. L'électeur Erneste de Saxe, qui était arrivé en septembre à Breslau, prit la principauté de Sagan, achetée l'an 1472, à fief du roi Mathias, et conclut en même temps avec ce prince un traité d'alliance, tant en son propre nom que pour et au nom de son frère le duc Albert et son cousin le duc Guillaume de Saxe. Les armées polonaise et bohème, qui formaient alors une force d'environ 80,000 hommes, s'étant réunies près de Brieg, marchèrent sur Breslau et investirent le camp des Hongrois. Mais les fréquentes sorties de ces derniers, le manque de vivres, le froid rigoureux et les maladies, ayant mis les alliés dans une position fort dangereuse, et l'avis étant en outre parvenu au roi Casimir que les corps de coureurs hongrois avaient pénétré jusque dans les faubourgs de Cracovie, ce prince offrit lui-même la paix (26 novembre 1474). Les négociations entamées à cet effet amenèrent, le 6 décembre, une trêve de deux ans et demi, dans laquelle furent compris aussi les vayvodes de Moldavie et de Valachie. Les places conquises par les Polonais en Silésie, et par les Hongrois en Pologne, furent réciproquement évacuées et on rendit de part et d'autre les prisonniers de guerre. Il fut convenu qu'on tiendrait un nouveau congrès à Prague, en février 1475. La paix même devait être conclue d'après la décision du pape, de

l'Empereur et du Corps germanique, qui furent reconnus pour arbitres par les deux parties belligérantes.

Immédiatement après la conclusion de l'armistice, Mathias avait tenu une Diète à Breslau. Il introduisit une paix publique silésienne dont cette contrée, amorcelée sous tant de princes, avait un extrême besoin. Il nomma Étienne Zapolya capitaine du pays. Le Roi s'efforça de toute manière à fonder un domaine considérable en Silésie pour son fils naturel, Jean Corvin, qu'il avait eu de la fille du bourgmestre Krebs de Breslau. Pour atteindre ce but, Mathias acquit par achat ou par convention, et même par violence, plusieurs terres dans cette province. Le congrès de Prague s'était accordé, le 12 février 1475, sur quelques articles de paix. D'après cette convention, la Bohème, la haute et basse Lusace, comme aussi les deux principautés de Schweidnitz et de Javer en Silésie, devaient rester à Uladislas. Toutefois le reste de la Silésie et toute la Moravie furent assignés à Mathias, à titre de gage, pour le dédommager des frais de la guerre. La Bohème devait en tout temps avoir la faculté de retirer ces pays. Il fut réglé que, si Mathias venait à décéder sans laisser d'héritier, la Moravie et la Silésie retourneraient à la Bohème. En cas qu'Uladislas mourût sans postérité, la couronne de Bohème devait revenir à Mathias. Ce monarque refusa de confirmer ces conditions. Il se flattait toujours de l'espoir d'obtenir de plus grands avantages par la décision du pape et de l'Empereur. Mais Frédéric avait, dans l'assemblée à Andernach en janvier 1475, assuré à Uladislas l'investiture de la Bohème.

Le 15 septembre 1475, on célébra à Naples le mariage de Mathias avec Béatrice, fille du roi Ferdinand. Cette princesse arriva, au mois d'octobre 1476, en Hongrie et fut couronnée à Albe-Royale, le 12 décembre suivant. Mathias, irritée de ce que Frédéric III s'était déclaré en

faveur d'Uladislas son rival, prit les émigrés autrichiens ouvertement sous sa protection, et leur accorda toutes sortes d'appui. Mais l'Empereur traita les protégés de Mathias avec la sévérité qu'ils avaient depuis longtemps méritée.

Le 8 décembre 1476, il avait été conclu à Neustadt, entre l'Empereur et le roi de Bohême, une nouvelle alliance contre Mathias et contre leurs propres sujets séditieux. Quatre mille soudoyers bohèmes, commandés par Burian de Guttenstein, se rendirent promptement en Autriche. Les châteaux des rebelles et des partisans de Mathias furent conquis, et ces séditieux reçurent le châtiment dû à leurs forfaits. Les Nobles de Graffeneck, de Pottendorf et de Puchheim se soumirent, le 17 mars 1477. Avec les barons bohèmes qui avaient jusqu'alors combattu le nord de l'Autriche, on conclut, le 20 avril, une suspension d'armes. Mais les Liechtenstein et leurs adhérents, se reposant sur le soutien de Mathias, déclarèrent la guerre à l'Empereur. Le roi de Hongrie, qui voyait les hostilités entre lui et l'Autriche près d'éclater, voulant empêcher les alliés de l'Empereur de lui prêter assistance, excita l'ordre Teutonique contre la Pologne, et renforça ses troupes en Silésie et en Moravie. Il concentra ses forces principales sur les frontières de l'Autriche. En même temps il envoya une ambassade à Vienne, et fit sommer l'Empereur de renoncer au titre de roi de Hongrie, et à la succession au trône de ce royaume, comme aussi de lui donner l'investiture de la Bohème.

Uladislas, qui avait rassemblé près de Kuttenberg un corps de 8000 Bohèmes, dispersa le peu de troupes hongroises qui s'opposèrent à sa marche, entra en Autriche et arriva, le 10 juin 1477 à Vienne. Deux jours après, Mathias déclara la guerre à l'Empereur. Il franchit, à la tête de 10,000 hommes d'infanterie et de 4000

chevaux, avec beaucoup d'artillerie, les frontières de l'Autriche qu'Uladislas avait déjà abandonnée, faute d'argent, pour retourner en Bohème. Le roi de Hongrie, après avoir en vain tenté de se rendre maître de Hainbourg, s'avança jusqu'aux environs de Vienne, que Frédéric avait quittée pour se rendre à Crems, d'où il se retira plus tard à Steyer, Linz et enfin à Gmunde. Dans l'espace d'un mois, soixante et douze villes et châteaux, parmi lesquels se trouvaient Trauttmannsdorf, Pottendorf, Corneubourg, Closterneubourg, le château de Callenberg, S. Hippolyte, Tuln, Mautern etc. tombèrent au pouvoir des Hongrois. Depuis le 14 août la ville de Vienne était de tous côtés étroitement bloquée. Le haut et le bas Werd [1]), aujourd'hui la *Rossau* et la *Leopoldstadt*, deux faubourgs de la capitale, furent occupés par l'ennemi, qui éleva aussi des batteries au *Tabor*, afin de couper tout transport à la ville. Mais les Viennois, malgré la disette de vivres qui croissait de jour en jour, se défendirent avec la plus grande fermeté. Le 9 octobre, les Hongrois commencèrent le siège de Stein et de Crems, qui opposèrent également une résistance qui leur fait honneur. Mathias avait établi son quartier-général à Corneubourg. Ses coureurs parcouraient la basse Autriche, pillant et incendiant tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage. On força les sujets à prêter serment de fidélité au roi de Hongrie, à payer de fortes contributions de guerre, et les Nobles furent invités à prendre les armes contre leur Souverain.

L'empereur Frédéric n'était point préparé à la guerre. Il ne recevait aucun secours ni de la part de ses alliés polonais et bohèmes, ni de la part de l'Empire germanique, et il voyait son pays jusqu'aux bords de l'Ens à la merci d'impitoyables ennemis. Ceux de la Noblesse d'Autriche

[1]) *Werd* ou *Werder* veut dire un lieu bas situé le long d'une rivière, ou île d'une rivière.

et de Styrie qui étaient demeurés fidèles à l'Empereur, semblaient pareillement perdre le courage et chanceler dans leur dévouement. Dans ces fâcheuses conjonctures, il ne restait à l'Empereur d'autre parti à prendre que d'acheter au plus tôt et à tout prix la paix. D'un autre côté, le pape et les Vénitiens accusèrent Mathias d'employer les subsides qu'il avait reçus pour l'expédition turque, à combattre l'Empereur, et le sommèrent instamment de mettre fin à cette guerre. Les Turcs avaient profité du moment, où les princes chrétiens tournaient leurs armes les uns contre les autres, pour entreprendre par l'Esclavonie une invasion en Frioul et en Istrie, tandis que des bandes téméraires faisaient des courses par la Styrie en Hongrie, jusqu'aux portes de Raab. Ces circonstances firent que les deux monarques étaient fort disposés à un rapprochement. On convint, le 7 novembre à Corneubourg, d'une suspension d'armes qui ne devait durer que quinze jours, mais qui fut ensuite prolongée. Dans les préliminaires l'Empereur promit d'aider à expulser la famille de Sforce du duché de Milan, d'en investir le prince Frédéric de Naples, beau-frère de Mathias, et d'accorder après trois ans révolus la main de sa fille, l'archiduchesse Cunégonde, au prince napolitain. L'Empereur et Mathias s'engagèrent à se garantir réciproquement la possession de leurs États, et à s'assister l'un l'autre contre les Mahométans. Le 1 décembre, la paix fut signée. Il fut convenu, que Frédéric et Mathias prendraient les noms de père et de fils l'un de l'autre par adoption. L'Empereur consentit à investir Mathias du royaume de Bohème, toutefois avec la clause, que Mathias se mettrait par sa propre force seule en possession de ce pays, et qu'il soutiendrait l'Empereur au cas qu'il fût, en raison de cette investiture, engagé dans une guerre avec la Pologne et la Bohème. On assura au roi de Hongrie, pour dédommagement des

frais de la guerre, une somme de 100,000 florins d'or, dont le payement devait être garanti par les États de l'Autriche. Il fut réglé, que la moitié de cette somme serait remise à Mathias à la S. Martin 1478, et l'autre moitié au même jour de l'année suivante. Le roi de Hongrie promit d'évacuer le pays ouvert de l'Autriche dès qu'il aurait reçu l'investiture de la Bohème et prêté par écrit le serment de vasselage à l'Empereur, comme aussi de retirer ses troupes des places fortes occupées par elles, après qu'on lui aurait fait parvenir l'obligation des États relativement à sa créance. On accorda une amnistie aux sujets réciproques qui s'étaient révoltés contre leur Souverain. Quelques annalistes, comme *Fugger*, *Gérard de Roo*, *Dlugosch* etc. font mention de deux articles secrets contenus dans ce traité. Par le premier Mathias se serait engagé à se départir de ses prétentions pécuniaires, aussitôt qu'il aurait reçu la main de la princesse Cunégonde avec le duché de Milan; et par le second Frédéric III aurait renoncé au titre de roi de Hongrie et à la succession de ce royaume. Mais aucun de ces rapports n'est fondé sur un titre authentique. *Kurz*, dans son *Autriche sous l'empereur Frédéric IV (III)*, n'en dit pas un seul mot; et *Haeberlein*, dans son *Histoire de l'Empire germanique* assure, que l'empereur Frédéric continua de porter jusque dans les derniers temps le titre de roi de Hongrie. Le 17 décembre, Mathias reçut l'acte d'investiture du royaume de Bohème; sur quoi ses troupes évacuèrent entièrement la basse Autriche. Le roi de Hongrie signifia, le 18 décembre, la conclusion de la paix aux séditieux autrichiens et délia, peu de jours après, tous les Autrichiens qui lui avaient juré fidélité et obéissance, du serment qu'ils lui avaient prêté.

L'invasion, faite par les Ottomans dans l'Autriche intérieure (1469) avait, il est vrai, répandu une grande

terreur en Allemagne; mais elle n'avait pas été à même d'engager les États à prendre un parti digne du *Saint-Empire-romain*, et conforme aux dangers dont les menaçait l'avenir. Tandis qu'on tenait à Nuremberg, à Ratisbonne et à Neustadt (1470-1472) des Diètes et congrès sans utilité, les Turcs continuaient à faire de fréquentes irruptions dans l'Autriche intérieure et pénétrèrent, au mois de novembre 1472, jusqu'en Gorice et en Frioul, ainsi qu'il a déjà été dit. Au printemps de l'année suivante, on tint une nouvelle Diète à Augsbourg, à laquelle assistèrent l'Empereur et son fils Maximilien, et où l'on se concerta avec le plus grand zèle sur la guerre turque. Mais comme les États n'adoptèrent point le plan dressé, l'an 1471 à Ratisbonne, relativement à la répartition des contingents, cette assemblée fut dissoute sans qu'on eût pris aucune décision.

L'Empereur et son fils partirent d'Augsbourg, dans la seconde quinzaine du mois de juin 1473, et continuèrent leur voyage pour Trèves où ils eurent, le 4 octobre, une entrevue avec *Charles-le-Téméraire*, *duc de Bourgogne.* Ce prince avait hérité de son père Philippe, outre le duché de Bourgogne, aussi ceux de Brabant, de Limbourg et de Luxembourg, les comtés de Franche-Comté (comté de Bourgogne), de Namur, d'Artois, de Hollande, de Zélande et de Hainaut. Il était de plus margrave d'Anvers et seigneur de Frise, de Malines et de Salins. Il venait aussi d'acquérir le duché de Gueldre et le comté de Zutphen [1]). À l'exception de la Flandre

[1]) *Arnoul*, duc de *Gueldre* et comte de *Zutphen*, fut maltraité de la manière la plus cruelle par son fils *Adolphe*, qui tint son père prisonnier pendant six ans. Charles-le-Téméraire le délivra enfin de ses fers, et fit arrêter le fils dénaturé. Le duc vendit en décembre 1472 ses pays à la Bourgogne pour une somme de 300,000 florins, afin d'en priver son indigne fils. Il indemnisa les ducs de Juliers et de Berg pour leurs prétentions sur la Gueldre et Zutphen, par une somme de 80,000

et de l'Artois, toutes ces provinces étaient fiefs de l'Empire germanique. L'empereur Frédéric avait, lors de son couronnement à Aix-la-Chapelle en 1442, donné au duc Philippe l'investiture des susdits pays. Charles-le-Téméraire la demanda relativement à la Gueldre et à Zutphen, dont il venait de faire l'acquisition. En secret le duc avait prié l'Empereur de réunir tous les États bourguignons en un seul Empire, de lui accorder la souveraineté sur les évêchés allemands d'Utrecht, de Liège, de Tournai et de Cambrai, et de le nommer *roi de Bourgogne*, ainsi que préfet impérial dans les Pays-Bas.

Charles avait une fille unique, *Marie*, qui devait un jour hériter des vastes États de Bourgogne. L'Empereur, sans cesse occupé de l'agrandissement de la Maison d'Autriche, demanda la main de cette princesse pour son fils Maximilien. Les négociations eurent le meilleur succès. Le 6 novembre 1473, l'Empereur confirma le duc dans la possession de la Gueldre et de Zutphen, et le 13 du même mois il l'investit formellement de ces pays. Tous les préparatifs étaient déjà faits pour le couronnement de Charles, et les électeurs présents paraissaient disposés à consentir à l'élevation de ce prince. Mais l'Empereur, par crainte que Charles ne retirât sa parole après son couronnement, proposa de faire célébrer auparavant le mariage de son fils avec la princesse Marie. Le duc de Bourgogne, au contraire, voulait que son couronnement précédât la solennité nuptiale, parce qu'il se défiait également de l'Empereur. Le duc appréhendait en outre, que les princes électeurs d'Allemagne auxquels, comme il savait, sa puissance donnait déjà assez d'ombrage, ne s'opposassent pourtant à la fin à son élevation, et ne fissent échouer

florins. Adolphe recouvra la liberté après la mort de son père. Il tomba au siège de Tournai, le 22 juillet 1477. Son fils Charles se présenta plus tard comme prétendant à la Gueldre.

tous ses beaux projets. Frédéric III avait encore de plus grands motifs de méfiance; car on n'ignorait point que le duc avait promis sa fille en mariage à plusieurs princes, afin qu'ils favorisassent certains projets qu'il désirait voir réalisés. Frédéric avait aussi reçu depuis peu du roi Louis XI de France, ennemi mortel du duc de Bourgogne, une lettre dans laquelle ce monarque avertissait l'Empereur d'être sur ses gardes contre la malicieuse astuce de Charles et son insatiable ambition, qui pourrait bien induire ce prince, une fois qu'il serait monté sur le trône royal, à aspirer aussi à la couronne impériale. Il lui fit en même temps entendre, que le duc avait pareillement offert la main de sa fille au Dauphin. Frédéric se vit alors dans un étrange embarras, dont il ne put se tirer d'une autre manière qu'en partant sans avertir le duc, et sous prétexte que les mésintelligences survenues dans l'archevêché de Cologne y rendaient sa présence nécessaire. Le fier Charles de Bourgogne se sentit au plus haut point offensé de cette manière d'agir, et dès ce moment il ne désira rien plus ardemment que de trouver une occasion pour s'en venger. L'électeur Robert de Cologne, frère de l'électeur palatin Frédéric, s'était depuis son élévation sur le siège archiépiscopal (1463) efforcé de retirer les revenus, villes et châteaux donnés ou hypothéqués par ses prédécesseurs. Il se vit engagé à ce sujet dans de longues querelles avec les possesseurs nobles de ces domaines, avec le Chapitre, les États du pays et les princes voisins. En 1472 les villes de Cologne, de Bonn et de Nuys se soulevèrent contre l'électeur. Le Chapitre métropolitain se joignit à ces cités. Ils nommèrent le land-
ave Herman de Hesse administrateur de l'archevêché.
rince accepta cette dignité, et reçut en effet l'hom-
s habitants à Bonn, à Andernach et en plusieurs
Son frère, le landgrave Henri, le sou-

tint avec un corps de troupes nombreux. L'électeur Robert, de son côté, sollicita l'appui du duc de Bourgogne, et lui déféra le protectorat de l'archevêché. Pendant huit semaines, l'empereur Frédéric se donna toutes les peines possibles pour accommoder les parties litigantes; mais tous ses efforts furent infructueux. Charles-le-Téméraire, qui espérait étendre dans cette occasion sa puissance depuis les embouchures du Rhin jusqu'à l'Alsace et à l'Helvétie, s'assura par la convention, conclue le 25 juin 1474, avec le roi Édouard IV d'Angleterre, l'assistance de ce prince contre la France. L'électeur Robert, fier de l'assistance de ce protecteur puissant et de celle de son frère, l'électeur palatin, rejeta toutes les propositions d'accommodement faites par l'Empereur.

Charles-le-Téméraire fit alors sommer par des hérauts Cologne et les autres villes de l'archevêché de se soumettre sans délai à l'électeur, et de le reconnaître lui-même pour protecteur. Le Chapitre, le magistrat et le peuple lui refusèrent résolument sa demande. Sur quoi le duc entra avec une armée de 60,000 hommes (parmi lesquels se trouvaient 6000 Anglais, 3000 Allemands et 4000 Savoyards) dans l'archevêché. Sur la fin du mois de juillet 1474 commença le siège de la ville de Nuys, qui fut vaillamment défendue par le landgrave Herman. Le Chapitre et la ville de Cologne prièrent instamment la Diète d'Augsbourg de leur envoyer de prompts secours. L'Empereur et les États résolurent de soutenir l'archevêché contre les Bourguignons. Le 17 août, l'Empereur fit publier le ban et l'arrière-ban, et déclara qu'il prendrait lui-même le commandement de l'armée de l'Empire. Le 31 décembre, il conclut à Andernach une alliance avec Louis XI de France, qui promit de fournir 30,000 hommes de troupes auxiliaires. L'Empereur négocia aussi avec les Confédérés suisses, qui s'engagèrent à seconder avec

10 à 12,000 guerriers les entreprises contre Charles-le-Téméraire. Les tentatives de réconciliation que fit le roi Chrétien de Danemark, échouèrent par l'obstination arrogante du duc de Bourgogne.

Dans le temps où l'archiduc Sigismond avait engagé les pays antérieurs d'Autriche à Charles de Bourgogne (1469), les Confédérés helvétiques étaient en bonne intelligence, tant avec ce prince qu'avec le roi de France. Mais comme le chevalier Pierre de Hagenbach, gouverneur des susdites provinces pour la Bourgogne, s'était permis de prendre possession de la seigneurie de Schenkenberg appartenante au canton de Berne, les Suisses, prévoyant le danger qui les menaçait de la part de la Bourgogne, commencèrent à rechercher l'alliance française. Le canton de Berne signa dès le 13 août 1470, pour et au nom des Confédérés, une convention par laquelle ceux-ci s'engageaient à ne prêter aucun secours au duc de Bourgogne contre la France. Le roi Louis XI, qui ratifia le 23 septembre ce traité, promit de même de ne pas soutenir la Bourgogne contre l'Helvétie.

Le 23 février 1473, le roi Louis XI et le duc Charles conclurent une trêve, dans laquelle Berne et la Confédération helvétique furent nominativement comprises. Mais à peine cette convention était-elle signée, que des seigneurs bourguignons troublèrent la tranquillité. Belgéri de Heudorf se saisit de plusieurs marchands de drap suisses qui se rendaient à la foire de Francfort, les enferma dans la petite ville forte de Schuttern, et demanda 10,000 florins pour leur rançon. Les Strasbourgeois assiégèrent et réduisirent cette place, renversèrent ses murs et délivrèrent les marchands. Cet événement augmenta beaucoup la méfiance qu'avaient les Suisses contre la Bourgogne. Charles chercha à raccommoder cette affaire fâcheuse par la voie des négociations; mais

la conduite hautaine et grossière du gouverneur Hagenbach empêcha la réconciliation. L'Empereur alors se chargea de mettre les deux parties d'accord. Cette intervention, au lieu de rétablir la bonne intelligence entre la Bourgogne et l'Helvétie, amena un rapprochement entre les Confédérés et l'Autriche; et le roi de France, par haine contre la Bourgogne, le favorisa de son mieux. Lorsque Charles-le-Téméraire, après sa séparation subite de l'Empereur à Trèves, se rendit, vers la fin de 1473 en Alsace et reçut, le 3 janvier de l'année suivante, l'hommage à Brisac, il traita les envoyés de Berne, de Fribourg et de Soleure, qui étaient venus se plaindre de Heudorf et de Hagenbach, avec une froideur arrogante. Ce procédé engagea la Confédération helvétique à conclure, le 10 janvier 1474, avec le roi Louis XI une alliance, tendante à s'assister réciproquement contre la Bourgogne.

L'arrivée de 800 soudoyers walons et lombards, que le duc Charles envoya à Hagenbach pour défendre les pays antérieurs, accrut encore l'audace de ce dernier. Il augmenta les impôts et prohiba l'exportation des denrées et marchandises. La transgression de ses ordres était punie par la mort et la confiscation des biens. Il blessait l'orgueil des Nobles par la hauteur et le mépris avec lesquels il les traitait, et lésait de toute manière les plus chers intérêts des bourgeois. Ce fut alors que les évêques de Bâle et de Strasbourg, le palatin Robert, le margrave Charles de Bade, les villes de Strasbourg, de Schletstadt, de Colmar, de Bâle, de Muhlhausen, toute la Confédération, ainsi que l'archiduc Sigismond d'Autriche-Tyrol, conclurent une union pour dix ans, qui fut appelée *basse Ligue* pour la distinguer de la Ligue suisse ou haute Ligue. Les alliés s'obligèrent en général de se prêter mutuellement assistance contre leurs ennemis; on

promit en particulier à l'archiduc Sigismond de lui avancer l'argent nécessaire au rachat des pays antérieurs autrichiens, engagés à la Bourgogne. Au commencement d'avril 1474, l'*archiduc Sigismond* et les *Confédérés helvétiques* jurèrent la *paix perpétuelle*. Ce prince confirma aux Suisses la possession des domaines ci-devant habsbourgeois qu'ils avaient acquis jusqu'à cette époque. En retour les Confédérés promirent de lui fournir des troupes, moyennant une certaine solde qu'il leur payerait. Le roi de France garantit la paix et confirma le traité, le 11 juin à Senlis. Les villes de Strasbourg, de Bâle et de Colmar s'engagèrent par écrit à faire à l'archiduc Sigismond l'avance de la somme hypothécaire de 80,000 florins d'or, qui fut garantie par le roi Louis XI et déposée dans la ville de Bâle. Tout étant ainsi arrangé, on envoya deux hérauts au duc de Bourgogne, pour le prévenir qu'on allait retirer les pays engagés. Mais Charles-le-Téméraire refusa d'accepter le remboursement, parce que l'argent n'avait pas été apporté à Besançon, comme il avait été stipulé dans la convention.

Le gouverneur Hagenbach, voyant arriver l'orage, se mit en mesure pour lui résister. Il se rendit à Brisac, et fit travailler avec la plus grande activité à la fortification de la place. Mais s'étant permis de vexer et de maltraiter les habitants de cette ville, il fut saisi et jeté dans un cachot. Le 20 avril, l'archiduc Sigismond arriva à Bâle et fit sommer par Henri d'Eptingen qu'il avait nommé son lieutenant, les pays antérieurs de jurer de nouveau fidélité à l'Autriche. Les peuples de ces provinces, trop heureux de pouvoir se délivrer de ses cruels oppresseurs, prêtèrent le serment avec des cris d'allégresse. Pierre de Hagenbach, ayant été traduit devant le tribunal à cause de ses nombreux forfaits, fut condamné à mort, le 9 mai et décapité encore le même jour. Le duc René de Lorraine,

qui avait été forcé par Charles-le-Téméraire à faire alliance avec lui et à accorder le libre passage à ses troupes, se détacha de la Bourgogne, conclut, le 15 août, une convention avec la France et accéda à l'union de dix ans, formée par les pays de la haute Allemagne. Les comtes de Wurtemberg en firent de même par rapport au comté de Montbeillard qui leur appartenait.

Dans les premiers jours d'août 1474, le roi Louis XI envoya une ambassade en Helvétie pour inviter les Confédérés à une alliance offensive contre Charles de Bourgogne. Le canton de Berne, qui fut chargé des négociations, proposa les conditions du traité. Les Suisses promirent de fournir au roi de France un corps auxiliaire de 6000 hommes, chaque fois qu'il aurait besoin de ce secours. En revanche Louis XI assura aux Confédérés son soutien, soit en argent, soit en troupes, selon qu'ils le demanderaient. L'archiduc Sigismond, que les Suisses avaient informé de l'alliance projetée avec le roi Louis, leur promit pareillement un secours en troupes et en argent. Dans le même temps parurent aussi en Helvétie des envoyés impériaux, qui engagèrent les Confédérés à la guerre contre le duc de Bourgogne. Berne conclut, au nom et avec l'autorisation de tous les Confédérés, l'alliance avec le roi Louis XI, et annonça en même temps (25 octobre) au bailli de Charles à Blamont, que les hostilités allaient commencer contre la Bourgogne. La déclaration de guerre de la part de l'archiduc Sigismond fut apportée par un héraut d'armes au duc Charles lui-même dans son camp près de Nuys.

Le 29 octobre 1474, l'armée alliée, composée des bataillons des cités helvétiques, de chevaliers suisses avec leurs vassaux, et de la milice des pays antérieurs, se mit en marche pour attaquer la Bourgogne. Cette armée combinée, forte de 18,000 hommes, se dirigea par Brundrut

et Montbeillard sur Héricourt, dont le siège fut aussitôt commencé. Le maréchal de Bourgogne et le comte de Romont, Jacques de Savoye, s'avancèrent avec 25,000 hommes pour dégager la place. Le 13 novembre, les Bourguignons éprouvèrent une défaite totale. Héricourt se rendit quelques jours après, et fut occupé conjointement par les Suisses et les troupes autrichiennes de l'archiduc Sigismond. Après cette expédition, la plus grande partie des Confédérés retournèrent dans leurs foyers; mais ce nonobstant la petite guerre n'en continua pas moins pendant tout l'hiver 1474-1475. Les alliés entreprirent de fréquentes courses en Bourgogne, et conquirent le château de Franquemont-sur-le-Doubs, Erlach sur le lac de Biel, le château d'Illingue-sur-la-Sane, Gruningue, Pontarlier, Granson, Champvent, Montagni, Orbe, Échallens et Joigne.

Le 7 janvier 1475, arriva la déclaration de guerre contre la Bourgogne de la part de l'Empereur et de l'Empire, qui ne voulaient pas laisser échapper cette occasion pour humilier Charles-le-Téméraire. Toutefois ce ne fut qu'au mois de mars que l'armée germanique commença à se rassembler près de Cologne. On évaluait sa force à 80,000 hommes. Mais le train nombreux doit y avoir été compris; car lorsque l'armée fut passée en revue, le 11 mai près de Zons-sur-le-Rhin, il ne se trouva effectivement que 43,000 combattants, savoir: 7000 cavaliers et 36,000 fantassins avec 8000 chariots, chacun occupé par deux hommes. Quinze électeurs et princes, avec l'Empereur en personne, étaient arrivés à Cologne. Frédéric nomma l'électeur Albert de Brandebourg général en chef de l'armée impériale; le duc Albert de Saxe portait l'étendard de l'Empire.

Le duc de Bourgogne avait, par orgueil, continué le siège de Nuys commencé il y avait déjà onze mois. L'al-

liance qu'il avait conclue, le 30 janvier 1475 à Moncalion, avec le duc Galéas de Milan, relevait ses espérances. Guillaume de Montferrat devait conduire une armée lombarde au Rhin. La Savoye avait accédé à cette union. Déjà en février les troupes de l'Empire avaient attaqué les villes de Zons, de Rheinmagen et de Linz, assises sur le Rhin. La première se rendit sans opposition. Les autres furent réduites après quelque résistance de la part des Bourguignons. Le 25 mars, l'alliance avec la France fut de nouveau confirmée à Cologne par l'Empereur et les princes électeurs d'Allemagne. Le 6 mai, l'Empereur marcha à Muhlheim, le 10 à Zons, et parut le 23 devant le camp bourguignon près de Nuys sur l'Erfe. Mais on n'en vint point au combat. L'ardeur guerrière de l'Empereur et des princes s'était déjà refroidie, et de l'autre côté le duc de Bourgogne avait perdu devant les murs de la forteresse de Nuys, à laquelle il avait donné cinquante assauts, 15,000 de ses soldats; en sorte qu'après quelques escarmouches, les deux partis se montrèrent disposés à se réconcilier. Le légat romain Alexandre, évêque de Forli, ménagea l'accommodement. Le 25 mai, on conclut une suspension d'armes, et la paix fut signée, le 17 du mois suivant. Charles rentra, le 27 juin, dans ses limites, et il fut obligé d'abandonner les électeurs du Palatinat et de Cologne à leur sort. Robert fut démis de la dignité électorale et remplacé par Herman de Hesse, qui avait été jusqu'alors administrateur de l'archevêché. Dans une entrevue secrète qu'eurent ensemble l'Empereur et le duc de Bourgogne, le mariage de l'archiduc Maximilien avec la princesse Marie fut confirmé. Le roi de France conclut aussi à Souleuvre dans le pays de Luxembourg, le 13 septembre 1475, une trêve de neuf ans avec Charles de Bourgogne. À cette occasion le mariage de la princesse Marie avec le Dauphin fut mis de nouveau sur le tapis.

Le duc René de Lorraine qui, le 17 mai, s'était allié avec l'Empereur et l'Empire, comme aussi les Confédérés suisses, avaient activement coopéré aux entreprises contre Charles, le premier en envahissant le pays de Luxembourg et les derniers en portant la guerre en Bourgogne. Malgré cela, ils n'avaient pas été compris dans le traité de paix; et Charles pouvait alors librement diriger toutes ses forces contre ces ennemis. Encore en septembre 1475, Charles-le-Téméraire pénétra avec une armée de 40,000 hommes par le Luxembourg en Lorraine. Au bout d'un mois il avait conquis, pour la plus grande partie, le pays ouvert et dévasté celui-ci de la manière la plus cruelle. Le roi de France fit passer au duc René 800 hommes, en apparence pour le secourir, mais avec l'ordre secret de s'abstenir de toute hostilité contre les Bourguignons. Le duc de Lorraine reçut aussi quelques milliers d'hommes de la part des villes et princes de la haute Allemagne, alliés avec lui. Mais la plupart des troupes des Confédérés suisses étaient alors occupées dans les pays supérieurs et retenues par la guerre dans ces contrées.

Les Bourguignons conquirent et brûlèrent le château de Calenberg près de Brundrut, appartenant à l'évêque de Bâle, et saccagèrent quarante villages. En revanche, les Confédérés et les Autrichiens emportèrent d'assaut Lille-sur-le-Doubs, et prirent Blamont, Clerival et douze châteaux bourguignons. La plupart de ces places furent brûlées et détruites. Les alliés se rendirent en outre maîtres des défilés par lesquels les troupes enrôlées en Lombardie marchaient pour se rendre en Bourgogne. En Savoye, dans le pays de Vaud et le bas Vallais, plus de cinquante villes et châteaux, parmi lesquels étaient Morat (Murten), Montenach, Moudon, Yverdin, Genève, Estavajé, Romont, Les Clés, la Sarra et plusieurs autres, tombèrent au pouvoir des Confédérés. L'armée savoyarde ayant été

défaite près de Sitten, le 13 novembre, il fut bientôt après conclu à Neufchâtel entre la Bourgogne et les Confédérés un armistice de six semaines. Mais le 27 novembre Nancy, capitale de la Lorraine, tomba entre les mains du duc de Bourgogne. Le 17 novembre, le légat romain Alexandre et le protonotaire impérial Hessler avaient effectué la conclusion de nouvelles conventions entre Frédéric III et Charles. Le duc ratifia, le 31 janvier 1476, l'alliance d'amitié perpétuelle et, le 6 mai suivant, le traité de mariage entre sa fille et l'archiduc Maximilien.

La soif de la vengeance et le désir ardent d'étendre son territoire jusqu'en Helvétie, rendirent Charles sourd aux avis de ses conseillers qui le détournaient d'une entreprise contre les Confédérés. Au mois de janvier 1476, le duc avait conduit 30,000 hommes de Nancy à Besançon, où il fut rejoint par le prince Frédéric de Naples avec 15,000 combattants. Les Suisses offrirent la paix à Charles; mais il rejeta avec hauteur cette proposition. Les troupes savoyardes s'étant réunies aussi avec Charles, ce prince entra, au mois de février, avec une armée de 60,000 hommes par Joigne, château fort que les Suisses avaient rasé depuis peu, sur le territoire helvétique. Le 29 février, il se rendit, après plusieurs assauts, maître de Granson par capitulation; mais il n'en fit pas moins cruellement massacrer la garnison désarmée. Les Suisses, indignés et révoltés de cette action infâme, rassemblèrent près de Morat et Neufchâtel une armée de 18,000 hommes, et marchèrent à Granson pour venger l'assassinat de leurs concitoyens. Le 3 mars, le duc fut complètement battu par les Suisses dans le voisinage de cette ville. Près de six cents drapeaux, une énorme quantité d'armes, la caisse de guerre, le camp, tout le bagage et l'artillerie de l'armée bourguignonne, tombèrent entre les mains des vainqueurs. Charles s'enfuit à Nozeroy en Franche-Comté.

Là, il rassembla en toute hâte les débris de son armée, et dès le troisième jour après sa défaite, il s'avança de nouveau par Joigne et Orbe dans le pays de Vaud. Il prit position près de Lausanne et tira à lui des troupes de tous ses pays. Il reçut aussi des renforts considérables de Rome, de Bentivoglio, de Bologne, de l'évêque de Liège et de plusieurs autres princes. Cependant 4000 Lombards qui voulaient marcher par le mont S. Bernard dans le pays de Vaud, et un pareil nombre de Savoyards qui étaient également en route pour se rendre à Lausanne, furent dispersés et pour la plupart anéantis par les Suisses.

Au mois de juin, l'armée ducale s'était déjà de nouveau accrue au nombre de 60,000 hommes. Avec ces forces Charles marcha par Pajerne sur Morat et commença, le 11 juin, le siège de cette ville, défendue seulement par 2000 Suisses. Cependant, les Confédérés rassemblèrent leur armée près de Berne. Le comte Oswald de Thierstein et le chevalier bernois Jean de Hallwyl, la commandaient. L'archiduc Sigismond, comme aussi Strasbourg et quelques autres villes impériales alliées, avaient envoyé beaucoup de troupes auxiliaires. Le prince expulsé, René de Lorraine, parut aussi, à la tête de 800 cavaliers lorrains. L'armée confédérée était déjà forte de 34,000 hommes lorsqu'elle s'approcha au secours de la place assiégée. Elle remporta près de Morat, le 22 juin, une victoire complète sur l'ennemi qui lui était si fort supérieur en nombre. 20,000 Bourguignons, Lombards et Anglais, l'élite de l'armée de Charles, furent en partie tués dans le combat, et en partie poussés dans le lac de Morat où ils trouvèrent leur tombeau.

Ce coup décisif paralysa les facultés intellectuelles et corporelles de Charles-le-Téméraire à un tel point, qu'il s'arrêta pendant plusieurs jours, inactif et fuyant tout le monde, à Gex, petite ville de Savoye. Au mois de

juillet, il tint à Salins une assemblée des États de la Bourgogne. Il demanda 40,000 hommes et le quart de la fortune de chaque citoyen, pour faire face aux frais de la guerre. La Diète déclara ne pouvoir donner ni l'un ni l'autre, vû l'épuisement du pays. Le duc ordonna ensuite au gouvernement des Pays-Bas de lever tous les hommes en état de porter les armes, et de les envoyer en Lorraine. Il invita plusieurs princes et condottieri en Lombardie à lui amener des troupes. Sur ces entrefaites, les députés de tous les cantons suisses, les conseillers de l'archiduc Sigismond, le duc René de Lorraine, les envoyés des électeurs de Mayence, de Trèves et du Palatinat, les évêques de Bâle, de Strasbourg, et autres prélats, les Grands de Savoye, et les plénipotentiaires des villes du pays de Vaud, s'étaient réunis à Fribourg dans l'Uechtland, vers la fin de juillet 1476. Le roi de France se fit représenter dans ce congrès par Louis, le bâtard de Bourbon et amiral de France. Ce prince engagea les Confédérés à porter l'effroi de leurs armes par toute la Bourgogne jusque dans les Pays-Bas. Mais les Suisses s'en défendirent, alléguant pour motif que leurs moyens pour faire la guerre étaient épuisés, et que la garde et la sûreté de leur propre pays restaient leur premier devoir. Les troupes auxiliaires, réclamées par le duc René, il est vrai, ne lui furent pas encore accordées alors; mais on lui donna l'assurance qu'on ne ferait pas sans lui la paix avec la Bourgogne. Avec la Sovoye on fit une convention, portant qu'on rendrait Genève, le pays de Vaud et Chablais, dès que la Suisse aurait reçu un dédommagement de 74,000 florins pour les frais de la guerre. Morat, Erlach sur le lac de Biel, Grancourt, Coudrefin, Ormond, Aelen et le territoire de Bex, jusqu'au lac de Genève, devaient être cédés à Berne et à Fribourg. Une grande députation des Confédérés se rendit auprès

de Louis XI à Plessis-le-Tours, et régla avec ce Souverain tout ce qui concernait la continuation de la guerre contre la Bourgogne, les troupes auxiliaires à fournir par les Suisses et les subsides que la France avait à payer. Le roi Mathias de Hongrie, le pape Sixte IV et même l'empereur Frédéric, offrirent leur médiation entre la Bourgogne et les Confédérés. Mais les Suisses demandèrent le rétablissement du duc René dans ses États; à quoi Charles de Bourgogne refusa opiniâtrement d'acquiescer, bienqu'il se montrât porté à se réconcilier avec l'Helvétie.

Pendant ce temps-là, le duc René avait avec 7000 Lorrains et 8000 hommes de troupes auxiliaires de la haute Allemagne, mais soutenu aussi en secret par Louis XI, reconquis toute la *Lorraine*. Lorsque la nouvelle de cet événement parvint aux oreilles de Charles-le-Téméraire, son courage se releva encore une fois. Comme les États des Pays-Bas avaient également refusé de lui fournir de l'argent et des troupes, il rassembla près de Rivière dans le voisinage de Pontarlier une armée de soldats nouvellement enrôlés et s'avança, au mois d'octobre 1476 en Lorraine; mais il y arriva trop tard pour sauver *Nancy*, qui s'était déjà rendue au duc René (5 octobre). Charles, désespéré de ce nouveau revers, mit aussitôt le siège devant cette ville. René vola en Helvétie et prit à sa solde 8000 Suisses. Il reçut aussi des troupes fraiches de l'archiduc Sigismond et de la haute Allemagne. Son armée fut encore renforcée par des volontaires français et un bon nombre de Lorrains, qui accoururent se ranger sous les drapeaux de leur prince; en sorte qu'il se vit bientôt à la tête de 20,000 hommes. L'armée bourguignonne était déjà épuisée par le long siège dans une saison rigoureuse, découragée et mécontente à cause du manque de vivres et du service pénible auquel elle

était assujettie. Le duc René s'avança de l'Helvétie par Luneville. Le 29 décembre, le roi Alphonse de Portugal, cousin de Charles-le-Téméraire, arriva dans le camp devant Nancy, et fit une dernière tentative pour effectuer la paix avec René. Charles rejeta avec colère toute proposition d'accommodement. Il paya fort cher son obstination. Ce prince ayant assailli, le 4 janvier 1477, Nancy avec tous les efforts possibles, le duc René s'avança, le lendemain, pour attaquer l'ennemi. L'armée bourguignonne fut tournée et battue complètement. Charles-le-Téméraire fut tué dans la mêlée, n'étant âgé que de quarante-quatre ans.

Marie de Bourgogne, fille de Charles-le-Téméraire, était l'unique héritière de ce héros. Cette jeune princesse se trouvait, après la mort de son père, dans une position fort critique. La fleur de la Noblesse de son pays avait péri dans la dernière bataille. Les finances étaient épuisées. Une grande partie de ses sujets, surtout les Gantois, étaient disposés à la rebellion. L'ennemi irréconciliable de son père, le roi Louis XI de France, alimentait l'esprit révolutionnaire dans les Pays-Bas. L'avidité de ce prince le poussait à enlever à l'innocente princesse une partie de son héritage, nonobstant la trêve de neuf ans qu'il avait conclue, en septembre 1475, avec le duc Charles, son père. Marie se trouvait absolument hors d'état d'opposer une résistance ouverte au puissant roi de France. Néanmoins Louis XI, avant d'avoir recours aux armes offensives, employa toutes celles de la déception, de la ruse et de la corruption. Il trompa les Belges par l'assurance que la princesse héréditaire avait été destinée à son fils le Dauphin Charles; il leur remontra en outre, qu'étant lui-même proche parent de Marie et son suprême tuteur naturel, il ne pouvait mieux protéger les Pays-Bas qu'en les faisant oc-

cuper par des troupes françaises. De cette manière il se procura la possession d'un grand nombre de forteresses et de villes, sans presque devoir employer la force. Le duché de *Bourgogne* seul était effectivement un fief masculin du royaume de France, et aurait dû échoir, après la mort de Charles-le-Téméraire, au comte Jean de Nevers.

Les États des Pays-Bas s'étaient, après la mort du duc Charles, emparés du gouvernement. La princesse Marie envoya une ambassade secrète à Peronne, pour négocier la paix avec le roi Louis. Mais ce prince, loin de se prêter à un arrangement qui aurait mis des bornes à ses usurpations, fut assez déloyal pour réveler aux Belges que les envoyés avaient sollicité, au nom de Marie même, le mariage de cette princesse avec le Dauphin, ou avec le duc d'Orléans. Ces propositions n'avaient été concertées entre la Duchesse et ses plus fidèles conseillers que pour gagner du temps, et empêcher le roi de s'avancer plus avant dans les Pays-Bas. Les peuples de ces provinces étaient tellement ennemis de toute union avec la France, qu'au moment où ces perfides communications de Louis XI vinrent à transpirer, ils levèrent l'étendard de la révolte. Les Gantois, oubliant le respect qu'ils devaient à leur Souveraine, firent trancher en sa présence la tête à ses deux premiers ministres, dont elle demandait humblement, et fondant en larmes, le pardon aux séditieux. Ces derniers, de même que les Hollandais et les Zélandais, arrachèrent de nouveau avec violence à Marie nombre de droits et privilèges, que le duc Charles leur avait ôtés. La Duchesse réconnut à ces excès, qu'elle ne devait plus différer de faire le choix d'un époux qui fût en état de faire respecter son autorité. Parmi les nombreux prétendants à la main de la princesse, il y avait plusieurs princes qui ne furent pas jugés des partis conve-

nables. Jean, prince héréditaire de Clèves, fut rejeté par Marie parce qu'elle avait une répugnance intérieure pour lui, et par les États parce qu'il ne possédait pas assez de forces pour protéger le pays contre les usurpations françaises. Louis XI réclamait sérieusement la main de la riche héritière pour son fils le Dauphin, qui n'était âgé que de huit ans. L'évêque de Liège et plusieurs autres seigneurs belges, gagnés par Louis, parlèrent en faveur du prince français. Mais la partie intelligente des Grands entrevoyait facilement qu'il n'y avait point de protection à attendre de la part d'un enfant et que leur patrie, si elle recevait l'héritier de France pour Souverain, perdrait son indépendance et ne formerait plus qu'une partie subordonnée de ce royaume.

L'empereur Frédéric III, jaloux de consommer le brillant mariage que Louis XI ambitionnait pour son fils, envoya en avril 1477 une ambassade à Gand pour négocier cette alliance. L'étonnement fut général lorque l'électeur de Mayence, l'un des envoyés impériaux, ayant présenté à Marie la lettre [1]) et l'anneau qu'elle avait fait remettre à Maximilien par ordre de son père, cette jeune princesse annonça, en reconnaissant avec joie ces gages de sa tendresse, le désir de former l'union qu'on lui proposait de nouveau. L'affaire fut arrangée en toute hâte, et dès le 26 avril 1477 Marie de Bourgogne fut mariée par procureur à Gand avec l'archiduc *Maximilien*, représenté par le comte palatin Louis de Veldenz. Peu de temps après, Maximilien lui-même se mit en route pour les Pays-Bas. Le 18 août, il entra dans la ville de Gand. Le même jour on signa le contrat de mariage, et les noces furent célébrées le lendemain.

Le résultat fit voir quel heureux choix avait fait la

[1]) La princesse avait écrit dans cette lettre, qu'elle se conformait avec plaisir à la volonté de son père.

princesse. Maximilien, quoique âgé seulement de dix-huit ans et encore peu expérimenté, trouva dans son esprit et dans la valeur éprouvée des Belges de puissants moyens pour mettre un terme aux violences de son avide et redoutable voisin. Le 18 septembre 1477, Louis XI signa à Lens (dans le comté d'Artois) une trêve avec la Bourgogne pour un temps indéterminé. Maximilien profita de ce repos, pour régler l'administration intérieure et affermir solidement la prospérité publique dans les belles et riches provinces dont il venait de faire l'acquisition. Il agissait dans ces pays comme lieutenant de sa jeune épouse, comme copropriétaire et régent à vie. En cette qualité il confirma aux différentes provinces leurs franchises et droits particuliers. Il reçut le serment de fidélité et l'hommage des États. Il portait le titre de tous les pays de Charles-le-Téméraire. Les lois et ordonnances du gouvernement étaient faites et expédiées conjointement en son nom et en celui de son épouse. Dans le contrat de mariage il avait été statué, que les enfants qui naîtraient de cette union succéderaient à celui de leurs parents, qui viendrait à mourir le premier, dans ses États immédiatement après son décès; en cas toutefois qu'il n'y eût point de fruit de cet hymen, le survivant des deux époux ne conservait aucun droit sur les possessions du défunt; mais elles devaient échoir alors aux héritiers légitimes du prédécédé.

L'archiduc Maximilien se déclara chef et Souverain de l'ordre de la Toison d'Or, institué, le 10 janvier 1430, par Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne; ensuite il nomma huit nouveaux chevaliers de cet Ordre, dont sept étaient Belges, et le huitième Autrichien, Barthélémi de Liechtenstein, grand-maître de sa Maison. La trêve entre la Bourgogne et les Confédérés fut prolongée jusqu'en février 1478. Le 13 octobre 1477, l'union héréditaire

perpétuelle entre l'*Helvétie* et l'archiduc *Sigismond d'Autriche* fut conclue, et le 23 avril de l'année suivante, ce prince et les Confédérés confirmèrent la soi-disant *basse Ligue* avec le duc René de Lorraine et les villes de Bâle, de Colmar et de Strasbourg. Dans la grande assemblée à Zurich on signa, le 24 janvier 1478, la paix perpétuelle avec Marie de Bourgogne et son epoux Maximilien. Les Suisses offrirent de rendre toutes les villes, châteaux et districts, conquis dans la dernière guerre, si l'on consentait à leur payer 150,000 florins. Mais dès que Louis XI se vit en possession de la Bourgogne, il acheta aux Suisses pour la susdite somme les prétentions qu'ils avaient acquises dans la guerre sur ce pays. Après cela, les Confédérés se prêtèrent encore une fois à conclure une alliance avec le roi Louis, non pas cependant pour l'aider à s'agrandir, mais pour défendre les pays dont il était en possession.

Cependant Louis XI, peu satisfait de l'acquisition du duché de Bourgogne, ne songeait qu'aux moyens de reculer encore davantage ses limites du côté des Pays-Bas. Pour atteindre ce but, il fit entamer en hiver 1477-1478 au parlement de Paris un procès contre le feu duc Charles de Bourgogne, qui fut accusé de félonie et de rebellion envers son suzerain suprême, le roi de France. Comme l'archiduchesse Marie exhorta alors le peuple des Pays-Bas à la résistance contre les Français, le roi étendit cette étrange procédure sur la princesse. Louis XII s'empara en outre, au commencement de 1478, des villes et évêchés de Cambrai et de Verdun, dépendants de l'Empire germanique. Mais dès que l'Empereur eut été informé de cette usurpation, il convoqua, le 31 janvier 1478 à Gratz, le ban de l'Empire pour faire la guerre à la France. Ces dispositions menaçantes firent une assez grande impression sur le roi de France; car il conclut, le 11 juillet

au camp de Verdun, une trêve d'un an avec Maximilien, rendit Cambrai et Verdun à l'Empire, et restitua aussi à l'Archiduc les places et districts conquis par les Français dans le comté de Bourgogne (Franche-Comté). Il fut convenu que les deux parties choisiraient chacune six arbitres, pour examiner et accommoder les autres points contentieux. Mais cet armistice fut enfreint plus d'une fois par les Français. Louis XI avait dès le 13 février 1478 signé une convention avec le roi Édouard IV d'Angleterre, par laquelle il lui confirmait le subside de 50,000 écus, stipulé dans le traité de paix conclu à Piguigny, le 29 août 1475. En même temps les deux rois se promirent réciproquement aide et assistance. Ensuite Louis s'allia avec le roi Ferdinand d'Aragon et son épouse Isabelle de Castille (9 octobre), et enfin avec Cathérine de Gueldre aussi.

Dès que la trêve fut expirée, l'archiduc Maximilien alla mettre en juillet le siège devant Térouanne (dans le comté d'Artois). L'armée française, commandée par le maréchal de Crevecoeur, s'avança au secours de la place. Le 7 août 1479, Maximilien gagna la bataille sanglante près du village de Guinegate, dont les champs furent couverts de 13,000 morts, pour la plupart français. Le camp et tout le bagage restèrent aux Bourguignons. Cependant, quelque brillante que fût cette victoire, elle ne produisit point de grands résultats. Tandis qu'on continuait le siège de Térouanne, Maximilien conclut avec Édouard IV d'Angleterre un traité d'amitié, qui devait être cimenté par le mariage de l'archiduc Philippe, fils de Maximilien, avec la princesse Anne, fille du monarque anglais. La guerre fut encore continuée pendant trois ans. Après ce terme, Louis XI, découragé par sa dernière défaite et atteint d'une longue maladie qui paralysait l'activité de ses guerriers, adressa directement aux bourgeois de Gand

et aux États de la Flandre des propositions de paix. D'un autre côté, Maximilien se voyait empêché par les troubles qui s'étaient élevés dans différentes provinces, surtout en Flandre, en Hollande et en Zélande, de pousser avec vigueur ses opérations contre la France; en sorte qu'il commençait également à se lasser d'une guerre si peu glorieuse, lorsqu'un événement funeste et inattendu vint tout à coup mettre fin aux hostilités. L'archiduchesse *Marie* mourut, le 28 mars 1482 à Bruges, des suites d'une chûte de cheval, étant à peine âgée de vingt-cinq ans. Elle laissa deux enfants, *Philippe* et *Marguerite*. D'après les traités existants, Philippe devait hériter de tous les États de Bourgogne. Les Gantois, qui comme bourgeois de la capitale de Flandre, la plus considérable des provinces des Pays-Bas, avaient une espèce de primauté sur les autres populations de ces contrées, s'emparèrent de la personne du jeune Philippe, et lui donnèrent quatre tuteurs, qui furent chargés du gouvernement en Flandre. Maximilien, qu'on ne regardait plus que comme un étranger, fut entièrement exclu de la tutelle de son fils et de la régence du pays. Le 23 décembre 1482, la paix avec la France fut signée à Arras par les Gantois, d'accord avec les autres États des Pays-Bas. Maximilien, dont on demanda à peine l'assentiment, se vit obligé de souffrir en silence ce que des étrangers insensibles décidaient sur le sort de ses enfants. Sa fille Marguerite fut promise au dauphin Charles. On destina pour dot à la princesse les comtés d'Artois, de Bourgogne, Mâcon, Auxerre, Noyers, Salins et Bar-sur-Seine, qui devaient passer aux enfants qui naîtraient de ce mariage. Si Marguerite mourait avant d'avoir formé ces noeuds, ou aussi après son union, mais sans laisser d'enfants, ou en cas que cette alliance n'eût pas lieu à cause d'un empêchement quelconque, survenu sans que la France y eût donné oc-

casion, ces pays devaient retourner à *Philippe*, frère de Marguerite. Mais en cas que ce prince vînt à mourir sans héritiers, tous ces États devaient passer à Marguerite et à ses descendants. Si, au contraire, ce mariage était rompu par la faute de la France, ce royaume renonçait encore, en faveur de la Flandre, à toutes les prétentions qu'il avait formées jusque-là sur Douai, Lille et Orchies. Il fut en outre stipulé, que ni le roi Louis, ni le Dauphin, ni l'archiduc Maximilien, ne s'immisceraient dans la tutelle de l'archiduc Philippe, et que celle-ci serait exclusivement laissée aux États des Pays-Bas. Louis et Maximilien confirmèrent cette convention. *Marguerite* fut conduite à la Cour de France, pour y achever son éducation. Au mois de juillet 1483, les fiançailles de la princesse furent célébrées à Amboise, et elle reçut le titre de *Reine*.

Le roi Louis XI ne survécut qu'environ six semaines à cet arrangement. Il mourut dès le 30 août 1483, laissant son trône au dauphin Charles, VIIIème de ce nom. Comme ce prince était encore mineur, sa soeur Anne et son époux Pierre de Beaujeu, frère du duc de Bourbon, gérèrent la tutelle et la régence. Le roi Édouard IV d'Angleterre ayant également cessé de vivre, le 9 avril 1483, son frère, le duc de Glocestre priva son neveu, le prince héréditaire Édouard V du trône qui lui appartenait, et s'y plaça lui-même sous le nom de Richard III. Ensuite il fit confirmer, au mois d'août, l'alliance avec l'archiduc Maximilien.

Ce prince, profondément blessé par son exclusion du gouvernement du pays, et par la douloureuse séparation de ses enfants, rassembla une armée pour soumettre les Flamands, et arracher son fils des mains des Gantois. Les Flamands sollicitèrent en 1484 le secours de la France; mais ils n'obtinrent que de vaines promesses de

la part des régents du royaume. D'autres provinces, comme le Brabant supérieur, le Hainaut, la Hollande et la Zélande, embrassèrent le parti de Maximilien, et soutinrent ce prince par des troupes et de l'argent. L'Archiduc conquit plusieurs places fortes et défit les Gantois. Par le traité, conclu à Bruges le 28 juin 1485, les Flamands se soumirent enfin à l'Archiduc, lui rendirent son fils, et reconnurent Maximilien pour régent du pays. En retour, ce prince accorda une amnistie générale aux provinces rebelles, et leur confirma leurs anciennes franchises. Ce nonobstant, le 13 juillet de la même année, pendant l'absence de Maximilien, une nouvelle révolte éclata à Gand. Elle fut apaisée en peu de jours et punie avec sévérité. Les fauteurs de la rebellion furent en partie décapités, et en partie bannis du pays. Gand perdit tous ses privilèges et fut obligé de payer une forte amende.

L'archiduc Maximilien avait, dans la guerre contre la France et les Flamands, dû se passer de tout secours de la part de son père l'Empereur, et du Corps germanique. Car l'Autriche était en ce temps-là restée un théâtre de désastres continuels, et à la merci d'ennemis intérieurs et étrangers.

À peine le roi Mathias eut-il quitté la basse Autriche totalement dévastée par les Hongrois, que l'empereur Frédéric tint à Crems et à Linz (1478) une Diète, afin de délibérer sur les moyens de se procurer les fonds nécessaires pour acquitter le roi de Hongrie, et payer la solde qu'on devait aux gens de guerre licenciés. Bientôt après, plusieurs chevaliers bohèmes et moraves envahirent l'Autriche septentrionale, et mirent par leurs cruels pillages le comble au malheur du peuple. Il est vrai, que l'Empereur fit alors marcher le général Bernard de Schaerfenberg en Bohème, où celui-ci conquit plusieurs villes et châteaux, et rendit largement aux Bohèmes le

mal qu'ils avaient fait à son pays; mais ni ces représailles, ni la trêve qu'on conclut avec les brigands bohèmes ne diminuèrent la misère de l'Autriche, qui resta encore en proie à leurs dévastations jusqu'en 1481, où l'on signa enfin la paix avec eux.

La convention conclue avec le roi Mathias ne fut pas de longue durée. Des troubles survenus dans les pays de Passau et de Salzbourg amenèrent une nouvelle rupture. L'Empereur avait destiné le siège épiscopal de Passau, vacant en 1479, à un de ses favoris, le cardinal Georges Hessler que le pape nomma aussi à cette dignité. Mais le Chapitre métropolitain élut Frédéric Mauerkircher, chancelier du duc Georges de Bavière-Landshut. Les troupes autrichiennes tentèrent d'installer par la force Hessler dans l'évêché, et assiégèrent, mais en vain, la citadelle de Passau. Le Chapitre alors sollicita la protection du roi de Hongrie. Soutenus par ce prince et par le duc Georges, les chanoines de Passau empêchèrent Hessler de prendre possession de son diocèse jusqu'à sa mort, arrivée le 21 septembre 1482. Un événement pareil à celui que je viens de rapporter, eut lieu dans l'archevêché de Salzbourg. L'Empereur voulait persuader l'archevêque Bernard de Rohr à céder son pays et sa dignité à l'archevêque Jean de Strigonie qui s'était, comme on sait, échappé de la Hongrie, et de se contenter d'une pension. Bernard et le Chapitre ayant refusé d'acquiescer à cette demande, en effet assez singulière, l'Empereur fit attaquer les possessions salzbourgeoises en Autriche, en Styrie et en Carinthie, comme aussi les terres de l'évêque de Seckau, Chrétien de Trauttmansdorf, ami affidé de Bernard. Ces deux prélats, étant trop faibles pour repousser ces agressions, réclamèrent également l'appui du roi Mathias.

Ce Souverain, malgré le bref du pape publié en dé-

cembre 1477 à Brunn, qui ordonnait aux Bohèmes sous peine d'excommunication de reconnaître Mathias pour leur roi, et malgré l'investiture impériale qui fut promulguée en janvier 1478, était encore loin de se voir en possession du royaume de Bohème. La trêve conclue avec le roi Uladislas était expirée en été 1477. Déjà les hostilités avaient recommencé en Bohème. Burian de Guttenstein, général d'Uladislas, assiégea Pilsen, dévoué au roi Mathias. Cependant, le 15 mars 1478, on parvint à conclure une nouvelle suspension d'armes, qui fut plus tard prolongée jusqu'au 1 février 1479. Le roi de Hongrie s'était convaincu que les Calistins avaient une aversion décidée pour lui. Les Turcs vinrent fondre, au mois d'août 1478, par l'Esclavonie en Carinthie, et enlevèrent près de 30,000 habitants de ces pays. L'Empereur n'avait pas accompli non plus sa promesse par rapport à Milan, et le premier terme du payement de la contribution autrichienne était déjà passé, sans que l'argent eût été remis. Toutes ces circonstances engagèrent Mathias à se montrer plus traitable envers Uladislas. En conséquence, les plénipotentiaires de Hongrie, de Pologne et de Bohème, réunis à Olmutz, convinrent, le 7 décembre 1478, des préliminaires de la paix, dont voici les conditions: „Les deux Souverains porteront le titre de roi de Bohème. Mathias gardera la *Moravie*, la *Silésie* et la *Lusace*, et Uladislas la *Bohème*. Après la mort de Mathias, la Bohème pourra retirer les trois provinces précitées pour la somme de 400,000 ducats. En cas toutefois qu'Uladislas mourût avant Mathias, et que ce dernier prince fût élu roi par les Bohèmes, les trois pays seront de nouveau réunis, sans retrait, au royaume de Bohème“. Le traité stipulait encore une amnistie générale pour tous les sujets respectifs, coupables de délits politiques, comme aussi la levée des confiscations des biens et l'élargissement des

prisonniers. Les deux rois s'engagèrent à se prêter réciproquement secours contre leurs ennemis. Le 1 février 1479, les envoyés polonais et hongrois tinrent encore une conférence particulière, pour examiner les prétentions et droits respectifs de la Hongrie et de la Pologne sur la *Russie rouge* et la *Moldavie*, qui étaient depuis si longtemps un sujet de division entre les deux États.

Les rois Mathias et Uladislas eurent en juillet 1479 ensemble une entrevue à Olmutz, où le traité préliminaire fut converti, le 21 du même mois, en une paix perpétuelle. Le 12 octobre, les ambassadeurs hongrois terminèrent aussi à Kroczyn entièrement le différend, qui subsistait entre la Pologne et l'ordre Teutonique. Mais l'importante question politique, si les pays de la Russie rouge appartenaient de droit à la Hongrie ou à la Pologne, ne fut examinée ni à présent, ni dans la suite, et la Pologne resta de fait en possession de ces provinces. Le second terme de la contribution que l'Empereur avait à payer à la Hongrie, était expiré à la S. Martin (11 novembre 1479), sans qu'aucun versement eût été fait. Mathias, qui avait assuré par un traité son assistance à l'archevêque Bernard de Salzbourg et à l'évêque de Seckau, demanda à l'Empereur le libre passage par l'Autriche intérieure, sous prétexte, qu'il voulait faire la guerre aux Vénitiens, à cause du traité de paix qu'ils avaient conclu avec les Mahométans [26 janvier 1479] [1]). Mais à peine Frédéric y eut-

[1]) Depuis l'année 1466, les Vénitiens avaient combattu les Turcs en Morée. Cette guerre, qui avait commencé sous le gouvernement de *Christophore Moro* († 1471), à qui le pape avait donné un secours de 300,000 ducats, fut continuée sous les doges suivants: *Nicolas Trono* (1471-1473), *Nicolas Marcello* (1473-1474), *Pierre Mocénigo* (1474-1476) et *André Vendramin* (1476-1478), presque sans interruption, mais avec peu de succès de la part des Vénitiens. En 1470, 100 galères turques parurent dans l'Archipel et conquirent l'île de Négrepont avec la capitale. La flotte vénitienne, forte seulement de 35 galères, prit la fuite sans hasarder un combat. Par cette raison l'amiral Canale, qui la commandait,

consenti, que les Hongrois se répandirent en Styrie et
Carinthie, et occupèrent tous les châteaux salzbourgeois

fut conduit enchaîné à Venise et banni à perpétuité. Mais son successeur, Pierre Mocénigo, bien qu'il eût été renforcé par 38 galères papales, napolitaines &c., ne fut pas en état d'arrêter les progrès des Ottomans en Morée, et se contenta de dévaster les îles de l'Archipel et de détruire Smyrne. Enfin sous le dogat de *Jean Mocénigo* (1478-1485), mort de la peste qui s'était répandue 1477 sur toute l'Italie, et avait moissonné la plus grande partie de l'armée vénitienne en Albanie, la République conclut, en janvier 1479, une paix fort désavantageuse avec les Ottomans; elle leur céda non-seulement Négrepont et les villes de Croja, de Scutari et de Ténare, mais elle s'engagea encore à payer à la Turquie un tribut annuel de 10,000 ducats. auquel toutefois le sultan Bajazet renonça l'an 1482. En revanche, Venise fit vers le même temps l'acquisition de l'île de Chypre, par où elle fut largement dédommagée des pertes qu'elle avait essuyées dans la dernière guerre. La manière dont ce pays passa sous la domination vénitienne est assez intéressante pour être racontée. L'île de Chypre avait eu depuis le XIIème siècle des rois particuliers, descendants de Guy de Lusignan, dernier roi de Jérusalem. Jacques, dernier prince mâle de cette Maison, et fils illégitime, craignant pour son trône, tâcha de se procurer la protection des Vénitiens. Pour s'en assurer, il épousa Cathérine Cornaro, fille de Marc-Corneille, patricien de Venise. Le sénat, pour honorer cette alliance, adopta Cathérine, et la déclara fille de S. Marc, c'est-à-dire de la République. Comme le roi en mourant laissait son épouse enceinte, il recommanda son pays, sa veuve et l'enfant qu'elle mettrait au monde, aux soins de Venise, et désigna, en cas que ce dernier fût un prince, sa mère et son oncle André Cornaro pour ses tuteurs. La reine donna le jour à un fils; ce nonobstant des factions s'élevèrent dans le pays, ensuite desquelles Cornaro fut assassiné. Les chefs des révoltés, craignant la vengeance de Venise, contraignirent la reine à représenter, dans son rapport au sénat, cette action comme ayant été seulement commise par les soldats, que Cornaro voulait priver de leur payement. Mais l'amiral Mocénigo quitta, sur la première nouvelle de cet événement, sa station près de Morée, et fit voile vers l'île de Chypre, d'où il chassa les auteurs de la révolution. La reine, pour se maintenir sur le trône, se mit entièrement sous la tutelle de la République. Mais son fils étant mort l'an 1474, les Vénitiens regardaient le royaume de leur fille adoptive comme leur propriété. Oui, ils la forcèrent même plus tard à résigner en leur faveur. Cette princesse leur fit en 1489 une cession formelle de son royaume, malgré les oppositions des ducs de Savoye, qui y avaient des prétentions, en qualité de descendants d'Anne de Lusignan, tante du roi Jac-

et seckaviens, qui leur furent remis par l'ordre exprès des susdits princes ecclésiastiques. Le Roi déclara qu'il avait été choisi pour protecteur par les deux prélats et qu'il défendrait leurs droits, jusqu'à ce que l'Empereur se serait arrangé avec eux. Il proposa en même temps de remettre cette affaire au jugement arbitral du souverain pontife. L'Empereur n'ayant voulu se prêter à aucun accommodement, Mathias lui déclara la guerre (2 janvier 1480), alléguant pour motif principal le non-payement de la contribution stipulée. Le même jour, il adressa un écrit aux États de l'Allemagne pour justifier son expédition contre l'Empereur.

Un corps considérable de troupes hongroises entra en Styrie et commença le siège de Marbourg. Le légat romain Prosper Asculanus et un ambassadeur bavarois firent encore une tentative pour réconcilier les deux monarques; mais Mathias persista à demander que l'Autriche lui payât la contribution qu'elle lui devait, et que Jean Flans renonçât aux archevêchés de Strigonie et de Salzbourg. Cependant il promit de rendre en ce cas-là ses bonnes grâces à ce prélat et de lui conférer l'évêché de Raab. L'empereur Frédéric ayant rejeté ces propositions (28 février 1480), un corps de troupes hongroises se mit en marche vers Salzbourg, et prit occupation de l'archevêché. Une autre division pénétra en même temps par la Carinthie dans la haute Styrie jusqu'à Neumarkt. Une troisième troupe de Hongrois ravagea la basse Styrie jusque dans le voisinage de Gratz. Le 6 mars, Pettau et Radkersbourg tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Un corps de coureurs pilla et brûla le bourg de Bade, qui en revanche fut

ques*). Pour rester en paisible possession du royaume de Chypre, la république de Venise engagea par des présents le sultan de lui en donner l'investiture.

*) C'est par cette raison que les ducs de Savoye prirent dès lors le titre de *roi de Chypre*.

élevé, le 5 juillet, au rang de ville par l'Empereur. Dans le même temps une bande hongroise franchit la Morave et saccagea l'Autriche septentrionale sur la rive gauche du Danube et jusqu'aux environs de Zwettel. Les Impériaux, de leur côté, firent de fréquentes incursions dans la Hongrie supérieure, dégarnie de troupes, pillèrent et incendièrent un grand nombre de villages jusqu'aux bords de la Waag.

Les Vénitiens avaient, lors de la conclusion de la paix avec les Turcs, eux-mêmes engagé ces derniers à entreprendre une expédition sur les côtes de Naples, et de grands armements se faisaient dans les ports de la Turquie pour attaquer la basse Italie. Outre cela, Venise s'était alliée, le 20 avril 1480, avec le pape contre le roi Ferdinand de Naples, l'ennemi déclaré de la République. Ces dispositions hostiles portèrent le roi Mathias à se réconcilier avec l'empereur Frédéric, afin de pouvoir assister avec efficacité le monarque napolitain, son beau-père. Il envoya, le 30 avril, l'évêque d'Erlau à Vienne avec des ouvertures de paix. Mais Frédéric III refusa de contraindre l'archevêque de Strigonie à résigner sa dignité, et d'accepter le roi de France pour arbitre, comme Mathias le proposait. Cependant les nouvelles irruptions des Turcs, qui en été 1480 firent effectivement une descente dans le royaume de Naples et avaient occupé Otrante (28 juillet), tandis qu'un corps de troupes ottomanes pénétrait par l'Esclavonie et la Croatie jusqu'aux portes de Gratz, dont il brûla les faubourgs, obligèrent Frédéric et Mathias à suspendre pour quelque temps les hostilités, afin de tourner leurs armes contre l'ennemi commun. Une troisième bande turque, qui s'était avancée jusque dans la vallée dite *Lavant-Thal*, fut battue près de S. André par Georges de Schaumbourg, et s'enfuit en Bosnie, abandonnant son camp, son butin et ses prisonniers aux vainqueurs.

Mathias, de son côté, pénétra jusqu'à Jaitza, et dévasta une grande partie de ces contrées. Mais à peine l'armistice conclu entre Mathias et l'Empereur était-il expiré, que ce dernier Souverain recommença la guerre contre les Hongrois en Styrie. Vers la fin d'octobre, Mathias revint aux bords de la Save. Dans le cours du mois suivant, les Hongrois conquirent Sachsenfeld et plusieurs autres places. L'ambassadeur romain et l'évêque d'Eichstaedt, délégué par la Diète de Nuremberg, offrirent alors leur médiation entre Frédéric et Mathias, qui consentirent à une nouvelle trêve jusqu'au 1 mars 1481. Mais l'Empereur n'ayant voulu acquiescer à aucune demande du roi de Hongrie, les Hongrois commencèrent, immédiatement après l'expiration de la trêve, pour la seconde fois le siège de Marbourg. Une division de leurs troupes s'avança sur Frisac en Carinthie, et après avoir mis en fuite un corps carinthien, commandé par Guy Welz dans la vallée de cette ville, elle se rendit maître de la place. Malgré ce succès, Mathias, qui avait été informé que le sultan Mahomet se préparait à une attaque décisive contre la Hongrie, offrit à l'Empereur une nouvelle trêve qui fut ensuite prolongée jusqu'au 25 juin 1481. Comme les deux Souverains persistaient avec la même obstination dans leur exigence, la guerre recommença dès que ce terme fut passé. L'Empereur, qui avait publié, le 27 mai, une levée en masse dans la haute Autriche, envoya l'archevêque Jean de Strigonie avec une partie de ces forces pour dégager Marbourg, qui était resté bloqué pendant la trêve. Ce prélat guerrier mit en fuite le corps de Hongrois qui cernait la place. Pendant ce temps-là, une troupe de coureurs autrichiens pénétra en Hongrie et y mit tout à feu et à sang. Le roi Mathias rassemblait son armée pour repousser ses ennemis et porter à son tour la guerre en Autriche, lorsque la mort du sultan

Mahomet, arrivée le 3 mai 1481, amena une nouvelle suspension d'armes.

La guerre que se firent Bajazet et Tschlebi-Zen, fils du sultan défunt, ayant brisé la puissance ottomane, le pape Sixte IV envoya, au mois de juin, l'évêque Ursinus de Théano en Allemagne, où ce légat publia la trêve de trois ans que le pontife avait imposée à tous les princes chrétiens, afin qu'ils réunissent leurs forces contre les Mahométans. Sur cela les hostilités entre l'Autriche et la Hongrie furent aussitôt interrompues et on entama, le 13 juillet 1481, de nouvelles négociations à Presbourg. Mais un incident fâcheux vint rompre cette conférence. Le baron de Hohenberg, possesseur de grands biens dans la contrée de Lilienfeld et de Goettweih en basse Autriche, se révolta contre l'Empereur, et ayant appelé les Hongrois à son secours, il leur remit ses châteaux forts. Frédéric envoya le général de Pottendorf contre les séditieux. Celui-ci attaqua le château de Meierling, mais reçut successivement plusieurs échecs; ce qui engagea Frédéric à faire marcher la milice du pays à Herzogenbourg, et à faire revenir aussi le corps de coureurs qu'il avait envoyé pour ravager la Hongrie. Quoique l'Empereur ne fît par là que se défendre contre des sujets rebelles, le roi Mathias, qui était passionné pour la guerre, et à qui le repos était plus odieux que la mort même, appela ces actes d'hostilités une rupture de l'armistice, qu'il avait violé le premier en faisant occuper par ses troupes les châteaux d'un vassal, infidèle à son légitime Souverain. En conséquence, le roi de Hongrie fit avancer des troupes par Yps sur Ens. En octobre, le général Zélena fit des courses dans la haute Autriche jusque vers Linz et S. Florien, et dévasta ces contrées de la manière la plus affreuse. D'un autre côté, les troupes auxiliaires que le roi Mathias avait données à l'archevêque Bernard de Salzbourg, se permet-

taient de si grandes exactions dans ce pays que ce prélat, pour délivrer ses diocésains de ce fléau, prit le parti de céder, le 14 janvier 1482, sa dignité archiépiscopale à Jean Flans son rival. Le roi de Hongrie, furieux de ce que cet ecclésiastique détesté avait, à l'aide de l'Empereur, atteint son but, continua la guerre avec une activité redoublée. Il forma même le dessein de conquérir l'Autriche pour Jean Corvin, son fils naturel. Tandis que Zélena faisait de nouvelles courses dans la haute Autriche, Zapolya commença le siège de Hainbourg. Comme ce Général ne faisait que peu de progrès, Mathias se rendit au camp pour diriger en personne l'attaque contre cette ville. L'armée impériale s'étant avancée pour délivrer la place menacée, Mathias envoya Zapolya à la rencontre de ses ennemis. Mais ce Général fut vaincu, le 17 mai, près de Bruck-sur-la-Leitha. Le roi de Hongrie ne jugea pas à propos d'attendre les Impériaux, mais se retira à Presbourg, laissant son camp et ses bagages entre les mains des vainqueurs. Mathias, peu intimidé par ce revers, reparut dès le mois suivant avec de nouvelles forces, et investit Hainbourg pour la seconde fois. Un corps autrichien tenta de dégager la place; mais l'armée hongroise, qui couvrait le siège, avait si bien choisi et fortifié sa position, qu'on ne pouvait pas l'attaquer avec quelque espoir de succès. Hainbourg fut pris par famine, le 30 septembre 1482. Vers le même temps, le général hongrois Maropetrus enleva le château de Dietrichstein en Carinthie, après six mois de siège. Mathias marcha ensuite à côté de Bruck-sur-la-Leitha, ville bien fortifiée et pourvue d'une bonne garnison, et prit son quartier général à Bade, d'où il envoya une colonne de son armée, par le mont Semmering, en Styrie. Des troupes de coureurs hongrois entouraient de ce côté la ville de Vienne et lui coupaient les transports. Toutefois les habitants de

cette capitale obtinrent, moyennant une somme de 3000 ducats, une trêve de sept semaines pour faire la vendange. En automne, l'Empereur fit lui-même offrir la paix au roi de Hongrie, et le roi Ferdinand de Naples envoya un ambassadeur, pour ménager un accommodement entre son gendre et l'Empereur. On ouvrit des négociations; mais elles furent presqu'aussitôt rompues que commencées, et les deux parties se préparèrent de nouveau au combat. Comme Frédéric III se trouvait au mois de mars 1483 à Gratz, les Hongrois assiégèrent les châteaux qui fermaient les avenues de cette ville. Le sultan Bajazet ayant offert une trêve de cinq ans au roi de Hongrie, qui l'avait acceptée, ce prince se voyait à même d'employer toutes ses forces contre l'Empereur. Aussi commença-t-il, dès le 19 janvier 1484, le siège de Bruck-sur-la-Leitha dont il se rendit maître, le 24 du mois suivant. La citadelle se rendit également, peu de semaines après. La ville de Vienne fut alors investie de nouveau. Le roi de Hongrie conquit S. Hippolyte, Closterneubourg et enfin (le 3 décembre) Corneubourg aussi. Au commencement de l'année 1485, la ville de Vienne était déjà étroitement cernée. Mathias avait son quartier-général à Closterneubourg, et celui du général Étienne Zapolya était à Bude. Les troupes hongroises campaient sur les hauteurs qui environnent Vienne sur la rive droite du Danube. Le 18 mars, Ebersdorf tomba au pouvoir de l'ennemi. Un autre corps hongrois emporta les retranchements du pont de Tabor sur la rive gauche du fleuve. Au mois de mai, la famine avait déjà atteint un si haut degré dans la ville, que la population était réduite à se nourrir de la chair de cheval et d'autres animaux domestics, et que malgré cela un grand nombre d'habitants moururent d'inanition, à défaut d'un tel aliment. Les braves bourgeois de Stein et de Crems, et quelques Nobles de

la haute Autriche conduisirent sur seize bateaux armés, à travers les batteries hongroises élevées près de Stockerau sur le Danube, un transport de vivres à Vienne. Mais ce secours ne suffit que pour peu de jours, vu la grande quantité de gens de la campagne qui s'étaient réfugiés dans la ville. Le faubourg fortifié de S. Nicolas (vers la *Landstrasse*), devant la porte dite *Stubenthor*, avait déjà été emporté d'assaut. Les Hongrois occupèrent le bas Werd (*Unter-Werd*, *Leopoldstadt*), et mirent le feu aux maisons et édifices de ce quartier. Alors les généraux de l'Empereur, Tiburce de Sinzendorf, Gaspard de Lamberg et Barthélémi de Starhemberg, persuadés que la place n'avait à attendre du secours d'aucun côté, conclurent, le 21 mai, une convention par laquelle ils s'obligeaient à remettre la ville au roi Mathias, si elle n'était pas délivrée jusqu'à la fin du mois. En conséquence *Vienne* tomba, le 1 juin 1485, au pouvoir des Hongrois. Le 29 juillet, Tuln se rendit également. Étienne Zapolya investit alors la forteresse de *Wiener-Neustadt*, qui toutefois se défendit pendant deux ans avec une bravoure héroïque. Mathias tint, le 24 juin, une Diète à Vienne, se fit inaugurer comme Souverain du pays, et exigea en cette qualité les impôts ordinaires. À partir de cette époque, tous les efforts de Mathias tendèrent à frayer à Jean Corvin, qu'il avait nommé, assez longtemps auparavant, comte de Huniade (*Hynyad*) et duc de Liptau, le chemin au trône. Cependant il devait soigneusement cacher ses démarches à son épouse, qui avait une haine mortelle pour Jean Corvin et qui, n'ayant point d'enfants, voulait un jour apporter la couronne de Hongrie à un second époux. Le Roi demanda pour son fils naturel la main de Blanche-Marie Sforce, soeur du jeune Jean-Galéas, duc de Milan, qui était sous la tutelle de son oncle Louis. Afin de ménager après sa mort un puissant appui à Jean Corvin,

Mathias nomma, dans la Diète en décembre 1485, Étienne Zapolya palatin de Hongrie, et fixa par une loi d'État le pouvoir fort étendu attaché à cette dignite. La constitution des tribunaux des comitats et du royaume fut aussi solidement raffermie par une nouvelle loi organique.

L'Empereur, qui vers la fin de l'année 1484 avait transféré sa résidence à Linz, et avait envoyé sa fille Cunégonde, le trésor et les archives de l'État à Neubourg sur l'Inn, se rendit après la chûte de Vienne à Inspruck. Après avoir remis la princesse, le trésor et les archives à l'archiduc Sigismond, il continua son voyage pour l'Allemagne.

Cependant Mathias, ayant reçu la nouvelle que Maximilien, fils de l'Empereur, avait été élevé à la dignité de roi des Romains (le 16 février 1486), et que plusieurs princes s'étaient ligués contre la Hongrie dans la Diète de l'Empire (le 20 mars), employa tous ses efforts pour achever aussi rapidement que possible la conquête de l'Autriche. À ces fins il ordonna à Zapolya d'investir encore plus étroitement Neustadt; lui-même passa avec un corps de soudoyers hongrois, serbes et bohèmes le Danube et marcha par l'Autriche septentrionale sur Laa. Pendant que la garnison de cette forteresse se défendait courageusement, Mathias envoya son chancelier, l'évêque Jean du Grand-Varadin, en France pour contracter une alliance avec le roi Charles VIII contre l'Empereur et le roi des Romains. Avec le roi Uladislas de Bohème, qui était fort offensé de ce qu'on avait élu un roi des Romains sans demander son suffrage, Mathias eut une entrevue à Iglau, où il fut conclu une alliance entre la Hongrie, la Bohème et la Pologne contre l'Empereur. Le traité de succession entre Mathias et Uladislas fut confirmé. Quoique le roi de Bohème ne commençât pas alors une guerre ouverte contre l'Autriche, il permit cependant à ses sujets de s'en-

rôler sous les drapeaux du roi de Hongrie. À la fin du mois de septembre, la forteresse de Laa fut prise par famine. Zistersdorf, Roetz et Eggenbourg furent assiégés et conquis. Les Hongrois occupèrent aussi Zwettel, Allendsteig et plusieurs autres endroits. Le corps d'armée qui bloquait Neustadt fut considérablement renforcé.

Le roi Mathias passa la plus grande partie de l'hiver à Vienne. Le roi de France s'était empressé de signer l'alliance proposée par le roi de Hongrie. Louis Sforce avait pareillement accordé la main de la princesse Blanche-Marie à Jean Corvin, toutefois sous la condition que Mathias déclarerait auparavant ce prince successeur au trône de Hongrie. Le plan du Roi était de n'élever son fils que graduellement; car il n'osait risquer de faire dès à présent une démarche décisive à cet égard, étant persuadé que la reine et le parti de cette princesse s'y opposeraient de toutes leurs forces. Il voulait avant toutes choses procurer à son fils la souveraineté de la Silésie, et s'il était possible, aussi celle de l'Autriche. Le reste devait ensuite être amené par le temps, et à l'aide de conjonctures favorables.

Mathias se rendit au printemps 1487 au camp devant Neustadt. Zapolya n'avait osé attaquer cette ville de près, et s'était borné à l'entourer de batteries à une certaine distance, afin de lui couper toute communication; ce qui avait mis les commandants de la place, André Rauber et Jean Wulfersdorf, en état de faire de fréquentes sorties, et même d'enlever plusieurs transports de vivres destinés aux assiégeants. Mathias fit aussitôt rapprocher les retranchements plus près de la ville et établir des batteries. Après quoi il ordonna de commencer le bombardement de la forteresse; ce qui toutefois n'ébranla point le courage des braves qui la défendaient. Les sommations réitérées de rendre la place furent résolument rejetées, et on re-

poussa avec la plus intrépide valeur tous les assauts; en sorte que Mathias se vit obligé d'attendre de la faim la chûte de la ville. La nouvelle que les princes d'Allemagne s'étaient enfin décidés à faire marcher des troupes pour délivrer Neustadt, releva les espérances de tous les fidèles Autrichiens. Mais des jours, des semaines se passèrent, sans qu'on vît arriver ce secours tant désiré. Pendant ce temps-là, le roi de Hongrie redoubla ses efforts, et la famine s'accrut à un tel point, que les commandants se virent enfin contraints de signer, le 2 juillet 1487, une capitulation, portant que les hostilités seraient suspendues et que la ville se rendrait au bout de six semaines, si d'ici à ce temps-là il n'arrivait point du secours. Mathias employa alors ses troupes à faire le siège des autres places de la basse Autriche, occupées encore par les Impériaux. Le 1 juillet, Schottwien se rendit. La ville de Stein ouvrit aussi ses portes aux Hongrois. Mais Crems demeura inébranlable au milieu de toutes les attaques de l'ennemi.

Le roi de Bohème, voulant profiter de la bonne occasion pour acquérir une partie de l'Autriche, engagea, au commencement 1487, les États de la haute Autriche à se mettre sous sa protection. Mais ils refusèrent de condescendre à cette prétention. Ils ordonnèrent, dans une Diète tenue le 2 avril, au ban et arrière-ban de rester sous les armes, pour se joindre aux troupes auxiliaires qu'on attendait de l'Empire. Cependant les négociations avec la Bohème furent continuées, par où l'on empêcha que les hostilités n'éclatassent effectivement.

L'empereur Frédéric se rendit, au mois de juillet 1485, dans l'Allemagne méridionale et réclama instamment l'assistance des princes. En automne, il continua son voyage jusqu'à Aix-la-Chapelle où il rejoignit, le 22 décembre, son fils Maximilien, après une séparation de dix-huit ans. Ces deux princes repartirent, le mois suivant, de cette

ville pour se rendre à Francfort, où l'Empereur avait convoqué une Diète générale pour la Saint-Sébastien (20 janvier). Là, l'archiduc Maximilien fut élu, le 16 février 1486, d'une voix unanime *roi des Romains* par les six électeurs présents de Mayence, de Trèves, de Cologne, du Palatinat, de Saxe et de Brandebourg, et couronné à Aix-la-Chapelle, le 9 avril de la même année. Le roi Uladislas de Bohème ne s'était pas trouvé à cette Diète, et n'avait pas été invité non plus à prendre part à l'élection d'un roi des Romains. C'est pourquoi ce prince, se prévalant des droits concédés par la bulle d'or de Charles IV aux électeurs de Bohème, refusa pendant longtemps de reconnaître le jeune roi en cette qualité.

L'Empereur publia, le 17 mars, la paix publique pour dix ans. Cette loi fut dans la suite maintenue avec une énergie particulière par la *ligue de Souabe* qui se forma, l'année suivante, par les soins de l'Empereur qui invita les Etats de ce pays à s'unir entre eux, pour faire observer la paix publique dans leurs contrées. L'archiduc Sigismond de Tyrol et le comte Éverard de Wurtemberg, l'aîné, les margraves Frédéric et Sigismond de Brandebourg, le comte Hugues de Werdenberg, et plus tard aussi le margrave Christophe de Bade, les électeurs de Trèves et de Mayence, les ducs Christophe et Wolfgang de Bavière-Munich et plusieurs autres princes, villes et États, accedèrent à cette ligue. Celle-ci entretenait une armée fixe de 10,000 hommes, qui était sous la direction d'un Conseil suprême de confédération. Pour maintenir le calme et la sûreté dans les pays des fédérés, on avait établi des juges particuliers, et la force armée soutenait leurs arrêts et ordonnances.

Après que l'Empereur eut satisfait, par l'établissement de la paix publique, les pressantes demandes des

États, ceux-ci se montrèrent prêts à lui accorder le secours qu'il réclamait. Il fut arrêté qu'un petit secours préalable de 8000 hommes serait promptement levé et envoyé en Autriche, pour renforcer les troupes impériales dans ce pays. Une armée plus forte d'environ 26,000 hommes devait se rassembler jusqu'à Pâques de l'année suivante. Le 20 mars 1486, l'Empereur, le roi des Romains et tous les électeurs présents à Francfort, conclurent ensemble une alliance défensive contre le roi de Hongrie. Mais ni alors, ni dans l'assemblée tenue à Cologne, au mois d'avril et de mai 1486, rien ne fut définitivement conclu par rapport à l'assistance demandée par l'Empereur. Le duc Albert de Saxe, cousin de l'Empereur, et célèbre guerrier, prit le commandement de l'armée germanique, qui toutefois n'existait pas encore. Avec quelques troupes, ramassées à la hâte dans les plus proches pays de l'Empire, et avec sa propre milice saxonne, il s'avança, au commencement du mois d'août 1487, de Nuremberg vers l'Autriche. À Linz le duc devait être pourvu d'argent, de vivres, d'armes, d'artillerie et de munitions; mais lorsqu'il arriva, le 14 août, dans cette ville, rien de tout cela ne s'y trouvait. Comme en outre les subsides accordés par les États d'Allemagne ne rentraient pas régulièrement non plus, le prince Albert ne put sauver *Wiener-Neustadt* qui se rendit, conformément à la capitulation, le 13 août aux Hongrois. Le noble et patriotique Albert subvint aux besoins de ses troupes par de grandes sommes prises sur ses propres fonds; après qu'il eut par ce moyen apaisé leur mécontentement, et que le capitaine du pays, Godart de Starhemberg, eut rassemblé le ban de la haute Autriche, de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, le prince saxon divisa l'armée. Il fit assiéger le château de Rohrbach, se rendit maître d'Yps et débloqua Crems investi depuis un an.

D'un autre côté, les Hongrois qui pénétrèrent de Neustadt par Schottwien en Styrie, éprouvèrent dec échecs dans plusieurs combats. Néanmoins le duc Albert, n'entrevoyant aucun espoir de sortir avec honneur de cette lutte, faute de soutien de la part de l'Empereur et de l'Empire, conclut, le 21 octobre, avec le consentement de Frédéric III une trêve avec Mathias jusqu'au 9 décembre. Le roi de Hongrie et le duc Albert eurent ensemble une entrevue à S. Hippolyte, dont Mathias venait de faire la conquête. Le 12 décembre, les plénipotentiaires impériaux et hongrois signèrent conjointement à Markersdorf, entre Melk et S. Hippolyte, une convention, par laquelle Frédéric et Mathias s'obligèrent à s'en remettre de leurs différends au jugement arbitral du pape. La durée de la trêve fut fixée jusqu'au 2 juillet 1488, et il fut convenu que, si la décision du pape n'avait pas lieu dans ce délai, la trêve serait prolongée jusqu'au 1 septembre et même, si besoin en était, jusqu'au 1 novembre suivant; en cas qu'après ce dernier terme le pontife ne se fût pas encore prononcé, les deux parties contractantes devaient de nouveau se trouver en état de guerre. Il fut stipulé que la ville de S. Hippolyte recevrait une garnison commune de 1000 hommes, moitié impériaux, moitié hongrois. Les péages sur le Danube furent partagés. Les autres revenus du pays devaient être perçus dans chaque endroit par celui qui le tenait occupé. Quelques historiens, entre autres le baron *Hormayr*, *Gebhardi*, *Stegenwisch* etc. y ajoutent qu'il fut stipulé, que Mathias resterait en possession de l'Autriche jusqu'à ce que la moitié des frais de la guerre aurait été payée; que si toutefois Mathias venait à mourir avant que la paix fût conclue, l'Autriche retournerait sans rançon à l'empereur Frédéric. Les pactes d'hérédité existants entre l'Autriche et la Hongrie, de même que le titre de roi de Hongrie que portait Fré-

déric, furent confirmés. L'archevêque de Salzbourg et l'évêque de Passau et leurs diocèses furent compris dans ce traité.

L'Empereur, qui était resté à Nuremberg jusqu'au 17 décembre, se rendit en Tyrol pour faire rentrer dans le devoir l'archiduc Sigismond, qui avait par sa conduite grièvement manqué tant à l'Empereur et à l'Empire, qu'à toute la Maison d'Autriche. Sigismond, dont les finances étaient depuis longtemps fort dérangées, avait déjà en 1479 engagé les mines du Tyrol au duc Albert de Munich pour la somme de 160,000 florins. La princesse Éléonore Stuart, première épouse de Sigismond, étant morte le 20 novembre 1480, l'archiduc, alors âgé de cinquante ans, épousa la princesse Cathérine, fille du duc Albert de Saxe, qui n'en avait que seize. Sigismond se vit alors assiégé par deux partis. À la tête du premier se trouvait Cathérine, qui chercha loyalement à maintenir la concorde entre l'Empereur et son époux. Mais les ministres de l'Archiduc, les Metsch, les Thierstein, les Sargans, les Goegnitz et autres, qui formaient le second parti, s'efforcèrent à désunir leur maître avec l'Empereur, avec son épouse et tous les gens bien intentionnés, afin de garder en mains les destinées du pays et les diriger à leur propre avantage. Dans de telles circonstances, l'économie de l'État déclina rapidement. Pour se procurer de l'argent, on vendit et engagea la plupart des domaines de la Chambre. En 1486 l'Archiduc céda au duc Georges de Bavière-Landshut le droit de retirer le margraviat de Burgau, hypothéqué pour la somme de 32,000 florins d'or à l'évêché d'Augsbourg. Sigismond maria, le 1 janvier 1487, à l'insu de Frédéric, la princesse *Cunégonde*, confiée à sa garde, au duc Albert de Bavière-Munich, et engagea en même temps à ce prince, par forme de dot, la plus grande partie de ses pays, entre

autres le *comté de Tyrol*, pour un million de florins. Le 13 juillet de la même année, l'Archiduc vendit le vicariat de Souabe avec tous les *pays antérieurs autrichiens* dans cette contrée aux ducs Albert de Munich et Georges de Landshut, pour la somme de 50,000 florins. Cependant Sigismond se réserva, tant pour lui-même que pour ses héritiers, la faculté de les racheter dans l'espace des six premières années. Il hypothéqua en même temps le comté de Hohenberg au margrave de Bade, Prilingue-sur-la-Walde (*Prilingen auf der Walde*) au comte de Furstenberg et ainsi du reste.

En janvier 1488, l'Empereur arriva à Inspruck. Il déclara toutes ces conventions nulles et de nul effet; il anéantit la vente illégale des pays antérieurs en Souabe, en remboursant la somme que Sigismond en avait eue. Frédéric mit les conseillers intimes de l'Archiduc, déjà mentionnés ci-dessus, au ban de l'Empire, et prit dès ce moment une influence active dans l'administration du Tyrol. Le duc Albert de Munich avait déjà auparavant encouru la disgrâce de l'Empereur, parce qu'il avait, par ruse et promesses, déterminé la ville impériale de Ratisbonne à se soumettre, le 7 août 1486, à l'insu de l'Empereur et de l'Empire, à la domination bavaroise. Frédéric était par conséquent d'autant plus aigri de voir sa fille livrée, d'une manière attentatoire à ses droits paternels, dans les bras d'un prince avec lequel il était en querelle, comme chef de l'Empire. L'Empereur voulait prendre les mesures les plus rigoureuses pour réprimer l'audace du prince bavarois. Mais le roi Maximilien, qui chérissait extrêmement sa soeur, apaisa le juste courroux de son père. Cependant, l'archiduc Sigismond et le duc Albert furent obligés de déclarer l'arrangement, d'ailleurs illégal, fait relativement au Tyrol, nul et comme non avenu.

Le 20 février 1489 à Inspruck, l'Empereur accorda à l'archiduc Sigismond la permission d'engager encore une fois le vicariat de la haute et basse Souabe au sénéchal Jean de Waldbourg, à qui Sigismond avait 1486 remboursé la somme de 14,200 florins, pour laquelle l'empereur Sigismond avait 1415 hypothéqué le dit vicariat à cette famille. Ensuite l'Empereur persuada l'Archiduc à transporter tous ses pays au roi *Maximilien*. Le 16 mars, Sigismond déclara devant les États assemblés que, las de régner, il remettait le gouvernement entre les mains du roi Maximilien, qu'il adoptait pour fils. Sigismond ne se réserva qu'une pension annuelle de 52,000 florins, sept châteaux, puis la chasse et la demeure libre dans tout le pays. Vers le même temps, on entama aussi des négociations avec le comte Léonard de Gorice. Son frère aîné, Jean, était déjà mort au mois d'avril 1462, sans laisser d'héritiers. Comme Léonard n'avait également point d'enfants, la race des comtes de Gorice était près de s'éteindre. Par conséquent le traité de succession réciproque, conclu depuis de longues années par cette famille avec les ducs d'Autriche, et confirmé à différentes reprises, entrait alors en vigueur. Le comte Léonard assura de nouveau, l'an 1490, au roi Maximilien le droit d'hérédité sur tous les États goriciens. Le roi des Romains se rendit, sur la fin du mois de juin 1489, à la Diète de l'Empire, qui s'assembla en juillet à Francfort, et lui remit les propositions impériales, par lesquelles les États furent requis de prêter du secours contre les rois de France et de Hongrie, ainsi que contre les rebelles flamands. Mais toute la bonne volonté des princes se borna à de vaines promesses. Dans cette assemblée se fit aussi l'accommodement entre les électeurs et le roi Uladislas de Bohème. Ce prince reçut de la part des électeurs des déclarations par écrit, portant que l'électeur

de Bohème n'avait pas été invité à l'élection de Maximilien par d'autre raison, que par ce qu'on avait été trop pressé, et que par conséquent cette omission avait eu lieu sans dessein prémédité; que par là les princes électeurs n'avaient aucunement voulu préjudicier aux droits de l'électorat de Bohème; qu'à l'avenir ils ne se rendraient plus coupables, d'une pareille prétérition, si non qu'ils payeraient l'amende établie en ce cas par l'empereur Charles IV. Cette réparation faite, le roi Uladislas déclara, de son côté, par reversales signées à Prague le 16 juin 1489, qu'il remettait pour cette fois-ci l'amende aux électeurs, et qu'il reconnaissait Maximilien pour roi des Romains.

Le roi Mathias avait renoncé par le dernier traité à l'acquisition de l'Autriche. Il voulait maintenant tirer de ses conquêtes tous les avantages possibles. Son plan principal était d'abord d'enrichir encore Jean Corvin de plusieurs domaines en Silésie, et d'accélérer l'union de ce prince avec Blanche-Marie Sforce. Le 25 novembre 1487, le contrat de mariage fut effectivement signé à Milan. L'hymen devait être consommé au bout d'un an. Mais dans l'intervalle les affaires de Silésie prirent un tour si peu satisfaisant, que le roi de Hongrie proposa lui-même de différer les noces jusqu'en hiver 1489.

Le roi Mathias, qui dans les derniers temps avait résidé à Vienne, confirma, le 19 mai 1488, les privilèges et franchises de cette ville, où il se fit bâtir un palais particulier par les habitants. La trêve avec l'Empereur étant expirée, sans que le pape eût fait connaître sa décision, l'Empereur chargea l'archevêque Jean de Salzbourg de négocier la paix définitive avec le roi de Hongrie. Mais Mathias refusa de traiter avec ce prélat, cidevant son sujet, et même avec les plénipotentiaires qu'on nomma à sa place. Cependant, le 22 septembre, les com-

missaires hongrois et les députés des États de l'Autriche signèrent dans la batterie près d'Ernsthofen une prolongation de la trêve jusqu'au 18 juin 1489, pour laquelle les États durent payer au Roi une somme de neuf mille ducats. L'année suivante, on fut obligé de répéter cette contribution. Les Carinthiens achetèrent pareillement la continuation du repos pour la somme de 16,000 florins. Mathias prolongea vers le même temps la trêve avec les Turcs pour trois ans. Ensuite il se rendit à Bude, pour faire les arrangements nécessaires à la succession de son fils au trône de Hongrie. Étienne Zapolya, qui était déjà commandant de place à Vienne, demeura comme gouverneur civil et militaire du pays dans la capitale.

Lorsque l'armistice approcha de sa fin, au mois de mai 1489, l'Empereur se prépara à continuer la guerre, en augmentant le nombre de ses troupes et en faisant fortifier plusieurs points dans la haute Autriche. Mais le pape ordonna à ses légats d'exhorter les deux monarques ennemis sérieusement à la paix. Les États de l'empire d'Allemagne ayant offert leur médiation, le comte palatin Othon de Mosbach se rendit auprès du Roi à Bude où l'on publia, le 6 juin, une prolongation de la trêve. La paix définitive devait être conclue dans une entrevue des rois Maximilien et Mathias à Linz, qui fut fixée au 13 septembre de la même année. Maximilien se trouva dans cette ville à l'époque convenue. Mais Mathias, depuis longtemps valétudinaire, était alors tellement malade, qu'il n'était pas en état de faire ce voyage. À sa place parut l'évêque Jean du Grand-Varadin. Ce prélat offrit, au nom du Roi son maître, la paix et la restitution des pays conquis pour la somme de soixante-dix mille ducats [1]. L'Empereur, qui

[1]) *Kurz*, dans son livre intitulé: *l'Autriche sous l'empereur Frédéric IV* (III), fait monter la somme que Mathias exigea pour la rançon de l'Autriche, à *sept cent mille florins d'or* ou *ducats*; ce qui me parait fort exagéré.

comptait avec certitude sur la mort prochaine de Mathias, et se persuadait qu'il recouvrait alors l'Autriche sans devoir la racheter à un si haut prix, refusa de payer la somme que le roi de Hongrie exigeait. En conséquence Maximilien congédia l'évêque Jean, en lui disant qu'il espérait que son maître se rendrait incessamment à Linz pour écarter, par une conférence personnelle avec l'Empereur, les obstacles qui s'opposaient à la conclusion de la paix. L'indisposition toujours croissante du roi Mathias ne lui permit point d'entreprendre le voyage de Linz. Cependant dans les derniers jours de l'année 1489, il se fit transporter à Vienne pour être plus près de l'Empereur et du roi des Romains, et achever l'oeuvre de pacification. Frédéric III et Maximilien se trouvaient toujours à Linz, dans l'attente que l'entrevue avec le roi Mathias aurait pourtant lieu. La mort servit les intérêts de l'Autriche mieux que tous les pourparlers. Le roi Mathias termina ses jours à Vienne, le 6 avril 1490. Quelques auteurs ont prétendu que la reine Béatrice mêla du poison dans un breuvage rafraichissant qu'elle lui présenta elle-même, afin de mettre fin à l'existence de son époux avant qu'il pût assurer le trône à son fils Jean Corvin. D'autres ont rejeté ces soupçons sur quelques courtisans perfides. L'opinion la plus commune est que Mathias, attaqué depuis longtemps de toutes les infirmités d'une vieillesse précoce, fut enlevé par une apoplexie. Ce prince fut l'Alexandre de la Hongrie; il laissa de vastes États et point d'héritier légitime. La reine Béatrice aspira à la couronne de Hongrie, et son père Ferdinand I de Naples la réclama pour sa fille. Jean Corvin se flattait également de l'obtenir. Mais les Grands du royaume offrirent le trône au roi *Uladislas* de *Bohème*. Le roi des Romains, qui se trouvait alors à Ulm, revint promptement à Linz. Là, il fit publier, le 1 mai, un manifeste, dans lequel il déclarait que le trône de Hongrie lui

revenait en vertu du pacte d'hérédité conclu, l'an 1463, par son père l'empereur Frédéric avec le roi défunt; qu'il se ferait placer prochainement la couronne de Hongrie sur la tête, protégerait les franchises de ce royaume et le défendrait contre les Ottomans. Étienne Bathori, vayvode de Transylvanie, offrit la couronne au prince polonais Jean-Albert, fils du roi Casimir de Pologne et frère d'Uladislas de Bohème.

Le 17 mai, les États de la Hongrie s'assemblèrent à Bude pour l'élection d'un roi. Les partis étaient en présence, armés et dans une attitude menaçante. Mais la plupart et les plus puissants des barons et évêques se déclarèrent pour Uladislas. La reine Béatrice approuva ce choix, dans l'espoir que ce prince la replacerait sur le trône dont elle était descendue. On proposa, vers la fin du mois de juin, à Jean Corvin un accommodement dont les conditions étaient, qu'il serait roi de Bosnie, duc d'Oppeln, de Liptau et d'Esclavonie, ban de Croatie et de Dalmatie, et resterait en possession des biens et trésors de son père. Mais Corvin rejeta toutes ces propositions, et quitta Bude dans les premiers jours de juillet; il se retira vers Cinq-Églises (*Fünfkirchen*), emportant la couronne et le trésor particulier de son père. Les magnats le firent poursuivre par un nombreux corps de troupes. Il fut atteint derrière la rivière de Sarwitz. Son escorte prit la fuite. On enleva à Jean tous ses effets précieux, hormis la couronne qu'il sauva à Cinq-Églises.

Le 15 juillet, *Uladislus* fut proclamé *roi de Hongrie* dans l'assemblée des États à Bude. Mais le prince Jean-Albert s'étant avancé, peu de jours après, avec une armée polonaise vers les frontières du royaume, tandis que le roi Maximilien marchait sur Vienne, les ministres dirigeants en Hongrie, alarmés de tous ces mouvements, se hâtèrent de conclure un arrangement avec Jean Cor-

vin. En outre des concessions qui lui avaient déjà été faites au mois de juin, on promit encore de lui laisser non-seulement tous les domaines allodiaux de son père, mais aussi les places en Hongrie, en Moravie et en Autriche, qui lui avaient été données par ce Souverain, et de lui rendre le trésor qu'on lui avait enlevé. Pour le roi Uladislas, on dressa une capitulation, par laquelle toutes les innovations faites par Mathias, surtout relativement aux biens confisqués au profit de la Chambre royale et aux impôts nouvellement établis, furent supprimées. Il fut encore statué que les emplois du royaume ne seraient conférés qu'à des régnicoles; que les Hongrois seuls pourraient être admis à la Diète; que la Moravie, la Silésie, les deux Lusaces et les conquêtes faites en Autriche, en Styrie, en Carinthie et en Carniole, resteraient réunies au royaume de Hongrie, ou du moins que les fonds provenants de leur rachat, seraient versés dans les caisses de l'État et employés au bien commun. Après qu'Uladislas eut signé, le 31 juillet 1490 à Farkashida (village du comitat de Presbourg), cette capitulation, comme aussi l'accord conclu avec Jean Corvin, il fit le 9 août son entrée dans Bude. Le même jour, le prince Jean-Albert parut avec ses Polonais dans la plaine de Rákos. Cependant ce prince se laissa persuader, le 14 août, à se retirer derrière la Hernath jusqu'à Szerencs, et à accepter son père, le roi Casimir de Pologne, pour arbitre.

Étienne Zapolya était subitement parti de Vienne vers la fin de juillet, tant pour faire valoir son influence dans l'élection d'un roi, que pour veiller à ses propres intérêts. Il avait jeté, avant son départ, 400 hommes dans le château. Mais la ville était dégarnie de troupes; en sorte que le prince Rodolphe d'Anhalt qui arriva, le 9 août, avec un petit corps d'armée devant Vienne, y entra sans trouver de résistance. Pendant que ce Général pressait les pré-

paratifs pour faire le siège du château, Maximilien, qui s'était renforcé par des troupes souabes et bavaroises, s'avançait rapidement vers la capitale. Le commandant hongrois en Styrie, Jacques Szekely, prit le parti de Maximilien, et livra les places fortes occupées par ses troupes. Plusieurs magnats de Croatie et d'Esclavonie suivirent son exemple. Le 19 août, Maximilien fit son entrée solennelle dans Vienne. Le même jour parurent deux ambassadeurs hongrois, ayant mission de négocier au sujet de la couronne de leur pays. Maximilien, se fondant sur son bon droit, refusa de les écouter. Dès que l'artillerie fut arrivée, on commença à bombarder vivement le château. Le 29 août, le Roi, à la tête de ses troupes, monta à l'assaut. Il fut blessé dans les épaules. Le désordre que cet accident causa parmi les assiégeants, les empêcha d'emporter le château. Cependant les Hongrois avaient éprouvé une si grande perte, qu'ils capitulèrent dès le lendemain. Peu de jours après, Bruck-sur-la-Leytha se rendit aussi.

Les partisans d'Uladislas espéraient faire évanouir les desseins des autres compétiteurs, en accélérant son couronnement. Par conséquent cette cérémonie eut lieu le 18 septembre à Albe-Royale. Le même jour, Jean Corvin fut aussi déclaré duc d'Esclavonie et ban de Croatie et de Dalmatie. Le prince Jean-Albert, qui s'était fait beaucoup de partisans en Transylvanie, avait recommencé les hostilités. Après avoir ravagé la contrée d'Erlau, il mit le siège devant Cassovie. Maximilien conquit au commencement de novembre Closterneubourg, Wiener-Neustadt et plusieurs châteaux. L'Empereur ayant invité par un mandement plusieurs princes d'Allemagne à l'aider à soumettre la Hongrie, les ducs bavarois Georges de Landshut et Christophe de Munich, le margrave Sigismond de Brandebourg, le landgrave Guillaume de Hesse, le prince

Rodolphe d'Anhalt et plusieurs autres, se joignirent en juillet à l'armée impériale. Le 4 octobre, Maximilien se porta avec 18,000 hommes sur Oedenbourg et Guns. La ville de Stein-am-Anger se rendit au roi des Romains, après quinze jours de siège. Oedenbourg demanda la permission de rester neutre dans cette guerre. Eisenstadt et Guns succombèrent après une longue résistance. Un corps de troupes impériales qui s'était avancé du côté de la Styrie, avait occupé Agram. Le 8 novembre, les portes de Vesprim s'ouvrirent au Roi, et peu de temps après (19 novembre), ce prince prit Albe-Royale d'assaut. Déjà le duc Christophore de Bavière marchait avec un corps de 7000 hommes sur Bude qui fut sommée de se rendre, lorsque les soudoyers allemands prirent querelle ensemble au sujet du partage du butin, fait dans Albe-Royale. Ils refusèrent aussi de quitter cette ville avant qu'ils n'eussent reçu la double solde qui leur était due pour l'assaut. Comme Maximilien n'avait pas assez d'argent pour satisfaire ces obstinés, et que les vivres commençaient aussi à manquer, ces soldats indisciplinés se débandèrent et reprirent le chemin de leur pays, pillant et brûlant tous les endroits par où ils passaient. Cette désertion, la disette toujours croissante et la rigueur de la saison obligèrent le roi des Romains à renoncer à des entreprises ultérieures et à retourner, vers le milieu de décembre, par Hainbourg, qui venait d'être pris par ces troupes, en Autriche. Toutefois on laissa des garnisons autrichiennes dans les places conquises.

Le roi Uladislas et Étienne Zapolya marchèrent, en janvier 1491, avec une armée de 16,000 hommes sur Cassovie, assiégée par les Polonais. Au commencement de février 1491, les deux armées furent en présence. Les deux frères rivaux étaient prêts à se combattre, lorsqu'on vit arriver inopinément des ambassadeurs de leur père, le

roi Casimir, qui ménagèrent une réconciliation entre les deux princes. Le 20 du même mois, on signa le traité de paix, par lequel la possession héréditaire des principautés silésiennes de Glogau, de Troppau, de Jaegerndorf, d'Oehls et de Cosel, fut assurée au prince Jean-Albert. Mais comme le pays d'Oehls avait été restitué par Uladislas au duc Conrad VIII, pour en jouir sa vie durant, et que Troppau était la propriété de Jean Corvin, on assura au prince polonais l'expectative de ces deux pays, et s'obligea à lui payer une rente annuelle de 3000 ducats jusqu'à la mort de Conrad, et une autre rente égale jusqu'à ce que Troppau eût été retiré et remis à Jean-Albert. Il fut cependant stipulé que, si ce prince devenait roi de Pologne, les pays silésiens retourneraient incontinent à la Hongrie. Après cet arrangement, Uladislas détacha une partie de son armée pour chasser les Turcs, qui avaient envahi le midi du royaume. Quelques troupes d'Ottomans furent anéanties; mais d'autres et de plus nombreuses bandes ne tardèrent pas à les remplacer, et parcoururent le banat de Temeswar ainsi que la Croatie. Alors la partie principale des forces hongroises se dirigea vers les cantons occupés par les Autrichiens. Jean Corvin conquit Agram, Stein-am-Anger sur la fin de juin, Albe-Royale le 19 du mois suivant, et Vesprim peu de jours après. Des détachements de troupes hongroises s'avancèrent en Autriche et établirent des batteries sur les bords du Danube, pour couper aux Viennois le transport sur le fleuve.

Dans la Diète de l'Empire, assemblée au mois d'avril 1491 à Nuremberg, l'Empereur et le roi des Romains avaient requis encore une fois les princes d'Allemagne de leur prêter secours contre les Hongrois et la France. Les États promirent tout, mais ne firent rien, selon leur ancienne habitude. Les caisses du roi des Romains étaient épuisées. Les troupes allemandes n'arrivaient point. Ce-

pendant la guerre avec la France avait commencé et réclamait toute l'attention du Roi. Outre cela, les guerres de brigandage entre les Nobles sur la frontière de l'Autriche septentrionale continuaient à désoler cette malheureuse contrée. Toutes ces circonstances, non moins que l'état critique des choses dans les Pays-Bas, engagèrent l'Empereur et le roi des Romains à faire la paix avec la Hongrie. Un congrès fut tenu à Presbourg, où s'assemblèrent les plénipotentiaires autrichiens, hongrois et bohèmes. On conclut, le 18 novembre 1491, un traité de paix définitif entre l'Autriche et la Hongrie. Maximilien et Uladislas se promirent amitié et assistance réciproque contre les Turcs. Les places et cantons conquis furent de part et d'autre gratuitement évacués. Seulement Eisenstadt, Forchtenstein, Kobelsdorf, Hornstein, Rechnitz, Guns et Bernstein, furent laissés à l'Autriche à titre de gage, jusqu'à ce qu'ils eussent été retirés. L'obligation de cent mille ducats que l'Empereur avait donnée à Mathias, l'an 1477, lui fut rendue. Uladislas et ses descendants mâles restèrent en possession du trône de Hongrie. Mais il fut stipulé que, si la descendance masculine d'Uladislas venait à s'éteindre, la succession de ce royaume passerait bien décidément à la Maison d'Autriche. L'Empereur conserva le titre de roi de Hongrie. Uladislas assura ses bons offices pour faire avoir, en cas d'extinction de sa race masculine, à la Maison d'Autriche la couronne de Bohème aussi. Uladislas s'engagea en outre à payer dans l'espace de deux ans à l'Empereur la somme de 100,000 ducats pour le dédommager des frais de la guerre. Les autres articles concernaient l'amnistie générale réciproque, la restitution des biens confisqués pour délits politiques et l'élargissement des prisonniers. Le 23 novembre, Uladislas renonça à la dot encore arriérée de sa mère Élisabeth, au droit qu'on pourrait former de ce chef sur la succession d'Au-

triche, et aux sommes d'argent que le roi Georges de Bohème avait prêtées à l'archiduc Albert VI. La paix fut ratifiée par le roi Maximilien le 28 novembre à Inspruck, par une partie des Grands de Hongrie le 29 du même mois, par Uladislas le 6 décembre 1491 à Bude, enfin par l'empereur Frédéric le 4 janvier 1492 à Linz.

Le prince Jean-Albert, qui s'était de nouveau brouillé avec son frère Uladislas à cause de la non-exécution de quelques articles de la transaction faite avec lui, fut tellement aigri du susdit traité qui lui ravissait tout espoir de monter un jour sur le trône de Hongrie, qu'il recommença avec la plus grande vigueur les hostilités. Mais il fut vaincu, le 24 décembre, par Étienne Zapolya près de Cassovie, et se jeta dans Epéries. Cette ville ayant été aussitôt investie par les Hongrois, le prince capitula le lendemain, évacua les places hongroises, encore occupées par ses troupes, et retourna en Pologne. Le 1 février 1492, commença la Diète de Hongrie. Les États s'occupèrent d'une nouvelle organisation de quelques lois fondamentales de la constitution du royaume. Les revenus du roi, le système de défense du pays, les Diètes etc. furent discutés et fixés. La reine douairière Béatrice pressa les États de contraindre Uladislas à accomplir la promesse de mariage qu'il lui avait faite l'an 1490. Cette demande lui ayant été refusée, elle retourna à Naples où elle fut témoin de la chûte de sa Maison. Elle mourut, l'an 1508, dans l'île d'Ischia.

Le 24 avril 1492, la Diète termina ses séances. La moyenne Noblesse avait en partie encore refusé son assentiment à la paix avec l'Autriche. Cependant les archevêques de Strigonie et de Colocza, ainsi que beaucoup d'autres prélats, le duc Jean Corvin, les comtes de S. Georges et de Poesing, le palatin du royaume Étienne Zapolya, le vayvode Étienne Bathori de Transylvanie,

Paul Kánys, capitaine-général de la basse Hongrie, Ladislas Egervari, ban de Croatie, les villes de Bude, Cronstadt, Clausenbourg, Bistritz et Mediasch, les députés des sept sièges saxons d'Hermanstadt, Schaesbourg, Reps, Reissmarkt, Muhlenbach, Brooss et Alzen, puis les délégués des sièges de Gross- et Klein-Schenk et plusieurs autres, acceptèrent par des actes passés sous serment les articles de paix, et jurèrent par là de maintenir éventuellement le droit d'hérédité de la Maison d'Autriche au trône de Hongrie.

Le 7 juin 1492, le roi Casimir de Pologne descendit au tombeau. Uladislas céda son droit de succession sur le trône de ce royaume à son frère Jean-Albert, qui avait été élu, le 27 août, roi de Pologne, et qui renonça en retour aux principautés silésiennes dont il avait pris possession, en vertu du traité du 20 février 1491. Glogau retourna ainsi à la Couronne, de même que Troppau pour lequel Uladislas avait donné à Jean Corvin des terres hongroises en échange. Le Roi investit en 1501 son frère cadet Sigismond de ces deux principautés, et lui confia le gouvernement-général en Silésie. Toutefois quand ce prince monta, l'an 1506, sur le trône de Pologne, il rendit les deux pays précités à Uladislas. Casimir IV, duc de Teschen, fut choisi par les États de Silésie pour capitaine du pays, et confirmé par Uladislas. Il cessa de vivre l'an 1528; et son petit-fils Venceslas-Adam lui succéda dans le gouvernement. Le duc Conrad VIII d'Oehls ne survécut que peu de temps à la réintegration dans son pays. Il mourut encore dans le cours de l'année 1492. Ses possessions échurent alors au Roi. Les seigneuries de Wartenberg, de Trachenberg et de Militsch en furent séparées et vendues à différentes familles. Le reste d'Oehls et de Wohlau fut cédé par Uladislas au duc Henri l'aîné de Munsterberg, en échange de la seigneurie de Podie-

brad en Bohème. Le Roi avait aussi rendu à ce prince les domaines dont Mathias l'avait dépouillé. Le duc Jean de Jaegerndorf avait terminé ses jours en 1483. Sa soeur était mariée au chancelier d'Uladislas, Jean de Schellenberg, qui fut aussi investi de cette principauté par le Roi, l'an 1493. À Ratibor régnaient depuis 1489 les deux frères Nicolas et Valentin; Liegnitz et Brieg obéissaient aux lois des princes Frédéric II et Georges I, également frères; Oppeln était soumis à la domination du prince Nicolas II et de Jean son frère.

La hauteur et la tyrannie, avec laquelle Étienne Bathori gouvernait la Transylvanie, nécessita le roi de Hongrie de lui ôter cette vayvodie. Jean Corvin se démit pareillement de sa dignité de duc d'Esclavonie et de ban de Croatie et de Dalmatie, par la raison que la haute Noblesse de ces provinces avait refusé de le reconnaître en cette qualité. Les fiançailles de ce prince, faites en 1487 avec Blanche-Marie Sforce, furent annullées par le pape Alexandre VI, successeur d'Innocent VIII († le 25 février 1492), qui avait remplacé, le 11 août 1484, Sixte IV, mort le 13 du mois précédent, dans la Chaire apostolique.

Maximilien n'avait, comme nous l'avons vu, pu prendre que fort tard, c'est-à-dire après la mort de Mathias, une part active à la guerre contre la Hongrie, étant occupé au delà du Rhin par les troubles qui s'étaient de nouveau élevés dans les Pays-Bas, et par la guerre où il se trouvait engagé avec la France. Le roi Charles VIII avait non-seulement excité et soutenu les séditieux en Flandre, mais il avait encore rompu, au commencement de 1486, la paix d'Arras, en faisant capturer des vaisseaux belges et envahir le Hainaut par le maréchal de Crevecoeur. Maximilien se ligua alors avec les ducs Louis d'Orléans et François II de Bretagne contre le roi Charles. Il conquit Térouanne, Mortaigne et Lens. Mais la campagne de 1487

ne fut pas si heureuse. Les Français enlevèrent S. Omer et reprirent Térouanne. Maximilien perdit, le 25 juillet, la bataille de Béthune.

Les Flamands se soulevèrent de nouveau contre l'autorité de Maximilien. Ils se plaignirent des troupes étrangères que ce prince avait prises à son service, des magistrats allemands qu'ils accusaient de péculat, et de la mauvaise monnaie qu'on avait mise en circulation. Ils exigèrent aussi que le Roi rendît compte des deniers qu'il avait perçus des caisses de l'État. Une députation des bourgeois de Gand se rendit au quartier-général de Maximilien. Le Roi, qui se doutait du but de cette mission, refusa de recevoir les envoyés. Alors les Gantois levèrent ouvertement l'étendard de la révolte. Réunis aux habitants d'Ypres, ils s'emparèrent, le 10 janvier 1488, à main armée de la ville de Courtrai. Maximilien envoya son fils Philippe de Bruxelles à Malines, où il était en sûreté. Lui-même passa avec une suite nombreuse en Flandre, pour assoupir la sédition. Il se rendit à Bruges, sur l'invitation des habitants de cette ville, qui lui avaient promis du secours contre les Gantois et les Français. Mais le lendemain de son arrivée (1 février), les Brugeois, ayant appris que le Roi se préparait à quitter leur ville pour marcher sur Courtrai, s'attroupent, ferment les portes et retiennent le monarque prisonnier. Les mutins établissent une garde de cent hommes. Quelques serviteurs de Maximilien cherchent à protéger sa fuite. Instruit de ce dessein, le peuple devient furieux. Les plus zélés conseillers et partisans du Roi sont sacrifiés. Sa vie même est menacée. À peine les rebelles gantois eurent-ils reçu la nouvelle de la captivité du Roi, que plusieurs mille bourgeois de cette ville se mirent en chemin, pour aller demander aux Brugeois qu'ils leur livrassent le prince. Les habitants de Bruges, il est vrai, refusèrent d'y con-

sentir et ne laissèrent pas même entrer la troupe de Gantois dans la ville; mais Gand, Bruges et Ypres firent ensemble une ligue révolutionnaire.

L'archiduc Philippe avait conjuré l'Empereur et les princes d'Allemagne de venir au plus tôt sauver son père. Le pape Innocent VIII exhorta les États des Pays-Bas à forcer les cités rebelles à la soumission. En même temps l'archevêque Herman de Cologne publia l'excommunication prononcée contre Gand, Bruges et Ypres. Cette sentence foudroyante, et surtout la victoire que le duc Christophe de Bavière avait remportée sur les Flamands et les Français qui avaient entrepris une attaque contre la ville de Hulst, ayant rendu les esprits plus souples, les États provinciaux s'unirent pour la délivrance du Roi. En conséquence, ils s'assemblèrent le 9 avril à Gand. Après une délibération de plusieurs semaines, on convint enfin des conditions de l'accommodement. Maximilien devait être remis en liberté, et les États consentirent à ce qu'il continuât à régir, pendant la minorité de Philippe, toutes les provinces des Pays-Bas, excepté la Flandre où il fut obligé de renoncer au gouvernement et à la tutelle. Les États s'engagèrent à payer aux troupes étrangères leur solde arriérée, mais à condition qu'elles quitteraient la Flandre d'ici à quatre jours, et les autres provinces des Pays-Bas au bout de la huitaine. Il fut encore stipulé, que les places fortes seraient remises aux États, qui les occuperaient au nom de l'archiduc Philippe. Le Roi assura une amnistie complète à tous les endroits et individus impliqués dans la révolte. La paix conclue en 1482 avec la France devait être maintenue; l'alliance faite avec la Bretagne, au contraire, venait à cesser. La Flandre consentit à payer en trois termes au Roi une somme de 50,000 florins, à titre d'amende pour la rebellion. Maximilien fut obligé de laisser entre les mains des Brugeois

quelques personnes distinguées de sa suite, comme ôtages pour garantir l'accomplissement du traité, qui fut solennellement juré par le Roi et les États. Le 16 mai 1488, Maximilien recouvra la liberté dont il avait été privé pendant trois mois et demi.

L'empereur Frédéric se trouvait à Inspruck, lorsqu'il reçut les tristes nouvelles de la révolte des Flamands et de la détention de son fils. Il pressa les États d'Allemagne d'envoyer sans retard à Cologne tout ce qu'ils avaient de troupes sur pied. En fort peu de temps un corps de 15,000 hommes bien armés se rassembla près de cette ville. L'Empereur lui-même, malgré son âge avancé, se mit à la tête de l'armée, et marcha par Aix-la-Chapelle et le Brabant vers Malines. Sur ces entrefaites, on avait déjà élargi le roi des Romains, qui vint à la rencontre de son père dans cette ville. Maximilien employa toute son éloquence, pour détourner l'Empereur de faire la guerre aux Flamands. Il allégua aussi le serment qu'il avait prêté à Bruges. Mais la validité de ce serment arraché par la force fut examinée par un tribunal de princes, qui ne la reconnut point et déclara Maximilien autorisé à punir avec l'assistance de son père les villes séditieuses, comme coupables de lèse-majesté.

L'armée impériale continua par conséquent sa marche vers la Flandre. Le 23 juin, l'Empereur et le roi des Romains assirent leur camp près d'Evergbem. Déjà dans les premiers jours du même mois le siège de Gand avait commencé. Les bourgeois, renforcés par un corps de 3400 Français, opposèrent une vigoureuse résistance. Les Impériaux, il est vrai, surprirent Deynse-sur-Lys, le 10 juin, et battirent les Brugeois près de Coris non loin de Middelbourg; mais on se convainquit enfin, que l'armée germanique était trop faible pour réduire Gand. Le siège fut levé. L'Empereur et le roi des Romains par-

tirent, le 13 juillet, d'Everghem et se dirigèrent sur Buchholt. Vers le milieu du même mois, le margrave Albert de Bade assaillit en vain la ville de Damm et perdit la vie dans le combat. Les insurgents, conduits par Philippe de Clèves qui s'était mis à leur tête, se répandirent alors beaucoup; ils s'emparèrent de Bruxelles et gagnèrent un grand parti en Brabant. Les Français, de leur côté, continuèrent les entreprises contre les places des Pays-Bas, voisines de leur frontière. L'armée française, commandée par la Trémouille, remporta le 28 juillet près de S. Aubin une victoire décisive sur le duc de Bretagne. Le duc d'Orléans et le prince d'Orange furent faits prisonniers dans cette bataille. À Sablée, le 28 août 1488, on signa le traité de paix entre la France et la Bretagne, auquel le duc François II ne survécut que dix jours.

L'Empereur quitta en octobre les Pays-Bas. Il y laissa le duc Albert de Saxe, comme général en chef, avec l'armée de l'Empire. En 1489 Maximilien nomma aussi ce prince son gouverneur dans les Pays-Bas. Albert continua la guerre avec beaucoup de bonheur. Les Français et les insurgés furent défaits près de Dixmude, Nieuport et Hall. S. Omer, Arschott et encore plusieurs places fortes furent conquises. Une révolte avait éclaté aussi en Hollande, sur la fin de l'année 1488. Le roi Maximilien dirigeait en personne dans cette province les mouvements des troupes et le siège de la ville de Rotterdam, qui toutefois ne se rendit que le 26 juin 1489 par capitulation, après que Maximilien fût déjà retourné en Allemagne. Le 14 février 1489, le roi des Romains avait conclu une alliance avec le roi Henri VII d'Angleterre; sur quoi un corps de troupes anglaises s'était mise en marche de Calais, pour se joindre à l'armée du duc de Saxe. Cette union entre l'Autriche et l'Angleterre imposa tant au roi de France qu'il se montra prêt à abandonner les Pays-Bas à leur sort.

Les plénipotentiaires respectifs conclurent, le 22 juillet 1489 à Francfort, un accommodement dans lequel fut comprise aussi la princesse Anne, fille et héritière du feu duc François II de Bretagne. Charles VIII assura même au roi des Romains son assistance armée pour réduire ses ci-devant alliés, les Flamands, à la soumission. À la duchesse Anne il promit de rendre les places qu'il avait conquises en Bretagne; mais en revanche elle dut promettre de renvoyer ses auxiliaires anglais. Dans une entrevue personnelle des deux rois, on devait faire aussi un accord relativement aux prétentions de l'archiduc Philippe sur le duché de Bourgogne que la France s'était approprié, comme aussi par rapport au comté de Charolois, et à la possession de la ville de S. Omer, conquise par Maximilien, et dont la France réclamait la restitution. Maximilien et Charles VIII accordèrent une amnistie, celui-là pour tous les habitants des Pays-Bas qui avaient pris part à la sédition, et celui-ci pour tous les Grands de France, rebelles à leur Souverain.

Charles VIII se chargea alors de ménager la paix avec les Flamands. Elle fut signée à Tours, le 1 octobre 1489. Par ce traité le roi des Romains fut reconnu pour tuteur illimité de son fils Philippe et pour régent de tous les États de Bourgogne pendant la minorité du prince. Les magistrats de Gand, de Bruges et d'Ypres furent obligés de faire au Roi des excuses à genoux, pour s'être révoltés contre lui, et on condamna en outre ces trois villes à une amende de 300,000 écus d'or.

Une offense des plus sensibles que le roi des Romains reçut, peu de temps après, de la part du roi Charles VIII, conduisit à une nouvelle guerre avec la France. Le 20 mars 1490, le roi Maximilien avait envoyé d'Inspruck des ambassadeurs en Bretagne pour demander en son nom la main de la duchesse *Anne*. La réponse ayant

tés favorable, cette princesse fut effectivement mariée par procureur à Maximilien, au mois de mars 1491 à Rennes. Le roi Charles VIII, alarmé de l'agrandissement de la maison d'Autriche qui allait entourer la France à la fois par la Franche-Comté, l'Alsace, la Bretagne et les Pays-Bas, résolut de rompre ce mariage et d'épouser lui-même Anne de Bretagne. Pour y réussir, il entra avec une armée dans cette province, et après s'être rendu maître de Nantes, il marcha sur Rennes, capitale du pays et résidence de la duchesse, et força cette ville à se rendre. Il est encore à remarquer que, bien que la princesse Anne eût rempli les conditions de la paix de 1489, et que les troupes anglaises eussent été renvoyées, les Français n'avaient pas évacué les places qu'ils occupaient en Bretagne, comme ils s'y étaient engagés dans le même traité; en sorte que la duchesse se trouvait au pouvoir de son odieux prétendant. Les conseillers de la princesse et les États du pays, gagnés par Charles VIII, la pressaient d'accepter ce prince pour époux. Celui-ci menaçait de la déposséder de son pays. Après avoir longtemps résisté à toutes les sollicitations, et vainement attendu le secours de son époux le roi des Romains, la princesse, se voyant sans appui et sans ressource, céda enfin à la dure nécessité, et consentit à épouser Charles VIII, qui acheva l'exécution de son plan avec une finesse fort malicieuse. Afin qu'on ne pût lui faire le reproche d'avoir usé de violence, il ordonna par une proclamation, en date du 19 novembre, à son armée d'évacuer toutes les places fortes de Bretagne. Lui-même se retira en Touraine. La duchesse, entourée d'une suite nombreuse qui la surveillait, fut obligée de se mettre en apparence en voyage pour l'Allemagne, comme si elle allait rejoindre son époux Maximilien; mais le cortège prit le chemin de Langey en Touraine. Là on signa, le 6 décembre 1491, le con-

trat de mariage entre Charles et Anne, dans lequel acte cette princesse fit donation de la Bretagne à son époux. Les noces furent célébrées immédiatement après. Ce ne fut que le 15 décembre qu'arriva la dispense du pape Innocent VIII, dont les deux époux auraient dû être pourvus avant de recevoir la bénédiction nuptiale, à cause de leurs engagements antérieurs.

Ce procédé du roi de France excita l'indignation de toute l'Europe. En Allemagne surtout il n'était bruit que du double affront fait au chef de l'Empire, et de la vengeance éclatante qu'on voulait tirer de Charles VIII. Mais, lorsque le roi des Romains demanda à la Diète, assemblée en octobre 1492 à Coblence, des troupes et de l'argent pour faire la guerre à la France, les princes d'Allemagne élevèrent, comme à l'ordinaire, d'innombrables difficultés. À la fin cependant ils accordèrent de certaines sommes d'argent; mais il fut en même temps résolu qu'on délibérerait dans une autre Diète qu'on tiendrait en décembre à Francfort, sur le mode de répartition et de recouvrement de ces deniers. Les Confédérés suisses, à qui Maximilien avait déjà auparavant demandé l'autorisation d'enrôler 6000 hommes dans leur pays, déclarèrent qu'ils étaient résolus à observer une stricte neutralité dans la guerre contre la France. En revanche ils offrirent leurs bons offices pour ménager la paix. Cette entremise fut acceptée par Maximilien, et bientôt après par Charles VIII aussi. Les démarches que fit le roi des Romains auprès de plusieurs Cours pour les engager à s'unir à lui contre le roi de France, furent tout aussi inutiles. Henri VII, roi d'Angleterre, avec qui Maximilien avait conclu, le 11 septembre 1490, une alliance offensive et défensive, fut le seul qui paraissait vouloir sérieusement épouser la querelle de Maximilien. En effet, ce monarque rassembla, en octobre 1492 une armée de 27,000 hommes près de

Calais, et alla mettre le siège devant Boulogne. Mais Charles VIII, qui connaissait l'amour de Henri pour l'argent, acheta l'amitié de ce prince par les grandes sommes qu'il lui fit compter. Pour cacher son intelligence secrète avec la France, Henri fit continuer le siège de Boulogne jusqu'à ce que la paix fut signée à Etaples, le 3 novembre 1492. Le roi Ferdinand d'Aragon et son épouse Isabelle de Castille, qui avaient accédé à l'alliance de Maximilien avec Henri, traitaient pareillement de la paix avec Charles VIII, pour laquelle ils demandèrent le comté de Roussillon. Le roi des Romains étant ainsi privé du soutien de l'Angleterre et de l'Espagne, et ne recevant aucun secours de la part de l'Empire germanique, se vit lui-même dans la nécessité de faire la paix avec le roi de France. Elle fut signée à Senlis, le 23 mai 1493. Dans le traité il fut stipulé, que Charles VIII remettrait la reine Marguerite entre les mains de ses parents, et restituerait les comtés de Bourgogné (Franche-Comté), d'Artois, de Charolois et la seigneurie de Noyers, que la princesse lui avait apportés en dot, au roi des Romains, comme tuteur de l'archiduc Philippe. Les villes d'Hesdin, d'Aire et de Béthune en Picardie devaient également être cédées par la France à Philippe, dès que ce prince aurait atteint sa vingtième année. Le Mâconnais, l'Auxerrois et Bar-sur-Seine, restèrent encore à la France, jusqu'à ce qu'un futur arrangement ou une sentence juridique aurait décidé le différend sur leur possession. La remise de l'archiduchesse Marguerite eut lieu à Vandeville dans l'évêché de Cambrai, le 12 juin 1493. Charles VIII avait, par la rétrocession gratuite faite à Ferdinand d'Aragon des deux provinces de Roussillon et de Cerdagne, que le monarque aragonais avait jadis engagées à Louis XI, amené la paix avec l'Espagne qui fut signée, le 19 janvier 1493 à Barcelone. Charles VIII

avait porté ce grand sacrifice à son vif désir de réaliser son plan favori, la conquête du royaume de Naples.

Le roi Maximilien avait depuis 1490 pris essentiellement part à l'administration des pays autrichiens, par la raison que son père l'empereur Frédéric, qui touchait à sa soixante-dix-huitième année et dont les forces déclinaient sensiblement, désirait passer le reste de sa vie, agitée par tant d'orages, dans un paisible repos. Ce prince établit son siège à Linz, et se livra entièrement aux exercices de piété et à l'étude. En décembre 1489, le duc Albert de Bavière-Munich était venu à Linz, pour tâcher de se raccommoder avec l'Empereur son beau-père, irrité contre ce prince, moins à cause de l'offense personnelle qu'il avait reçue de lui, que parce qu'il refusait de rendre Ratisbonne dont il s'était emparé. Mais comme Albert persistait dans ce refus, cette visite ne conduisit à aucun rapprochement. Le cousin d'Albert, le duc Georges de Bavière-Landshut, se réconcilia, au mois de mars 1492, entièrement avec l'Empereur. Georges avait aussi, au commencement de la même année, rétrocédé au roi des Romains le margraviat de Burgau, après que la somme pour laquelle ce pays avait été engagé, lui eut été remboursée. Sur la fin du mois d'avril, l'Empereur fit marcher une armée de 22,000 hommes, sous les ordres du margrave Frédéric de Brandebourg, contre le duc Albert de Bavière. Mais avant que les hostilités éclatassent, le roi des Romains moyenna un accommodement entre son père et son beau-frère. Le traité de paix fut conclu à Augsbourg, le 25 mai 1492. Le duc Albert évacua Ratisbonne qui fut de nouveau déclarée ville impériale. Il fut en outre obligé de rendre toutes les obligations et promesses par écrit, concernant le Tyrol et les pays antérieurs d'Autriche. En décembre 1492 le duc Albert se rendit avec son épouse Cunégonde et trois princes-

es, ses filles, à Linz et obtint plein pardon de l'Empereur.

Le repos dont Frédéric jouit enfin après plus d'un demi siècle de guerres et d'agitations, fut encore fréquemment troublé par des souffrances corporelles. Ce prince était affligé d'un ulcère cancéreux à la jambe droite, lequel empira au point que l'amputation fut jugée nécessaire; il s'y soumit et la supporta avec un courage admirable. La guérison cependant faisait les meilleurs progrès. Mais la trop grande quantité de mélons qu'il mangea, lui attira un refroidissement qui le précipita en peu de jours dans le tombeau. L'empereur Frédéric III mourut le 19 août 1493, dans la soixante-dix-huitième année de son âge. Ses restes reposent dans l'église métropolitaine de S. Étienne à Vienne [1]. Il ne laissa de son épouse, l'impératrice *Éléonore de Portugal*, que deux enfants, *Maximilien* et *Cunégonde*, les autres étant morts en bas âge.

L'empereur *Frédéric III* avait reçu de la nature toutes les qualités extérieures qui commandent le respect, et gagnent l'affection et la confiance, une taille élevée, un corps bien fait et un air majestueux, adouci par des manières grâcieuses et engageantes. Sa forte constitution le fit jouir d'une santé inaltérable, et il conserva celle-ci par une vie strictement réglée jusqu'à la fin de sa longue carrière.

Frédéric n'était pas guerrier; il aimait la paix et le repos, et cependant peu d'années de son règne, qui surpassa en longueur celui de tous les empereurs depuis Auguste et de tous les Souverains de l'Autriche, s'écoulèrent sans qu'il eût à soutenir des luttes dangereuses. Dans les guerres où il fut engagé, il laissa passer, sans en profiter, des moments favorables dont un esprit plus hardi, plus

[1]) Ce prince avait fait commencer la construction de la seconde grande tour de ce temple gothique, qui n'a jamais été achevée depuis.

entreprenant, aurait tiré parti pour accroître sa puissance, et se procurer par là à lui-même un repos durable et l'assurer à ses pays. Si Frédéric III avait régné dans un autre siècle, s'il avait commandé à des peuples plus civilisés et surtout mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, son gouvernement aurait répandu sur eux le bienêtre et la prospérité. Mais son temps exigeait, qu'un Souverain aimât à manier les armes et sût s'en servir avec vigueur. Frédéric ne pouvait donc jouer un rôle brillant sur un théâtre où figuraient, en même temps que lui, tant de princes belliqueux et héroïques. Il fut surnommé le *Pacifique* et le *Fabius* de son siècle par la raison que, tant qu'il lui était possible d'éviter la guerre et de négocier la paix, il ne prenait jamais le parti d'attaquer son ennemi. Comme chef de l'Empire germanique, Frédéric établit plusieurs lois utiles à l'Allemagne, et c'est la faute des États de ce pays seuls, s'il ne fit pas davantage pour le bien et la gloire de la patrie allemande. Sa trop grande bonté et le peu de fermeté dans ses résolutions portèrent un extrême préjudice à la majesté impériale, et une longue suite de guerres malheureuses achevèrent de lui ôter tout éclat. Le reproche que lui font plusieurs historiens d'avoir été avare et trop attentif à ses intérêts, vient, comme l'observe fort bien *Aenéas-Sylvius,* de la comparaison faite de sa conduite avec celle de *Sigismond* et d'*Albert* ses prédécesseurs, princes si prodigues que les plus libéraux paraissent avares auprès d'eux. Son genre de vie domestique pouvait servir d'exemple à ses sujets. Frédéric se montra toujours bon et grâcieux envers ses serviteurs, affable envers ses sujets, clément envers les repentants, souvent trop indulgent envers des criminels incorrigibles, juste dans le maintien des lois, et disposé à la condescendance et à la réconciliation avec ses ennemis les plus acharnés. Sa dévotion était grande, sans être minutieuse,

et il avait beaucoup de respect pour les ministres du culte qui remplissaient dignement leur vocation. Il était très-versé dans la Littérature et dans les sciences les plus abstraites. Mais toutes ces qualités de coeur et d'esprit étaient obscurcies par une grande indolence et irrésolution dans les affaires d'Etat. On raconte que, pendant l'occupation de Vienne et d'une grande partie des provinces autrichiennes par les Hongrois, Frédéric, retiré à Linz, au lieu de songer aux moyens de chasser les ennemis de son territoire, écrivait sur ses tablettes et toutes les portes ces mots: l'oubli des choses irrécupérables est la suprême félicité (*rerum irrecuperabilium summa felicitas est oblivio*), sentiment louable dans un Particulier, mais non dans un Souverain lorsqu'il s'agit du démembrement de ses États héréditaires, et du salut des peuples que la Providence a confiés à sa garde. Cependant Frédéric a fondé, sans y penser, la grandeur de sa Maison dont il avait la plus haute idée, comme le prouve une sorte d'anagramme latin de sa composition, consistant dans les cinq voyelles, qu'il fit imprimer sur tous ses livres, sculpter sur tous les bâtiments et graver sur sa vaisselle. On en trouva, après sa mort, l'explication dans ses papiers. Les cinq voyelles forment les initiales de ces mots:

Austriae Est Imperare Orbi Universo.

(C'est à l'Autriche à commander à l'Univers [1]).

Frédéric était prudent dans le choix de ses ministres, et il eut souvent le bonheur d'en faire un très-bon. Il comptait parmi ses conseillers un Gaspard de Schlick, un Aenéas-Sylvius, un Georges Hessler, et tant d'autres hommes qui par leurs excellentes qualités ont mérité l'admiration des contemporains et l'estime de la postérité. L'empereur Frédéric III était sage et habile dans les négociations politiques. Il a conclu une infinité d'alliances,

[1]) En allemand: *Alles Erdreich ist Oesterreich Unterthan.*

de conventions, de pactes d'hérédité. Si plusieurs d'en-
tre eux furent dissous par les circonstances impérieu
du temps, Frédéric cependant acquit par d'autres trait
les *Pays-Bas*, et prépara la *Hongrie*, la *Bohème*,
Moravie, la *Silésie* et la *Gorice*, à ne former un
ensemble avec l'*Autriche* qu'une seule et même monar

FIN DE LA QUATRIÈME ÉPOQUE.

DE HA

AXIMILIEN I.

omains 1273, †

isabeth, princess

Agnès, mariée au d

Albert II de Saxe 127



HISTOIRE
DE
L'EMPIRE D'AUTRICHE.

CINQUIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE I.

Maximilien I, Empereur romain et archiduc d'Autriche.
De 1493 à 1519.

Vers le temps de l'avénement de *Maximilien I* à l'empire, l'Europe commence à prendre une face nouvelle. L'*Allemagne*, qui sentit enfin le besoin de changer sa constitution qui ne convenait plus au degré de civilisation auquel la nation était parvenue; la *Maison d'Autriche*, qui devient une des plus puissantes familles régnantes de l'Europe; l'*Angleterre*, qui sous ses Édouard et ses Henri avait reculé les bornes des possessions, qu'elle tenait des rois normands et s'en était vu dépouillée durant la lutte sanglante entre les maisons d'York et de Lancastre, pacifiée par Henri VIII, qui avait par son mariage avec Élisabeth, fille d'Édouard IV, réuni les droits des deux Maisons rivales; la *France*, qui avait réuni à sa couronne toutes les provinces de ce vaste royaume; l'*Espagne*, qui par le mariage d'Isabelle, héritière

de Castille, avec Ferdinand-le-Catholique d'Aragon, se voyait en possession de presque toutes les parties qui composent ce royaume, constamment divisées depuis l'invasion des Mores; le *Portugal*, qui se frayait un chemin aux Indes-Orientales par le cap de Bonne-Espérance; la découverte du nouveau monde, par où le commerce jusqu'alors borné à la Méditerranée, s'étendait dans l'Océan; l'usage général qu'on faisait de la poudre à canon; l'*Empire des Turcs*, élevé sur les débris de l'empire des Grecs, qui étend de plus en plus sa domination et fait trembler l'Europe; les trois couronnes de *Danemark*, de *Norwège* et de *Suède*, que portait en 1493 Marguerite, fille de Valdémar III, surnommée la *Sémiramis du Nord*, et dont Éric de Poméranie, neveu et successeur de cette princesse, avait été dépossédé, se trouvant réunies sur la tête de Chrétien ou Christian II de la Maison d'Oldenbourg; la *Russie*, tirée de son obscurité par Ivan Wasilowitsch I, prince d'un génie supérieur qui, après avoir délivré la Russie du joug des Tatars dont elle était tributaire, avait soumis Novogorod, conquis les pays de Tvère, de Perme et d'Ugorie, établit une communication plus prompte avec les nations européennes, et augmenta la puissance de l'Empire russe, dont il doit être considéré comme le premier fondateur; l'invention de l'imprimerie en Allemagne, celle des estampes à Florence et en général les arts et les sciences qui commencent à reparaître en Occident, d'où ils étaient bannis depuis des siècles, voilà les principaux objets que présentait l'Europe à cette époque.

Dans la première année du règne de Maximilien, l'*Autriche intérieure* fut de nouveau inquiétée par les Turcs, qui pénétrèrent par la Croatie jusqu'à Laibach en Carniole et jusqu'à Cilly et Pettau en Styrie. Le roi des Romains fit marcher Georges de Herberstein avec 15,000

hommes contre le corps principal des Ottomans. Mais ce secours arriva trop tard. Les Turcs étaient déjà retournés en Croatie avec un riche butin et 10,000 captifs styriens et carnioliens. Une colonne turque s'était aussi avancée en Carinthie, et avait essayé de prendre Villach d'assaut. Le capitaine du pays, Rodolphe de Khevenhuller, accourut avec la milice de la province au secours de la place, et chassa les envahisseurs. Comme dans cette occasion les captifs chrétiens avaient brisé leurs chaînes et s'étaient jetés par derrière sur les Turcs, ceux-ci perdirent beaucoup de monde et tout le butin qu'ils avaient fait.

Le 1 décembre 1493, furent célébrées les fiançailles du roi Maximilien avec *Blanche-Marie*, fille du duc Galéas-Marie *Sforce*, duc de Milan, mort l'an 1476. Ludovic, oncle et tuteur de la princesse, avait offert au Roi la main de sa pupille avec une dot de 300,000 ducats en argent comptant et 40,000 ducats en or et en pierreries. La princesse apportait au Roi, en outre de ce trésor considérable, des prétentions sur la *Lombardie* pour l'avenir. L'évêque Christophe de Brixen donna, le 16 mars 1494 à Inspruck, la bénédiction nuptiale aux fiancés. Le Roi déclara, le 5 septembre de la même année, le duc Jean-Galéas, frère de son épouse, déchu de la possession du Milanais parce que ce prince, à ce qu'on prétendait, était faible d'esprit et incapable de régner, et destina ce duché à Ludovic. Jean-Galéas étant mort bientôt après (le 22 octobre 1494), Ludovic, dit *le Mûrier* [1]) (et non *le More*, comme l'appellent les écrivains

[1]) Ludovic s'était lui-même attribué le surnom de *Mûrier* (il Moro), ou y avait du moins donné occasion, en choisissant pour symbole cet arbre, qui ne commence ordinairement à pousser ses fleurs qu'après que tout danger des gélées d'hiver est passé, mais les développe alors avec autant plus de célérité; voulant désigner par là cette prudence, sagesse et activité vigoureuse, dans lesquelles il s'imaginait surpasser tous les princes de son temps.

français), fut proclamé duc par ses partisans, et investi du Milanais par Maximilien dans la Diète de Worms, le 5 avril 1495. Toutefois le gouvernement de ce pays ne lui fut que conféré pour sa personne, sa vie durant. Après la mort de Ludovic, le duché de Milan devait retourner à l'Empereur et à l'Empire.

Afin de pouvoir soigner avec une égale activité les affaires importantes de ses États héréditaires et de l'empire d'Allemagne, Maximilien, après avoir renouvelé, le 10 mai 1494, la paix publique de dix ans ordonnée par son père (1486), pour trois autres années, établit le siège de son gouvernement dans les Pays-Bas. Pendant tout l'hiver le Roi instruisit lui-même son fils *Philippe*, qui avait reçu à Louvain le serment de fidélité des États, dans l'art difficile de gouverner ces provinces, qui avaient d'autant plus besoin d'un Souverain résolu, que Charles VIII de France suscitait constamment à la Maison d'Autriche de l'embarras dans cette extrémité opposée de ses possessions, pour se faciliter l'exécution des projets qu'il avait formés sur l'Italie et qu'il tenta bientôt de réaliser.

Le mauvais traitement que Jean-Galéas Sforce et son épouse Isabelle, petite-fille du roi Ferdinand I de Naples, avaient essuyé de la part de Ludovic Sforce, avait depuis longtemps excité l'indignation du monarque napolitain et de son fils le duc Alphonse de Calabre. Le roi avait même fait sommer par ses ambassadeurs Ludovic-le-Mûrier de remettre le gouvernement au jeune duc; par où la crainte de Ludovic que Ferdinand ne se fût ligué avec Pierre de Médicis et les Florentins pour le déposséder du duché de Milan, acquit un haut degré de vraisemblance. Afin de se mettre en sûreté contre ses ennemis, Ludovic s'allia avec le pape Alexandre VI et la république de Venise, et excita même Charles VIII de France à faire valoir les droits qu'il prétendait avoir sur le royaume de Na-

ples, comme héritier de la Maison d'Anjou. Charles VIII, qui avait en mainte occasion manifesté le désir de joindre à ses États un si beau royaume, entra d'autant plus aisément dans les vues du duc que plusieurs Grands, bannis par le roi Ferdinand et réfugiés en France, lui représentaient cette conquête comme une entreprise facile. En conséquence, Charles VIII fit les préparatifs nécessaires pour aller conquérir le royaume de Naples, malgré l'avis d'une grande partie de ses conseillers intimes, qui regardaient cette expédition comme une entreprise ruineuse et trop hasardée. Il fut conclu entre Charles VIII et Ludovic Sforce un traité d'alliance, par lequel le duc s'obligea à prêter au roi une somme de deux cent mille ducats et de mettre cinq cents gendarmes à sa disposition. On convint qu'un corps auxiliaire français de 200 lances [1]) serait placé dans la ville d'Asti, appartenante au duc d'Orléans. Le roi, de son côté, promit à Ludovic de lui donner, après la conquête de Naples, le duché de Tarente. Ferdinand I, secondé par ses deux fils Alphonse et Frédéric, prit de si bonnes mesures de défense, qu'il était fondé à espérer que Charles VIII ne viendrait pas à bout d'exécuter ses desseins. Mais le roi Ferdinand mourut le 25 janvier 1494. Son fils et successeur Alphonse II sut si bien gagner l'amitié du pape Alexandre VI, que ce pontife lui donna l'investiture du royaume de Naples, le fit couronner par le cardinal Borgia et conclut une alliance défensive avec lui. Des traités semblables furent signés avec Pierre de Médicis, au nom de la république de Florence, ainsi qu'avec les princes des petits États de la Romagne, et on prit toutes les mesures nécessaires pour se défendre vigoureusement contre l'ennemi. Sur ces entre-

[1]) Une lance, sous Charles VIII et Louis XI, consistait en un gendarme, trois archers, un porteur d'armes et un page, ensemble en six hommes. François I renforça la lance de deux hommes.

faites, Charles VIII, âgé de vingt-un ans, peu instruit et sans expérience dans les affaires militaires, avait rassemblé une armée, composée de 3600 chevaux, 20,000 fantassins français, 8000 Suisses et autres Allemands, et beaucoup d'artillerie légère. Le 23 août 1494, il se mit en marche de Vienne en Dauphiné, franchit le mont Genèvre et se dirigea par le Piémont, qui était sans défense, vers la Lombardie. Après avoir eu à Asti une entrevue avec Ludovic Sforce, le Roi marcha sur Florence. Le chef de cette République, Pierre de Médicis, ne voyant pas paraître le secours promis par Rome et Naples, fit à l'approche de l'armée française une convention avec Charles VIII, et lui remit les forteresses de Toscane, ce qui révolta et irrita tellement les Florentins, qu'ils chassèrent la famille des Médicis du pays. Le 9 novembre, les Pisans s'affranchirent de la domination de Florence. L'armée française entra le 17 novembre dans Florence. Le 26 du même mois, Charles contracta une alliance avec la République. Elle s'engagea à payer au Roi une somme de 120,000 ducats, pour contribuer aux frais de la guerre. En retour Charles VIII promit de restituer les forteresses toscanes quatre mois après la conquête de Naples ou, en cas qu'il échouât dans cette entreprise, aussitôt qu'il évacuerait entièrement l'Italie. Le 28 novembre, le Roi partit de Florence et marcha sur Rome. Le prince royal de Naples Ferdinand avait déjà abandonné la Romagne qu'il avait occupée avec ses troupes, et s'était retiré à Rome. Alexandre VI était dans la plus grande consternation. Il n'y avait ni dans l'État de l'Église, ni à Naples, des forces suffisantes pour s'opposer aux Français. Le prince royal se voyait déjà abandonné des Florentins et des petits princes de l'Italie centrale. Les soldats du pape nouvellement enrôlés étaient pour la plupart désertés, et l'infanterie napolitaine commençait à en faire de même. Le

pape essaya par plusieurs propositions d'arrêter Charles VIII dans sa marche. Des négociations furent entamées, ensuite desquelles le prince Ferdinand évacua, le 31 décembre, la ville de Rome où Charles VIII entra en triomphe, encore le même jour. Alexandre VI n'étant pas en état de résister seul au roi de France, s'accommoda avec lui, à l'exemple de Florence, et consentit à ce que les citadelles de Civita-Vecchia, de Terracine et de Spolète, fussent occupées militairement par les troupes françaises jusqu'à la fin de la guerre.

Charles VIII, ayant ainsi assuré ses derrières, continua, le 23 janvier 1495, sa marche vers les frontières du royaume de Naples. Le roi Alphonse II, qui s'était rendu odieux par son despotisme et sa tyrannie, ne pouvant compter sur la fidélité de ses vassaux, céda le gouvernement à son fils Ferdinand, généralement aimé, et se retira, au commencement de février, en Sicile. Mais, comme Ferdinand II n'avait ni troupes ni argent, qu'il était abandonné de ses alliés, et qu'en outre plusieurs Grands du royaume se déclarèrent pour les Français, les efforts qu'il fit pour résister à son ennemi furent d'autant plus inutiles, que la ville de Naples même se révolta. Charles VIII s'avança à marches forcées, et après avoir sans peine dispersé quelques troupes de Napolitains qui faisaient mine de vouloir se défendre, il entra le 22 février dans la capitale. Ferdinand II s'était sauvé, le jour précédent, dans l'île d'Ischia. Beaucoup de seigneurs du royaume et toutes les provinces reconnurent Charles VIII pour leur Souverain. Seulement quelques places fortes, comme Reggio, Bari, Gallipoli, étaient encore occupées par des troupes napolitaines, attachées avec un fidèle dévouement à la dynastie légitime.

La rapidité avec laquelle le roi de France avait réduit Florence et le pape, et conquis Naples, étonna le

monde. Les autres États et princes d'Italie ne doutaient pas, que Charles VIII profiterait de sa bonne fortune pour soumettre, s'il était possible, toute la péninsule à sa domination. L'imminence du danger commun réconcilia tous les esprits, réunit tous les intérêts; toutes les pensées, tous les efforts furent alors dirigés vers un seul et même but, celui de combattre un prince, qu'on haïssait autant qu'on le redoutait comme l'ennemi général de l'Italie. Ludovic Sforce qui, aveuglé par la jalousie que lui inspirait la puissance de Naples, avait appelé Charles VIII en Italie, tremblait alors, que ce monarque ne prît pour prétexte les prétentions de la famille d'Orléans sur Milan pour lui enlever ce duché. Le roi Ferdinand d'Aragon, qui régnait alors sur la Sicile, ne s'attendait à rien d'autre qu'à voir aussi cette île envahie par Charles VIII qui, comme il était facile à prévoir, chercherait à réunir de nouveau la Sicile au royaume de Naples. Les *Vénitiens* [1]), qui jusqu'alors

[1]) Sous le dogat de *Jean Mocénigo* († 1485) et de ses successeurs *Marc* et *Augustin Barbarigo* *) frères (1486-1500), dont le premier ne régna que peu de mois, la république de Venise était parvenue au faite de sa puissance. Elle possédait, outre la côte des lagunes, les provinces de Bergame, de Brescia, de Crémone, de Vérone, de Vicence, de Padoue, la Marche de Trévise, Feltre, Ravenne et la Polésine de Rovigo; de plus le Frioul, une partie de la Dalmatie, les îles dalmates, la côte de l'Albanie, les iles de Zante, de Corfou, de Candie et de Chypre, et en outre encore Lepante, Patras, Coron, Modon et Napoli di Romania. Les revenus de l'État se montaient à 1,200,000 ducats, somme exorbitant pour ce temps-là; le commerce de Venise était le plus riche et le plus florissant de la terre, et son excellente marine la rendait redoutable à toute l'Europe. Mais le moment de son élévation fut aussi celui de sa décadence. L'expédition de Charles VIII de France contre Naples changea les rapports politiques de l'Italie, comme la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb changea les relations commercielles dans l'ancien monde. Mais la découverte que Vasco de Gama fit (1498) de la route maritime des Indes-Orientales, fut la principale cause de son abaisse-

*) Sous le gouvernement d'Augustin Barbarigo, et notamment en 1492 ou 1494, on établit à Venise un troisième tribunal qui, comme la Quarantanie criminelle et la civile, était formée de quarante patriciens, et reçut le nom de *nouvelle Quarantanie*.

avaient observé une stricte neutralité, ouvrirent enfin les yeux sur les vastes desseins du roi de France. Persuadés que les intérêts de l'Italie, autant que ceux de leurs propres États exigeaient qu'on en prévînt les suites, ils résolurent de prendre les mesures les plus efficaces pour arrêter les progrès de ce prince conquérant. Le roi des Romains, de son côté, ne pouvait voir avec indifférence, que les Français eussent pris pied ferme en Italie et menaçassent de subjuguer différents États de ce pays appartenants à l'Empire germanique. D'ailleurs Charles VIII laissait clairement apercevoir l'intention de placer sur sa tête la couronne impériale. En attendant il s'était fait céder à Rome par André-Paléologue, cousin de Constantin IX, dernier empereur d'Orient, tous les droits sur cet Empire, et commençait à se servir de marques de cette suprême dignité.

Les ambassadeurs du roi des Romains, du pape, du roi d'Aragon et de Sicile, et du duc de Milan, s'assemblèrent, au printemps 1495, à Venise. Le 21 mars, ils conclurent au nom de leurs Souverains avec la République une ligue pour vingt-cinq ans. Les points d'union généraux, et dont on donna connaissance aux Français mêmes, étaient: de protéger la chrétienté contre les Turcs, de défendre l'Italie et de se maintenir dans ses propres États. Mais le rétablissement de Ferdinand II sur le trône de Naples était le premier but qu'on voulait atteindre par cette coalition. On régla les contingents de troupes à fournir pour la formation de l'armée coalisée, qui fut fixée à 34,000 chevaux et 20,000 hommes d'infanterie. Le sultan Bajazet II offrit à la ligue son armée et sa flotte pour chasser les Français de l'Italie. Mais le duc de Ferrare et la république de Florence avaient refusé d'accéder à la confédération.

ment, attendu qu'elle lui enleva le commerce d'Orient, vraie source de son opulence et de sa prospérité.

Charles VIII était à peine quelques semaines maître du royaume de Naples, lorsqu'il reçut l'annonce des alliances faites contre lui à Venise. Si l'on avait été surpris de sa prospérité, on le fut encore davantage de l'abus qu'il en faisait. Son manque absolu de politique avait déjà éloigné de lui tous les partis de la nation napolitaine. Outre cela, son armée était dans un extrême désordre par suite de la mauvaise discipline. Les Espagnols de Sicile étaient déjà débarqués en Calabre, sous la conduite de Ferdinand II et de Gonsalve de Cordoue, et avaient occupé Reggio et autres villes. En Apulie la plupart des endroits arrachèrent les drapeaux français à l'approche de la flotte vénitienne. Otrante ouvrit ses portes au prince napolitain Frédéric, qui établit son quartier-général à Brindisi. La haute Noblesse était plus aigrie contre le roi Charles que toutes les autres classes du peuple, une partie parce qu'elle se voyait durement opprimée, à cause de son dévouement au monarque légitime, et l'autre partie parce qu'elle ne se croyait pas assez recompensée pour sa trahison envers la famille royale d'Aragon. Tous les gouvernements, les dignités d'État, les fiefs étaient conférés aux courtisans et officiers français, qui vexaient le peuple par toutes sortes d'exactions.

Ces circonstances fâcheuses et les grands armements qu'on faisait en Lombardie, inquiétèrent Charles VIII au point qu'il résolut de quitter son nouveau royaume, avant que les princes ligués eussent opéré la jonction de leurs forces avec celles de la république de Venise, et ne lui coupassent la retraite par les alpes piémontaises. En conséquence, il partit de Naples avec une partie de ses troupes, et entra le 1 juin à Rome. Le surlendemain il se remit en route et arriva le 13 juin à Sienne. Mais il s'arrêta si longtemps en Toscane que son avant-garde n'arriva à Fornuovo-sur-le-Tarro, qu'après qu'une armée de 40,000

alliés s'était déjà rassemblée entre ce fleuve et Parme. Pendant trois jours cette avant-garde fut séparée par les Apennins du gros de l'armée, qui avait beaucoup de peine à passer ces montagnes avec son artillerie et ses bagages. Mais le margrave François de Mantoue, général des alliés, laissa échapper la bonne occasion qui se présentait pour anéantir ce corps isolé, parce qu'il voulait attirer le roi de France lui-même dans la plaine, et le forcer ensuite au combat.

Le 5 juillet, l'armée française se trouva réunie près de Fornuovo. Mais comme elle était réduite à presque 9000 hommes, et que celle du margrave en comptait quatre fois autant, Charles VIII ouvrit des négociations pour obtenir une libre retraite. Il reçut un refus réitéré. Le 6 juillet, il leva le camp et se dirigea sur Modesana. Il fut attaqué pendant cette marche par les troupes alliées. Après un combat fort opiniâtre, le Roi vint à bout de se frayer un chemin et de gagner le Piémont; mais il perdit un nombre considérable de ses soldats et la plus grande partie de son artillerie et de son bagage. Le 15 juillet, Charles VIII atteignit Asti avec le reste de son armée. Quelque temps après, le Roi reçut un renfort de 20,000 mercenaires, enrôlés en Suisse; mais son goût pour la guerre était passé. Il continua les négociations qu'il avait entamées avec Ludovic Sforce. Le 1 octobre, Charles VIII conclut une paix séparée avec le duc de Milan. Celui-ci garda les villes de Novare et de Gènes, cette dernière toutefois à titre de fief du royaume de France. Il renonça à l'alliance faite en faveur de Ferdinand II, et s'engagea à permettre au Roi d'armer une flotte dans le port de Gènes. Il fut en outre stipulé que, si d'ici à deux mois Venise n'accédait pas à ce traité, Ludovic ferait, conjointement avec le roi de France, la guerre à cette République. Charles VIII, de son côté, promit de ne

plus soutenir les prétentions de la famille d'Orléans sur le Milanais. En retour Ludovic s'obligea à payer au Roi 50,000 ducats. Le 22 octobre Charles VIII quitta Turin, et repassa les Alpes. À son arrivée à Lyon, il apprit que le corps d'armée qu'il avait laissé à Naples se trouvait en grand danger, et qu'une grande partie de ce royaume était déjà rentrée sous la domination du légitime Souverain. Il est vrai que le général français d'Aubigny avait forcé Ferdinand et Gonsalve de Cordoue à abandonner la Calabre et à retourner en Sicile; mais, le 7 juillet, Ferdinand II parut avec une flotte devant Naples. Le vice-roi Gilbert de Montpensier se réfugia dans la citadelle. Le peuple reçut le Roi avec des cris d'allégresse. Capoue, Aversa et beaucoup d'autres villes se déclarèrent pour lui. La plus grande partie du royaume était déjà au pouvoir de Ferdinand II, lorsque ce prince mourut, le 7 septembre 1495. Son oncle Frédéric monta sur le trône. L'élévation de cet excellent prince eut le bon effet que les Napolitains de tous les partis se réconcilièrent. Les forteresses de Tarente, de Venosa, de Gaète et de Mont-Saint-Ange (Monte Sant' Angelo), furent aussi évacuées par les Français.

L'ouverture de la Diète de l'Empire, convoquée à Worms par le roi des Romains, eut lieu le 26 mars 1495. Elle fut appelée la *grande Diète*, tant à cause du grand nombre de princes et de députés qui s'y trouvèrent, que par rapport à l'importance des affaires qui y furent traitées. Après avoir retracé d'une manière énergique à toute l'assemblée le tableau de l'Europe, Maximilien demanda l'assistance des États, tant pour s'opposer aux Turcs qui menaçaient de nouveau d'envahir les pays chrétiens, que pour arrêter la marche des Français en Italie. Mais les États, au lieu de voter les secours en hommes et en argent que le Roi réclamait, lui présentèrent leurs anciens

griefs relatifs à la mauvaise administration de la justice, et en demandèrent le redressement. Ce fut alors qu'on établit définitivement cette loi célèbre et si bienfaisante pour l'Empire, connue sous le nom de *paix publique.* Le droit de faide, c'est-à-dire les défis, les violences, et toutes les petites guerres civiles que les États d'Allemagne continuaient à se faire les uns aux autres, furent abolis pour toujours. En même temps on érigea une *Chambre impériale* pour décider souverainement les différends qui s'élevaient entre les États et les autres membres immédiats de l'Empire, et juger tous les procès qui y seraient portés par voie d'appel. La ville de Francfort-sur-le-Mein fut d'abord choisie pour siège de ce nouveau tribunal; mais il fut transféré, le 12 mai 1497 à Worms. Le 31 octobre, Maximilien ouvrit la Chambre impériale, et installa le président Frédéric, comte de Zollern, les assesseurs, procureurs et aussi employés dans leurs places. Les États assemblés à Worms proposèrent au Roi d'établir à Francfort un *Conseil suprême d'Empire (Oberster Reichsrath* ou *Regiment),* pour maintenir la paix publique et veiller à l'exécution des arrêts de la Chambre impériale. Les affaires de l'Allemagne devaient, en absence du chef de l'Empire, être traitées et conclues par ce grand Conseil, à l'exception de quelques-unes qui seraient réservées à la décision du Roi. Mais Maximilien, pénétrant les desseins des États, qui n'avaient fait cette proposition que dans la vue de restreindre encore davantage la puissance et l'autorité du chef de l'Empire, refusa d'y donner son consentement. Il fut alors statué, qu'on tiendrait tous les ans une assemblée des États qui durerait pour le moins un mois. Ce fut dans cette même Diète que le Roi éleva, le 21 juillet, le comte Éverard de Wurtemberg à la dignité ducale. Il fit en outre différentes lois concernant la police et les moeurs, puis une ordonnance relative à l'abus

des tribunaux secrets de Westphalie (*Vehmgerichte*). On travailla aussi à un projet d'un nouveau système de monnayage. Le 17 mars 1496, la ligue souabe renouvela, sur l'invitation de Maximilien, pour trois autres années son union tendante à maintenir la paix publique.

Pendant cette Diète célèbre, qui avait attiré des étrangers de tous les pays à Worms, un chevalier français (Claude de Barre) renommé par sa force et son adresse, fit placer un écu sous une des fenêtres de son appartement, et fit publier qu'il se battrait seul avec tout Allemand qui oserait se présenter, de quelque rang qu'il fût. La provocation du chevalier français restait sans réponse; personne n'osait se mesurer avec un pareil adversaire, lorsqu'un inconnu rompit tout à coup ce silence honteux et fit placer son écu à côté de celui de Claude de Barre; c'était annoncer qu'il acceptait le défi. Au jour fixé, les deux champions, revêtus d'une armure complète, entrent dans la lice. Un nombre infini de spectateurs bordent l'arène. Tous les regards sont fixés sur les hardis combattants. Sans proférer un seul mot, au premier son du cor, ils se chargent avec une telle impétuosité qu'ils chancellent tous deux sur leurs coursiers. Ils reculent, puis s'élancent de nouveau l'un sur l'autre avec encore plus de fureur que la première fois. Enfin, après une lutte aussi pénible que dangereuse, le chevalier inconnu porte un coup si violent, que Claude de Barre est désarçonné, jeté à terre et contraint de se rendre prisonnier. Le vainqueur lève la visière de son casque et *l'on reconnaît dans le vengeur de la nation le roi Maximilien lui-même.*

L'archiduc *Sigismond*, souverain du *Tyrol*, étant mort sans enfants, le 4 mars 1496, Maximilien recueillit sa succession, et réunit ainsi sous son sceptre tous les pays de la Maison d'Autriche, qu'un partage irréfléchi et contraire à la saine politique avait séparés. Ce monarque

maria, le 21 octobre 1496, son fils *Philippe* à l'infante *Jeanne*, seconde fille de *Ferdinand d'Aragon* et d'*Isabelle de Castille*, et le 4 avril de l'année suivante, la princesse *Marguerite*, sa fille, au prince *Jean*, frère de l'Infante, héritier des couronnes de l'Espagne. Une suite d'accidents extraordinaires, et notamment la mort prématurée du prince royal Jean, qui cessa de vivre dès le 4 octobre 1497 sans laisser d'enfants, la mort de sa soeur aînée *Isabelle*, reine de *Portugal*, et celle de son fils *Michel*, qui le suivirent bientôt après dans la tombe, firent passer en peu de temps le droit de succession sur toute la monarchie espagnole à l'archiduchesse *Jeanne* et à son époux *Philippe*.

L'armée française avait, il est vrai, évacué la plus grande partie de l'Italie; mais Asti, ville fortifiée en Piémont, était encore occupée par les troupes de Charles VIII. Comme il était probable que ce monarque chercherait à réparer, par une nouvelle entreprise sur Naples, la honte que répandait sur lui sa retraite précipitée, plusieurs États d'Italie résolurent de solliciter le secours du roi des Romains. Ce prince se trouvait à Inspruck, occupé à prendre possession du Tyrol, lorsque le duc Ludovic de Milan, accompagné des ambassadeurs du pape et de la république de Venise, se rendit auprès de lui et implora, au nom de l'Italie, sa protection contre les Français. Le Roi promit aux alliés de les soutenir pendant trois mois avec une armée considérable. Ils s'obligèrent, de leur côté, à lui payer chaque mois une somme de 40,000 ducats, à titre de subside. Afin de pouvoir remplir ses engagements, Maximilien somma les États et les villes de l'Empire de lui fournir les contingents en hommes et en argent qu'ils lui devaient conformément à la constitution. Mais les contributions ne rentrèrent qu'avec une extrême lenteur; et quant aux troupes, on ne fit même aucunes dispositions

pour les mettre sur pied; en sorte que le Roi fut laissé, comme à l'ordinaire, sans soutien de la part de l'Empire, et réduit aux forces de ses propres pays. Néanmoins, résolu à tenir la parole qu'il avait donnée aux Italiens, et comptant aussi avec confiance sur les subsides promis par Milan et Venise, il marcha, au mois d'août 1496, avec 400 chevaux et un petit corps d'infanterie par le Tyrol aux bords du lac de Come. A peine Maximilien avait-il passé les Alpes, qu'il reçut la nouvelle certaine qu'aucune armée française ne mettrait, cette année-ci, le pied en Italie. Les princes italiens, qui venaient de s'assembler à Vigevano, donnèrent alors à entendre au Roi, que pour le moment sa présence en Italie n'était plus nécessaire. Mais ce Souverain chercha à convaincre les Italiens, qu'il serait maintenant d'autant plus facile d'enlever aux Français la ville d'Asti, le dernier poste qu'ils occupaient en Italie, et qu'on pouvait prévenir une nouvelle invasion de leur part, en leur fermant par des garnisons tous les défilés des Alpes. Mais d'un côté les Vénitiens appréhendaient que la ville d'Asti ne tombât alors entre les mains du duc de Milan, et de l'autre côté Ludovic Sforce ne voulait pas se brouiller avec cette République; c'est pourquoi ils empêchèrent l'exécution des sages propositions du Roi. Les alliés proposèrent alors à Maximilien d'entreprendre une expédition contre Florence, et de forcer cette République à renoncer à l'alliance avec Charles VIII. Les Vénitiens, aussi bien que le duc de Milan, espéraient devenir dans cette occasion les maîtres de *Pise*. Mais les premiers, ayant été informés que le duc avait les mêmes vues qu'eux sur cette ville, engagèrent le Roi à conquérir Livourne, et à couper ainsi aux Florentins la communication par mer avec la France. Maximilien, accédant à cet avis, s'embarqua à Gènes avec 1000 hommes d'infanterie allemande et une artillerie con-

sidérable. Mille autres fantassins allemands et 500 chevaux marchèrent en côtoyant la mer par Spezzia. Près de Pise Maximilien réunit son armée, et se dirigea sur Livourne, dont le port était bloqué par la flotte veneto-génoise. La ville fut vivement bombardée, mais sans grand effet. Les corps de coureurs royaux conquirent quelques endroits dans la Maremma. Mais une tempête dispersa, le 14 novembre, la flotte alliée, par où le blocus du côté de la mer était levé. Maximilien voulait continuer l'attaque de la place par terre; mais comme le duc de Milan et les Vénitiens n'envoyèrent ni les troupes, ni les sommes d'argent promises, le Roi se vit obligé de renoncer à son dessein. Il retourna avec ses troupes à Pise, d'où il se mit, le 19 novembre, en marche pour faire le siège de Mont-Carlo. Mais ayant appris en chemin qu'un nombreux corps florentin venait d'entrer dans la place, il abandonna cette entreprise aussi. En même temps on avait intercepté plusieurs lettres qui montraient clairement, que les Vénitiens eux-mêmes cherchaient à empêcher par des intrigues secrètes l'expédition projetée. Maximilien prit alors sa direction par Sarzane et Pontremoli vers la Lombardie. À Pavie les ambassadeurs de Milan et de Venise cherchèrent, par l'offre de nouveaux subsides, à persuader le Roi de s'arrêter pendant tout l'hiver en Italie. Mais ce monarque était tellement irrité de la mauvaise foi de ses alliées, qu'il retourna, vers la fin de décembre, en Allemagne.

Au commencement de l'année 1497, Charles VIII envoya le général Jacques Trivulce, Milanais exilé, avec un corps de 10,000 hommes en Italie pour effectuer, d'intelligence avec la famille Fregoso, une révolution à Gènes. Trivulce s'avança par Asti, conquit Novi et Bosco; mais ses desseins sur Gènes et Savone échouèrent. Les Florentins refusèrent de seconder les vues du roi de France,

et une armée milano-vénitienne marcha contre Trivulce, qui fut contraint de se retirer à Asti. Le 5 mars 1497, une trêve jusqu'à la fin du mois d'octobre fut signée entre la France et l'Espagne, et étendue sur tous les États d'Italie.

Vers le même temps, l'archiduc Philippe réclama la restitution du duché de *Bourgogne* et des autres pays qui lui avaient été adjugés par le traité de Senlis. La réponse évasive et sèche du roi Charles VIII prouva, que ce Souverain n'était aucunement disposé à se désaisir de ces possessions. Charles VIII étant mort, le 7 avril de l'année suivante, le duc d'Orléans, son cousin, lui succéda sur le trône de France sous le nom de *Louis XII.* Ce prince, non moins ambitieux que son prédécesseur, était non-seulement décidé à ne pas rendre les États bourguignons à leur légitime propriétaire, mais il songea, d'abord après son avénement, à faire valoir les droits qu'il prétendait avoir sur le Milanais du chef de son aïeul, le duc d'Orléans, époux de *Valentine*, soeur unique de *Philippe-Marie Visconti*, dernier duc de Milan de cette famille. Mais voulant auparavant assurer la tranquillité sur les autres frontières de son royaume, il conclut, le 2 août 1498, un accommodement avec l'archiduc Philippe. Louis rendit à ce jeune prince les villes de Béthune, d'Aire et de Hesdin. La Bourgogne, les villes de Mâcon, d'Auxerre et de Bar-sur-Seine, furent laissées au roi de France, sa vie durant, et on convint de part et d'autre, qu'on se rapporterait pour ces possessions, particulièrement pour la Bourgogne, à la décision du parlement de Paris; c'était autant que si l'archiduc y eut déjà renoncé. Philippe prêta, le 5 juillet 1499, hommage-lige au chancelier de France, représentant le roi Louis, à Arras pour la Flandre, le Charolois et l'Artois, fiefs du royaume de France. Le roi des Romains était si fort occupé de la guerre qu'il fai-

sait alors aux Suisses, qu'il se vit obligé de souscrire à cet arrangement et qu'il prolongea, de son côté, pour six mois la trêve qu'il avait conclue avec la France, l'année précédente.

Depuis l'année 1474 les Confédérés suisses étaient alliés avec l'archiduc Sigismond de Tyrol. Mais lorsque ce prince céda le gouvernement du comté de Tyrol à Maximilien, roi des Romains, les Suisses refusèrent de renouveler l'alliance avec ce dernier Souverain, parce qu'ils craignaient d'être par là insensiblement enveloppés dans la ligue souabe, qu'ils regardaient comme incompatible avec leur constitution libre, et comme dangereuse à leur indépendance. Jusque-là les Confédérés suisses avaient encore toujours été considérés comme membres de l'Empire germanique, et traités comme tels par les rois d'Allemagne. Mais ils refusèrent maintenant tout à coup d'accéder à la paix publique de Worms, et de reconnaître l'autorité de la nouvelle Chambre impériale. Ils n'avaient pas voulu non plus renoncer à l'alliance avec la France, comme l'Empereur l'avait ordonné, ni fournir quelques milliers d'hommes pour renforcer l'armée de l'Empire. Cette désobéissance réitérée avait déjà irrité le Roi et les États de l'Allemagne contre les Suisses, lorsque de nouveaux événements qui concernaient le Tyrol amenèrent le commencement d'hostilités ouvertes.

Il s'était élevé, déjà depuis quelques années, entre le gouvernement du Tyrol et celui du pays des Grisons, des différends au sujet de la possession de la vallée dite *Munsterthal*, et sur le patronage de l'abbaye de Munster, située dans ce district. Les Tyroliens, comptant sur l'appui du roi des Romains et des provinces autrichiennes voisines, s'armèrent pour occuper par la force ce canton. Mais les Grisons entrèrent, le 21 juin 1497, dans la Confédération helvétique, afin de s'assurer l'assistance

de cette dernière. Les Tyroliens attaquèrent, en été 1498, subitement l'abbaye de Munster; mais ayant été repoussés avec perte par les Grisons, ils réclamèrent, dans le sens de la paix publique de Worms, le secours des princes et États voisins. Ils recherchèrent avant tout le soutien de la ligue Souabe qui, déjà piquée du refus qu'avaient fait les Suisses d'accéder à cette union, saisit avec empressement l'occasion de se venger des Confédérés. Le roi des Romains ayant sommé aussi, le 15 août 1498, les capitaines de la ligue souabe de protéger les États héréditaires d'Autriche, l'expédition contre les Suisses fut arrêtée, le 20 janvier 1499, par la Diète assemblée à Constance.

La guerre alors éclata. Elle se fit d'abord avec des succès variés; mais la fortune se décida bientôt, comme nous allons voir, en faveur des Confédérés suisses. L'armée souabe, qui s'était rassemblée près de Constance, au nombre d'environ 15,000 hommes, s'étant avancée, le 18 avril 1499, par Ermatingen sur le lac de Constance, fut défaite dans le défilé de Schwaderloch, non loin de Constance, par un corps de 15,000 Helvétiens, auquel toutefois s'était jointe la milice de Turgovie. Les Souabes perdirent 2000 hommes et 15 canons. Les troupes auxiliaires des États de l'Allemagne s'étaient enfin réunies près de Constance. L'armée comptait 20,000 combattants, y compris les Autrichiens. Le roi des Romains en avait pris lui-même le commandement. Le 13 juillet, les deux armées étaient en présence dans le voisinage de Constance, prêtes à livrer bataille, lorsque la plupart des princes déclarèrent, qu'ils ne voulaient pas compromettre la gloire de leurs armes dans un combat contre les manants suisses, mais seulement défendre les frontières de l'Empire contre les attaques de ces montagnards. Maximilien se vit par conséquent obligé de se retirer, à la vue

de l'ennemi, derrière les murs de Constance. Une armée royale de 15,000 hommes, composée de Belges, de Bourguignons et de troupes des villes impériales rhénanes, s'était réunie sous les ordres du comte Henri de Furstenberg, à peu de distance de la ville de Bâle. Ce Général assiégeait le château fort de Dornach. Se fiant sur ses forces, le comte ne prit aucune précaution, et fut attaqué inopinément, le 22 juillet, par un corps de troupes suisses de 5000 hommes. Il est vrai que la plus grande partie des troupes royales gagnèrent encore du temps pour se rassembler derrière la Birs, et se ranger en ordre de bataille; mais l'arrivée soudaine d'une seconde colonne suisse d'environ 1200 combattants acheva de déconcerter l'armée royale. Le comte de Furstenberg fut tué avec 3000 de ses guerriers, et le reste se sauva par la fuite. Les Helvétiens conquirent le camp, dix drapeaux et vingt pièces de canons. Eux-mêmes ne perdirent, dit-on, que trois cents hommes dans cette journée.

Pendant ce temps-là, Louis XII profitait de chaque occasion pour occuper Maximilien, afin qu'il ne pût secourir Ludovic-le-Mûrier, et ne fît échouer ainsi les projets du roi de France sur le duché de Milan. Ce fut par cette raison qu'il conclut, le 14 juin 1499, une alliance avec Uladislas, roi de Hongrie et de Bohème, ainsi qu'avec Jean-Albert de Pologne. Le 16 mars de la même année, il avait été signé aussi une convention pour dix ans entre la France et l'Helvétie. Les deux États s'assurèrent un secours réciproque contre tous leurs ennemis. Les Suisses toutefois en exceptèrent le souverain pontife et l'Empire germanique. Louis obtint l'autorisation d'enrôler librement des soldats en Suisse et promit, en retour, des subsides annuels aux cantons. Louis XII avait, immédiatement après son couronnement (en juillet 1498), pris le titre de *duc de Milan*, et même celui de *roi des Deux-Siciles*;

ce qui montrait assez qu'il aspirait à la souveraineté de toute l'Italie. Maximilien sentit par conséquent la nécessité de terminer au plus tôt la guerre suisse. Louis XII s'offrit lui-même pour médiateur. Mais comme ni Maximilien, ni les Suisses, ne pouvaient avoir de confiance en lui, les deux parties belligérantes éludèrent la proposition. Ludovic Sforce, qui espérait qu'après le rétablissement de la paix il serait soutenu, tant par les Confédérés, que par le roi des Romains contre la France, se chargea avec avidité de cette médiation. La paix fut signée, le 22 septembre 1499, dans la ville de Bâle. On rendit de part et d'autre les conquêtes faites dans cette guerre. La Turgovie, dont les Confédérés étaient déjà en possession depuis l'année 1461, leur fut définitivement adjugée. Les démêlés des Tyroliens avec les Grisons, particulièrement avec la ville de Chur, furent soumis au jugement arbitral de l'évêque d'Augsbourg. Telle fut le résultat d'une guerre qui, bien qu'elle n'eût duré qui dix mois, coûta, à ce qu'on prétend, la vie à plus de 20,000 braves soldats. Deux mille bourgs, villages et châteaux avaient été brûlés, et une étendue de terrain de soixante lieues entièrement dévastée. Le 1 novembre à Zurich, les plénipotentiaires royaux confirmèrent, au nom du roi Maximilien, la paix de Bâle. En même temps les cantons de Zurich, de Berne, d'Uri, d'Underwald, de Schwitz et de Glaris, renouvelèrent l'*union héréditaire* avec l'Autriche. Mais les autres cantons, tout dévoués à la France, refusèrent d'accéder à cette convention. Le 9 juin 1501, la ville de Bâle, et le 10 août de la même année la ville de Schafhouse furent admises dans la Confédération helvétique qui compta alors douze cantons.

Louis XII, roi de France, s'était pendant toute l'année qui suivit son avénement, occupé des préparatifs politiques et militaires qui devaient lui assurer le succès de

la grande entreprise qu'il avait résolu de faire en Italie. Il eut l'adresse de mettre dans ses intérêts le pape Alexandre VI et les Vénitiens. Le pontife avait sanctionné le divorce de Louis XII avec Jeanne, fille de Louis XI, qu'il avait été forcé d'épouser, ainsi que son union avec Anne de Bretagne, veuve de Charles VIII son prédécesseur, à laquelle il s'était marié, le 8 janvier 1499. Par reconnaissance, le Roi donna au fils naturel d'Alexandre, César Borgia, le Valentinois en Dauphiné, une pension de 20,000 livres, une compagnie de cent lanciers à cheval et lui accorda même, après qu'il eut quitté l'état ecclésiastique, la main de la princesse Charlotte de Foix, soeur de la reine de Navarre. Quant aux Vénitiens, comme ils étaient jaloux de la puissance du duc de Milan, et n'étaient pas sans inquiétude sur ses projets d'agrandissement, assez mal cachés, ils entrèrent d'autant plus facilement dans les vues du roi de France, que ce monarque promit de leur céder la ville de Crémone et le pays de Ghière d'Adda, dès qu'il aurait fait la conquête du Milanais. Les Vénitiens, de leur côté, s'engagèrent dans le traité d'alliance, qui fut signé le 15 avril 1499 dans la ville de Blois, à soutenir Louis XII par 4000 fantassins et 6000 hommes de cavalerie.

Après avoir gagné ainsi les principaux États d'Italie qui auraient pu mettre obstacle à sa conquête, le roi de France fit entrer, au mois d'août 1499, une armée forte d'environ 24,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient 5000 Suisses, dans le Milanais. Le général Trivulce, guerrier expérimenté, la commandait. Ludovic Sforce avait formé avec une célérité extraordinaire deux corps considérables, dont le premier, commandé par Galéas San Severino, marcha contre les Français, et l'autre, sous les ordres de Cajazzo se porta à la rencontre des Vénitiens. Mais la plus grande partie des sujets de Lu-

dovic étaient aigris contre lui, à cause de la manière despotique dont il les gouvernait; en sorte que presque toutes les forteresses sur les frontières occidentales se rendirent, en partie volontairement, en partie après une faible résistance, aux troupes françaises, qui avaient déjà occupé Alexandrie et Pavie. Les Vénitiens s'approchaient de Lodi. Le duc confia la défense de la citadelle de Milan, qui à cette époque passait pour imprenable, à Bernard da Corte, et s'enfuit avec ses enfants et ses trésors à Inspruck. Immédiatement après, la ville de Milan ouvrit ses portes aux Français, et quelques jours plus tard le traitre da Corte livra aussi la citadelle pour une forte somme d'argent. Gènes et toutes les villes du Milanais se soumirent, à l'exemple de la capitale. Louis XII, qui jusque-là était resté à Lyon d'où il dirigeait les opérations, passa alors lui-même en toute hâte les Alpes et entra, le 6 octobre 1499, en triomphe dans Milan. Là, il conclut des alliances avec le margrave de Mantoue, le duc de Ferrare, Bentivoglio, seigneur de Bologne et enfin, le 15 octobre, avec la république de Florence aussi. Ensuite il remit la ville de Crémone aux Vénitiens, nomma le maréchal Trivulce son lieutenant dans le Milanais, et retourna au mois de novembre en France.

Quelque dur et insupportable qu'eût paru aux Milanais le gouvernement de Ludovic, ils ne tardèrent cependant point de le regretter. Le maréchal Trivulce ne se comportait pas comme un gouverneur français, mais comme un chef d'une faction milanaise; c'est-à-dire, il était un Guelfe zélé, et opprimait en toute occasion les Gibelins d'une manière aussi injuste qu'impolitique. Dans sa conduite envers le peuple, il se montrait véhément, hautain, grossier; et il poussait souvent la sévérité jusqu'à la barbarie. La diminution d'impôts qu'on avait espérée d'un changement de gouvernement, ne se réalisait point; au contraire, les vex-

ations en tout genre se multipliaient de jour en jour. Les troupes françaises, par leur légèreté, leur indiscipline et leurs fréquents excès, contribuaient à irriter les esprits. Le peuple et les Nobles du parti gibelin désiraient le retour du duc. Ces circonstances donnèrent à Ludovic-le-Mûrier le courage d'exécuter avec peu de forces un plan fort hardi. Il prit en toute hâte à sa solde une troupe de 2500 cavaliers, connue sous le nom de garde wallonne ou bourguignonne, et 8000 volontaires suisses. En janvier 1500, il franchit avec cette petite armée les limites du Milanais. Come lui ouvrit ses portes. Trivulce, après avoir jeté une garnison dans le château de Milan, évacua la ville et se retira vers Novare. Les Milanais prirent les armes et poursuivirent les Français jusqu'au Tésin. Le 5 février, Ludovic Sforce fit son entrée dans la capitale, au milieu des acclamations du peuple. À cette nouvelle, Louis XII fit incontinent partir le général la Trémouille avec un nouveau corps d'armée pour la Lombardie, lequel se réunit avec les troupes de Trivulce et du comte de Ligny. La garnison suisse de Novare, forte de 4000 hommes, rendit la place à Ludovic, et entra au service de ce prince qui attaqua avec vigueur la citadelle de la ville. L'armée française, qui au mois d'avril se montait à environ 25,000 combattants, parmi lesquels étaient 10,000 Suisses, s'avança pour dégager le château de Novare. Ludovic Sforce ne se fiait pas assez ni à ses sujets récemment rentrés dans le devoir, ni à ses troupes, pour livrer sans anxiété bataille à l'armée royale, fort supérieure à la sienne. En effet, les chefs des troupes suisses à la solde de Ludovic, s'étaient laissés corrompre par Trivulce. Tout à coup ils demandèrent leur congé, sous prétexte qu'il ne leur était pas permis de se battre contre leurs compatriotes qui se trouvaient dans l'armée de France. En même temps ils réclamèrent impétueusement leur solde arriérée. Toutefois à

force de présents, de prières et de promesses, ils se laissèrent apaiser en apparence pour quelques jours.

Sur ces entrefaites, les Français avaient exécuté leur mouvement, et occupaient la route qui conduit de Novare à Milan. Afin d'ouvrir de nouveau sa communication avec la capitale, le duc se mit, le 10 avril, en marche de Novare et attaqua les Français avec la cavalerie, pendant que l'infanterie défilait encore. À peine les Suisses furent-ils rangés en ordre de bataille, qu'ils déclarèrent encore une fois, qu'ils ne se battraient pas contre leurs concitoyens, et qu'ils voulaient retourner dans leurs foyers. En effet, ils quittèrent leur position, reprirent le chemin de la ville et obligèrent par là les autres troupes de vider aussi le champ de bataille. Les Suisses, qui avaient déjà reçu des Généraux français la permission de retourner dans leur pays, poussèrent plus loin leur trahison; car Ludovic ne put même les engager à l'escorter et à le conduire en lieu de sûreté. Tout ce qu'il en obtint, ce fut de pouvoir se déguiser sous le froc d'un móine, selon d'autres rapports sous l'habillement d'un soldat suisse, et de se mêler parmi eux, pour s'échapper comme il le pourrait. Les Français avaient mis un prix de cinq cents couronnes sur la personne de Ludovic. Encore le 10 avril, le corps suisse sortit de Novare, et traversa le camp français pour s'en retourner dans son pays. Un Helvétien d'Uri, nommé Rodolphe Turman, avait trahi le duc à ses ennemis. Celui-ci fut arrêté et ensuite transporté en France, où il mourut après dix ans de captivité (1510). Cet événement rendit le roi de France encore une fois maître du Milanais.

Le triste sort de Ludovic, son proche parent, et la crainte que Louis XII ne s'emparât aussi du royaume de Naples, dont il avait déjà pris le titre, engagèrent le roi des Romains à demander aux États de l'Allemagne, assemblés en avril 1500 à Augsbourg, de prompts et effi-

caces secours contre Louis XII et contre les Vénitiens, qui avaient aidé les Français à conquérir le duché de Milan, fief relevant de l'Empire, et partagé la proie avec eux. Mais le roi de France ayant fait déclarer à la Diète que, loin de prétendre s'approprier les droits de l'Empire, il était prêt à en prendre l'investiture du roi des Romains, les princes et États, satisfaits de cette déférence, conseillèrent à Maximilien de s'accommoder à l'amiable avec la France, et invitèrent le Roi à s'occuper de l'amélioration de la constitution germanique, plutôt que de s'engager dans une nouvelle guerre, qui pouvait avoir des suites fâcheuses pour l'Allemagne et pour lui-même. Maximilien, se rendant aux voeux des États, fit examiner par des comités particuliers les affaires intérieures de l'Empire. Le *Conseil suprême d'Empire*, déjà proposé par les États en 1495, qui rendait les Diètes annuelles inutiles et qui, sous la présidence du Roi ou d'un gouverneur établi par lui, devait décider les affaires importantes de l'Empire, fut alors effectivement constitué et organisé. Le nombre des assesseurs fut fixé à vingt. Ils consistaient en un des six princes électeurs, hors la Bohème, qui devait, alternativement de trois à trois mois, être présent en personne, et en cinq commissaires, représentants les cinq autres électeurs. Le reste des assesseurs devait être choisi parmi certains princes ecclésiastiques et séculiers, prélats, comtes et villes impériales expressément nommés; enfin il fut convenu que l'*Autriche* et la *Bourgogne* aussi auraient chacune un assesseur dans ce Conseil de gouvernement. Tous les autres pays et États de l'Empire furent divisés en six cercles, savoir: ceux de *Franconie*, de *Bavière*, de *Souabe*, du *Haut-Rhin*, du *Bas-Rhin* ou de *Westphalie* et de *Saxe;* et chacun de ces cercles élut alors un assesseur au Conseil suprême, qui fut établi, provisoirement pour six ans dans la ville de Nuremberg. Le 31 août

1500, Maximilien nomma l'électeur de Saxe, Frédéric-le-Sage, son gouverneur et président du Conseil suprême d'Empire. Dans cette Diète on ordonna aussi de nouveau, sous les peines les plus sévères, la paix publique, qui avait été jusque-là fort mal observée. Cependant les transgressions de cette loi furent encore très-fréquentes, bien que le Conseil d'Empire ne négligeât rien pour la maintenir, et que le légat du pape frappât d'anathème les perturbateurs du repos public. On s'occupa en outre des moyens de relever la Chambre impériale, dont les assesseurs s'étaient séparés, en octobre 1497, par la raison que le président et les conseillers de ce tribunal ne recevaient pas leurs appointements. Mais, comme il fallait établir une taxe extraordinaire pour se procurer les dix mille florins, montant de ces salaires, l'instauration effective de cette Cour de justice ne put encore avoir lieu dans la susdite année (1500).

Léonard II, dernier comte de *Gorice* [1]), étant mort le 12 avril 1500, ses États passèrent, conformément à la convention d'hérédité faite entre les ducs d'Autriche et la Maison du prince défunt, au roi Maximilien qui envoya les comtes de Nassau, de Zollern et de Furstenberg à Gorice, pour prendre possession de ce pays et recevoir l'hommage de ses nouveaux sujets.

Le 16 décembre 1500, les plénipotentiaires de Maximilien sommèrent le Conseil suprême d'Empire de délibérer sans délai sur les affaires d'Italie. Dans l'entrefaite

[1]) La *Gorice* appartenait à l'ancienne Grande-Illyrie (*Illyricum*), et éprouva les mêmes vicissitudes que le Frioul et la Carniole, jusqu'à ce qu'elle fut érigée en comté par l'empereur Henri IV ou V, et donnée héréditairement aux comtes de Tyrol. Depuis lors ces deux pays furent tantôt réunis, tantôt séparés. Les fils du comte Meinard III partagèrent les États paternels; *Meinard IV* eut le Tyrol et *Albert II* la Gorice. Le comte *Léonard II* étant mort en 1500, sans laisser d'héritiers mâles, le roi Maximilien I hérita la Gorice, en vertu d'anciens traités. Ce comté forme aujourd'hui un Cercle du gouvernement de Trieste dans le royaume d'Illyrie.

ce Conseil avait envoyé une ambassade à Blois où elle avait, le 13 décembre, conclu avec Louis XII une trêve jusqu'au 1 juillet 1501. Mais comme l'Italie n'avait pas été comprise dans cette convention, et que Maximilien avait appris que la France et l'Espagne s'étaient unies pour conquérir ensemble le royaume de Naples, il refusa de confirmer la trêve faite avec Louis XII. Cependant sur les pressantes représentations du Conseil d'Empire et de l'archiduc Philippe, que le monarque français avait gagné par des offres brillantes qu'il n'avait guère envie d'accomplir, Maximilien consentit, au mois d'avril 1501, à ratifier la paix. L'appréhension du roi des Romains que Louis XII ne portât aussi ses vues sur le royaume de Naples, n'était que trop fondée. Le roi de France pensait en effet à faire cette conquête; mais comme il craignait d'être traversé dans son entreprise par Ferdinand-le-Catholique, roi d'Aragon et de Sicile, il gagna ce prince, en lui proposant de réunir leurs forces pour conquérir Naples, et de partager ensuite entre eux ce beau royaume. Ils conclurent, le 11 novembre 1500 à Grénade, un traité de partage, et firent pendant l'hiver les plus grands préparatifs pour exécuter leur plan.

Au printemps 1501, ces Souverains firent avancer leurs troupes vers le royaume de Naples, après qu'ils eurent donné connaissance du traité de partage au pape Alexandre VI qui, étant alors mécontent du roi Frédéric de Naples, ne fit aucune difficulté d'approuver le projet des deux rois alliés. L'armée de Ferdinand-le-Catholique était commandée par le célèbre Gonsalve de Cordoue, qu'on appelait le grand-capitaine, et celle de France avait pour chefs d'Aubigny et le duc de Nemours. Il ne fallut que peu de temps à ces Généraux pour se rendre maîtres du royaume de Naples. Le 25 août 1501, le roi Frédéric remit aux Français les châteaux de la capitale, et se re-

tira dans l'île d'Ischia. Bientôt après ce malheureux prince, se voyant sans ressource, renonça à la couronne de Naples, et vécut d'une pension de trente mille ducats que lui accorda Louis XII avec le titre de duc d'Anjou. Cependant le bon accord entre les Espagnols et les Français ne dura pas longtemps. Le règlement des limites, qui n'avaient pas été exactement fixées dans le traité de Grénade, donna bientôt lieu à tant de contestations, qu'on en vint enfin aux hostilités. Celles-ci cependant furent interrompues pour le moment par la résolution que prirent les Généraux respectifs d'attendre, pour vider la querelle, la décision ultérieure de leurs Souverains.

Cependant Louis XII, quelque glorieux qu'il pût être de ses conquêtes en Italie, ne se tenait pas assuré de ces nouvelles possessions, tant qu'il n'était pas réconcilié avec le roi des Romains, et n'avait reçu de ce monarque l'investiture de Milan. Les trêves jusqu'alors conclues, bien qu'elles eussent été renouvelées plusieurs fois, ne levaient point la crainte qu'avait Louis XII, que Maximilien n'envahît subitement la Lombardie et ne mît par là aussi en danger la nouvelle conquête des Français, le royaume de Naples. D'un autre côté, Maximilien était indigné de la conduite du Conseil suprême d'Empire, qui ne lui procurait aucun secours ni contre les Français, ni contre les Ottomans. Par conséquence il se laissa d'autant plus facilement persuader par l'archiduc Philippe à se prêter à un accommodement avec la France. Le ministre français, le cardinal Georges d'Amboise, parut à la Cour de Maximilien à Trente en Tyrol. Là fut conclue, le 13 décembre 1501, une convention qui stipulait, que la princesse Claudine, fille du roi de France, âgée seulement de deux ans, serait mariée au prince Charles, fils de l'archiduc Philippe, qui avait le même âge, et apporterait la Bretagne en dot à son époux. Un second mariage fut arrêté entre le futur dau-

phin, dont on attendait encore la naissance, et une fille de l'archiduc Philippe. Maximilien promit à Louis XII l'investiture de Milan, et ce dernier prince s'engagea, de son côté, à secourir le roi des Romains contre les Turcs, à le soutenir dans son expédition romaine, à l'aider lui et ses héritiers à prendre possession de la Hongrie et de la Bohême, et enfin à prêter son appui à l'archiduc Philippe, pour lui assurer la succession au trône d'Espagne. Les traités précédents, relatifs aux États de Bourgogne, furent confirmés.

Le Conseil suprême d'Empire avait, comme on l'a déjà fait remarquer, déplu dès le commencement au roi Maximilien, par la raison que l'établissement d'un tel collège devait infailliblement porter préjudice à la puissance royale. Cette régence s'était aussi attiré la colère du Roi par le peu d'empressement qu'elle mettait à soutenir les justes réclamations de ce Souverain, ainsi que par la trêve qu'elle avait arbitrairement conclue avec la France. Les princes et États, appelés à former ce Conseil suprême, remplissaient leurs devoirs avec une extrême négligence. D'un autre côté, tous les princes et États qui en avaient été exclus, étaient on ne peut pas plus aigris de ce qu'on avait concédé aux premiers une prérogative si contraire à l'ancienne constitution germanique, et soumis à leur pouvoir arbitraire les autres États et les affaires de l'Empire. Ces motifs et surtout le peu d'exactitude qu'on mettait dans le payement du salaire des assesseurs, furent cause que ceux-ci se séparèrent, comme l'avaient fait antérieurement les membres de la Chambre impériale, sans attendre la moindre résolution de la part du Roi et de l'Empire. Maximilien avait en 1501, par un édit émané le 21 avril à Nuremberg, posé la base du *Conseil aulique d'Empire (Reichshofrath)*, en établissant un collège particulier à *Vienne*. Il est vrai, que dans le commencement

celui-ci était destiné, comme suprême Conseil dirigeant, pour les pays héréditaires seuls; mais insensiblement les affaires politiques de l'Empire, réservées à la décision du Roi, puis bientôt aussi maints procès entre les États de l'Empire furent portés devant cette Cour de justice. Malgré quelques objections de la part des États, et différentes propositions faites pour réformer ce tribunal, il continua, quant à l'essentiel, de subsister dans son état primitif jusqu'à nos jours. Cependant, dans la suite les attributions de cette Cour de justice s'étaient tellement changées, qu'elle ne s'occupait plus du tout des affaires des pays héréditaires d'Autriche, mais de celles de l'Empire seules, et portait par cette raison le nom de *Conseil aulique impérial d'Empire*.

Maximilien avait, en septembre 1502, fait ouvrir de nouveau la *Chambre impériale* à Augsbourg, et désigné, sans l'intervention des États, les membres qui devaient composer cette Cour de justice. Au commencement du mois de mai de l'année suivante, il transféra le siège de ce tribunal dans la ville de Ratisbonne; il en nomma de nouveau lui-même les assesseurs, mais il les paya aussi tout seul. Les princes électeurs, mécontents de ce procédé, qu'ils regardaient comme une atteinte à leurs priviléges, tinrent au mois de juin à Mayence, puis en septembre à Francfort, des assemblées, pour se concerter sur les griefs qu'ils croyaient pouvoir élever contre le roi des Romains. La première chose dont ils se plaignirent, ce fut que Maximilien avait rouvert la Chambre impériale dissoute, et fait des changements dans l'ordre établi pour ce tribunal, sans avoir consulté les États. La seconde plainte avait pour objet la demande qu'avait faite le Roi aux électeurs d'admettre l'archiduc Philippe, comme archiduc d'Autriche et comte de Tyrol, dans leur collège et de le revêtir de la dignité électorale. Pour présenter ces griefs au Roi, comme

aussi pour excuser les assemblées tenues de leur propre autorité et solliciter la convocation d'une Diète générale, les princes électeurs envoyèrent une députation à Augsbourg, où Maximilien venait de confirmer, le 12 novembre, l'association de Saint-Georges, érigée par le duc Guillaume de Juliers et de Berg, le prince Rodolphe d'Anhalt, les comtes Frédéric de Zollern, Felix de Werdenberg et plusieurs autres, pour combattre les Mahométans, et qui avait élu le Roi pour son chef. Maximilien déclara dans un rescrit royal, daté de Reutri le 11 janvier 1504, que la prochaine Diète aurait lieu dans la ville de Cologne et que son fils l'archiduc Philippe l'ouvrirait en qualité de lieutenant du Roi. La proposition de nommer Philippe électeur, fut retirée par son père. Les assemblées arbitraires des électeurs et d'autres États, tendantes à délibérer sur les affaires de l'Empire, furent interdites. Quant à la réinstallation de la Chambre impériale, Maximilien justifia cette mesure par la circonstance „que les électeurs, malgré ses ordres réitérés, n'avaient pas envoyé leurs assesseurs à cette Cour de justice, et que par là l'Empire serait tombé dans une anarchie complète, si le Roi n'y avait pourvu en nommant des personnes de capacité pour juges du tribunal.“ Il signifia aussi aux États que, comme l'Empire ne voulait pas payer la Chambre impériale et que le Roi seul devait avoir soin des appointements des assesseurs, il avait introduit de nouveau les anciennes épices. Les princes électeurs se réunirent, nonobstant la défense du Roi, de nouveau à Aschaffenbourg, le 17 mars 1504. Ils rejetèrent la ville de Cologne, indiquée pour la prochaine Diète, et proposèrent de la convoquer à Francfort, à Worms ou à Wurzbourg, villes plus commodément situées pour la tenue de cette assemblée; ils déclarèrent en même temps qu'ils ne comparaitraient personnellement à la Diète qu'en

cas que le Roi y fût également présent. La discorde entre les électeurs et le Roi menaçait de prendre un tour inquiétant, lorsque la dispute qui venait d'éclater au sujet de la *succession de Bavière*, dirigea l'attention de toute l'Allemagne sur les événements qui se passaient dans ce duché.

Georges-le-Riche, duc de *Bavière-Landshut*, qui était mort le 1 décembre 1503, avait laissé par testament tous ses États à sa fille *Élisabeth* et à son époux, le prince *Robert du Palatinat*, fils de sa soeur. Mais les deux cousins de Georges, les ducs de *Bavière-Munich*, *Albert* et *Wolfgang*, frères, prétendirent, en conformité du pacte de famille fait en 1392 entre les fils du duc Étienne l'aîné, à tout l'héritage. Dès le 23 mai 1497 le roi des Romains avait confirmé au duc Albert le droit d'hérédité sur toutes les possessions de Georges. Néanmoins, Robert et Élisabeth prirent, après la mort du duc Georges, possession de ses trésors, de son mobilier et des châteaux de Landshut et de Burghausen, et sommèrent les États du pays de leur prêter foi et hommage. Mais ceux-ci établirent un gouvernement provisoire, en attendant la décision du roi des Romains sur cette affaire. Ce Souverain, après avoir vainement essayé d'accommoder ce différend, décida enfin, le 22 avril 1504 à Augsbourg, que les ducs Albert et Wolfgang de Munich entreraient en jouissance de tous les fiefs d'Empire qu'avait possédés le duc défunt. Le gouvernement provisoire du pays ayant accédé à cette décision royale, les ducs reçurent, le 24 mai à Ingolstadt, le serment de fidélité des États.

Cependant le comte palatin Robert et son épouse étaient fermément résolus à défendre contre tous et chacun la possession des pays contentieux, dont pour la plus grande partie ils s'étaient emparés en peu de temps, à

l'aide de troupes bohêmes et palatines. Maximilien, irrité de cette rebellion, mit Robert et son père, l'électeur palatin Philippe, ainsi que leurs adhérents, au ban de l'Empire. Ces princes, qui savaient bien que ce ban dans un pareil cas n'était qu'une déclaration de guerre, se mirent en mesure de soutenir vigoureusement la lutte dans laquelle ils allaient être engagés. Les hostilités ne tardèrent pas à commencer.

Les ducs de Munich et leurs alliés pénétrèrent par différents côtés dans les pays qui avaient appartenu au duc Georges. Le roi Maximilien lui-même s'avança du Tyrol en Bavière. Un corps brandebourgeois et un corps wurtembergeois marchèrent dans le haut Palatinat. En même temps le duc de Wurtemberg et le landgrave de Hesse entrèrent dans le bas Palatinat. Les troupes royales attaquèrent les possessions palatines dans le Brisgau, en Alsace et dans le Sundgau. Il est vrai, que le comte palatin Robert avait enrôlé avec les trésors de Georges une armée assez considérable; il ouvrit la campagne avec 10,000 hommes d'infanterie et 3000 chevaux; mais il mourut dès le 14 août, et son épouse le suivit, le 13 septembre suivant. Ils laissèrent deux fils, dont l'aîné n'avait pas encore atteint sa troisième année. Dans l'entrefaite, les troupes royales avaient conquis un grand nombre de villes et de villages en Souabe, dans l'Hagénovie (Hagenau), dans la Motténavie (Mottenau) et dans le vicariat alsacien. Le roi Maximilien et le duc Albert de Munich avec un corps de 4000 fantassins et 800 cavaliers, se mirent, sur la fin du mois d'août, en marche de Donauwoert vers Ratisbonne. En route ces princes furent rejoints par le margrave Frédéric de Brandebourg, le duc Éric de Brunswick, et par les troupes auxiliaires de Nuremberg et de Souabe. Le 12 septembre, non loin de Ratisbonne, le Roi trouva un corps de 4000 Bohêmes, à

la solde de la Maison palatine, qui s'était posté sur une hauteur et entouré d'un retranchement de chars. Maximilien mena les troupes à l'assaut. Il fit une chûte; son coursier l'entraîna, et le monarque ne fut sauvé qu'avec peine par le duc de Brunswick. Enfin on parvint à forcer la position des Bohèmes, qui perdirent au delà de 2000 hommes et plusieurs drapeaux. En octobre Maximilien assiégea et conquit la forteresse de Kuefstein et, immédiatement après, le château et la ville de Rattenberg. Reichenthal, Traunstein, Kitzbuhel et plusieurs autres places se rendirent également au Roi.

Sur ces entrefaites, le Palatinat avait aussi été ravagé d'une manière affreuse. La plupart des villes étaient tombées. L'électeur Philippe qui était bloqué dans Heidelberg, voyant l'inutilité d'une plus longue résistance, prit le parti de se soumettre et de recourir à la clémence du Roi, qui convoqua, le 30 juillet 1505, une Diète à Cologne, pour terminer le différend. Maximilien y décida que tous les pays du duc Georges-le-Riche passeraient aux ducs de Munich, à l'exception de certains districts de la haute Bavière, qui furent donnés aux princes Othon-Henri et Philippe, fils du comte palatin Robert, et formèrent dans la suite le duché de *Neubourg* et de *Sulzbach*. Cependant cette affaire ne fut définitivement arrangée que dans la Diète de Constance, au mois de juillet 1507. Le duc Wolfgang de Bavière-Munich ayant cédé ses prétentions à son frère aîné Albert, ce dernier fut alors effectivement confirmé dans la possession des pays contestés. Le duché de Neubourg fut remis au comte palatin Frédéric, en sa qualité de tuteur de ses neveux, Othon-Henri et Philippe, et porta dès ce moment le nom de *jeune Palatinat*.

Tous les États qui avaient activement coopéré à l'exécution du ban de l'Empire, obtinrent des terres en Ba-

rière et dans le Palatinat, pour les dédommager des frais le la guerre. Le roi des Romains eut *Kuefstein*, *Kitzbühel*, *Rattenberg* et *Neubourg-sur-l'Inn*, le comté de *Kirchberg* et la ville et seigneurie de *Weissenborn* en Souabe, outre différents autres endroits, châteaux, mines, forêts, droits et péages. Comme l'électeur palatin Philippe ne voulait pas renoncer aux terres qu'on lui avait prises, il ne fut pas relevé non plus du ban de l'Empire.

Les rois d'Espagne et de France n'ayant pu s'accorder sur leurs possessions napolitaines, le duc de Nemours avait, en juillet 1502, déclaré la guerre à Gonsalve de Cordoue. Le peuple napolitain se divisa dans les anciens partis des *Angevins* et des *Aragonais*. La campagne se fit avec vivacité. Les Français, qui étaient alors beaucoup plus faibles que les Espagnols qui avaient fait venir des renforts de la Sicile, éprouvèrent plusieurs échecs. Louis XII, prévoyant la mauvaise issue de cette guerre, se mit à négocier, afin de s'assurer du moins la tranquille possession de la haute Italie. Il conclut d'abord (11 avril 1503), un traité avec les Confédérés suisses, par lequel il leur céda la ville et la seigneurie de Belinzone.

Après le traité de Trente, la bonne intelligence entre les rois Maximilien et Louis avait été bientôt troublée de nouveau. Mais l'archiduc Philippe avait, par rapport à ses possessions bourguignonnes, un intérêt particulier à entretenir les relations pacifiques avec la France. En retournant de Madrid à Bruxelles, en hiver 1502-1503 il eut une entrevue avec Louis XII à Lyon. Il essaya de terminer la guerre qui avait éclaté entre la France et l'Espagne dans le royaume de Naples, d'une manière satisfaisante pour les deux parties. Secondé par les ambassadeurs des royaumes d'Aragon et de Castille, il poussa les négociations avec tant de zèle qu'on signa en effet le 5 avril 1503, une convention qui promettait d'amener

infailliblement la fin de la guerre. Par ce traité la France renonça à tous ses droits sur Naples en faveur de la princesse Claudine, fiancée de l'archiduc Charles; et de même l'Espagne céda à ce prince tout ce qu'elle possédait dans le royaume de Naples. Toutefois il fut convenu que jusqu'à la consommation du mariage, les deux Puissances continueraient d'occuper les parties du royaume de Naples qui leur étaient échues, en vertu du traité de Grénade.

Louis XII envoya au duc de Nemours l'ordre d'éviter toute hostilité jusqu'à ce que la ratification fût arrivée de Madrid. Mais Ferdinand d'Aragon ordonna à ses Généraux de continuer leurs opérations, et déclara bientôt après que, l'archiduc Philippe ayant outrepassé ses pouvoirs, il ne reconnaissait pas le traité de Lyon. Pendant ce temps-là, Gonsalve de Cordoue avait poussé vigoureusement la guerre. Les Français furent battus à différentes reprises. Gonsalve gagna, le 28 avril 1503, la bataille de Cérignole dans la Pouille contre le duc de Nemours, qui fut tué au commencement de l'action. Toutes ces défaites ruinèrent tellement les affaires des Français dans le royaume de Naples, que les Espagnoles se rendirent en assez peu de temps maîtres de presque tout le pays.

Louis XII, voulant venger l'honneur de ses armes, résolut d'attaquer Ferdinand-le-Catholique à la fois en Espagne et en Italie. La Trémouille conduisit en été 1503 une armée d'environ 20,000 hommes en Italie. Il pressa aussi les négociations entamées avec le pape Alexandre VI et César Borgia, duc de Valentinois; mais elles furent arrêtées par la mort du pontife, arrivée le 18 août de la même année. Alors les provinces de l'État de l'Église, à l'exception de la Romagne, se levèrent contre César Borgia, qui non-seulement s'était emparé du duché d'Urbino, de la seigneurie de Camerino et de beaucoup de

villes, mais avait encore fait traîtreusement saisir et étrangler les princes Orsini, Vitelli et Oliverotto. Les ennemis de César pénétrèrent dans Rome, et cet homme sanguinaire se sauva pour le moment, en souscrivant à une transaction que le prince de Colonna le força d'accepter. L'armée française, qui s'était avancée jusque dans le voisinage de Rome, s'arrêta pour contraindre, par la terreur de sa présence, le conclave à déférer le pontificat au cardinal d'Amboise, ce ministre favori et puissant de Louis XII. Le 1 septembre, une nouvelle alliance fut conclue entre la France et César Borgia.

Les cardinaux eurent le courage de maintenir, au milieu des dangers qui les menaçaient, la liberté d'élection et proclamèrent, le 22 septembre 1502, François Piccolomini, qui prit le nom de *Pie III.* Dans ce moment les Orsini et les Colonna, qui jusqu'alors avaient été désunis, se réconcilièrent, fondèrent conjointement sur les troupes de César Borgia et les dispersèrent. César s'enfuit au château de S. Ange. La mort de Pie III, qui fut enlevé au monde le 18 octobre, interrompit la guerre. Le cardinal Julien de Novère monta, le 31 du même mois, sur le trône apostolique, sous le nom de *Jules II.*

Les villes de la Romagne s'étaient enfin soulevées aussi contre César Borgia, qui ne resta maître que des châteaux dans cette contrée. Les Vénitiens profitèrent de la confusion qui régnait dans cette province, pour s'emparer des villes de Forlimpopoli, de Rimini, de Faenza et de plusieurs châteaux. César Borgia s'étant mis en voyage pour Ostie, fut arrêté en route par un commissaire du pape, et reconduit au Vatican où il signa, le 2 décembre, un ordre qui enjoignait aux commandants de ses places fortes de remettre celles-ci aux troupes pontificales.

La guerre entre la France et l'Espagne ne fut mar-

quée par aucuns événements importants, hormi en Italie où l'on combattait d'autant plus sérieusement. Le margrave Jean-François II de Mantoue, qui commandait l'armée française, à la place de la Trémouille qui était malade, s'était, après l'élection de Jules II, mis en marche de Rome vers Naples. Le 6 novembre, il livra sur les bords du Garigliano à Gonsalve de Cordoue un combat qui resta indécis. Le margrave occupa alors une forte position près de ce fleuve. Sur ces entrefaites arriva la saison pluvieuse, qui fit extrêmement souffrir les deux armées. Les Français se plaignirent de l'inaction de leur Général, à laquelle ils attribuaient la cause de toutes leurs souffrances. C'est pourquoi Jean-François de Mantoue remit, le 1 décembre, le commandement en chef au margrave de Saluce et retourna dans son pays.

L'armée française diminuait chaque jour par les maladies et la désertion, à mesure que celle des Espagnols gagnait en force. Gonsalve ayant passé, le 27 décembre, le Garigliano, le margrave de Saluce se retira vers Gaète. Mais il fut atteint près de Molo par les Espagnols. Les troupes françaises alors se dispersèrent dans le plus grand désordre, et les restes capitulèrent à Gaète, le 1 janvier 1504. Il fut conclu, le 11 du mois suivant, entre la France et l'Espagne une trêve pour trois ans. Jules II rendit la liberté à César Borgia, dès que les châteaux de la Romagne eurent été remis aux troupes papales. César courut à Naples. Là, il fut arrêté, le 26 mai, et conduit en Espagne dans la forteresse de Medina del Campo.

Ferdinand-le-Catholique, qui semblait enfin sentir combien il avait nui à sa renommée, en dépouillant son propre proche cousin de la couronne de Naples, proposa dans les négociations qu'il avait entamées avec la France, de rétablir Frédéric d'Aragon sur son trône. Louis XII

y consentit, sous la condition qu'on accorderait une amnistie générale à tous les Napolitains qui dans ces années fatales avaient embrassé le parti de la France.

Pendant cela, Louis XII avait ouvert aussi des négociations particulières avec le roi des Romains et l'archiduc Philippe. Maximilien avait non-seulement envoyé 3000 Allemands à Naples au secours des Espagnols, mais il n'avait pas encore investi non plus le roi de France du duché de Milan, comme il le lui avait promis à Trente, et il avait surtout refusé d'étendre cette investiture sur les descendants de Louis XII; en sorte que tout semblait annoncer une rupture ouverte entre ces deux monarques. Mais l'archiduc Philippe, qui était fort aigri contre son beau-père, depuis que celui-ci avait rejeté le traité de Lyon, se donna toutes les peines possibles pour réconcilier son père avec le roi Louis XII. Il lui importait tout particulièrement de réaliser les alliances de famille entre ses enfants et ceux de Louis XII, convenues à Lyon. Il réussit effectivement à faire assembler un congrès à Blois, où Maximilien et Louis conclurent, le 22 septembre 1504, les trois traités suivants:

Dans le *premier*, Maximilien assura au roi de France l'investiture du duché de Milan, pour lui et ses héritiers mâles, moyennant la somme de 200,000 livres qui devait être payée sur-le-champ, et la promesse de reconnaître, par l'envoi d'une paire d'éperons d'or qui devaient être présentés chaque année le jour de Noël, la suzeraineté du roi des Romains et de l'Empire germanique. Il fut stipulé que, si le roi Louis XII ne laissait pas de fils, le droit de succession au duché de Milan passerait à sa fille Claudine et à son futur époux l'archiduc Charles ou, en cas que cette princesse mourût avant le mariage, à une autre fille de Louis XII qui épouserait l'archiduc Charles ou un frère de celui-ci, ainsi qu'aux enfants issus d'une

telle union. En cas que la princesse de France vînt à dé-céder sans laisser d'enfants de son mariage avec un archi-duc d'Autriche, les autres héritiers mâles de Louis XII devaient être investis du duché de Milan.

Le *second traité* fixait la dot que la princesse Claudine apporterait à l'archiduc Charles. Ces époux et leurs descendants devaient, en cas que Louis XII vînt à mourir sans postérité mâle, avoir le duché de Bourgogne, les comtés de Mâcon, d'Auxerre, de Bar-sur-Seine et d'Auxonne, puis le duché de Milan, Gènes, la Bretagne et les comtés d'Asti en Piémont, et Blois. Il fut convenu que, si la France rompait l'union projetée, l'archiduc Charles aurait néanmoins en dédommagement les duchés de Bourgogne et de Milan, et en outre Asti; que si, au contraire, la rupture venait de la part de l'Autriche ou de l'Espagne, le roi Maximilien céderait tous les autres pays de l'Empire possédés par la France, et l'archiduc Charles renoncerait en ce cas non-seulement à ses prétentions sur la Bourgogne, Mâcon, Auxerre et Bar-sur-Seine, mais abandonnerait encore les comtés d'Artois et Charolois, avec les seigneuries de Noyers et Chatel-Chinon à la France. On a peine à croire qu'une telle convention fût sérieuse. Si Louis XII mariait sa fille à l'archiduc Charles, il faisait, à défaut d'héritiers mâles, perdre la Bretagne à la France, et il perdait la Bourgogne, s'il rompait le mariage. Aussi Louis XII ne fit-il sans doute de telles promesses que parce qu'il avait dessein de ne pas les tenir. Le roi d'Aragon fut invité à accéder d'ici à quatre mois à ces deux traités. Mais ce Souverain devait alors aussi confier l'administration du royaume de Naples à l'archiduc Philippe, qui en resterait chargé jusqu'au mariage de son fils Charles avec la princesse Claudine. Le roi Louis XII, le comte d'Angoulême, héritier du trône de France, et les principaux seigneurs

ce royaume, jurèrent et signèrent ces traités. Les élec-
-s et princes de l'Empire furent acceptés par les deux
ssances contractantes pour garants de ces conventions.

Dans le *troisième traité* les rois Maximilien et Louis
lièrent avec le pape Jules II contre Venise, afin de
nquérir tous les pays et villes, que cette République
it enlevés à l'État de l'Église, au duché de Milan et
empire d'Allemagne.

Le 8 avril 1505, le cardinal d'Amboise reçut à Ha-
enau, au nom de Louis XII, l'investiture de Milan de
main du roi des Romains, après qu'il eut fait compter
moitié de la somme stipulée et prêté foi et hommage
chef de l'Empire.

Le 15 juillet de la même année, Maximilien ouvrit en
sonne la Diète de Cologne. Il proposa à l'assemblée,
fut très-nombreuse, le rétablissement du Conseil su-
ème d'Empire, déchu depuis 1502. Mais, comme ce
narque voulait faire dans le système de ce collège les
angements qui étaient nécessaires pour garantir la su-
ème autorité du Roi de tout empiétement, les États,
avaient eu justement l'intention secrète de restreindre
r ce grand Conseil la puissance royale, voyant leur
ssein avorté par ces conditions, écartèrent toute la pro-
sition. En revanche il fut convenu que la *Chambre
périale* serait rétablie sur le même pied qu'auparavant,
le Roi se chargea d'en faire les frais jusqu'à ce que
mpire fût en état de les porter. Les États de l'Alle-
gne accordèrent au Roi un secours de 4000 hommes,
ur faire la guerre au parti de la Noblesse de Hongrie
i s'opposait à la succession de la Maison d'Autriche au
ne de ce royaume, et ils consentirent à ce que ce
rps d'armée accompagnât ensuite le Roi dans son voyage
Rome.

Cependant Louis XII voyait d'un oeil jaloux la puis-

sance croissante de l'Autriche. Maximilien avait réuni sous son sceptre tous les pays autrichiens. Le droit d'hérédité sur les couronnes de *Hongrie* et de *Bohème* était assuré à sa famille par des traités d'État réitérés. L'archiduc Philippe, fils unique et héritier du Roi, était déjà en possession des États de *Bourgogne*. Par la mort de sa belle-mère, la reine Isabelle (26 novembre 1504), Philippe devint *roi de Castille*; et comme son beau-père Ferdinand V le Catholique n'avait d'autres enfants que Jeanne, épouse de Philippe, la succession au trône d'*Aragon* ne pouvait lui échapper non plus. Comme Louis XII avait déjà été investi du duché de Milan, il eut maintenant tout à coup des inquiétudes sur le maintien de l'équilibre de l'Europe. Il tint une assemblée des États de la France à Tours, annulla, le 22 mai 1506, le traité de mariage entre la princesse Claudine et Charles d'Autriche, et révoqua la cession de Milan, de la Bourgogne et d'Asti, stipulée en cas de rupture de cette union de la part de la France. En même temps il fiança la princesse sa fille à son cousin François d'Angoulème, héritier présomptif de la couronne. La reine Isabelle avait ordonné dans son testament que, si Philippe et Jeanne étaient empêchés par maladie, par absence ou par une autre raison quelconque, de prendre eux-mêmes les rênes du gouvernement en Castille, son époux Ferdinand V administrerait ce royaume, jusqu'à ce que son petit-fils, l'archiduc Charles, eût atteint sa vingtième année. Il est vrai qu'alors Philippe et Jeanne furent proclamés Souverains de Castille; mais, comme le voyage du roi Philippe pour l'Espagne fut différé par des troubles qui avaient éclaté dans Gueldre, Ferdinand-le-Catholique continua à régir la Castille. Lorsqu'enfin en avril 1506 Philippe et son épouse furent arrivés en Castille, Ferdinand fut obligé de se démettre de la régence, et se réserva seulement une rente annuelle, payable des revenus du royaume, une partie des produits

des Indes et la grand'maîtrise des trois ordres de chevalerie. Philippe et Jeanne furent installés à Vallodolid dans le gouvernement.

Depuis la mort d'Isabelle, des mésintelligences assez sérieuses s'étaient élevées entre les rois Ferdinand et Philippe. Le premier de ces princes était surtout aigri de ce que son gendre ne lui avait pas laissé la régence de la Castille. Afin de priver Philippe de la succession au trône d'Aragon, Ferdinand fit, le 12 octobre 1505, alliance avec Louis XII et épousa, le 14 mai de l'année suivante, Germaine de Foix, nièce du monarque français. En été 1506, Louis XII signa aussi un traité secret avec le pape, la république de Venise et plusieurs autres États d'Italie, par lequel ces Puissances s'engagèrent à s'opposer, les armes à la main, au roi Maximilien, si dans son voyage de Rome il se faisait accompagner d'une armée.

Cependant la mort du roi *Philippe* empêcha pour le moment la guerre d'éclater. Ce prince termina, le 25 septembre 1506, ses jours à Burgos, n'étant âgé que de 28 ans. Il laissa de la reine Jeanne son épouse deux archiducs, *Charles* et *Ferdinand*. Comme l'aîné de ces princes n'avait que six ans, les États des Pays-Bas déférèrent en 1507 le gouvernement à Maximilien jusqu'à la majorité de l'archiduc Charles. L'archiduchesse Marguerite, fille de Maximilien, fut déclarée par son père gouvernante des pays de Bourgogne. Les Castillans étaient également portés à lui confier la tutelle que la reine Jeanne, attaquée depuis plusieurs années d'une maladie de l'esprit, était incapable de gérer; mais comme la Castille était trop éloignée de ses États héréditaires et de l'Allemagne, Maximilien abandonna par une convention, passée à Blois le 12 décembre 1509, la régence à Ferdinand, roi d'Aragon.

Le pape Jules II, à qui l'agrandissement de l'Autriche donnait aussi de l'ombrage, avait approuvé par écrit l'annullation des traités de Blois par Louis XII. Mais le pontife se persuada bientôt que, si des dangers menaçaient l'Italie et lui-même, ce n'était point de la part de l'Autriche, mais de la part de la France. Avec la conquête de Milan, Louis XII s'était aussi emparé de la souveraineté de Gènes. Mais les bourgeois, indignés de la faveur que le gouvernement français accordait à la Noblesse, se soulevèrent l'an 1506, expulsèrent les patriciens, qui s'enfuirent à Asti, et attaquèrent leurs châteaux. Louis XII concentra aussitôt ses troupes vers la Rivière de Gènes. Le commandant de la citadelle bombarda la ville et le port; le maréchal de Chaumont, gouverneur de Milan, coupa aux Génois le transport de vivres du côté de la Lombardie. Les habitants de Gènes, effrayés de ces apprêts formidables, sollicitèrent le secours du pape et du roi des Romains. Jules II s'entremit énergiquement en faveur des Génois. Il soupçonnait que les grands armements qu'on faisait en France avaient pour but de plus vastes projets; il craignait, entre autres, que Louis XII ne le déposât lui-même, et n'élevât son favori, le cardinal d'Amboise, sur le trône pontifical. D'autres États italiens encore furent de la même opinion, et en tirèrent la conséquence ultérieure qu'alors le nouveau pape, par reconnaissance, pourrait bien ceindre le front de son protecteur du diadême impérial. Afin de déjouer ces projets, plusieurs princes invitèrent le roi Maximilien à passer promptement les Alpes, pour protéger leurs États et assurer l'autorité de l'Empire en Italie. Maximilien avait déjà en hiver 1506-1507 écrit à Louis XII en faveur des Génois. Il lui avait représenté que la ville de Gènes, étant dépendante de l'empire d'Allemagne, réclamait avec droit la protection du chef du Corps germa-

nique. Mais cette remontrance ne fit qu'exciter la jalousie du roi de France, qui marcha avec de grandes forces sur Gènes, réduisit cette ville et y entra en triomphe, le 29 avril 1507. Voulant toutefois dissiper les inquiétudes que les armements en France causaient dans tout l'Empire, Louis XII fit bientôt après rentrer dans les limites de son royaume toutes les troupes qui n'étaient pas absolument nécessaires pour les garnisons dans la haute Italie. Mais l'entrevue qu'il eut, vers la fin du mois de juin 1507, près de Savone avec le roi Ferdinand, au retour de ce prince du voyage qu'il avait fait à Naples, mit de nouveau en émoi tous les cabinets de l'Europe. Le pape, qui avait le plus de crainte et qui était fort irrité contre le roi de France, parce que ce prince avait refusé de lui livrer les membres et amis de la famille de Bentivoglio, dont le chef avait tenté de s'emparer de Bologne, engagea le roi des Romains, comme suprême protecteur de l'Église et du Siège apostolique, à empêcher par la force des armes Louis XII d'exécuter ses desseins qui tendaient, assurait Jules II, à le dépouiller de la tiare et à ravir à Maximilien la couronne impériale. Les Vénitiens mêmes, qui avaient peu auparavant refusé au roi des Romains le passage par leurs États qu'il demandait pour aller se faire couronner à Rome, et ne l'avaient accordé plus tard qu'à condition qu'il ne menerait que 3000 hommes avec lui, conjurèrent maintenant ce monarque de les protéger eux et l'Italie avec toutes les forces de l'Empire.

En conséquence, Maximilien ouvrit, au mois de juin 1507, la Diète de Constance par un discours éloquent et énergique, dans lequel il appelait l'attention des Etats sur la violation des traités de la part de Louis XII, comme aussi sur la conduite de ce prince en Italie, et les invitait à le soutenir dans son expédition romaine. Ce discours et les lettres du pape et des Vénitiens, dont on fit la lecture,

firent une telle impression sur les princes et les États qu'ils promirent au Roi un prompt et puissant secours. Le roi de France fut, à la vérité, surpris de cet accord et enthousiasme inaccoutumé du Corps germanique; mais il montra, par les moyens adroits qu'il employa, la parfaite connaissance qu'il avait des penchants des princes et États de l'Allemagne. Des émissaires français se glissèrent dans Constance, et vinrent à bout par leur adresse de convaincre une partie des princes des sentiments pacifiques du roi Louis envers l'Empire, de corrompre une autre partie par l'argent, et de refroidir de cette manière leur zèle et de dissiper leur défiance. Cependant, malgré toutes ces intrigues, le roi Maximilien sut, sous prétexte qu'il avait besoin d'une escorte pour son expédition romaine, engager les États à lui fournir un corps de 12,000 hommes et les fonds nécessaires à leur entretien pendant six mois. Il fut toutefois conclu qu'on enverrait avant le départ du Roi une ambassade à Louis XII, pour le sommer de remettre les défilés des Alpes aux troupes allemandes, de ne pas inquiéter davantage les princes et pays italiens qui étaient dépendants de l'Empire germanique et de donner les provinces milanaises, situées sur la rive gauche du Pô, en séquestre à l'Empire, jusqu'à ce que le différend sur la possession de tout le duché de Milan eût été juridiquement examiné et décidé.

Le roi des Romains fit en automne tous les préparatifs nécessaires à son expédition transalpine. Le corps d'armée, promis par la Diète, devait se réunir en octobre 1507 près de Constance. Mais ce ne fut qu'en février de l'année suivante qu'on vit arriver quelques troupes en Tyrol; et quant aux subsides, le Roi ne reçut guère au delà de la quatrième partie de la somme de 120,000 florins, votée par les États. D'un autre côté, Louis XII avait, par sa modération apparente, effectivement fait pren-

dre le change au pape Jules II, qui s'imaginait que l'Italie n'avait plus besoin du secours de l'Allemagne. En conséquence, il envoya, en été 1508, le cardinal Bernardin Tusculanus, en qualité de légat, à Maximilien pour le dissuader du voyage de Rome; et dans une lettre qu'il lui écrivit en décembre, il lui donna le conseil de s'arranger avec Louis XII et de tourner plutôt ses armes contre les Mahométans. Mais le Roi sentit qu'il compromettrait sa gloire s'il n'achevait point l'entreprise commencée. Il réunit par conséquent un corps de 3000 Tyroliens que lui avaient accordé les États du pays et marcha, le 15 janvier 1508, par Botzen vers Trente où s'étaient rassemblées quelques troupes, tirées des autres provinces autrichiennes, ainsi que le petit renfort de l'Empire. Le légat du pape l'accompagnait. Maximilien voulait, avant d'aller à Rome, attaquer le duché de Milan, et en déposséder, s'il était possible, Louis XII, qui avait forfait ce fief par la rupture du traité de Blois. Le roi des Romains fit sommer par un héraut d'armes le commandant vénitien de Vérone de permettre le paisible passage à lui et à 4000 de ses soldats. Mais cette demande ayant été refusée, on commença les hostilités. Les Vénitiens, qui ne voulaient absolument pas que le roi des Romains vînt en Italie avec une armée, avaient bien garni de troupes les défilés qui conduisent des alpes tridentines dans la plaine, et derrière eux était posté un corps de réserve de 12,000 hommes pour les soutenir. Louis XII avait envoyé Jean-Jacques Trivulce avec 4000 hommes d'infanterie et 400 chevaux au secours de la République et placé dans le Milanais, outre les garnisons, encore un corps mobile de 7000 hommes; en sorte que les forces vénitiennes étaient fort supérieures à l'armée de Maximilien. Malgré tout cela, ce prince, n'écoutant que son courage, résolut de commencer l'attaque. Avant de quitter Trente, il prit, du

consentement du pape Jules II, le titre d'*Empereur romain élu* en attendant qu'il pût, après avoir réduit ses adversaires, recevoir la couronne impériale de la main du chef de l'Eglise à Rome, ainsi qu'il l'avait déjà notifié aux princes d'Allemagne par un rescrit royal, émané à Botzen le 8 février 1508. Le 10 du même mois, le légat Bernardin publia avec grande solennité dans l'église métropolitaine de Trente la bulle du pape, qui confirmait le nouveau titre de Maximilien.

L'Empereur fit sommer le doge de Venise, *Léonard Lorédano* [1]), et le sénat de venir rendre compte de leur conduite, et comme personne ne comparut de la part de la République, il la mit au ban de l'Empire. Maximilien divisa ensuite son armée en trois colonnes. Le jeune margrave Casimir de Brandebourg marcha avec 500 chevaux et 2000 hommes d'infanterie sur Roveredo. Il enleva, il est vrai, le fort de Barco, situé vis-à-vis de cette ville; mais n'ayant pu rien effectuer contre la forte garnison de la place, il s'en retourna bientôt à Trente. La seconde division, composée de 5000 hommes d'infanterie et 400 chevaux, et commandée par le duc Éric de Brunswick, entra en Frioul, où elle conquit Cadore et plusieurs autres places. L'empereur Maximilien, à la tête de 4000 fantassins et de 1500 chevaux, franchit les montagnes de Vérone, força les défilés défendus par les Vénitiens et pénétra jusque dans le voisinage de Vérone. Après avoir occupé plusieurs endroits de la Lombardie, il s'avança jusqu'aux portes de Vicence. Mais au lieu de profiter de

[1]) Il avait succédé en 1500 au doge Augustin Barbarigo. Ce prince fut engagé peu avant de mourir (1499) dans une nouvelle guerre avec les Turcs, que le pape et le duc de Milan avaient excités contre la République. Le sultan Bajazet enleva dans cette campagne aux Vénitiens Modon, Coron et Zonchio, et fit de si grands progrès en Albanie, que Venise se vit obligée d'offrir la paix (1501). Les Turcs gardèrent leurs conquêtes, et ne cédèrent aux Vénitiens que l'île de Céphalonie.

ses progrès pour tenter des entreprises plus importantes, Maximilien quitta, au grand étonnement de tout le monde, dès le cinquième jour après son départ de Trente, le corps d'armée qu'il commandait, et revint à Botzen. Il est vrai qu'il ne tarda pas à aller rejoindre la seconde colonne, avec laquelle le duc de Brunswick avait déjà pénétré jusque dans les montagnes de Trévise; mais ne recevant point les secours en hommes et en argent sur lesquels il avait compté, il retourna bientôt à Brixen, et y ratifia le traité de mariage entre l'archiduc *Charles* et la princesse d'Angleterre Marie, laquelle alliance toutefois ne fut point consommée.

Maximilien se rendit, au mois d'avril, à Ulm où s'était assemblée la *ligue souabe*. Il demanda que les troupes de l'Empire, qui avaient fait leur temps, servissent encore pendant six mois, et qu'on lui accordât une somme de 50,000 ou au moins de 20,000 florins pour prendre des troupes suisses à sa solde. Mais les États de l'Allemagne refusèrent de contribuer plus longtemps à une guerre qui ne les intéressait d'aucune manière. Tandis que l'Empereur acquérait ainsi la triste conviction qu'il n'avait aucun soutien à attendre de la part du Corps germanique, les Vénitiens avaient pris vigoureusement l'offensive. Barthélémi Alviane, de la maison des Ursins, général des Vénitiens, fondit avec une armée de 10,000 hommes d'infanterie et 2000 chevaux sur les Impériaux en Frioul. Il pénétra par les gorges des montagnes, battit quelques corps isolés, et reprit sans peine les places que les Allemands venaient d'enlever. Au mois d'avril, Alviane franchit les frontières autrichiennes, conquit Cormons, Gorice et Gradisca, et ses troupes légères parcoururent et pillèrent l'Istrie et la Carniole. La flotte vénitienne, commandée par l'amiral Contarini, occupa Trieste, Capo d'Istria, Rovigno, Pola et Fiume. Alviane était devenu

si hardi par ses succès, qu'il voulait pénétrer en Tyrol et s'emparer de Trente. Il invita le général français Trivulce, qui s'était avancé jusqu'à Roveredo, à le seconder dans cette entreprise. Mais d'après un ordre secret de Louis XII, qui voyait déjà d'un oeil jaloux les progrès des armes vénitiennes, Trivulce répondit que sa destination était d'aider à défendre l'Italie, mais non d'attaquer l'Allemagne. Maximilien, craignant que les Vénitiens ne poussassent leurs conquêtes plus loin, et n'investissent la ville de Trente où les débris de son armée s'étaient renfermés, céda à l'orage et consentit à entrer en négociation pour faire cesser les hostilités. Un congrès fut ouvert à Venise, où parurent aussi des plénipotentiaires de France. L'Empereur proposa une trêve de trois ans, pendant laquelle chacune des parties belligérantes conserverait les places conquises et aurait le droit de les fortifier à volonté. Mais, comme les Français n'avaient fait jusque là aucune conquête dans cette guerre, et que par conséquent ils ne tiraient aucun profit de la trêve, tandis qu'il en résultait les plus grands avantages pour Venise, ils ne voulurent accéder à ce traité qu'à condition que leurs autres alliés, et particulièrement Charles Egmont qui, à l'instigation de la France, avait depuis renouvelé les troubles dans la Gueldre [1]), seraient compris dans la trêve. Mais l'Empereur ayant refusé avec fermeté d'agréer cet article additionnel, les Vénitiens, ne consultant que leurs propres intérêts, n'hésitèrent pas plus longtemps à signer, le 6 juin 1508, la trêve proposée. On fixa au roi de France un terme de trois mois, pour donner son accession pure et simple au traité, tel qu'il avait été conclu.

[1]) Charles d'Egmont réclamait le duché de Gueldre et Zutphen, qu'Arnoul son aïeul avait vendus à Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne (voir la note page 240), et était soutenu par la France dans ses prétentions.

Les Vénitiens, par leur fierté et leur avidité de pays, avaient depuis longtemps encouru la haine de tous les États voisins. Ceux-ci étaient disposés à saper jusqu'en ses fondements cette République hautaine, parvenue alors au plus haut degré de prospérité et de puissance. L'Empereur, peiné de la perte de ses possessions maritimes et surtout irrité de ce que les Vénitiens, ayant décerné après la prise de Trieste les honneurs du triomphe à Alviane, suivant l'usage des anciens Romains, avaient souffert que, sous ce prétexte, la nation allemande fût donnée en spectacle et servît de risée à la populace de Venise, contenant son indignation contre la France, n'aspirait qu'au moment de se venger de ces républicains, et de leur arracher non-seulement leurs nouvelles conquêtes, mais encore les diverses domaines qu'ils avaient autrefois enlevés à sa famille et à l'Empire. Louis XII, bien qu'il reconnût que son alliance avec Venise lui assurait la possession de Milan, se sentait offensé de ce que les Vénitiens, à la conclusion de la trêve, n'avaient eu aucun égard aux prétentions de la France, et avaient même signé ce traité sans sa participation. Il désirait d'ailleurs depuis longtemps récupérer Crémone et tout ce qu'il avait dû céder à Venise dans le Milanais. Le roi Ferdinand d'Aragon et de Sicile brûlait de rentrer en jouissance des ports du royaume de Naples qui avaient été engagés, l'an 1496, aux Vénitiens par l'infortuné Ferdinand, pour les secours qu'ils lui avaient donnés. Enfin Jules II ne souffrait qu'avec peine que les Vénitiens restassent en possession de Ravenne, et de plusieurs places de l'État ecclésiastique, dont ils s'étaient emparés sans aucun droit apparent. Quelque grandes et justes que fussent les raisons qu'eussent ces quatre potentats pour être les ennemis de Venise, ils avaient cependant eux-mêmes tant de sujet de se haïr réciproquement, qu'il paraissait impossi-

ble qu'ils s'unissent pour atteindre un *seul* but aux dépens d'un autre Etat. Néanmoins on vit se réaliser cette coalition si inattendue, qui toutefois en ses éléments menait déjà avec elle les motifs de sa propre dissolution.

Le pape s'efforça avant tout de réconcilier l'Empereur avec le roi de France. Ses propositions furent agréées par les monarques, également aigris contre les Vénitiens. En novembre 1508, on tint un congrès à Cambrai, sous prétexte de rétablir la tranquillité dans la Gueldre. Il fut en effet conclu, le 10 décembre, un traité de paix entre l'Empereur et l'archiduc Charles, d'une part, et le roi de France et Charles d'Egmont, d'autre part. Mais le même jour, l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, et le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis XII, qui étaient chargés de la direction des conférences, signèrent, d'après les instructions secrètes qu'ils avaient reçues, au nom de l'Empereur, du pape et des rois de France et d'Aragon, le fameux traité connu sous le nom de *ligue de Cambrai*, par lequel ces Puissances s'unirent pour reprendre aux Vénitiens toutes les possessions qu'ils avaient acquises par des voies illégitimes, pendant les différentes guerres que ces princes s'étaient faites en Italie. Il fut réglé, que le pape rentrerait en possession des places qui étaient auparavant incorporées à l'État de l'Église, et que de même le roi Ferdinand recouvrerait les ports de mer napolitains engagés à Venise. On assura à l'Empereur la possession de Roveredo, de Vérone, de Padoue, de Vicence, de Trévise, du Frioul et d'Aquilée, puis la restitution de toutes les places autrichiennes, conquises par les Vénitiens dans la dernière guerre. Le roi de France devait avoir pour sa part Brescia, Créma, Bergame, Crémone, Ghièra d'Adda, et toutes les autres anciennes dépendances du duché de Milan qui se trouvaient entre les mains des Vénitiens. Il fut arrête, que la France et le pape

commenceraient les hostilités, le 1 avril 1509. Le pontife devait fulminer l'excommunication et l'interdit sur les Vénitiens, et ensuite sommer l'Empereur, qui sans cela aurait été obligé de rester dans l'inaction à cause de la trêve faite avec la République, de lui prêter l'assistance qu'il lui devait, comme protecteur de l'Église. On convint aussi que les rois d'Angleterre et de Hongrie, les ducs de Savoye et de Ferrare et le margrave de Mantoue, seraient invités à entrer dans cette coalition. Enfin il fut convenu, qu'aucun des alliés ne pourrait faire ni paix, ni trêve avec les Vénitiens sans le consentement de tous les autres. Le même jour, on signa encore entre le roi de France, d'une part, et l'Empereur et son fils aîné, l'archiduc Charles, d'autre part, un traité d'amitié, dans lequel il fut décidé, que les anciens différends qui existaient encore entre les deux Maisons de France et d'Autriche, seraient suspendus jusqu'à ce qu'on eût trouvé le moyen de les terminer à l'amiable, et que l'Empereur donnerait une nouvelle investiture du duché de Milan à Louis XII, moyennant la somme de cent mille couronnes d'or. Ce traité fut ratifié par l'Empereur à Malines, le 26 décembre 1508, et par Louis XII à Bourges, le 13 mars de l'année suivante. Les ducs de Savoye et de Ferrare, le margrave de Mantoue et le roi de Hongrie, accédèrent à cette alliance. Le roi Henri VIII d'Angleterre confirma, il est vrai, le 20 août 1509, les traités conclus par son père avec l'Autriche; mais il ne voulut point prendre part à la ligue de Cambrai.

L'Empereur somma la Diète de l'Empire, assemblée en avril 1509 à Worms, de lui fournir promptement des troupes et de l'argent. Mais les États lui refusèrent sous des prétextes frivoles l'une et l'autre demande. Les démarches qu'il fit auprès de la ligue souabe pour obtenir des secours, n'eurent pas un meilleur résultat. Seulement quelques princes, comtes et chevaliers allemands s'unirent

volontairement, pour suivre avec leurs hommes d'armes l'Empereur dans la guerre contre Venise. Cette obstination de la part des États de l'Allemagne obligea l'empereur Maximilien à emprunter de ses trois alliés et du roi d'Angleterre l'argent nécessaire à l'enrôlement et à l'armement des troupes, et fut cause qu'il ne put se mettre en marche pour l'Italie qu'avec 1000 chevaux et un petit corps d'infanterie.

Le roi de France, qui avait déjà en janvier 1509 renvoyé de sa Cour l'ambassadeur de Venise, et déclaré bientôt après la guerre à la République, entra le premier en campagne. Il passa, au mois d'avril, les Alpes, à la tête de 20,000 hommes d'infanterie et de 15,000 chevaux, et s'avança par la Lombardie vers les frontières vénitiennes. Le pape, qui avait prononcé l'excommunication et l'interdit contre les Vénitiens, fit marcher une armée de 10,000 hommes, à laquelle se joignirent encore 3000 Suisses, vers le bas Pô. La République avait profité de l'hiver, pour se mettre en état de faire face à tant d'ennemis. Mais plusieurs accidents fâcheux avaient en partie entravé les armements, et en partie rempli les esprits de sinistres pressentiments. La poudrière de la ville de Venise sauta; les ouvrages de fortification de Brescia furent fortement endommagés par la foudre; un bâtiment chargé de 10,000 ducats, destinés au payement des troupes, fut englouti par la mer près de Ravenne, et un incendie détruisit les archives de l'État. Néanmoins les forces de Venise, qui se rassemblèrent sous les ordres de Nicolas Orsini, comte de Pétiliane et de Barthélémi Alviane, près de Porto Vico, se montaient à 30,000 hommes d'infanterie et à environ 14,000 chevaux. Cette armée s'avança, vers le milieu d'avril 1509, sur Rivolta et reprit Trepiglio que le maréchal Chaumont avait conquis, peu de jours auparavant. Mais le 9 mai, Louis XII passa l'Adda avec ses forces princi-

pales, enleva et brûla Rivolta et poursuivit, le 14 du même mois, sa marche vers Vailate et Agnadel, pour couper l'armée vénitienne de ses magasins à Créma et à Crémone. L'avant-garde française, sous les ordres d'Amboise et de Jean-Jacques Trivulce, atteignit l'arrière-garde vénitienne, commandée par Alviane. Le général Pétiliane se dirigea avec la première ligne vers Créma, sans soutenir Alviane. Mais Louis XII arriva avec la principale force française sur le champ de bataille, peu de temps après que le combat eut commencé. Alviane fut vaincu et fait prisonnier; la plus grande partie de son infanterie (environ 6000 hommes) tomba sous le fer ennemi; le reste se rendit, et vingt canons furent conquis. En quinze jours de temps, Louis XII se rendit maître de Caravaggio, de Bergame, de Brescia, de Créma, de Crémone, de Pizzighettone, de Peschiéra et de toutes les autres places qui lui étaient échues, en vertu du traité de Cambrai.

Le pape avait reconquis avec une égale rapidité la plupart des villes de Romagne qui étaient au pouvoir des Vénitiens. Alphonse d'Este, duc de Ferrare, leur enleva la Polésine de Rovigo, Este et plusieurs autres endroits; le margrave de Mantoue s'empara d'Asola-sur-la-Chiésa et de Lonato. Pendant ce temps-là, les gouverneurs et les commandants de troupes des provinces frontières d'Autriche n'étaient pas restés inactifs. En Istrie, Christophe Frangipani conquit Pisino et Duino; le duc de Brunswick prit Gorice, Feltre et Belluno. Les habitants de Trieste, de Fiume et des autres villes autrichiennes, occupées par les Vénitiens, s'affranchirent eux-mêmes de la domination étrangère, en se jetant sur leurs garnisons qu'ils forcèrent à mettre bas les armes. Le comte de Lodron réduisit plusieurs châteaux sur le lac de Garde. Enfin le roi Ferdinand d'Aragon avait commandé un corps de troupes pour

assiéger la forteresse de Trani, lequel fut soutenu par une flotte française.

Tous ces revers consternèrent tellement le sénat de Venise, qu'il ordonna aux commandants de toutes les villes que l'Empereur, le pape et le roi d'Aragon réclamaient, d'ouvrir les portes de ces places aux troupes de ces trois Puissances. En même temps il déclara les habitants de la terre ferme dégagés du serment de fidélité qu'ils avaient prêté à la République. La seigneurie de Venise députa Antoine Giustiniani vers l'Empereur à Bassano, pour supplier ce monarque d'accorder la paix à la République sous les conditions qu'il jugerait à propos de lui prescrire. L'ambassadeur assura à l'Empereur, que Venise restituerait tous les pays qu'elle avait enlevées à l'Empire et à la Maison d'Autriche, qu'elle payerait à Maximilien et à ses descendants un cens annuel de 500 livres pesant d'or, et obéirait de bonne volonté aux ordres et aux lois de l'Empereur, pourvu qu'il voulût se détacher de la ligue de Cambrai, et sauver la République de la ruine totale dont elle était menacée de la part de la France. Mais Maximilien, qui n'avait pas grande confiance dans les promesses des Vénitiens, et qui d'ailleurs était résolu à tenir la parole qu'il avait donnée à ses alliés de ne pas faire une paix séparée avec Venise, rejeta les offres de Giustiniani et fit marcher son armée, forte alors de 15,000 hommes, en Italie. Comme les Vénitiens, en rappelant vers le milieu de mai leurs troupes en garnison dans les villes de la terre ferme, avaient laissé aux habitants la liberté de se défendre ou non, Vérone, Padoue, Vicence et plusieurs autres villes, ouvrirent leurs portes aux Impériaux. Trévise se décida à la résistance. Les débris de l'armée vénitienne s'étaient retirés dans les lagunes. Les soldats étaient découragés, sans ordre et sans discipline. Mais la fermeté de Trévise releva le courage du

sénat et des troupes. Un corps de 800 hommes fut envoyé dans cette ville pour soutenir la défense des bourgeois. Les autres troupes occupèrent une position entre Malghéra et Mestre.

Le roi de France avait envoyé de Peschiéra le cardinal d'Amboise au quartier-général de l'Empereur à Trente. Maximilien donna, le 14 juin, à ce prélat, comme représentant de Louis XII, l'investiture du duché de Milan, après qu'il eut reçu les cent mille couronnes d'or stipulées. Le roi invita ensuite l'Empereur à une entrevue au château de Garde. Mais Maximilien, ne pouvant quitter son armée au milieu de ses opérations, fit prier le roi par l'évêque de Gurk, Mathieu Lang, de l'attendre à Crémone. Louis XII se formalisa de ce que Maximilien ne s'était pas rendu dans l'endroit indiqué; comme d'ailleurs il était jaloux des progrès rapides que continuait de faire l'Empereur, il repassa au mois de juillet les Alpes avec la plus grande partie de son armée, et retourna en France. Ferdinand d'Aragon, qui avait déjà repris les cinq ports de mer qu'occupaient les Vénitiens dans le royaume de Naples, satisfait d'avoir atteint le but qu'il s'était proposé en accédant à la ligue, ne désirait aucunement que Maximilien et Louis XII remportassent encore plus d'avantages sur Venise, attendu que ces monarques auraient acquis par là une grande supériorité en Italie. Le pape Jules II partageait ces sentiments; mais avant de faire quelque démarche en faveur des Vénitiens, il exigeait et attendait qu'ils lui montrassent une humble soumission, qu'ils implorassent leur salut du Saint-Siége et le payassent largement. Les Vénitiens, instruits de la mésintelligence qui commençait à régner entre les Puissances coalisées, se sentirent ranimés d'un nouveau courage. Ils rassemblèrent leurs troupes avec tant de célérité, qu'ils furent en état de prendre l'offensive, encore avant que

Louis XII eût quitté Milan. Ils jetèrent alors une forte garnison dans Trévise, et conquirent en juillet Padoue, Castel Franco et Legnago. Le margrave de Mantoue tomba à Isola della Scala entre les mains des Vénitiens. Mais l'attaque qu'ils entreprirent sur Vérone, fut repoussée par les Impériaux qui défendaient la place.

Maximilien, qui par les renforts qu'il avait reçus de ses pays héréditaires, de différents princes et États d'Allemagne et des Pays-Bas, était parvenu à former une armée de 24,000 hommes d'infanterie et 10,000 chevaux, proposa d'attaquer la ville de Venise et de renverser ainsi entièrement cette République. Cette capitale devait ensuite être partagée entre les Puissances coalisées. Il demanda à ses alliés les vaisseaux nécessaires à l'exécution de cette entreprise. Mais le pape et le roi d'Aragon rejetèrent ce plan, par la raison que dans le traité de Cambrai on n'était pas expressément convenu d'entreprendre une attaque contre la ville de Venise même.

Le prince Rodolphe d'Anhalt pénétra avec un corps de 10,000 hommes en Frioul. Il conquit Cadore, dans le même temps que les Vénitiens se rendaient maîtres de Belluno. Le duc de Brunswick, après avoir attaqué en vain Udine, commença le siège de Cividale. Christophe Frangipani, qui commandait une troisième division en Istrie, battit les Vénitiens près de Vermo, non loin de Fiume, et enleva plusieurs places sur le Tagliamento. La flotte vénitienne, sous les ordres de l'amiral Trévisani, reprit Fiume et attaqua Trieste. Trévisani brûla, il est vrai, une partie de la ville; mais il fut forcé à la retraite par la courageuse résistance des défenseurs.

Les Vénitiens, présumant que l'Empereur attaquerait Padoue dès qu'il aurait reçu les renforts qu'il attendait, concentrèrent la plus grande partie de leurs troupes dans cette ville, étendirent les fortifications de la place,

et l'entourèrent d'une triple ligne de retranchements. Ce qu'ils avaient prévu, arriva. Maximilien, qui avait traversé avec ses forces principales le val Sugganna et le territoire vénitien, après s'être emparé des défilés et châteaux forts qui fermaient les chemins, parut en effet vers la mi-août à Ponte di Brenta devant Padoue. Pendant qu'il attendait encore sa grosse artillerie, il fit attaquer par des corps détachés différents châteaux des environs. Este et Monselice furent emportés d'assaut. Montagnana et Liména se rendirent par composition. L'avant-garde impériale pénétra dans le faubourg de Padoue dit Santa Croce, et en chassa les Vénitiens qui se retirèrent derrière les murs de la ville. À l'arrivée de l'artillerie de siège, l'armée impériale posa, le 15 septembre, son camp entre la Brenta et le Bacchiglione. L'armée de siège était forte de 40,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient environ 4000 Français, commandés par la Palisse et Bayard, et 6000 Espagnols. Les annalistes italiens font monter l'armée impériale, y compris le train considérable, à 80,000 hommes. À ce siège, dont le succès devait décider du salut ou de la ruine de la république de Venise, Maximilien déploya la richesse de ses connaissances militaires, une activité extraordinaire et le courage personnel le plus distingué. Il se trouvait constamment au milieu des travailleurs, dirigea la construction des attaques, et la poussa avec tant d'ardeur qu'au bout de cinq jours les batteries furent en état de jouer. Le quatrième jour du bombardement, plusieurs larges brèches étaient déjà faites à la muraille extérieure. Le lendemain avant le lever du soleil, Maximilien avait rangé ses troupes pour attaquer la place, lorsqu'on s'aperçut que les Padouans avaient dans la nuit précédente fait tellement remonter l'eau dans les fossés, qu'il était impossible de monter à l'assaut tant qu'ils ne fussent pas desséchés. Il ne fallut que vingt-quatre heu-

res aux assiégeants pour terminer ce pénible travail. Ils s'avancèrent ensuite contre le bastion qui couvrait la porte dite Coda lunga, mais ils furent repoussés. Dans les deux journées suivantes, l'artillerie fit tous ses efforts pour élargir la brèche au bastion qu'on voulait assaillir. Ceci ayant été effectué aussi, plusieurs colonnes de troupes allemandes et espagnoles s'élancèrent à l'envi sur la brèche et y prirent pied ferme. Mais les Vénitiens, en se retirant, mirent le feu aux mines, et firent sauter le bastion. Immédiatement après, ils firent une sortie et chassèrent les Impériaux des ouvrages conquis. Ce revers répandit la consternation parmi les troupes, et ralentit beaucoup aussi le zèle de Maximilien. En même temps, des symptômes de discorde entre les soldats allemands et français commencèrent à se manifester. Les magasins de vivres étaient épuisés. Les pluies submergeaient les campagnes, et des ouragans furieux renversaient les tentes, par où la continuation du siège devenait impossible. Toutes ces circonstances, et surtout celle que le gonflement des fleuves mettait chaque jour plus en danger le transport de l'artillerie, et même la retraite de l'armée, engagèrent l'Empereur à donner ordre à ses Généraux de lever le siège. Lui-même quitta l'armée et se rendit à Vicence. La plus grande partie des troupes auxiliaires d'Allemagne s'en retournèrent dans leur pays. Maximilien requit le maréchal Chaumont, gouverneur de Milan, de l'aider avec toutes ses forces à s'emparer de Legnago, place forte sur l'Adige, par où les conquêtes des alliés et les quartiers d'hiver auraient été assurés. Mais le maréchal refusa de prendre part à cette expédition. Comme la Palisse retourna alors également avec la gendarmerie française à Milan, l'Empereur répartit ses propres troupes dans les places conquises.

La retraite de l'Empereur et l'éloignement de la grande

armée française laissant aux Vénitiens le champ libre pour prendre à leur tour l'offensive, ils marchèrent sur Vicence. Les bourgeois leur ouvrirent les portes, le 26 novembre. Le gouverneur, prince d'Anhalt, qui s'était retiré dans la citadelle, la rendit le quatrième jour, faute de vivres. Les Vénitiens hasardèrent ensuite une attaque contre Vérone. Mais le margrave Casimir de Brandebourg, qui commandait dans la place, ayant été renforcé par des troupes françaises et espagnoles, comme aussi par le prince d'Anhalt avec la garnison de Vicence, les républicains furent vigoureusement repoussés. Les Vénitiens alors se divisèrent en deux corps d'armée, dont le premier conquit Bassano, Feltre, Cividale et plusieurs autres endroits, et l'autre se rendit maître de Monselice, de Montagnana et de la Polésine. Trévisani pénétra avec la flotte vénitienne sur le Pô jusqu'à Ponte-lago-scuro, et ravagea le territoire de Ferrare, situé le long de ce fleuve. Mais le 22 décembre, le cardinal Hippolyte d'Este fit canonner cette flotte, qui était à l'ancre près de Polisella, par une nombreuse artillerie, et la brûla pour la plus grande partie. Vers la fin de février 1510 mourut le comte Nicolas de Pétiliane, commandant en chef des troupes de la République.

Le pape, après avoir recouvré les places de la Romagne, sentit renaître en lui les craintes sur les suites que pouvait avoir pour l'État ecclésiastique l'agrandissement de la puissance de l'Empereur et du roi de France. Pour détourner ce danger, il résolut de se détacher de la ligue de Cambrai, et de la dissoudre entièrement. Le sénat de Venise avait envoyé des ambassadeurs au pape, pour solliciter son pardon et la paix. Jules II les reçut grâcieusement et parut touché de leurs prières pleines de soumission. Dans le même temps on vit aussi arriver à Rome des plénipotentiaires impériaux et français, qui étaient chargés de négocier une trêve. Mais dès que le

sénat eut la certitude que le pape était disposé à la réconciliation, son courage se releva au point qu'il rejeta les conditions qu'il avait offertes au pontife. Le 24 février 1510, Jules II donna aux Vénitiens l'absolution de l'anathème, et conclut avec eux un traité de paix, par lequel ils cédèrent à l'Église les places de la Romagne, et accordèrent aux sujets romains la libre navigation sur le golfe de Venise.

Le pape pressa Maximilien de suivre son exemple; mais tous ses efforts ayant été inutiles, il employa tout son crédit auprès de la Diète, assemblée au mois de mars 1510 à Augsbourg, pour engager les princes de l'Allemagne à rester neutres dans la guerre contre les Vénitiens. Mais cette démarche fut tout aussi infructueuse. Les États accordèrent, au contraire, à l'Empereur un corps auxiliaire de 6000 hommes d'infanterie et de 1800 chevaux pour un an. Le pape réussit mieux du côté du roi Ferdinand d'Aragon et de Sicile, qu'il détermina enfin à renoncer à la ligue de Cambrai en lui donnant, le 7 juillet 1510, l'investiture de Naples, et en déclarant Louis XII déchu de tous ses droits et prétentions sur ce royaume. Afin de se procurer encore plus de moyens pour exécuter le projet qu'il avait formé de chasser les Français de toute l'Italie, Jules II avait conclu, le 14 mars de la même année, une alliance avec les Confédérés suisses, qui s'étaient obligés à lui fournir 6000 soudoyers, et à ne s'unir à aucun ennemi de l'Église.

Cependant Louis XII ne fut pas plutôt informé du changement du pape, qu'il donna ordre au maréchal Chaumont de s'avancer sur le territoire vénitien, et de se joindre aux troupes impériales, commandées par le prince d'Anhalt, qui continuaient à faire la guerre aux Vénitiens. Ces deux Généraux marchèrent sur Vicence. Les habitants abandonnèrent leur ville encore avant que les troupes

alliées y entrassent, et s'enfuirent à Padoue, pour échapper au châtiment qu'ils avaient mérité par leur révolte, l'année précédente (1509). Les alliés mirent ensuite le siège devant Legnago qui fut emporté le cinquième jour; et cette conquête fut suivie de celle de Cittadella, de Marostica, de Bassano, de Scala et de Covolo. Le prince d'Anhalt, qui avait dessein d'attaquer Trévise, invita le maréchal Chaumont à le seconder dans cette entreprise. Mais celui-ci venait de recevoir, de la part du roi son maître, l'ordre de ne laisser que le chevalier de Precy avec 400 lances et 1500 soudoyers espagnols auprès de l'armée impériale, et de retourner avec les autres troupes incontinent à Milan.

Le roi de France était extrêmement aigri de la conduite du pape, tant à cause de la violation du traité de Cambrai que parce qu'il avait investi Ferdinand d'Aragon du royaume de Naples. Mais Jules II ne craignait ni la colère, ni les menaces de Louis XII. Comme le pape avait en vue l'entière expulsion des Français de l'Italie, on devait d'une manière ou d'autre en venir bientôt à une rupture ouverte. Les premières démarches du pape furent dirigées contre le duc Alphonse I de Ferrare et de Modène, vassal de l'Église. Le pape ordonna à ce prince de renoncer à la ligue de Cambrai. Mais Alphonse ayant invoqué la protection du roi de France, Jules II excommunia le duc, et le déclara déchu de ses États. L'anathème fut en même temps prononcé d'avance contre tous ceux qui prêteraient secours à Alphonse. Le duc d'Urbino attaqua, par ordre du pape, la partie de la Romagne qui appartenait au duc de Ferrare. La ville de Modène fut prise par trahison.

Sur ces entrefaites, Lucien Malvezzi, général des Vénitiens, avait profité du départ du maréchal Chaumont avec la plus grande partie de ses troupes, pour s'avancer

contre l'armée impériale. Il s'empara en septembre, presque sans combattre, d'Este, de Bassano et de plusieurs endroits situés entre ces deux villes. Vers le même temps mourut le prince d'Anhalt, et le duc Termini prit le commandement de l'armée alliée. À l'approche des Vénitiens, ce Général évacua Vicence et se retira à Vérone, où il rassembla un corps d'armée d'environ 800 lances et de 5000 hommes d'infanterie, composé d'Epagnols, d'Allemands, d'Italiens et de Français. Malvezzi assiégea cette ville avec 10,000 fantassins, 4000 chevaux et une forte artillerie. En peu de jours la brèche fut praticable, et les Vénitiens se préparèrent à l'assaut pour le lendemain. Mais dans la nuit les assiégés firent une sortie, mirent l'infanterie en déroute, et conquirent ou enclouèrent plusieurs canons. Le jour suivant, Malvezzi se retira à San Martino. Il avait perdu 3000 hommes et douze canons.

Au commencement de septembre (1510), Louis XII tint à Orléans, puis à Tours, un synode français auquel il fit part des mésintelligences survenues entre lui et le Saint-Siège. L'assemblée déclara que le roi avait, dans ces circonstances, le droit de s'opposer à main armée au chef de l'Église. Louis, il est vrai, fit encore faire une tentative pour accommoder ses différends avec Jules II; mais toutes les propositions de paix furent rejetées par le pontife. Le 22 septembre, le pape arriva à Bologne, pendant que son armée s'avançait sur le territoire de Ferrare. Mais une flotille vénitienne, qui remontait alors le Pô pour attaquer Ferrare, fut presque entièrement détruite par les alliés. Le 22 octobre, le maréchal Chaumont parut avec l'armée française dans les environs de Bologne. Pendant qu'il menaçait cette ville et le pape qui s'y trouvait, il offrit encore une fois un accommodement. On commença à négocier. Mais un corps de troupes vénitiennes étant arrivé le jour après à Bologne, le pape rompit aussitôt

les conférences. Le 14 octobre, Jules II frappa d'anathème le maréchal Chaumont et toute son armée.

L'armée papale prit alors l'offensive. Elle conquit Sassuolo et Concordia. Le 2 janvier 1511, le pontife guerrier se trouva lui-même au siège de Mirandole. Le maréchal Chaumont ne fit rien pour dégager la place qui se rendit au pape, le 20 du même mois. Le Général français fut amèrement blâmé à cause de son inaction. Il proposa alors une attaque contre le camp vénitien près de Bondeno; mais elle fut jugée inexécutable par le Conseil de guerre. Le projet qu'il forma ensuite de surprendre la ville de Modène, que la Maison d'Este avait auparavant possédée comme fief de l'Empire germanique, n'eut pas un meilleur succès; car Jules II, qui avait été prévenu à temps des desseins du maréchal, se hâta de remettre la place à la garde d'un envoyé impérial. Chaumont ne survécut pas longtemps au déclin de sa gloire. Il mourut le 11 février 1511.

Depuis que les hostilités avaient éclaté entre la France et le pape, Louis XII avait tout employé pour s'unir encore plus étroitement à l'Empereur. Dans un traité conclu à Blois, le 17 novembre 1510, l'alliance faite à Cambrai entre les deux monarques fut confirmée. Le roi promit une somme de 100,000 ducats à l'Empereur qui s'engagea, de son côté, à passer lui-même au printemps prochain en Italie, à la tête d'une armée de 10,000 hommes d'infanterie et de 3000 chevaux. Le pape et le roi d'Aragon devaient être sommés de remplir les engagements qu'ils avaient contractés par l'union de Cambrai.

Le synode de Tours avait aussi adjugé à Louis XII le droit de renouveler la pragmatique sanction, faite par le roi Charles VIII, l'an 1436, contre les oppressions du clergé de France de la part du siège romain. L'évêque de Gurk, Mathieu Lang, ministre favori de l'Empereur,

était venu à Tours. Les États de l'Allemagne avaient, dans la dernière Diète à Augsbourg (1510), également présenté à l'Empereur dix griefs contre le siège apostolique. Maximilien prêta une grande attention aux propositions que les États lui soumirent pour remédier à ce désordre, et fit de même travailler à une sanction pragmatique tendante à protéger la liberté ecclésiastique de l'Empire germanique contre les empiétements de la Cour de Rome. Au commencement de l'année 1511, l'Empereur et le roi de France firent des dispositions pour convoquer un concile général. Mais le roi d'Aragon avait conseillé à l'Empereur de s'assurer par un traité de paix les conquêtes qu'il avait faites dans l'État vénitien, et de se prêter à un arrangement avec le pape. Il vint à bout de faire tenir à Mantoue un congrès des Puissances qui avaient signé la ligue de Cambrai. L'évêque de Gurk, ministre plénipotentiaire de l'Empereur, et les envoyés de France et d'Espagne se rendirent, au mois de mars, à Mantoue. Vers la fin d'avril les négociations entre l'Empereur et Venise étaient déjà si avancées, et cette République se montrait tellement disposée à céder des terres d'une assez grande étendue à l'Autriche, qu'il ne restait plus qu'à signer le traité. Mais le pape refusa de conclure en même temps la paix aussi avec le roi de France et le duc de Ferrare, son allié. Oui, le pontife avait encore peu auparavant excommunié publiquement le duc Alphonse de Ferrare, Trivulce, général de Louis XII, et puis les autorités de Milan et des autres villes de Lombardie, parce qu'elles procuraient au roi l'argent avec lequel il faisait la guerre à l'Église. Dans cette sentence foudroyante le pape, il est vrai, n'avait pas nommé le roi Louis; mais ce monarque était évidemment compris parmi ceux qui furent également anathémisés, pour avoir préjudicié aux prérogatives de l'Église, et partagé les sen-

timents des excommuniés. Comme l'Empereur ne voulait en aucune manière se séparer de ses alliés, le congrès quitta Mantoue sans avoir rien effectué.

Louis XII avait gagné quelques cardinaux, ennemis du pape, qui s'étaient réfugiés à Milan. Ces prélats convoquèrent, au mois de mai 1511, un concile général à Pise pour travailler, conformément au décrets du concile de Constance, à la réformation de l'Église. L'Empereur et le roi de France avaient déjà, au mois de janvier, ordonné aux évêques de leurs États de se rendre à Pise. Cette assemblée fut en effet ouverte, le 1 novembre. Mais elle fut peu nombreuse, et ne consistait pour la plus grande partie qu'en évêques français. Les prélats allemands, craignant d'amener un schisme de l'Église, évitèrent de prendre part à ce concile qui se retira, le 12 janvier 1512, à Milan sous la protection du roi de France. Ensuite les Pères citèrent publiquement le pape devant leur tribunal; et comme le pontife ne comparut point, ils prononcèrent, le 12 avril, sa suspension. Pour opposer concile à concile, Jules II en indiqua un autre à Rome, pour le mois d'avril 1512. Le pape ouvrit en effet cette assemblée, le 10 mai, dans l'Eglise de S. Jean de Latran. Mais ce concile aussi ne fut visité que d'un petit nombre de prélats, pour la plupart italiens.

Au commencement de 1511, l'empereur Maximilien avait conclu deux traités importants. Le 7 février de cette année, une *union héréditaire perpétuelle* fut signée, à Bade en Argovie, entre les douze cantons de la Confédération helvétique et la Maison d'Autriche pour l'Autriche intérieure, et entre les quatre villes forestières au Rhin et les comtés de Bourgogne et de Tyrol. Le 14 avril de la même année à Gengenbach, l'Empereur conclut un pacte d'hérédité entre l'Autriche et la Bohème.

Après la rupture des conférences de Mantoue (en

mai 1511), le maréchal de France Trivulce reprit Concordia. Bientôt après il offrit, au pont sur le Reno près de Cavallecchio, la bataille au corps de troupes papales, commandé par le duc d'Urbino. Jules II, effrayé de la proximité de l'armée française, perdit sa fermeté accoutumée. Il quitta Bologne et retourna à Rome. Après le départ du souverain pontife, les bourgeois de Bologne s'étant révoltés contre le cardinal de Pavie, légat du pape, les Bentivoglio revinrent à Bologne, et se remirent en possession de leur ancienne souveraineté. À la nouvelle de cet événement, le corps d'armée du duc d'Urbino s'enfuit en désordre. Il fut poursuivi par les Français et entièrement dispersé. Le duc et un grand nombre d'officiers et soldats furent faits prisonniers. L'artillerie, les drapeaux, le bagage, tombèrent entre les mains des vainqueurs.

L'armée impériale, qui avait été considérablement renforcée par des troupes de l'Empire et les Tyroliens, marcha, vers la fin de juillet 1511, en Frioul et en Istrie, et conquit Udine, Gradisca et plusieurs autres places. Dans la Marche trévisane les Impériaux se réunirent avec le corps d'armée, sous les ordres de la Palisse, que le roi de France avait envoyé du Milanais, pour agir conjointement avec les troupes allemandes. Le général vénitien Rangone fut chassé de son camp retranché et fait prisonnier. Les debris de son armée se jetèrent dans Padoue et Trévise. Les Allemands et les Français se rendirent maîtres de Vicence et de beaucoup d'autres places. Ensuite les généraux de l'Empereur proposèrent de faire le siège de Trévise. Mais la Palisse refusa de coopérer à cette entreprise; oui, ce qui plus est, il quitta avec ses troupes subitement l'armée impériale et retourna à Milan, sous prétexte que les Suisses menaçaient ce pays d'une invasion. Il ne resta qu'une troupe de Français en gar-

nison à Vérone. Comme alors le commandant en chef de l'armée impériale, Nicolas de Salm, était trop faible pour tenir la campagne contre les Vénitiens qui s'étaient considérablement renforcés, il se retira à Vérone. Les Vénitiens profitèrent habilement de cette circonstance, et reprirent en peu de temps les places qu'ils avaient perdues dans la terre ferme et en Frioul, à l'exception de la forteresse de Gradisca, dont ils furent obligés de lever le siège, le 16 août 1511.

Sur la fin de septembre, Maximilien fit la revue des troupes fraiches qui s'étaient rassemblées près de Clagenfort. Ensuite Georges de Herberstein les conduisit en Frioul à l'armée de Salm, qui battit alors et fit prisonnier le général vénitien Veniéro. Toutes les places que les Vénitiens avaient récemment enlevées, tant dans la terre ferme qu'en Frioul, furent reconquises par les Impériaux.

La secrète jalousie que causaient au roi de France les progrès des armes impériales, ravissait toujours à ces dernières le fruit des avantages qu'elles remportaient sur les Vénitiens. Louis XII craignait tout agrandissement de l'autorité et des possessions territoriales de l'Empereur au delà des Alpes. Ce fut aussi par cette raison qu'il faisait seulement de belles promesses à l'Empereur, lorsqu'il avait besoin de l'appui de ce monarque pour arriver à certains buts qu'il s'était proposés. Mais une fois qu'il avait obtenu ce qu'il désirait, il ne soutenait plus que faiblement l'Empereur, et faisait retourner ses troupes à Milan dans les moments les plus décisifs. C'est ainsi qu'il en avait agi aussi dans cette campagne. La conduite équivoque des Généraux français fut la cause principale que Maximilien ne put entreprendre aucune attaque contre Trévise ou Padoue.

Jules II conclut à Rome, le 5 octobre, une alliace offensive et défensive avec Ferdinand d'Aragon et la répu-

blique de Venise, pour chasser entièrement les Français de l'Italie. Le 9 février 1512, le roi Henri VIII d'Angleterre accéda à cette union, qui fut appelée la *Ligue sainte*. Les princes alliés s'efforcèrent avant toute chose à détacher l'Empereur de la France. Les preuves multipliées que Louis XII avait données de sa mauvaise foi, autorisaient incontestablement Maximilien à regarder son alliance avec le monarque français comme rompue. Mais l'Empereur avait pris les Vénitiens tellement en haine, que le pontife eut bien de la peine à le disposer à la réconciliation avec cette République. À la fin cependant Maximilien conclut, le 6 avril 1511, une trêve de dix mois avec les Vénitiens, moyennant la somme de 40,000 ducats, qu'ils promirent de lui payer sur-le-champ.

Louis XII, qui s'attendait alors à voir bientôt l'Empereur se joindre aux ennemis de la France, ordonna à la Palisse de rassembler une armée, d'enrôler des mercenaires, et de s'avancer ensuite en Romagne avant que les Espagnols, qui étaient en marche, fussent arrivés dans cette province. Le roi avait indisposé contre lui les Suisses en refusant, en termes outrageants pour eux, la demande qu'ils lui avaient faite d'augmenter la pension que les cantons étaient habitués à tirer de la France. C'est pourquoi les Suisses ne renouvelèrent pas non plus la capitulation pour le service français, qui venait de finir. Louis alors conclut des traités particuliers avec les Vallaisins et les Grisons, qui allèrent en grand nombre servir sous les drapeaux de France. En revanche, les Confédérés suisses avaient fait alliance avec le pape l'an 1510, comme il a déjà été mentionné. En novembre 1511, 10,000 Suisses marchèrent par le mont Saint-Godart à Varèse, et leur nombre s'accrut bientôt jusqu'à 16,000 hommes. La Lombardie était en grand danger; car toute la force française qui se trouvait alors dans ce pays,

pouvait tout au plus monter à 10,000 hommes. Le gouverneur de Milan, Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis XII, avait à peine 4000 hommes de troupes mobiles à opposer aux Helvétiens, qui s'avancèrent de Varèse par Gallarate jusqu'à une lieue de Milan. Gaston de Foix et Jean-Jacques Trivulce se bornèrent à inquiéter avec leurs faibles corps d'armée les flancs de l'ennemi. Milan fut mis à la hâte en état de défense. Mais les Suisses n'avaient point de grosse artillerie, et en général ils étaient peu exercés dans l'attaque de places fortes. Ils se dirigèrent vers Monza. Cette ville aussi leur parut trop forte, pour oser tenter de la réduire. Leurs mouvements ultérieurs indiquèrent leur dessein de passer l'Adda, où alors rien ne mettait plus obstacle à leur jonction avec l'armée vénitienne. Cependant, contre toute attente, les Suisses offrirent tout à coup de négocier; ils ne demandèrent que la solde d'un mois pour prix de leur retraite. On ne fit, il est vrai, à cet égard aucune convention; mais il est indubitable que les chefs des Helvétiens se laissèrent corrompre par l'or de la France. Ils s'en retournèrent, sans plus rien entreprendre, par Come dans leur pays. Malgré ce départ, l'armée française resta dans une position assez critique. Elle avait devant elle l'armée pontificale et les Espagnols, sous le commandement de Raimond de Cardone; les Vénitiens sur le flanc gauche; les Suisses équivoques sur les derrières. Louis XII envoya en Lombardie toutes les troupes dont il pouvait se passer dans son royaume, et ordonna au gouverneur de Milan d'enrôler autant de mercenaires qu'il en pouvait trouver. L'armée romano-espagnole entra alors en Romagne, et s'empara des domaines que le duc de Ferrare possédait dans cette contrée, sans trouver aucune résistance.

L'armée de Raimond de Cardone, forte de 20,000

hommes, commença, le 26 janvier 1512, le siège de Bologne, défendue par 4000 Français, bien que Gaston de Foix se fût déjà avancé jusqu'à Finale di Modena. Déjà les murailles de Bologne étaient en plusieurs endroits battues en ruine lorsque Gaston entra dans la ville, sans que les assiégeants l'eussent empêché, ou s'en fussent seulement aperçus. Raimond alors leva le siège et se retira à Imola. Pendant ce temps-là, un corps vénitien s'était avancé dans la partie de la terre ferme, occupée par les Français. Le 3 février, André Gritti emporta d'assaut la ville de Brescia, et assiégea la garnison qui s'était réfugiée dans la citadelle. Tout le pays se leva contre les Français. Bergame, Orci vecchio et Orci nuovo, Pontevico et la plupart des places de ces contrées, ouvrirent les portes aux Vénitiens. Une seconde division vénitienne, sous les ordres de Jean-Paul Baglioni, traversa le territoire mantouan, pour aller soutenir Gritti dans son entreprise contre le château de Brescia. Dès que Gaston eut appris ces fâcheuses nouvelles, il laissa une forte garnison à Bologne, et marcha en toute diligence au secours de Brescia. Il choisit le plus court chemin qui conduisait par le margraviat de Mantoue. Ayant rencontré à une lieue d'Isola della Scala le corps d'armée de Baglioni, il le mit en fuite, pénétra, le 19 février, par la citadelle de Brescia dans la ville, et en chassa les Vénitiens. Bergame se rendit et paya 50,000 ducats d'amende pour sa défection.

Gaston de Foix rassembla ses troupes dans les environs de Finale di Modena. Il comptait alors 26,000 combattants, parmi lesquels il y avait 8000 Allemands. Le duc de Ferrare lui amena encore quelques centaines de chevaux et un parc d'artillerie considérable. Le 26 mars, l'armée se mit en marche pour la Romagne. Raimond de Cardone voulait éviter la bataille. Il avait reçu

du roi d'Aragon l'ordre d'attendre tranquillement, que les attaques des Anglais missent Louis XII dans la nécessité de rappeler ses troupes de l'Italie, pour défendre la France. D'ailleurs l'armée espagnole en elle-même était très-faible. Elle ne consistait qu'en 2400 chevaux, 7000 fantassins espagnols et 3000 italiens. Ainsi les deux armées ne firent que manoeuvrer ça et là dans les cantons d'Imola, de Forli et d'autres lieux, sans en venir aux prises. Mais Gaston reçut dans ce temps-là ordre de son Souverain d'attaquer sur-le-champ ses ennemis; car l'Empereur avait, immédiatement après la conclusion de la trêve avec Venise, ordonné à Jacques d'Embs, chef des Lansquenets allemands, d'abandonner sans délai l'armée française, et de ne plus agir hostilement contre les troupes espagnoles et papales. Mais le Général allemand se laissa persuader par Gaston et Bayard à tenir secret encore pendant quelque temps l'ordre impérial, et à prendre part à la bataille qu'on allait livrer. Gaston se dirigea alors sur Ravenne, dans l'espérance qu'en menaçant cette place importante, il engagerait l'armée ennemie à accepter le combat. Le 9 avril, ce Général entreprit l'assaut de la ville. Mais les Français furent repoussés. Cardone accourut avec les Espagnols et les troupes papales de Ravenne. Le 10 avril, il parut sur la rive ultérieure du Ronco. Le lendemain, Gaston passa cette rivière, et attaqua l'armée confédérée. La victoire resta indécise jusqu'à ce que Gaston lui-même fondit avec la cavalerie française sur l'infanterie espagnole, et la força à la retraite. Comme celle-ci se faisait en rangs serrés, Gaston, pour les rompre, mena encore une fois sa cavalerie à l'attaque; mais ce vaillant guerrier tomba, et la cavalerie renonça à la poursuite de l'ennemi. Vingt mille cadavres, parmi lesquels se trouvaient seulement environ 7000 Français, gisaient sur le champ de bataille. Les confédérés perdirent leur

artillerie, leurs drapeaux, bagages et une grande quantité de prisonniers notables. Les Français eurent à regretter, en outre de la perte de leur chef, celle de plusieurs braves Généraux. Marc-Antoine Colonna, commandant de Ravenne, évacua la ville et se retira dans la citadelle qui se rendit au bout de quatre jours. Immédiatement après, se soumirent aussi Imola, Cesène, Forli et Rimini.

Après ces heureux succès tout paraissait devoir plier sous la puissance de Louis XII. Mais Jules II s'était ménagé une ressource qui allait faire changer les affaires de face; il avait chargé le cardinal de Sion, qui avait beaucoup de crédit parmi les Suisses, d'enrôler en Helvétie 10,000 soldats et un plus grand nombre encore, s'il le pouvait, afin de faire une diversion du côté de Milan, pendant que le roi d'Angleterre en ferait une en Guienne. Lorsque cette milice suisse se rassembla près de Chur, pour passer les Alpes, les Grisons quittèrent l'armée française, et déclarèrent que leur union politique avec les Confédérés suisses ne leur permettait point de se battre contre ces derniers, mais qu'ils voulaient faire cause commune avec eux. Ainsi, bien loin que l'armée de France, qui se trouvait alors réduite à 10,000 hommes, pût profiter de sa victoire, elle ne fut pas même en état de se soutenir dans le Milanais, dès que les Suisses l'attaquèrent. Ces Confédérés, au nombre de 20,000 hommes, ayant traversé les Alpes, et étant descendus par le Trentin dans le Véronais, où ils se joignirent à un corps de 9000 Vénitiens, obligèrent les troupes françaises à abandonner tout le Milanais, et à se retirer dans le Piémont. Le duché de Milan fut occupé par les troupes de la ligue sainte. Les Bentivoglio s'enfuirent de Bologne, et cette ville retourna sous la domination de l'Église. Le duc de Ferrare obtint, le 4 juillet, sur ses humbles instances,

son pardon et l'absolution des censures ecclésiastiques. Le gouverneur français de Gènes s'était jeté dans le château de Lanterna. Le 29 juin, Janus Fregoso fut élu doge de la ville, rendue à son indépendance. Le pape réunit les villes et les pays de Parme et de Plaisance à l'État de l'Église. Les Suisses et les Grisons s'emparèrent, ceux-là de la ville et du territoire de Locarno et ceux-ci de Chiavenne et de la Valteline, qui avaient auparavant dépendu du Milanais.

Pour fixer le sort politique du duché de Milan, un congrés s'assembla à Mantoue, au mois de septembre 1512. L'Empereur et le roi d'Aragon demandèrent tout le duché pour leur petit-fils l'archiduc *Ferdinand.* Pour lui-même Maximilien répéta des Vénitiens une partie de la terre ferme, et un tribut pour l'autre partie de ce pays. Les Vénitiens, au contraire, revendiquèrent non-seulement toute leur terre ferme, mais encore les villes et districts milanais que leur avait cédés Louis XII, l'an 1499. Le pape, de son côté, ne voulait laisser s'agrandir au coeur de l'Italie ni la puissance de l'Empereur, ni celle des Vénitiens. Il désirait aussi garder en tout cas Parme et Plaisance. Les Confédérés helvétiques, qui ne voulaient également pas un prince puissant pour voisin, proposèrent de donner le duché de Milan à Maximilien Sforce, fils de Ludovic, mort en prison.

Un nouveau congrès fut tenu à Rome, tant pour décider sur le sort de Milan, que pour aplanir les difficultés qui s'étaient élevées entre l'Empereur et les Vénitiens sur les domaines de la terre ferme. Maximilien voulait rester en possession de Vérone, de Vicence et ne laisser aux Vénitiens que Padoue, Trévise, Brescia, Bergame et Créma, comme fiefs de l'empire d'Allemagne, sous la condition qu'ils lui payeraient 200,000 écus pour l'investiture, puis un cens annuel de 30,000 couronnes d'or.

Mais les Vénitiens se montrèrent résolus à ne faire aucune cession, à ne pas reconnaître la suzeraineté de l'Empire germanique, et tout aussi peu à payer un tribut. Le pontife, après avoir vainement essayé d'accommoder ce différend, le décida en faveur de l'Empereur, et conclut avec l'envoyé de ce monarque, l'évêque Mathieu de Gurk auquel il avait accordé le chapeau de Cardinal, une convention particulière. Il se déclara ennemi des Vénitiens jusqu'à ce qu'ils se fussent arrangés avec l'Empereur. Il fut convenu, que ce prince resterait en possession de tous les pays qui lui avaient été assignés dans le traité de Cambrai. Maximilien, de son côté, rejeta le concile de Pise, et reconnut celui de Rome pour seul légitime. Il s'engagea aussi à ne prêter secours à aucun ennemi du Saint-Siège et à laisser Parme, Plaisance, Modène et Reggio entre les mains du pape, avec réserve toutefois de tous les droits de l'empire d'Allemagne sur ces villes.

D'après une conclusion définitive des Puissances alliées, le cardinal de Gurk, le cardinal de Sion et le viceroi de Naples, Raimond de Cardone, se rendirent à Milan et installèrent, le 29 décembre 1512, *Maximilien Sforce* comme duc de ce pays. Bientôt après, les Français rendirent à ce prince la citadelle de Novare. Ils n'avaient plus alors des garnisons que dans les châteaux de Milan, de Crémone et de Gènes, ainsi que dans le fort de Trezzo. Le pape, les Suisses et les Grisons restèrent en possession des places qu'ils avaient arrachées au duché de Milan. Les Suisses reçurent du duc Maximilien un présent de 200,000 ducats, la franchise de douane et la promesse d'une pension de 40,000 ducats, en récompense des services qu'ils lui avaient rendus.

Le pape attendait seulement le prochain printemps (1513), pour chasser le duc de Ferrare, abandonné par tous ses alliés, de ses pays. Il avait déjà, au mois de

juin 1512, excommunié Louis XII, et ôté à ce monarque le titre de *Roi très-chrétien* qu'il transporta au roi d'Angleterre. Il déclara en outre Louis XII déchu de son royaume de France, et promit ce pays au premier qui en ferait la conquête. Mais au milieu des plans que formait Jules II, pour accabler ses ennemis et accroître la puissance temporelle des papes, dont il doit être regardé comme le véritable fondateur, il fut attaqué d'une maladie qui le conduisit au tombeau, le 13 février 1513. Dans le cours de l'année précédente, Maximilien, qui était veuf de sa seconde épouse, avait fait proposer au pape Jules II de l'accepter pour son coadjuteur dans la papauté [1]) Sa qualité de laïque n'était point une exclusion au pontificat. L'exemple récent d'Amédée de Savoye, qui porta la tiare sous le nom de Felix V, le justifiait. Le roi d'Aragon avait promis de seconder les vues de Maximilien, à condition que ce Souverain résignerait la couronne impériale à Charles, son petit-fils, à quoi Maximilien avait consenti d'autant plus facilement, que la réunion du pontificat et de l'Empire dans la Maison d'Autriche lui paraissait être seule capable de rétablir l'autorité impériale en Italie. Mais comme Jules II, qui entrevoyait probablement les desseins de l'Empereur, ne goûta point la proposition de la coadjuterie faite par Maximilien, ce monarque songea à lui succéder. À ces fins, il ordonna à l'évêque de Gurk, chargé des négociations à Rome, de mettre tout en oeuvre pour gagner les suffrages des cardinaux, à la mort de Jules qu'il regardait comme prochaine. Toutefois Maximilien rencontra tant de difficultés dans l'exécution de son projet, qu'il fut obligé d'y renoncer. Ce fut peut-être le désir qu'avait témoigné Maximilien d'échanger

[1]) La fameuse lettre qu'il écrivit à Marguerite, sa fille, pour lui faire part de son projet, en est un témoignage subsistant encore en original. Elle fut publiée par le savant Godefroi, et transcrite par plusieurs historiens.

la couronne impériale contre la tiare, qui fit accélérer aux cardinaux l'élection d'un nouveau pape; car dès le 11 mars 1513, le cardinal Jean de Médicis fut proclamé pape sous le nom de *Léon X*.

L'année 1512 est encore remarquable par un autre endroit. Jusque-là ni les pays des électeurs, ni ceux des archiducs n'avaient été compris dans la division que l'Empereur avait faite de l'Empire en six cercles; mais cette année, Maximilien fit dans la Diète qui fut tenue au mois de juillet à Cologne, une nouvelle division de l'Allemagne, en établissant quatre cercles nouveaux, savoir: le *cercle électoral du Rhin*, qui comprenait les pays des quatre électeurs rhénans; le *cercle de la Haute-Saxe*, dans lequel on renferma les pays des électeurs de Saxe et de Brandebourg, des ducs de Saxe, et ceux des évêques et États sis entre la Saxe et le Brandebourg; le *cercle d'Autriche,* et le *cercle de Bourgogne* qui comprenait les Pays-Bas. De cette manière, tous les pays appartenants à l'Empire, excepté la *Bohème* et les provinces de *Moravie* et de *Silésie* dépendantes de ce royaume, se trouvaient divisés en *dix cercles*. On établit dans chaque cercle un capitaine avec quelques conseillers, auxquels fut subordonnée la force militaire, pour faire exécuter les lois de l'Empire et maintenir la sûreté publique. Ces arrangements importants furent, à la vérité, généralement adoptés dans cette Diète, mais ils ne furent mis à exécution que dix ans aprés (1522). Le 11 octobre 1512, la ligue souabe fut prolongée pour dix ans; mais le duc Ulric de Wurtemberg, ce membre puissant de cette confédération, s'en était détaché, malgré les pressantes représentations de l'Empereur. Le 13 décembre de la même année, les chevaliers de S. Georges prolongèrent aussi leur union pour trois ans.

Les Vénitiens ne surent autrement se sauver du dan-

ger dont les menaçait l'alliance conclue entre l'Empereur et le pape, qu'en se réconciliant avec leur plus grand ennemi, le roi de France. Louis XII n'avait pas renoncé au plan de reconquérir la Lombardie. Il négocia, vers la fin d'automne 1512, avec l'Empereur et le roi d'Espagne, pour les faire entrer dans ses vues, et les engager à s'allier avec lui. Mais il ne voulut point accepter les conditions qui lui furent proposées. Ensuite il essaya de rompre l'union qui existait entre Maximilien Sforce et les Confédérés suisses, et de renouveler avec ces derniers l'ancienne capitulation pour le service militaire de France. Mais la Diète helvétique fit en février 1513 avec Sforce un traité d'alliance pour vingt-cinq ans; en sorte que Louis XII se vit réduit à se rapprocher des Vénitiens. On ouvrit des négociations qui amenèrent enfin la paix et l'alliance entre Louis XII et Venise. Par ce traité, qui fut signé à Blois le 23 mars 1513, la République assura son assistance au Roi pour faire de nouveau la conquête de Milan et de Gènes. Louis devait également aider les Vénitiens à reprendre les places qu'ils avaient perdues. Les deux Puissances contractantes laissèrent au nouveau pape Léon X la liberté d'accéder à cette alliance s'il le voulait. Mais ce pontife, bien qu'il fût mécontent du refus qu'on avait fait de rendre à l'Église Parme et Plaisance, dont le général espagnol Cardone avait, immédiatement après la mort de Jules II, pris possession pour le duc de Milan, n'en resta pas moins fidèle au système politique que son prédécesseur avait adopté dans les dernières années. Déjà au mois de mars il avait invité le roi d'Angleterre à renouveler la ligue contre la France. En effet, on conclut à Malines, le 5 avril 1513, sous la direction de la gouvernante des Pays-Bas, l'archiduchesse Marguerite, une alliance entre l'Empereur, le pape et les rois Henri VIII d'Angleterre et Ferdinand d'Aragon et de Sicile. Le traité portait en sub-

sistance: que chacun des confédérés déclarerait la guerre à la France; qu'on attaquerait ce royaume de tous les côtés possibles; que le pape lancerait les foudres de l'Eglise contre la France et Venise et que, pour mettre l'Empereur à même d'entrer en campagne, Henri VIII d'Angleterre lui ferait compter 200,000 écus d'or en trois termes.

Louis XII avait le premier commencé les hostilités. Les généraux la Trémouille et Trivulce entrèrent, au mois d'avril, avec une armée de 18,000 hommes en Lombardie, pour dégager les châteaux de Milan, de Gènes et de Crémone, qui étaient encore occupées par les troupes françaises. Comme ni le duc Maximilien Sforce, ni les Puissances qui s'étaient alliés pour le protéger, n'étaient pas en mesure de résister à cette attaque inopinée, les Français se rendirent maîtres du pays sans presque trouver d'obstacle. La ville de Milan capitula. Pour empêcher que Parme et Plaisance ne tombassent au pouvoir des Français, Raimond de Cardone remit ces deux villes aux plénipotentiaires du pape. Soncino et Lodi arborèrent le drapeau français. La ville de Gènes, attaquée à la fois par la flotte française et par les Nobles mécontents, tomba de nouveau au pouvoir des Français. Maximilien Sforce s'était retiré avec ses propres troupes et un corps d'armée que les cantons helvétiques avaient envoyé à son secours, dans la forteresse de Novare. Les Français allèrent l'assiéger dans cette ville. Mais une seconde division de troupes suisses étant venue au secours de la place, les Français se retirèrent à deux lieues derrière la Mora. Comme en même temps une forte colonne de cavalerie française sous d'Aubigny traversait les Alpes pour descendre dans le Milanais, le duc et les chefs des Confédérés résolurent de ne pas attendre la troisième division suisse qui s'approchait du Tésin, mais d'attaquer les Français, avant que d'Aubigny pût se réunir avec eux.

Le 6 juin avant l'aube du jour, les Suisses sortirent de Novare, attaquèrent l'armée de France et la défirent totalement. Ils conquirent vingt-deux pièces de canons, tout le train et les bagages de l'ennemi. Les Français perdirent dans cette journée 10,000 hommes, dont un grand nombre fut assommé dans la fuite par les gens de la campagne. Les Suisses n'eurent, à ce qu'on prétend, que 2000 hommes de tués. Les Français se hâtèrent de repasser les Alpes, et le Milanais retourna sous l'obéissance de Maximilien Sforce. Gènes ayant été aussi abandonnée par les Français et les Nobles de leur parti, Octave Fregoso entra avec un corps espagnol dans cette ville et fut élu doge, le 17 juin 1513.

Les Vénitiens avaient, dans le temps où les Français pénétraient en Lombardie, également rassemblé leur armée, sous le commandement de Barthélémi Alviane. Ce Général prit possession de Valleggio, de Peschiéra et de Crémone. Mais ayant reçu au camp près de cette dernière ville la nouvelle de la défaite des Français et de l'approche des armées du duc Maximilien et de Raimond de Cardone qui s'avançaient de deux différents côtés, il se retira jusque dans le voisinage de la Tromba, après avoir vainement entrepris une attaque sur Vérone, dont il avait voulu s'emparer en passant. L'armée espagnole passa le Pô, et força Alviane à chercher avec l'armée vénitienne sûreté dans les murs de Padoue. Raimond de Cardone, qui s'était réuni avec les Impériaux près de S. Martin, non loin de Vérone, fit le siège de Padoue; mais la défense déterminée des Vénitiens et les maladies qui se manifestèrent dans l'armée confédérée, le contraignirent à renoncer à cette entreprise.

Les troupes détachées de l'armée alliée parcoururent en octobre toute la terre ferme vénitienne. Le corps principal s'avança même jusqu'à la côte vis-à-vis de

Venise, et occupa Mestre, Malghéra et Fusine. Alviane se mit enfin en marche de Padoue, suivit les confédérés sur les derrières et chercha à leur couper le chemin de Vicence et de Vérone. Les Impériaux et les Espagnols se mirent en marche pour retourner sur les bords de l'Adige. Arrivés à la Brenta, près de Cittadella, ils attaquèrent en vain cette forteresse, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que l'armée parvint à effectuer le passage du fleuve sous les yeux de l'ennemi. Pendant leur marche, dans le voisinage de Vicence, les alliés se virent tout à coup enveloppés par l'armée d'Alviane qui était postée près de Montecchio-sur-l'Astico, et près d'Olmo. Les troupes alliées se dirigèrent à droite vers les montagnes, espérant trouver un débouché dans le val Suggana et le Trentin. Alviane les fit attaquer non loin de Vicence. Mais l'armée confédérée lui opposa une si vigoureuse résistance, que les Vénitiens furent saisis d'une frayeur panique et s'enfuirent à Padoue. Ils perdirent 4000 à 5000 hommes en morts et en blessés; un grand nombre de prisonniers, le camp et toute l'artillerie de l'ennemi tombèrent entre les mains des alliés. Après cette victoire, les Généraux confédérés mirent les troupes en quartiers d'hiver.

Louis XII eut à peine échoué dans la tentative qu'il avait faite pour reprendre le Milanais, lorsqu'il éprouva d'autres revers dans les Pays-Bas, où le roi Henri VIII d'Angleterre et l'Empereur, qui avaient réuni leurs forces, étaient venus assiéger Térouanne. L'armée de France, commandée par le duc de Longueville, s'étant approchée pour jeter du secours dans cette forteresse, l'Empereur se porta avec toute la cavalerie de l'armée alliée au devant de l'ennemi; le roi d'Angleterre suivit l'Empereur avec l'infanterie. Près de Guinegate, le 17 août, Maximilien rencontra la cavalerie de Longueville, et l'attaqua si brusquement que les Français, après une courte resistance,

étaient culbutés et leurs principaux chefs faits prisonniers. Le reste s'enfuit avec une telle précipitation que les confédérés ne purent l'atteindre et l'anéantir. Maximilien avait gagné au même endroit une bataille contre les Français, trente-quatre ans auparavant. Pour distinguer cette seconde action, on la nomma *la journée des éperons*, parce qu'en cette occasion les Français s'en servirent plus que de leurs épées. La prise de Térouanne fut le fruit de cette victoire. L'armée des alliés marcha ensuite sur Tournai, qui se rendit après un siége de trois semaines (24 septembre 1513). À Lille le 15 octobre, les deux monarques confirmèrent leur alliance par un nouveau traité.

L'Empereur avait encore mis une autre armée en mouvement contre la France; elle ne consistait d'abord qu'en 16,000 hommes que les cantons helvétiques avaient fournis à ce monarque, moyennant des subsides fixes payables par mois; mais les Suisses étaient tellement animés contre Louis XII, que par le grand nombre de volontaires, qui vinrent se ranger sous les drapeaux de l'Empereur, elle monta bientôt à 25,000 combattants. Maximilien fit encore renforcer les Suisses par la levée de la Noblesse de Franche-Comté et par un corps de 3000 cavaliers, sous le commandement du duc Ulric de Wurtemberg. Ce prince et le général suisse de Wattenwyl pénétrèrent en Bourgogne et assiégèrent Dijon, capitale de ce duché. La Trémouille, après sa retraite de Lombardie, s'était jeté avec 1000 lances et 6000 fantassins dans cette ville, et fit les plus grands efforts pour la défendre. Mais s'étant convaincu au bout d'une quinzaine de jours, que sa résistance ne pouvait empêcher la chûte de la place, il employa un autre moyen pour se débarasser de ses ennemis. Il acheta les chefs des Suisses qui, sans en avoir le droit, entrèrent en négociation avec le commandant français, et conclurent en effet, malgré la ferme opposition du duc

de Wurtemberg, le 13 septembre une transaction avec la Trémouille. Il y était stipulé, que Louis XII renoncerait à ses prétentions sur Milan, sur Asti et sur Gènes; qu'il restituerait à l'Église et à l'Empire germanique les conquêtes qu'il avait faites antérieurement sur ces Puissances, et qu'il payerait aux Confédérés helvétiques 400,000 couronnes, pour les dédommager des frais de la guerre. Le Général français donna aux chefs suisses un à-compte de 20,000 couronnes, des ôtages distingués par de grands noms de famille et un train magnifique, pour le restant de la somme. Cet accord fait, les Suisses se retirèrent de Dijon et retournèrent dans leur pays, fort contents du marché qu'ils venaient de conclure. La Trémouille avait joué aux Suisses un tour bien perfide. Leur crédulité admettait pour vrai, qu'un Général renfermé dans une forteresse pouvait être autorisé à conclure des traités qui concernaient les rapports politiques de son pays. Or, comme le Général français n'était pas investi d'un tel plein pouvoir, le Roi son maître, tout en approuvant l'adroit stratagème dont le commandant de Dijon s'était servi pour éloigner les Suisses, refusa de ratifier la convention. Les Confédérés voulaient alors s'en prendre à leurs ôtages de qualité. Mais il y avait eu ici également de la tromperie de la part de la Trémouille, qui n'avait livré que de simples soldats, enveloppés sous le masque d'illustres chevaliers. Ainsi il ne resta aux Suisses que les 20,000 couronnes pour dédommagement de la double honte, d'avoir trahi leur foi envers l'Empereur et de s'être laissés duper par la Trémouille. Le désir ardent qu'avait Louis XII de posséder le duché de Milan, avait mis son royaume dans une situation fort critique. Il avait contre lui presque toute l'Europe. Pour sortir de ce cruel embarras, il employa encore une fois cette adresse dans les négociations, qui dans le cours de son règne l'avait si souvent

délivré des périls imminents où il s'était trouvé. Il conclut des traités particuliers avec chacun de ses ennemis, par où il parvint à séparer leurs intérêts, à dissoudre leur ligue et à se frayer le chemin à une nouvelle tentative pour se remettre en possession de Milan. Il gagna le pape Léon X, en s'engageant à renoncer au concile de Pise, qui avait été transféré d'abord à Milan, puis à Lyon, et d'adhérer à celui de Latran. Il se réconcilia avec le roi Ferdinand d'Aragon, par l'offre qu'il lui fit de la main de Renée, sa fille cadette, pour l'un des deux archiducs Charles ou Ferdinand. La fiancée devait avoir pour dot Milan, Asti et Gènes. Dans le traité qui fut signé entre les deux rois, le 1 décembre 1513 à Blois, Louis XII renonça aussi à toutes ses prétentions sur le royaume de Naples. L'empereur Maximilien fut tellement satisfait de cette convention qui promettait de grands avantages à l'un de ses petits-fils, qu'il fit conclure, le 13 mars 1514 à Orléans, concurremment avec le roi d'Aragon et l'archiduc Charles, une trêve pour un an avec le roi de France, qui s'engagea à ne rien entreprendre contre Milan pendant la durée de l'armistice. Enfin le roi Henri VIII d'Angleterre, ne jugeant pas à propos de continuer une guerre dont il avait presque seul fait les frais, suivit l'exemple de ses alliés, et fit la paix avec la France. Elle fut signée à Londres, le 7 août 1514. Tournai resta aux Anglais. Il fut stipulé, que Louis XII épouserait Marie, soeur de Henri VIII [1]), et payerait en certains termes un million de couronnes d'or à l'Angleterre. Les châteaux de Milan, de Crémone et de Gènes, encore occupés par les troupes fraçaises, capitulèrent également dans le cours de l'été 1514. Peu de temps après que Louis XII eut rendu la paix à la France tant menacée, et pendant qu'il

[1]) Louis avait perdu peu auparavant Anne de Bretagne. Son duché fut réuni à la couronne, du consentement des États.

faisait de nouveaux armements pour recouvrer le duché de Milan, dont la possession lui tenait fort à coeur, la mort vint déranger tous ses projets; il cessa de vivre, le 1 janvier 1515. Comme il ne laissait point d'enfants mâles, la couronne de France passa à *François I*, alors comte d'Angoulême [1]), fils de Charles d'Orléans et de Louise de Savoye.

En Italie Maximilien, secondé par les Espagnols et les troupes du pape qui, après avoir vainement essayé de réconcilier l'Empereur et les Vénitiens, avait fait recommencer les hostilités contre ces derniers, entretenait toujours un reste de guerre contre Venise. Le général Alviane, qui avait rassemblé une nouvelle armée à Padoue et à Trévise, remporta en 1414 plusieurs avantages sur les troupes espagnoles de Raimond de Cardone. En Frioul il dégagea le fort Osoppo, assiégé par le comte Christophe de Frangipani, général de l'Empereur, surprit Pordenone et retourna ensuite à Padoue. Bientôt après, le Général vénitien surprit aussi les Espagnols dans Este et Rovigo, fit un grand nombre de prisonniers, et enleva de grands magasins et beaucoup de bagages militaires. Le commandant vénitien de Créma résista vigoureusement aux attaques des troupes papales et aux Suisses à la solde du duc Maximilien. Il surprit même plusieurs détachements de Milanais dans leurs quartiers, et s'empara de Bergame, qui toutefois se rendit peu après de nouveau aux Espagnols. En Frioul le général Frangipani tomba dans une embuscade, fut fait prisonnier et conduit à Venise. Modène s'étant révoltée, l'Empereur vendit cette ville au pape Léon X, moyennant 40,000 florins que lui donna le pontife.

Avant de continuer le récit des événements en Italie,

1) François I [illegible] comte d'Angoulême [illegible]

je rapporterai aussi succintement que possible ceux qui se passèrent depuis 1493 en *Hongrie* et en *Bohème*, où se préparait précisement à cette époque le grand acte politique, par lequel ces deux royaumes furent effectivement acquis à la Maison d'Autriche. Pour faire confirmer le traité conclu à Presbourg, l'an 1491, entre le roi Uladislas et l'empereur Frédéric III relativement à la succession de Hongrie, on convoqua une Diète, le 28 septembre 1493. Mais la défaite que les bans de Croatie avaient essuyée près d'Udbina de la part des Turcs, fit une fort mauvaise impression sur les États du royaume. Il se forma une opposition, à la tête de laquelle se trouvaient Étienne Zapolya et le duc Laurent Ujlak de Sirmie. La Noblesse, excitée par cette opposition, refusa de confirmer le traité de Presbourg. Le 7 avril, le roi Uladislas eut une entrevue à Leutschau avec son frère, le roi Jean-Albert de Pologne. Ces deux Souverains s'engagèrent à se prêter réciproquement assistance contre les prétentions du palatin Zapolya et contre les Ottomans. Ces derniers ayant fait en septembre des courses par la Croatie jusqu'à Pettau en Styrie, le Roi, pour réprimer ces envahisseurs, envoya Paul Kinis et Barthélémi Dragfy, vayvode de Transylvanie, en Serbie où ils brûlèrent les faubourgs de Sémendria. Après la mort de Kinis, Josa de Som le remplaça dans le comté de Temeswar. Jean Corvin fut encore une fois nommé par le Roi ban de Croatie.

En hiver 1494–1495, le duc rebelle de Sirmie, Laurent Ujlak, fut attaqué par les troupes royales, qui lui enlevèrent plusieurs villes et châteaux. Quoique le palatin prît, en janvier 1495, les armes pour son ami Laurent, celui-ci se soumit cependant peu de mois après. Il fut stipulé dans la convention que, si Laurent venait à mourir sans laisser d'héritiers naturels, son duché de Sir-

mie serait réuni à la couronne de Hongrie, par où le traité de succession fait en 1494 entre Laurent et le palatin, et en vertu duquel la Sirmie aurait dû passer à la Maison de Zapolya, se trouvait annullé. Vers la fin de mars 1495, le Roi conclut avec les Turcs une trêve de trois ans. Le 9 du mois suivant, une Diète fut ouverte à Bude. On y adopta plusieurs articles additionels à la constitution du royaume, qui servirent à restreindre la puissance royale, comme aussi les droits et les revenus du Saint-Siège et des prélats.

En *Bohème*, la désunion entre les Calistins et les Catholiques s'était, pendant ce temps-là, accrue de plus en plus. Des faides particulières désolaient le pays. Les employés royaux opprimaient le peuple. Des bandes de brigands pillaient les villages et les châteaux. Les États avaient plusieurs fois fait prier le Roi de venir à Prague, pour réprimer par sa présence les désordres qui s'étaient introduits dans le royaume. Mais ce prince trouva toujours des prétextes, pour ne pas se rendre aux voeux des Bohèmes; en revanche il manda des comités des États de Bohème en Hongrie, afin de conférer avec eux sur les affaires de leur pays. Uladislas s'entremit pour faire confirmer les *Compacts* par le pape Alexandre VI. Le pontife envoya en effet un légat à Bude, qui négocia avec le comité bohème. Mais comme le pape refusait positivement de permettre l'usage du calice, tous les efforts qu'on fit pour amener un rapprochement furent inutiles. Les mineurs de Kuttenberg s'étant révoltés, on fut obligé d'avoir recours aux armes pour étouffer la sédition. Cependant ces troubles continuèrent, l'année suivante, et prirent un caractère si menaçant, que le Roi sentit enfin la nécessité de se rendre en Bohème. Il arriva, le 27 février 1497, à Prague et rétablit, après avoir concédé aux mineurs kuttenbergeois le redressement de leurs griefs, la tranquillité dans le royaume.

Dans la Diète de Hongrie, assemblée au mois d'avril 1498, le parti d'opposition arracha aux États un décret, qui avait pour but d'annuller indirectement le traité de Presbourg, et de procurer aux États la liberté d'élire un roi, en cas qu'Uladislas mourût sans laisser d'enfants. Un autre article de cet arrêté décidait que les princes silésiens avaient à faire hommage au roi de Hongrie, tant que la Bohème n'aurait pas payé la somme de 400,000 ducats, stipulée pour le retrait de la *Moravie*, de la *Silésie* et de la *Lusace*. Plusieurs lois, en partie fort bienfaisantes, prescrivirent d'une manière plus exacte le système à observer dans la défense du royaume, déterminèrent les limites de la juridiction temporelle et spirituelle, et réglèrent les dîmes et autres revenus du clergé.

Les princes silésiens prêtèrent par l'organe de leur député et capitaine du pays, le duc Casimir de Teschen, serment de fidélité au roi Uladislas dans la ville de Bude, le 28 novembre 1498. Ce Souverain accorda à la Silésie des lettres d'octroi particulières, appelées *le Privilège du pays*. Ce diplôme fixait les rapports politiques des princes et seigneurs silésiens, l'obligation des États de suivre le Roi à la guerre, les impôts et péages, et ainsi du reste.

Le roi Jean-Albert de Pologne étant mort, le 17 juin 1501, les États de la petite Pologne offrirent, il est vrai, la couronne à Uladislas; mais ceux de la grande Pologne étaient portés pour son frère, le duc Alexandre de Lithuanie. L'élection eut lieu dans la Diète de Pétrikau. Le choix tomba sur Alexandre, qui fut couronné, le 12 décembre 1501, et réunit ainsi sous son sceptre la *Lithuanie* et la *Pologne*. Uladislas renonça au trône de Pologne en faveur d'Alexandre.

Peu de temps auparavant, Uladislas avait demandé la main de la princesse Anne, fille d'Albert, comtesse de

Foix et de Candales, proche parente de Louis XII. Comme ce mariage pouvait être préjudiciable au droit de succession de l'Autriche sur la Hongrie et la Bohème, Maximilien ne négligea rien pour empêcher l'hymen projeté. Les représentations qu'il adressa à cet égard au roi Louis XII, firent d'autant plus d'impression sur ce monarque qu'il venait de promettre sa fille Claudine au prince Charles, fils aîné de l'archiduc Philippe, et que par conséquent ces fiancés étaient proprement les premiers à qui l'union sollicitée par Uladislas faisait du tort. La suite en fut que Louis XII conclut, le 13 décembre 1501 à Trente, le traité dont il a déjà été fait mention, et promit de soutenir les droits d'hérédité de Maximilien sur la Hongrie et la Bohème. Néanmoins Louis se laissa bientôt ébranler de nouveau dans ses résolutions par les pressantes instances d'Uladislas. Il accorda au roi de Hongrie la main d'Anne de Foix, et le mariage et le couronnement se firent effectivement à Albe-Royale, le 29 septembre 1502. Cette princesse mit, le 23 juillet 1503, au monde une fille qui reçut au baptême le nom de sa mère. Le 12 octobre de l'année suivante, mourut Jean Corvin, ban de Croatie, de Dalmatie et d'Esclavonie.

Dans la Diète, tenue en février 1505, le parti d'opposition voulait forcer le Roi à donner la main de sa fille Anne, et avec elle le droit de succession sur la couronne de Hongrie, au palatin Jean Zapolya. Le Roi ayant rejeté ces étranges prétentions, une vive agitation se manifesta alors parmi les États, et lorsque Uladislas s'opposa avec quelque énergie aux usurpations des mécontents, ils quittèrent la Diète avec des murmures séditieux.

Au mois de juillet, des troubles s'élevèrent dans plusieurs comitats. Pour prévenir une révolte, le Roi convoqua, le 28 septembre 1505, une nouvelle assemblée générale dans le champ de Rakos. Là, ses ministres, et

particulièrement l'évêque Bakats qui venait d'être promu à la dignité de cardinal, firent cause commune avec les chefs de l'opposition. Le 13 et 14 octobre, on annulla le traité de Presbourg, et par un acte constitutionel toute dynastie étrangère fut exclue du trône de Hongrie. Louis XII, tout joyeux d'un événement si nuisible aux intérêts de la Maison d'Autriche, envoya des ambassadeurs à Bude, pour exciter le Roi contre Maximilien. Mais la répugnance intérieure d'Uladislas à rompre les promesses qu'il avait faites au monarque autrichien, et surtout la voix de la reine, qui n'espérait trouver que dans l'étroite alliance avec l'Autriche appui et protection contre la conduite séditieuse des Etats, firent échouer les projets de la Cour de France. La reine Anne était alors enceinte pour la seconde fois; ce qui contraria beaucoup les mécontents, parce qu'ils craignaient de voir leurs desseins renversés par la naissance attendue d'un héritier mâle du trône. Ils furent encore davantage désappointés par les grands armements que faisait l'Empereur pour venger sur le parti rebelle la rupture du traité de Presbourg.

À la sollicitation de la reine, il fut conclu, le 20 mars 1506, entre Maximilien et Uladislas un traité secret qui arrêtait l'union de la princesse Anne avec l'archiduc Ferdinand, petit-fils du roi des Romains, et en cas que la reine accouchât d'un fils, aussi le mariage de ce prince avec Marie, petite-fille de Maximilien. Par un acte, expédié le 28 du même mois, Uladislas nomma le roi des Romains tuteur de la princesse Anne, comme aussi de l'enfant dont on attendait la naissance. En même temps, Maximilien fut autorisé par le roi de Hongrie à faire toutes les démarches publiques, que la violation des traités par la Diète de Hongrie devait nécessairement amener, d'après le droit des États et des nations.

Le 1 mai 1506, Maximilien demanda compte à la

Hongrie de la rupture des traités, et immédiatement après, le général Nicolas de Salm se mit à ravager par le fer et le feu les comitats les plus voisins de l'Autriche. Uladislas convoqua les États à Albe-Royale. L'opposition comparut armée, et força le Roi et la Diète à déclarer la guerre à l'Autriche, au lieu de lui adresser des excuses. Maximilien prit Oedenbourg qui lui ouvrit volontairement les portes. Une trêve fut conclue pour huit jours, qui s'écoulèrent sans qu'on travaillât sérieusement à effectuer une réconciliation. En conséquence, Maximilien occupa Presbourg et l'île de Schutt. Le 11 juin, il somma encore une fois le Roi et les États de la Hongrie à tenir le traité de Presbourg; sur quoi les hostilités furent de nouveau suspendues, et les deux partis convinrent d'attendre l'accouchement de la reine avant de les recommencer. Le 1 juillet, cette princesse donna le jour à un fils qui fut nommé *Louis*. Elle mourut des suites de couche. La paix fut signée à Vienne, le 19 du même mois. Dans le traité, Maximilien réserva expressément son droit de succession sur la Hongrie. Les plénipotentiaires hongrois ne contredirent point; mais ils y donnèrent tout aussi peu leur assentiment. Uladislas ratifia ce traité à Bude, le 5 août 1506. Le 19 du même mois, mourut le roi Alexandre de Pologne. Uladislas céda son droit sur la couronne de ce pays à son frère cadet *Sigismond*. Ce prince renonça en revanche à ses principautés en Silésie.

Dans la Diète, ouverte le 24 avril 1507, Uladislas exprima le désir que son fils Louis fût couronné dès à présent. Mais les États, informés des traités que le Roi avait conclus avec Maximilien, ne voulurent pas consentir au couronnement de Louis. On adjoignit au palatin Emméric Perenyi, ami de l'Autriche, Jean de Zapolya en qualité de capitaine supérieur du royaume. Les États prirent plusieurs arrêtés, tendants à rendre nulles et sans effet les conventions

secrètes conclues entre Uladislas et Maximilien. Au mois de mai, le roi Sigismond de Pologne, fortement pressé par la guerre où il était engagé avec Basile *(Wasilei)* Ivanowitsch, grand-prince de Moscou, réclama l'assistance de son frère Uladislas. Le 28 mai, on signa une alliance offensive et défensive entre la Hongrie et la Pologne; le vayvode Bogdan de Moldavie fut compris dans ce traité. Les points contentieux, qui subsistaient depuis si longtemps entre les deux royaumes, et dont le premier et le plus important concernait les prétentions de la Hongrie sur les pays de la Russie rouge, devaient enfin être examinés et décidés par la commission désignée, il y avait déjà bien des années. À l'exemple de Mathias Corvin, Uladislas et ses deux successeurs Louis II et Ferdinand I, continuèrent aussi de porter le titre royal *de Galicie* et *de Lodomérie*. Uladislas avait vers le même temps conclu avec Maximilien une seconde convention secrète, par laquelle les mariages de la princesse Anne avec celui des deux archiducs Charles et Ferdinand qui aurait en partage l'Autriche et le Tyrol, puis celui du prince Louis avec la plus jeune des archiduchesses Cathérine, ou en cas qu'elle mourût avant d'avoir contracté ces noeuds, avec l'aînée, Marie, furent définitivement fixés. Ce traité fut ratifié par Uladislas à Bude, le 12 septembre 1507.

Le 4 juin de l'année suivante, le prince royal Louis, âgé de deux ans, fut couronné, du consentement des États du royaume. Comme la Diète de Pologne avait changé plusieurs points dans le traité d'alliance, les États de la Hongrie le rejetèrent entièrement. La guerre entre les Polonais et les Russes continua jusqu'au commencement de l'année 1510, où le roi de Hongrie moyenna la paix.

En Bohème, des troubles sérieux avaient eu lieu dans les dernières années. La cause en était le droit de brasser

de la bière, qu'avaient possédé jusque-là les villes seules, mais auquel prétendait alors la Noblesse aussi. La présence du Roi, qui arriva en Bohème en janvier 1502, empêcha, il est vrai, pour le moment la guerre civile d'éclater; mais comme Uladislas décida le différend en faveur des Nobles, les bourgeois se préparèrent, après le départ du Roi pour la Hongrie, à défendre leurs droits par les armes. Les hostilités qui avaient déjà commencé, furent interrompues en 1503 par une trêve, pendant laquelle la décision de l'affaire devait encore une fois être soumise au Roi. En 1505, les bourgeois des deux villes de Prague prirent querelle ensemble, parce qu'Uladislas avait accordé des lettres de franchise aux habitants de la ville neuve (*Neustadt*). Ces démêlés durèrent pendant plusieurs années, et ne furent terminés qu'en 1509, où le Roi vint de nouveau à Prague. Le 11 mars de cette année, le prince Louis fut couronné dans cette capitale par l'évêque d'Olmutz. En février 1510, Uladislas tint à Kuttenberg une Diète de Bohème et nomma, du consentement des États, sa fille Anne héritière du trône, en cas que le prince royal vînt à mourir plus tôt. Ensuite le Roi retourna par Brunn et Cremsier à Bude. Mais à peine ce Souverain eut-il quitté la Bohème, que la lutte entre la Noblesse et les bourgeois commença de nouveau. En avril 1512, on tint une Diète à Prague, dans laquelle la paix de religion conclue à Kuttenberg, l'an 1485, fut confirmée à perpétuité. Au mois de décembre de la même année, les États de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Lusace s'assemblèrent à Glatz, et s'unirent pour le maintien de la paix publique et pour la punition des perturbateurs. Cependant la querelle entre les Nobles et la bourgeoisie éclata de nouveau en 1513. Le Roi se prononça cette fois-ci en faveur des bourgeois.

Le 8 février 1512, le roi Sigismond de Pologne

épousa Barbe, soeur de Jean Zapolya, depuis l'année 1510 vayvode de Transylvanie. Sigismond soutint alors le parti des mécontents hongrois ou Zapolyains contre les ministres et magnats attachés à l'Autriche. Jean Zapolya osa même solliciter la main de la princesse Anne; mais il éprouva un refus complet.

Les Turcs avaient depuis la mort de Bajazet II (23 juin 1512), bien moins redoutable que son père Mahomet II, entrepris des courses en Dalmatie et sur les bords de la Save. Au mois d'août 1513, une ambassade hongroise conclut avec le sultan *Sélim I*, fils et successeur de Bajazet II, une trêve de trois ans; mais encore pendant les négociations l'évêque de Vesprim, Pierre Berislo, qui récemment avait été nommé ban de Croatie, avait défait un corps de troupes turques entre la Save et l'Unna. Jean Zapolya aussi était tout à coup sorti de la Transylvanie, et après avoir parcouru la Valachie, il avait franchi le Danube et fait un grand butin et beaucoup de prisonniers. Comme le sultan Sélim avait porté ses armes en Perse, le pape Léon, voulant profiter de la dispersion des forces ottomanes, envoya 1514 à son légat en Hongrie, le cardinal Bakats, archevêque de Strigonie, une bulle de croisade. Ce prélat guerrier, plus fait pour commander une armée que pour gouverner un diocèse, ralluma l'ancien enthousiasme religieux, et attisa dans le coeur du Roi une ardeur martiale, peu conforme au caractère doux et pacifique de ce prince. Par conséquent Uladislas se rendit aux voeux de la majorité des États qui lui conseillèrent de rompre la trêve, pendant que le sultan était occupé en Asie. Un Szekler transylvain, Georges Dosa, fut nommé chef de l'armée qu'on devait former. Une multitude de paysans, de vagabonds et de malfaiteurs échappés, dont on fait monter le nombre à 40,000, se rassembla dans le voisinage de Pesth.

La Noblesse ne prit point personnellement part à ces armements, et elle s'efforça même de retenir ses sujets dans leurs foyers. Ce refus met les croisés en fureur; ils n'attendent pas, pour l'asservir, qu'ils aient des Turcs à égorger: ils ont pris les armes contre les Mahométans, et ils les tournent contre les Chrétiens. Lorsque le conseil d'État ordonna, au mois de mai, à Georges Dosa de se mettre sans retard en marche pour la Croatie, il refusa non-seulement d'obéir, mais il publia encore un manifeste, par lequel il sommait les Nobles de se joindre à lui pour combattre les Turcs, menaçant de la mort tous ceux qui ne suivraient point cet appel. Il ne tarda point à réaliser ses terribles menaces. Il fit empaler plusieurs receveurs des contributions et quelques personnes de qualité, et mettre le feu à leurs maisons. Ses bandes pénétrèrent même dans les faubourgs de Pesth et de Bude, et enlevèrent plusieurs Nobles dans leurs demeures, qui furent livrées aux flammes.

L'épouvante et la terreur s'emparèrent alors du Roi et des Grands du pays. Uladislas, qui n'avait pas eu le courage de résister aux conseils du cardinal-légat Bakats, n'eut pas celui d'en arrêter les funestes effets. Vainement ce prélat fulmina-t-il l'anathème contre Dosa et ses bandes. Ce chef téméraire laissa un corps d'armée, sous les ordres d'Ambroise Szemberès, près de Czegled pour observer Bude, et marcha avec ses forces principales à Szegédin. Tous les Nobles qui tombèrent entre les mains de ce furieux, furent exécutés. Au mois de juin, Étienne Bathori, comte de Temés, et Nicolas Csaki, évêque de Csanad, ayant rassemblé une armée, attaquèrent les croisés près de Szegédin; mais ils furent taillés en pièces. Bathori s'enfuit au delà de la Teisse. L'évêque et beaucoup de Nobles furent faits prisonniers et indistinctement livrés au supplice. En revanche, Jean

Bornemissa, comte suprême (*Obergespann*) de Presbourg, et gouverneur du prince royal, avait avec un second corps d'armée dispersé sans beaucoup d'efforts les troupes d'Ambroise Szemberès près de Czegled. L'attaque de Dosa sur Erlau fut repoussée. Il assiégea ensuite Étienne Bathori dans Temeswar. Mais Jean Zapolya étant venu avec les Transylvains au secours de la place, les rebelles éprouvèrent une défaite totale, après un combat fort opiniâtre. Un nombre infini resta sur le carreau, et les prisonniers, parmi lesquels se trouvaient Dosa et plusieurs autres chefs, terminèrent en partie leur vie dans les plus horribles tourments.

Près d'Apathi et de Vesprim, deux autres corps de révoltés furent défaits, et on dispersa ensuite facilement les autres plus petites bandes de ces brigands. Tous les croisés qui étaient échappés au carnage, furent réduits en servitude. Telle fut la fin de cette croisade, prêchée pour venger la religion sur les Mahométans; elle avait coûté la vie à soixante-dix mille hommes. Quatre cents Nobles avaient été égorgés par les séditieux. Le 17 octobre 1514, on tint une Diète à Bude. Il y eut une grande agitation dans cette assemblée. L'opposition attribuait aux fautes du gouvernement tout le malheur qui était arrivé. Cependant les mécontents furent tenus en bride par la présence du duc de Munsterberg et de son armée de 12,000 Bohèmes, Moraves et Silésiens, qu'Uladislas avait fait venir en Hongrie. Les États de ce royaume décrétèrent alors une amnistie pour tous les rebelles, à l'exception des auteurs de la révolte et de ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes extraordinairement graves. Cependant tous ceux qui avaient pris part à la rebellion, furent obligés de réparer le dommage qu'ils avaient causé. Les Nobles qui avaient pris parti pour les rebelles, perdirent leurs possessions. La Diète trouva nécessaire d'affaiblir par

des lois sévères la classe des *Vilains* ou paysans, afin de prévenir par la suite tout danger semblable. On ôta aux gens de la campagne la liberté, dont ils avaient joui jusqu'alors, de quitter leur terre ou village pour s'établir dans un autre lieu, et on leur défendit le port d'armes. De nouvelles contributions en argent et prestations en nature leur furent en outre imposées. Dans cette même Diète, le code rédigé par Étienne Verbötz, protonotaire de la Cour aulique supérieure de justice, fut approuvé et adopté par le Roi et les États. Les troupes bohèmes se mirent alors en marche pour retourner dans leur pays. Pour rétablir la tranquillité intérieure en Bohème, le Roi convoqua encore une Diète. Mais comme les villes insistaient fermement sur leurs anciens droits, et que la Noblesse ne voulait absolument pas céder, l'assemblée se sépara sans avoir rempli le but proposé.

Une entrevue de l'empereur Maximilien avec les rois de Hongrie et de Pologne avait été concertée depuis longtemps; mais elle avait toujours été empêchée par les affaires de grande importance, qui dans les dernières années avaient occupé chacun de ces trois monarques. À cette époque, les regards de l'Empereur furent attirés sur le nord de l'Europe par les événements importants qui se passaient dans cette région. L'ordre Teutonique en Prusse avait sollicité l'assistance de Maximilien contre la Pologne, et ce Souverain s'était déterminé à soutenir ces religieux guerriers. Pour se faire des alliés dans ces contrées septentrionales, Maximilien fiança, le 29 avril 1514, une de ses petites-filles, la princesse *Isabelle d'Espagne*, à Chrétien II, roi de Danemark et de Norwège, qui se plaça plus tard aussi sur la tête la couronne de Suède. Le 4 août de la même année, Maximilien fit aussi alliance avec le grand-prince de Russie Basile Ivanowitsch contre la Pologne. L'Empereur n'aurait pu traverser d'une ma-

nière plus sensible les vastes projets des ennemis hongrois de sa Maison, la famille de Zapolya et ses partisans, qu'en occupant le roi de Pologne, leur protecteur, par des attaques du côté du nord et de l'orient de l'Europe. Le roi Sigismond chercha alors à apaiser l'Empereur, et proposa itérativement une entrevue personnelle, où lui-même et son frère, le roi Uladislas de Hongrie et de Bohème, disait-il, s'arrangeraient entièrement avec l'Empereur, et contracteraient avec ce monarque une alliance perpétuelle sur des bases solides. Au mois de mars 1515, les deux rois vinrent effectivement à Presbourg. Les négociations commencèrent immédiatement après et furent continuées avec activité, les mois suivants. Sur ces entrefaites, Jean Zapolya avait entrepris une expédition contre le château de Czarnowo (appelé aussi *Cavalla*) en Serbie, d'où les Turcs inquiétaient fréquemment la garnison de Belgrade. Mais le pacha de Semendria surprit dans une nuit fort obscure le camp des Hongrois et les mit en fuite.

Le 12 mai, le roi Uladislas avait déjà consenti au double mariage de ses enfants avec des membres de la Maison d'Autriche. Le 20 du même mois, le traité d'amitié entre Maximilien et Sigismond fut également conclu. L'Empereur s'engagea à terminer à l'amiable les différends de la Pologne avec la Russie et l'ordre Teutonique.

Le 16 juillet 1515, la première entrevue de l'Empereur avec les deux rois eut lieu entre Bruck-sur-la-Leitha et Hainbourg près de la forêt dite *Harterwalde*, non loin de Trauttmannsdorf. Le jour suivant, les rois firent solennellement leur entrée dans *Vienne*. Là, une alliance de famille, extrêmement importante pour la Maison d'Autriche fut effectivement contractée. Le 20 juillet, les actes des doubles fiançailles entre le prince royal *Louis* et l'archiduchesse *Marie*, et entre la princesse *Anne de*

Hongrie et l'un des deux archiducs *Charles* ou *Ferdinand*, furent signés et scellés. Dans l'espace d'un an le mariage d'Anne avec Charles, qui toutefois était encore fiancé à la princesse Renée de France, ou avec Ferdinand, devait s'accomplir. Dans le cas contraire l'Empereur s'obligeait à épouser lui-même la princesse Anne, ou à lui payer la somme de 300,000 ducats. Le droit de succession réciproque entre la Maison d'Autriche et les descendants du roi de Hongrie et de Bohême fut fermement établi. Il fut en outre convenu, que la princesse Anne et son époux succéderaient au trône de Hongrie, si Louis ne laissait point d'héritiers mâles. L'Empereur avait aussi adopté le prince Louis pour troisième fils, et l'avait déclaré vicaire de l'Empire pour le temps de son absence, et désigné aussi pour roi des Romains à élire, en cas que les deux archiducs Charles et Ferdinand vinssent à mourir plus tôt. Le 22 juillet, les fiançailles furent célébrées dans l'église S. Étienne à Vienne; l'Empereur fit l'échange des anneaux au nom de ses deux petits-fils Charles et Ferdinand, dont l'un était destiné à devenir l'époux de la princesse Anne. Celle-ci resta à la Cour impériale, pour être élevée avec les archiduchesses. Dans les premiers jours du mois d'août, les rois partirent de Vienne et retournèrent dans leurs États. Le 21 juillet 1516, l'archiduc Ferdinand ayant été publiquement déclaré à Vienne le fiancé d'Anne de Hongrie, cette princesse fut mariée au chancelier Cyprien de Saerentheim, représentant du prince.

Une ambassade ottomane arriva vers la fin de 1515 en Hongrie, pour se plaindre de la violation de la trêve près de Czarnowo. Mais en même temps Sélim, qui était engagé dans une guerre contre la Perse, fit demander une nouvelle trêve. Pendant que le Cabinet hongrois délibérait sur la résolution à prendre, le sultan de-

vint impatient, et fit faire main basse sur un corps de troupes hongroises qui escortaient un convoi de vivres à Jaitza. Le conseil d'État était encore toujours à conférer sur ce qu'il y avait à faire dans cette conjoncture difficile, lorsque le roi Uladislas, attaqué d'une fièvre nerveuse, termina sa vie le 13 mars 1516. Avant sa mort il avait encore nommé le cardinal-archevêque de Strigonie, Thomas Bakats, puis le fils de sa soeur, le margrave Georges de Brandebourg et Jean Bornemissa, commandant du château de Bude et gouverneur du prince Louis, tuteurs de ce prince, âgé de dix ans. La suprême direction de la tutelle et la protection de son fils et du royaume, avaient été recommandées avec instance par le monarque défunt à l'Empereur et au roi de Pologne. Le 24 avril, la Diète s'assembla. Après plusieurs scènes orageuses, et après qu'une partie de la basse Noblesse, excitée par Jean Zapolya, s'était même permis des voies de fait ouvertes contre le parti royaliste, il fut enfin décidé que le jeune roi lui-même avec le conseil d'État entier administrerait les affaires du gouvernement. Le margrave Georges de Brandebourg fut désigné pour grand-maître et compagnon de Louis, et Georges Szakmari, évêque de Cinq-Églises, fut nommé chancelier du prince. La Diète repoussa en même temps toute influence de l'Empereur et du roi de Pologne sur la tutelle et la régence du royaume. Les États de la Bohème et de la Moravie furent invités à envoyer une députation, choisie parmi eux, à Bude pour diriger de là, sous la présidence du Roi, l'administration de leurs pays. Mais les États arrêtèrent que des comités, formés de membres de leur Collège, géreraient dans la capitale de chaque pays les affaires de la régence, jusqu'à ce que le Roi s'y rendît en personne et aurait, après avoir confirmé par serment les franchises de ces pays, effectivement pris possession du gouvernement.

Dans l'assemblée générale de Prague en 1517, les États de la Bohème et de la Moravie reconnurent l'Empereur et le roi de Pologne pour protecteurs du jeune roi et de ses pays. Cette Diète parvint enfin à faire conclure, le 6 octobre 1517, une convention qui accordait aux Nobles le droit de brasser et de vendre de la bière dans leurs terres, et aux bourgeois la faculté de posséder des biens de campagne et de porter des armes. Les bourgeois de la ville vieille et de la ville neuve de Prague renoncèrent pareillement en 1518 à la rancune qu'ils nourrissaient depuis si longtemps les uns et les autres; ils supprimèrent les portes, les murs et les fossés, qui avaient séparé jusqu'alors les deux cités, et se réunirent sous un seul Magistrat. On donna vivement la chasse aux bandes de brigands qui s'étaient multipliées de nouveau, tant en Bohème qu'en Moravie; un grand nombre fut anéanti, et plusieurs de leurs châteaux furent conquis et dévastés.

La Diète de Hongrie avait en 1516 accordé aux Turcs une trêve pour un an. L'année suivante, Sélim demanda une prolongation de l'armistice. Comme le conseil d'État hongrois faisait attendre trop longtemps sa décision, les Turcs commencèrent les hostilités et firent le siège de Jaitza. Mais le ban Berislo de Croatie s'étant avancé au secours de la place, les Turcs renoncèrent à leur entreprise.

Cependant en 1518 les Ottomans se préparèrent à envahir de nouveau la Bosnie; ce qui engagea les États à s'assembler au mois de juillet à Tolna, où ils proposèrent de si bonnes mesures pour la défense du royaume que le Roi et le conseil d'État ne firent aucune difficulté de les adopter. Dans les derniers jours de septembre, les États et les troupes qu'on avait levées se réunirent dans le camp près de Batsch. Mais au lieu de faire passer une force imposante au ban Berislo en Croatie, on

ne lui envoya que quelques bandes insignifiantes; en sorte qu'il ne fut pas à même d'agir efficacement contre les Turcs. Ensuite l'assemblée s'occupa de plusieurs affaires importantes, relatives à la guerre et aux finances du royaume comme aussi à l'abolition de l'usage qui s'était fréquemment introduit de conférer plusieurs bénéfices ecclésiastiques, ou emplois de magistrature, à une seule personne. Le conseil d'État fut aussi changé et augmenté de façon que le parti royaliste y perdit la prépondérance, et que celui de Zapolya gagna la supériorité.

François I ne fut pas plutôt monté sur le trône de France, qu'il résolut de se remettre en possession du duché de Milan, dont il avait déjà pris le titre. Il commença par des négociations avec les Confédérés helvétiques, qui pouvaient mettre le plus d'obstacle à cette conquête. Mais les Suisses, qui n'avaient pas oublié le tour de perfidie que la Trémouille leur avait joué au siège de Dijon, loin de se prêter à un arrangement avec François I, conclurent, au mois de mai 1515, une alliance avec l'Empereur, le roi Ferdinand d'Aragon et de Sicile et le duc Maximilien, pour la défense du Milanais, en cas que ce pays fût attaqué par la France. Le pape Léon X avait déjà, vers la fin de l'année 1514, signé un nouveau traité avec les cantons suisses et prononcé, le 25 mai 1515, l'excommunication contre ceux qui oseraient attaquer le territoire de l'Église, et notamment Parme et Plaisance. En revanche la république de Venise, le roi Henri VIII d'Angleterre et le margrave de Saluce, renouvelèrent les traités déjà existants avec la France. L'archiduc Charles avait pris depuis peu les rênes du gouvernement des Pays-Bas, et rendu hommage à François I pour la Flandre, l'Artois et le Charolais. Afin d'affaiblir la dangereuse influence par laquelle la France avait troublé, pendant une longue suite d'années, la tranquillité dans ces

provinces, l'Archiduc fit conclure, le 24 mars 1515 à Paris, avec François I un traité d'amitié, dans lequel le mariage de Charles et de la princesse Renée fut aussi encore une fois confirmé. Mais cette apparence d'union couvrait, comme nous verrons par la suite, une éternelle discorde.

François I, qui avait rassemblé, au printemps 1515, dans le Dauphiné 2500 lances de la Noblesse française, 22,000 lansquenets allemands, belges et anglais, et 10,000 fantassins basques, avec soixant et douze pièces d'artillerie, se mit en marche vers les Alpes. Les Suisses, au nombre de 20,000, auxquels s'était jointe la cavalerie milanaise et pontificale, essayèrent en vain de lui fermer le passage de ces montagnes; François I les força à la retraite, s'avança par Vercelli, prit Novare après une faible résistance, et occupa Pavie. Le général Trivulce parut devant Milan et négocia avec les bourgeois sur la reddition de la ville. Cardone, général du roi d'Aragon, après avoir renforcé les garnisons de Vérone et de Brescia, se réunit près de Plaisance avec le corps de troupes papales commandé par Laurent de Médicis. Cette armée alliée comptait alors environ 18,000 hommes. Alviane avec les Vénitiens avait passé l'Adda et pris position près de Lodi. Son avant-garde était placée vis-à-vis de Plaisance, par où elle empêchait l'armée coalisée de franchir le Pô et la tenait dans l'inaction. Afin d'assurer sa propre communication avec Alviane, et d'empêcher celle des Espagnols avec les Suisses, François I s'était posté près de Marignano (appelé aussi Melegnano), sur la route qui conduit de Plaisance à Milan. Cardone avait cependant franchi le Pô avec son avant-garde; mais ayant vu devant lui les forces principales de France, il s'était aussitôt retiré sur la rive droite à Plaisance. Pendant ce temps-là, l'armée suisse, forte de 25,000 hommes, était entrée dans Milan.

Le 13 septembre 1515, vers les trois heures de l'après-dîner, le cardinal de Sion, à la tête des troupes helvétiques, se mit en marche pour attaquer l'ennemi. Les Suisses pénétrèrent au travers du feu des batteries françaises, repoussèrent les attaques de la cavalerie royale et des lansquenets allemands, et enfoncèrent la ligne de l'armée française en plusieurs endroits. La mêlée dura fort avant dans la nuit. Le lendemain à l'aube du jour, le combat recommença avec une nouvelle fureur, et continua avec des succès variés jusqu'au moment, où Alviane parut avec la cavalerie vénitienne sur le champ de bataille. Les Suisses ne jugeant pas à propos d'attendre l'arrivée de toute l'armée républicaine, se retirèrent en bon ordre dans Milan. Cette bataille coûta la vie à 20,000 guerriers, dont deux tiers étaient Suisses. Le jour suivant, ces derniers retournèrent par Come dans leur pays. Ils évacuèrent aussi les districts d'Italie qu'ils avaient occupés jusqu'alors, et se bornèrent à laisser des garnisons dans les châteaux de Bellinzona et de Locarno. Maximilien Sforce se jeta avec 2000 hommes dans la citadelle de Milan. Cette capitale et tout le duché se soumit au roi de France. Le château de Milan fut assiégé. Le 14 octobre, Maximilien signa une convention, par laquelle il remettait au roi les châteaux de Milan et de Crémone et renonçait au duché, moyennant une pension de 30,000 écus que le roi lui accorda volontiers, à condition qu'il passerait le reste de ses jours en France.

Le pape Léon X, effrayé de la facilité avec laquelle les Français avaient reconquis le Milanais, et craignant pour ses propres États, fit la paix avec le roi de France. Par le traité qu'ils conclurent, le 13 octobre 1515 à Viterbe, il fut réglé que le pape céderait Parme et Plaisance au duché de Milan, et rendrait Modène et Reggio au duc de Ferrare. Dans cette convention on accorda à l'armée

espagnole de Cardone la libre retraite par l'État de l'Église dans le royaume de Naples. Le 10 décembre, Léon X eut à Bologne une entrevue avec François I, à qui Parme et Plaisance avaient déjà été remises. L'alliance de ces princes fut confirmée et reçut encore une plus grande extension. Les négociations du roi avec les Confédérés helvétiques avaient eu aussi un heureux résultat. Le duc de Savoye ménagea à Genève un traité, par lequel François I s'engageait à payer aux Suisses un million d'écus, y compris les sommes promises à Dijon et à Galarate, comme aussi de renouveler et d'augmenter leurs anciennes pensions. En retour, les Suisses renoncèrent à la Valteline et aux pays de Lugano, de Locarno et de Chiavenne, et permirent au roi de France d'enrôler en tout temps des troupes dans leur pays pour toute guerre, excepté celles contre le pape et l'Empereur. Au congrès de Genève, huit cantons suisses signèrent, le 7 novembre, cette convention. Les autres cinq endroits: Zurich, Uri, Schwitz, Bâle et Schafhouse, ne voulurent pas consentir à la cession des districts d'Italie ci-dessus nommés, et refusèrent par conséquent la ratification du traité. Au mois de janvier 1516, François I congédia la plus grande partie de son armée, et retourna en France. Le connétable, duc de Bourbon, resta à Milan en qualité de gouverneur.

Les succès de François I ranimèrent l'empereur Maximilien, qui était demeuré simple spectateur des grands événements qui venaient de se passer en Italie. Il leva des troupes en Allemagne avec l'argent que lui avait envoyé Ferdinand d'Aragon. Ce prince, appréhendant que François I, devenu l'arbitre de l'Italie, ne s'emparât aussi du royaume de Naples, persuada l'Empereur à faire un nouvel effort, et à se rendre en personne en Italie avec une armée plus considérable que celles qu'il y avait conduites jusqu'alors. Maximilien, auquel les cinq cantons qui

n'avaient pas voulu ratifier le traité, fait à Genève avec la France, avaient accordé le libre enrôlement dans leur pays, rassembla une armée, composée de 15,000 Suisses, de 10,000 fantassins espagnols et allemands, et de 5000 chevaux. Au mois de mars 1516, il descendit par le Trentin dans le Véronais, traversa cette province et dégagea Brescia que les Français et les Vénitiens tenaient bloquée, et après avoir passé le Mincio, l'Oglio et l'Adda, il vint camper, le 25 du même mois, devant Milan. L'Empereur commença le siège de la ville. Déjà plusieurs Généraux français, renfermés dans Milan, s'étaient déclarés pour la reddition de la place, lorsqu'Albert de Stein parut avec une armée de 13,000 Suisses que le roi de France avait enrôlés dans les huit cantons qui lui étaient attachés. Ces Suisses, il est vrai, refusèrent de se battre contre leurs compatriotes qui servaient sous les drapeaux de l'Empereur; mais ces derniers ayant exprimé le même sentiment, Maximilien, qui craignait d'avoir le même sort que Ludovic Sforce, livré à ses ennemis par les Suisses, leva le siège de Milan et reprit le chemin du Tyrol. Ses troupes désertèrent en grande partie, faute de payement. Les Suisses des deux armées retournèrent chez eux par ordre de la Diète. Après la retraite des Impériaux, l'armée combinée de France et de Venise forma de nouveau le siège de la ville de Brescia, qui se rendit après une vigoureuse résistance, le 24 mai 1516. Les alliés investirent ensuite Vérone. Marc-Antoine Colonna, commandant impérial de la place, la défendit avec autant d'habilité que de courage. Cependant au mois d'octobre les assiégeants parvinrent à faire brèche aux murailles; et l'on pouvait s'attendre chaque jour à un assaut général. Dans ce moment critique, Guillaume de Roggendorf, qui s'était mis en marche du Tyrol avec un corps de 8000 lansquenets allemands et 1200 chevaux, s'approcha pour dégager la ville menacée. Le ma-

réchal de Lautrec, gouverneur de Milan, crut ne [illegible] plus risquer une bataille, les négociations de paix [illegible] déjà alors fort avancées. Les alliés entrèrent en [illegible] d'hiver. Ils avaient perdu 4000 hommes devant Vé[illegible]

Ferdinand V le Catholique, roi d'Aragon, était [illegible] le 23 janvier 1516. Comme il n'avait pas laissé d'[illegible] de son second mariage avec Germaine de Foix, son [illegible] fils *l'archiduc Charles* réunit sur sa tête les cou[illegible] d'Aragon et de Castille, puis celles de Sicile, de S[illegible]daigne et de Naples. L'intérêt politique du jeune roi e[illegible]geait qu'il amenât le repos au dehors et l'affermisse[illegible] intérieur de la belle Monarchie qu'il venait d'acquérir. Le roi de France, de son côté, redoutait le voisin puissant, [illegible] voulait s'assurer de son amitié. En conséquence, les mi[illegible]nistres des deux monarques signèrent, le 13 août 1516 [illegible] Noyon, un traité qui réglait, que le roi Charles épouserait la princesse Louise, fille de François I, âgée d'un an, ou une de ses autres filles. Seulement en cas que la princesse Louise vînt à mourir plus tôt et n'eût point de sœur, le mariage de Charles avec la princesse Renée, fille de Louis XII, stipulé par les traités antérieurs, devait s'accomplir. François I promit de céder pour dot à la fiancée les prétentions de la France sur le royaume de Naples. Il fut encore convenu, que celui des deux Souverains qui romprait le traité, renoncerait à tous ses droits sur le royaume de Naples. Cependant ce traité n'empêcha point le roi Charles d'accéder à l'alliance défensive qui fut conclue, le 29 octobre de la même année à Londres, entre l'Empereur et le roi d'Angleterre. Maximilien invita en vain les Suisses à prendre part à cette union. Tous les treize cantons des Confédérés conclurent, le 29 novembre 1516 avec François I à Fribourg, *la paix perpétuelle* qui servit de base à tous les traités postérieurs de la Suisse avec la France. Le libre concordat entre la France et le Saint-

Siège fut signé à Rome, le 18 août 1516, et confirmé, le 19 décembre de la même année, par le concile de Latran. Cette assemblée ecclésiastique fut close le 16 mars 1517.

Sur les pressantes représentations du roi Charles, l'Empereur son aïeul fit enfin, le 4 décembre 1516, la paix avec le roi de France. Les conditions de ce traité, auquel Charles d'Espagne accéda, furent: que Vérone serait rendue aux Vénitiens qui payeraient en retour 200,000 ducats à l'Empereur; que les rois de France et d'Espagne examineraient et décideraient les différends qui subsistaient sur les limites entre l'Empereur et l'Empire, d'une part, et l'État de Venise, d'autre part, et qu'à cet effet les hostilités entre l'Empereur et Venise seraient suspendues pendant huit mois. Le 11 mars 1517, l'Empereur et les rois de France et d'Espagne contractèrent à Cambrai une alliance défensive générale, et firent une ligue pour combattre les Turcs. Il fut convenu, que les querelles de l'Empereur avec Venise seraient entièrement terminées dans l'espace de six mois. Mais cet arrangement fut encore retardé bien plus longtemps par l'obstination de la République, qui était sûre de l'appui partial de la France, et par la fermeté avec laquelle Maximilien persistait à vouloir garder une partie de ses conquêtes. Dans la vue d'accélérer l'accommodement, François I consentit à signer, le 8 octobre 1517, un traité avec Venise, par lequel le roi et la République se garantissaient réciproquement la possession de leurs provinces en Italie. Avec Léon X aussi le monarque français s'unit encore plus étroitement. Il donna, au mois de janvier 1518, Madelaine, comtesse de la Tour d'Auvergne et de Boulogne, alliée de près à la famille royale, en mariage à Laurent Médicis, duc d'Urbino, neveu du pape. Le 25 avril suivant, le roi renonça à l'accomplissement de l'article de la convention faite à Viterbe (13 octobre 1515), en vertu duquel le souverain pontife aurait dû restituer les villes de

Modène et de Reggio au duc de Ferrare. Ce fut ainsi que François s'acheta l'amitié du pape par le sacrifice des droits d'un fidèle allié de la France. Enfin le 17 août 1518, l'Empereur et Venise conclurent une convention, qui établissait une trêve de cinq ans, accordait liberté de commerce réciproque aux sujets des deux Puissances contractantes, et stipulait que le sénat payerait à l'Empereur la somme de 100,000 ducats; savoir: 20,000 chaque 1 septembre des cinq années que durerait la trêve. Le territoire autrichien se trouva, à la fin de cette longue guerre, agrandi des districts de *Roveredo*, d'*Ampezzo*, de *Riva* et des quatre *Vicariats (Ala*, *Avio*, *Brentonico* et *Mori)*.

Ce fut vers le même temps que commença la réformation du Christianisme. Voici ce qui donna lieu à ce changement. Parmi les revenus que la Chambre pontificale tirait de tous les pays chrétiens, se trouvait le produit des *indulgences*. Celles-ci étaient offertes en vente au peuple par des prédicateurs particuliers, munis de pleins pouvoirs du pape. Pour fournir aux dépenses prodigieuses qu'exigeait la construction de l'église de S. Pierre à Rome, commencée par Jules II, et que Léon X avait résolu d'achever, ce pontife fit publier, le 14 septembre 1517, une indulgence plénière générale. Le dominicain Jean Tezel de Leipzig la prêcha en Saxe, en Misnie et en Thuringe. Un moine augustin, le docteur *Martin Luther*, à Wittenberg, commença à censurer dans ses sermons les abus qui s'étaient introduits dans le trafic des indulgences. Comme les attaques de Luther étaient particulièrement dirigées contre la conduite personnelle du dominicain Tezel, celui-ci se défendit avec la véhémence grossière qui lui était propre, et accusa son adversaire d'hérésie. Luther fit afficher, le 31 octobre 1517, quatre-vingt-quinze propositions sur la porte de l'église de

la Cour à Wittenberg, dans lesquelles il développa ses opinions, s'offrant à les défendre en pleine chaire, comme aussi par écrit, contre tout savant quelconque. Le pape Léon X s'inquiéta d'abord fort peu de ces dissensions ecclésiastiques; mais Martin Luther ayant fait remettre, le 30 mai 1518, une explication détaillée de ses thèses à Léon X, ce pontife cita, le 7 août 1518, le novateur à comparaître d'ici à soixante jours devant le sacré collège à Rome, pour rendre compte de sa conduite. Mais le Souverain de Luther, le duc *Frédéric* de *Saxe*, s'entremit avec tant de zèle en faveur de Luther, que celui-ci fut dispensé du voyage de Rome, et eut seulement ordre de se présenter, pour sa justification, devant le tribunal du cardinal-légat Thomas-Cajetan à Augsbourg.

L'Empereur avait, le 16 septembre 1516 à Augsbourg, conclu, en qualité d'archiduc d'Autriche, une alliance défensive pour ses pays autrichiens antérieurs avec le duc Antoine de Lorraine et l'évêque Jean de Metz, lequel traité fut ensuite ratifié à Haguenau, le 16 novembre de la même année. Pendant le séjour de Maximilien dans cette ville, il fit partir une ambassade pour Moscou, afin de moyenner la paix entre le grand-prince Basile Ivanowitsch et le roi de Pologne. Mais les Polonais ayant recommencé les hostilités pendant qu'on négociait, la réconciliation entre Basile et Sigismond ne s'effectua point. En été 1517, les paysans de la Marche vénède s'étaient soulevés contre leurs seigneurs. Ils se plaignirent des vexations qu'ils avaient à souffrir de la part de la Noblesse, et demandèrent le maintien de leurs droits. Mais ils s'abandonnèrent en même temps aux plus grands excès et firent beaucoup de ravage dans le pays. Comme l'assurance qu'on donna aux chefs des séditieux, que leurs griefs seraient redressés, ne put les amener à la raison, ils furent dispersés de vive force par Sigismond de Dietrichstein,

capitaine du pays. Au printemps de l'année 1518, Maximilien tint à Inspruck une grande assemblée de députés de tous les pays héréditaires d'Autriche. Les États lui accordèrent des sommes considérables pour l'amortissement des dettes nationales. En même temps, toutes les provinces s'unirent pour cinq ans, afin de se prêter mutuellement du secours. Maximilien proposa aussi aux États provinciaux une nouvelle organisation de l'administration de ces pays; mais la mort de l'Empereur, arrivée bientôt après, empêcha l'exécution de cette réforme. Les travaux préparatoires, agréés et confirmés par le recès de cette Diète (24 mai 1518), sont connus sous le nom de *Libelle d'Inspruck.*

La Diète d'Augsbourg fut ouverte, au mois de juillet 1518. L'Empereur proposa aux États de l'Allemagne d'entreprendre une expédition générale contre les Ottomans, devenus plus formidables que jamais. Le pape Léon X, qui s'était aussi proposé de publier une croisade contre les Mahométans, et avait déjà invité tous les princes chrétiens à prendre part à cette guerre sainte, fit présenter, le 1 août 1518, par le cardinal Thomas-Cajetan un chapeau et un glaive bénits à l'Empereur, par où le pontife confirmait ce monarque comme généralissime de l'armée qu'on devait former, pour faire la guerre aux Turcs. Le légat romain exhorta ensuite, dans un discours énergique, les princes à seconder de tous leurs moyens l'empereur Maximilien dans cette entreprise. Les États ecclésiastiques devaient contribuer aux frais des armements par un dixième, et les États séculiers par le vingtième denier de leurs revenus. Les rois de Pologne et de Hongrie appuyèrent fortement les propositions de l'Empereur et du souverain pontife. Mais les États de l'Empire étaient de tout temps habitués ou à rejeter les propositions impériales, ou à les rendre vaines par leur hésitation, dès que, pour les

exécuter, on exigeait des sacrifices d'eux aussi. L'expédition turque prit la même marche. Les princes voulaient, disaient-ils, auparavant encore réfléchir sur la chose chez eux, en conférer avec les États de leurs pays, et faire leur rapport à la Diète prochaine. Cependant pour garder l'apparence, comme s'ils ne manquaient point d'activité dans une affaire de si haute importance, ils décrétèrent, le 12 septembre, „que pendant les trois années suivantes, chaque communiant des deux sexes payerait annuellement la dixième partie d'un florin d'Empire; que les États donneraient davantage à volonté, et que le produit de ces contributions serait employé à enrôler, armer et soudoyer des troupes pour combattre les Mahométans.“ Les dispositions ultérieures pour cette grande expédition devaient être déterminées dans la prochaine Diète.

Maximilien se donna dans cette même Diète beaucoup de peines pour engager les États de l'Allemagne à élire son petit-fils Charles d'Espagne roi des Romains. Les électeurs de Mayence, de Cologne, du Palatinat et de Brandebourg promirent par un traité, en date du 1 septembre 1518, leur assentiment à Maximilien. Le jeune roi de Bohème fut compris par ses tuteurs, l'Empereur et le roi de Pologne, dans cette convention. Mais le pape et le roi de France, qui aspirait lui-même à la couronne d'Allemagne, surent par des voies secrètes faire échouer ce plan de l'Empereur. L'électeur Frédéric de Saxe se déclara aussi contre ce projet. Maximilien fut par conséquent obligé de renoncer à l'espérance de voir, encore de son vivant, son petit-fils revêtu de la dignite de roi des Romains. Cependant Charles d'Espagne continua de négocier avec les princes électeurs qui lui étaient inclinés, pour s'assurer au moins de leurs suffrages, en cas que l'Empereur vînt à mourir.

Le troisième objet important dont s'occupa cette Diète,

ce fut l'administration de la justice. Les États délibérèrent sur une meilleure organisation de la Chambre impériale, sur le maintien de la paix publique, sur plusieurs lois de police et morales, et sur le monnayage.

Martin Luther n'arriva qu'après la clôture de la Diète, le 8 octobre 1518, à Augsbourg. Il avait obtenu un sauf-conduit, expédié au nom de l'Empereur. Le 12 du même mois, commencèrent les pourparlers entre lui et le cardinal-légat. Ce dernier insista sur une révocation sans réserve; Luther demanda l'examen de ses thèses; en sorte qu'ils ne purent aucunement s'accorder. Luther, craignant d'être arrêté par le crédit du légat, nonobstant le sauf-conduit qu'on lui avait donné, se sauva pendant la nuit, après avoir fait afficher un écrit, dans lequel il appelait du légat au souverain pontife. Le cardinal somma alors l'électeur Frédéric de Saxe de livrer Luther à Rome, ou de le bannir de ses États. L'électeur refusa au légat l'une et l'autre demande, ce qui donna à Luther le courage d'appeler du pape à un concile libre et général. Après cela, ne ménageant plus rien, il écrivit contre le pape, attaqua la doctrine de l'Église catholique romaine, non-seulement sur les indulgences, mais encore sur les sacrements, le purgatoire, l'eucharistie, le culte des images, la confession auriculaire, les voeux monastiques, le célibat, la hiérarchie ecclésiastique, la tradition et plusieurs autres dogmes, et prépara ainsi, sans le savoir, la plus grande révolution, qui se soit faite dans la religion depuis l'extinction du paganisme.

L'empereur Maximilien ne vit point les suites de ces troubles. Ce monarque, qui était parti d'Augsbourg, deux jours avant l'arrivée de Luther dans cette ville, avait pris par le Tyrol le chemin de l'Autriche. Il était attaqué depuis plusieurs mois d'une fièvre lente qui minait insensiblement son existence. Comptant trop sur la force de

sa constitution, il n'avait pas usé de remèdes. Les fatigues du voyage sur l'Inn et le Danube augmentèrent tellement le mal, qu'il fut obligé de s'arrêter à *Wels* en haute Autriche. Là, il renouvela encore, le 15 décembre, l'union héréditaire perpétuelle des pays autrichiens avec l'évêque de Chur et les Grisons. La maladie de l'Empereur allait s'aggravant chaque jour. Les soins des médecins, auxquels on eut trop tard recours, restèrent sans effet. Après plusieurs semaines de souffrances, le monarque rendit le dernier soupir, le 12 janvier 1519, dans la soixantième année de son âge, après avoir régné vingt-cinq ans et cinq mois.

Maximilien I fut un homme extraordinaire sous tous les rapports. Jamais un prince ne montra moins de dispositions dans son enfance, et même dans sa jeunesse. Son éducation n'avait pas été bien soignée; jusqu'à l'âge de dix ans il articulait si mal, qu'on avait peine à le comprendre. Mais dans la suite il vint à bout de s'exprimer avec tant de facilité en plusieurs langues, que sa rare éloquence excitait l'admiration universelle. Par son application et un travail constant, il devint un des princes les plus accomplis de son temps. Il était d'une taille moyenne, mais bien proportionnée; il avait l'air mâle et la physionomie animée; son port et tous ses mouvements étaient pleins de majesté et de grâces. Il avait une constitution robuste qui le rendait propre à supporter la fatigue et les injures du temps. Il était intrépide jusqu'à la témérité, et ses contemporains craignaient sa force et son adresse dans les tournois. Son humeur était douce et bienfaisante, son esprit agréable et cultivé. Il traitait chacun de ses sujets avec une affabilité prévenante et une grâcieuse cordialité. Il détestait le mensonge et la calomnie; il aimait la vérité, et ce qui est rare chez les Grands, il ne trouvait pas mauvais qu'on la lui dît en face. Il aimait les amusements hon-

nêtes; mais il en jouissait avec mesure. La vivacité de son tempérament le portait à chercher de préférence les passetemps périlleux, comme la chasse de l'ours, du chamois, les tournois etc. [1]). La qualité la plus indispensable aux princes, la justice, Maximilien la choisit pour guide dans la carrière de sa vie fort agitée. Il se montrait généreux envers ceux qui avaient manqué à sa personne; mais il faisait punir sévèrement tous ceux qui s'étaient rendus coupables d'un forfait contre l'État, le bien public et les lois. Maximilien aimait les arts et les sciences. Il recherchait la société de ceux qui les cultivaient. Les philosophes, les peintres, les historiens, eurent part à ses largesses, et furent honorés de sa protection. Il avait une prédilection particulière pour la poésie. Il donna lui-même au prévôt Melchior Pfinzing l'idée du poème romanesque ***Theuerdank***, proprement ***Teuerdank*** [2]), qui contient le récit des événements de la jeunesse de l'Empereur. Ce prince dicta à son secrétaire Marc Treizsauerwein le ***Weiss-Kunig*** (roi sage), lequel ouvrage a pour objet l'histoire de la vie de Maximilien. Il envoya aussi en Angleterre, en France et en Italie, des savants chargés de récueillir des actes et autres monuments pour l'histoire d'Allemagne, et des généalogies de sa famille. Ce fut Maximilien I,

[1]) On raconte qu'un jour, égaré au milieu des rochers et précipices effrayants du Tyrol, où il chassait le chamois, il était prés d'expirer de faim et de fatigue, lorsqu'il fut tiré par un chasseur de chamois, nommé Zips, de cette situation dangereuse. Les descendants de ce brave homme, à qui le monarque reconnaissant donna des terres avec des lettres de Noblesse pour récompense, existent encore sous le nom de *Hollauer d'Hohenfelsen (du haut rocher)*; et le monument, qui se trouve sur le roc escarpé appelé *Martinswand*, non loin d'Inspruck, indique la place où l'empereur Maximilien I fut exposé à un si grand péril.

[2]) Ce mot est, d'après l'explication de l'auteur même, une abréviation d'*Abenteuerdank (ein auf Abenteuer denkender Held)*; ce qui veut dire un héros méditant des aventures. Toutes les autres interprétations sont fabuleuses.

qui posa la base de la bibliothèque impériale de la Cour (à Vienne), si riche en trésors littéraires.

Comme Souverain, Maximilien était habile, résolu et actif. Mais il n'avait les mains libres dans aucun de ses États. Les constitutions défectueuses de ces pays mettaient toujours obstacle à ses sages desseins. Pour mieux organiser l'administration intérieure dans les pays autrichiens, il créa de nouveaux emplois et offices. Il tint des Diètes dans les provinces, fit beaucoup d'ordonnances relatives aux fiefs et plusieurs lois sur la police, la justice criminelle, les moeurs etc. Il montra aussi un zèle ardent et infatigable pour la tranquillité et l'ordre intérieurs de l'Allemagne, où il consolida la paix publique perpétuelle, la Chambre impériale, la division de l'Allemagne en cercles, le Conseil aulique d'Empire, et autres institutions importantes et utiles au bien public.

Maximilien était maître dans l'art de créer, de former et de conduire des armées. Il connaissait également et la théorie et la pratique de la guerre. Ce prince était fort expérimenté dans l'art de l'artillerie. Il inventa de nouvelles sortes de pièces de siège, comme les mortiers, les boulets incendiaires et autres. Il publia des règlements sur la fortification des places, sur les évolutions des troupes, sur les armes dont il fallait se servir, et sur la discipline militaire. Jusqu'aux temps de Maximilien, les États n'avaient tenu pendant la paix qu'un petit nombre de gens armés. Une guerre venait-elle à éclater, on appelait les vassaux aux armes, enrôlait des mercenaires, et prenait à son service des condottieri avec leurs bandes. La campagne terminée, l'armée était licenciée, et les guerriers s'en retournaient en partie chez eux, et en partie se louaient par troupes à d'autres Puissances qui étaient alors enveloppées dans une guerre. Maximilien, reconnaissant les dangers qui résultaient d'un système, d'après

lequel les États se désarmaient eux-mêmes à chaque traité de paix, établit des régiments d'infanterie, les divisa en compagnies et donna aux fantassins une nouvelle espèce de piques qu'il avait aussi inventées lui-même; ce qui les fit appeler *Lanzknechte*, d'où vient le nom de *lansquenets* ou *lanciers*. On forma aussi des régiments de cavalerie, qui fut divisée en grosse cavalerie et en cavalerie légère, et reçut des armes et une monture conformes à leur différente destination. L'exemple de ce monarque fut imité par d'autres États; en sorte que Maximilien peut être regardé comme le créateur d'une nouvelle constitution militaire.

Maximilien I n'était pas sans défauts; mais ces défauts avaient leur source dans les belles qualités mêmes dont ce prince était doué. Sa bienfaisance naturelle dégénérait souvent en prodigalité; ce qui fut cause que ses caisses étaient toujours vidées en fort peu de temps, et qu'il manquait d'argent dans les instants où il en avait besoin pour la réussite de ses entreprises. Son activité le jeta dans l'incertitude et la légèreté. Incertain dans ses projets, il abandonnait souvent pendant l'exécution une entreprise sagement concertée pour poursuivre un autre plan, qui par une innovation brillante mettait en émoi son imagination; de là ce peu de stabilité qu'on aura remarquée dans ses alliances, et cette succession rapide de déclarations de guerre et de traités de paix, dont les uns n'étaient souvent pas plus motivés et soutenus que les autres. Vainqueur dans tant de combats, il perdit chaque fois le fruit des succès qu'il avait obtenus, par sa trop grande précipitation à faire la paix avec l'adversaire qui tremblait devant lui. Cependant, quoique Maximilien ne fît point de grandes conquêtes, il acquit par des traités et par des mariages à sa famille les couronnes de *Castille*, d'*Aragon*, de *Naples*, de *Sicile*, de *Hongrie* et de *Bohème*, comme

aussi la souveraineté des ***Pays-Bas***, et d'un ***Monde nouvellement découvert*** [1]), et affermit ainsi la grandeur et la puissance de la Maison d'Autriche, dont l'empereur Frédéric III, son père, avait jeté les premiers fondements. On a dit de Maximilien I, qu'il avait toutes les qualités, tous les talents pour être le plus grand homme de son siècle, et qu'il ne fut qu'un grand prince; ce qui est certain, c'est qu'il fut le dernier ***Chevalier***.

[1]) Toutes ces acquisitions que les princes de la Maison d'Autriche firent par des mariages, ont donné lieu à ce distique:

Bella gerant alii, tu, felix Austria, nube;
Nam quae Mars aliis, dat tibi regna Venus.

Imbert traduit ainsi ce vers:

Qu'un autre suive les combats;
L'hymen te sert mieux que Bellone.
Bellone dompte les États;
Sans combats, Venus te les donne.

FIN DU PREMIER CHAPITRE DE LA CINQUIÈME ÉPOQUE.

Fautes à corriger.

Page 28 ligne 16 Rodolfszell lisez Radolfszell
» 127 » 18 en bas que si lisez que, si
» 190 » 7 » » de la famille lisez de famille
» 281 » 14 cinquante ans lisez cinquan[illegible]
» 313 » 6 dans la note auta.

Fautes à corriger.

Page 28 ligne 16 Rodolfszell lisez Radolfszell
» 127 » 18 en bas que si lisez que, si
» 190 » 7 » » de la famille lisez de famille
» 281 » 14 cinquante ans lisez cinquante-six ans
» 318 » 5 dans la note autant lisez d'autant.

SUITE DE LA TABLE DES MATIÈRES

DE LA TROISIÈME ÉPOQUE.

CHAPITRE VIII ET DERNIER.

Page

Rodolphe I de Habsbourg, roi des Romains,
de 1273 à 1291 1

On prie de remplacer la Table des Matières du troisième volume par celle ci-jointe.

CHAPITRE I.

Albert I le Triomphant, roi des Romains, premier duc d'Autriche de la Maison de Habsbourg,
de 1291 à 1308 95

CHAPITRE II.

Frédéric I le Bel, et Léopold I le Glorieux,
de 1308 à 1330 150

CHAPITRE III.

Albert II le Sage et Othon son frère,
de 1330 à 1358 219

CHAPITRE IV.

Page

Rodolphe IV le Fondateur,
de 1358 à 1365 288

CHAPITRE V.

Albert III, dit à-la-Tresse, et Léopold III le Loyal,
de 1365 à 1395 307

CHAPITRE VI.

Albert IV d'Autriche. Guillaume l'Ambitieux et Léopold IV de Styrie,
de 1395 à 1411 365

LA SUITE DE LA TABLE DE LA IVème ÉPOQUE AU VOLUME PROCHAIN.






Stanford University Libraries
3 6105 013 891 804

